

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME CXXII**1931-1932****NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 2796. — Bulgarie et Turquie :	
Convention d'extradition. Signée à Ankara, le 23 décembre 1929	17
N° 2797. — France et Luxembourg :	
Convention d'établissement, avec protocole de signature. Signés à Paris, le 31 mars 1930	29
N° 2798. — Grèce et Hongrie :	
Convention de commerce, avec annexes et protocole final, et Arrangement relatif aux transports par chemins de fer, avec protocole de signature, signés à Athènes, le 3 juin 1930, et échange de notes y relatif de la même date	37
N° 2799. — Autriche et Hongrie :	
Traité concernant la réglementation des conditions de transit et de raccordement dans le trafic ferroviaire entre les deux pays, avec protocole final. Signés à Budapest, le 30 juin 1930	69
N° 2800. — Autriche et Hongrie :	
Traité de commerce comportant les accords suivants :	123
1. Accord concernant la remise en vigueur de la Convention commerciale du 8 février 1922 et de la Convention sur l'aide réciproque en matière de dédouanement, sur les mesures à prendre pour prévenir, poursuivre et réprimer les infractions aux lois douanières, ainsi que sur l'aide judiciaire et administrative dans les affaires pénales relatives à des infractions aux lois et règlements de douanes, avec protocole ;	126
2. Avenant à la Convention commerciale du 8 février 1922, avec annexes et protocole final ;	130
3. Accord concernant le trafic des animaux, des matières premières et des produits d'origine animale (Accord relatif aux épizooties), avec annexe et protocole final ;	194
4. Arrangement général concernant l'exportation Signés à Vienne, le 30 juin 1931.	214

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publications of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME CXXII**1931-1932****NUMBERS 1, 2, 3 and 4**

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 2796. — Bulgaria and Turkey :	
Extradition Convention. Signed at Ankara, December 23, 1929	17
No. 2797. — France and Luxemburg :	
Convention concerning Conditions of Residence and Business, with Protocol of Signature. Signed at Paris, March 31, 1930	29
No. 2798. — Greece and Hungary :	
Convention of Commerce, with Annexes and Final Protocol and Agreement regarding Railway Transport, with Protocol of Signature, signed at Athens, June 3, 1930, and Exchange of Notes relating thereto of the same date	37
No. 2799. — Austria and Hungary :	
Treaty for the Regulation of Conditions of Transit and Connections in the Railway Traffic between the two Countries, with Final Protocol. Signed at Budapest, June 30, 1930	69
No. 2800. — Austria and Hungary :	
Treaty of Commerce comprising the following Agreements :	123
1. Agreement regarding the Renewal of the Commercial Convention of February 8, 1922 and of the Convention regarding mutual Assistance in the matter of Customs Clearance, the Prevention, Prosecution and Punishment of Infringements of the Customs Regulations and mutual Legal Assistance in Criminal Cases relating to the Customs, with Protocol ;	127
2. Additional Agreement to the Commercial Convention of February 8, 1922, with Annexes and Final Protocol ;	131
3. Agreement concerning Traffic in Animals and in Raw Materials and Products of Animal Origin (Convention on Epizootic Diseases), with Annex and Final Protocol ;	195
4. General Arrangement regarding Exports Signed at Vienna, June 30, 1931.	215

	Pages
ANNEXE XXX. — Présentations à l'enregistrement, signatures, ratifications, adhésions postérieurement déposées, etc.	
N° 269. — Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants. Signée à Genève, le 30 septembre 1921.	
Adhésions	322
N° 284. — Convention entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et la France, au sujet des actes de procédure en matières civile et commerciale. Signée à Londres, le 2 février 1922.	
Echange de notes définissant les territoires visés par certaines adhésions précédemment notifiées. Paris, les 24 décembre 1931 et 15 janvier 1932	322
N° 343. — Accord entre les Gouvernements britannique et lithuanien, concernant les relations commerciales. Riga et Kovno, le 6 mai 1922.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement lithuanien concernant les relations commerciales entre le Territoire de Tanganyika et la Lithuanie. Riga, le 14 décembre et Kovno, le 28 décembre 1931	324
N° 566. — Convention entre la Belgique et le Royaume-Uni pour l'application au Congo belge et à certains protectorats britanniques des Conventions d'extradition en vigueur entre la Belgique et le Royaume-Uni, signée à Londres, le 8 août 1923, et échange de notes, Londres, les 28 juin et 2 juillet 1928.	
Echange de notes relatif à l'application à la Transjordanie des dispositions de la convention ci-dessus. Bruxelles, les 8 et 30 mars 1932	326
N° 597. — Convention entre la Belgique et le Royaume-Uni au sujet des actes de procédure en matières civile et commerciale. Signée à Londres, le 21 juin 1922.	
Echange de notes définissant les territoires visés par certaines adhésions précédemment notifiées. Bruxelles, les 24 décembre 1931 et 23 février 1932	329
N° 603. — Traité de commerce entre l'Italie et la Suisse. Signé à Zurich, le 27 janvier 1923.	
Protocole additionnel au traité ci-dessus et Déclaration annexe. Signés à Rome, le 8 juillet 1931	332
N° 654. — Convention germano-polonaise destinée à compléter la Convention de Paris du 21 avril 1921, concernant la liberté du transit entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne. Signée à Berlin, le 15 juillet 1922.	
Présentation à l'enregistrement	338
Protocole final de la convention ci-dessus. Signé à Berlin, le 15 juillet 1922	338
N° 695. — Protocole relatif à un amendement à l'article 6 du Pacte. Genève, 5 octobre 1921.	
Ratification	339

	Page
ANNEX XXX. — <i>Presentations for Registration, Signatures, Ratifications, Accessions subsequently deposited, etc.</i>	
No. 269. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children. Signed at Geneva, September 30, 1921.	
<i>Accessions</i>	322
No. 284. — Convention between the United Kingdom of Great Britain and Ireland and France respecting Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, February 2, 1922.	
Exchange of Notes respecting the description of the territories referred to by certain accessions previously notified. Paris, December 24, 1931 and January 15, 1932	322
No. 343. — Agreement between the British and Lithuanian Governments respecting Commercial Relations. Riga and Kovno, May 6, 1922.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Lithuanian Government respecting Commercial Relations between Tanganyika Territory and Lithuania. Riga, December 14, and Kovno, December 28, 1931...	324
No. 566. — Convention between Belgium and the United Kingdom extending to the Belgian Congo and certain British Protectorates the existing Extradition Conventions between Belgium and the United Kingdom, signed at London, August 8, 1923, and Exchange of Notes, London, June 28, and July 2, 1928.	
Exchange of Notes respecting the extension to Transjordan of the provisions of the above Convention. Brussels, March 8 and 30, 1932	326
No. 597. — Convention between Belgium and the United Kingdom respecting Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, June 21 1922.	
Exchange of Notes respecting the Description of the territories referred to by certain Accessions previously notified. Brussels, December 24, 1931, and February 23, 1932	329
No. 603. — Treaty of Commerce between Italy and Switzerland. Signed at Zurich, January 27, 1923.	
Additional Protocol to the above Treaty, with Annexed Declaration. Signed at Rome, July 8, 1931	332
No. 654. — German-Polish Convention Supplementary to the Paris Convention of April 21, 1921, concerning the Freedom of Transit between Eastern Prussia and the Rest of Germany. Signed at Berlin, July 15, 1922.	
Presentation for registration	338
Final Protocol of the above Convention. Signed at Berlin, July 15, 1922... ..	338
No. 695. — Protocol of an Amendment to Article 6 of the Covenant. Geneva, October 5, 1921.	
<i>Ratification</i>	339

	Pages
N° 733. — Protocole relatif à un amendement à l'article 12 du Pacte. Genève, 5 octobre 1921.	
<i>Ratification</i>	339
N° 734. — Protocole relatif à un amendement à l'article 13 du Pacte. Genève, 5 octobre 1921.	
<i>Ratification</i>	340
N° 735. — Protocole relatif à un amendement à l'article 15 du Pacte. Genève, 5 octobre 1921.	
<i>Ratification</i>	340
N° 1122. Convention provisoire entre la Norvège et les Pays-Bas concernant la navigation aérienne. Signée à La Haye, le 8 janvier 1925.	
<i>Dénonciation</i>	340
N° 1225. — Traité de commerce et de navigation entre l'Allemagne et la Suède, signé à Berlin, le 14 mai 1926, Accord additionnel au traité ci-dessus, signé à Stockholm, le 11 décembre 1928 et deuxième Accord additionnel, signé à Stockholm, le 30 novembre 1929.	
Protocole relatif à la dénonciation du Traité de commerce et de navigation entre l'Allemagne et la Suède du 14 mai 1926, ainsi que des Accords additionnels audit traité des 11 décembre 1928 et 30 novembre 1929. Signé à Stockholm, le 5 juillet 1932	341
N° 1241. — Protocole relatif à un amendement à l'article 4 du Pacte. Genève, 5 octobre 1921.	
<i>Ratification</i>	342
N° 1367. — Convention commerciale entre la République de Pologne et la République tchécoslovaque. Signée à Varsovie, le 23 avril 1925.	
Echanges de notes concernant le tarif douanier appliqué :	
1. Aux tapis d'escaliers.	
2. A la bière en tonneaux.	
(Positions N° 203 et 29 de la liste annexée au IV ^e Protocole additionnel en date du 26 juin 1928 à la Convention commerciale du 23 avril 1925. Varsovie, le 12 janvier 1931	343
N° 1379. — Convention sur le régime international des ports maritimes et protocole. Signés à Genève, le 9 décembre 1923.	
<i>Ratification</i>	349
N° 1648. — Convention entre la République d'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, concernant le règlement des conflits de frontière. Signée à Tallinn, le 8 août 1927.	
Protocole portant modification au Protocole additionnel à la Convention du 8 août 1927 entre l'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, concernant le règlement des conflits de frontières. Signé à Tallinn, le 22 octobre 1931	349

	Page
No. 733. — Protocol of an Amendment to Article 12 of the Covenant. Geneva, October 5, 1921.	
<i>Ratification</i>	339
No. 734. — Protocol of an Amendment to Article 13 of the Covenant. Geneva, October 5, 1921.	
<i>Ratification</i>	340
No. 735. — Protocol of an Amendment to Article 15 of the Covenant. Geneva, October 5, 1921.	
<i>Ratification</i>	340
No. 1122. — Provisional Agreement between Norway and the Netherlands concerning Aerial Navigation. Signed at The Hague, January 8, 1925.	
<i>Denunciation</i>	340
No. 1225. — Treaty of Commerce and Navigation between Germany and Sweden, signed at Berlin, May 14, 1926, Additional Agreement to the above Treaty, Signed at Stockholm, December 11, 1928, and Second Additional Agreement, signed at Stockholm, November 30, 1929.	
Protocol concerning the Denunciation of the Treaty of Commerce and Navigation between Germany and Sweden of May 14, 1926, as well as of the Additional Agreements to the said Treaty of December 11, 1928, and November 30, 1929, Signed at Stockholm, July 5, 1932	341
No. 1241. — Protocol of an Amendment to Article 4 of the Covenant. Geneva, October 5, 1921.	
<i>Ratification</i>	342
No. 1367. — Commercial Convention between the Polish Republic and the Czechoslovak Republic. Signed at Warsaw, April 23, 1925.	
Exchanges of Notes regarding the Customs Tariff applied to :	
1. Stair Carpets.	
2. Beer in Casks.	
(Items Nos 203 and 29 of the List annexed to the IVth Additional Protocol of June 26, 1928 to the Commercial Convention of April 23, 1925). Warsaw. January 12, 1931.	343
No. 1379. — Convention on the International Régime of Maritime Ports and Protocol. Signed at Geneva, December 9, 1923.	
<i>Ratification</i>	349
No. 1648. — Agreement between the Estonian Republic and the Union of Soviet Socialist Republics regarding the Settlement of Frontier Disputes. Signed at Tallinn, August 8, 1927.	
Protocol modifying the Additional Protocol to the Convention of August 8, 1927, between Estonia and the Union of Soviet Socialist Republics, regarding the Settlement of Frontier Disputes. Signed at Tallinn, October 22, 1931	349

	Pages
N° 1845. — Convention internationale de l'Opium, adoptée par la deuxième Conférence de l'Opium (Société des Nations). Signée à Genève, le 19 février 1925.	
<i>Ratification</i>	355
N° 1853. — Accord entre les Gouvernements néerlandais et portugais, concernant la reconnaissance réciproque des prescriptions des lois des deux pays sur les engins de sauvetage à bord des navires. Signé à La Haye, le 27 juin 1928.	
<i>Dénunciation</i>	355
N° 1950. — Convention de droit international privé. Signée à La Havane, le 20 février 1928.	
<i>Ratification</i>	356
N° 2044. — Convention entre Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande, etc., et le Président du Reich allemand concernant les actes de procédure en matières civile et commerciale. Signée à Londres, le 20 mars 1928.	
Echange de notes relatif à l'application de la convention ci-dessus au Cameroun sous mandat britannique. Berlin, les 18 et 30 avril 1932	356
N° 2368. — Convention postale universelle, avec protocole final, règlement d'exécution et protocole final, et dispositions concernant le transport de la poste aux lettres par voie aérienne, avec protocole final. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratifications</i>	359
N° 2369. — Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, avec protocole final et règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratifications</i>	360
N° 2370. — Arrangement concernant les colis postaux, avec protocole final, règlement d'exécution et dispositions concernant le transport des colis postaux par voie aérienne. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratifications</i>	360
N° 2371. — Arrangement concernant les mandats de poste, avec règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratifications</i>	361
N° 2372. — Arrangement concernant les virements postaux, avec règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratifications</i>	361
N° 2373. — Arrangement concernant les recouvrements, avec règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratifications</i>	361

	Page
No. 1845. — International Opium Convention adopted by the Second Opium Conference (League of Nations). Signed at Geneva, February 19, 1925.	
<i>Ratification</i>	355
No. 1853. — Agreement between the Netherlands and Portuguese Governments regarding the mutual Recognition of the Provisions of the Laws of the two Countries relating to Life-Saving Appliances on board Ships. Signed at The Hague, June 27, 1928.	
<i>Denunciation</i>	355
No. 1950. — Convention on Private International Law. Signed at Habana, February 20, 1928.	
<i>Ratification</i>	356
No. 2044. — Convention between His Britannic Majesty and the President of the German Reich regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, March 20, 1928.	
Exchange of Notes respecting the Extension to the Cameroons under British Mandate of the above-mentioned Convention. Berlin, April 18, and 30, 1932	356
No. 2368. — Universal Postal Convention, with Final Protocol, Detailed Regulations and Final Protocol and Provisions relating to the Conveyance of Letter Post by Air, with Final Protocol. Signed at London, June 28, 1929.	
<i>Ratifications</i>	359
No. 2369. — Agreement concerning Insured Letters and Boxes, with Final Protocol and Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.	
<i>Ratifications</i>	360
No. 2370. — Parcel Post Agreement, with Final Protocol, Detailed Regulations and Provisions relating to the Conveyance of Parcel Post by Air. Signed at London, June 28, 1929.	
<i>Ratifications</i>	360
No. 2371. — Money Order Agreement, with Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.	
<i>Ratifications</i>	361
No. 2372. — Agreement concerning Transfer to and from Postal Cheque Accounts, with Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.	
<i>Ratifications</i>	361
No. 2373. — Agreement concerning the Collection of Bills, Drafts, etc., with Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.	
<i>Ratifications</i>	361

	Pages
N° 2374. — Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques, avec règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratifications</i>	362
N° 2426. — Traité de règlement territorial entre la Colombie et le Nicaragua. Signé Managua, le 24 mars 1928.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	362
N° 2491. — Echange de notes entre les gouvernements hongrois et persan comportant un accord relatif au règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays. Rome, le 19 juin 1929.	
Echanges de notes relatifs à la prorogation jusqu'au 19 juin 1932 de l'accord ci-dessus. Budapest, le 4 décembre 1930 et Paris, les 19 juin, 15 et 17 décembre 1931... ..	362
N° 2560. — Convention internationale concernant les statistiques économiques et protocole. Signés à Genève, le 14 décembre 1928.	
<i>Adhésion</i>	366
N° 2623. — Convention internationale pour la répression du faux monnayage et protocole. Signés à Genève, le 20 avril 1929.	
<i>Ratifications</i>	366
N° 2624. — Protocole facultatif concernant la répression du faux-monnayage. Signé à Genève, le 20 avril 1929.	
<i>Ratification</i>	367
N° 2733. — Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne. Signée à Genève, le 27 juillet 1929	
<i>Ratifications</i>	367
N° 2734. — Convention relative au traitement des prisonniers de guerre. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.	
<i>Ratifications</i>	367
N° 61 (a). — Convention concernant les bâtiments hospitaliers. Signée à la Haye, le 21 décembre 1904.	
<i>Adhésion</i>	368
N° 77 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Signé à Londres, le 26 septembre 1898.	
Echange de notes concernant l'application à la Transjordanie du traité ci-dessus. La Haye, les 28 janvier et 5 avril 1932	368

No. 2374. — Agreement concerning Subscriptions to Newspapers and Periodicals, with Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.	Page
<i>Ratifications</i>	362
No. 2426. — Treaty concerning Territorial Questions at issue between Colombia and Nicaragua. Signed at Managua, March 24, 1928.	
<i>Presentation for registration</i>	362
No. 2491. — Exchange of Notes between the Hungarian and Persian Governments constituting an Agreement regarding the Provisional Settlement of Commercial Relations between the two Countries. Rome, June 19, 1929.	
Exchanges of Notes relating to the Prorogation until June 19, 1932, of the above Agreement. Budapest, December 4, 1930 and Paris, June 19, and December 15, and 17, 1931	362
No. 2560. — International Convention relating to Economic Statistics, and Protocol. Signed at Geneva, December 14, 1928.	
<i>Accession</i>	366
No. 2623. — International Convention for the Suppression of Counterfeiting Currency and Protocol. Signed at Geneva, April 20, 1929.	
<i>Ratifications</i>	366
No. 2624. — Optional Protocol regarding the Suppression of Counterfeiting Currency. Signed at Geneva, April 20, 1929.	
<i>Ratification</i>	367
No. 2733. — Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armies in the field. Signed at Geneva, July 27, 1929.	
<i>Ratifications</i>	367
No. 2734. — Convention relative to the Treatment of Prisoners of War. Signed at Geneva, July 27, 1929.	
<i>Ratifications</i>	367
No. 61 (a). — Convention concerning Hospital Ships. Signed at The Hague, December 21, 1904.	
<i>Accession</i>	368
No. 77 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and the Netherlands. Signed at London, September 26, 1898.	
Exchange of Notes recording the Application to Transjordan of the above Treaty. The Hague, January 28, and April 5, 1932	368

	Pages
N° 78 a). — Traité d'extradition entre le Danemark et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande. Signé à Copenhague, le 31 mars 1873.	
Echange de notes relatif à l'application à la Transjordanie des dispositions du traité ci-dessus. Copenhague, les 2 février et 29 mars 1932	371
N° 79 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et Haïti. Signé à Port-au-Prince, le 7 décembre 1874.	
Echange de notes relatif à l'application à la Transjordanie des dispositions du traité ci-dessus. Port-au-Prince, les 12 et 24 février 1932	374
N° 80 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, signé à Londres, le 4 juin 1878, amendé par la déclaration signée à Madrid, le 19 février 1889.	
Echange de notes relatif à l'application à la Transjordanie des dispositions du traité ci-dessus. Madrid, les 5 février et 23 mars 1932	376
N° 81 a). — Traité d'extradition entre la Bolivie et la Grande-Bretagne. Signé à Lima, le 22 février 1892.	
Echange de notes relatif à l'application à la Transjordanie des dispositions du traité ci-dessus. La Paz, les 19 février et 3 mars 1932	379
N° 83 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et la Roumanie. Signé à Bucarest, le 21 mars 1893.	
Echange de notes relatif à l'application à la Transjordanie des dispositions du traité ci-dessus. Bucarest, les 12 février et 3 mars 1932	383
N° 84 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et le Chili. Signé à Santiago, le 26 janvier 1897.	
Echange de notes relatif à l'application à la Transjordanie des dispositions du traité ci-dessus. Santiago, les 23 février et 18 mars 1932	386
N° 86 a). — Traité d'extradition entre l'Autriche-Hongrie et la Grande-Bretagne, signé à Vienne le 3 décembre 1873, amendé par la déclaration signée à Londres, le 26 juin 1901.	
Echange de notes relatif à l'application à la Transjordanie des dispositions du traité ci-dessus. Vienne, les 2 février et 18 mars 1932... ..	390
N° 87 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et le Pérou. Signé à Lima, le 26 janvier 1904.	
Echange de notes relatif à l'application à la Transjordanie des dispositions du traité ci-dessus. Lima, les 24 février et 2 mars 1932	394
N° 90 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et la Grèce. Signé à Athènes, le 24 septembre 1910.	
Echange de notes relatif à l'application à la Transjordanie des dispositions du traité ci-dessus. Athènes, les 3 février et 22 avril 1932	397

	Page
No. 78 (a). — Extradition Treaty between Denmark and the United Kingdom of Great Britain and Ireland. Signed at Copenhagen, March 31, 1873.	
Exchange of Notes respecting the Extension to Transjordan of the Provisions of the above Treaty. Copenhagen, February 2 and March 29, 1932	371
No. 79 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and Haiti. Signed at Port-au-Prince December 7, 1874.	
Exchange of Notes respecting the Extension to Transjordan of the Provisions of the above Treaty. Port-au-Prince, February 12 and 24, 1932	374
No. 80 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and Spain, signed at London, June 4, 1878, as amended by the Declaration, signed at Madrid, February 19, 1889.	
Exchange of Notes respecting the Extension to Transjordan of the Provisions of the above Treaty. Madrid, February 5, and March 23, 1932	376
No. 81(a). — Extradition Treaty between Bolivia and Great Britain. Signed at Lima, February 22, 1892	
Exchange of Notes respecting the Application to Transjordan of the Provisions of the above Treaty. La Paz, February 19, and March 3, 1932	379
No. 83 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and Roumania. Signed at Bucharest, March 21, 1893.	
Exchange of Notes respecting the Extension to Transjordan of the Provisions of the above Treaty. Bucharest, February 12, and March 3, 1932	383
No. 84 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and Chile. Signed at Santiago, January 26, 1897.	
Exchange of Notes respecting the Application to Transjordan of the Provisions of the above Treaty. Santiago, February 23, and March 18, 1932	386
No. 86 (a). — Extradition Treaty between Austria-Hungary and Great Britain, signed at Vienna, December 3, 1873, as amended by the Declaration, signed at London, June 26, 1901.	
Exchange of Notes respecting the Extension to Transjordan of the Provisions of the above Treaty. Vienna, February 2, and March 18, 1932	390
No. 87 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and Peru. Signed at Lima, January 26, 1904.	
Exchange of Notes respecting the Application to Transjordan of the Provisions of the above Treaty. Lima, February 24, and March 2, 1932	394
No. 90 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and Greece. Signed at Athens, September 24, 1910.	
Exchange of Notes respecting the Application to Transjordan of the Provisions of the above Treaty. Athens, February 3, and April 22, 1932	397

- N° 91 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et le Siam. Signé à Bangkok, le 4 mars 1911.**
- Echange de notes relatif à l'application à la Transjordanie des dispositions du traité ci-dessus. Bangkok, les 14 mars et 7 avril 1932 399
- N° 97 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et le Nicaragua. Signé à Managua, le 19 avril 1905.**
- Echange de notes relatif à l'application à la Transjordanie des dispositions du traité ci-dessus. Guatémala, le 14 mars 1932 et Managua, le 6 avril 1932 402
- N° 100 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et le Guatemala, signé à Guatemala, le 4 juillet 1885, modifié par le protocole additionnel, signé à Guatemala, le 30 mai 1914.**
- Echange de notes relatif à l'application à la Transjordanie des dispositions du traité ci-dessus. Guatémala, les 14 et 30 mars 1932 407
- N° 102 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et la Suisse, signé à Berne, le 26 novembre 1880, complété par la Convention signée à Londres, le 29 juin 1904.**
- Echange de notes relatif à l'application à la Transjordanie des dispositions du traité ci-dessus. Berne, les 28 janvier et 9 mai 1932. 411
- N° 111 a). — Traité de paix et de commerce entre la Grande-Bretagne et la Suède. Signé à Upsal, le 11 avril 1654.**
- Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande et le Gouvernement suédois relatif à la dénonciation par la Nouvelle-Zélande, à partir du 11 avril 1933, du traité ci-dessus. Stockholm, les 11 et 14 avril 1932... .. 414
- N° 112 a). — Traité de paix et de commerce entre la Grande-Bretagne et la Suède. Signé à Westminster, le 17 juillet 1656.**
- Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande et le Gouvernement suédois relatif à la dénonciation par la Nouvelle-Zélande à partir du 11 avril 1933, du traité ci-dessus. Stockholm, les 11 et 14 avril 1932... .. 417
- N° 113 a). — Traité de paix et de commerce entre la Grande-Bretagne et la Suède. Signé à White hall, Westminster, le 21 octobre 1661.**
- Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande et le Gouvernement suédois relatif à la dénonciation par la Nouvelle-Zélande, à partir du 11 avril 1933, du traité ci-dessus. Stockholm, les 11 et 14 avril 1932 417
- N° 114 a). — Traité d'alliance et de commerce, entre la Grande-Bretagne et la Suède. Signé à Stockholm, le 5 février 1766.**
- Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande et le Gouvernement suédois relatif à la dénonciation par la Nouvelle-Zélande, à partir du 11 avril 1933, du traité ci-dessus. Stockholm, les 11 et 14 avril 1932 418
- N° 115 a). — Convention de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et la Suède et la Norvège. Signée à Londres, le 18 mars 1826.**
- Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande et le Gouvernement suédois relatif à la dénonciation par la Nouvelle-Zélande, à partir du 11 avril 1933, du traité ci-dessus. Stockholm, les 11 et 14 avril 1932... .. 418

	Page
No. 91 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and Siam. Signed at Bangkok, March 4, 1911.	
Exchange of Notes respecting the Application to Transjordan of the Provisions of the above Treaty. Bangkok, March 14, and April 7, 1932	399
No. 97 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and Nicaragua. Signed at Managua, April 19, 1905.	
Exchange of Notes respecting the Application to Transjordan of the Provisions of the above Treaty. Guatemala, March 14, 1932, and Managua, April 6, 1932	402
No. 100 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and Guatemala, signed at Guatemala, July 4, 1885, amended by the Additional Protocol, signed at Guatemala, May 30, 1914.	
Exchange of Notes respecting the Application to Transjordan of the Provisions of the above Treaty. Guatemala, March 14, and 30, 1932	407
No. 102 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and Switzerland, signed at Berne, November 26, 1880, supplemented by the Convention signed at London, June 29, 1904.	
Exchange of Notes respecting the Application to Transjordan of the Provisions of the above Treaty. Berne, January 28, and May 9, 1932	411
No. 111 (a). — Treaty of Peace and Commerce between Great Britain and Sweden. Signed at Upsala, April 11, 1654	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in New Zealand and the Swedish Government regarding the Denunciation by New Zealand, as from April 11, 1933, of the above-mentioned Treaty. Stockholm, April 11 and 14, 1932	414
No. 112 (a). — Treaty of Peace and Commerce between Great Britain and Sweden. Signed at Westminster, July 17, 1656.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in New Zealand and the Swedish Government regarding the Denunciation by New Zealand, as from April 11, 1933, of the above-mentioned Treaty. Stockholm, April 11 and 14, 1932	417
No. 113 (a). — Treaty of Peace and Commerce between Great Britain and Sweden. Signed at Whitehall, Westminster, October 21, 1661.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in New Zealand and the Swedish Government regarding the Denunciation by New Zealand, as from April 11, 1933, of the above-mentioned Treaty. Stockholm, April 11 and 14, 1932	417
No. 114 (a). — Treaty of Alliance and Commerce between Great Britain and Sweden. Signed at Stockholm, February 5, 1766.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in New Zealand and the Swedish Government regarding the Denunciation by New Zealand, as from April 11, 1933, of the above-mentioned Treaty. Stockholm, April 11 and 14, 1932	418
No. 115 (a). — Convention of Commerce and Navigation between Great Britain and Sweden and Norway. Signed at London, March 18, 1826.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in New Zealand and the Swedish Government regarding the Denunciation by New Zealand, as from April 11, 1933, of the above-mentioned Treaty. Stockholm, April 11 and 14, 1932	418

N° 2796.

BULGARIE ET TURQUIE

Convention d'extradition. Signée à
Ankara, le 23 décembre 1929.

BULGARIA AND TURKEY

Extradition Convention. Signed at
Ankara, December 23, 1929.

N° 2796. — CONVENTION ¹ D'EXTRADITION ENTRE LA BULGARIE
ET LA TURQUIE. SIGNÉE A ANKARA, LE 23 DÉCEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires de Bulgarie à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} septembre 1931.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, d'autre part, désirant conclure une convention à l'effet de régler l'extradition des infracteurs, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Théodor PAVLOFF, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Bulgarie à Ankara ; et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Ali CHEVKI Bey, ancien sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères et député de Tokat ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, en vertu des dispositions de la présente convention et à l'exception de leurs nationaux, les individus, poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires de l'une d'Elles et qui se trouvent sur le territoire de l'autre.

L'extradition n'aura lieu qu'en cas de poursuite ou de condamnation pour une infraction commise hors du territoire de l'Etat auquel l'extradition est demandée.

Article 2.

En cas de demande concernant une personne poursuivie, l'extradition ne sera accordée que si l'acte incriminé peut être puni, d'après la législation des deux pays, d'une peine d'au moins un an d'emprisonnement ou d'une peine plus grave.

Lorsque l'extradition sera demandée en vue de l'exécution d'un jugement ayant la force de chose jugée elle ne sera accordée que si l'infracteur a été condamné définitivement à une peine supérieure à six mois d'emprisonnement, pour un fait punissable d'après la législation des deux pays d'une peine d'au moins un an d'emprisonnement, ou plus grave.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Sofia, le 1^{er} août 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2796. — EXTRADITION CONVENTION² BETWEEN BULGARIA AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, DECEMBER 23, 1929.

French official text communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Convention took place September 1st, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS, of the one part and THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, of the other part, being desirous of concluding a Convention to regulate the extradition of criminals, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

M. Théodor PAVLOFF, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Bulgaria at Ankara ; and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Ali CHEVKI Bey, former Under-Secretary of State at the Ministry for Foreign Affairs and Deputy for Tokat ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions.

Article 1.

The Contracting Parties undertake to surrender to each other, under the provisions of the present Convention and with the exception of their own nationals, persons who are being proceeded against or have been convicted by the judicial authorities of one Party, and happen to be in the territory of the other Party.

Extradition shall take place only in the case of proceedings or conviction for an offence committed outside the territory of the State applied to for extradition.

Article 2.

In the case of a requisition in respect of a person proceeded against, extradition shall only be granted if the offence in question is punishable under the laws of both countries with at least one year's imprisonment or a heavier penalty.

When extradition is applied for with a view to the execution of a judgment having force of *res judicata*, it shall be granted only if the offender has been finally sentenced to a penalty exceeding six month's imprisonment for an offence punishable under the laws of both countries with at least one year's imprisonment or a heavier penalty.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Sofia, August 1st, 1931.

Article 3.

L'extradition sera accordée également en cas de tentative ou de participation, sous n'importe quelle forme et de n'importe quelle nature, au cas où la tentative ou la participation seraient punies, conformément aux dispositions de l'art. 2, par les législations de l'Etat requérant et de l'Etat requis.

Article 4.

L'extradition ne sera pas accordée :

- a) Pour les infractions politiques et les faits connexes.
Ne sera pas considérée comme infraction politique ni comme fait connexe à une semblable infraction l'attentat contre la personne d'un chef d'Etat, contre celle des membres de sa famille ou contre celle d'un chef de gouvernement, lorsque cet attentat constituera le fait de meurtre ou de tentative ou de complicité à ce fait ;
- b) Pour les infractions militaires et les faits connexes ;
- c) Pour les infractions de presse ;
- d) Pour les infractions qui ne sont poursuivies que sur la plainte de la partie lésée et dont la poursuite peut être arrêtée par le renoncement de celle-ci ;
- e) Si l'individu réclamé est poursuivi par l'Etat requérant pour une infraction prescrite ou éteinte d'après ses lois, celles de l'Etat requis ou de l'Etat où l'infraction a été commise ;
- f) Si l'individu réclamé est poursuivi pour la même infraction dans le pays requis, ainsi que s'il y a déjà été définitivement mis hors de cause, condamné, absous ou acquitté pour le même fait ;
- g) Si les autorités de l'Etat requis sont, d'après les lois de celui-ci, compétentes à juger le délit ;
- h) Si le fait a été commis sur le territoire d'un Etat tiers, et les lois de la Partie requise n'admettent pas la poursuite pour un tel fait commis à l'étranger.

Article 5.

La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Article 6.

L'Etat requis sera seul en droit de juger, sur la base de la présente convention, s'il y a lieu de refuser l'extradition.

Les Parties contractantes sont d'accord que, quelle que soit la procédure à suivre pour l'examen de la demande d'extradition, le refus d'extradition pour une infraction politique ne pourra être prononcé que par le tribunal compétent désigné par l'Etat requis.

Article 7.

I. Seront produits simultanément avec la demande d'extradition soit un jugement, soit un acte d'arrestation, un acte de mise en accusation, une ordonnance définitive, un mandat d'arrêt ou tout autre acte judiciaire ayant la même force, et qui indiqueront la nature et la gravité du fait incriminé, ainsi que sa qualification et le texte de la loi pénale en vigueur dans le pays requérant, applicable à l'infraction dont il s'agit et la peine qu'elle entraîne.

Article 3.

Extradition shall also be granted in the case of attempts to commit offences or complicity of any kind, provided such attempts or complicity are punishable under the provisions of Article 2 by the laws of the applicant State and of the State applied to.

Article 4.

Extradition shall not be granted :

(a) For political offences and acts connected therewith.

An attack on the person of the Head of a State or of that of the members of his family or the Head of the Government shall not be deemed to be a political offence or an act connected with such offence, when the attack amounts to murder or attempted murder, or complicity therein.

(b) For military offences and acts connected therewith;

(c) For Press offences ;

(d) For offences in respect of which proceedings can only be instituted on the complaint of the injured party, and can be discontinued when the complainant withdraws his complaint ;

(e) If proceedings have been instituted against the person claimed by the State making application, for an offence in respect of which immunity from punishment has been acquired through limitation under its law, or that of the State applied to or of the State in which the offence was committed ;

(f) If proceedings have also been instituted against the person claimed for the same offence in the country applied to, or if proceedings in that country have been finally stopped, or if he has been convicted, pardoned, or acquitted in respect of the same offence ;

(g) If the authorities of the State applied to are, under its laws, competent to deal with the offence ;

(h) If the act has been committed in the territory of a third State and the laws of the territory applied to do not allow of proceedings being taken in respect of such an act committed abroad.

Article 5.

The requisition for extradition must always be made through the diplomatic channel.

Article 6.

The State applied to shall alone have the right to decide, on the basis of the present Convention, whether extradition shall be refused.

The Contracting Parties agree that, whatever procedure be followed in examining the requisition for extradition, extradition for a political offence may only be refused by the competent Court designated by the State applied to.

Article 7.

1. The requisition for extradition shall be accompanied by the judgment pronounced, document attesting arrest, indictment, final order, warrant of arrest or other equivalent judicial act. These documents should indicate the nature and gravity of the offence and its special category and be accompanied by the text of the criminal law in force in the applicant State which covers the offence, with a statement of the penalty involved.

2. Lorsqu'il s'agit d'infraction contre la propriété, il sera indiqué toujours le montant approximatif du dommage réel ou tenté.

3. La demande d'extradition sera autant que possible accompagnée du signalement de l'individu réclamé ou d'autres indications pouvant servir à vérifier son identité.

4. Les pièces à produire seront dressées dans la forme prescrite par les lois de l'Etat requérant et expédiées en original ou en copie légalisée par le tribunal ou par toute autre autorité compétente de cet Etat ; elles seront accompagnées d'une traduction dans la langue de l'Etat requis, certifiée conforme par l'agent diplomatique de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

5. Il est entendu que, pour prévenir l'éventualité d'une évasion, les autorités compétentes de l'Etat requis procéderont, aussitôt que celui-ci aura reçu les pièces désignées ci-dessus, à l'arrestation de l'accusé, à moins que l'extradition ne paraisse *a priori* inadmissible, tout en se réservant la décision sur la demande d'extradition.

6. Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si l'infraction, objet de la poursuite rentre dans les prévisions de la présente convention, des explications seront demandées au gouvernement requérant et l'extradition ne sera accordée que lorsque les explications fournies seront de nature à écarter ces doutes. L'individu arrêté pourra être élargi, si les explications n'ont pas été données à l'Etat requis dans le délai de deux mois, à partir du jour où la demande en sera transmise au représentant diplomatique de l'Etat requérant.

Article 8.

L'arrestation provisoire aura lieu non seulement sur la production d'un des documents mentionnés à l'art. 7, mais, en cas d'urgence, sur tout avis transmis par poste ou télégraphe signalant l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition toutefois que cet avis soit donné, par voie diplomatique, au Ministère des Affaires étrangères du pays requis.

Toutefois, la mise en liberté de l'individu arrêté aux termes du présent article aura lieu si, dans le délai d'un mois à partir du jour de l'arrestation, le gouvernement requis n'a pas reçu communication par voie diplomatique, d'un des documents mentionnés à l'article 7.

Article 9.

Les objets dans la possession desquels l'inculpé est entré par suite de l'infraction ou ceux qui ont été saisis sur lui, les instruments ayant servi à commettre l'infraction, ainsi que toute autre pièce à conviction seront, sous réserve des droits de tiers et suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis au Gouvernement réclamant l'extradition en même temps que l'inculpé et même dans le cas où l'extradition, déjà accordée, ne pourra être effectuée par suite de la mort ou de la fuite du coupable.

Cette remise comprendra également tous les objets de même nature que l'inculpé aurait cachés ou déposés dans le pays accordant l'extradition et qui seraient découverts ultérieurement.

Article 10.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans l'Etat requis pour quelque autre infraction que celle qui a motivé la demande d'extradition, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait subi la peine ou qu'il en ait obtenu la remise.

De même, en cas de procédure en cours devant les autorités de la Partie requise pour un autre motif que celui d'une infraction aux lois pénales et entraînant la comparution forcée ou la détention de l'individu réclamé, l'extradition pourra être différée jusqu'à ce que la procédure soit terminée ou que la détention ait pris fin.

2. In the case of offences against property, the approximate amount of the damage actually caused or of the damage which the offender purposed to cause shall be indicated.

3. The requisition for extradition shall, whenever possible, be accompanied by a description of the person claimed, or other particulars which might help to establish his identity.

4. The documents to be produced shall be drawn up in the form required by the laws of the applicant State and the originals or copies certified by the Courts or by any other competent authority of that State shall be attached thereto. These shall be accompanied by a translation in the language of the State applied to, certified correct by the diplomatic agent of the applicant State or by a sworn translator of the State applied to.

5. It is understood that, in order to prevent his escape, the competent authorities of the State applied to shall arrest the accused person as soon as that State has received the documents enumerated above, unless extradition should appear to be *a priori* inadmissible, while reserving its decision with regard to the requisition for extradition.

6. Should there be any doubt whether the offence which forms the subject of the proceedings comes within the provisions of the present Convention, the applicant Government shall be asked to furnish explanations, and extradition shall only be granted when the explanations furnished are of a nature to dispel such doubt. The person arrested may be set at liberty if such explanations are not furnished to the State applied to within two months from the date on which the request is transmitted to the diplomatic representative of the applicant State.

Article 8.

Provisional arrest may be effected not only on production of one of the documents mentioned in Article 7, but also, in urgent cases, on notification given through the post or by telegraph of the existence of a warrant of arrest, provided that such notification is transmitted through the diplomatic channel to the Ministry for Foreign Affairs of the country applied to.

Nevertheless, the person arrested under the terms of the present Article shall be set at liberty if, within one month from the date of his arrest, the Government applied to has not received notification through the diplomatic channel of one of the documents mentioned in Article 7.

Article 9.

All articles which have come into the possession of the accused as a result of the offence or offences and have been found on his person, and implements which have been used to commit the offence, together with any other article which may serve as proof of the offence shall, subject to the rights of third parties and at the discretion of the competent authority, be handed over to the Government making application for extradition together with the accused person, even when extradition cannot take place owing to the death or disappearance of the person claimed.

All articles of the same nature which the accused may have concealed or deposited in the country granting extradition and which may be discovered subsequently, shall also be handed over.

Article 10.

If the person claimed is being proceeded against or has been convicted in the State applied to for an offence other than that leading to the requisition for extradition, his extradition may be postponed until he has served his sentence or until the sentence has been remitted.

Similarly, if proceedings are in progress before the authorities of the Party applied to for a reason other than a criminal offence, which involves compulsory appearance in Court or detention of the person whose surrender is requested, extradition may be postponed until the proceedings have been concluded or the period of detention is terminated.

Néanmoins, si, d'après les lois du pays qui demande l'extradition, la prescription ou d'autres difficultés importantes, en ce qui concerne la poursuite de l'inculpé pouvaient résulter de cet ajournement, sa remise temporaire sera accordée, à moins de considérations spéciales qui s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer l'extradé, aussitôt que la poursuite dans le pays requérant sera terminée.

Dans le cas où l'individu réclamé serait empêché, par l'extradition, de remplir les obligations contractées par lui envers des particuliers, son extradition aura tout de même lieu, sauf à ces derniers à faire valoir leurs droits devant l'autorité compétente.

Article 11.

Si l'extradition est accordée, l'individu réclamé sera remis à la disposition de l'Etat requérant, ou à la station frontière ou au port d'embarquement de l'Etat requis.

Ledit individu pourra être remis en liberté si, dans le délai d'un mois à partir de la notification de la décision d'extradition, l'Etat requérant n'en a pas pris livraison..

Article 12.

L'extradé ne pourra être poursuivi ni puni dans le pays, auquel l'extradition a été accordée, ni extradé à un Etat tiers pour une infraction de quelque nature qu'elle soit, antérieure à l'extradition, à moins qu'il n'ait eu, dans l'un ou l'autre cas, la liberté de quitter de nouveau le pays requérant dans le courant du mois ayant suivi son jugement et, en cas de condamnation, après avoir purgé sa peine ou après avoir été amnistié ou gracié, ou qu'il n'y soit retourné de son plein gré.

Il ne pourra non plus être poursuivi ou puni par l'Etat auquel l'extradition a été accordée, du chef d'une infraction autre que celle qui a motivé la demande d'extradition, sans le consentement exprès du gouvernement qui a livré l'extradé et qui pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés à l'art. 7 de la présente convention se rapportant à cette autre infraction. Le consentement de ce gouvernement sera de même requis pour permettre l'extradition de l'inculpé à un Etat tiers. Toutefois, ce consentement ne sera pas nécessaire lorsque l'inculpé aura demandé spontanément à être jugé ou à subir sa peine, ou lorsqu'il n'aura pas quitté, dans le délai fixé plus haut, le territoire du pays auquel il a été livré ou lorsqu'il y sera retourné par la suite.

Article 13.

Si l'individu, dont l'extradition est demandée par une des Parties contractantes, est réclamé également par un ou plusieurs Etats, en raison d'autres infractions, il sera d'abord livré à l'Etat sur le territoire duquel a été commise l'infraction la plus grave et, en cas de gravité égale, à l'Etat dont il est le sujet.

Lorsque l'individu poursuivi n'est sujet d'aucun des Etats requérants, il sera livré, en cas d'infraction de gravité égale, à celui dont la demande est parvenue la première à l'Etat requis.

Il est entendu que la gravité de l'infraction sera déterminée par les lois de l'Etat requis.

Article 14.

Si l'extradition d'un infracteur a lieu entre l'une des Parties contractantes et une tierce Puissance, le transit de cet individu, et des objets prévus à l'art. 9 à travers son territoire sera

Nevertheless, if such postponement might, under the law of the applicant country, lead to immunity through limitation or might in any other way seriously hinder the proceedings against the accused, he may, unless special considerations render such a course undesirable, be surrendered temporarily, provided he be sent back as soon as the proceedings in the applicant State have been concluded.

Should the person whose surrender is requested be prevented by extradition from meeting his obligations towards private persons, his extradition shall nevertheless take place, subject to the right of such persons to bring their claims later before the competent authority.

Article 11.

If extradition is granted, the person claimed shall be handed over to the applicant State either at the frontier station or at the port of embarkation of the State applied to.

He may be released if, within a month from the date of notification of the decision to extradite him, the applicant State has not taken charge of him.

Article 12.

The extradited person may not be proceeded against or punished in the country to which extradition has been granted, or surrendered to a third country, for any offence committed before extradition, unless, in either case, he has been free to leave the applicant country within one month after judgment was given or, in the event of conviction, after he has served his sentence or has been pardoned, or unless he returns to the territory subsequently of his own accord.

He may not be proceeded against or punished in the State to which extradition has been granted for an offence other than that for which the requisition for extradition was made, except with the consent of the Government which has surrendered him, and which may, if it think fit, require the production of one of the documents mentioned in Article 7 of the present Convention relating to such other offence. The consent of that Government shall also be required for the surrender of the accused person to a third State. Nevertheless such consent shall not be necessary in cases where the accused person has himself requested to be placed on trial or to serve his sentence, or if he has not left the territory of the country to which he has been surrendered within the period fixed above or has returned to the territory subsequently.

Article 13.

If the person whose extradition is claimed by one of the Contracting Parties is also claimed by another State or States for other offences, he shall be handed over to the State in whose territory he has committed the most serious offence or, if the offences are all of equal gravity, to the State of which he is a national.

If the person proceeded against is not a national of any of the applicant States, he shall be surrendered, if the offences are of equal gravity, to the State whose requisition for extradition was first received by the State applied to.

It is understood that the gravity of the offence shall be determined according to the law of the State applied to.

Article 14.

If an offender is to be extradited by one of the Contracting Parties to a third Power, the other Party shall allow him and the articles enumerated in Article 9 to be conveyed through its territory,

accordé par l'autre Partie, à moins que l'individu en question ne lui appartienne par sa nationalité, à la condition que l'infraction donnant lieu à l'extradition ne rentre pas dans les prévisions de l'art. 4.

La demande de transit devra être faite par voie diplomatique avec production, en original ou en copie dûment légalisée, d'un des actes de procédure mentionnés à l'article 7.

Article 15.

Les Parties contractantes renoncent réciproquement à toute réclamation ayant pour objet le remboursement des frais occasionnés, sur leur territoire respectif par l'arrestation, l'entretien et le transport de l'infracteur et par la remise temporaire mentionnée à l'article 10.

Les frais de transit d'un individu dont l'extradition ou la remise temporaire aurait été accordée au Gouvernement requérant par une tierce Puissance seront à la charge du gouvernement requérant.

Article 16.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Sofia, aussitôt que faire se pourra.

Elle sera exécutoire un mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'à six mois à partir de la date de sa dénonciation par une des Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

ANKARA, le vingt-trois décembre 1929.

(L. S.) (m. p.) Th. PAVLOFF.

(L. S.) (m. p.) A. CHEVKI.

unless the person in question is one of its nationals, provided the offence for which extradition is requested is not covered by the provisions of Article 4.

The request for transit shall be made through the diplomatic channel and shall be accompanied either by the original or a certified copy of one of the legal documents mentioned in Article 7.

Article 15.

The Contracting Parties mutually undertake to waive all claims to the reimbursement of expenses occasioned in their respective territories by the arrest, maintenance and conveyance of the offender or by the temporary surrender referred to in Article 10.

Expenses occasioned by the conveyance in transit of a person whose extradition or temporary surrender has been granted to the applicant Government by a third Power shall be borne by the applicant Government.

Article 16.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Sofia as soon as possible.

It shall come into force one month after the exchange of the ratifications, and shall remain in force for six months from the date of its denunciation by one of the Contracting Parties.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have apposed their signatures and their seals.

ANKARA, *December the twenty-third*, 1929.

(L. S.) (m. p.) Th. PAVLOFF,

(L. S.) (m. p.) A. SHEVKI.

N° 2797.

FRANCE ET LUXEMBOURG

Convention d'établissement, avec protocole de signature. Signés à Paris, le 31 mars 1930.

FRANCE AND LUXEMBURG

Convention concerning Conditions of Residence and Business, with Protocol of Signature. Signed at Paris, March 31, 1930.

N^o 2797. — CONVENTION ¹ D'ÉTABLISSEMENT ENTRE LA FRANCE
ET LE LUXEMBOURG. SIGNÉE A PARIS, LE 31 MARS 1930.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} septembre 1931.*

PRÉAMBULE

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ayant jugé utile de conclure une convention d'établissement, les soussignés dûment autorisés à cet effet sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne :

- 1^o L'entrée, le séjour, l'établissement, le voyage, le droit de circuler sur le territoire et d'en sortir ;
- 2^o L'exercice du commerce, de l'industrie, des métiers et professions ;
- 3^o La possession, la location, l'occupation et l'acquisition de biens meubles et immeubles, droits et intérêts ;
- 4^o Les réquisitions et prestations autres que celles prévues à l'article 2.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exemptés de tout service militaire personnel et de toutes prestations militaires personnelles. Ils seront également exemptés de toute taxe imposée en remplacement de ce service ou de ces prestations. Ils seront soumis aux réquisitions militaires sur leurs biens meubles et immeubles dans les mêmes conditions soit que les nationaux, soit que les ressortissants de la nation la plus favorisée, au choix des intéressés.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 29 juillet 1931.
Entrée en vigueur le 22 août 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2797. — CONVENTION ² BETWEEN FRANCE AND LUXEMBURG
CONCERNING CONDITIONS OF RESIDENCE AND BUSINESS.
SIGNED AT PARIS, MARCH 31, 1930.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Convention took place September 1st, 1931.

PREAMBLE.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG having deemed it expedient to conclude a Convention regarding conditions of residence and business, the undersigned, being duly empowered for the purpose, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment in the territory of the other as regards :

- (1) Entrance, residence, establishment, travel, the right to circulate in the territory and to leave it ;
- (2) The carrying on of trade, industry and occupations ;
- (3) The possession, leasing, occupation and acquisition of movable and immovable property, rights and interests ;
- (4) Requisitions and contributions other than those referred to in Article 2.

Article 2.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall be exempted from all personal military service and from all personal military contributions. They shall also be exempted from any tax in lieu of such service or contributions. They shall be liable to military requisition of their movable and immovable property on the same conditions as nationals of the country or it they prefer, as nationals of the most-favoured-nation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, July 29, 1931.
Came into force August 22, 1931.

Article 3.

Les sociétés civiles et commerciales, industrielles, financières, d'assurances et autres sociétés de caractère économique et à but lucratif, constituées dans l'un des deux pays, conformément aux lois de ce pays et y ayant leur siège social sont réciproquement reconnues.

La légalité de leur constitution et leur capacité et celles de leurs succursales et agences sont déterminées d'après leurs statuts et la loi du pays où elles ont été constituées.

Article 4.

Les sociétés visées à l'article 3 de l'une des Hautes Parties contractantes pourront, sur le territoire de l'autre Partie, en se conformant aux lois et règlements de cette dernière, s'établir, créer des agences et des succursales. Elles jouiront à tous égards du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à ne prendre vis-à-vis des biens, droits et intérêts possédés légalement par les personnes et sociétés, ressortissants de l'autre Partie, aucune mesure de disposition, limitation, restriction ou d'expropriation, pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général qui ne soit applicable, dans les mêmes conditions, à ses nationaux ou sociétés. Les indemnités auxquelles ces mesures donneraient lieu seront accordées dans les conditions prévues au profit soit des ressortissants ou sociétés du pays, soit des ressortissants ou sociétés de la nation la plus favorisée, au choix des intéressés.

Article 6.

Le bénéfice des faveurs que l'une des Hautes Parties contractantes accorderait à un pays tiers en suite d'une Union économique ne pourra être réclamé par l'autre Partie du chef de la présente convention.

Article 7.

Les ressortissants et sociétés des deux Hautes Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre, libre et facile accès auprès des tribunaux. Les sociétés, visées à l'article 3, jouiront, en matière judiciaire, du même traitement que les nationaux.

Article 8.

Il est entendu qu'il n'est apporté aucune dérogation par la présente convention aux dispositions des Traités spéciaux conclus par les deux Hautes Parties contractantes en matière judiciaire. En outre, la présente convention ne porte pas atteinte au droit pour chacune des Hautes Parties contractantes de régler les conditions d'admission sur son territoire des travailleurs et salariés étrangers et de déterminer le régime spécial applicable à ces derniers, sous réserve toutefois de l'application des traités en vigueur.

Article 9.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à conclure, dans le plus bref délai possible, une convention spéciale au sujet des droits, taxes, impôts et contributions auxquels les ressortissants et sociétés sont assujettis et pour régler les questions de double imposition.

Article 10.

La présente convention ne s'applique qu'au territoire métropolitain de la République française.

Article 3.

Civil, commercial, industrial, financial, insurance and other companies of an economic character run for profit, which are incorporated in one of the two countries in accordance with the laws of that country and have their seat there, shall be recognised by the other country.

The legality of their constitution and their rights, and those of their branch establishments and agencies, shall be determined from their articles of association and the law of the country in which they were incorporated.

Article 4.

The companies covered by Article 3 of one of the High Contracting Parties may set up agencies and branch establishments in the territory of the other Party, provided they observe the laws and regulations of the latter. They shall in all respects enjoy most-favoured-nation treatment.

Article 5.

Each of the High Contracting Parties undertakes not to apply to the property, rights and interests legally possessed by persons and companies, nationals of the other Party, any measure of disposal, limitation, restriction or expropriation, for any reason of public utility or of general interest, not applicable in the same conditions to its own nationals or companies. Any compensation to which such measures may give rise shall be granted under the conditions laid down for nationals or companies of the country itself or nationals or companies of the most-favoured-nation, at the option of those concerned.

Article 6.

Advantages which either of the High Contracting Parties may grant to a third country in virtue of an economic union may not be claimed by the other Party on the strength of the present Convention.

Article 7.

Nationals and companies of the two High Contracting Parties shall have unrestricted and easy access to the Courts of Justice in the territory of the other Party. The companies covered by Article 3 shall in judicial matters enjoy the same treatment as nationals.

Article 8.

It is understood that the present Convention shall not involve any deviation from the provisions of the special treaties concluded by the two High Contracting Parties concerning judicial matters. Further, the present Convention shall not affect the right of either High Contracting Party to settle the conditions for the admission of foreign workers and salaried employees to its territory and to determine the special treatment applicable to them, subject to the application of the treaties in force.

Article 9.

The two High Contracting Parties undertake to conclude at the earliest possible date a special Convention relating to charges, taxes, imposts and contributions to which their nationals and companies shall be subjected, and to settle the question of double taxation.

Article 10.

The present Convention shall apply only to the home territory of the French Republic.

Article II.

La présente convention sera ratifiée. Les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

Elle pourra être dénoncée à toute époque, moyennant un préavis de six mois.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 31 mars 1930.

(L. S.) (Signé) A. BRIAND.

(L. S.) (Signé) BASTIN.

Copie certifiée conforme :

*Pour le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
Maurice Carré.*

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Addendum à l'Article premier.

Il est entendu que les ressortissants et sociétés des deux pays pourront réclamer le bénéfice des dispositions des lois réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne la prorogation des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage d'habitation, ou à usage commercial ou industriel, tant que les ressortissants ou sociétés de tout autre Etat bénéficieront de ces dispositions.

Addendum aux Articles 1 à 4.

Dans le cas où, après la mise en vigueur de la présente convention, le traitement résultant de la clause de la nation la plus favorisée devenait dans son ensemble moins favorable dans un pays que dans l'autre, des négociations seront engagées en vue de déterminer les mesures propres à assurer sur la base du régime le plus libéral une légitime réciprocité. Ces mesures, une fois concertées, seront mises en vigueur par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes sur le territoire de chacun des deux Etats. Toutefois, si les négociations ainsi entamées ne donnaient pas de résultat dans un délai d'un mois à dater de la demande, l'Etat demandeur pourra suspendre, en totalité ou en partie, la présente convention. Il notifiera à cet effet sa décision à l'autre Partie en lui indiquant les motifs. La suspension produira ses effets un mois après sa notification.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 31 mars 1930.

(L. S.) (Signé) A. BRIAND.

(L. S.) (Signé) BASTIN.

Copie certifiée conforme :

*Pour le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
Maurice Carré.*

Article 11.

The present Convention shall be ratified. The ratifications shall be exchanged as soon as possible.

It may be denounced at any time, subject to six months' notice.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Paris, March 31, 1930.

(L. S.) (Signed) A. BRIAND.

(L. S.) (Signed) BASTIN.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

Addendum to Article 1.

It is understood that nationals and companies of the two countries may claim the benefit of the provisions of the laws regulating the relations between tenants and landlords, as regards the extension of leases of immovable property or of premises used as dwellings or for commercial or industrial purposes, in so far as nationals or companies of any other State are accorded the benefit of these provisions.

Addendum to Articles 1 and 4.

If, after the coming into force of the present Convention, the treatment resulting from the application of the most-favoured-nation clause should become as a whole less favourable in one country than in the other, negotiations will be undertaken for the purpose of devising measures which will ensure fair conditions of reciprocity, based upon the more liberal of the two forms of treatment. Once these measures have been agreed upon, they shall be carried into effect in the territory of both States by the Governments of the High Contracting Parties. Nevertheless, if the negotiations thus undertaken do not yield any result within a month of the application, the State making application may suspend the present Convention in whole or in part. It shall inform the other Party of its decision and give its reasons. Suspension shall take effect one month after notice has been given.

Done in duplicate at Paris, March 31, 1930.

(L. S.) (Signed) A. BRIAND.

(L. S.) (Signed) BASTIN.

N° 2798.

GRÈCE ET HONGRIE

Convention de commerce, avec annexes et protocole final, et Arrangement relatif aux transports par chemins de fer, avec protocole de signature, signés à Athènes, le 3 juin 1930, et échange de notes y relatif de la même date.

GREECE AND HUNGARY

Convention of Commerce, with Annexes and Final Protocol and Agreement regarding Railway Transport, with Protocol of Signature, signed at Athens, June 3, 1930, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

N° 2798. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ENTRE LA GRÈCE ET LA HONGRIE. SIGNÉE A ATHÈNES, LE 3 JUIN 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} septembre 1931.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, désireux de favoriser les relations économiques entre la Hongrie et la Grèce, ont résolu de conclure une convention de commerce et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. Alexandre DE MOLDOVÁNYI DE RETTEG, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Royaume de Hongrie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. Byron CARAPANAYIOTIS, ministre des Affaires étrangères *a. i.* ;

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront traités, sur le territoire de l'autre Partie, sous tous les rapports et notamment en ce qui concerne l'accès et le séjour, l'établissement et l'exercice de métiers ou professions, du commerce, de l'industrie et de la navigation, le droit d'acquérir et de posséder des biens mobiliers et immobiliers et d'en disposer, ainsi qu'en ce qui concerne leur situation juridiques, leurs droits et leurs intérêts, au moins aussi avantageusement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils seront libres de régler leurs affaires sur le territoire de l'autre Partie, soit personnellement, soit par un intermédiaire de leur propre choix, sans être soumis à cet égard à d'autres restrictions que celles prévues par les dispositions de droit commun en vigueur sur ledit territoire. Ils auront, en se conformant aux lois du pays, le droit d'ester en justice et libre accès auprès de toutes les autorités.

Ils n'auront à payer sur le territoire de l'autre Partie, ni pour leur personne, ni pour l'exercice de leurs métiers ou professions, de leur commerce, de leur industrie, ni encore en ce qui concerne leurs biens mobiliers et immobiliers, aucun impôts, taxes ou droits d'aucune sorte, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les propres nationaux ou sur les ressortissants de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 15 juillet 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2798. — COMMERCIAL CONVENTION² BETWEEN GREECE AND HUNGARY. SIGNED AT ATHENS, JUNE 3, 1930.

French official communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 1st, 1931.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY and THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC, being desirous of promoting economic relations between Hungary and Greece, have resolved to conclude a Commercial Convention and have appointed for this purpose as their respective Plenipotentiaries :

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Alexandre DE MOLDOVÁNYI DE RETTEG, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Kingdom of Hungary ;

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC :

M. Byron CARAPANAYIOTIS, Acting Minister for Foreign Affairs ;

Who, being duly authorised for this purpose, have agreed on the following provisions :

Article I.

The nationals of either Contracting Party shall be treated in the territory of the other Party in all respects, and particularly as regards entry and residence, establishment and the exercise of trades or professions, commerce, industry and navigation, the right to acquire, possess and dispose of movable and immovable property, and as regards their legal status, their rights and their interests, at least as favourably as nationals of the most favoured nation.

They shall be free to conduct their affairs in the territory of the other Party, whether personally or through an intermediary of their own choosing, without being subject in this respect to restrictions other than those laid down in the ordinary law in force in the said territory. Provided they observe the laws of the country, they shall have the right to appear before the Courts and have free access to all authorities.

They shall not have to pay in the territory of the other Party, either in respect of their person or the exercise of their trades or professions, their commerce or industry, or in respect of their movable or immovable property, any taxes, charges or duties of any kind, other or higher than those which are or may in future be levied on nationals of the country or nationals of the most favoured nation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, July 15, 1931.

Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux professions dont l'exercice est en vertu des lois de l'une des Parties contractantes réservé aux ressortissants de cette Partie.

Article 2.

Les personnes ou les sociétés, ressortissant à chacune des Parties contractantes, ne pourront, sur le territoire de l'autre, être expropriées de leurs biens, ni privés, même temporairement, de la jouissance de leurs biens, que pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général et dans la mesure applicable dans les mêmes conditions aux nationaux. Les indemnités auxquelles ces mesures donneraient lieu, seront accordées dans les conditions prévues au profit des nationaux.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts sur le territoire de l'autre Partie de tout service militaire obligatoire et de toute taxe ou contribution remplaçant ledit service.

En ce qui concerne d'autres prestations et réquisitions pour les besoins de la force armée, ainsi que tous emprunts et contributions forcés, imposés par suite de circonstances exceptionnelles, ils ne seront, sous aucun rapport, ni en temps de paix, ni en temps de guerre, traités moins avantageusement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 4.

Les sociétés anonymes et autres sociétés commerciales, industrielles, agricoles ou financières, y compris les compagnies de navigation et les sociétés d'assurance, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes et y sont légalement constituées, seront également reconnues sur le territoire de l'autre Partie comme possédant une existence légale et y jouiront notamment du droit d'estimer en justice, en se soumettant aux lois et ordonnances relatives en vigueur sur le territoire de cette autre Partie.

L'admission, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, des sociétés énoncées ci-dessus légalement constituées sur le territoire de l'autre Partie, sera réglée par les lois et ordonnances en vigueur de l'Etat respectif. Ces sociétés une fois admises, jouiront sur le territoire de l'autre Partie, à tous égards, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Les dispositions des articles précédents ne doivent point porter préjudice aux lois, ordonnances et prescriptions spéciales en matières de police et de sûreté générale qui sont ou seront en vigueur dans les territoires des Parties contractantes et applicables à tous les étrangers en général.

Les ressortissants de l'un des deux pays ne seront assujettis à titre de leur séjour dans le territoire de l'autre pays à aucune taxe. Dans le cas où l'un des deux pays percevrait de telles taxes l'autre pays aura le droit de les percevoir à son tour de manière analogue.

Article 6.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire douanier de la Grèce seront admis à leur importation sur le territoire douanier de la Hongrie au bénéfice du tarif le plus favorable accordé ou qui pourrait être accordé à toute Puissance tierce en vertu de mesures tarifaires ou de conventions commerciales, tant en ce qui concerne les droits à l'importation que tous coefficients, surtaxes ou majorations dont ces droits sont ou pourraient être l'objet.

The above provisions shall not apply to professions, the exercise of which under the laws of either Contracting Party is reserved for the nationals of that Party.

Article 2.

Persons or companies belonging to either Contracting Party may not, in the territory of the other, be expropriated or be deprived, even temporarily, of the enjoyment of their property, except for reasons of public utility or of general interest and to the extent applicable under the same conditions to nationals of the country. Any compensation to which these measures may give rise shall be accorded under the conditions laid down for nationals of the country.

Article 3.

The nationals of either Contracting Party shall be exempt in the territory of the other Party from any compulsory military service and from any charge or contribution in lieu of such service.

As regards other contributions and requisitions for the needs of the armed forces and as regards all forced loans and contributions imposed as a result of exceptional circumstances, they shall not in any respect, in time of peace or in time of war, be treated less advantageously than the nationals of the most favoured nation.

Article 4.

Joint stock companies and other commercial, industrial, agricultural and financial companies, including shipping and insurance companies, having their seat in the territory of either Contracting Party and regularly constituted therein, shall also be recognised in the territory of the other Party and possessing legal existence and shall in particular enjoy therein the right to appear before the Courts, provided they observe the relevant laws and decrees in force in the territory of such other Party.

The admission, within the territory of either Contracting Party, of the above-mentioned companies regularly constituted in the territory of the other Party, shall be governed by the laws and decrees in force in the State in question. As soon as these companies have been admitted, they shall enjoy in the territory of the other Party, in all respects, most-favoured-nation treatment.

Article 5.

The provisions of the preceding Articles shall not prejudice the laws, decrees or special regulations relating to public order and safety which are or may hereafter be in force in the territories of the Contracting Parties and applicable to all foreigners in general.

Nationals of either country shall not be subject to any tax in respect of their stay in the territory of the other country. In the event of one country levying such taxes, the other country shall have the right to levy them in a like manner.

Article 6.

Natural or manufactured products originating in and coming from Greek Customs territory shall on importation into Hungarian Customs territory be admitted at the most favourable rates which are or may hereafter be granted to any third Power in virtue of tariff measures or commercial conventions, as regards both import duties and all co-efficients, surcharges or increases to which such duties are or may hereafter be subject.

Article 7.

Sans préjudice des dispositions de l'article 6, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire douanier de la Grèce, énumérés à la liste A, bénéficieront à leur importation sur le territoire douanier de la Hongrie des tarifs indiqués à ladite liste.

Article 8.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire douanier de la Hongrie bénéficieront à leur importation sur le territoire douanier de la Grèce du tarif le plus favorable que celle-ci accorde ou pourrait accorder à toute Puissance tierce, en vertu de mesures tarifaires ou de conventions commerciales, tant en ce qui concerne les droits à l'importation que tous coefficients, surtaxes ou majorations dont ces droits sont ou pourront être l'objet.

Article 9.

Sans préjudice des dispositions de l'article 8, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire douanier de la Hongrie, énumérés à la liste B, bénéficieront, à leur importation sur le territoire douanier de la Grèce, des tarifs indiqués à ladite liste.

Article 10.

L'exportation de produits de l'une des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne sera pas assujettie à des droits ou taxes d'aucune sorte autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus à l'exportation de produits similaires à destination du territoire de la nation la plus favorisée.

Article 11.

Les Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'accomplissement des formalités de douane relatives au transit, à l'entreposage, à la réexportation, au transbordement des marchandises et à toutes autres opérations que subissent les marchandises importées, exportées ou en transit, ainsi qu'en ce qui concerne les taxes afférentes à ces diverses manutentions.

Article 12.

Il est entendu que les produits du sol et de l'industrie de la Hongrie ne pourront être soumis à leur importation en Grèce, et les produits du sol et de l'industrie de la Grèce ne pourront être soumis à leur importation en Hongrie à des surtaxes quelles qu'elles soient, y compris les droits d'octroi supérieures, à celles perçues sur les produits de la nation la plus favorisée.

Article 13.

Les produits du sol et de l'industrie de chacune des Parties contractantes ne seront pas frappés sur le territoire de l'autre, à l'occasion de leur production, de leur préparation, de leur manutention, de leur vente, de leur circulation, de leur consommation, etc., de taxes intérieures autres ou plus élevées que celles dont sont frappés les produits similaires nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée.

Article 7.

Without prejudice to the provisions of Article 6, the natural or manufactured products originating in and coming from Greek Customs territory enumerated in List A shall, on importation into Hungarian Customs territory, be entitled to the tariff rates shown in the said List.

Article 8.

Natural or manufactured products originating in and coming from Hungarian Customs territory shall on importation into Greek Customs territory be admitted at the most favourable rates which Greece grants or may hereafter grant to any third Power in virtue of tariff measures or commercial conventions, as regards both import duties and all co-efficients, surcharges or increases to which these duties are or may hereafter be subject.

Article 9.

Without prejudice to the provisions of Article 8, the natural or manufactured products originating in and coming from Hungarian Customs territory enumerated in List B. shall, on importation into Greek Customs territory, be entitled to the tariff rates shown in the said List.

Article 10.

The exportation of products of either Contracting Party to the territory of the other Party shall not be subject to duties or charges of any kind other or higher than those levied on the exportation of like products to the territory of the most favoured nation.

Article 11.

The Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment in the matter of the fulfilment of Customs formalities relating to the transit, warehousing, re-exportation and transhipment of goods and all other operations which goods may undergo on importation, exportation or during transit, as well as in the matter of charges connected therewith.

Article 12.

It is understood that the products of the soil and industry of Hungary shall not, on importation into Greece, and the products of the soil and industry of Greece, on importation into Hungary, be subject to surcharges of any kind whatsoever, including octroi duties, higher than those levied on the products of the most favoured nation.

Article 13.

The products of the soil and industry of either Contracting Party shall not in the territory of the other Party be liable, in connection with their production, preparation, manipulation, sale, distribution, consumption, etc., to internal taxes other or higher than those imposed on like products of that country or of the most favoured nation.

Article 14.

Les Parties contractantes s'engagent à appliquer dans leurs relations réciproques, en ce qui concerne le traitement des voyageurs de commerce le régime des marchandises importées et réexportées comme échantillons ou modèles, les dispositions de l'article 10 de la Convention¹ internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923.

Le délai de réexportation des échantillons ou modèles est fixé à six mois.

Article 15.

Les Parties contractantes s'engagent à éviter d'entraver le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles sont applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

- a) Pour des raisons de sûreté d'Etat et de sécurité publique ;
- b) Pour des raisons de police sanitaire et vétérinaire, et en vue de protéger les animaux et les plantes contre les maladies, les insectes et les parasites de toute espèce ;
- c) Pour les approvisionnements de guerre dans des circonstances exceptionnelles ;
- d) Pour l'exercice des monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;
- e) Afin de pouvoir étendre aux marchandises étrangères des prohibitions et restrictions qui sont ou seront éventuellement fixées par la législation intérieure en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des marchandises indigènes similaires à l'intérieur du pays.

Article 16.

Les Parties contractantes sont d'accord de conclure un arrangement spécial concernant les questions ferroviaires et qui sera annexé à la présente convention.

Article 17.

En règle générale, la production d'un certificat d'origine ne sera pas requise à l'importation des produits des Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie.

Toutefois, si l'une des Parties contractantes soumet les produits d'un tiers pays à des droits plus élevés que ceux appliqués aux mêmes produits de l'autre Partie, ou, si elle assujettit les produits d'un tiers pays à des prohibitions ou restrictions d'importation non applicables aux mêmes produits de l'autre Partie, elle aura la faculté, si cela est nécessaire, de faire dépendre l'application des droits d'entrée réduits aux produits provenant de l'autre Partie, ou leur admission à l'entrée, de la présentation d'un certificat d'origine.

Les Parties contractantes s'engagent à veiller à ce que le commerce ne soit pas entravé par des formalités superflues lors de la délivrance des certificats d'origine.

Lesdits certificats d'origine pourront être délivrés par le bureau de douane du lieu d'expédition soit à l'intérieur, soit à la frontière, ou par les Chambres de Commerce et d'Industrie compétentes.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; vol. XCII, page 370 ; et vol. CXI, page 404, de ce recueil.

Article 14.

The Contracting Parties undertake to apply in their reciprocal relations as regards the treatment of commercial travellers and the régime of goods imported and re-exported as samples or specimens the provisions of Article 10 of the International Convention¹ relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923.

The period allowed for re-exportation of samples or specimens is fixed at six months.

Article 15.

The Contracting Parties undertake not to impede trade between the two countries by import, export or transit prohibitions or restrictions.

Exceptions to this rule, provided they apply to all countries or to countries in which identical conditions prevail, may only be made in the following cases :

- (a) For reasons relating to the security of the State and public safety ;
- (b) For sanitary and veterinary reasons and for the protection of animals and plants against disease, insects and parasites of every kind ;
- (c) In exceptional circumstances, for war supplies ;
- (d) For the exercise of State monopolies which are at present in force or may in future be established ;
- (e) In order to extend to foreign goods prohibitions and restrictions which are or may hereafter be imposed by internal legislation in respect of the production of, trade in, and transport and consumption of like native goods within the country.

Article 16.

The Contracting Parties agree to conclude a special arrangement regarding railway questions to be annexed to the present Convention.

Article 17.

As a general rule, the production of a certificate of origin shall not be required on the importation of products of the Contracting Parties into the territory of the other Party.

Should, however, either Contracting Party subject the products of a third country to higher duties than those applied to the same products of the other Party or impose on the products of a third country import prohibitions or restrictions not applicable to the same products of the other Party, it shall have the right, if need be, to make the application of the lower import duties to the products coming from the other Party or their admission on importation conditional on the production of a certificate of origin.

The Contracting Parties undertake to see that trade is not hampered by superfluous formalities in connection with the issue of certificates of origin.

The said certificates of origin may be issued by the Customs office of the place of despatch either within the country or at the frontier, or by the competent Chambers of Commerce and Industry.

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 325 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; Vol. XCII, page 370 ; and Vol. CXI, page 404, of this Series.

Les deux gouvernements pourront stipuler des arrangements pour déférer à d'autres autorités que celles susmentionnées ou même à des associations économiques de chacun des deux pays, le droit de délivrer des certificats d'origine à accepter par les douanes de l'autre Etat.

Dans le cas, où les certificats ne seront pas délivrés par une autorité gouvernementale dûment autorisée, le gouvernement du pays importateur pourra exiger qu'ils soient visés par ses propres autorités diplomatiques ou consulaires compétentes dans le lieu d'où les marchandises sont expédiées. Les deux gouvernements sont d'accord, sur la base de la réciprocité, de ne pas exiger le visa consulaire pour les certificats d'origine délivrés par les Chambres de Commerce et d'Industrie et d'exempter le visa de tout droit dans le cas où il serait exigé.

Les certificats d'origine seront rédigés dans la langue du pays exportateur et munis d'une traduction française certifiée par l'autorité qui aura délivré le certificat d'origine.

Si les produits d'un tiers pays sont importés, à travers le territoire de l'une des Parties contractantes, dans le territoire de l'autre Partie, les autorités douanières de celle-ci admettront aussi les certificats d'origine, délivrés dans les formes susdites par les autorités douanières de l'autre Partie, pourvu qu'il résulte des certificats mêmes que les produits sont toujours demeurés sous la surveillance de la douane.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine.

Article 18.

Les navires et bateaux de chacune des Parties contractantes jouiront, dans les eaux, voies navigables et ports de l'autre, réciproquement, et sous tous les rapports, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 19.

Les Parties contractantes s'accordent réciproquement la faculté d'entretenir des consuls généraux, consuls et vice-consuls dans tous les ports et places commerciales de l'autre Partie, où le droit de nommer des fonctionnaires consulaires a été accordé à une tierce Puissance.

Les fonctionnaires consulaires nommés par l'une des Parties contractantes, bénéficieront, après avoir obtenu l'exequatur, sur le territoire de l'autre Partie, sous réserve de réciprocité, des privilèges, droits et immunités dont jouissent ou pourront jouir par la suite les fonctionnaires consulaires du même grade et de la même catégorie d'une tierce Puissance.

Article 20.

Sous réserve des dispositions spéciales de la présente convention, les Parties contractantes se garantissent réciproquement, en tout ce qui concerne les diverses formalités administratives ou autres, rendues nécessaires pour l'application des dispositions de la présente convention, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 21.

Les dispositions de la présente convention relatives au traitement de la nation la plus favorisée, ne pourront être invoquées en ce qui concerne :

1. Les faveurs accordées ou qui pourraient être accordées par la suite à des Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic frontière local, dans une zone qui ne peut excéder quinze kilomètres ;
2. Les avantages résultant ou pouvant résulter d'une union douanière.

The two Governments may arrange to confer on authorities other than those mentioned above or even on business associations of either country the right of issuing certificates of origin to be accepted by the Customs authorities of the other State.

Should the certificates not be issued by a duly authorised governmental authority, the Government of the importing country may require them to be *visés* by its own competent diplomatic or consular authorities in the place from which the goods are forwarded. The two agree, on the basis of reciprocity, not to require a consular visa for certificates of Government origin issued by Chambers of Commerce and Industry and, should a visa be required, to exempt it from all duties.

Certificates of origin shall be drawn up in the language of the exporting country and be accompanied by a French translation certified by the authority which issued the certificate of origin.

If the products of a third country are imported through the territory of either Contracting Party into the territory of the other Party, the Customs authorities of the latter shall also accept certificates of origin issued as above by the Customs authorities of the other Party, provided that such certificates show that the articles have always remained under Customs supervision.

No certificate of origin shall be required in the case of postal parcels.

Article 18.

Vessels and boats of either Contracting Party shall enjoy, reciprocally and in all respects, in the waters, navigable waterways and ports of the other Party, most-favoured-nation treatment.

Article 19.

The Contracting Parties shall accord each other the right to maintain consuls-general, consuls and vice-consuls in all ports and commercial places of the other Party where the right to appoint consular officials has been accorded to a third Power.

Consular officials appointed by either Contracting Party shall, after receiving the exequatur, enjoy in the territory of the other Party, subject to reciprocity, the privileges, rights and immunities which consular officials of the same rank and of the same class belonging to a third Power enjoy or may enjoy in the future.

Article 20.

Subject to the special provisions of the present Convention, the Contracting Parties guarantee one another most-favoured-nation treatment in all matters regarding the various administrative or other formalities rendered necessary for the application of the provisions of the present Convention.

Article 21.

The provisions of the present Convention regarding most-favoured-nation treatment may not be used to support a claim for :

1. Favours which have been or may in future be accorded to adjacent States to facilitate local frontier traffic within a zone not exceeding fifteen kilometres ;
2. Advantages resulting or which may result from a Customs union.

Article 22.

Les différends qui viendraient à s'élever entre les Parties contractantes concernant l'interprétation de la présente convention et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis, par requête, présentée par la partie la plus diligente à la Cour permanente de Justice internationale, dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut ¹.

Article 23.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Budapest, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur vingt jours après l'échange des ratifications et remplacera dès cette date, à tous les effets, l'Arrangement commercial provisoire ² entre la Hongrie et la Grèce du 4 juin 1925.

Elle restera en vigueur pendant deux ans et ensuite par tacite reconduction jusqu'à un délai de six mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Athènes, le trois juin mil neuf cent trente.

(L. S.) (Signé) Alexandre DE MOLDOVÁNYI.

(L. S.) (Signé) B. CARAPANAYIOTIS.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; et vol. CXVII, page 46, de ce recueil.

² Vol. XXXIX, page 139, de ce recueil.

Article 22.

Disputes which may arise between the Contracting Parties regarding the interpretation of the present Convention and which it may not have been possible to settle through the diplomatic channel shall, by means of a request presented by either Party, be submitted to the Permanent Court of International Justice under the conditions and in accordance with the procedure laid down in its Statute¹.

Article 23.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Budapest as soon as possible.

It shall come into force twenty days after the exchange of ratifications and shall replace for all purposes as from that date the Provisional Commercial Arrangement² between Hungary and Greece of June 4, 1925.

It shall remain in force for two years and shall thereafter be renewed by tacit agreement until the expiry of a period of six months from the date of its denunciation by either Contracting Party.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Athens in duplicate on the third day of June, one thousand nine hundred and thirty.

(L. S.) (*Signed*) Alexandre DE MOLDOVÁNYI.

(L. S.) (*Signed*) B. CARAPANAYIOTIS.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; and Vol. CXVII, page 46, of this Series.

² Vol. XXXIX, page 139, of this Series.

LISTE A

TARIF DES DROITS A L'ENTRÉE EN HONGRIE.

Numéros du tarif hongrois	Désignation des marchandises	Droit d'entrée en couronnes-or par 100 kg.
ex 88	Raisins secs dits « Sultanines » de table ou servant à la pâtisserie	40,—
	Raisins secs dits de Corinthe, de table ou servant à la pâtisserie . .	12,—
	Raisins secs dits « Couroutachta »	12,—
	<i>Remarque :</i> On comprend sous la désignation de « Sultanine » les raisins secs de couleur brune presque jaune et sans pépins. On comprend sous la désignation de « Couroutachta » les raisins secs à pépins et de couleur brune provenant de la Crète.	
89 b)	Figues sèches :	
	1 ^o Emballées pour la vente en détail (en paquets au-dessous de 5 kg)	16,—
	2 ^o En d'autres emballages	8,—
	<i>Remarque :</i> Figues pour usage industriel, sur permis spécial, aux conditions à fixer par ordonnance et sous contrôle	1,—
90	Citrons et cédrats	3,—
91	Oranges et mandarines	6,—
92	Citrons, oranges et cédrats et leurs écorces en saumure	1,—
ex 97	Amandes sèches	12,—
98	Noisettes :	
	a) Avec coques	8,—
	b) Sans coques	14,—
101	Caroubes	4,—
ex 103	Olives fraîches	20,—
	Olives en saumure dans des récipients non hermétiquement fermés	12,—
ex 115	Plants d'oignon pour usage industriel, sur permis spécial, aux condi- tions à fixer par ordonnance et sous contrôle	exempts
191	Eponges :	
	a) Eponges de toute sorte, à l'état naturel non ouvrées, non nettoyées; éponges grossières, même ouvrées, mais non blanchies	exemptes
	b) Autres	100,—
ex 236	Magnésite brute ou calcinée	exempte
	<i>Remarque :</i> La consolidation de l'exemption se réfère à la magnésite propre- ment dite, c'est-à-dire à la magnésite qui contient à l'état brut au moins 90 % en carbonate de magnésium et à l'état calciné au moins 80 % en oxyde de magnésium.	
ex 246	Emeri naturel en pierres ou morceaux irréguliers	exempt
ex 284	Tartrates :	
	ex a) Tartre brut	exempt
ex 347	Colophane	exempte
714	Emeri naturel, grainé, moulu, lavé	exempt

LIST A.

TARIFF OF DUTIES ON IMPORTS INTO HUNGARY.

Number in Hungarian Tariff	Description of goods	Import duty in gold crowns per 100 kg.
ex 88	Raisins, commonly known as "sultanas", for table or confectionery purposes	40.—
	Raisins, commonly known as currants, for table or confectionery purposes	12.—
	Raisins, commonly known as "Kurutachta"	12.—
	<i>Note :</i> The description "sultanas" denotes the seedless raisins of brown, almost yellow, colour. The description "Kurutachta" denotes the raisins with seeds brown imported from Crete.	
89 (b)	Dried figs : (1) In packages of less than 5 kg. for retail sale	16.—
	(2) Packed otherwise	8.—
	<i>Note :</i> Figs for manufacturing purposes, by special permit subject to such conditions as may be laid down by decree and under control	1.—
90	Lemons and cedrats	3.—
91	Oranges and mandarins	6.—
92	Lemons, oranges, cedrats and their peel, preserved in brine . . .	1.—
ex 97	Dried almonds	12.—
98	Hazelnuts : (a) In their shells	8.—
	(b) Shelled	14.—
101	Carobs	4.—
ex 103	Fresh olives	20.—
	Olives in brine, in containers not hermetically sealed	12.—
ex 115	Onion bulbs, for industrial purposes by special permit subject to such conditions as may be laid down by decree Ordinance and under control	free
191	Sponges : (a) Natural sponges of every kind, unprepared and uncleaned ; coarse sponges, worked or not but unbleached	free
	(b) Others	100.—
ex 236	Magnesite, raw or calcined	free
	<i>Note :</i> The consolidation of the exemption refers to magnesite properly so described, that is, to magnesite containing in the raw state at least 90 % of magnesium carbonate and in the calcined state at least 80 % of magnesium oxide.	
ex 246	Natural emery in stones or irregular pieces	free
ex 284	Tartrates : ex (a) Raw tartar	free
ex 347	Colophony	free
714	Natural grained emery, milled and washed	free

LISTE B

TARIF DES DROITS A L'ENTRÉE EN GRÈCE.

Numéros du tarif hellénique	Désignation des marchandises	Droit d'entrée en drachmes métalliques
1 j)	Chevaux :	par tête
	1 ^o Au-dessus de 3 ans	20,—
	2 ^o De 3 ans et au-dessous	12,—
k)	Juments en général	12,—
	Chevaux à sang chaud des races ou souches dites Lipica, grand et petit Nonius, Furioso, Gidran, du croisement anglo-arabe, ainsi que des croisements de ces chevaux à sang chaud entre eux.	
ex 2 b)	3. Charcuterie, mortadelles, salami et similaires	50,—
ex 3 a)	5. Fromages : Magyaróvári et Puszta-Döry	40,—
3 b)	4. Beurre non fondu, salé ou non, en récipients, d'un poids brut supérieur à 4 kg.	80,—
	5. Beurre non fondu, salé ou non, en récipients d'un poids brut de 4 kg. au maximum	100,—
ex 65 d)	Cuves en tôle de fer émaillé	13,—
88 a)	2. Lampes en tôle de fer oxydées, étamées, plombées, zinguées ou aluminées	80,—
	3. Les mêmes nickelées	120,—
ex 88 j)	Becs et mécanismes pour lampes à pétrole	80,—
159 b)	1. Carbonate de potasse	0,50
ex 159 g)	10. Lysoforme, même conditionné pour la vente en détail	25,—
161 c)	7. Eaux minérales	6,—
ex 161 c)	8. Eaux minérales naturelles purgatives	4,—
ex 190 bis	Caoutchouc durci (ébonite) :	
	a) Plaques de toutes épaisseurs, bâtons, tubes en caoutchouc durci sans ouvraison ultérieure	40,—
	b) Ouvrages bruts en caoutchouc durci simplement estampés . .	100,—
	c) Pièces pour montage électrique et pour autres usages techniques en caoutchouc durci, non dénommées ailleurs . .	100,—
ex 194	Les pardessus imperméables en tissus de la classe 192, sont taxés comme ces tissus avec augmentation du droit correspondant de	+ 50 %
198	Pavés en cubes ou en plaques pour planchers en caoutchouc . .	30,—
205	Cordes en général (à l'exclusion de celles en sparte) même goudronnées	35,—
206	Ficelles de toute matière (à l'exclusion de celles en sparte) . . .	50,—
	Remarque :	
	Les fils, retors à deux ou plusieurs bouts sont considérés :	
	1 ^o Comme fils, ceux pesant jusqu'à 400 grammes par 1000 mètres;	
	2 ^o Comme ficelles, quand ils ont un poids supérieur à 400 et jusqu'à 6000 grammes par 1000 mètres ;	
	3 ^o Comme cordes, quand leur poids dépasse les 6000 grammes par 1000 mètres	
ex 207 a)	Fils de chanvre blanchis ou non	100,—

LIST B.

TARIFF OF DUTIES ON IMPORTS INTO GREECE.

Number in Greek Tariff	Description of goods	Import duty in metal drachmae
1 (j)	Horses :	per head
	(1) Over 3 years	20.—
	(2) 3 years or less	12.—
(k)	Mares generally	12.—
	Anglo-Arab blood-horses of the so-called Lipica, Nonius Major and Minor, Furioso and Gidran breeds or strains, also cross-breeds of the above.	free
ex 2 (b)	3. Porkbutchers' produce, mortadella, salami and the like	per 100 kg. 50.—
ex 3 (a)	5. Cheese : Magyaróvári and Puszta-Döry	40.—
ex 3 (b)	4. Unmelted butter, salted or not, in receptacles weighing more than 4 kg. gross	80.—
	5. Unmelted butter, salted or not, in receptacles weighing not more than 4 kg. gross	100.—
ex 65 (d)	Basins in sheet-iron, enamelled	13.—
ex 88 (a)	2. Lamps of sheet-iron, oxydised, tinned, or coated with lead, zinc or aluminium	80.—
	3. The same, nickelled	120.—
ex 88 (j)	Burners and mechanisms for petroleum lamps	80.—
ex 159 (b)	1. Carbonate of potash	0.50
ex 159 (g)	10. Lysoform, prepared or not for retail sale	25.—
ex 161 (c)	7. Mineral waters	6.—
ex 161 (c)	8. Mineral waters, natural, purgative	4.—
ex 190 bis	India rubber, hard (ebonite) :	
	(a) Sheets of all thicknesses, rods, tubes of hard rubber, without subsequent working	40.—
	(b) Raw products of hard rubber, simply stamped	100.—
	(c) Pieces for electric fittings and other technical uses, of hard rubber, not elsewhere mentioned	100.—
ex 194	Waterproof overcoats made of fabrics of class 192 are dutiable as those fabrics	+ 50 %
ex 198	India-rubber paving in cubes or blocks for floors	30.—
ex 205	Cordage generally (except of esparto), tarred or not	35.—
ex 206	Twine of all materials (except of esparto)	50.—
	Note :	
	Thread twisted with two or more strands is considered :	
	(1) As thread, when it weighs not more than 400 grammes per 1000 metres ;	
	(2) As twine, when it weighs more than 400 but not more than 6000 grammes per 1000 metres ;	
	(3) As cordage, when it weighs more than 6000 grammes per 1000 metres.	
ex 207 (a)	Threads of hemp, bleached or not	100.—

PROTOCOLE FINAL

I. EN CE QUI CONCERNE LE TEXTE DE LA CONVENTION.

ad article 15.

A. Il reste entendu que les Parties contractantes maintiennent à titre provisoire certaines prohibitions ou restrictions à l'exportation pour des raisons d'ordre économique.

Néanmoins, les Parties contractantes appliqueront, conformément à l'esprit de l'article 15, l'une vis-à-vis de l'autre ces prohibitions ou restrictions de la façon la plus large et libérale.

En outre, dans le cas où l'une ou l'autre des Parties contractantes établirait de nouvelles prohibitions ou restrictions, soit à l'entrée pour sauvegarder les intérêts vitaux du pays, soit à la sortie pour les raisons mentionnées à l'alinéa premier, l'octroi des dérogations ou la fixation des contingents seront étudiés sur la demande de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, de façon à ne préjudicier que le moins possible aux relations commerciales entre les deux pays.

B. Dans le cas où pendant la durée de la présente convention un monopole de sucre venait à être institué en Grèce, et que le Gouvernement hongrois considérerait que ce monopole porte atteinte à l'exportation du sucre de Hongrie en Grèce, il se réserve le droit de demander que des négociations soient entamées sans retard afin que le préjudice fait à l'exportation du sucre de Hongrie cesse. Dans ce cas des négociations seront entamées dans les quinze jours qui suivront la demande du gouvernement hongrois. Si, ces négociations n'aboutissent pas à bonne fin dans un délai d'un mois, le Gouvernement hongrois aura le droit de dénoncer la convention à tout moment pour lui faire prendre fin trois mois après la dénonciation, même avant les expirations du délai de deux années visé à l'article 23.

ad article 21 :

La clause de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux conventions spéciales qui ont été ou qui seront conclues à l'avenir par l'une des Parties contractantes avec un Etat tiers dans le but de proportionner l'imposition intérieure et extérieure, et notamment, d'éliminer une double imposition et d'assurer la protection juridique et l'assistance légale y relative.

II. EN CE QUI CONCERNE LES LISTES TARIFAIRES :

LISTE A. :

ad 89 b) et ex 115 :

Le Gouvernement hongrois s'engage à accorder les permis spéciaux, mentionnés dans les remarques des positions ci-dessus, sur toute demande présentée.

ad N° 603 :

Le Gouvernement hongrois s'engage à accorder aux tapis provenant de la Grèce le tarif le plus favorable qu'il accorde ou pourrait accorder aux tapis similaires de toute autre Puissance, quelle que soit leur appellation régionale.

FINAL PROTOCOL.

I. RELATING TO THE TEXT OF THE CONVENTION :

ad Article 15 :

A. It is understood that the Contracting Parties will for economic reasons provisionally maintain certain export prohibitions or restrictions.

Nevertheless, the Contracting Parties shall, in accordance with the spirit of Article 15, apply these prohibitions or restrictions in their relations with one another in the widest and most liberal manner.

Moreover, should either Contracting Party enact fresh prohibitions or restrictions, either on imports to safeguard the vital interests of the country or on exports for the reasons mentioned in paragraph 1, the question of granting exceptions or fixing quotas shall, at the request of either Contracting Party, be examined with a view to minimising as far as possible any injury to the commercial relations between the two countries.

B. In the event of a sugar monopoly being established in Greece during the term of the present Convention and the Hungarian Government considering that such monopoly affects exports of Hungarian sugar to Greece, it reserves the right to ask that negotiations be opened without delay with a view to putting an end to the injury done to exports of Hungarian sugar. In such case negotiations shall be opened within fifteen days following the Hungarian Government's request. If these negotiations do not terminate successfully within a period of one month, the Hungarian Government may denounce the Convention at any time to take effect three months after such denunciation, even before the expiry of the period of two years referred to in Article 23.

ad Article 21 :

The most-favoured-nation clause shall not apply to the special conventions which have been or may in future be concluded by either Contracting Party with a third State for the purpose of adjusting internal and external taxation, and more particularly with a view to preventing double taxation and ensuring the legal protection and assistance relating thereto.

II. RELATING TO TARIFF LISTS :

LIST A. :

ad 189 (b) and ex 115 :

The Hungarian Government undertakes to grant, whenever it is requested to do so, the special permits mentioned in the notes to the above items.

ad No. 603 :

The Hungarian Government undertakes to assess carpets coming from Greece at the most favourable rate which it grants or may in future grant to similar carpets of any other Power, whatever their regional appellation.

LISTE B. :

ad 159 b) 1 :

Le Gouvernement hellénique s'engage à accepter les certificats des Instituts chimiques royaux hongrois attestant que les envois de carbonate de potassium provenant de la Hongrie sont conformes aux prescriptions de la législation hellénique y relative. Le Gouvernement hellénique se réserve le droit de procéder de temps à autre à toute vérification utile. Cette vérification devrait intervenir dix jours au maximum après la déclaration à la douane ; sinon les certificats hongrois seront acceptés.

ad N° 203 c) :

Dans le cas où la Grèce prendrait la décision de modifier le régime douanier actuel pour le produits ci-après, les mêmes produits, originaires et en provenance de Hongrie, ne pourront être soumis, à leur importation en Grèce, à des droits supérieurs à ceux indiqués ci-dessous :

ex 203 c) Fils de chanvre simples, de couleur naturelle, non polis ; 1. jusqu'au N° 10, drachmes métalliques 12 par 100 kg.

III. EN CE QUI CONCERNE LA RECONNAISSANCE DES CERTIFICATS D'ANALYSE DES FARINES
HONGROISES IMPORTÉES EN GRÈCE

Le Gouvernement hellénique s'engage à accepter les certificats de l'Institut royal hongrois pour essais et analyses du blé et de la farine attestant que les envois de farines provenant de la Hongrie sont conformes aux prescriptions de la législation hellénique sur la farine.

Le Gouvernement hellénique se réserve le droit de procéder de temps à autre à toute vérification utile. Cette vérification devrait intervenir cinq jours au maximum après la déclaration à la douane ; sinon les certificats hongrois seront acceptés.

Fait en double exemplaire à Athènes, le 3 juin 1930.

(Signé) Alexandre DE MOLDOVÁNYI.

(Signé) B. CARAPANAYIOTIS.

ARRANGEMENT

RELATIF AUX TRANSPORTS PAR CHEMINS DE FER ENTRE LA HONGRIE ET LA GRÈCE.

Conformément aux dispositions de l'article 16 de la Convention de commerce entre la Hongrie et la Grèce signée en date d'aujourd'hui, les plénipotentiaires respectifs se sont mis d'accord sur les clauses suivantes qui règlent les questions d'intérêt commun en matière de trafic par chemins de fer.

Article premier.

Pour toutes les questions relatives aux communications ferroviaires, les Parties contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention et du Statut sur le régime international des voies ferrées¹ arrêtées et signées à Genève le 9 décembre 1923, ainsi que les dispositions de la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des

¹ Vol. XLVII, page 55 ; vol. L, page 180 ; vol. LIX, page 383 ; vol. LXIII, page 417 ; vol. LXIX, page 92 ; vol. LXXVIII, page 472 ; vol. LXXXIII, page 403 ; vol. LXXXVIII, page 336 ; vol. XCII page 381 ; et vol. XCVI, page 191, de ce recueil.

LIST B. :

ad 159 (b) 1 :

The Greek Government undertakes to accept the certificates of the Royal Hungarian Chemical Institutes showing that consignments of potassium carbonate coming from Hungary comply with the provisions of the relevant Greek legislation. The Greek Government reserves the right to make from time to time any tests it may think desirable. Such tests must be made not later than ten days after the goods have been declared at the Customs, otherwise the Hungarian certificates shall be accepted.

ad No. 203 (c) :

Should Greece decide to alter the existing Customs régime for the following products, the same products originating in and coming from Hungary shall not, on importation into Greece, be subject to duties higher than those specified hereunder :

ex 203 (c) Single hemp threads, of natural colour, not polished : 1. up to No. 10, 12 metal drachmae per 100 kg.

III. RELATING TO THE RECOGNITION OF ANALYSIS CERTIFICATES FOR HUNGARIAN FLOUR IMPORTED INTO GREECE.

The Greek Government undertakes to accept the certificates of the Royal Hungarian Institute for testing and analysing wheat and flour showing that consignments of flour coming from Hungary comply with the provisions of the Greek law on flour.

The Greek Government reserves the right from time to time to make any necessary tests. Such tests shall be made not later than five days after the goods have been declared at the Customs otherwise the Hungarian certificates all be accepted.

Done in duplicate at Athens, June 3, 1930.

(Signed) Alexandre DE MOLDOVÁNYI.

(Signed) B. CARAPANAYIOTIS.

ARRANGEMENT

REGARDING RAILWAY TRANSPORT BETWEEN HUNGARY AND GREECE.

In accordance with the provisions of Article 16 of the Commercial Convention between Hungary and Greece signed this day, the respective Plenipotentiaries have agreed on the following clauses regulating questions of common interest regarding railway traffic:

Article 1.

In all questions connected with railway communications, the Contracting Parties shall, in their reciprocal relations, apply the provisions of the Convention and Statute on the International Régime of Railways,¹ agreed upon and signed at Geneva on December 9, 1923, as well as the provisions of the International Convention concerning the Carriage of Passengers and Luggage

¹ Vol. XLVII, page 55 ; Vol. L, page 180 ; Vol. LIX, page 383 ; Vol. LXIII, page 417 ; Vol. LXIX, page 92 ; Vol. LXXVIII, page 472 ; Vol. LXXXIII, page 403 ; Vol. LXXXVIII, page 336 ; Vol. XCII, page 381 ; and Vol. XCVI, page 191, of this Series.

bagages par chemins de fer (C. I. V.) et de la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemins de fer ¹ (C. I. M.) signées à Berne le 23 octobre 1924.

Pour toutes les questions relatives au transit international, les Parties contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention et du Statut de Barcelone ² du 20 avril 1921 sur la liberté du transit.

Article 2.

Les relations de trafic devront surtout être assurées, autant que possible, par des correspondances favorables, par l'établissement d'horaires correspondant pour les services des voyageurs et des marchandises par le passage direct et le transit du matériel des trains-voyageurs et, en général, par la plus grande prévenance réciproque sous tous les rapports du service du mouvement et du transport.

Article 3.

Il est convenu que, dans les cas d'accumulation de marchandises, les transports nationaux ne devront pas être favrises au détriment des transports de l'autre Partie contractante. Dans ce cas les transports accumulés de l'autre Partie devront être expédiés en tenant compte de l'urgence motivée par la nature de la marchandise (bétail, marchandises sujettes à prompt déterioration) dans une proportion correspondant à la totalité des transports accumulés.

Article 4.

En ce qui concerne la réception, la remise, le transfert et l'utilisation des véhicules de chemins de fer, les Parties contractantes appliqueront les dispositions des Règlements en vigueur pour l'utilisation réciproque des wagons et des voitures en service international (Règlement international véhicules : « R. I. V. » et Règlement international carrosse : « R. I. C. »).

Article 5.

Les Parties contractantes sont d'accord pour entrer en pourparlers, sur la demande de l'une des Parties contractantes, selon les stipulations du § 2, de l'article 4, de la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemins de fer — dans le but d'établir des conditions moins rigoureuses concernant le transport des marchandises admises au transport sous certaines conditions.

Article 6.

Dans le but de faciliter le trafic international ferroviaire intéressant les deux pays, les Parties contractantes s'engagent mutuellement à poursuivre une politique tarifaire animée de l'esprit de la plus grande bienveillance.

Article 7.

En ce qui concerne le trafic des voyageurs et de leurs bagages, effectué dans les mêmes conditions, il ne sera fait aucune différence entre les ressortissants des deux Parties contractantes tant pour l'expédition et l'exécution du transport que pour les prix de transport et les impôts publics perçus sur le prix de transport par chemins de fer.

¹ Vol. LXXVII, page 367 ; vol. C, page 248 ; et vol. CXVII, page 186, de ce recueil.

² Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; et vol. CIV, page 495, de ce recueil.

by Rail (C. I. V.) and of the International Convention concerning the Transport of Goods by Rail¹ (C. I. M.) signed at Berne on October 23, 1924.

In all questions connected with international transit, the Contracting Parties shall, in their reciprocal relations, apply the provisions of the Convention and Statute on Freedom of Transit signed at Barcelona² on April 20, 1921.

Article 2.

Traffic relations shall in particular be ensured as far as possible by good train connections, by the establishment of time-tables to suit the needs of passenger and goods traffic, by the through passage and transit of passenger coaches and, in general, by the two Parties showing the utmost consideration in all matters relating to movement and transport.

Article 3.

It is agreed that in the event of traffic congestion, the country's own consignments shall not be favoured to the detriment of consignments of the other Contracting Party. In this case the consignments of the other Party which have been held up shall be forwarded with due regard to the urgency required by the nature of the consignment (livestock, perishable goods) in a proportion corresponding to the total accumulation of goods to be forwarded.

Article 4.

As regards the receipt, delivery, transfer and use of rolling stock, the Contracting Parties shall apply the provisions of the Regulations in force for the reciprocal use of waggons and coaches in international service (International Regulation Waggons "R. I. V." and International Regulation Coaches "R. I. C. ").

Article 5.

The Contracting Parties agree to open negotiations at the request of either Contracting Party made in accordance with the provisions of Article 4, paragraph 2, of the International Convention concerning the Transport of Goods by Rail, with a view to introducing less strict requirements for the conveyance of goods accepted for transport under certain conditions.

Article 6.

With a view to facilitating international railway traffic of importance to both countries, the Contracting Parties mutually undertake to pursue a tariff policy animated by a spirit of the utmost consideration.

Article 7.

As regards passenger and luggage traffic conveyed under the same conditions, no difference shall be made between the nationals of the two Contracting Parties, either in respect of forwarding and transport or in respect of transport rates and the public charges levied on railway transport rates.

¹ Vol. LXXVII, page 367 ; Vol. C, page 248 ; and Vol. CXVII, page 187, of this Series.

² Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; and Vol. CIV, page 495, of this Series.

Article 8.

1. Les transports de marchandises, qui empruntent les chemins de fer des deux Parties contractantes soit dans leur trafic par un ou par plusieurs États transités soit dans le trafic avec d'autres États tiers, ne seront pas traités sous les mêmes conditions, dans la même direction, et sur la même ligne, sur les chemins de fer des Parties contractantes moins favorablement, ni quant à l'expédition et à l'exécution du transport, ni quant au prix de transport, ainsi qu'aux impôts publics, imposés sur le prix de transport, que les marchandises similaires à expédier dans le trafic interne de chacune des Parties contractantes ou dans le trafic réciproque de chacune des Parties contractantes avec un tiers État.

2. Toutes conditions s'opposant aux principes édictés dans l'alinéa précédent devront être considérées comme nulles et non avenues.

3. Seront considérées comme des conditions non admises aux termes du paragraphe précédent les conditions d'application d'un tarif réduit qui ont pour but d'exclure du bénéfice du tarif réduit des marchandises similaires d'une provenance étrangère. Par contre, seront considérées comme admises, les conditions d'application d'un tarif réduit prescrites dans le but d'assurer la satisfaction aux besoins de la consommation intérieure en ce qui concerne certains articles ou de faciliter le développement des ports maritimes ou fluviaux, ainsi que les conditions d'applications imposées par des considérations puisées dans le domaine légitime de l'exploitation ferroviaire (p. e. l'acquisition de nouveaux transports, la réduction des frais de traction, etc.). Conformément à cette interprétation, seront considérées :

A. Comme conditions non admises :

- a) La condition de provenance nationale de la marchandise en question,
- b) L'exigence que la marchandise soit déclarée sous un nom non accessible à une marchandise étrangère de la même espèce,
- c) La condition que la marchandise vienne de l'endroit même ou se trouve la gare d'expédition ou la condition de faire parvenir la marchandise à la gare d'expédition par camion, par voie ferrée industrielle, par raccordement privé, par chemins de fer secondaires ou par des voies ferrées déterminées,
- d) La condition que la matière première ou les semi-produits dont est fabriquée la marchandise, jouissant d'un tarif réduit, fussent transportés par les chemins de fer nationaux.

B. Comme conditions admises :

- a) La condition de consommation intérieure,
- b) La condition de transport combiné par voie ferrée et par voie d'eau,
- c) La condition de la remise au transport par le même expéditeur, dans un temps délimité, d'une certaine quantité minime de la marchandise,
- d) La condition de remise simultanée au transport d'une marchandise en quantité suffisant pour la formation d'un train entier ou des groupes de wagons déterminés.

4. Les réductions de tarif, accordées dans le trafic intérieur de l'une des Parties contractantes à destination ou en provenance des ports de transbordement fluviaux ou maritimes, — situés soit sur leur propre territoire, soit à l'étranger — seront sous les mêmes conditions appliquées également aux marchandises remises au transport sur le territoire de l'autre Partie contractante à destination de ces ports ou expédiés par ces ports de transbordement à destination du territoire de l'autre Partie contractante.

Article 9.

Les dispositions des articles 7 et 8 ne s'appliquent pas aux réductions des tarifs accordées en faveur des œuvres de bienfaisance ou de l'instruction publique, ni aux réductions accordées dans le cas d'une calamité publique passagère, ni à celles consenties aux fonctionnaires publics ou aux agents des chemins de fer, ni en faveur des transports de service des entreprises de communication ou de l'administration civile, ou militaire de l'État.

Article 8.

1. Consignments of goods carried on the railways of the two Contracting Parties, either in traffic across one or more transit States or in traffic with other third States, shall not, where the conditions, direction and line are the same, be treated on the railways of the Contracting Parties less favourably either as regards forwarding and transportation or as regards transport rates and the public charges levied on transport rates, than like goods forwarded in the internal traffic of each of the Contracting Parties or in the traffic between that Contracting Party and a third State.

2. All conditions incompatible with the principles laid down in the preceding paragraph shall be regarded as null and void.

3. The following shall be considered as inadmissible conditions in the sense of the preceding paragraph : conditions for the application of a reduced tariff which are intended to exclude similar goods of foreign origin from the benefit of such reduced tariff. On the other hand, conditions for the application of a reduced tariff which are prescribed for the purpose of satisfying requirements in respect of the domestic consumption of certain articles or in order to facilitate the development of maritime or river ports and conditions imposed for purposes of legitimate railway exploitation (*e. g.* the acquisition of new rolling stock, the reduction of haulage costs, etc.) shall be regarded as admissible. In accordance with this interpretation, the following shall be regarded as :

A. INADMISSIBLE CONDITIONS :

- (a) That the goods must be of native origin ;
- (b) That the goods must be declared under a name which cannot be used for foreign goods of the same description ;
- (c) That the goods must proceed from the actual place where the station from which they are to be despatched is situated or must be sent to that station by lorry, by industrial light railway, by private branch line, by local railways or by certain specified railways ;
- (d) That the raw materials or semi-manufactured products from which the goods benefiting by the reduced tariff are made must be conveyed by national railways.

B. ADMISSIBLE CONDITIONS :

- (a) That the goods must be for domestic consumption ;
- (b) That the goods must be conveyed jointly by rail and by water ;
- (c) That the sender shall be required to present for transport within a specified period a certain minimum quantity of goods ;
- (d) That there shall be presented for transport at the same time a sufficient quantity of goods to make up a complete train-load or to fill a definite number of waggons.

4. Tariff reductions granted to the inland traffic of either Contracting Party proceeding to or coming from river or maritime transshipment ports, whether situated in the national territory or abroad, shall under the same conditions apply also to goods presented in the territory of the other Contracting Party for conveyance to such ports or forwarded through such transshipment ports to the territory of the other Contracting Party.

Article 9.

The provisions of Articles 7 and 8 shall not apply to reductions in rates granted to charitable or educational organisations or to reductions granted in the event of a temporary public calamity or to those granted to public officials or railway employees, or to the service consignments of transport undertakings or of the civil or military authorities of the State.

Article 10.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes accorderait à un Etat tiers, soit dans un traité de commerce, soit dans une convention ou arrangement tarifaire quelconque, — en ce qui concerne l'égalité de traitement des transports — des facilités allant au delà de celles octroyées aux termes du présent arrangement, l'autre Partie contractante pourra — sous les mêmes conditions — de plein droit revendiquer l'octroi des mêmes facilités.

Article 11.

Les Parties contractantes s'engagent à établir au plus tôt — tout au moins pour les marchandises et les relations les plus importantes — tant que le cours du change le permettra, et que le Gouvernement yougoslave consentirait à y participer, des tarifs directs pour le trafic de voyageurs et de marchandises entre leurs territoires respectifs par le territoire yougoslave, ainsi que pour le trafic entre le territoire de l'une des Parties contractantes et le territoire d'un Etat tiers, en transit par le territoire yougoslave et celui de l'autre Partie contractante.

Les taxes qui peuvent être obtenues par voie de réenregistrement — à l'exception des taxes réduites d'une validité de moins d'une année — seront mises à la disposition du trafic direct en les calculant lors de l'établissement des taxes directes.

Article 12.

Tous les tarifs, modifications de tarifs et réductions des taxes des tarifs intérieurs et cumulatifs doivent être avant leur mise en vigueur dûment publiés.

Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement les règles et dispositions valables concernant la publication des tarifs et de leurs modifications.

Article 13.

Le présent arrangement fait partie intégrante de la Convention de commerce entre la Hongrie et la Grèce signée en date d'aujourd'hui.

Fait en double exemplaire à Athènes, le 3 juin 1930.

(Signé) Alexandre DE MOLDOVÁNYI.

(Signé) B. CARAPANAYIOTIS.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement relatif au transport par chemin de fer entre la Hongrie et la Grèce, les plénipotentiaires respectifs ont procédé d'un commun accord à la déclaration suivante :

Il reste entendu que l'une des Parties contractantes ne pourra se prévaloir des dispositions du présent arrangement pour exiger en faveur de ses marchandises, sur le territoire de l'autre Partie, un traitement plus favorable que celui accordé aux marchan-

Article 10.

Should either Contracting Party grant a third State, either in a commercial treaty or in a tariff-convention or agreement of any kind whatsoever, more extensive facilities which regard to equal treatment of goods conveyed than those granted under the terms of this Arrangement, the other Contracting Party may, if the conditions are the same, claim as of right that the same facilities be granted to it.

Article 11.

The Contracting Parties undertake to fix as soon as possible — at any rate for the most important commodities and routes — provided the rate of exchange permits and the Yugoslav Government agrees to co-operate, through rates for passenger and goods traffic between their respective territories via Yugoslavia, as well as for traffic between the territory of one of the Contracting Parties and the territory of a third State passing in transit through Yugoslav territory and that of the other Contracting Party.

Funds derived from re-registration charges — except funds derived from reduced charges valid for less than a year — shall be placed to the account of through traffic and calculated at the time of fixing through rates.

Article 12.

All tariffs, modifications of tariffs and reductions in the rates of internal and cumulative tariffs, must be duly published before they come into force.

The Contracting Parties shall notify each other of the rules and regulations in force with regard to the publication of tariffs and the modifications thereof.

Article 13.

The present Arrangement shall form an integral part of the Commercial Convention between Hungary and Greece signed this day.

Done at Athens, in duplicate, June 3, 1930.

(Signed) Alexandre DE MOLDOVÁNYI.

(Signed) B. CARAPANAYIOTIS.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the Arrangement regarding transport by rail between Hungary and Greece, the respective Plenipotentiaries by common agreement made the following declaration :

It is understood that neither Contracting Party may advance the provisions of the present Arrangement as justification for demanding more favourable treatment for its goods in the territory of the other Party than that granted to national goods subject to

dises nationales se trouvant dans les mêmes conditions de transport, pourvu toutefois qu'un traitement plus favorable à celui appliqué aux marchandises nationales ne soit pas accordé à des marchandises d'un pays tiers.

Il reste également entendu qu'à l'exception des concessions tarifaires, la Hongrie n'est point autorisée aux termes du présent arrangement à réclamer les avantages afférents à la zone franche de Salonique que la Grèce pourrait accorder à un Etat tiers par une convention spéciale.

Fait en double exemplaire à Athènes, le 3 juin 1930.

(Signé) Alexandre DE MOLDOVÁNYI.

(Signé) B. CARAPANAYIOTIS.

ÉCHANGE DE NOTES

N° 723.

ATHÈNES, le 3 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A l'occasion de la signature de la Convention de commerce entre la Hongrie et la Grèce en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer, d'ordre de mon gouvernement, que le monopole des tabacs hongrois s'engage à acquérir annuellement une quantité de 500.000 kg. de tabac grec. La Régie hongroise aura la faculté d'acheter cette quantité à moitié en Grèce, tandis que l'autre moitié serait achetée sur un autre marché de tabacs hors de la Grèce, mais à condition qu'elle sera tenue de prouver la provenance hellénique du tabac acheté sur les marchés étrangers par les factures et les certificats d'origine.

Quant aux cigarettes, il est entendu qu'aucune discrimination ne sera faite au détriment des cigarettes grecques.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) Alexandre DE MOLDOVÁNYI.

Son Excellence

Monsieur Byron Carapanayiotis,
Ministre des Affaires étrangères *a.i.*,
Athènes.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 23.284

ATHÈNES, le 3 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° 723, en date d'aujourd'hui, conçue en ces termes :

« A l'occasion de la signature de la Convention de Commerce entre la Hongrie et la Grèce en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer, d'ordre de mon gouvernement, que le Monopole des tabacs hongrois s'engage à acquérir annuellement une quantité de 500.000 kg. de tabac grec. La Régie hongroise aura la faculté d'acheter cette quantité

the same conditions of transport, provided always that more favourable treatment than that applied to national goods is not granted to the goods of a third country.

It is also understood that, with the exception of the tariff concessions, the present Arrangement does not entitle Hungary to claim the advantages attaching to the Free Zone of Salonika which Greece may grant to a third State by a special convention.

Done at Athens, in duplicate, June 3, 1930.

(Signed) Alexandre DE MOLDOVÁNYI.

(Signed) B. CARAPANAYIOTIS.

EXCHANGE OF NOTES.

No. 723.

ATHENS, *June 3, 1930.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

On signing the Commercial Convention between Hungary and Greece of this day's date, I have the honour, acting on instructions received from my Government, to inform you that the Hungarian tobacco monopoly undertakes to purchase annually 500,000 kg. of Greek tobacco. The Hungarian monopoly shall have the option of purchasing half of this quantity in Greece, while the second half will be bought on another tobacco market outside Greece, provided however that the monopoly shall prove the Greek origin of the tobacco purchased on foreign markets by means of invoices and certificates of origin.

As regards cigarettes, it is understood that no discrimination will be made to the prejudice of Greek cigarettes.

I have the honour, etc.

(Signed) Alexandre DE MOLDOVÁNYI.

His Excellency
Monsieur Byron Carapanayiotis,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Athens.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 23284.

ATHENS, *June 3, 1930.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 723, of to-day's date, reading as follows :

“ On signing the Commercial Convention between Hungary and Greece of this day's date I have the honour, acting on instructions received from my Government, to inform you that the Hungarian tobacco monopoly undertakes to purchase annually 500,000 kg. of Greek tobacco. The Hungarian monopoly shall have the option of purchasing half of

à moitié en Grèce tandis que l'autre moitié serait achetée sur un autre marché de tabacs hors de la Grèce, mais à condition qu'elle sera tenue de prouver la provenance hellénique du tabac acheté sur les marchés étrangers par les factures et les certificats d'origine.

« Quant aux cigarettes, il est entendu qu'aucune discrimination ne sera faite au détriment des cigarettes grecques. »

En prenant acte au nom du Gouvernement hellénique de cette communication, je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) B. CARAPANAYIOTIS.

Son Excellence

Monsieur Al. de Moldoványi de Retteg,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Hongrie.

this quantity in Greece, while the second half will be bought on another tobacco market outside Greece, provided however that the monopoly shall prove the Greek origin of the tobacco purchased on foreign markets by means of invoices and certificates of origin.

"As regards cigarettes, it is understood that no discrimination will be made to the prejudice of Greek cigarettes."

On behalf of the Greek Government I duly note this communication and have the honour, etc.

(Signed) B. CARAPANAYIOTIS.

His Excellency
Monsieur Al. de Moldoványi de Retteg,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Hungary.

N° 2799.

AUTRICHE ET HONGRIE

Traité concernant la réglementation des conditions de transit et de raccordement dans le trafic ferroviaire entre les deux pays, avec protocole final. Signés à Budapest, le 30 juin 1930.

AUSTRIA AND HUNGARY

Treaty for the Regulation of Conditions of Transit and Connections in the Railway Traffic between the two Countries, with Final Protocol. Signed at Budapest, June 30, 1930.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

Nº 2799. — A KÖLCÖNÖS VASÚTI FORGALOMBAN AZ ÁTMENETI ÉS CSATLAKOZÁSI VISZONYOK SZABÁLYOZÁSA TÁRGYÁBAN A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG KÖZÖTT KÖTÖTT ÁLLAMSZERZŐDÉS¹. ÖALÁIRATOTT BUDAPESTEN, 1930, JUNIUS HÓ 30-ÁN.

Textes officiels allemands et hongrois communiqués par le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 1^{er} septembre 1931.

Ő FŐMÉLTÓSÁGA MAGYARORSZÁG KORMÁNYZÓJA ÉS AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG SZÖVETSÉGI ELNÖKE mindketten azon óhajtól vezérelve, hogy a két állam között a vasúti forgalmat előmozdítsák és megkönnyítsék, a kölcsönös átmeneti és csatlakozó vasúti forgalom szabályozása tárgyában egyezmény kötését határozták el, mely célból Meghatalmazottaikul kinevezni méltóztattak :

Ő FŐMÉLTÓSÁGA MAGYARORSZÁG KORMÁNYZÓJA :

nádudvari dr. Tormay GÉZA államtitkár urat,

AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG SZÖVETSÉGI ELNÖKE,

dr. PÖSCHMANN Antal osztályfőnök urat.

E Meghatalmazottak a jó és kellő alakban talált meghatalmazásaikat egymással közölván, az alábbiakban állapodtak meg :

I. cikk.

1. A vasúti csatlakozó és átmeneti szolgálat, valamint a határrendőrségi és vámsholgalat mindkét részről az alább felsorolt vasútvonalakon egy közös határállomáson fog lebonyolítatni.

2. Közös határállomásokként, amelyek az alábbiakban röviden határállomásoknak neveztetnek. közös egyetértéssel a következő állomások jelöltetnek ki.

- a) a budapest—wieni vonalon ... *Hegyeshalom*,
- b) a szombathely—gráci vonalon ... *Szentgotthárd*,
- c) a sopron—kőszegi vonalon ... *Sopron Gy. S. E. V.* és *Kőszeg*,
és a Duna—Száva—Adria vasúttársasággal (ezelőtt Déli vaspálya társaság) való
átmenet számára ... *Harka-Kópháza*,
- d) a sopron—vulkaprodersdorfi vonalon ... *Sopron Gy. S. E. V.*,
- e) az eszterháza—Neusiedl am See-i vonalon ... *Pamhagen*,
- f) a bük—oberloisdorfi vonalon ... *Lutzmannsburg*,
- g) a szombathely—pinkafeldi vonalon ... *Rechnitz*,
- h) a körmend—güssingi vonalon ... *Strem*.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 14 juillet 1931.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nº 2799. — STAATSVERTRAG¹ ZWISCHEN DEM KÖNIGREICH UNGARN UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH ÜBER DIE REGELUNG DER BEIDERSEITIGEN ÜBERGANGS- UND ANSCHLUSSVERHÄLTNISSE IM EISENBAHNVERKEHR. GEZEICHNET IN BUDAPEST, AM 30. JUNI 1930.

German and Hungarian official texts communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place September 1st, 1931.

SEINE DURCHLAUCHT DER REICHsverweser VON UNGARN und DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH von dem gleichen Wunsche geleitet, den Eisenbahnverkehr zwischen den beiden Staaaten zu fördern und zu erleichtern, haben beschlossen, eine Übereinkunft zur Regelung der beiderseitigen Übergangs- und Anschlussverhältnisse im Eisenbahnverkehr zu schliessen und zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt und zwar :

SEINE DURCHLAUCHT DER REICHsverweser VON UNGARN :

Herrn Staatssekretär Dr. GÉZA TORMAY von Nádudvar ;

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Herrn Sektionschef Dr. Anton PÖSCHMANN.

Diese Bevollmächtigten sind nach gegenseitiger Mitteilung ihrer richtig befundenen Vollmachten übereingekommen wie folgt :

Artikel 1.

1. Der Eisenbahnanschluss- und Übergangsdienst, sowie der beiderseitige Grenzpolizei- und Zolldienst werden auf den nachstehend angeführten Eisenbahnlinien in je einem gemeinschaftlichen Grenzbahnhöfe durchgeführt.

2. Als gemeinschaftliche Grenzbahnhöfe, die im Nachfolgenden kurz Grenzbahnhöfe genannt sind, werden einvernehmlich festgestellt :

- a) auf der Linie Budapest—Wien... *Hegyesalom*,
- b) auf der Linie Szombathely—Graz... *Szentgotthárd*,
- c) auf der Linie Sopron—Kőszeg... *Sopron Gy. S. E. V. u. Kőszeg*,
und für den Übergang mit der Donau—Save—Adria Eisenbahngesellschaft (vormals Südbahngesellschaft) — *Harka-Kőpháza*,
- d) auf der Linie Sopron—Vulkaprodersdorf... *Sopron Gy. S. E. V.*,
- e) auf der Linie Eszterháza—Neusiedl am See... *Pamhagen*,
- f) auf der Linie Bük—Oberloisdorf... *Lutzmannsburg*,
- g) auf der Linie Szombathely—Pinkafeld... *Rechnitz*,
- h) auf der Linie Körmend—Güssing... *Strem*.

¹ The exchange of ratifications took place at Vienna, July 14, 1931.

3. A nagykanizsa—wienerneustadti vonalon Sopron D. V., a Duna—Száva—Adria vasút-társaság (azelőtt Déli vaspálya társaság) vonalhálózatára vonatkozólag az átmenet és közlekedés szabályozása tárgyában kötött egyezmény IV. része értelmében megállapított közös állomás. Jelen szerződés határozmányai erre az átmenetre csak annyiban alkalmaztatnak, amennyiben azok nincsenek ellentétben az előbb említett egyezménnyel. Különösképen az ezen egyezmény 35. cikk 1. bekezdésében foglalt határozmányok végrehajtásának megkönnyítése érdekében a díjszámításnak államhatárig és államhatártól kell történnie.

2. cikk.

1. A szomszéd Állam vasútigazgatása (csatlakozó vasút) tartozik a közforgalmú vasútüzemet az államhatáron át a határállomásig folytatni. Amennyiben az államhatártól a határállomásig terjedő vasútvonal (határvonal) nincs a csatlakozó vasút tulajdonában vagy együttes használatában, és a 2.—5. bekezdések sem tartalmaznak erre vonatkozó különleges intézkedést, a tulajdonos Állam gondoskodni fog arról, hogy ezek a határvonalak üzemvitel céljából a csatlakozó vasútnak átengedtesse.

2. Az Ágfalva országhatártól Sopron D. V.-ig terjedő vonalrészen lebonyolítandó mozdony- és vonatkísérő szolgálat az érdekelt vasútigazgatások között kötendő egyezmény értelmében szabályozandó.

3. A sopron—kőszegi h. é. vasutat illetőleg az ezen h. é. vasútvonal átadása tárgyban létrejött jegyzőkönyvi megállapodás határozmányai mérvadók.

4. Mindaddig, míg az Eszterháza—Neusiedl am See-i h. é. vonal üzemét teljes hosszban a Győr—Sopron—Ebenfurti vasút látja el, arra a mindenkor érvényben lévő üzletkezelési szerződés mérvadó.

5. A Lutzmannsburg melletti országhatártól Lutzmannsburgig a Rechnitz melletti országhatártól Rechnitzig és a Strem melletti országhatártól Stremig terjedő vonalrészeken az üzemet a M. Kir. Államvasutak ugyanazon feltételek mellett fogják vinni, mint amelyek az illető h. é. vasutak magyar területen lévő vonalaira mérvadók.

3. cikk.

A tulajdonos Állam, illetve a vasút engedélyszerű tulajdonosa a határállomás együttes használatát abban a mérvben fogja megengedni amint az a csatlakozó vasút ott lebonyolítandó különleges szolgálatának, valamint a közös csatlakozó és átmeneti szolgálatnak ellátása érdekében szükséges.

4. cikk.

1. Ugy a Dunántúli helyi érdekű vasút részvénytársaság bük-lutzmannsburgi vonalán, mint a szombathely-pinkafői h. é. vasút részvénytársaság szombathely—rechnitzi vonalán az ezen vonalak üzemét vivő magyar vasútigazgatás esetleges kívánságára, az osztrák vonalrészek üzemét vivő vasútigazgatás a mozdony és vonatkísérő szolgálatot a nevezett két vasútigazgatás között megállapítandó térítés ellenében át fogja venni.

2. A körmend—németújvári helyi érdekű vasút részvénytársaság strem—güssingi vonalán az ezen vonal üzemét vivő osztrák vasútigazgatás kívánságára, a magyar vonalrész üzemét vivő vasútigazgatás a mozdony- és vonatkísérő szolgálatot a nevezett két vasútigazgatás között megállapítandó térítés ellenében át fogja venni.

3. Auf der Linie Nagykanizsa—Wiener Neustadt wird Sopron D. V. im Sinne des IV. Abschnittes des Übereinkommens zur Regelung des Transits und des Verkehrs auf dem Netze der Donau-Save-Adria Eisenbahn-Gesellschaft (vormals Südbahn-Gesellschaft) als Gemeinschaftsbahnhof bestimmt. Die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages finden auf diesen Übergang nur insoweit Anwendung, als sie mit dem eben bezogenen Übereinkommen nicht in Widerspruch stehen. Insbesondere hat, um die Durchführung der Bestimmungen des Artikels 35 (1.) dieses Übereinkommens zu erleichtern, die Tarifberechnung bis und ab Staatsgrenze stattzufinden.

Artikel 2.

1. Die Bahnverwaltung des Nachbarstaates (Anschlussbahn) hat den öffentlichen Eisenbahnbetrieb über die Staatsgrenze bis in den Grenzbahnhof fortzusetzen. Soweit die Bahnstrecken von der Staatsgrenze bis zum Grenzbahnhof (Grenzstrecke) nicht im Eigentum oder in der Mitbenutzung der Anschlussbahn stehen und nicht in den Absätzen 2. bis 5. eine Sonderregelung vorgesehen ist, wird der Besitzstaat dafür sorgen, dass die Grenzstrecken der Anschlussbahn zur Betriebführung überlassen werden.

2. Der auf der Teilstrecke von der Staatsgrenze bei Ágfalva bis Sopron D. V. abzuwickelnde Zugförderungs- und Fahrdienst ist nach der zwischen den beteiligten Bahnverwaltungen abzuschliessenden Vereinbarung zu regeln.

3. Betreffs der Sopron—Köszeger Lokalbahn sind die Bestimmungen der bezüglich der Übergabe dieser Lokalbahn zustande gekommenen Protokollarvereinbarung massgebend.

4. Insolange die Lokalbahnstrecke Eszterháza—Neusiedl am See in ihrer ganzen Länge im Betriebe der Győr—Sopron—Ebenfurter Eisenbahn steht, ist der jeweils gültige Betriebsvertrag massgebend.

5. Den Betrieb der Teilstrecke von der Staatsgrenze bei Lutzmannsburg bis Lutzmannsburg von der Staatsgrenze bei Rechnitz bis Rechnitz, sowie von der Staatsgrenze bei Strem bis Strem werden die Königlich Ungarischen Staatseisenbahnen unter denselben Bedingungen führen, welche für die auf dem ungarischen Gebiete befindlichen Strecken der betreffenden Lokalbahnen massgebend sind.

Artikel 3.

Der Besitzstaat beziehungsweise die konzessionsmässige Bahneigentümerin wird die Mitbenutzung des Grenzbahnhofes in dem Umfange gestatten, als es zur Durchführung des von der Anschlussbahn dort abzuwickelnden besonderen Dienstes sowie des gemeinsamen Anschluss- und Übergangsdienstes notwendig ist.

Artikel 4.

1. Sowohl auf der Strecke Bük—Lutzmannsburg der *Dunántúli helyiérdekű vasút részvénytársaság* (Westungarischen Lokalbahn-Aktiengesellschaft) wie auf der Strecke Szombathely—Rechnitz der „Steinamanger—Pinkafelder Lokalbahn-Aktiengesellschaft“ wird auf allfälliges Verlangen der den Betrieb auf dieser Strecke führenden ungarischen Eisenbahnverwaltung die den Betrieb auf der österreichischen Teilstrecke führende Verwaltung den Zugförderungs- und Fahrdienst gegen eine zwischen den beiden genannten Bahnverwaltungen zu vereinbarende Vergütung übernehmen.

2. Auf der Strecke Strem—Güssing der „Körmend—Németújvári Lokaleisenbahn Aktiengesellschaft“ wird über Verlangen der den Betrieb auf dieser Strecke führenden österreichischen Eisenbahnverwaltung die den Betrieb auf der ungarischen Teilstrecke führende Verwaltung den Zugförderungs- und Fahrdienst gegen eine zwischen beiden genannten Bahnverwaltungen zu vereinbarende Vergütung übernehmen.

5. cikk.

1. A határvonalrészek és a határállomásoknak a csatlakozó és átmeneti szolgálat egyesítése folytán szükséges kiépítését és a közös szolgálat érdekében ott okvetlen szükséges lakóépületeket az érdekelt vasútigazgatások közös megegyezéssel állapítják meg. Ugyanez áll a határállomásokon és a határvonalrészekben a jövőben eszközözendő új létesítményekre, bővítésekre és értéknövelő átépítésekre is, ha ezek a határállomások és határvonalrészek nem a csatlakozó vasút tulajdonát képezik, annyiban, amennyiben ezen létesítmények a közös szolgálatot vagy a csatlakozó vasút szolgálatát érintik.

2. A határállomásokon és a határvonalakon az összes építkezéseket a tulajdonos igazgatás saját költségén eszközli és azok a tulajdonában is maradnak.

Az üzemet vivő csatlakozó vasútigazgatás a határállomások és esetleges lakóépületek együttes használatáért, amennyiben azok nincsenek kizárólag a tulajdonos igazgatás szolgálatának fenntartva, valamint a határvonalak használatáért, amennyiben ezek nem a csatlakozó vasút tulajdonában vannak, — a Hegyeshalom melletti országhatár és Hegyeshalom közötti határvonal kivételével, — a tulajdonos vasútigazgatás részére térítést ad.

Ez a térítés a csatlakozó vasút különleges szolgálatára szánt vasúti létesítményeknél, valamint a határvonalakat illetőleg is, az ezen létesítményekbe beruházott egész tőke után járó kamatok megfizetéséből, a közös szolgálat céljaira szolgáló létesítményeknél és lakóépületeknél pedig az ezen létesítményekbe befektetett tőke azon része után járó kamatok megfizetéséből áll, mely a közös szolgálat mindenkor igénybevételenek arányában a csatlakozó vasútra esik.

Ugyanezen alapelvek érvényesek a határállomásokon és határvonalakon a jövőben eszközözendő új létesítményekre, bővítésekre és értéknövelő átépítésekre is.

Az egyoldaluan vagy közösen kamatoztatandó beruházott tőke oly módon fog megállapíttatni, hogy az esetleges valutaingadozás hátrányai lehetőleg kiküszöböltsenek.

3. A meglévő vasúti létesítmények értéke, továbbá az egyes létesítményeknek és lakóépületeknek a közös szolgálat avagy a két igazgatás mindegyike által végzett különleges szolgálat céljaira való igénybevételenek mérve, nemkülönben a kamatozás nagysága, valamint a csatlakozó vasútnak a közös szolgálat céljaira szolgáló vasúti létesítmények és lakóépületek költségei kamataiban való részesedésének kiszámítására vonatkozó kulcs, a részes vasútigazgatások által egymás között állapítandó meg.

4. A tulajdonos államvasút igazgatása — hacsak e tekintetben ő maga nem gondoskodik — köteles a határállomásokon szolgálatot teljesítő egyének és azok családtagjai részére szükségelt megfelelő lakások megszerzésénél a szomszéd vasútigazgatást minden tekintetben támogatni.

5. Amennyiben felmondás, vagy a jelen szerződés lejárta folytán az 1. cikkben megjelölt átmenő állomások valamelyike megszűnnék közös állomás lenni, avagy az általános helyzet változása folytán a közös szolgálat mérve tekintetében változás állana be, Szerződő Felek az átmenő szolgálat szabályozása tárgyában idejében külön megállapodásokat fognak létesíteni, amikor is úgy az illető határállomásba beruházott tőke, mint az a körülmény is figyelembe fog vétetni, hogy a Szerződő Felek közül melyik adott okot ezen változásra, illetve hogy az ottani létesítmények mennyiben vehetők át a tulajdonos igazgatás kizárólagos szolgálatába.

6. cikk.

Mindegyik vasútigazgatás felügyel a saját határállomásain lévő összes létesítményekre és fenntartja azokat. A határállomásokon kizárólag a szomszéd igazgatás céljaira szolgáló létesítmények pályafelügyeleti és fenntartási költségei teljes egészükben ezen igazgatás által megtérítendő. A közös szolgálat érdekében eszközölt létesítmények pályafelügyeleti és fenntartási költségei a csatlakozási szerződésben megállapítandó kulcs szerint osztandók meg a két igazgatás között.

Artikel 5.

1. Die anlässlich der Zusammenlegung des Anschluss- und Übergangsdienstes notwendigen Ausgestaltungen der Grenzstrecken und der Grenzbahnhöfe und die dort selbst für den gemeinschaftlichen Dienst etwa unbedingt notwendigen Wohnbauten werden im Einvernehmen der beteiligten Bahnverwaltungen festgestellt. Dasselbe gilt für künftige Neu-, Zu- und wertvermehrnde Umbauten in den Grenzbahnhöfen und auf den Grenzstrecken, wenn diese nicht im Eigentume der Anschlussbahn stehen, sofern durch diese Herstellungen der Gemeinschaftsdienst oder der Dienst der Anschlussbahn berührt wird.

2. Alle Bauten in den Grenzbahnhöfen und auf den Grenzstrecken werden von der Eigentumsverwaltung auf ihre Kosten ausgeführt und verbleiben in ihrem Eigentum.

Die betriebsführende Anschlussbahnverwaltung leistet der Eigentumsverwaltung für die Mitbenützung der Grenzbahnhöfe und etwaiger Wohnbauten sowie diese nicht ausschliesslich dem Dienste der Eigentumsverwaltung vorbehalten sind, sowie diese nicht ausschliesslich dem Dienste der Eigentumsverwaltung vorbehalten sind, sowie für die Benützung der Grenzstrecken, sofern diese nicht im Eigentum der Anschlussbahn stehen, mit Ausnahme der Grenzstrecke Staatsgrenze bei Hegyeshalom-Hegyeshalom eine Vergütung.

Diese Vergütung besteht bei den dem Sonderdienste der Anschlussbahn gewidmeten Eisenbahnanlagen, sowie hinsichtlich der Grenzstrecken in der Verzinsung des gesamten in diese Anlagen investierten Anlagekapitals, bei den dem Gemeinschaftsdienste gewidmeten Anlagen und Wohnbauten in der Verzinsung der auf die Anschlussbahn nach dem Verhältnis der jeweiligen Inanspruchnahme des Gemeinschaftsdienstes entfallenden Teile der Anlagekapitalien dieser Anlagen.

Die gleichen Grundsätze gelten auch für die künftigen Neu-, Zu- und wertvermehrnden Umbauten in den Grenzbahnhöfen und auf den Grenzstrecken.

Die ausschliesslich oder gemeinsam zu verzinsende Anlagekapitalien werden in einer den Nachteilen möglicher Währungsschwankungen tunlichst vorbeugender Weise festgesetzt.

3. Der Wert der bestehenden Eisenbahnanlagen, die Inanspruchnahme der einzelnen Eisenbahnanlagen und Wohnbauten für den Gemeinschaftsdienst oder den Sonderdienst jeder der beiden Verwaltungen, die Höhe der Verzinsung und der Schlüssel für die Berechnung des Anteiles der Anschlussbahn an der Verzinsung der dem Gemeinschaftsdienste gewidmeten Eisenbahnanlagen und Wohnbauten sind zwischen den beteiligten Bahnverwaltungen zu vereinbaren.

4. Die Eisenbahnverwaltung des Besitzstaates ist verpflichtet, der Eisenbahnverwaltung des Nachbarstaates bei der Beschaffung von angemessenen Wohnräumen für die in den Grenzbahnhöfen diensttuenden Organe und für deren Familienmitglieder alle mögliche Unterstützung angedeihen zu lassen, sofern sie in dieser Hinsicht nicht selbst Vorsorge trifft.

5. Falls infolge Kündigung oder nach Ablauf dieses Vertrages der eine oder der andere unter Artikel 1 bestimmte Übergangsbahnhof als gemeinschaftlicher Bahnhof aufgelassen würde oder zufolge Änderung der allgemeinen Verhältnisse eine Änderung hinsichtlich des Umfanges des Gemeinschaftsdienstes eintreten würde, werden die vertragschliessenden Teile zwecks Regelung den vertragschliessenden Teilen des Übergangsdienstes rechtzeitig Sonderabkommen schliessen, wobei sowohl das in dem betreffenden Grenzbahnhof investierte Kapital als auch der Umstand, welcher den vertragschliessenden Teilen Anlass zu der Änderung gegeben hat, sowie die Tatsache inwieweit die Anlagen in den ausschliesslichen Dienst der Eigentumsverwaltung übernommen werden können, berücksichtigt werden wird.

Artikel 6.

Jede Bahnverwaltung beaufsichtigt und erhält die gesamten Anlagen der eigenen Grenzbahnhöfe. Die Bahnaufsichts- und Erhaltungskosten der dem Sonderdienste der Anschlussverwaltung gewidmeten Anlagen der Grenzbahnhöfe werden von dieser Verwaltung zur Gänze ersetzt. Die Bahnaufsichts- und Erhaltungskosten der für den Gemeinschaftsdienst gewidmeten Anlagen werden auf beide Verwaltungen nach einem durch den Anschlussvertrag festzusetzenden Schlüssel aufgeteilt.

A Hegyeshalom és Hegyeshalom-országhatár közötti vonalrész kivételével a határvonalrészeken a pályafelügyeletet és pályafenntartást, az üzemet vivő vasútigazgatások saját költségükön végzik.

7. cikk.

1. A határállomásokon a szolgálatot általában azon Állam vasútigazgatása látja el, amelynek területén a határállomás van, hacsak egyes szolgálati ügyek ellátása természetüknél fogva szükségessé illetve célszerűvé nem teszik azoknak az egyes igazgatásoknak saját szervei által való végrehajtását, mint pl. a kocsifelíró, kocsivizsgáló, áruátmeneti szolgálat, vasúti vámsholgyat stb.

2. Ezenfelül a csatlakozó igazgatás az üzemvitellel kapcsolatos érdekeinek megóvása céljából a határállomásokon képviseletet állíthat fel.

3. Az idegen személyzet létszámát minden esetre a feltétlenül szükséges legkisebb mérvre kell korlátozni.

8. cikk.

1. A szomszéd vasút részére végzett szolgálat a határvonalrészeken, valamint a határállomásokon, annak szabályai szerint és annak hivatalos nyelvén bonyolítandó le. Ügyszintén mindkét részről más végrehajtó szolgálati helyekről jövő és a határállomáson átmenő vasútszolgálati táviratok és írásbeli közlemények az üzemet ott vivő igazgatás által a szomszéd Állam nyelvére lefordítandók és továbbítandók.

2. Írásban a határállomások a szomszéd igazgatás szolgálati helyeivel ezen igazgatás nyelvén érintkeznek. A vasúti forgalomra vonatkozó, mindkét igazgatást érdeklő szolgálati jelentéseket a határállomások közegeinek mindkét Állam hivatalos nyelvén el kell fogadniok.

3. Előbbi határozmányok nem vonatkoznak oly közlésekre, melyek az egyik vagy másik, illetve mindkét Állam területén csak átmennek, valamint a magasabb szolgálati helyek (minisztériumok, vezérigazgatóság, igazgatóságok, üzletvezetőségek) távirati és írásbeli levelezéseire sem.

4. A mindkét részről jövő vasúti szolgálati levelezést a szomszéd igazgatás a határállomáson veszi át és rendeltetési helyére továbbítja.

5. A határállomások megnevezésénél és felirati megjelölésénél azon Állam szabályai irányadók, amelynek területén a határpályaudvar van. A szomszéd Állam szerveinek szolgálati helyiségei mindkét Állam nyelvén jelölendők meg olyképp, hogy azon Állam nyelve áll első helyen, mely Államhoz az illető szervek tartoznak. A határpályaudvarok kötelesek a szomszéd igazgatástól kapott, a vasúti szolgálatot érintő és az utazó közönség tájékoztatását célzó szolgálati hirdetményeket (fali menetrendek stb.) alkalmas helyen kifüggeszteni.

9. cikk.

1. A vasútigazgatásoknak a csatlakozó és átmenő vonatok közlekedésére oly menetrendet kell megállapítaniok, hogy sem az utasokat, sem az árukat a vasúti és vámsholgyat és útlevélvizsgálat által megkívtánt időn túlmenőleg fel ne tartóztassák. E mellett kívánatra a vasúti összeköttetéseket a lehetőséghez képest, azonos minőségű vonatok csatlakozásaival kell létesíteni.

2. A kocsiatmenet a személy-, poggyász- és teherkocsik kölcsönös használatára vonatkozólag a vasútigazgatások között mindenkor fennálló megállapodások alapján bonyolítandó le.

Die Bahnaufsicht und Erhaltung der Grenzstrecke mit Ausnahme der Grenzstrecke Staatsgrenze bei Hegyeshalom-Hegyeshalom obliegt den betriebführenden Eisenbahnverwaltungen auf eigene Kosten.

Artikel 7.

1. Die Dienstführung in den Grenzbahnhöfen wird grundsätzlich von der Bahnverwaltung des Staates besorgt, in dem die Grenzbahnhöfe gelegen sind, soweit nicht einzelne Dienstesverrichtungen ihrer Natur nach die Ausführung durch eigene Organe jeder der beiden Verwaltungen erfordern oder zweckmässig erscheinen lassen, wie z. B. der Wagenaufschreibe-, Wagenuntersuchungs-, Güterübergangsdienst, Eisenbahnzolldienst und dergl.

2. Überdies kann die Anschlussverwaltung zur Wahrnehmung ihrer betriebsdienstlichen Interessen eine Vertretung in den Grenzbahnhöfen aufstellen.

3. Jedenfalls soll das fremde Personal auf das unbedingt erforderliche Mindestausmass beschränkt sein.

Artikel 8.

1. Die Ausführung des Dienstes für die Nachbarbahn hat in den Grenzstrecken sowie in den Grenzbahnhöfen nach deren Vorschriften und in deren Staatssprache zu erfolgen. Ebenso sind bahndienstliche Telegramme und schriftliche Mitteilungen der beiderseitigen anderen exekutiven Dienststellen, welche die Grenzbahnhöfe durchlaufen, von der dort den Betrieb führenden Verwaltung in die Staatssprache des Nachbarstaates zu übertragen und weiterzugeben.

2. Der schriftliche Verkehr der Grenzbahnhöfe mit den Dienststellen der Nachbarverwaltung hat in der Sprache dieser Verwaltung zu erfolgen. Dienstliche Meldungen im Eisenbahnverkehr, die beide Verwaltungen betreffen, sind in den Grenzbahnhöfen von den dortigen Organen in jeder der beiden Staatssprachen entgegenzunehmen.

3. Auf Mitteilungen, die das Gebiet des einen oder anderen bzw. beider Staaten nur durchlaufen, sowie auf den telegraphischen und schriftlichen Verkehr höherer Dienststellen (Ministerien, Generaldirektion, Direktionen, Betriebsleitungen) finden vorstehende Bestimmungen keine Anwendung.

4. Die beiderseitigen Eisenbahndienstkorrespondenzen werden in den Grenzbahnhöfen von der Nachbarverwaltung übernommen und bis zu ihrem Bestimmungsorte weiterbefördert.

5. Für die Benennung und anschriftliche Bezeichnung der Grenzbahnhöfe sind die Vorschriften jenes Staates massgebend, auf dessen Gebiet die betreffenden Grenzbahnhöfe liegen. Die Anschriften an den Diensträumen der Organe des Nachbarstaates sind in beiden Staatssprachen anzubringen, wobei die Staatssprache des Staates, dem die betreffenden Organe angehören, vorausgeht. Die Grenzbahnhöfe sind gehalten, die zur Unterrichtung der Bahnbenützer dienenden, ihnen seitens der Nachbarverwaltung zugehenden, den Eisenbahndienst betreffenden dienstlichen Kundmachungen (Aushangfahrpläne und dergl.) an zweckdienlichen Stellen auszuhängen.

Artikel 9.

1. Die Eisenbahnverwaltungen sollen die Fahrordnungen für den Verkehr der Anschluss- und der durchgehenden Züge derart festsetzen, dass weder die Reisenden, noch die Güter grössere Aufenthalte erleiden, als der Eisenbahn-, Zoll- und Passdienst erfordert. Hiebei sollen die Zugverbindungen auf Verlangen nach Möglichkeit durch Zugsanschlüsse gleicher Gattung hergestellt werden.

2. Der Wagenübergang ist auf Grund der jeweils bestehenden Vereinbarungen der Bahnverwaltungen über die gegenseitige Benützung der Personen-, Gepäck- und Güterwagen abzuwickeln.

10. cikk.

1. Amennyiben ezen cikk 3. és 4. bekezdéseiben foglalt határozmányok másképp nem rendelkeznek, a határvonalrészeken való díjszámításra az alábbi rendelkezések érvényesek :

a) Az országhatártól a határállomásig terjedő vonalrészeket illetőleg a fuvar költségeket és a vasút által végzett mellékteljesítmények költségeit (mellékdíjakat) az ezen vonalrészeken üzemeltetett vasútigazgatóságok azon Állam előírásai szerint állapítják meg, amelyben ezen vasútigazgatások székelnek.

b) Az országhatártól a határállomásig való fuvarozásból eredő bevételek teljes egészükben az üzemvivő igazgatást illetik, ezzel szemben tartozik az üzemvitel összköltségeit, a fuvarozási illetéket, valamint egyéb, a fuvarozással összefüggő közszolgáltatásokat is viselni és úgy az üzemért, mint a fuvarozott árúk teljes vagy részleges elveszéseért vagy megsérüléséért, valamint a fuvarozási határidő túllépéséért teljes felelősséget vállalni.

c) Az országhatár és a határállomás közötti határvonalakra ugyanazokat a fuvardíjszámítási alapelveket kell alkalmazni, mint az ezen határvonalak üzemeltetett vasút csatlakozó vonalaira.

d) A díjszabás jóváhagyása azon Államot illeti, amelynek fennhatósága alatt áll az üzem a határon át folytató vasútigazgatás a határig való üzemé szempontjából.

e) Azon különleges díjszabási intézkedések, amelyek kizárólag a határvonalrész vagy annak egy részének forgalmára, avagy egyrészt az egyik fél területén az országhatárhoz legközelebb eső állomás, másrészt a másik fél területén levő határállomás közötti forgalomra vonatkoznak, azon Állam felügyeleti hatóságának jóváhagyását is igénylik, melynek területén a határállomás van.

f) Mindkét szerződő Államot megilletik a fuvar költségei után járó azon fuvarozási illetékek és a fuvarozással összefüggő összes egyéb közszolgáltatások, melyek a saját területén történő fuvarozásra esnek. Ezen fuvarozási illetékek és közszolgáltatások kiszámításának, beszedésének és elszámolásának egyszerűsítése végett ezek az illetékek és szolgáltatások lehetőleg átalányozandók.

2. A vasúti áru fuvarozás tárgyában 1924. évi október hó 23-án aláírt Nemzetközi Egyezmény¹ 1. cikkének 2. §. 2. értelmében mindkét Kormány kijelenti, hogy nem ellenzi, hogy egyrészt a másik Állam területén lévő állomások, másrészt a határállomások és a határvonalakon fekvő állomások közötti küldeményekre ezen áru fuvarozási Nemzetközi Egyezmény nem nyer alkalmazást abban az esetben, ha a feladó a fuvarlevél-úrlap megválasztásával az azon vasútra vonatkozó belföldi jogszabályok alkalmazását kívánja, amely a fuvarozást az egész útvonalon eszközli.

3. Amennyiben a személy-, poggyász- és expressz-árúk fuvarozása Hegyeshalom közös határállomáson túlra történik, a m. kir. Államvasutak és az Osztrák Szövetségi Vasutak a Magyarország és Ausztria közötti és azon túlmenő forgalomra mindenkor érvényben lévő közvetlen személy-, poggyász- és expressz-árú-díjszabásba a Hegyeshalom-országhatárig és országhatártól számított díjszabási kilométerek alapul vétele mellett fogják a viteldíjakat beszámítani. Ez esetben az országhatárig, illetve az országhatártól esedékes bevételek azon Állam vasút igazgatása javára esnek, melynek területén az illető vonalrész van ; a díjszabási bevételeket beszedő

¹ Vol. LXXVII, page 367 ; vol. C, page 248 ; et vol. CXVII, page 186, de ce recueil.

Artikel 10.

1. Insofern die Bestimmungen der Absätze 3. und 4. dieses Artikels nicht anders verfügen, gelten für die Frachtberechnung auf den Grenzstrecken folgende Bestimmungen :

a) Die Beförderungsgebühren und die Gebühren für die Nebenleistungen der Eisenbahn (Nebengebühren) werden rücksichtlich der Strecken von der Staatsgrenze bis zu den Grenzbahnhöfen von den diese Strecken betreibenden Bahnverwaltungen nach Massgabe der Vorschriften jenes Staates, in dem diese Bahnverwaltungen ihren Sitz haben, festgesetzt.

b) Die Einnahmen aus der Beförderung von der Staatsgrenze bis zum Grenzbahnhof fallen zur Gänze der betriebführenden Verwaltung zu, hingegen hat diese die Kosten der gesamten Betriebsführung, die Verkehrssteuern und die sonstigen mit der Beförderung zusammenhängenden öffentlichen Abgaben zu übernehmen und die volle Haftung aus dem Betriebe, sowie die volle Haftung für Verlust, Minderung oder Beschädigung der Beförderungsgüter und für Überschreitung der Lieferfrist zu tragen.

c) Auf den zwischen der Staatsgrenze und den Grenzbahnhöfen gelegenen Grenzstrecken dürfen keine anderen Grundlagen für die Berechnung der Beförderungsgebühren angewendet werden, als auf den anschliessenden Strecken der die Grenzstrecke betreibenden Eisenbahn.

d) Die Genehmigung der Tarife kommt dem Staate zu, welchem die den Betrieb über die Grenze fortsetzende Eisenbahnverwaltung rücksichtlich ihres Betriebes bis zur Staatsgrenze untersteht.

e) Die lediglich den Verkehr auf der Grenzstrecke oder auf einem Teile derselben oder den Verkehr zwischen dem auf dem Gebiete des einen Teiles der Staatsgrenze zunächst gelegenen Bahnhöfen einerseits und dem auf dem Gebiete des anderen Teiles gelegenen Grenzbahnhöfen andererseits betreffenden Sondertarifmassnahmen unterliegen überdies der Genehmigung der Aufsichtsbehörde jenes Staates, auf dessen Gebiet der Grenzbahnhof gelegen ist.

f) Jedem der beiden vortragschliessenden Staaten fallen die Eisenbahnverkehrssteuern und alle mit der Beförderung zusammenhängenden öffentlichen Abgaben von jenen Beförderungsgebühren zu, die auf Beförderungen innerhalb seines Gebietes entfallen. Zur Vereinfachung der Ermittlung, Einhebung und Verrechnung dieser Verkehrssteuern und öffentlichen Abgaben soll nach Möglichkeit eine Pauschalierung dieser Steuern und Abgaben erfolgen.

2. Die beiden Regierungen erklären im Sinne des Artikels 1, § 2, 2, des Internationalen Übereinkommens über den Eisenbahnfrachtverkehr¹ von 23. Oktober 1924 (I. Ue. G.) nicht zu widersprechen, dass Sendungen zwischen den im anderen Staate gelegenen Bahnhöfen einerseits und den Grenzbahnhöfen sowie Bahnhöfen an den Grenzstrecken andererseits von der Anwendung des Internationalen Übereinkommens über den Eisenbahnfrachtverkehr (I. Ue. G.) ausgenommen sein sollen, wenn der Versender durch die Wahl des Frachtbriefformulars die Anwendung des innern Reglements jener Eisenbahn beansprucht, durch die auf der ganzen Transportstrecke die Beförderung bewirkt wird.

3. Soweit sich die Beförderung von Personen, Gepäck- und Expressgütern über den gemeinschaftlichen Grenzbahnhof Hegyeshalom hinaus vollzieht, werden seitens der Königlich Ungarischen Staatsbahnen und der Österreichischen Bundesbahnen in die für den Verkehr zwischen Ungarn und Österreich und darüber hinaus jeweils giltigen direkten Personen-, Gepäck- und Expressgütertarife die sich unter Zugrundelegung der Tarifikilometer bis und ab Staatsgrenze bei Hegyeshalom ergebenden Beförderungsgebühren eingerechnet werden. In diesem Falle kommen die Tarifeinnahmen bis und ab der Staatsgrenze der Eisenbahnverwaltung jenes

¹ Vol. LXXVII, page 367 ; Vol. C, page 248 ; and Vol. CXVII, page 187, of this Series.

vasútigazgatás viseli az azokra eső fuvarozási illetéket és egyéb, a fuvarozással összefüggő közszolgáltatásokat is.

Az Osztrák Szövetségi vasutak belföldi díjszabásuk keretében külön kilométrikus távolságokat fognak felvenni Hegyeshalom loco-ra, melyek akkép képzendők, hogy az ezen távolságok alapján megállapított személyvonatú menetdíjak általában ne legyenek alacsonyabbak az Ausztria és Magyarország és ezen államokon túlmenő forgalomban érvényben lévő közvetlen díjszabások személyvonatú menetdíjainál.

A m. kir. Államvasutak kívánságára az Osztrák Szövetségi vasutak belföldi árudíjszabásuk keretében a Hegyeshalomban feladásra kerülő bizonyos, névszerint megnevezendő áruk fuvarozására a határvonalrész tényleges kilométer távolságának figyelembevétele mellett képzett különleges díjtételeket fognak érvényesíteni.

Amennyiben az áru fuvarozás Hegyeshalom közös határállomáson túlra történik, a m. kir. Államvasutak és az Osztrák Szövetségi Vasutak saját belföldi díjszabásuk keretében Hegyeshalom-átmenettel való forgalomra az országhatárig és országhatártól számított díjszabási kilométerek alapján külön díjtételeket fognak megállapítani.

A Hegyeshalom melletti országhatár-Hegyeshalom vonalrész tekintetében a m. kir. Államvasutak az Osztrák Szövetségi vasutaknak az utóbbi által ott végzett szolgálat önköltségeit meg fogják téríteni egy, a felelősségből folyó kockázatnak (I. bekezdés b)) megfelelő jutalék hozzáadásával, melynek mérve tekintetében a két vasútigazgatás a kötendő csatlakozási szerződés keretében tartozik megegyezni. Ezen összegből a Hegyeshalom loco forgalomban a határvonalra eső bevételi többlet levonandó.

4. A Sopron D. V.-tól Ágfalva melletti országhatárig terjedő vonalrészen való díjszámítás tekintetében lásd jelen Államszerződés I. cikk 3. bekezdését.

II. cikk.

1. Gondoskodni kell arról, hogy a másik szerződő fél területén alkalmazottak szolgálati teljesítésében ne zavartassanak, nekik a hivatalos értéktárgyak, pénzüsszegek és ügydarabok elküldése és kézhezvétele akadálytalanul lehetővé tétessék és ezen küldemények biztonsága ne veszélyeztessék.

2. A végrehajtó közegek a szolgálatnak surlódásmentes végrehajtása érdekében mindkét részről kötelesek szolgálatuk ellátása közben a jó szomszédi viszonyoknak megfelelően eljárni és úgy szolgálatban, mint szolgálaton kívül tapintatos magaviseletet tanusítani. Azok az alkalmazottak, akik e tekintetben kifogásra okot szolgáltatnak, a másik fél kívánságára leváltandók.

Ugyanezen eljárás alá esnek azok a szomszéd állam területén foglalkoztatott vagy a határállomásra bejáró idegen alkalmazottak is, akik bármely irányban panaszra adnak okot, így különösen ezen az idegen területen folytatott politikai vagy nemzetiségi izgatás miatt, továbbá azok, akikre a szomszéd Állam kárára elkövetett csempészet büntette vagy vétsége, vagy akikre súlyosabb természetű jövedéki kihágások elkövetése rábizonyult, avagy alapos gyanu alatt állanak, hogy elfoglalt állásukkal és az idegen Állam területén való tartózkodásukkal visszaélve, a tulajdonos Állam biztonságát veszélyeztető vállalkozásba bocsátkoznak.

Kivételes esetekben a leváltás ok megjelölése nélkül is kívánható.

3. A szomszéd igazgatás utazó személyzete a határállomáson szolgálati minőségben való tartózkodása alatt a tulajdonos igazgatás szolgálati rendelkezéseit tartozik követni, azon kötelezettségek tekintetében, melyek a vasútigazgatások csatlakozási szerződéseiből és az azokon alapuló szolgálati rendtartásból folynak.

4. A vasúti alkalmazottak jogosítva vannak azon község területén, melyhez a másik Szerződő Fél területén lévő szolgálati hely vagy az a vonal tartozik, amelyen szolgálatot teljesítenek, szolgálatban és szolgálaton kívül egyenruhájukat viselni.

Staates zu, auf dessen Gebiete die betreffende Strecke sich befindet ; die die Tarifeinnahmen beziehende Bahnverwaltung hat die darauf entfallenden Verkehrssteuern und sonstigen mit der Beförderung zusammenhängenden Abgaben zu tragen.

Die österreichischen Bundesbahnen werden in Rahmen ihrer Binnentarife gesonderte kilometrische Entfernungen für Hegyeshalom loco ausweisen, die derart gebildet sind, dass durch die auf Grund dieser Entfernungen erstellten Personenzugsfahrpreise die Personenzugsfahrpreise der direkten Tarife für den Verkehr zwischen Österreich und Ungarn und über diese beiden Staaten hinaus im allgemeinen nicht unterboten werden.

Über Verlangen der Königlich Ungarischen Staatseisenbahnen werden die Österreichischen Bundesbahnen im Rahmen ihres Binnengütertarifes für die Beförderung namentlich zu bezeichnender in Hegyeshalom aufgelieferter Güter besondere unter Berücksichtigung der tatsächlichen kilometrischen Länge der Grenzstrecke gebildete Beförderungspreise einführen.

Soweit sich die Beförderung von Gütern über den gemeinschaftlichen Grenzbahnhof Hegyeshalom hinaus vollzieht, werden die Königlich Ungarischen Staatseisenbahnen und die Österreichischen Bundesbahnen für den Verkehr mit Hegyeshalom- Übergang im Rahmen ihrer Binnengütertarife unter Zugrundelegung der Tarifkilometer bis und ab Staatsgrenze eigene Frachtsätze feststellen.

Rücksichtlich der Strecke Staatsgrenze bei Hegyeshalom-Hegyeshalom werden die Königlich Ungarischen Staatseisenbahnen den Österreichischen Bundesbahnen die Selbstkosten der durch letztere dortselbst durchgeführten Dienstleistungen, vermehrt um eine angemessene Prämie für das Haftungsrisiko (Absatz 1. b)) vergüten, worüber die beiden Bahnverwaltungen in dem Anschlussvertrage eine Vereinbarung zu treffen haben werden. Von diesem Betrage sind im Verkehre mit Hegyeshalom loco die auf die Grenzstrecke entfallenden Mehreinnahmen in Abzug zu bringen.

4. Hinsichtlich der Tarifberechnung auf der Strecke Sopron D. V. Staatsgrenze bei Ágfalva siehe Artikel 1, Abs. 3. des gegenwärtigen Staatsvertrages.

Artikel II.

1. Es ist dafür zu sorgen, dass den Bediensteten im Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles die Ausübung des Dienstes nicht gestört, die Versendung und Empfangnahme von Dienstwertsachen, -geldern und Diensstücken ungehindert ermöglicht und die Sicherheit dieser Sendungen nicht gefährdet werde.

2. Den ausübenden Organen wird beiderseits behufs reibungslosen Dienstvollzuges ein freundnachbarliches Vorgehen bei allen Dienstverrichtungen und ein taktvolles Auftreten in und ausser Dienst zur Pflicht gemacht. Angestellte, die sich in dieser Richtung Verfehlungen zuschulden kommen lassen, werden über Verlangen des anderen Teiles abberufen werden.

Dasselbe hat auch mit solchen auf dem Gebiete des Nachbarstaates verwendeten oder in den Grenzbahnhof einfahrenden fremden Bediensteten zu geschehen, die anderweitig Anlass zu Beschwerden geben, so insbesondere wegen politischer oder nationaler Agitation auf diesem fremden Gebiete oder mit solchen, die des Verbrechens oder Vergehens des Schmuggels gegen diesem Nachbarstaat oder schwerer Gefällsübertretungen gegen denselben überwiesen werden sind oder in begründeten Verdachte stehen, das sie ihre Stellung und ihren Aufenthalt im fremden Staatsgebiete dazu missbrauchen, um etwas gegen die Sicherheit des Besitzstaates zu unternehmen.

In Ausnahmefällen wird das Verlangen auf Abberufung auch ohne Angabe von Gründen gestellt werden können.

3. Das Fahrpersonal der Nachbarverwaltung ist während seiner dienstlichen Anwesenheit im Grenzbahnhofe im Rahmen der Verpflichtungen, die sich aus den Anschlussverträgen der Bahnverwaltungen und den auf diesen aufgebauten Dienstordnungen ergeben, den dienstlichen Anordnungen der Eigentumsverwaltung unterworfen.

4. Die Eisenbahnbediensteten sind berechtigt, in den Ortsbereichen ihrer auf dem Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles gelegenen Dienststelle oder Verwendungsstrecke ihr Dienstkleid in und ausser Dienst zu tragen.

5. A fegyveres erőhöz tartozók az idegen Államban való alkalmazásból ki vannak zárva. A külföldön lévő vasúti szolgálati helyek közegei ellen vagy azoknak a tulajdonos Államban érvényben álló előírásoknak megfelelő rendelkezései ellen való ellenszegülés esetén a tulajdonos Állam köteles az ellenszegülés megszüntetése és a hivatalos eljárás foganatosíthatása érdekében a szükséges karhatalmat rendelkezésre bocsátani.

6. Szerződő Államok valamelyikében a külföldiek tartózkodása tekintetében netán fennálló törvényes vagy egyéb korlátozások nem vonatkoznak azon vasúti alkalmazottakra, akik szolgálatuk ellátása miatt állandóan vagy átmenetileg a másik Állam területén tartózkodnak. Ugyisint nem vonatkoznak az azokkal közös háztartásban élő családtagjaira sem, amennyiben utóbbiak szolgálati okokból kénytelenek az illető állam területén lakni.

12. cikk.

1. A másik államban való tartózkodás és szolgálati beosztás folytán egyik Fél alkalmazottainak honpolgársága, illetősége és szolgálati viszonya sem szenved változást. A szolgálati és fegyelmi vétségeikért az alkalmazottak honos igazgatásuknak felelősek.

2. Mindkét Fél alkalmazottai és azoknak ugyancsak a honos állam kötelékében megmaradó családtagjai a másik Szerződő Fél területén a bíróságoknál, állami hatóságoknál, vagy önkormányzati szerveknél való bármely közjogi ténykedés elvállalásának kötelezettsége alól mentesek.

3. A szomszéd Állam területén lévő szolgálati helyeken alkalmazott vasúti közegek és velük lakó családtagjaik ugyanazon hatósági védelemben részesítendőek, mint a tulajdonos Állam állampolgárai. Kötelesek azonban a lakóhelyükre érvényes büntető törvényekhez és rendészeti szabályokhoz alkalmazkodni s e tekintetben alá vannak vetve ezen Állam büntető hatóságai illetékességének.

4. Azon vasúti alkalmazottak vállalati biztosítása tekintetében, akik átmenetileg vagy a határvonalrészekben és a határállomásokon állandóan a másik Állam területén vannak alkalmazásban, azon Szerződő Fél jogszabályai nyernek alkalmazást, amelynek területén az az üzemigazgatás székel, amelyhez ezen alkalmazottak személyzetileg tartoznak.

A fent megállapított szabályozástól azonban a két Szerződő Fél illetékes legfelsőbb hatóságai egyetértéssel eltérhetnek.

A Szerződő Felek egyike törvényeinek az ezen pont előbbi rendelkezései szerint való alkalmazása maga után vonja azt is, hogy a vállalati biztosítás eszközzésére az illető Szerződő Fél biztosítói a vonatkozó vitás esetek eldöntésére pedig az illető Fél hatóságai és bíróságai illetékesek.

A másik Fél területén ezen pont rendelkezéseivel összhangban eszközölt biztosítás a vasútigazgatás és harmadik személyek magánjogi felelőssége tekintetében ugyanolyan joghatállyal bír, mint a hazai biztosítás, mikor is az idegen vasútigazgatás, melynek üzemében egy ilyen alkalmazott balesetet szenvedett, egyenjogú ezen alkalmazott saját vasútigazgatásával.

13. cikk.

A közös szolgálat és a csatlakozási viszonyok részleteit, továbbá a határállomáson a vasútüzemnél okozott sérülésekért és halálesetekért avagy egyéb balesetekért és károkért való felelősségből származó költségek viselését, az egyes állomások használata tárgyában hat hónapon belül, ezen Államszerződés rendelkezései értelmében kötendő csatlakozási szerződésekben kell rendezni. Ezekben gondoskodni kell lehető előzetes természetbeni kiegyenlítés után a forgalomban részes vasútigazgatások által végzett mindennemű teljesítmény önköltségeinek megtérítéséről, melyekhez

5. Von der Verwendung im fremden Staate bleiben Angehörige der bewaffneten Macht ausgeschlossen. Bei Widerstand gegen die Organe der im Auslande befindlichen Eisenbahndienststellen oder gegen deren den im Besitzstaate geltenden Vorschriften entsprechenden Verfügungen hat der Besitzstaat die erforderlichen Zwangsmittel zur Behebung des Widerstandes und zur Durchführung der Amtshandlung beizustellen.

6. Die in einem der beiden vertragsschliessenden Staaten etwa bestehenden gesetzlichen oder sonstigen Beschränkungen für den Aufenthalt von Ausländern finden auf die Eisenbahnbediensteten, die sich in Ausübung des Dienstes dauernd oder vorübergehend im Gebiete des anderen Staates aufhalten, sowie auf die im Hausverbande lebenden Familienangehörigen dieser Bediensteten, soweit letztere aus dienstlichen Gründen im Gebiete des betreffenden Staates zu wohnen genötigt sind, keine Anwendung.

Artikel 12.

1. Die Staats- und Heimatzugehörigkeit und die Dienstverhältnisse der beiderseitigen Angestellten erleiden durch den Aufenthalt und die Dienstesverwendung in dem anderen Staate keine Veränderung. Für dienstliche und disziplinare Verfehlungen bleiben die Bediensteten ihrer Heimatsverwaltung verantwortlich.

2. Die beiderseitigen Angestellten und ihre ebenfalls im heimatlichen Staatsverband verbleibenden Familienangehörigen werden in den Gebieten des anderen vertragsschliessenden Teiles von jeder Verpflichtung zur Übernahme öffentlich-rechtlicher Funktionen bei Gerichten, staatlichen Verwaltungsbehörden oder Selbstverwaltungskörpern befreit sein.

3. Die Eisenbahnbediensteten der auf dem Gebiete des Nachbarstaates befindlichen Dienststellen und ihre bei ihnen wohnenden Familienangehörigen geniessen denselben Schutz, wie die eigenen Staatsbürger des Besitzstaates. Sie sind andererseits gehalten die Strafgesetze und Polizeivorschriften des Staates, auf dessen Gebiet sie ihren Wohnsitz haben, zu beobachten und unterstehen in dieser Hinsicht der Gerichtsbarkeit der Behörden dieses Staates.

4. Auf die Sozialversicherung der Eisenbahnbediensteten die vorübergehend oder auf den Grenzstrecken und in den Grenzbahnhöfen dauernd im Gebiete des anderen Staates beschäftigt sind, finden die Rechtsvorschriften jenes der vertragschliessenden Teile Anwendung, in dem die Betriebsverwaltung der diese Bediensteten in personaldienstlicher Hinsicht unterstehen, ihren Sitz hat.

Von der vorstehend vorgesehenen Regelung können die kompetenten obersten Verwaltungsbehörden der beiden vertragschliessenden Teile einvernehmlich abgehen.

Die Anwendung der Gesetze des einen der vertragschliessenden Teile gemäss der vorstehenden Bestimmungen dieses Punktes hat auch zur Folge, dass seine Versicherungsträger zur Durchführung der Sozialversicherung und dass seine Verwaltungsbehörden und Gerichte zur Entscheidung einschlägiger Streitfälle zuständig sind.

Eine im Einklange mit den Bestimmungen dieses Punktes im Gebiete des anderen vertragsschliessenden Teiles durchgeführte Versicherung hat hinsichtlich der zivilrechtlichen Haftung der Eisenbahnverwaltung und dritter Personen die gleiche Rechtswirkung wie die Versicherung im Inlande, wobei die fremde Eisenbahnverwaltung, in deren Betrieb ein solcher Bediensteter einen Unfall erleidet, der eigenen Eisenbahnverwaltung des Bediensteten gleichgestellt ist.

Artikel 13.

Die Regelung der Einzelheiten des gemeinschaftlichen Dienstes und der Anschlussverhältnisse, die Tragung der Kosten aus der Haftung hinsichtlich der in den Grenzbahnhöfen beim Eisenbahnbetriebe verursachten Verletzungen und Tötungen von Personen oder sonstigen Unfällen, als auch hinsichtlich der Sachschäden bleibt den für die Benützung der einzelnen Bahnhöfe binnen sechs Monate zu erstellenden Anschlussverträgen vorbehalten, die auf Grund der Bestimmungen dieses Staatsvertrages zu vereinbaren sein werden. In diesen soll für sämtliche

a számlázó vasútigazgatásnál mindenkor érvényben lévő pótlékok hozzászámítandók és pedig a közös szolgálat ellátása tekintetében egy közösen megállapítandó kulcs szerint.

14. cikk.

1. A teljes állami fennhatóság, — beleértve a vasúti legfőbb felügyeletet és a bírói és rendőri hatalom gyakorlását is, — a határállomásokon és a határvonalrészekben annak az államnak a kormányát illeti meg, amelynek területén az illető határállomások, illetőleg határvonalrészek fekszenek.

2. A vasútrendészetet az egyes területeken az illető vonalak üzemét vivő vasútigazgatás közegei kötelesek ellátni az illető területen érvényben álló szabályok szerint. A tulajdonos állam kormánya köteles az idegen vasútigazgatóság által teljesített vasút- és üzemrendészeti felügyelet gyakorlásánál lehető támogatásról gondoskodni.

3. Amennyiben gépjárművek (mozdonyok, motorkocsik és hasonlók), valamint ezek kezelő-személyzete (mozdonyvezető, kazánkezelő, motorkocsivezető és hasonlók), hazájukban az ott érvényben álló szabályok szerint megvizsgáltattak és közüzemű vasutakon forgalomba bocsátattak, illetőleg szolgáltatásra felhatalmazást nyertek, ezek az intézkedések az ily gépjárműveknek és kezelőszemélyzetnek a jelen államszerződés alapján a szomszéd állam vonalain való alkalmazása tekintetében ugyanolyan joghatályúak, mintha ezeket az intézkedéseket a tulajdonos állam közegei az ebben az államban érvényes szabályok szerint hajtották volna végre.

15. cikk.

A postaküldemények kölcsönös kicserélése, — amennyiben a két postaigazgatás egymásközött az érdekelt vasútigazgatóságokkal egyetértőleg másféle megállapodást nem létesít — a határállomáson történik. A részleteket a két postaigazgatás állapítja meg.

16. cikk.

1. A határvonalrész mentén húzódó állami távíróvezetékek használati joga az országhatárig a tulajdonos államnak van fenntartva.

2. A részes mindkét vasútigazgatóságnak és azok közegeinek jogukban áll a másik vasúti-gazgatóság üzemi távíróját és üzemi telefonját vasúti szolgálati táviratokra és telefonját vasúti szolgálati táviratokra és telefonbeszélgetésekre díjtalanul igénybe venni. Egyéb táviratok felvétele és továbbítása annak a vasútigazgatóságnak a szabályai szerint történik, amelynek az a távíróállomás, amelyen a távirat feladatik, alá van rendelve.

3. A határvonalrész és a csatlakozó vasúti vonal mentén vasúti területen vagy vasúti műtárgyakon vezetett jelző-, távíró- és távbeszélővezetékek karbantartásáról az országhatárig a tulajdonos államnak kell gondoskodnia és pedig tekintet nélkül arra, hogy ezek a vezetékek vasúti szolgálati célokra, vagy az állami távíróigazgatás céljaira szolgálnak. A másik állam terhére való felszámításnak nincs helye.

4. Bekapcsolásokat és új vezetékek építését az országhatárig hasonlóképpen az egyes tulajdonos államoknak saját költségükre kell végrehajtaniok. Ily költségek felszámításának helye nincs.

17. cikk.

1. Az egyik államból a szomszéd államba továbbítandó személyek, poggyászküldemények, valamint expressz-, gyors- és teherárúk, a határállomásokban és a határvonalrészen mindkét állam pénzügyi- (vám) hatóságai részéről gyakorolt vámhivatali ellenőrzésnek vannak alávetve.

durch die am Verkehr beteiligten Eisenbahnverwaltungen ausgeführten Leistungen womöglich nach vorherigem Naturalausgleich die Vergütung der Selbstkosten, zu denen die bei der rechnungslegenden Verwaltung jeweils geltenden Zuschläge gehören, und zwar hinsichtlich der gemeinsamen Dienstverrichtungen nach einem zu vereinbarenden Schlüssel vorgesehen werden.

Artikel 14.

1. Die volle Staatshoheit einschliesslich der eisenbahnbehördlichen Oberaufsicht, der Ausübung der Justiz- und Polizeigewalt in den Grenzbahnhöfen und auf den Grenzstrecken steht der Regierung des Staates zu, auf dessen Gebiet sie liegen.

2. Die Bahnpolizei ist in jedem Gebiete durch Bedienstete der den Betrieb der betreffenden Bahnstrecke führenden Eisenbahnverwaltung nach den für dieses Gebiet geltenden Vorschriften zu handhaben. Die Regierung des Besitzstaates hat für die möglichste Unterstützung bei Handhabung der bahn- und betriebspolizeilichen Aufsicht durch die anderseitige Bahnverwaltung zu sorgen.

3. Sofern Triebfahrzeuge (Lokomotiven, Triebwagen und dergl.) deren Bedienungsmannschaften (Lokomotivführer, Kesselwärter, Triebwagenführer und dergl.) in ihrem Heimatsstaate nach den dort geltenden Vorschriften geprüft und zum Verkehr auf öffentlichen Bahnen zugelassen, bzw. zur Ausübung des Dienstes ermächtigt sind, haben diese Massnahmen hinsichtlich der auf Grund des gegenwärtigen Staatsvertrages sich ergebenden Verwendung dieser Triebfahrzeuge und Bedienungsmannschaften auf Strecken des Nachbarstaates dieselbe Wirkung, als ob sie von Organen des Besitzstaates nach den in diesem Staate geltenden Vorschriften getroffen worden wären.

Artikel 15.

Der gegenseitige Post austausch hat, insofern die beiderseitigen Postverwaltungen untereinander einvernehmlich mit den beteiligten Eisenbahnverwaltungen nicht anderweitige Vereinbarungen treffen, in den Grenzbahnhöfen zu erfolgen. Die beiden Postverwaltungen setzen die Einzelheiten fest.

Artikel 16.

1. Das Benützungsrecht der entlang der Grenzstrecken geführten Staatstelegraphenleitungen bleibt bis zur Staatsgrenze dem Besitzstaat vorbehalten.

2. Die beiderseitigen Bahnverwaltungen und deren Organe sind berechtigt, den Betriebstelegraphen und Betriebsfernsprecher der anderen Bahnverwaltung für bahndienstliche Telegramme und Ferngespräche unentgeltlich in Anspruch zu nehmen. Die Annahme und Beförderung anderer Telegramme erfolgt nach den Vorschriften jener Bahnverwaltung, der die Telegraphenstation bei der die Telegramme zur Aufgabe gebracht werden, untersteht.

3. Die Instandhaltung der entlang der Grenzstrecken und Eisenbahnanschlusslinien auf Bahngrund oder Bahnobjekten geführten Signal-, Telegraphen- und Fernsprechleitungen hat bis zur Staatsgrenze der Besitzstaat zu besorgen und zwar ohne Rücksicht darauf, ob diese Leitungen den Zwecken des Eisenbahndienstes oder denen der staatlichen Telegraphenverwaltung dienen. Eine Anrechnung der Kosten an den anderen Staat findet nicht statt.

4. Zuspännungen und Neulangen sind ebenfalls bis zur Staatsgrenze von jedem Besitzstaat auf eigene Kosten auszuführen. Eine Anrechnung diesbezüglicher Kosten findet nicht statt.

Artikel 17.

1. Die von einem Staate in den Nachbarstaat zu befördernden Personen, Gepäcksendungen, Express-, Eil- und Frachtgüter unterliegen in den Grenzbahnhöfen und auf den Grenzstrecken der zollamtlichen Aufsicht der Finanz- (Zoll-) behörden beider Staaten.

2. A vám-, útlevel- és idegenrendészeti szolgálat tekintetében a Magyarország és Ausztria között 1922. február 8-án kötött kereskedelmi egyezmény¹ XI. cikke alapján létesített vagy a jövőben ennek helyébe lépő, vagy ezt kiegészítő idevonatkozó, megállapodások érvényesek.

A pénzügy- és vámigazgatásnak (beleértve a vámőrséget és a magyar királyi vám-forgalmiadó ellenőröket is) az államrendőrségnek és a csendőrségnek, valamint a postának az említett szolgálati ágak ellátása végett idegen államterületen tartózkodó személyzetére nézve, ezenkívül értelem-szerűen érvényesek a 7. cikk 3. bekezdésének, a II. cikk 2. 5. és 6. bekezdéseinek, úgyszintén a 12. cikk 2. és 3. bekezdéseinek a rendelkezései is.

3. A szomszédos államnak a határállomáson elhelyezett hivatalai saját államuk címerével és a mindenkor tekintetbe jövő feliratokkal lesznek ellátva.

4. Az idegen területen levő, vagy ott felállított vasúti szolgálati helyek és telepek felszerelésére, fenntartására és üzemeltetésére szolgáló szerszámokra és anyagokra, valamint különösen valamelyik vasútigazgatóság által idegen államterületen üzemben tartott vonalak és vasúti telepek felszereléséhez, fenntartásához és üzemben tartásához szükséges építési és üzemi anyagokra, szerszámokra, üzemi járóművekre és azok alkatrészeire és hasonlókra, továbbá — a szolgálati főnök igazolása mellett — az idegen területen felállított vasúti szolgálati helyekre beosztott alkalmazottaknak és azok családtagjainak átköltözködési ingóságaira, valamint a kijavítás, tisztítás stb. céljából hazájukba küldött és onnan ismét visszaérkező ingóságaira akadálytalan, illetékmentes bevitel és újból való kivitel (vám- és illetékmentesség) biztosítatik.

5. A postai, vám-, útlevel-ellenőrző és vasúti alkalmazottaknak, akik a határt a határszolgálat ellátása közben átlépik vagy a szomszédos állam fennhatósága alatt álló területen tartózkodnak, úgyszintén az ezek fölötti felügyelet gyakorlásával megbízott tisztviselőknek, a határon való szabad be- és kilépést csupán szolgálati minőségüket és szolgálati beosztásukat feltüntető, hivatalos vagy vasúti szolgálati arcképes igazolvány alapján bármikor meg kell engedni. Hasonlóképpen a szomszédos állam határterületére kiküldött személyzet család- és háztartástagjai részére megfelelő könnyítéseket kell biztosítani.

6. A fentemlített idegen alkalmazottak névjegyzékét az illetékes hatóság elé leendő betérjesztés végett, a határállomás főnökének át kell adni. Az illetékes hatóság egyes alkalmazottak beosztása ellen kifogást emelhet. Minden későbbi személyzetváltozásról ezt a hatóságot hasonló módon előre értesíteni kell. Kivételes esetekben, különösen ha kényszerítő okokból valamely alkalmazottnak azonnali kirendelése válik szükségessé és az előzetes értesítésre elegendő idő nem áll rendelkezésre, úgy az ilyen személyzetváltozást utólag, de mindenesetre késedelem nélkül az illetékes határállomás főnökének tudomására kell hozni. A szolgálattételre kirendelt személyzet, valamint a fölöttük való szolgálati felügyelettel megbízott tisztviselők, vámvizsgálatnak vethetők alá.

Az állomásokra szolgálatban bejáró és az állandó szolgálattételre kirendelt személyek, valamint ez utóbbiak családtagjai, a határállomás illetékes rendőrhatóságától igazolványt kapnak és ennek alapján ugyanolyan mozgási szabadságot élveznek, mint a szabályszerűen kiállított útlevelel ellátott egyének.

18. cikk.

A jelen szerződés értelmében teljesítendő fizetéseket annak az államnak pénzértékében kell felszámítani és kiegyenlíteni, amelynek területén a számlázó igazgatóság székhelye van.

¹ Vol. XVI, page 19, de ce recueil.

2. Hinsichtlich des Zoll-, Pass- und Fremdenpolizeidienstes gelten die auf Grund des Artikels XI des Handelsübereinkommens¹ zwischen dem Königreiche Ungarn und der Republik Österreich vom 8. Februar 1922 getroffenen oder in der Folge an deren Stelle tretenden oder sie ergänzenden einschlägigen Vereinbarungen.

Für das zur Vernehmung der genannten Dienstzweige auf fremdem Staatsgebiete sich aufhaltende Personal des Finanz- und Zolldienstes (einschliesslich der Zollwache und der königlich ungarischen Zollumsatzsteuerkontrolloren), der Staatspolizei und der Gendarmerie, sowie des Postdienstes gelten überdies sinngemäss auch die Bestimmungen des Artikels 7, Absatz 3. des Artikels 11 Abs. 2., 5. und 6. und des Artikels 12, Abs. 2. und 3.

3. Die in den Grenzbahnhöfen untergebrachten Ämter des Nachbarstaates werden dessen staatliches Wappen und die jeweils in Betracht kommenden Aufschriften tragen.

4. Den Geräten und Materialien zur Ausrüstung, Erhaltung und Betriebsführung der auf fremden Boden bestehenden oder errichteten Eisenbahndienststellen und Anlagen sowie insbesondere auch den von einer Eisenbahnverwaltung für die Ausrüstung, Erhaltung und Betriebsführung der von ihr auf dem Gebiete des fremden Staates betriebenen Strecken und Eisenbahnanlagen benötigten Bau- und Betriebsstoffen, Geräten, Fahrbetriebsmitteln und deren Bestandteilen und dergl., ferner gegen Bestätigung des Dienstvorstandes dem Übersiedlungsgut sowie den zum Ausbessern, Reinigen usw. in die Heimat versendeten und von dort wieder zurücklangenden Effekten der Bediensteten der auf fremden Gebiet errichteten Eisenbahndienststellen und ihrer Familienangehörigen wird die ungehinderte, abgabenfreie Ein- und Wiederausfuhr (Zoll- und Nebengebührenfreiheit) gewährt.

5. Den Post-, Zoll-, Pass- und Eisenbahnbediensteten, die in Ausübung des Grenzdienstes die Grenze überschreiten oder sich im Verwaltungsgebiete des Nachbarstaates aufhalten, sowie den mit ihrer Dienstaufsicht betrauten Beamten ist zu jeder Zeit der freie Ein- und Austritt über die Grenze lediglich auf Grund einer mit Lichtbild versehenen amtlichen oder eisenbahndienstlichen Bescheinigung ihrer Diensteigenschaft und Dienstverwendung zu gewähren. Desgleichen sind den Familien- und Hausangehörigen des in das Grenzgebiet des Nachbarstaates entsendeten Personals entsprechende Erleichterungen zu gewähren.

6. Das Namensverzeichnis der obbezeichneten fremden Bediensteten ist dem Vorstand des Grenzbahnhofes behufs Vorlage an die zuständige Behörde zu übergeben. Diese Behörde ist berechtigt, gegen die Verwendung einzelner Bediensteten Einspruch zu erheben. Über jede in der Folge vorkommende Personaländerung ist in gleicherweise dieselbe Behörde im vorhinein zu verständigen. In Ausnahmefällen insbesondere wenn aus zwingenden Gründen die sofortige Zuweisung eines Bediensteten erforderlich ist und zur vorherigen Anmeldung nicht genügend Zeit zur Verfügung steht, wird dieser Wechsel im Personal nachträglich und zwar unverzüglich dem Vorstand des zuständigen Grenzbahnhofes zur Kenntnis gebracht. Das zur Dienstleistung zugewiesene Personal sowie die mit seiner Dienstaufsicht betrauten Beamten können einer Zollrevision unterzogen werden.

Die in die Bahnhöfe in Ausübung des Dienstes einfahrenden und die zur Dienstleistung ständig eingeteilten Personen, sowie die Familienangehörigen der letzteren, erhalten von der für den Grenzbahnhof zuständigen Polizeibehörde eine Legitimation und geniessen auf Grund dieser die gleiche Bewegungsfreiheit wie der Inhaber eines ordnungsmässig ausgestellten Reisepasses.

Artikel 18.

Die nach diesem Vertrage zu leistenden Zahlungen sind in der Währung jenes Staates anzurechnen und zu begleichen, auf dessen Gebiet die rechnunglegende Verwaltung ihren Sitz hat.

¹ Vol. XVI, page 19, of this Series.

19. cikk.

A fentebbi rendelkezések nem érintik a Duna—Száva—Adria vasúttársaság (azelőtt Déli vas-pálya társaság) hálózatára vonatkozólag az átmenet és a közlekedés szabályozása tárgyában Rómában, 1923. évi március hó 29-én kötött egyezmény¹ megállapításait.

20. cikk.

1. Ha a Szerződő Felek között a jelen Államszerződés magyarázata vagy végrehajtása tekintetében nézeteltérés támadna, amelyet tárgyalások útján nem sikerülne tisztázni, akkor a vitás kérdést Magyarország és Ausztria² között 1923. április hó 10-én kötött kötelező választott bírósági megállapodás rendelkezései értelmében választott bíróság elé kell terjeszteni, amelynek a vitás kérdésre nézve az említett választott bírósági megállapodás és a jelen államszerződés rendelkezései értelmében a jog és méltányosság általános elvei szerint határozni és adott esetben azokra a megtérítésekre nézve is ítélnie kell, amelyeket a jelen Államszerződés rendelkezéseinek megsértéséért felelősséggel tartozó félnek a károsult fél javára teljesítenie kell.

2. A választott bíróság minden egyes vitás esetre nézve két bíróból, — akik közül egyet. Magyarország, egyet Ausztria nevez meg, — és egy elnökből fog megalakíttatni, akit a két kormány egyetértőleg fog kijelölni.

3. A Szerződő Felek kötelezik magukat, hogy a jelen Államszerződés életbelépése után az adandó esetre nézve kijelölendő elnök személyére nézve már előre egy meghatározott időtartamra megegyeznek.

4. Mindegyik kormány az általa megnevezett bíró helyetteséül egy vagy több személyt jelöl meg.

5. Mindenik kormánynak jogában áll, magát a választott bíróságnál ügygondnok által képviseltetni. Ebben az esetben a választott bíróságnak az illető kormányhoz intézendő közleményei az ügygondnoknak kézbesítendők.

6. Mindegyik kormány az általa kinevezett bíró, bíróhelyettes és az általa kirendelt ügygondnok illetményeit maga viseli.

7. Az elnök és helyettesének díjazását a két kormány külön fogja egyetértőleg megállapítani és e díjazást, valamint a választott bíróság minden egyéb kiadásait egyenlő arányban fogja viselni.

8. Amennyiben a választott bíróság eljárása az 1923. vévi április 10-én kötött választott bírósági megállapodás által vagy a jelen megállapodás által szabályozva nem lenne, azt a bíróság maga állapítja meg.

9. A választott bíróság határozatait szótöbbséggel hozza meg.

21. cikk.

Ez a Szerződés magyar és német nyelvű eredeti szöveggel állíttatik ki. Mindkét szöveg hiteles.

A Szerződést mindkét részről lehető legrövidebb időn belül meg kell erősíteni. A megerősítő okmányok Wienben fognak kicseréltetni.

¹ Vol. XXIII, page 377, de ce recueil.

² Vol. XVIII, page 93, de ce recueil.

Artikel 19.

Durch die vorstehenden Bestimmungen werden die Festsetzungen¹ des Übereinkommens zur Regelung des Transits und des Verkehrs auf dem Netze der Donau-Save-Adria Eisenbahn-Gesellschaft (vormals Südbahn-Gesellschaft), de dato Rom, 29. März 1923 nicht berührt.

Artikel 20.

1. Wenn zwischen den vertragschliessenden Teilen über die Auslegung oder Ausführung des gegenwärtigen Staatsvertrages eine Meinungsverschiedenheit entsteht, die durch Verhandlungen nicht bereinigt werden kann, so ist sie im Sinne der Bestimmungen² des am 10. April 1923 zwischen Ungarn und Österreich abgeschlossenen Übereinkommens über die obligatorische Schiedssprechung in ihren gegenseitigen Beziehungen der Entscheidung eines Schiedsgerichtes zu unterbreiten, das über den Streitfall nach den Bestimmungen des bezeichneten Übereinkommens und des gegenwärtigen Staatsvertrages nach den allgemeinen Grundsätzen von Recht und Billigkeit entscheiden und gegebenenfalls auch über die Entschädigungen zu erkennen haben wird, welche die für eine Verletzung der Bestimmungen des gegenwärtigen Staatsvertrages als verantwortlich erkannte Partei der geschädigten Partei zu leisten hat.

2. Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall aus zwei Richtern, von denen einer von Ungarn, einer von Österreich ernannt wird, sowie einem Vorsitzenden gebildet, der durch Übereinkommen der beiderseitigen Regierungen bestimmt wird.

3. Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Staatsvertrages sich im voraus und für einen bestimmten Zeitraum über die Person des im gegebenen Falle zu ernennenden Vorsitzenden zu verständigen.

4. Jede Regierung bezeichnet einen oder mehrere Stellvertreter des von ihr ernannten Richters.

5. Jede Regierung kann sich bei dem Schiedsgericht durch einen Sachwalter vertreten lassen. In diesem Falle sind alle für diese Regierung bestimmten Mitteilungen des Schiedsgerichtes an ihren Sachwalter zu richten.

6. Jede Regierung bezahlt die Gebühren des von ihr ernannten Richters, seiner Stellvertreter und des von ihr bestellten Sachwalters.

7. Die Gebühren des Vorsitzenden werden durch ein besonderes Übereinkommen zwischen den Regierungen festgesetzt und ebenso wie die allgemeinen Kosten des Schiedsgerichtes von beiden Parteien zu gleichem Teile getragen.

8. Soweit das Verfahren des Schiedsgerichtes nicht durch das Übereinkommen vom 10. April 1923 oder durch den gegenwärtigen Staatsvertrag geregelt ist, wird es durch das Schiedsgericht selbst festgesetzt.

9. Das Schiedsgericht fällt seine Entscheidung mit Stimmenmehrheit.

Artikel 21.

Dieser Vertrag wird in ungarischer und deutscher Urschrift ausgefertigt. Beide Texte sind authentisch.

Der Vertrag soll beiderseits möglichst bald ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden werden in Wien ausgetauscht werden.

¹ Vol. XXIII, page 377, of this Series.

² Vol. XVIII, page 93, of this Series.

22. cikk.

1. A Szerződés a megerősítő okmányok kicserélésétől számított tizennegyedik napon lép életbe és egyelőre tíz évig, azután pedig mindaddig marad érvényben, amíg ezt a Szerződő Felek egyike fel nem mondja.

2. Felmondás esetében a Szerződés a felmondást követő teljes naptári év leteltével hatályon kívül lép. A két Szerződő Fél azonban gondoskodni fog arról, hogy a jelen Szerződés hatályon kívül lépése előtt a határállomások használatát szabályozó megállapodás jöjjön létre.

Aminek hitelül a Meghatalmazottak a jelen Szerződést aláírták és pecsétjükkel ellátták.

Kiállított Budapestén egyezerkilencszázharminc évi június hó 30-án.

Tormay GÉZA, s. k.

A KÖLCSONÖS VASÚTI FORGALOMBAN AZ ÁTMENETI ÉS CSATLAKOZÁSI VISZONYOK SZABÁLYOZÁSA TÁRGYÁBAN A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG KÖZÖTT KÖTÖTT ÁLLAMSZERZŐDÉS.

ZÁRÓJEGYZŐKÖNYVE.

Jelen Szerződés aláírása alkalmával mindkét Fél Meghatalmazottai az alábbi nyilatkozatokat tették, melyek magának a Szerződésnek lényeges alkotó részét képezik.

Az 1. és 2. cikkhez.

1. Az 1. és 2. cikkben megállapított végleges rendezés megtörténtéig a kölcsönös átmeneti szolgálat az eddig érvényben lévő ideiglenes megállapodások szerint bonyolítandó le.

2. Egyetértés áll fenn arra nézve, hogy a határrendőrségi szolgálat ellátására és annak közegeire vonatkozó rendelkezések, az érvényben lévő egyezmények és előírások mérvadása szerint értelemszerűleg az állategészségügyi határszolgálatra és annak közegeire is alkalmazandók.

A 2. cikk 4. és 5. bekezdéseihez.

A 2. cikk 4. és 5. bekezdésében foglalt szabályozás addig érvényes, amíg ezen rendelkezés tárgyát képező helyi érdekű magánvasutak az állam tulajdonába át nem mentek.

Az 5. cikkhez.

Ha a Szerződő Felek egyike a határállomásra befutó valamelyik vasútvonalat villamosüzemre kívánja berendezni, Szerződő Felek között a szükséges külön megállapodások létesítendőek, amelyekben a létesítmények tulajdonjogára, az építkezés költségeinek viselésére, ezen villamosberendezés üzemének fenntartására és átalakítására nézve az 5. cikkben foglaltaktól eltérő szabályozást is lehet megállapítani.

Artikel 22.

1. Der Vertrag tritt vierzehn Tage nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und soll zunächst zehn Jahre, darüber hinaus aber solange in Geltung bleiben, als er nicht von einem der beiden vertragschliessenden Teile gekündigt wird.

2. In diesem Falle tritt er nach Ablauf des dem Zeitpunkte der Kündigung nachfolgenden vollen Kalenderjahres ausser Kraft. Die beiden vertragschliessenden Teile werden jedoch dafür sorgen, dass eine die Benützung der Grenzbahnhöfe regelnde Vereinbarung vor Ausserkrafttreten des gegenwärtigen Vertrages zustande kommt.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterfertigt und ihre Siegel begedrückt.

So geschehen zu Budapest, am 30 Juni, eintausendneunhundertdreissig.

PÖSCHMANN, *m. p.*

SCHLUSSPROTOKOLL

ZUM STAATSVERTRAG ZWISCHEN DEM KÖNIGREICH UNGARN AND DER REPUBLIK ÖSTERREICH ÜBER DIE REGELUNG DER BEIDERSEITIGEN ÜBERGANGS- UND ANSCHLUSSVERHÄLTNISSE IM EISENBAHNVERKEHR.

Anlässlich der Unterzeichnung des gegenwärtigen Vertrages haben die beiderseitigen Bevollmächtigten die nachstehenden Erklärungen abgegeben, die einen wesentlichen Bestandteil des Vertrages selbst bilden sollen.

Zu Artikel 1 und 2.

1. Bis zur Durchführung der im Artikel 1 und 2 vorgesehenen endgiltigen Regelung finden auf die Abwicklung des beiderseitigen Übergangsdienstes die bisher bestehenden provisorischen Vereinbarungen Anwendung.

2. Es besteht Einverständnis darüber, dass die für die Durchführung des Grenzpolizeidienstes und für dessen Organe geltenden Bestimmungen sinngemäss, nach Massgabe der geltenden Abmachungen und Vorschriften, auch auf den grenztierärztlichen Dienst und dessen Organe Anwendung zu finden haben.

Zu Artikel 2 Abs. 4. und 5.

Die im Artikel 2, Abs. 4. und 5. vorgesehene Regelung gilt insoweit als nicht die den Gegenstand dieser Bestimmungen bildenden Privatlokalbahnen in das Staatseigentum übergegangen sind.

Zu Artikel 5.

Wenn einer der vertragschliessenden Teile eine in einen Grenzbahnhof einmündende Eisenbahnlinie für den elektrischen Betrieb einzurichten beabsichtigt, sind die notwendigen besonderen Vereinbarungen zwischen den vertragschliessenden Teilen zu treffen, wobei hinsichtlich des Eigentums der Anlagen, der Kostentragung für den Bauaufwand, der Erhaltung und der Erneuerung des Betriebes dieser elektrischen Anlage auch eine anderwärtige als die im Artikel 5 vorgesehene Regelung vereinbart werden kann.

Az 5. cikk 2. bekezdéséhez.

Szerződő Felek egyetértének abban, hogy a kamattétel tőketörlesztési részletet nem fog magában foglalni.

A Dunántúli helyi érdekű vasút részvénytársaság, a Szombathely—pinkafői helyi érdekű vasút részvénytársaság és a Kőrmend—németújvári helyi érdekű vasút részvénytársaság osztrák vonalainak esetleges megváltása alkalmával, az Osztrák Kormányval kötendő egyezményekben megállapítandó, hogy mely tőkeösszegek fognak azon kamatozás alapjául szolgálni, melyet nevezett helyi érdekű vasúttársaságok a határvonalrészek és határállomások használatáért fizetni tartoznak.

Az 5. cikk 4. bekezdéséhez.

A tulajdonos Állam vasútigazgatása a csatlakozó vasútigazgatás képviselőjének előjárója és annak családtagjai részére a csatlakozó vasútigazgatással együttesen megállapítandó megfelelő térítés ellenében alkalmas lakóhelyiségeket fog rendelkezésre bocsátani, amennyiben legalább 1 évvel a tényleges igénybevétel előtt ily irányú kívánság nyilváníttatik.

A 6. cikkhez.

Az üzemet vivő külföldi vasútigazgatásnak a határvonalrészek pályafelügyeletével és fenntartásával megbízott közegei részére mindkét Kormány megengedi a fenntartás és megújítás céljából a vasútállagon végzendő felvételek, felmérések stb. eszközölését.

A 10. cikkhez.

1. Amennyiben Hegyeshalom loco tört díjszámítás folytán a közvetlen menetdíjakkal szemben jelentkező menetdíjolsóbbodás a m. kir. Államvasutak bevételeiben számottevő kieséseket eredményezne, a m. kir. Államvasutak és az Osztrák Szövetségi vasutak az előbbiek károsodásának megelőzésére alkalmas egyetértő intézkedéseket fognak tenni.

2. A m. kir. Államvasutak által megjelölendő mezőgazdasági cikkeknek Magyarországból Ausztriába vagy azon túlmenőleg történő kivitele esetén, az Osztrák Szövetségi vasutak azok fuvarozására a Szentgotthárdon át való közvetlen díjszabások felállításánál azon rövidítéseket fogják engedélyezni, melyek azonos árunemekre 1929. május hó 1-ig alkalmaztattak. Ez akkor is érvényes, ha ezeknek a mezőgazdasági cikkeknek tényleges fuvarozása nem Szentgotthárdon át, hanem a tekintetbe jövő vasúti kötelekek forgalomirányítási szabályai értelmében valamely más magyar-osztrák határponton át történik.

3. Más, mint a 2. bekezdésben említett árunemekre, a m. kir. Államvasutak kívánságára, az Osztrák Szövetségi vasutak ugyanezen engedményt fogják megadni annak feltételezése mellett, hogy ezen áruknak a Szentgotthárd melletti határvonalrészen való fuvarozásért adandó kártalanítás tárgyában a két vasútigazgatás között megállapodás fog létesülni.

Zu Artikel 5, Abs. 2.

Die beiden vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass in dem Zinsensatz keine Amortisationsrate inbegriffen sein wird.

Gelegentlich einer allfälligen Einlösung der österreichischen Linien der *Dunántúli helyiérdekű vasút részvénytársaság* (Westungarische Lokalbahn-Aktiengesellschaft), der „Steinamanger—Pinkafelder Lokalbahn-Aktiengesellschaft“ und der „Körmend-Németújvári Lokaleisenbahn-Aktiengesellschaft“ wird in mit der österreichischen Regierung abzuschliessenden Übereinkommen festzusetzen sein, welche Kapitalbeträge der Verzinsung zu Grunde zu legen sein werden, die von den genannten Lokalbahngesellschaften für die Benützung der Grenzstrecke und des Grenzbahnhofes zu leisten sein wird.

Zu Artikel 5, Abs. 4.

Die Eisenbahnverwaltung des Besitzstaates wird für den Vorstand der Vertretung der Anschlussbahnverwaltung und für dessen Familien Mitglieder gegen eine angemessene, mit der Anschlussbahnverwaltung zu vereinbarende Vergütung entsprechende Wohnräume beistellen, sofern ein dahinzielendes Verlangen mindestens ein Jahr vor der tatsächlichen Inanspruchnahme der Wohnräume geltend gemacht wird.

Zu Artikel 6.

Jede der beiden Regierungen sichert den mit der Bahnaufsicht und -erhaltung der Grenzstrecken betrauten Organen der betriebführenden ausländischen Verwaltung die Gestattung der Vornahme von Aufnahmen, Vermessungen und dergleichen am Bahnbestande zum Zwecke von Erhaltungs- und Erneuerungsbauten zu.

Zu Artikel 10.

1. Die Königlich Ungarischen Staatseisenbahnen und die Österreichischen Bundesbahnen werden, falls die Unterbietung der direkten Personenbeförderungspreise durch die gebrochene Abfertigung in Hegyesalom loco nachhaftere Ausfälle in den Einnahmen der Königlich Ungarischen Staatseisenbahnen zur Folge haben würde, zwecks Verhütung einer Schädigung der letzteren einvernehmlich geeignete Massnahmen treffen.

2. Die Österreichischen Bundesbahnen werden für die Beförderung der von den Königlich Ungarischen Staatseisenbahnen zu bezeichnenden landwirtschaftlichen Artikel im Falle der Ausfuhr aus Ungarn nach Österreich und darüber hinaus bei der Bildung der direkten Gütertarife über den Schnittpunkt Szentgotthárd jene Frachtsatzkürzungen zur Verfügung stellen, die für die gleichen Warengattungen bis zum 1. Mai 1929 in Anwendung gekommen sind. Dies hat auch dann zu gelten, wenn die tatsächliche Beförderung dieser landwirtschaftlichen Artikel nicht über Szentgotthárd, sondern gemäss den Verkehrsleitungsvorschriften der in Betracht kommenden Eisenbahnverbände über einen anderen ungarischen - österreichischen Grenzpunkt erfolgt.

3. Für andere als die im Absatz 2. genannten Warengattungen werden die Österreichischen Bundesbahnen über Verlangen der Königlich Ungarischen Staatseisenbahnen dasselbe Zugeständnis unter der Voraussetzung einräumen, dass zwischen diesen beiden Bahnverwaltungen eine Vereinbarung über eine entsprechende Entschädigung für die Beförderung dieser Güter auf der Grenzstrecke bei Szentgotthárd abgeschlossen wird.

A 11. cikk 2. bekezdéséhez.

Magától értetődik, hogy a csatlakozó igazgatásnak valamely határállomáson állandóan alkalmazott közegei, amennyiben azok a közönséggel érintkeznek, a területi Állam nyelvét el kell hogy sajátítsák.

Amennyiben valamely ilyen alkalmazott ezt a nyelvismeretet hosszabb alkalmazása esetén sem tudná beigazolni, úgy ez a két Kormánnyal egyetértésben leváltandó.

A Szerződő Felek egyike által kívánt leváltások a lehetőséghez képest haladéktalanul eszköz-
lendők.

A 13. cikkhez.

Arra való tekintettel, hogy a Magyar Királyság és az Osztrák Köztársaság között az átmeneti forgalom már az Államszerződés életbelépte előtt megnyílt, mely alkalommal a határállomásokon a közös szolgálat szűkebb vagy tágabb keretekben felvételét, a csatlakozási szerződésekben átmeneti intézkedések útján gondoskodni kell arról, hogy a kölcsönös szolgáltatások a mindenkori viszonyok figyelembe vételével, az egyes forgalmak felvételétől a jelen Államszerződés életbeléptéig terjedő időre is kiegyenlíttessenek, mi mellett jelen szerződés alapelvei értelemszerűleg alkalmazandók.

Egyetértés áll fenn a tekintetben, hogy a m. kir. Államvasutaknak Ausztria és az Osztrák Szövetségi vasutaknak Magyarországon való kezelése tekintetében nincs különbség abban, hogy ezen állam- (szövetségi) vasutakat az Állam (Szövetség) államilag vagy külön jogi személyként szereplő állami vállalat útján kezelteti.

A két Szerződő Fél megállapítja, hogy jelen Szerződés életbeléptével a Magyarország és Ausztria közötti vasúti forgalom egyes kérdéseinek ideiglenes rendezése tárgyában Wienben 1922. évi január hó 19-én létrejött jegyzőkönyvi megállapodás hatályát veszti. A 13. cikkben előírt csatlakozási szerződések megkötéséig azonban, egyelőre ennek a jegyzőkönyvi megállapodásnak idevonatkozó rendelkezései továbbra is alkalmazást nyernek.

Budapesten, egyezerkilencszázharminc évi június hó 30-án.

Tormay GÉZA, s. k.

Zu Artikel 11, Abs. 2.

Es ist wohlverstanden, dass die in einem Grenzbahnhof ständig verwendeten Bediensteten der anschlussnehmenden Verwaltung, insoweit sie in Verkehr mit dem Publikum treten, die Staatssprache des Territorialstaates sich anzueignen haben.

Sollte es sich bei einzelnen dieser Bediensteten trotz längerer Verwendung ergeben, dass sie diese Kenntnis nicht nachweisen können, so soll im Einvernehmen der beiderseitigen Regierungen die Abziehung dieser Bediensteten erfolgen.

Abberufungen, die von einem der beiden vertragschliessenden Teile verlangt werden, sind womöglich ohne Verzug durchzuführen.

Zu Artikel 13.

Mit Rücksicht darauf, dass der Übergangsverkehr zwischen dem Königreich Ungarn und der Republik Österreich schon vor Inkrafttreten des Staatsvertrages eröffnet wurde, wobei der Gemeinschaftsdienst in den Grenzbahnhöfen im engerem oder weiterem Umfange aufgenommen wurde, ist in den Anschlussverträgen mittels Übergangsbestimmungen dafür zu sorgen, dass die gegenseitigen Leistungen mit Berücksichtigung der jeweiligen Verhältnisse auch für die Zeit von der Aufnahme der einzelnen Verkehre bis zum Inkrafttreten des gegenwärtigen Staatsvertrages ausgeglichen werden. Hiebei sind die Grundsätze dieses Vertrages sinngemäss anzuwenden.

Es besteht Einverständnis darüber, dass es hinsichtlich der Behandlung der Königlich Ungarischen Staatseisenbahnen in Österreichischen Bundesbahnen im Königreich Ungarn keinen Unterschied machen soll, ob diese Staats- (Bundes-)bahnen vom Staate (Bunde) durch staatliche Stellen oder durch besondere staatliche Unternehmungen, wenn auch mit eigener Rechtspersönlichkeit, betrieben werden.

Die beiden vertragschliessenden Teile stellen fest, dass mit dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Vertrages die Protokollarvereinbarung, abgeschlossen zu Wien am 19. Jänner 1922, betreffend die vorläufige Regelung einzelner Fragen des Eisenbahnanschlussverkehrs zwischen Ungarn und Österreich, ausser Kraft trifft. Bis zum Abschlusse der im Art. 13 vorgesehenen Anschlussverträge bleiben jedoch die einschlägigen Bestimmungen dieser Protokollarvereinbarung vorläufig weiter in Anwendung.

BUDAPEST, am 30. Juni tausendneunhundertdreissig.

PÖSCHMANN, m. p.

¹ TRADUCTION.

N^o 2799. — TRAITÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE ROYAUME DE HONGRIE CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION DES CONDITIONS DE TRANSIT ET DE RACCORDEMENT DANS LE TRAFIC FERROVIAIRE ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 30 JUIN 1930.

SON ALTESSE LE RÉGENT DE HONGRIE et LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animés du même désir de développer et de faciliter les communications par chemin de fer entre les deux pays, ont décidé de conclure un accord pour régler les conditions de transit et de raccordement dans le trafic ferroviaire des deux pays et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SON ALTESSE LE RÉGENT DE HONGRIE :

Le D^r GÉZA Tormay de Nádudvar, secrétaire d'Etat ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le D^r Anton PÖSCHMANN, chef de Section ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Le service de raccordement et de transit ferroviaire, ainsi que les services de police frontière et de revision douanière des deux pays s'effectueront, sur chacune des lignes indiquées ci-dessous, dans une gare frontière commune.

2. Il est convenu que les gares frontières communes, dénommées brièvement ci-après « gares frontières » seront les suivantes :

- | | | |
|--|--------|--|
| a) Sur la ligne Budapest-Vienne | ... .. | <i>Hegyeshalom ;</i> |
| b) Sur la ligne Szombathely-Gratz | ... .. | <i>Szengotthard ;</i> |
| c) Sur la ligne Sopron-Kőszeg | ... .. | <i>Sopron Gy. S. E. V. et Kőszeg ;</i> |
| et pour la jonction avec la Compagnie Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer lombards | | |
| d) Sur la ligne Sopron-Vukaprodorsdorf | ... .. | <i>Harka-Kőpháza ;</i> |
| e) Sur la ligne Eszterháza-Neusiedl am See | ... .. | <i>Sopron Gy. S. E. V. ;</i> |
| f) Sur la ligne Bük-Oberloisdorf | ... .. | <i>Pamhagen ;</i> |
| g) Sur la ligne Szombathely-Pinkafeld | ... .. | <i>Lutzmannsburg ;</i> |
| h) Sur la ligne Kőrmend-Güssing | ... .. | <i>Rechnitz ;</i> |
| | | <i>Sirem.</i> |

3. Sur la ligne Nagykanizsa-Wiener-Neustadt, la gare commune sera celle de Sopron D. V., conformément à la partie IV de l'Accord pour la réglementation du transit et de la circulation sur

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2799. — TREATY BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE KINGDOM OF HUNGARY FOR THE REGULATION OF CONDITIONS OF TRANSIT AND CONNECTIONS IN THE RAILWAY TRAFFIC BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT BUDAPEST, JUNE 30, 1930.

HIS HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY and THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA, equally desirous of developing and facilitating the railway communications between the two countries, have decided to conclude an agreement to regulate conditions of transit and connections in the railway traffic between the two countries and have for this purposes appointed as their Plenipotentiaries :

HIS HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

Dr. GÉZA Tormay de Nádudvar, Secretary of State.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Dr. Anton PÖSCHMANN, Head of Department ;

Who, having communicated to one another their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions.

Article I.

1. The railway connections and transit service and the frontier police and Customs services of the two countries shall be ensured, for each of the lines enumerated below, at a common frontier station.

2. It is agreed that the common frontier stations, hereinafter called " frontier stations " shall be the following :

- | | | | |
|-----|--|--------|---------------------------------------|
| (a) | On the Budapest-Vienna line | ... .. | <i>Hegyeshalom ;</i> |
| (b) | On the Szombathely-Graz line | ... .. | <i>Szengotthard ;</i> |
| (c) | On the Sopron-Kőszeg line | ... .. | <i>Sopron Gy S. E. V. and Kőszeg.</i> |
| | and for the junction with the Danube-Save-Adriatic Railway (formerly the Southern Railway Company) | ... .. | <i>Harka-Kópháza ;</i> |
| (d) | On the Sopron-Vulkaprodersdorf line | ... .. | <i>Sopron Gy S. E. V.</i> |
| (e) | On the Eszterháza-Neusiedl-am-See line | ... .. | <i>Pamhagen ;</i> |
| (f) | On the Bük-Oberloisdorf line | ... .. | <i>Lutzmannsburg ;</i> |
| (g) | On the Szombathely-Pinkafeld line | ... .. | <i>Rechnitz ;</i> |
| (h) | On the Körmend-Güssing line | ... .. | <i>Strem.</i> |

3. On the Nagykanizsa-Wiener-Neustadt, the common station within the meaning of Part IV of the Convention for the Regulation of Transit and Communications on the system of the Danube-

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

le réseau de la Compagnie du chemin de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des chemins de fer lombards). Les stipulations du présent traité ne s'appliqueront à ce point de transit que dans la mesure où elles ne seront pas incompatibles avec l'accord précité. En particulier, pour faciliter l'application des stipulations de l'article 35 (1) dudit accord, les tarifs seront calculés jusqu'à la frontière et à partir de la frontière.

Article 2.

1. L'Administration des Chemins de fer de l'Etat voisin (chemin de fer de raccordement) devra assurer la continuation du trafic ferroviaire public au delà de la frontière, jusqu'à la gare frontière. Lorsque des tronçons de lignes reliant la frontière à la gare frontière (tronçons frontières) n'appartiennent pas au chemin de fer de soudure ou n'est pas utilisé par lui en commun avec l'autre, chemin de fer et s'il n'est pas prévu de réglementation spéciale aux alinéas 2 à 5, l'Etat propriétaire prendra les dispositions nécessaires pour que les tronçons frontières soient ouverts à l'exploitation du chemin de fer de soudure.

2. Le service de la traction et du mouvement sur le tronçon reliant la frontière, près d'Agfalva à Sopron D. V., sera réglementé par l'arrangement à intervenir entre les administrations de chemins de fer intéressées.

3. En ce qui concerne le chemin de fer d'intérêt local Sopron-Kőszeg, les règles applicables seront celles du Protocole conclu au sujet du transfert de ce chemin de fer.

4. Aussi longtemps que la ligne d'intérêt local Esterhaza-Neusiedl am See sera exploitée sur toute sa longueur par le chemin de fer Győr-Sopron-Ebenfurt, son exploitation sera réglée par les conventions conclues ou à conclure à ce sujet.

5. Les tronçons reliant la frontière près de Lutzmannsburg à Lutzmannsburg, la frontière près de Rechnitz à Rechnitz et la frontière près de Strem à Strem, seront exploités par les chemins de fer de l'Etat hongrois, dans les mêmes conditions que les tronçons situés en territoire hongrois, des chemins de fer d'intérêt local en question.

Article 3.

L'Etat propriétaire, ou la compagnie de chemins de fer concessionnaire, selon le cas, sera autorisé à utiliser la gare frontière, dans la mesure nécessaire pour assurer le service particulier du chemin de fer de soudure, ainsi que le service commun de raccordement et de transit.

Article 4.

1. Sur le tronçon Bük-Lutzmannsburg de la « Dunántúli helyiérdekű vasút részvénytársaság » (Société anonyme du chemin de fer d'intérêt local de l'Ouest hongrois), ainsi que sur la ligne Szombathely-Rechnitz, de la Société anonyme du chemin de fer d'intérêt local Steinamang-Pinkafeld, chaque fois que l'administration ferroviaire hongroise exploitant ces lignes en fera la demande, l'administration qui en exploite le tronçon autrichien, se chargera du service de la traction et du mouvement, moyennant une indemnité dont le chiffre sera fixé par une convention conclue entre les deux administrations ferroviaires.

2. Sur le tronçon Strem-Güssing de la société anonyme du chemin de fer local Körmend-Németújvár, lorsque l'administration ferroviaire autrichienne exploitant cette ligne en fera la demande, l'administration qui en exploite le tronçon hongrois se chargera du service de la traction et du mouvement, moyennant une indemnité dont le chiffre sera fixé par une convention conclue entre les deux administrations ferroviaires.

Save-Adriatic Railway Company (formerly Southern Railway Company) shall be that of Sopron D. V. The provisions of the present Treaty shall only apply to this transit in so far as they are not incompatible with the said Convention. In particular, in order to facilitate the application of the provisions of Article 35 (1) of the said Convention, the tariffs shall be calculated to the frontier and from the frontier.

Article 2.

1. The administration of the railways of the neighbouring State (connecting line) shall ensure the public railway service beyond the frontier to the frontier station. When the sections of lines linking up the frontier with the frontier station (frontier section) do not belong to the connecting line or are not utilised jointly by it and the other railway and no special settlement is provided for in paragraphs 2-5, the owning State shall take the necessary steps to ensure that the frontier sections are kept open for connecting traffic.

2. The haulage and driving of trains connecting the frontier near Agfalva with Sopron D. V. shall be governed by a special arrangement to be concluded between the railway administrations concerned.

3. As regards the Sopron-Kőszeg local line, the rules to be applied shall be those of the Protocol relating to the transfer of this line.

4. As long as the Eszterháza Neusiedl-am-See local line is worked over its whole length by the Győr-Sopron-Ebenfurt Railway, it shall be governed by the working agreement in force at the time.

5. The section linking up the frontier near Lutzmannsburg with Lutzmannsburg, the frontier near Rechnitz with Rechnitz and the frontier near Strem with Strem shall be worked by the Hungarian State Railways on the same conditions as the sections of the local railways in question situated in Hungarian territory.

Article 3.

The owning State, or the railway company which has been granted the concession, as the case may be, shall be authorised to use the frontier station as far as may be necessary in order to ensure the social service of the connecting line and the common service of connections and transit.

Article 4.

1. On the Bük-Lutzmannsburg section of the "Dunántúli helyiérdekű vasút részvénytársaság" (Western Hungarian Local Railway Company Limited) and on the Szombathely-Rechnitz line of the Steinamang-Pinkafeld Local Railway Company Limited, whenever the Hungarian Railway administration working this section requests, the administration working the Austrian section shall undertake the haulage and driving of trains against payment of compensation to be determined by agreement between the two railway administrations.

2. On the Strem-Güssing section of the Körmend-Németújvár Local Railway Company Limited, whenever the Austrian railway administration working this line requests, the administration working the Hungarian section shall undertake the haulage and driving of trains against payment of compensation to be determined by agreement between the two railway administrations.

Article 5.

1. Les aménagements qu'exigera sur les tronçons frontières et dans les gares frontières, la fusion du service de soudure et de transit, ainsi que les constructions de logements auxquelles il serait absolument nécessaire de procéder pour les besoins du service commun seront arrêtés d'un commun accord par les administrations ferroviaires intéressées. Il en sera de même, par la suite, pour les nouvelles constructions, les agrandissements, ainsi que les transformations entraînant un accroissement de valeur dans les gares frontières et sur les tronçons frontières n'appartenant pas au chemin de fer de raccordement, lorsque ces travaux affecteront le service commun ou le service du chemin de fer de soudure.

2. Toutes constructions effectuées dans les gares frontières et sur les tronçons frontières auront lieu pour le compte et aux frais de l'administration propriétaire et resteront sa propriété.

L'administration du chemin de fer de raccordement qui assure l'exploitation indemniserà l'administration propriétaire pour l'utilisation en commun des gares frontière et de tous bâtiments d'habitation non réservés exclusivement aux services de l'administration propriétaire, ainsi que pour l'utilisation des tronçons frontière n'appartenant pas au chemin de fer de raccordement, à l'exception du tronçon de ligne reliant la frontière près de Hegyeshalom à Hegyeshalom.

Cette indemnité sera égale, pour les installations ferroviaires affectées au service particulier du chemin de fer de raccordement, ainsi que pour les tronçons frontière, au montant requis par le service des intérêts de tout le capital de premier établissement immobilisé dans ces installations, et, pour les installations et bâtiments d'habitation affectés au service commun, au montant reçu par le service des intérêts de la fraction du capital de premier établissement imputable au chemin de fer de soudure d'après le rapport d'utilisation effective du service commun.

Les mêmes principes s'appliqueront également, par la suite, aux nouvelles constructions, aux agrandissements ainsi qu'aux transformations entraînant un accroissement de valeur, dans les gares frontières et sur les tronçons frontières.

Les capitaux d'établissement, dont le service des intérêts doit être assuré, soit exclusivement par l'une des deux administrations, soit par toutes deux, seront fixées de manière à prévenir, autant que possible, les inconvénients de fluctuations possibles de la monnaie.

3. La valeur des installations ferroviaires existantes, l'utilisation des installations et bâtiments divers pour le service commun ou pour le service particulier de chacune des deux administrations, le taux d'intérêts ainsi que la formule servant au calcul de la part incombant au chemin de fer de soudure dans le service des intérêts du capital immobilisé dans les installations et bâtiments affectés au service commun, seront arrêtés d'un commun accord par les administrations ferroviaires intéressées.

4. L'administration ferroviaire de l'Etat propriétaire est tenue d'apporter à celle de l'Etat voisin toute l'assistance possible en vue d'assurer le logement des agents en service dans les gares frontière et de leurs familles, si elle n'y pourvoit pas elle-même.

5. Au cas où, par suite de la dénonciation ou de l'expiration du présent traité, l'une ou l'autre des gares de transit spécifiées à l'article 1 cesserait d'être gare commune, ou si, en raison d'une modification des conditions générales, il se produisait un changement quant à l'étendue du service commun, les Parties contractantes conclueront, en temps opportun, des arrangements particuliers pour la réglementation du service de transit ; à cet égard, elles tiendront compte à la fois du capital investi dans la gare frontière en question, du fait que l'une ou l'autre des Parties contractantes aura provoqué ce changement, et aussi de la mesure dans laquelle les installations dont il s'agit peuvent être reprises par l'administration propriétaire pour son service exclusif.

Article 6.

Chaque administration ferroviaire assurera la surveillance et l'entretien de toutes les installations de ses propres gares frontières. Les frais de surveillance et d'entretien des installations affectées

Article 5.

1. Any adjustments on the frontier sections and in frontier stations necessitated by the fusion of the connecting and transit services, as also the erection of any dwellings which may be absolutely necessary to meet the requirements of the common service shall be determined by agreement between the railway administrations concerned. The same shall apply to any fresh constructional work, enlargements or alterations which enhance the value of the plant in the frontier stations and on the frontier sections not belonging to the connecting line, when such work affects the common service or the service of the connecting line.

2. All constructional work carried out in the frontier stations and on the frontier sections shall be for the account of and a charge upon the administration owning the line and shall remain its property.

The Administration working the connecting line shall pay compensation to the administration owning the line for the common use of frontier stations and of any dwellings not exclusively reserved for the services of the owning administration, as also for the use of the frontier sections not belonging to the connecting line, with the exception of the frontier section linking up the frontier near Hegyeshalom with Hegyeshalom.

This compensation shall consist of the railway plant devoted to the special service of the connecting line and, in the case of the frontier sections, of the service of interest of the whole of the original capital sunk in such plant and, in the case of the plant and dwellings devoted to the common services, of the service of interest of the part of the original capital sunk in such plant falling to the connecting railway, calculated according to the extent of the calls made upon the common service.

The same principles shall also apply to fresh constructional work, enlargements or alterations which enhance the value of the plant, in the frontier stations and on the frontier sections.

The original capital, the service of interest on which must be ensured either exclusively by one of the two administrations or jointly by both, shall be so fixed as to obviate as far as possible any disadvantages arising out of possible currency fluctuations.

3. The value of existing railway plant, the extent of the use made of particular railway installations and dwellings for the common service or for the particular service of each of the two administrations, the amount of interest and the formula for the calculation of the share of the connecting line in the service of interest of the railway plant and dwellings used for the common service shall be fixed by agreement between the railway administrations concerned.

4. The Railway administration of the owning State is required to assist the neighbouring State as far as possible in acquiring the necessary dwelling accommodation for officials on duty at the frontier stations and their families, in so far as it does not itself make the necessary arrangements.

5. Should, as a result of the denunciation or expiry of the present Treaty, one or other of the transit stations specified in Article 1 cease to be a common station or if a change in general conditions should involve a change in the proportions of the common service, the Contracting Parties shall conclude special agreements in good time for the regulation of the transit service and shall, when so doing, take due account both of the capital sunk in the frontier station in question and of the question which of the Contracting Parties has been responsible for such change, as also of the extent to which the plant in question can be taken over for the exclusive use of the Administration owning the line.

Article 6.

Each railway administration shall supervise and maintain the whole plant of its own frontier stations. The cost of supervision and maintenance of the plant of the frontier stations reserved

dans les gares frontières, au service particulier du chemin de fer de raccordement, seront remboursées en totalité par l'administration de ce chemin de fer. Les frais de surveillance et d'entretien des installations affectées au service commun seront répartis entre les deux administrations d'après une formule qui fixera l'accord relatif au service de raccordement.

La surveillance et l'entretien des tronçons frontières, à l'exception de celui qui relie la frontière près de Hegyeshalom à Hegyeshalom, seront assurés par les soins et aux frais de l'administration ferroviaire qui exploite ces tronçons.

Article 7.

1. Le service des gares frontières sera assuré, en principe, par l'administration ferroviaire de l'Etat dans lequel elles se trouvent, à moins qu'il ne semble nécessaire ou opportun de confier, en raison de leur nature, certaines parties de ce service à des organismes propres de chacune des deux administrations, notamment lorsqu'il s'agira du pointage et de l'inspection des voitures, du transit des marchandises, du service douanier des chemins de fer, etc.

2. En outre, l'administration du chemin de fer de soudure pourra avoir, dans les gares frontières, un organisme la représentant et chargé de sauvegarder les intérêts de son service d'exploitation.

3. En tout état de cause, le personnel étranger sera limité au minimum absolument indispensable.

Article 8.

1. Sur les tronçons frontières et dans les gares frontières, le service du chemin de fer de l'état voisin devra être assuré conformément aux règlements de ce chemin de fer et la langue employée sera celle dudit Etat. De même, les télégrammes de service et les communications écrites des autres organes exécutifs des deux pays, qui passeront par les gares frontières, devront être traduits et transmis par l'administration exploitante dans la langue officielle de l'Etat voisin.

2. La correspondance entre les gares frontières et les services de l'administration du pays voisin sera rédigée dans la langue de cette administration. Les communications de service ayant trait au trafic ferroviaire qui concernent les deux administrations, devront être reçues, dans chacune des deux langues, par les agents stationnés dans les gares frontières.

3. Les stipulations qui précèdent ne s'appliquent ni aux communications qui ne font que traverser le territoire de l'un des Etats, ou des deux, ni à la correspondance télégraphique et écrite des organismes supérieurs (Ministères, directions générales, directions du service de l'exploitation).

4. La correspondance de service de l'administration ferroviaire de chaque pays sera reçue, dans les gares frontières, par l'administration ferroviaire du pays voisin qui la transmettra à destination.

5. En ce qui concerne la dénomination et l'indication écrite des gares frontières, les règles applicables seront celles de l'Etat sur le territoire duquel se trouvent ces gares. Les indications apposées sur les locaux des services de l'Etat voisin devront être rédigées dans les deux langues, celle de l'Etat auquel appartiennent ces services figurant en premier lieu. Les gares frontières sont tenues d'afficher, en des emplacements appropriés, les avis ayant trait au service ferroviaire et destinés à renseigner les usagers des chemins de fer, qu'elles recevront de l'administration du pays voisin (affiches indiquant les horaires, etc.).

Article 9.

1. Les administrations ferroviaires établiront les tableaux de marche pour les trains de raccordement et les trains directs de telle manière que ni les voyageurs, ni les marchandises ne subissent

for the special use of the administration of the connecting line shall be borne exclusively by that administration. The cost of supervision and maintenance of the plant used for the common service shall be shared by both administrations in a proportion to be laid down in the Convention on the function of the Railways.

The supervision and maintenance of the frontier sections, with the exception of the frontier section from the frontier near Hegyeshalom to Hegyeshalom shall be carried out by the railway administrations working the sections, at their own expense.

Article 7.

1. The service in the frontier stations shall, in principle, be carried out by the railway administration of the State in which the frontier stations are situated, save in so far as it may be necessary or desirable to entrust particular duties such as listing and inspection of trucks, transit of goods, railway Customs etc., to the agents of each of the two administrations.

2. Further, the administration of the connecting line may set up a body in the frontier stations to represent it and to safeguard its service interests.

3. Foreign staff shall always be restricted to the indispensable minimum.

Article 8.

1. In the frontier sections and frontier stations, the service of the railway of the neighbouring State shall be ensured in accordance with the regulations of that railway and the language used shall be that of the said State. Similarly, service telegrams and written communications of the other executive authorities of the two countries which are transmitted through the frontier stations shall be translated and forwarded by the administration running the service into the official language of the neighbouring State.

2. Correspondence between the frontier stations and the authorities of the neighbouring State shall be in the language of the latter. Service communications relating to railway traffic which affect both administrations shall be accepted by the officials stationed in frontier stations in either of the two languages.

3. The above-mentioned provisions shall not apply to communications which merely pass through the territory of either State or of both of them or to the telegraphic or written correspondence of the higher authorities (Ministries, General Managements, Managements and Local Managements).

4. Service communications of the railway administrations of the two countries shall be received in the frontier stations by the administration of the neighbouring country, which shall forward them to their destination.

5. With regard to the naming of frontier stations and the displaying of notices indicating the names of frontier stations, the rules to be applied shall be those of the State on whose territory the stations are situated. The notices displayed in the offices of the agents of the neighbouring State shall be in both languages; that of the State to which these services belong coming first. The frontier stations are required to display in suitable places any notices relating to the railway service and intended for the information of users of the railways, which they may receive from the administration of the neighbouring country (time-tables, etc.).

Article 9.

1. The railway administrations shall draw up such regulations for connecting and through trains as shall not entail any greater delay to passengers or goods than that necessitated by the

de retard plus important que ne l'exigent le service des chemins de fer, la visite de la douane et le contrôle des passeports. A cet égard, les correspondances de trains seront assurées autant que possible par des trains de même catégorie, si la demande en est faite.

2. Le transit des voitures et des wagons s'effectuera sur la base des arrangements en vigueur entre les administrations ferroviaires concernant l'utilisation réciproque des voitures, des wagons et des fourgons à bagages.

Article 10.

1. Pour autant que les stipulations des alinéas 3 et 4 du présent article n'en disposent pas autrement, le calcul des prix de transport, sur les tronçons frontières, sera régi par les règles suivantes :

a) Les taxes de transport et les taxes applicables aux services accessoires (taxes accessoires) seront fixées, pour les tronçons reliant la frontière aux gares frontières, par les administrations ferroviaires qui exploitent ces tronçons, d'après les règlements de l'Etat où ces administrations ont leur siège.

b) Les recettes provenant des transports effectués depuis la frontière jusqu'à la gare frontière seront acquises en totalité à l'administration qui exploite le tronçon ; en revanche, celle-ci devra prendre à sa charge les frais afférents à l'ensemble de l'exploitation, les impôts sur les transports ainsi que les autres taxes publiques se rattachant aux transports et supporter l'entière responsabilité de l'exploitation, des pertes, du déchet ou des avaries constatés parmi les marchandises transportées, ainsi que de tout dépassement du délai de livraison.

c) Sur les tronçons reliant la frontière aux gares frontières, les taxes de transport ne devront pas être calculées sur une autre base que celle sur laquelle sont calculées les taxes afférentes aux tronçons contigus du chemin de fer qui exploite le tronçon frontière.

d) L'homologation des tarifs applicables au parcours jusqu'à la frontière ressortit à l'Etat dont l'administration ferroviaire assure la continuation du trafic au delà de la frontière.

e) Les dispositions tarifaires spéciales ayant trait uniquement au trafic sur le tronçon frontière ou sur une fraction de celui-ci, ou bien au trafic entre la gare la plus proche de la frontière, sur le territoire de l'une des parties, d'une part, et la gare frontière sur le territoire de l'autre partie, d'autre part, devront être, en outre, approuvées par l'autorité de surveillance de l'Etat sur le tronçon duquel se trouve la gare frontière.

f) Sera acquis à chacun des deux Etats contractants le produit des impôts sur les transports ferroviaires et de tous les impôts publics se rattachant aux transports, perçus sur les taxes afférentes aux transports effectués sur son territoire. En vue de simplifier la détermination, le recouvrement et le décompte de ces impôts et droits publics, on établira, autant que possible, à leur sujet un arrangement forfaitaire.

2. Les deux gouvernements déclarent, conformément à l'article premier, paragraphe 2, de la Convention internationale du 23 octobre 1924 sur le transport des marchandises par chemin de fer, ne pas s'opposer à ce que les expéditions entre les gares de l'un des Etats d'une part, et les gares frontières ainsi que les gares des tronçons frontières, d'autre part, soient exceptées de l'application de la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemin de fer lorsque, par le choix du formulaire de lettre de voiture, l'expéditeur demandera l'application du règlement intérieur du chemin de fer qui assurera le transport sur l'ensemble du parcours.

3. Lorsque le transport de voyageurs, de bagages et de messageries express s'effectuera par la gare frontière commune de Hegyeshalom, les chemins de fer de l'Etat hongrois et les chemins de fer fédéraux autrichiens comprendront dans le calcul des tarifs directs applicables au transport des voyageurs, des bagages et des messageries express, entre la Hongrie et l'Autriche et au delà, les taxes de transport obtenues en prenant comme base le kilométrage tarifaire, jusqu'à la frontière près de Hegyeshalom et à partir de ce même point de la frontière. En pareil cas, les recettes tarifaires provenant des transports jusqu'à la frontière et depuis la frontière, seront acquises à l'administration

railway Customs and passport services. To this end, connections shall, on request, be established, as far as possible, by trains of the same category.

2. The transit of coaches and waggons shall be effected on the basis of the arrangements in force between the railway administrations governing the reciprocal use of coaches, luggage-vans and good waggons.

Article 10.

1. In so far as the provisions of paragraphs 3 and 4 of this Article do not otherwise provide, the calculation of the transport rates on the frontier sections shall be governed by the following rules :

(a) Transport fees and fees chargeable for supplementary services (supplementary fees) shall be fixed for the sections linking up the frontier with the frontier stations by the railway administrations working these sections in accordance with the regulations of the State in which such administrations have their seat ;

(b) The receipts derived from transports effected from the frontier to the frontier station shall fall entirely to the administration working the section ; which must however bear the total operating costs, the transport taxes and the other public imposts connected with transport and assume entire responsibility for running the section and for any loss or damage to goods conveyed or late delivery of goods.

(c) On the sections linking up the frontier with the frontier stations, the transport rates must not be calculated on any other basis than that on which are calculated the rates for the contiguous sections of the railway which is working the frontier section.

(d) The tariffs applicable to the section up to the frontier must be approved by the State whose railway administration ensures the continuance of the traffic beyond the frontier.

(e) The special tariff provisions relating exclusively to the traffic on the frontier section or a part thereof or to the traffic between the station nearest to the frontier on the territory of one of the Parties, and the frontier station on the territory of the other Party must also be approved by the supervisory authority of the State on whose territory the frontier station is situated.

(f) The yield of the railway transport taxes and of all public imposts connected with transport shall be borne by each of the two Contracting States in respect of the amounts levied on charges made for transports effected within its territory. In order to simplify the fixing, collection and calculation of these transport taxes and other public imposts, they shall as far as possible be made the subject of a lump sum arrangement.

2. The two Governments undertake, within the meaning of Article 1, § 2, of the International Convention on Railway Goods Transport of October 23, 1924, not to place any obstacle in the way of consignments between the stations situated in the other State, on the one hand and the frontier stations and stations on the frontier sections, on the other hand, being exempted from the application of the International Convention on Railway Transport when the consignor by choosing the form of a bill of lading (*lettre de voiture*), requests the application of the service regulations of the railway by which the transport is effected over the whole section.

3. When the transport of passengers, luggage and express goods is effected via the common frontier station of Hegyeshalom, the Royal Hungarian State Railways and the Austrian Federal Railways shall include in the calculation of the direct tariffs in force at the time for the transport of passengers, luggage and express goods between Hungary and Austria and beyond, the transport duties arrived at on the basis of the tariff kilometres to and from the frontier near Hegyeshalom. In such a case, the receipts derived from tariffs to and from the frontier shall fall to the railway administration of the State on whose territory the section in question is situated ; the railway

ferroviaire de l'Etat sur le territoire duquel se trouve la ligne en question ; l'administration ferroviaire qui percevra ces recettes devra supporter les impôts sur les transports et toutes autres taxes publiques se rattachant aux transports, qui seront dus sur ces recettes.

Les chemins de fer fédéraux autrichiens spécifieront, dans le cadre de leurs tarifs intérieurs, des kilométrages distincts pour Hegyeshalom *loco*, établis de façon qu'en général les prix du transport de voyageurs par train omnibus calculés sur la base de ces kilométrages ne soient pas plus avantageux que ceux des tarifs directs pour les transports de même nation entre l'Autriche et la Hongrie et au delà de ces deux Etats.

A la demande des chemins de fer de l'Etat hongrois, les chemins de fer fédéraux autrichiens introduiront dans leur tarif marchandises intérieur pour le transport de marchandises à désigner nommément, remises au transport à Hegyeshalom, des prix de transport spéciaux établis en tenant compte du kilométrage réel de la ligne frontière.

Pour le transport de marchandises au delà de la gare frontière commune de Hegyeshalom, les chemins de fer de l'Etat hongrois et les chemins de fer fédéraux autrichiens fixeront, dans leurs tarifs marchandises spéciaux des taxes de transport particulières pour le transit via Hegyeshalom, sur la base du kilométrage tarifaire jusqu'à la frontière et depuis la frontière.

En ce qui concerne le tronçon reliant la frontière près de Hegyeshalom à Hegyeshalom, les chemins de fer de l'Etat hongrois rembourseront aux chemins de fer fédéraux autrichiens le prix coûtant des services assurés par ces derniers sur ladite ligne, majoré d'une prime appropriée pour les risques de responsabilité (alinéa 1 b) : les deux administrations ferroviaires concluront un arrangement à ce sujet dans l'accord sur la soudure des deux réseaux. Les excédents de recettes afférents au tronçon frontière, dans le trafic à destination et au départ de Hegyeshalom *loco* seront déduits du montant en question.

4. Pour le calcul des tarifs sur le tronçon Sopron G. V. frontière près d'Agfalva, voir l'article premier, al. 3, du présent traité.

Article II.

1. Les dispositions nécessaires seront prises pour que les agents se trouvant sur le territoire de l'autre partie contractante ne soient pas entravés dans l'accomplissement de leur service, et pour que l'expédition et la réception des objets de valeur, sommes d'argent et autres objets se rapportant au service, puissent s'effectuer sans obstacle et en toute sécurité.

2. Afin que le service fonctionne sans frottements, les agents seront tenus d'observer de part et d'autre, une attitude de bon voisinage dans tous les actes du service et de faire preuve de tact, aussi bien dans l'accomplissement de leur service qu'en dehors de celui-ci. Les employés qui se rendront coupables de fautes à cet égard seront rappelés sur la demande de l'autre Partie.

Il en sera de même pour les agents étrangers employés sur le territoire de l'Etat voisin, ou arrivant à la gare frontière, qui, de quelque autre façon, donneront lieu à des plaintes, notamment en se livrant à une propagande politique ou nationale sur ce territoire étranger, ainsi que pour ceux qui seront convaincus du crime ou du délit de contrebande, ou encore d'infractions fiscales graves à l'encontre de l'Etat voisin, ou bien pour ceux que l'on sera fondé à soupçonner d'avoir abusé de leurs fonctions et de leur séjour en territoire étranger pour se livrer à des actes contraires à la sécurité de l'Etat propriétaire.

A titre exceptionnel, la demande de rappel pourra également être formulée sans indication de motif.

3. Pendant sa présence, pour raisons de service, dans la gare frontière, le personnel des trains de l'administration du pays voisin sera soumis aux règlements de service de l'administration propriétaire, dans les limites des obligations résultant des accords conclus au sujet du raccordement des réseaux, entre les administrations ferroviaires et des règles établies sur la base de ces accords.

4. Les agents des chemins de fer pourront porter leur uniforme, aussi bien pendant le service qu'en dehors de celui-ci, dans la zone de leur poste ou de la ligne sur laquelle ils sont employés dans le territoire de l'autre Partie contractante.

administration which receives these receipts shall bear the cost of the transport taxes and other public imposts connected with transports, due on such receipts.

The Austrian Federal Railways shall separately indicate, within the limits of their inland tariff rates, the distances (calculated in kilometres) for Hegyeshalom *loco*, which shall be so calculated as to ensure that the passenger fares charged for these distances on slow trains are not more advantageous than the direct tariffs charged for transports of the same nature between Austria and Hungary and beyond the frontiers of the two States.

On the request of the Royal Hungarian State Railways, the Austrian Federal Railways shall introduce into their internal goods tariffs, for the transport of goods to be described in detail and handed over for transport at Hegyeshalom, special transport rates established on the basis of the actual length in kilometres of the frontier section.

For the transport of goods beyond the common frontier station of Hegyeshalom, the Royal Hungarian State Railways and the Austrian Federal Railways shall fix, within the limits of their inland goods tariffs, special goods rates based on the tariff kilometres to the frontier and from the frontier.

As regards the section linking up the frontier near Hegyeshalom with Hegyeshalom, the Royal Hungarian State Railways shall reimburse to the Austrian Federal Railways the cost of the services effected by the latter on that section, plus a reasonable premium to cover risks incurred (paragraph 1 (b)) ; the two railway administrations shall conclude an arrangement to this effect in the Convention concerning the junction of the Railways. Surplus receipts in respect of the frontier section in the traffic with Hegyeshalom *loco* shall be deducted from this amount.

4. With regard to the calculation of the tariffs on the section Sopron D. V. — frontier near Agfalva, see Article I, paragraph 3 of the present Treaty.

Article II.

1. The necessary steps shall be taken to ensure that the officials on the territory of the other Contracting Party are not hindered in the execution of their duty, that the despatch and receipt of objects of value, sums of money and other articles connected with the service are facilitated and that the safety of these consignments is in no way jeopardised.

2. In order that the service may be carried on smoothly, executive officials of both Parties shall be required to maintain good neighbourly relations in all their official acts and to behave tactfully both while on duty and at other times. Employees found guilty of offences of this nature shall, on the request of the other Party, be withdrawn.

The same shall apply to foreign officials employed in the territory of the neighbouring State or arriving at the frontier station, who in any way give cause for complaint and in particular indulge in political or national propaganda on such foreign territory or who are charged with a crime or offence connected with smuggling or other serious fiscal infringements against the law of the neighbouring State or have been reasonably suspected of abusing their position and their stay in foreign territory by committing acts prejudicial to the safety of the owning State.

In exceptional cases, a request may be made for the recall of an official without any reason being given.

3. During their presence on duty in the frontier station, members of the train staff of the administration of the neighbouring country shall, within the limits of the obligations arising out of the junction agreements concluded between the Customs administrations and the service regulations established on the basis of such agreements, be subject to the service regulations of the owning administration.

4. Railway officials shall be entitled to wear uniform both when on duty and at other times, in the neighbourhood of the place where their duties are performed or in the area of the line on which they are employed in the territory of the other Contracting Party.

5. Il ne devra pas être employé de militaires dans l'Etat étranger. En cas de résistance aux agents des services ferroviaires se trouvant à l'étranger, ou aux dispositions prises par eux conformément aux règlements en vigueur dans l'Etat propriétaire, ce dernier fournira les moyens de contrainte nécessaires pour supprimer cette résistance et assurer l'accomplissement de l'acte de service dont il s'agit.

6. Les restrictions législatives ou autres auxquelles pourrait être soumis le séjour des étrangers dans l'un des Etats contractants ne seront pas applicables aux agents des chemins de fer séjournant en permanence ou temporairement dans le territoire de l'autre Etat, pour le service, ni aux personnes de leur famille vivant avec eux, lorsque celles-ci seront obligées, pour des raisons de service, d'habiter dans le territoire de l'Etat en question.

Article 12.

1. La situation des employés des deux administrations ferroviaires, en matière de nationalité, de domicile et de service, ne subira aucune modification du fait qu'ils séjournent dans l'autre Etat et y accomplissent leur service. Les agents resteront responsables, devant l'administration de leur pays, de tout manquement au service et à la discipline.

2. Les employés des deux administrations, ainsi que les personnes de leur famille qui, elles aussi, conserveront leur nationalité d'origine, seront exemptés, dans les territoires de l'autre Partie contractante, de toute obligation d'accepter des fonctions de droit public auprès des tribunaux, des autorités administratives de l'Etat ou des collectivités autonomes.

3. Les agents des chemins de fer employés dans ces services situés sur le territoire de l'Etat voisin, ainsi que les membres de leur famille habitant avec eux, jouiront de la même protection que les nationaux de l'Etat propriétaire. D'autre part, ils seront tenus d'observer les lois pénales et les règlements de police de l'Etat où ils auront leur domicile et seront soumis à cet égard, à la juridiction des autorités dudit Etat.

4. L'assurance sociale des agents des chemins de fer travaillant temporairement ou en permanence sur les tronçons frontière et dans les gares frontière situés sur le territoire de l'autre Etat sera régie par les règles de droit de celle des Parties contractantes sur le territoire de laquelle se trouve le siège de l'administration exploitante dont ces agents dépendent de par leur statut de service.

Les autorités administratives supérieures compétentes des deux Parties contractantes pourront, d'un commun accord, déroger aux règles prévues ci-dessus.

L'application des lois de l'une des Parties contractantes, conformément aux dispositions précédentes de ce paragraphe 4 aura également pour résultat que les organes d'assurance de cette Partie auront qualité pour assurer les prestations de l'assurance sociale, et que ses administrations et tribunaux seront compétents pour régler les contestations ayant trait à ladite assurance.

Conformément aux stipulations du présent paragraphe 4, toute prestation d'assurance effectuée dans le territoire de l'autre Partie contractante aura, en ce qui concerne la responsabilité civile de l'administration ferroviaire et des tiers, les mêmes effets juridiques que les prestations d'assurance effectuées dans le pays même ; à cet égard l'administration ferroviaire étrangère dans l'exploitation de laquelle l'un des agents visés au présent paragraphe aura été victime d'un accident sera placée sur le même pied que l'administration à laquelle appartient l'agent.

Article 13.

Les détails du service commun et des conditions de raccordement des réseaux seront réglés par les accords relatifs à l'utilisation des gares frontière qui, en vertu du présent traité, devront être conclus dans le délai de six mois ; ces accords devront déterminer également à qui incomberont les frais résultant des responsabilités encourues lorsque, dans les gares frontières, des personnes auront été blessées, tuées ou auront été victimes d'autres accidents en assurant le service de l'exploitation

5. Military shall not be employed in the foreign State. In the event of resistance being offered to agents of the railway services on foreign territory or to the rules established by them in conformity with the regulations in force in the owning State, the latter shall provide the necessary means of coercion in order to overcome such resistance and to ensure the accomplishment of the duty in question.

6. Legislative or other restrictions which may be placed upon the residence of foreigners in one of the Contracting States shall not apply to railway officials who in the execution of their duty are permanently or temporarily in the territory of the other State or to the members of the families of those officials living with them, when these are obliged, for reasons connected with the service, to live in the territory of the State in question.

Article 12.

1. The position of officials of the two railway administrations in the matter of nationality, domicile and service shall undergo no change as a result of the fact that they are living in the other State and are officially employed then. The officials shall be responsible to their home administration for any offences connected with their duties or against discipline.

2. The officials of the two administrations and the members of their families who keep their original nationality shall be exempt in the territories of the other Contracting Party from any obligation to perform public functions in Courts or in State or other administrative bodies.

3. The railway officials employed in the services situated in the territory of the neighbouring State and the members of their families living with them shall enjoy the same protection as nationals of the owning State. On the other hand, they shall be required to observe the laws and police regulations of the State in which they have their domicile and shall in this respect be subject to the jurisdiction of the authorities of the said State.

4. The social insurance of railway officials working temporarily or permanently on frontier sections and in frontier stations situated in the territory of the other State shall be governed by the legislative provisions of the Contracting Party in whose territory the seat of the administration under which such officials come as regards their service, is situated.

The competent supreme administrative authorities of the two Contracting Parties may, by mutual agreement, make exceptions to the rules provided for above.

The application of the laws of one of the Contracting Parties in accordance with the above provisions of this paragraph (4) shall also imply that the insurance institutions of that Party are entitled to undertake social insurance and that its administrative authorities and Courts are competent to settle disputes connected therewith.

In accordance with the provisions of the present paragraph (4), insurances effected in the territory of the other Contracting Party shall have, as regards the civil responsibility of the railway administration and of third parties, the same legal force as insurances effected in the country itself; the foreign railway administration in whose area such an official has an accident shall be regarded as being on the same footing as the administration to which the official belongs.

Article 13.

The settlement of the details of the common service and of the conditions for the junction of the two railway services, the bearing of the costs arising out of responsibility for the death of or injuries to passengers and other accidents occurring in the frontier stations and for material damage shall remain to be settled by means of junction agreements relating to the use of the particular railway stations, to be concluded within six months. Such agreements shall provide, in the case

ainsi qu'en cas de dommages matériels. Les accords en question devront prévoir, pour toutes les prestations effectuées par les administrations ferroviaires participant au trafic, et, si possible, après compensation en nature, le remboursement des frais de revient, y compris les suppléments appliqués par l'administration qui établit les comptes ; pour les services effectués en commun, les frais seront répartis d'après une formule arrêtée d'un commun accord.

Article 14.

1. La pleine souveraineté nationale, y compris la haute surveillance de l'administration des chemins de fer et l'exercice des pouvoirs de justice et de police dans les gares frontières et sur les tronçons frontières appartiendra au Gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel sont situés ces gares et ces tronçons.

2. La police des chemins de fer sera assurée, dans chaque territoire, par des agents de l'administration ferroviaire qui exploite le tronçon en question, conformément aux règlements applicables dans ce territoire. Le Gouvernement de l'Etat propriétaire s'engage à fournir à l'administration ferroviaire de l'autre Partie, chargée de la surveillance de la voie et de l'exploitation, tout l'appui possible à cet effet.

3. Lorsque des engins de traction (locomotives, automotrices, etc.) et leur personnel (mécaniciens de locomotives et d'automotrices, chauffeurs, etc.) après avoir subi dans leur pays les épreuves prescrites par les règlements en vigueur, auront été admis, à circuler sur les chemins de fer publics ou à y accomplir leur service, ces mesures auront, en ce qui concerne l'emploi desdites voitures motrices et de leur personnel sur les tronçons de l'Etat voisin, en vertu du présent traité, le même effet que si elles avaient été prises par des administrations de l'Etat propriétaire, conformément aux règlements en vigueur dans cet Etat.

Article 15.

L'échange des courriers postaux aura lieu dans les gares frontières à moins que les administrations postales des deux pays n'aient convenu d'autres arrangements, après entente avec les administrations ferroviaires intéressées. Les questions de détail relatives à cet échange seront arrêtées par les deux administrations postales.

Article 16.

1. Le droit d'utiliser les lignes télégraphiques de l'Etat longeant les tronçons frontières sera réservé jusqu'à la frontière à l'Etat propriétaire.

2. Chacune des deux administrations ferroviaires, ainsi que ses agents, aura le droit d'utiliser gratuitement les télégraphes et téléphones d'exploitation de l'autre administration pour les communications télégraphiques et téléphoniques de service. La réception et l'expédition d'autres télégrammes s'effectuera conformément aux règlements de l'administration ferroviaire dont dépend la station télégraphique où seront consignés les télégrammes.

3. Les lignes de signalisation, de télégraphe et de téléphone établies le long des tronçons frontière et des lignes ferroviaires de raccordement, sur le terrain ou les installations de la voie, devront être entretenues jusqu'à la frontière par l'Etat propriétaire, que ces lignes servent aux chemins de fer ou aux télégraphes de l'Etat. Il ne sera pas imputé de frais au compte de l'autre Etat.

4. Les raccordements de fils, ainsi que les nouvelles installations, auront lieu, jusqu'à la frontière, pour le compte et aux frais de chaque Etat propriétaire. Il ne sera pas imputé de frais au compte de l'autre Etat.

of all services performed by the railway administrations participating in the work of ensuring the traffic — where possible after prior compensation in kind — for the re-imbursement of costs incurred, including the supplements applied by the administration establishing the accounts. As regards the common services, the expenditure shall be shared according to a formula established by common agreement.

Article 14.

1. Full national sovereignty including control by the supreme administrative authorities of the railway administration and the exercise of judicial and police powers in the frontier stations and on the frontier sections, shall be enjoyed by the Government of the State on whose territory those stations and sections are situated.

2. The duties of the railway police shall in each territory be carried out by officials of the railway administration working the section in question, in accordance with the regulations applicable in that territory. The Government of the owning State shall accord the fullest possible measure of support to officials when engaged in the work of supervising and policing the railway.

3. When haulage stock (locomotives, rail motor cars, etc.) and their staff (engine drivers, stokers, rail motor car drivers, etc.) have passed in their own countries the tests laid down by the regulations in force there and have been authorised to circulate or carry out their duties on public railways, these measures shall, as regards the use of such haulage stock and staff on sections of the line situated in the neighbouring State under the terms of the present Treaty, have the same effect as if they had been taken by administrative departments of the owning State in accordance with the regulations in force in that State.

Article 15.

The exchange of mails shall, unless the postal administrations of the two countries have concluded other arrangements in agreement with the railway administrations concerned, be effected in the frontier stations. Detailed arrangements shall be made by the two postal administrations.

Article 16.

1. The right to use telegraph lines running along the frontier sections shall be reserved, as far as the frontier, for the owning State.

2. The two railway administrations and their agents shall be entitled to use the service telegraphs and telephones of the other administration free of charge for telegraphic and telephonic communications connected with the railway service. The acceptance and transmission of other telegrams shall be effected in accordance with the regulations of the railway administration under which the telephone office where the telegrams are handed in comes.

3. The owner State shall be responsible for the upkeep of the signals and telegraph and telephone communications along the frontier sections and the connecting lines, whether these communications are ensured by wires running along the line or by serial wires, regardless of whether these lines are used for the railway or for the State telegraph service. No costs shall be borne by the other State.

4. The work of joining up wires and installing fresh plant shall be carried out, up to the frontier, for the account of and at the expense of each owning State and no part of the cost shall be borne by the other State.

Article 17.

1. Les voyageurs, les bagages, ainsi que les messageries express, les marchandises de grande et de petite vitesse, à transporter de l'un des deux Etats dans l'autre, seront soumis, dans les gares frontière et sur les tronçons frontière, à la surveillance douanière des administrations financières (douanières) des deux Etats.

2. Le service des douanes, des passeports et de la surveillance des étrangers sera régi par les conventions conclues à ce sujet en vertu de l'article XI de l'Accord commercial du 8 février 1922 entre le Royaume de Hongrie et la République d'Autriche, ou par tous arrangements ultérieurs destinés à remplacer ou à compléter ces conventions.

En outre, les stipulations de l'article 7, alinéa 3, de l'article 11, alinéa 2, 5 et 6, et de l'article 12, alinéa 2 et 3, seront applicables par analogie au personnel de l'administration financière et douanière (y compris les préposés des douanes et les contrôleurs royaux hongrois de l'impôt de douane sur le chiffre d'affaires), de la police d'Etat et de la gendarmerie, ainsi que du service postal, séjournant sur le territoire de l'Etat étranger en vue d'y assurer le fonctionnement des services précités.

3. Les bureaux officiels de l'Etat voisin installés dans les gares frontières porteront les armes de cet Etat, ainsi que toutes inscriptions nécessaires.

4. Pourront être librement importés et réexportés sans acquitter de droits (exemption de droits de douane et de taxes accessoires), l'outillage et les matériaux destinés à l'équipement, à l'entretien et au fonctionnement des bureaux de chemins de fer et des installations existant ou établies par la suite en territoire étranger, ainsi que les matériaux de construction et d'exploitation, l'outillage, le matériel roulant et leurs pièces détachées, etc., nécessaires à l'une des deux administrations ferroviaires pour l'équipement, l'entretien et l'exploitation des lignes et installations exploitées par elle sur le territoire de l'Etat étranger ; il en sera de même, sur l'attestation du chef de service, pour le mobilier et les effets amenés, lors de son installation, par le personnel des services ferroviaires établis sur le territoire de l'Etat étranger et par les membres de la famille de ce personnel, ainsi que pour les effets expédiés par eux dans leur pays afin d'y être réparés, nettoyés, etc., et renvoyés.

5. Les agents des postes, des douanes du service des passeports et des chemins de fer, qui, dans l'accomplissement de leur service à la frontière, sont appelés à franchir celle-ci ou à séjourner dans le territoire de l'Etat voisin, ainsi que les fonctionnaires chargés de surveiller le service de ces agents, devront être autorisés en tout temps à franchir la frontière pour entrer dans le pays et en sortir, sur la simple production d'un certificat des autorités ou de l'administration ferroviaire, muni d'une photographie et attestant leur qualité et leur emploi. Les mêmes facilités seront accordées aux membres de la famille et du ménage des agents envoyés dans la zone frontière de l'Etat voisin.

6. La liste nominative des agents étrangers mentionnés ci-dessus sera communiquée au chef de la gare frontière, afin d'être soumise à l'autorité compétente. Cette autorité pourra s'opposer à l'emploi de certains agents. Elle sera également avisée, au préalable, de tout changement ultérieur dans le personnel. A titre exceptionnel, et notamment lorsque, pour des raisons impérieuses, il sera nécessaire d'affecter immédiatement un agent à un service et qu'on ne disposera pas d'un laps de temps suffisant pour donner l'avis précité, ce changement dans le personnel sera signalé après coup, et sans retard, au chef de la gare frontière en question. Le personnel en service, ainsi que les fonctionnaires chargés de sa surveillance, pourront être soumis à une visite douanière.

Les agents arrivant aux gares, dans l'accomplissement de leur service, et ceux qui y occuperont un emploi permanent, ainsi que les membres de la famille de ces derniers, recevront de la police dont relève la gare frontière une pièce d'identité moyennant laquelle elles jouiront de la même liberté de circulation que les détenteurs d'un passeport régulièrement délivré.

Article 18.

Les paiements à effectuer en vertu du présent traité devront être calculés et effectués dans la monnaie de l'Etat sur le territoire duquel l'administration qui établit les comptes a son siège.

Article 17.

1. Passengers, luggage, express goods and goods despatched by *grande vitesse* or *petite vitesse* from one of the two States to the other shall be subject, in the frontier station and on the frontier sections, to the Customs supervision of the finance (Customs) authorities of the two States.

2. Customs, passports and control of foreigners shall be governed by the conventions relating to these questions, concluded in virtue of Article XI of the Commercial Agreement of February 8, 1922, between the Kingdom of Hungary and the Republic of Austria or of any subsequent arrangements designed to replace or to amplify such conventions.

Further, the provisions of Article 7, paragraph 3, Article 11, paragraphs 2, 5 and 6, and Article 12, paragraphs 2 and 3, shall apply *mutatis mutandis* to the staff of the finance and Customs administration (including the Customs supervisors and the Royal Hungarian Customs turnover tax controllers), the State police and gendarmerie and the postal service, who are on the territory of the foreign State, for the purpose of carrying out these services.

3. The national arms and relevant inscriptions shall be affixed to the offices of the neighbouring State established in the frontier stations.

4. The following may be imported and re-exported free of Customs dues and supplementary fees : implements and material for the equipment, upkeep and working of the railway offices and plant existing or to be erected on foreign territory, and in particular building and working materials, implements, rolling stock, spare parts thereof, etc., required by one of the two railway administrations for the equipment, repair and working of the lines and plant exploited by it on the territory of the foreign State ; and (on the attestation of the head of the service) the furniture and effects brought by the staff of the railway services established on the territory of the foreign State and by the members of their families or sent home by them to be repaired, cleaned, etc., and returned.

5. Postal, Customs, passports and railway officials who, in the execution of the frontier service, are called upon to cross the frontier or to stay in the territory of the neighbouring State, as also officials entrusted with the duty of inspecting such service, shall be authorised at all times to cross the frontier in order to enter the country or to leave it, on production of a certificate issued by the authorities or the railway administration and containing a photograph and attesting their official position and duties. The same facilities shall be accorded to the members of the families and households of officials sent into the frontier zone of the neighbouring State.

6. A list of the names of the above-mentioned foreign officials shall be communicated to the stationmaster of the frontier station for transmission to the competent authority. This authority shall be entitled to object to the employment of particular officials and shall be advised in advance of any change made in the staff. In exceptional cases, and in particular in cases where it may, for urgent reasons, be necessary immediately to detail an official for a duty, and there is not sufficient time to advise the competent authority as provided for above, such change of staff shall be communicated after the event and without delay to the stationmaster of the frontier station in question. The staff on duty and the officials entrusted with the supervision of the service may be subjected to Customs inspection.

Officials arriving at the stations in the execution of their duty and persons permanently employed there, as also the members of the families of the latter, shall receive an identity card from the police at the frontier station which shall entitle them to the same freedom of travel as that enjoyed by the holders of a passport issued in a regular manner.

Article 18.

The payments to be effected under the terms of the present Treaty shall be calculated and made in the currency of the State on whose territory the administration establishing the accounts has its seat.

Article 19.

Les dispositions qui précèdent n'apporteront aucune dérogation aux stipulations de l'accord réglementant le transit et les transports sur le réseau de la Compagnie du chemin de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des chemins de fer lombards), signé à Rome le 29 mars 1923.

Article 20.

1. S'il s'élève entre les Parties contractantes, au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent traité, un différend qui ne puisse être réglé par voie de négociations, celui-ci sera soumis à la décision d'un tribunal d'arbitrage, conformément aux stipulations de l'Accord du 10 avril 1923 entre la Hongrie et l'Autriche relatif à l'arbitrage obligatoire dans leurs relations mutuelles. Ce tribunal d'arbitrage statuera sur le différend, conformément aux clauses du susdit accord et du présent traité, en s'inspirant des principes généraux du droit et de l'équité ; le cas échéant, il se prononcera également au sujet des dommages intérêts que la partie reconnue responsable d'une violation des dispositions du présent traité devra verser à la partie lésée.

2. Le tribunal d'arbitrage sera composé, pour chaque différend, de deux arbitres dont l'un sera nommé par la Hongrie et l'autre par l'Autriche, ainsi que d'un président qui sera désigné d'un commun accord par les gouvernements des deux pays.

3. Il est convenu qu'après l'entrée en vigueur du présent traité, les Parties contractantes se mettront d'accord, à l'avance et pour une période déterminée, au sujet du président à nommer le cas échéant.

4. Chaque gouvernement désignera un ou plusieurs suppléants de l'arbitre nommé par lui.

5. Chaque gouvernement pourra se faire représenter par un agent auprès du tribunal d'arbitrage. En pareil cas, toutes les communications du tribunal destinées à ce gouvernement seront adressées à son agent.

6. Chaque gouvernement paiera les honoraires de l'arbitre nommé par lui, de son suppléant et de l'agent qu'il aura désigné.

7. Un accord particulier entre les gouvernements, déterminera les honoraires du président qui seront, à parts égales, à la charge des deux parties, de même que les dépenses générales du tribunal.

8. Dans les cas où la procédure du tribunal d'arbitrage ne se trouvera pas fixée par l'accord du 10 avril 1923 ou par le présent traité, le tribunal lui-même arrêtera cette procédure.

9. Le tribunal d'arbitrage statuera à la majorité des voix.

Article 21.

Le présent traité est établi en double original, rédigé en langues hongroise et allemande, les deux textes faisant foi.

Le traité sera ratifié aussitôt que possible par les deux Parties. Les instruments de ratification seront échangés à Vienne.

Article 22.

1. Le traité entrera en vigueur quatorze jours après l'échange des instruments de ratification et restera applicable tout d'abord pendant dix ans, et, ensuite, aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des deux Parties contractantes.

Article 19.

The above provisions shall not imply any deviation from the provisions of the Convention for the Regulation of Transit and Communications on the System of the Danube-Save-Adriatic Railway Company (formerly the Southern Railway Company), signed at Rome on March 29, 1923.

Article 20.

1. In the event of any dispute arising between the Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Treaty, which cannot be settled by negotiations, it shall, in accordance with the provisions of the Agreement of April 10, 1923, between Hungary and Austria relating to Compulsory Arbitration in their mutual relations, be submitted for decision to a Court of Arbitration. This Court of Arbitration shall decide the issue in accordance with the provisions of the said Agreement and of the present Treaty and of the general principles of law and equity. In appropriate cases, it shall also be responsible for assessing the damages payable to the Party which has suffered loss by the Party held responsible for an infringement of the present Treaty.

2. The Court of Arbitration shall, for each dispute, consist of two judges, one of whom shall be nominated by Hungary and the other by Austria, and of a Chairman appointed by agreement between the Governments of the two countries.

3. The Contracting Parties undertake, after the coming into force of the present Treaty, to agree in advance and for a fixed period as to the Chairman to be appointed, if the need should arise.

4. Each Government shall nominate one or more substitutes for the judge appointed by it.

5. Each Government may be represented before the Court of Arbitration by an agent. In this case, all communications of the Court to that Government shall be sent to its agent.

6. Each Government shall pay the fees due to the judge appointed by it, his substitute and the agent nominated by it.

7. The fees due to the Chairman shall be fixed by a special agreement between the Governments; such fees and the general fees of the Court of Arbitration shall be payable in equal proportions by the two Parties.

8. In so far as the procedure of the Court of Arbitration is not laid down in the Agreement of April 10, 1923, or in the present Treaty, it shall be determined by the Court itself.

9. The Court of Arbitration shall take its decisions by a majority vote.

Article 21.

The present Treaty shall be drawn up in two originals, in Hungarian and German, both texts being authentic.

The Treaty shall be ratified as soon as possible by the two Parties and the instruments of ratification exchanged at Vienna.

Article 22.

1. The Treaty shall come into force fourteen days after the exchange of ratifications and shall remain in force for ten years and thereafter as long as it has not been denounced by one of the Contracting Parties.

2. En ce cas il cessera d'avoir effet après l'expiration de l'année civile entière, qui suivra la date de la dénonciation. Toutefois, les deux Parties contractantes prendront les dispositions nécessaires afin qu'il soit établi, avant l'expiration du présent traité, un accord réglementant l'utilisation des gares frontières.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Budapest, le 30 juin 1930.

Tormay Géza, *m. p.*

Pöschmann, *m. p.*

PROTOCOLE FINAL

DU TRAITÉ ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION DES CONDITIONS DE TRANSIT ET DE RACCORDEMENT DANS LE TRAFIC FERROVIAIRE ENTRE LES DEUX PAYS.

En procédant à la signature du présent traité, les plénipotentiaires des deux Parties ont formulé les déclarations suivantes, qui feront partie intégrante du traité lui-même.

Ad Articles 1 et 2.

1. Le service de transit entre les deux pays fonctionnera, jusqu'à la mise en vigueur de la réglementation prévue aux articles premier et 2, conformément aux arrangements provisoires en vigueur jusqu'ici.

2. Il est convenu que les dispositions applicables au service de police de la frontière et à ses agents le seront également, par analogie, au service vétérinaire de la frontière et aux agents de ce service, conformément aux conventions et règlements en vigueur.

Ad Article 2, al. 4 et 5.

La réglementation prévue à l'article 2, al. 4 et 5, restera en vigueur aussi longtemps que les chemins de fer locaux privés qui font l'objet de ces dispositions ne seront pas devenus la propriété de l'Etat.

Ad Article 5.

Lorsqu'une des Parties contractantes se proposera d'électrifier une ligne aboutissant à une gare frontière, les Parties contractantes conclueront les accords spéciaux nécessaires à cet égard ; il pourra également être convenu d'une réglementation différant de celle prévue à l'article 5, en ce qui concerne la propriété des installations, l'imputation des dépenses de construction, l'entretien et le renouvellement de l'exploitation de cette ligne électrifiée.

Ad Article 5, al. 2.

Les Parties contractantes conviennent que le taux d'intérêt ne comprendra aucun taux d'amortissement.

En cas de rachat des lignes autrichiennes de la « Dunántúli helyiérdekű vasút részvénytársaság » (Société anonyme du chemin de fer d'intérêt local de l'Ouest hongrois), de la Société anonyme du

2. If it is denounced, it shall cease to have effect after the expiry of the whole calendar year following the date of denunciation. Nevertheless the two Contracting Parties shall take steps to ensure that an agreement for the regulation of the use of frontier stations is concluded before the expiry of the present Treaty.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed their seals thereto.

Done at Budapest, June 30, 1930.

Tormay GÉZA, *m. p.*

PÖSCHMANN, *m. p.*

FINAL PROTOCOL

TO THE TREATY BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE REPUBLIC OF AUSTRIA FOR THE REGULATION OF CONDITIONS OF TRANSIT AND CONNECTIONS IN THE RAILWAY TRAFFIC BETWEEN THE TWO COUNTRIES.

At the moment of signing the present Treaty, the Plenipotentiaries of the two Parties made the following declarations, which shall form an integral part of the Treaty itself :

Ad Articles 1 and 2.

1. The transit service between the two countries shall function until the coming into force of the regulations provided for in Articles 1 and 2, in accordance with the provisional arrangements in force hitherto.

2. It is understood that the provisions applicable to the police and frontier service and to its agents shall apply *mutatis mutandis* to the frontier veterinary service and the agents of that service, in accordance with the agreements and regulations in force.

Ad Article 2, paragraphs 4 and 5.

The regulations contained in Article 2, paragraphs 4 and 5, shall remain in force as long as the private local railways referred to in those regulations have not become the property of the State

Ad Article 5.

When one of the Contracting Parties proposes to electrify a railway line running into a frontier station, the Contracting Parties shall conclude the necessary special agreements ; the ownership of the plant and the bearing of the costs of the building, up-keep and renewal of plant on this electrified line may be made the subject of an arrangement other than that provided for in Article 5.

Ad Article 5, paragraph 2.

The Contracting Parties agree that the rate of interest shall not include any sinking fund.

In the event of the buying-up of the Austrian lines of the “ Dunántúli helyiérdeku vasút részvénytársaság ” (West Hungarian Local Railway Company Limited), the Steinamang-Pinkafeld

chemin de fer d'intérêt local de Steinamang-Pinkafeld et de la Société anonyme du chemin de fer d'intérêt local de Körmend-Németújvár, les conventions à conclure avec le gouvernement autrichien devront fixer le chiffre du capital qui servira de base aux intérêts qu'auront à verser les susdites sociétés de chemins de fer d'intérêt local pour l'utilisation du tronçon frontière et de la gare frontière.

Ad Article 5, al. 4.

L'administration ferroviaire de l'Etat propriétaire mettra à la disposition du directeur de l'agence du chemin de fer relié à son réseau et des membres de sa famille des logements appropriés moyennant une indemnité raisonnable qui sera fixée d'un commun accord entre les deux administrations à condition qu'une demande à cet effet ait été formulée au moins un an avant le moment où ces locaux devront être effectivement utilisés.

Ad Article 6.

Chacun des deux Gouvernements s'engage à autoriser les agents chargés de la surveillance et de l'entretien des tronçons frontière de l'administration étrangère exploitante à procéder, sur la voie, aux opérations de levé, d'arpentage et autres, que nécessiteront les travaux d'entretien et de renouvellement.

Ad Article 10.

1. Au cas où le fait que les taxes directes pour le transport des voyageurs sont supérieures au prix du transport avec rupture à Hegyeshalom loco entraînerait des diminutions sensibles dans les recettes des chemins de fer de l'Etat hongrois, ces chemins de fer et les chemins de fer fédéraux autrichiens prendront, d'un commun accord, des mesures appropriées afin d'éviter qu'il n'en résulte un préjudice pour les chemins de fer hongrois.

2. En ce qui concerne le transport des articles agricoles que spécifieront les chemins de fer de l'Etat hongrois, lorsque ces articles devront être exportés de Hongrie en Autriche ou en transit par l'Autriche, les chemins de fer fédéraux autrichiens concéderont, lors de l'établissement des tarifs directs de marchandises, par le point d'intersection de Szentgotthárd, les réductions de tarifs qui ont été appliquées aux mêmes catégories de marchandises jusqu'au premier mai 1929. Il en sera ainsi, même lorsque ces articles agricoles ne passeront pas effectivement par Szentgotthárd, mais par un autre point de la frontière austro-hongroise, conformément au règlement de l'administration ferroviaire intéressée, relatif à l'acheminement du trafic.

3. Pour ce qui est des autres catégories de marchandises que celles mentionnées à l'alinéa 2, les chemins de fer fédéraux autrichiens feront la même concession, sur la demande des chemins de fer de l'Etat hongrois, à condition que ces deux administrations ferroviaires concluent un accord fixant une indemnité appropriée pour le transport de ces marchandises sur le tronçon frontière de Szentgotthárd.

Ad Article 11 al. 2.

Il est entendu que les agents du chemin de fer étranger de raccordement, en service permanent dans une gare frontière, pour autant qu'ils ont affaire avec le public, devront apprendre la langue du pays dans lequel ils se trouvent.

S'il était constaté que certains de ces agents, bien qu'ayant occupé leur emploi depuis longtemps, ne peuvent établir qu'ils connaissent cette langue, ils seront rappelés après entente entre les deux gouvernements.

Les rappels demandés par l'une des Parties contractantes auront lieu autant que possible immédiatement.

Local Railway Company Limited, and the Körmend-Németújvár Local Railway Company Limited, the conventions to be concluded with the Austrian Government shall fix the capital sum required to produce the interest to be paid by the said local railways for the use of the frontier section and the frontier station.

Ad Article 5, paragraph 4.

The railway administration of the owning State shall make available for the Head of the agency of the administration of the connecting railway and for his family, suitable dwellings against payment of a reasonable sum to be fixed by agreement between the two administrations, provided that such application be made at least a year before the time when the premises are actually required for use.

Ad Article 6.

Each of the two Governments undertakes to authorise the agents entrusted with the supervision and up-keep of the frontier section of the foreign administration working the line to make any surveys or take any measurements, etc. on the line which may be necessitated by the work of up-keep and renewal.

Ad Article 10.

1. Should the direct passenger tariffs be so much higher than those for the journey broken at Hegyeshalom *loco* as to entail an appreciable decrease in the receipts of the Hungarian State Railways, these railways and the Austrian Federal Railways shall jointly take any measures necessary to prevent the Hungarian Railways from suffering loss.

2. As regards the transport of agricultural articles to be specified by the Hungarian State Railways, when these articles are to be exported from Hungary to Austria or in transit through Austria, the Austrian Federal Railways shall concede, when establishing the direct tariffs for goods despatched via the point of junction of Szentgotthárd, the tariff reductions which were applied to the same category of goods up to May 1, 1929. The same shall apply when these agricultural articles do not actually pass through Szentgotthárd but pass through another point on the Austro-Hungarian frontier, in accordance with the traffic regulations of the railway administration.

3. As regards categories of goods other than those mentioned in paragraph 2, the Austrian Federal Railways shall, on the request of the Hungarian State Railways, make the same concession, on condition that these two railway administrations conclude an agreement fixing suitable compensation for the transport on these goods of the Szentgotthárd frontier section.

Ad Article 11, paragraph 2.

It is understood that the agents of the foreign connecting railway permanently stationed in a frontier station shall, in so far as they have dealings with the public, be required to learn the official language of the country.

If it is found, in the case of individual officials, that, in spite of the fact that they have been employed for a long period, they do not know the language in question, these employees shall be withdrawn in agreement between the two Governments.

Withdrawals asked for by one of the Contracting Parties shall be effected with the least possible delay.

Ad Article 13.

Etant donné que le transit entre le Royaume de Hongrie et la République d'Autriche fonctionnait déjà avant l'entrée en vigueur du traité et qu'ainsi le service commun des gares frontières a déjà commencé dans une mesure plus ou moins large, les accords relatifs au raccordement des réseaux devront contenir des dispositions transitoires assurant également la compensation des prestations effectuées de part et d'autre, compte tenu des circonstances de fait, pendant la période qui s'est écoulée depuis le début des divers trafics jusqu'à l'entrée en vigueur du présent traité. À cet égard, les principes de ce traité seront applicables par analogie.

Il est convenu qu'en ce qui concerne le traitement accordé aux chemins de fer de l'Etat hongrois en Autriche et le traitement accordé aux chemins de fer fédéraux autrichiens dans le Royaume de Hongrie, aucune distinction ne sera faite, que ces chemins de fer d'Etat (fédéraux) soient exploités par l'Etat (la Confédération) directement ou par l'intermédiaire d'entreprises d'Etat spéciales, même possédant une personnalité juridique propre.

Les deux Parties contractantes conviennent que le Protocole, conclu à Vienne le 19 janvier 1922, concernant la réglementation provisoire de certaines questions relatives au trafic du raccordement des chemins de fer entre la Hongrie et l'Autriche, se trouvera abrogé à l'entrée en vigueur du présent traité. Toutefois, les dispositions pertinentes de ce protocole resteront provisoirement applicables jusqu'à la conclusion prévue à l'article 13 des accords relatifs à la soudure des réseaux.

BUDAPEST, le 30 juin 1930.

Tormay GÉZA *m. p.*

PÖSCHMANN *m. p.*

Ad Article 13.

In view of the fact that the transit service between the Kingdom of Hungary and the Republic of Austria was opened before the coming into force of the Treaty and that the common service of the frontier stations had already commenced in varying degrees, the agreements relating to the connecting-up of the systems shall contain temporary provisions ensuring payment for services rendered on both sides during the period from the commencement of the various categories of traffic to the date of the coming into force of the present Treaty, regard being had to the particular circumstances of the case. The principles of this Treaty shall apply *mutatis mutandis* to this point.

It is understood that, as regards the treatment accorded to the Hungarian State Railways in Austria and that accorded to the Austrian Federal Railways in the Kingdom of Hungary, no distinction shall be made between cases where these State (Federal) Railways are worked by the State (Confederation) direct and those in which they are worked through special State undertakings, whether or no the latter enjoy public law standing or not.

The two Contracting Parties agree that the Protocol concluded at Vienna on January 19, 1922, concerning the provisional settlement of certain questions relating to Railway Junction traffic between Hungary and Austria, shall cease to be valid on the coming into force of the present Treaty. Nevertheless, the relevant provisions of this Protocol shall continue to be provisionally applicable until the conclusion, provided for in Article 13, of the Agreements relating to Junction traffic.

BUDAPEST, *June* 30, 1930.

Tormay GÉZA, *m. p.*

PÖSCHMANN, *m. p.*

AUTRICHE ET HONGRIE

Traité de commerce comportant les accords suivants :

1. Accord concernant la remise en vigueur de la Convention commerciale du 8 février 1922 et de la Convention sur l'aide réciproque en matière de dédouanement, etc., avec protocole ;
 2. Avenant à la Convention commerciale du 8 février 1922, avec annexes et protocole final ;
 3. Accord concernant le trafic des animaux, des matières premières et des produits d'origine animale (Accord relatif aux épizooties), avec annexe et protocole final ;
 4. Arrangement général concernant l'exportation.
- Signés à Vienne, le 30 juin 1931.
-

AUSTRIA AND HUNGARY

Treaty of Commerce comprising the following Agreements :

1. Agreement regarding the Renewal of the Commercial Convention of February 8, 1922, and of the Convention regarding mutual Assistance in the matter of Customs Clearance, etc., with Protocol ;
 2. Additional Agreement to the Commercial Convention of February 8, 1922, with Annexes and Final Protocol ;
 3. Agreement concerning Traffic in Animals and in Raw Materials and Products of Animal Origin (Convention on Epizootic Diseases), with Annex and Final Protocol ;
 4. General Arrangement regarding Exports.
- Signed at Vienna, June 30, 1931.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

N^o 2800. — KERESKEDELMI SZERZŐDÉS¹ A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG KÖZÖTT. ALÁÍRATOTT WIEN BEN 1931 ÉVI JUNIUS HÓ 30. NAPJÁN.

Textes officiels allemand et hongrois communiqués par le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 1^{er} septembre 1931.

Ő FŐMÉLTÓSÁGA MAGYARORSZÁG KORMÁNYZÓJA ÉS AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG SZÖVETSÉGI ELNÖKE ama óhajtól vezérelve, hogy a két ország termékeinek cseréjét a kölcsönös kivitelt lehetőleg megkönnyítő intézkedések létesítésével fokozzák, megnevezték meghatalmazottaikat és pedig ;

O FŐMÉLTÓSÁGA MAGYARORSZÁG KORMÁNYZÓJA :

Sédeni és remetei gróf AMBRÓZY LAJOS bécsi rendkívüli követ és meghatalmazott minisztert ;

AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG SZÖVETSÉGI ELNÖKE :

SCHOBER János dr. alkancellár és szövetségi külügyminisztert ;

Akik jó és kellő alakban talált meghatalmazásaik kicserélése után a következőkben állapodtak meg :

I. cikk.

A Magyar Királyság és az Osztrák Köztársaság között a következő egyezmények kötötnek :

1. Egyezmény az 1922. évi február hó 8-án kötött Kereskedelmi Egyezménynek, ² továbbá a vámkezelésnél való kölcsönös támogatás, a vámjövedéki kihágások megakadályozása, üldözése és megbüntetése, valamint a vámjövedéki büntető ügyekben nyújtandó kölcsönös jogsegély tárgyában kötött egyezménynek újból való életbeléptetése tárgyában ;

2. Pótegyezmény az előbb említett Kereskedelmi Egyezményhez ;

3. Egyezmény az állatok, állati nyersanyagok és termékek forgalma tárgyában (állategészségügyi egyezmény) ;

4. A kivitelre vonatkozó Általános Egyezmény.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 6 août 1931.

² Vol. XVI, page 19, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nº 2800. — HANDELSVERTRAG¹ ZWISCHEN DEM KÖNIGREICH UNGARN UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH. GEZEICHNET IN WIEN AM 30. JUNI 1931.

German and Hungarian official texts communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place September 1st, 1931.

SEINE DURCHLAUCHT DER REICHsverwesER DES KÖNIGREICHES UNGARN und DER BUNDES-PRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH, von dem Wunsche geleitet, den Austausch von Erzeugnissen der beiden Länder durch Schaffung tunlichster Erleichterungen für die beiderseitige Ausfuhr zu steigern, haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt :

SEINE DURCHLAUCHT DER REICHsverwesER DES KÖNIGREICHES UNGARN :

Ludwig Grafen AMBRÓZY VON SÉDEN UND REMETE, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Wien ;

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Dr. Johann SCHÖBER, Vizekanzler und Bundesminister für die Auswärtigen Angelegenheiten ;

die nach Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgendes übereingekommen sind :

Artikel 1.

Zwischen dem Königreich Ungarn und der Republik Österreich werden folgende Abkommen abgeschlossen :

1. Ein Abkommen, betreffend die Wiederinkraftsetzung des Handelsübereinkommens² vom 8. Februar 1922 und das Übereinkommens über die wechselseitige Unterstützung bei der Zollabfertigung, über die Verhütung, Verfolgung und Bestrafung von Zollzuwiderhandlungen und über die gegenseitige Rechtshilfe in Zollstrafsachen ;

2. ein Zusatzabkommen zu dem vorerwähnten Handelsübereinkommen ;

3. ein Abkommen, betreffend den Verkehr mit Tieren, tierischen Rohstoffen und Produkten (Tierseuchenübereinkommen) ;

4. eine allgemeine Vereinbarung betreffend die Ausfuhr.

¹ The exchange of ratifications took place at Budapest, August 6, 1931.

² Vol. XVI, page 19, of this Series.

2. cikk.

Az 1. cikkben felsorolt egyezmények, amelyek szerves egészet alkotnak, legrövidebb időn belül fognak megerősítettetni. A megerősítő okiratok Budapesten kerülnek kicserélésre. Az egyezmények 1931. évi július hó 15-én érvénybe lépnek, ha addig Magyarországon rendeleti uton életbeléptették és Ausztriában a Nemzeti Tanács által történt alkotmányos jóváhagyás után megerősítették. Erről a két kormány értesíteni fogja egymást. Az 1. cikkben felsorolt egyezmények 1932. évi június hó 30-áig maradnak érvényben. A megállapodások első ízben ezen határidő letelte előtt 3 hónappal és később minden év július hó 1-én mondhatók fel azzal a hatállyal, hogy érvényük a elmondás napjától számított hat hónap múlva szűnik meg.

Minek hiteléül a meghatalmazottak a jelen Kereskedelmi Szerződést aláírták és pecsétjükke ellátták.

Kelt kettős kiállításban, magyar és német nyelven Wienben, 1931. évi június hó 30. napján.

(P. H.) Gróf AMBRÓZY LAJOS s. k.

(P. H.) SCHÖBER s. k.

EGYEZMÉNY

A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG KÖZÖTT 1922. ÉVI FEBRUÁR HÓ 8-ÁN LÉTESÍTETT KERESKEDELMI EGYEZMÉNYNEK, TOVÁBBÁ A VÁMKEZELÉSNÉL VALÓ KÖLCSÖNÖS TÁMOGATÁS, A VÁMJÖVEDÉKI KIHÁGÁSOK MEGAKADÁLYOZÁSA, ÜLDÖZÉSE ÉS MEGBÜNTETÉSE, VALAMINT A VÁMJÖVEDÉKI BÜNTETŐ ÜGYEKBE NYUJTANDÓ KÖLCSÖNÖS JOGSEGÉLY TÁRGYÁBAN KÖTÖTT EGYEZMÉNYNEK UJBÓL VALÓ ÉLETBELÉPTETÉSE TÁRGYÁBAN.

Mint hogy a Magyar Királyság és az Osztrák Köztársaság között 1922. évi február hó 7-án létesített Kereskedelmi Egyezmény az azzal egységes egészet képező további egyezményekkel együtt 1931. évi július hó 1-ére felmondott és mint hogy most már a Magas Szerződő Felek újabb egyezményekben állapodtak meg, az alulírott meghatalmazottak a következőkben állapodtak meg :

I. cikk.

A Magas Szerződő Felek megállapodnak abban, hogy az 1922. évi február hó 8-án létesített Kereskedelmi Egyezményt zárójegyzőkönyvével és mellékleteivel együtt, amennyiben az alábbiakban ezzel ellenkező rendelkezés nem foglaltatik 1931. évi július hó 15-étől újból életbeléptetik. A felmondásra vonatkozó határozmányok helyébe a mai napon létesített Kereskedelmi Szerződés határozmányai lépnek.

II. cikk.

Az 1922. évi február hó 8-án kötött Kereskedelmi Egyezmény VII. cikkében megemlített és annak B mellékletében foglalt, Magyarország és Ausztria között közlekedéspolitikai kérdések szabályozása tárgyában 1920. évi december hó 7-én kötött egyezményt a jelen egyezményhez mellékletként csatolt és annak szerves alkotórészét képező, 1931. évi június hó 30.-án aláírt jegyzőkönyv megváltoztatja, illetve kiegészíti.

Artikel 2.

Die im Artikel 1 angeführten Abkommen, die ein einheitliches Ganzes bilden, werden so bald als möglich ratifiziert werden und die Ratifikationsurkunden werden in Budapest ausgetauscht werden. Sie werden am 15. Juli 1931 in Geltung treten, wenn sie bis dahin in Ungarn im Verordnungswege in Kraft gesetzt und in Österreich nach verfassungsmässiger Genehmigung durch den Nationalrat ratifiziert worden sind. Hierüber werden sich die beiderseitigen Regierungen Mitteilung machen. Die im Artikel 1 angeführten Abkommen werden bis zum 30. Juni 1932 in Geltung bleiben. Sie können erstmalig 3 Monate vor Ablauf dieses Termins und späterhin in jedem Jahre am 1. Juli mit der Wirkung gekündet werden, dass ihre Geltung nach sechs Monaten, vom Tage der Kündigung gerechnet, erlischt.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Handelsvertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigesetzt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung in ungarischer und deutscher Sprache zu Wien, am 30. Juni 1931.

(L. S.) Graf L. AMBRÓZY *m. p.*

(L. S.) SCHÖBER *m. p.*

ABKOMMEN

BETREFFEND DIE WIEDERINKRAFTSETZUNG DES AM 8. FEBRUAR 1922 ABGESCHLOSSENEN HANDELSÜBEREINKOMMENS ZWISCHEN DEM KÖNIGREICH UNGARN UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DES ÜBEREINKOMMENS ÜBER DIE WECHSELSEITIGE UNTERSTÜTZUNG BEI DER ZOLLABFERTIGUNG, ÜBER DIE VERHÜTUNG, VERFOLGUNG UND BESTRAFUNG VON ZOLLZUWIDERHANDLUNGEN UND ÜBER DIE GEGENSEITIGE RECHTSHILFE IN ZOLLSTRAFSACHEN.

Nachdem das am 8. Februar 1922 abgeschlossene Handelsübereinkommen zwischen dem Königreich Ungarn und der Republik Österreich samt den mit ihm ein einheitliches Ganzes bildenden weiteren Abkommen auf den 1. Juli 1931 gekündigt wurde und nachdem die Hohen Vertragsschliessenden Teile sich nunmehr über neue Vereinbarungen geeinigt haben, sind die unterzeichneten Bevollmächtigten über folgendes übereingekommen :

Artikel I.

Die Hohen Vertragsschliessenden Teile kommen überein, das am 8. Februar 1922 abgeschlossene Handelsübereinkommen samt Schlussprotokoll und Anlagen, soweit im folgenden nichts anderes bestimmt ist, ab 15. Juli 1931 wieder in Kraft zu setzen. An Stelle der die Kündigung betreffenden Bestimmungen treten jene des am heutigen Tage abgeschlossenen Handelsvertrages.

Artikel II.

Das im Artikel VII des Handelsübereinkommens vom 8. Februar 1922 angeführte und in dessen Beilage B enthaltene Übereinkommen vom 7. Dezember 1920 über die Regelung verkehrspolitischer Fragen zwischen Ungarn und Österreich wird durch das dem gegenwärtigen Abkommen als Anlage beigeschlossene und einen integrierenden Bestandteil desselben bildende Protokoll vom 30. Juni 1931 abgeändert, beziehungsweise ergänzt.

III. cikk.

A Magas Szerződő Felek mindegyike kötelezi magát arra, hogy a vámügyi természetű alakiságok egyszerűsítése tárgyában Genfben, 1923. évi november hó 3-án kötött nemzetközi egyezmény¹ határozmányait a kölcsönös forgalomban alkalmazni fogja. Az igazolványokat ennél fogva az 1922. évi február hó 8-án kötött Kereskedelmi Egyezmény C mellékletében foglalt minta helyett a jelzett nemzetközi egyezmény 10. cikkéhez mellékelt minta szerint kell kiállítani.

IV. cikk.

A Magas Szerződő Felek megállapodnak abban, hogy a vámkezelésnél való kölcsönös támogatás, a vámjövédéki kihágások megakadályozása, üldözése és megbüntetése, valamint a vámjövédéki büntető ügyekben nyújtandó kölcsönös jogsegély tárgyában létesített egyezményt, az a) és b) mintákkal, valamint a melléklettel együtt, amelynek a kölcsönös forgalomban való alkalmazásához való hozzájárulását a két kormány az 1923. évi február 20-iki jegyzékváltásában kijelentette és amely a Kereskedelmi Egyezmény XI. cikkének második bekezdése értelmében az egyezmény szerves alkotórészének tekintendő, 1931. évi július hó 15-étől kezdve újból életbe léptetik. Egyetértés áll fenn arra vonatkozólag, hogy a határforgalom könnyítése tárgyában 1926. évi június hó 14-én kötött egyezmény², amelynek életbelépésével az 1923. évi február hó 20-iki jegyzékváltásban ugyancsak említett, a határforgalom könnyítésére vonatkozó egyezmény határozmányai hatályukat veszítették, az 1922. évi február hó 8-iki Kereskedelmi Egyezménynek a bevezetésben említett felmondása által nem érintetett.

Minek hitelül a meghatalmazottak jelen egyezményt aláírták és pecsétjükkel ellátták.

Kelt kettős kiállításban, magyar és német nyelven Wienben, 1931. évi június hó 30. napján.

(P. H.) Gróf AMBRÓZY LAJOS s. k.

(P. H.) SCHÖBER s. k.

JEGYZÖKÖNYV.

As alulírt meghatalmazottak megállapodtak abban, hogy az 1920. évi december hó 7-én a Magyar Királyi Külügyminisztériumban felvett jegyzőkönyv által, továbbá az 1922. évi január hó 17-én Wienben a Szövetségi Külügyminisztériumban felvett jegyzőkönyv által kiegészített és módosított, 1920. évi december hó 7-én Magyarország és Ausztria között közlekedéspolitikai kérdések szabályozása tárgyában kötött egyezmény (a Magyar Királyság és az Osztrák Köztársaság között 1922. évi február hó 8-án kötött Kereskedelmi Egyezmény B melléklete) az alábbi módon módosíttassék, illetve kiegészíttessék :

1. Az egyezmény 1. pontjában az 1922. évi január hó 17-iki jegyzőkönyv szövegezése szerinti első két bekezdés törlendő.

2. Az egyezmény 3. pontjában az első bekezdésben a « vagy Magyarországon át » szavak után az « Ausztriába vagy » szavak beszurandók.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; vol. XCII, page 370 ; et vol. CXI, page 404, de ce recueil.

² Vol. LXI, page 123, de ce recueil.

Artikel III.

Die beiden Vertragschliessenden Teile verpflichten sich, die Bestimmungen der Genfer Internationalen Konvention¹ zur Vereinfachung der Zollformalitäten vom 3. November 1923 im gegenseitigen Verkehr anzuwenden. Die Gewerbelegitimationskarten sind daher nach dem dem Artikel 10 dieser Internationalen Konvention angeschlossenen Muster, statt nach dem in der Anlage C des Handelsübereinkommens vom 8. Februar 1922 enthaltenen Muster auszufertigen.

Artikel IV.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile kommen überein, das Übereinkommen über die wechselseitige Unterstützung bei der Zollabfertigung, über die Verhütung, Verfolgung und Bestrafung von Zollzuwiderhandlungen und über die gegenseitige Rechtshilfe in Zollstrafsachen (samt Muster *a*) und *b*) und der Anlage), mit dessen Anwendung im gegenseitigen Verkehr sich die beiden Regierungen laut Notenwechsel vom 20. Februar 1923 einverstanden erklärt haben und das gemäss Artikel XI (zweiter Absatz) des Handelsübereinkommens als integrierender Bestandteil desselben gilt, ab 15. Juli 1931 wieder in Kraft zu setzen. Es besteht Einverständnis, dass das am 14. Juli 1926² abgeschlossene Übereinkommen, betreffend Erleichterungen im Grenzverkehr, mit dessen Inkrafttreten die Bestimmungen des im Notenwechsel vom 20. Februar 1923 gleichfalls erwähnten Übereinkommens, betreffend Erleichterungen im Grenzverkehr, ihre Gültigkeit verloren haben, durch die eingangs erwähnte Kündigung des Handelsübereinkommens vom 8. Februar 1922 nicht berührt wurde.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und ihre Siegel begedrückt.

So geschehen, in doppelter Ausfertigung in ungarischer und deutscher Sprache, zu Wien, am 30 Juni 1931.

(L. S.) Graf L. AMBRÓZY *m. p.*

(L. S.) SCHÖBER *m. p.*

PROTOKOLL.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten sind übereingekommen, das durch das Protokoll, aufgenommen im Königlich Ungarischen Ministerium des Äusseren am 7. Dezember 1920, und durch das Protokoll, aufgenommen im Bundesministerium für Äusseres in Wien am 17. Jänner 1922, ergänzte und abgeänderte Übereinkommen über die Regelung verkehrspolitischer Fragen zwischen Ungarn und Österreich vom 7. Dezember 1920 (Anlage B des am 8. Februar 1922 geschlossenen Handelsübereinkommens zwischen dem Königreiche Ungarn und der Republik Österreich) in folgender Weise abzuändern, beziehungsweise zu ergänzen :

1. Im Punkt 1 des Übereinkommens sind die beiden ersten Absätze in der Fassung des Protokolles vom 17. Jänner 1922 zu streichen.

2. Im Punkt 3 des Übereinkommens ist im ersten Absatz nach den Worten „oder durch Ungarn nach“ einzuschalten „Österreich oder nach“.

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 325 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; Vol. XCII, page 370 ; and Vol. CXI, page 404, of this Series.

² Vol. LXI, page 123, of this Series.

3. Ugyane pontban az első bekezdés utolsó mondatában a « vagy Ausztrián át » szavak után a « Magyarországra vagy » szavak beszurandók.

4. Az egyezmény 7. pontjában a « saját területeik között, valamint az egyik fél területei és harmadik állam között a másik fél területén át » szavak helyett a következő szöveg veendő fel : « az egyik fél területei és a másik fél területei között, az egyik fél területei közötti, a másik fél területein áthaladó átmeneti forgalomban, valamint az egyik fél területei és harmadik államoknak területei között a másik fél területein áthaladó átmeneti forgalomban ».

5. Az 1920. évi december hó 7-iki jegyzőkönyvben az 1922. évi január hó 17-iki jegyzőkönyv szövegezése szerinti « as 1. ponthoz » határozmányok törlendők.

Kelt kettős kiállításban, magyar és német nyelven Wienben, 1931. évi június hó 30. napján.

Gróf AMBRÓZY LAJOS s. k.

SCHOBER s. k.

PÓTEGYEZMÉNY

A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG KÖZÖTT 1922. ÉVI FEBRUÁR HÓ 8-ÁN
BUDAPESTEN KÖTÖTT KERESKEDELMİ EGYEZMÉNYHEZ.

Minthogy a Magas Szerződő Felek megállapodtak abban, hogy az 1922. évi február hó 8-án megkötött és a mai napon ugyancsak létesített egyezmény által újból életbeléptetett Kereskedelmi Egyezményhez Pótegyezményt kötnek, az alulírott meghatalmazottak a következőkben állapodtak meg :

I. cikk.

Azok a Magyarországból érkező, magyar származású termények és gyártmányok, amelyek a fenti egyezményhez csatolt *A* tarifamellékletben felsoroltattak, Ausztriába való bevitelük alkalmával nem fognak az említett tarifamellékletben megállapított vámoknál magasabb vámok alá esni.

Azok az Ausztriából érkező, osztrák származású termények és gyártmányok, amelyek a fenti egyezményhez csatolt *B* tarifamellékletben felsoroltattak, Magyarországra való behozataluk alkalmával nem fognak az említett tarifamellékletben megállapított vámoknál magasabb vámok alá esni.

Ezek a határozmányok azonban semmiképen sem érintik az említett magyar vagy osztrák származású áruknak az 1922. éi február hó 8-án létesített Kereskedelmi Egyezmény III. cikkében foglaltak értelmében a legnagyobb kedvezmény szerinti elbánásra való igényét.

II. cikk.

A Magas Szerződő Felek mindegyike kötelezettséget vállal aziránt, hogy a másik Fél beleegyezése nélkül egy cikkre sem fog kiviteli prémiumot engedélyezni, bármilyen elnevezés alatt vagy bármilyen formában történjék is ez.

Mindazonáltal azok a vámok, amelyek a belföldli áruk előállításához vagy feldolgozásához felhasznált anyagokat terhelik, valamint azok a belső adók, amelyek ugyanoly áruk előállítását,

3. Im gleichen Punkt ist im letzten Satz des ersten Absatzes nach den Worten „oder durch Österreich“ einzuschalten „nach Ungarn oder“.

4. Im Punkt 7 des Übereinkommens ist an Stelle der Worte „zwischen ihren Gebieten sowie zwischen den Gebieten des einen Teiles und dritten Staaten über die Gebiete des anderen Teiles“ zu setzen „zwischen den Gebieten des einen Teiles und den Gebieten des anderen Teiles, zwischen den Gebieten des einen Teiles im Durchzuge durch die Gebiete des anderen Teiles sowie zwischen den Gebieten des einen Teiles und den Gebieten dritter Staaten im Durchzuge durch die Gebiete des anderen Teiles“.

5. Im Protokoll vom 7. Dezember 1920 sind die Bestimmungen „Zu Punkt 1“ in der Fassung des Protokolls vom 17. Jänner 1922 zu streichen.

So geschehen in doppelter Ausfertigung in ungarischer und deutscher Sprache zu Wien, am 30. Juni 1931.

Graf L. AMBRÓZY *m. p.*

SCHOBER *m. p.*

ZUSATZABKOMMEN

ZU DEM ZWISCHEN DEM KÖNIGREICH UNGARN UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH AM 8. FEBRUAR 1922
IN BUDAPEST GESCHLOSSENEN HANDELSÜBEREINKOMMEN.

Nachdem die Hohen Vertragschliessenden Teile übereingekommen sind, zu dem Handelsübereinkommen vom 8. Februar 1922, das durch ein am heutigen Tage gleichfalls abgeschlossenes Abkommen wieder in Kraft gesetzt wird, ein Zusatzabkommen zu schliessen, haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgendes vereinbart :

Artikel I.

Natur- und Gewerbeerzeugnisse ungarischen Ursprungs, die aus Ungarn herkommen und die in der diesem Abkommen beigeschlossenen Tarifieranlage A angeführt sind, werden bei der Einfuhr nach Österreich keinen höheren Zöllen als den in der genannten Anlage vereinbarten unterliegen.

Natur- und Gewerbeerzeugnisse österreichischen Ursprungs, die aus Österreich herkommen und die in der diesem Abkommen beigeschlossenen Tarifieranlage B angeführt sind, werden bei der Einfuhr nach Ungarn keinen höheren Zöllen als den in der genannten Anlage vereinbarten unterliegen.

Diese Bestimmungen beeinträchtigen jedoch für die genannten Erzeugnisse ungarischen oder österreichischen Ursprungs in keiner Weise das Anrecht auf die meistbegünstigte Behandlung im Sinne des Artikels III des Handelsübereinkommens vom 8. Februar 1922.

Artikel II.

Jeder der Vertragschliessenden Teile verpflichtet sich, ohne die Einwilligung des anderen Teiles für keinen Artikel Ausfuhrprämien zu gewähren, unter welcher Bezeichnung oder in welcher Form es auch sein möchte.

Die Zölle, die auf den zur Erzeugung oder Zubereitung einheimischer Waren verwendeten Stoffen lasten, sowie die inneren Abgaben, welche die Erzeugung oder Zubereitung der gleichen

vagy feldolgozását, vagy pedig az azok előállításához felhasznált anyagokat terhelik, olyan áruk kivitelénél, amelyek után a kérdéses köztartozások lerovattak, vagy pedig amelyek olyan anyagokból állítottak elő, amelyek után az említett vámok vagy köztartozások lerovattak, egészben vagy részben visszatéríthetők.

III. cikk.

Arra az esetre, ha az osztrák kormány az osztrák vámtarifa tételeinél aranykoronáról schillingre térne át, megegyezés történt arra nézve, hogy a jelen Pótegyezmény A tarifamellékletében (az osztrák vámtarifához) aranykoronában kifejezett vámtételek a következő alapelvek szerint fognak schillingre átszámíttatni:

1. A bezárólag 1 koronáig szóló vámtételek olykép számíttatnak át schillingekre, hogy 0.005 S-ig terjedő összegek figyelmen kívül maradnak, 0.005 S-et meghaladó összegek 0.01 S-re felkerekíttetnek.

2. Egy koronán felül a 10 koronáig bezárólag terjedő vámtételek olyképen számíttatnak át schillingekre, hogy 0.025 S-ig terjedő összegek figyelmen kívül maradnak, 0.025 S-től 0.075 S-ig bezárólag terjedő összegek 0.05 S-re kerekíttetnek ki és 0.075 S-et meghaladó összegek 0.1 S-re felkerekíttetnek.

3. 10 koronán felül és 50 koronáig bezárólag terjedő vámtételek olykép számíttatnak át schillingekre, hogy 0.05 S-ig terjedő összegek figyelmen kívül maradnak és 0.05 S-et meghaladó összegek 0.1 S-re felkerekíttetnek.

4. 50 koronán felül és 100 koronáig bezárólag terjedő vámtételek olyképen számíttatnak át schillingekre, hogy 0.25 S-ig terjedő összegek figyelmen kívül maradnak, 0.25 S-től 0.75 S-ig bezárólag terjedő összegek 0.5 S-re kerekíttetnek ki és 0.75 S-en felüli összegek 1 S-re felkerekíttetnek.

5. 100 koronán felüli és 300 koronáig bezárólag terjedő vámtételek olykép számíttatnak át schillingekre, hogy 0.5 S-ig terjedő összegek figyelmen kívül maradnak és 0.5 S-et meghaladó összegek 1 S-re felkerekíttetnek.

6. 300 koronán felüli és 500 koronáig bezárólag terjedő vámtételek olykép számíttatnak át schillingekre, hogy 2.5 S-ig terjedő összegek figyelmen kívül maradnak, 2.5 S-től és 7.5 S-ig bezárólag terjedő összegek 5 S-re kikerekíttetnek és 7.5 S-en felüli összegek 10 S-re felkerekíttetnek.

7. 500 koronán felüli vámtételek olykép számíttatnak át schillingekre, hogy 5 S-ig terjedő összegek figyelmen kívül maradnak és 5 S-et meghaladó összegek 10 S-re felkerekíttetnek.

Minek hiteléül a meghatalmazottak a jelen Pótegyezményt aláírták és pecsétjükkel ellátták.

Kelt Wienben, 1931. évi június hó 30. napján kettős kiállításban, magyar és német nyelven.

(P. H.) Gróf AMBRÓZY LAJOS s. k.

(P. H.) SCHÖBER s. k.

Waren oder der bei ihrer Herstellung gebrauchten Stoffe belasten, dürfen jedoch bei der Ausfuhr der Waren, welche die fraglichen Abgaben entrichtet haben oder welche aus Stoffen hergestellt wurden, welche die erwähnten Zölle oder Abgaben entrichtet haben, ganz oder teilweise zurück-erstattet werden.

Artikel III.

Für den Fall, als die österreichische Regierung die Ansätze des österreichischen Zolltarifes von Goldkronen auf Schilling umstellen sollte, wird vereinbart, dass die in Goldkronen erstellten Zollsätze der Tarifieranlage A (zum österreichischen Zolltarif) des gegenwärtigen Zusatzabkommens nach folgenden Grundsätzen in Schilling umzurechnen sind :

1. Zollsätze bis einschliesslich 1 K werden derart in Schilling umgerechnet, dass Beträge bis 0.005 S unberücksichtigt bleiben, und Beträge über 0.005 S auf 0.01 S aufgerundet werden.
2. Zollsätze über 1 K bis einschliesslich 10 K werden derart in Schilling umgerechnet, dass Beträge bis 0.025 S unberücksichtigt bleiben, Beträge über 0.025 S bis einschliesslich 0.075 S auf 0.05 S auf-, beziehungsweise abgerundet und Beträge über 0.075 S auf 0.1 S aufgerundet werden.
3. Zollsätze über 10 K bis einschliesslich 50 K werden derart in Schilling umgerechnet, dass Beträge bis 0.05 S unberücksichtigt bleiben und Beträge über 0.05 S auf 0.1 S aufgerundet werden.
4. Zollsätze über 50 K bis einschliesslich 100 K werden derart in Schilling umgerechnet, dass Beträge bis 0.25 S unberücksichtigt bleiben, Beträge über 0.25 S bis einschliesslich 0.75 S auf 0.5 S auf-, beziehungsweise abgerundet und Beträge über 0.75 S auf 1 S aufgerundet werden.
5. Zollsätze über 100 K bis einschliesslich 300 K werden derart in Schilling umgerechnet, dass Beträge bis 0.5 S unberücksichtigt bleiben und Beträge über 0.5 auf 1 S aufgerundet werden.
6. Zollsätze über 300 K bis einschliesslich 500 K werden derart in Schilling umgerechnet, dass Beträge bis 2.5 S unberücksichtigt bleiben und Beträge über 2.5 S bis einschliesslich 7.5 S auf 5 S ab-, beziehungsweise aufgerundet und Beträge über 7.5 S auf 10 S aufgerundet werden.
7. Zollsätze über 500 K werden derart in Schilling umgerechnet, dass Beträge bis 5 S unberücksichtigt bleiben und Beträge über 5 S auf 10 S aufgerundet werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Zusatzabkommens unterzeichnet und ihr Siegel beigesetzt.

So geschehen zu Wien, am 30. Juni 1931, in doppelter Ausfertigung in ungarischer und deutscher Sprache.

(L. S.) Graf L. AMBRÓZY *m. p.*

(L. S.) SCHÖBER *m. p.*

A) MELLÉKLET

(AZ OSZTRÁK VÁMTARIFÁHOZ).

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám aranykoronában
5-ből	Őrölt paprika	100 kg-kint 25.—
28-ből	Köles	1.50
30-ből	Hüvelyesek : Bab	3.— vm.
31-ből	Bükköny, csillagfürt	
	Liszt és más malomipari termék (darált, zúzott, hántolt magvak; árpagyöngy, derce, dara) gabonából és hüvelyesekből :	
	a) árpagyöngy	1.50 pótlék 150 kg árpa vámjához
	b) hántolt köles	3.50
	c) hántolt borsó	2.— pótlék 150 kg borsó vámjához
	d) liszt és más malomipari termék búzából vagy rozsból . . .	3.50 pótlék a megfelelő ga- bona 200 kg- jának vámjá- hoz
	e) liszt és más malomipari termék más gabonából, mint búzából, rozsból, tengeriből, tatárkából vagy kölesből	3.50 pótlék a megfelelő ga- bona 150 kg- jának vámjá- hoz
33-ből	Friss csemegeaszó, mindennemű a kereskedelemben szokásos burko- latban legfeljebb 15 kg súlyban	10.—
35-ből	Külön meg nem nevezett friss gyümölcs : a)-ból : Finom csemegegyümölcs : sárgadinnye	vm. 3.—
	ribizke, egres	5.—
	barack, cseresznye, meggy	8.—
	őszi barack és vérbélű őszi barack	
	b)-ból : másféle : görögdinnye	vm. 1.—
	szilva	
	alma : csomagolatlan, július hó 1.-étől november hó 15.-ig . . .	2.—
	másféle	5.—
36 b 1-ből	Gyümölcsvelő és gyümölcscefre, a szilvából való kivételével . .	6.—
38	Hagyma és fokhagyma	3.—

ANLAGE A)

(ZUM ÖSTERREICHISCHEN ZOLLTARIF).

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
aus 5	Gemahlener Paprika	25.—
aus 28	Hirse	1.50
aus 30	Hülsenfrüchte :	
	Bohnen	3.—
	Wicken, Lupinen	frei
aus 31	Mehl und andere Müllereierzeugnisse (gerollte, geschrotete, geschälte Körner ; Graupen, Grütze, Gries) aus Getreide und Hülsenfrüchten :	
	a) Graupen	Zuschlag von 1.50 zum Zoll für 150 kg Gerste
	b) Hirse, geschält	3.50
	c) Erbsen, geschält	Zuschlag von 2.— zum Zoll für 150 kg Erbsen
	d) Mehl und andere Müllereierzeugnisse aus Weizen oder Roggen	Zuschlag von 3.50 zum Zoll für 200 kg der betreffenden Getreideart
	e) Mehl und andere Müllereierzeugnisse aus anderem Getreide als Weizen, Roggen, Mais, Heidekorn und Hirse	Zuschlag von 3.50 zum Zoll für 150 kg der betreffenden Getreideart
aus 33	Weintrauben, frisch, zum Tafelgenuss in handelsüblichen Umschliessungen jeder Art im Gewicht bis 15 kg.	10.—
aus 35	Obst, nicht besonders benanntes, frisch :	
	aus a) feines Tafelobst :	
	Zuckermelonen	frei
	Johannisbeeren, Stachelbeeren	3.—
	Aprikosen, Kirschen, Weichseln	5.—
	Pfirsiche und Blutpfirsiche	8.—
	aus b) anderes :	
	Wassermelonen	frei
	Pflaumen und Hauszwetschken	1.—
	Apfel :	
	unverpackt von 1. Juli bis 15. November	2.—
	andere	5.—
aus 36 b/1	Pülpe, Obstmark und Obstmaische, mit Ausnahme von Pülpe, Mark und Maische von Pflaumen	6.—
38	Zwiebel und Knoblauch	3.—

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám aranykoronában
39-ből	Külön meg nem nevezett főzelék és más növény étkezési célokra, friss :	100 kg-kint
	a)-ból : finom csemege-főzelék :	
	korai burgonya, február hó 15-től július hó 14-ig	vm.
	zöldborsó (hüvelyekben is)	5.—
	zöldbab	3.—
	paradicsom	2.—
	fejes saláta	4.—
	b)-ból : másféle :	
	burgonya, a korai burgonya kivételével	2.—
	minden egyéb, a káposzta kivételével	2.—
40 a 1	Száritott paprikahüvely	10.—
40 c-ből	Paradicsomkonzerv, hordókban vagy hordócskákban	3.—
41 a	Mák (érett mákfejek is)	15.—
42	Here magvak	4.—
45	Mindennemű mag borítékokban és hasonlóknak a kiskereskedelem számára kiserelve	25.—
48 b 3-ből	Gyümölcsfák	12.—
51-ből	Másutt nem említett növények és növényrészek :	
	nyers mályvalevelek, szárítva is	vm.
	kamillapor	vm.
	másféle, gyógy- vagy ipari célra szolgálók, nyersen, szárítva is (az arnikavirág, bodzavirág, ökörfarkkóróvirág, citromfűlevelek és -növények, borsos mentha, zsálya, ürömlével, gyüszüvirág, martilapu, medveszőlő, rhabarbaragyökér és izlandi zuzmó kivételével)	vm.
52	Szarvasmarha :	
	a) vágómarha az 1930. évben Magyarországból eredő osztrák vágómarhabevitel 30 %-ának megfelelő évi mennyiség erejéig	9.—
	b) haszon- és tenyészállat	darabonkint 70.—
	c) növendékmarha	50.—
	d) borjú	8.—
53-ből	Juh	2.—
54-ből	Bárány	0.50
55-ből	Sertés :	
	c) 40 kg-on felül és legfeljebb 150 kg súlyban, az 1930. évben Magyarországból eredő 40 kg-on felüli, legfeljebb 110 kg súlyú sertések osztrák bevitel 50 %-ának megfelelő évi mennyiség erejéig	100 kg-kint 18.—
	d) 150 kg-on felüli súlyban	darabonkint vm.
56-ből	Ló :	
	b) igás- és kocsiló :	
	1. két éven felül :	
	α) hidegvérű fajtájúak	130.—
	β) melegvérű fajtájúak és törzsük és azok egymás közötti kereszteződései	60.—
	2. legfeljebb két évig :	
	α) hidegvérű fajtájúak	75.—
	β) melegvérű fajtájúak és törzsük és azok egymás közötti kereszteződései	30.—
	c) vágásra szánt lovak	100 kg-kint vm.

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
aus 39	Gemüse, nicht besonders benannte, und andere Gewächse für den Küchengebrauch, frisch :	
	aus a) feine Tafelgemüse :	
	Frühkartoffel (vom 15. Februar bis 14. Juli)	frei
	Grüne Erbsen (auch in Schoten)	5.—
	Grüne Bohnen	3.—
	Tomaten	2.—
	Häuptelsalat	4.—
	aus b) andere :	
	Kartoffel mit Ausnahme der Frühkartoffel	2.—
	alle übrigen mit Ausnahme von Kraut	2.—
40 a/1	Getrocknete Paprikaschoten	10.—
aus 40 c	Tomatenkonserven in Fässern oder Fässchen	3.—
41 a	Mohnsamen (auch reife Mohnköpfe)	15.—
42	Kleesaat	4.—
45	Samen aller Art, in Briefen und dergleichen für den Kleinverkauf vorgeordnet	25.—
aus 48 b/3	Obstbäume	12.—
aus 51	Pflanzen und Pflanzenteile, nicht anderweitig tarifiert :	
	Blätter von Eibisch, roh, auch getrocknet	frei
	Kamillengrus	frei
	sonstige, zum Heil- oder Gewerbegebrauch, roh, auch getrocknet (mit Ausnahme von : Blüten von Arnika, Hollunder, Königs- kerze ; Blättern und Krautern von Melisse, Pfefferminze, Salbei ; Blättern von Wermut, Fingerhut, Huflattich, Beeren- traube ; Wurzeln von Rhabarber ; Isländischer Flechte) . . .	frei
52	Rindvieh :	
	a) Schlachtvieh für eine Jahresmenge von 30 vom Hundert der österreichischen Einfuhr an Schlachtvieh aus Ungarn im Jahre 1930	9.— für 1 Stück
	b) Nutz- und Zuchtvieh	70.—
	c) Jungvieh	50.—
	d) Kälber	8.—
aus 53	Schafe	2.—
aus 54	Lämmer	0.50
aus 55	Schweine im Gewicht :	für 100 kg
	c) über 40 kg bis 150 kg für eine Jahresmenge von 50 vom Hun- dert der österreichischen Einfuhr an Schweinen im Gewichte von 40 kg bis 110 kg aus Ungarn im Jahre 1930	18.—
	d) über 150 kg	für 1 Stück frei
aus 56	Pferde :	
	b) Gebrauchspferde :	
	1. über 2 Jahre alt :	
	α) des Kaltblutsschlages	130.—
	β) der Warmblütlerrassen und -Stämme und deren Kreu- zungen untereinander	60.—
	2. bis zum Alter von 2 Jahren :	
	α) des Kaltblutsschlages	75.—
	β) der Warmblütlerrassen und -Stämme und deren Kreu- zungen untereinander	30.—
	c) zum Schlachten	für 100 kg frei

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám arany- koronában
		100 kg-kint
58	<i>Jegyzet:</i> Vágásra szánt lovaknak tekintendők azok a két évnél idősebb lovak, amelyek közvetlenül vasuton szállíttatnak közvágóhidakra vagy a wien-st. marxi vesztegpiacra. Másféle lovak, amennyiben nem esnek az 56 a) szám alá, az 56 b) szám szerint vámkezelendők. Mindennemű szárnyas (a szárnyas vad kivételével):	
	a) élő	8.—
	b) leölt, beleitől tisztítva is:	
	liba	12.—
	minden egyéb	15.—
59 b	Szőrmés és szárnyas vad, leölt, feldarabolva is	20.—
60-ből	Friss hal, a tengeri hal és pisztráng kivételével	20.—
64 a-ből	Baromfitojás ládákban vagy hordókban	20.—
68 a	Ágytoll:	
	1. 80 kg vagy annál nagyobb súlyú csomagolásban:	
	α) nyersen vagy kézzel fosztva	vm.
	β) géppel feldolgozva	70.—
	2. 80 kg-nál kisebb súlyú csomagolásban	100.—
69-ből	Hólyag és bél, friss, sózva vagy szárítva	vm.
72	Sertésháj, sertésszalonna, olvasztva is (disznózsir)	30.—
74 b-ből	Keményített ételzsírok	vm.
77-ből	Szilárd kókuszdióolaj; keményített olajok, a közvetlen élvezetre alkalmasak kivételével	vm.
79 b-ből	Kókuszdióolajzsírsav	6.—
80 b-ből	Kókuszdióolajzsírsav	6.—
81	Degras	vm.
83	Technikai zsíros olajok, ételolajként közvetlenül nem használhatók:	
	a) repceolaj:	
	1. nyers	vm.
	2. tisztított	5.—
	b) másféle, mint lenolaj, faolaj és egyebek	vm.
86-ből	Magyar borpárlat	300.—
87-ből	Bor és must:	
	a)-ból hordókban:	
	10 térfogatszázaléknál nem nagyobb szesztartalommal	30.—
	10 térfogatszázaléknál nagyobb, de 14 térfogatszázalékot meg nem haladó szesztartalommal	35.—
	Tokaj-Hegyalja vidékéről származó borok a szesztartalomra való tekintet nélkül	30.—
	b) palackban	80.—
	<i>Jegyzet:</i> 17,5 térfogatszázaléknál nagyobb szesztartalommal bíró bort mint égetett szeszest italt kell kezelni.	
88-ből	Magyar gyártású és származású pezsgő	150.—
91-ből	Ásványvíz:	
	a)-ból: természetes gyógyvizek a zárójegyzőkönyvben megnevezett magyar forrásokból	1.40
	b)-ból: természetes asztali vizek a zárójegyzőkönyvben megnevezett magyar forrásokból	1.40
93 a és b-ből	Sütemény:	
	1. keksz, töltetlen; cukorral be nem vont kétszersült	60.—
	2. keksz, töltve; ostyaáru, töltve is	74.50
	4. patiencesütemény, biszkvit	84.—
	6. más sütemény (a fehér ostya és mézeskalács kivételével)	86.50

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
58	<i>Anmerkung</i> : Als Pferde zum Schlachten gelten über zwei Jahre alte Pferde, die im Eisenbahntransportwege unmittelbar in öffentliche Schlachthäuser oder auf den Kontumazmarkt in Wien-St. Marx gebracht werden. Andere Pferde sind, soweit sie nicht unter Nr. 56 a fallen, nach Nr. 56 b zu verzollen. Geflügel aller Art (mit Ausnahme des Federwildes) :	
	a) lebend	8.—
	b) tot, auch ausgeweidet :	
	Gänse	12.—
	alle übrigen	15.—
59 b	Wildbret und Federwild, tot, auch zerlegt	20.—
aus 60	Fische, frische, ausgenommen Seefische und Forellen	20.—
aus 64 a	Geflügeleier in Kisten und Fässern	20.—
68 a	Bettfedern in Packungen im Gewicht :	
	1. von 80 kg oder mehr :	
	a) roh oder handgeschlissen	frei
	β) maschinell bearbeitet	70.—
	2. unter 80 kg	100.—
aus 69	Blasen und Därme, frisch, gesalzen oder getrocknet	frei
72	Schweinefett, Schweinespeck, auch geschmolzen (Schweineschmalz	30.—
aus 74 b	Gehärtete Speiseöle	frei
aus 77	Kokosnussöl, festes ; gehärtete Öle, mit Ausnahme der zum unmittelbaren Genuss geeigneten	frei
aus 79 b	Kokosnussölfettsäure	6.—
aus 80 b	Kokosnussölfettsäure	6.—
81	Degras	frei
83	Technische fette Öle, nicht unmittelbar als Speiseöle verwendbar :	
	a) Rüböl :	
	1. roh	frei
	2. raffiniert	5.—
	b) andere, wie Leinöl, Holzöl und sonstige	frei
aus 86	Ungarischer Weinbrand	300.—
aus 87	Wein und Most :	
	aus a) in Fässern mit einem Alkoholgehalt :	
	von nicht mehr als 10 Volumprozent	30.—
	von mehr als 10 Volumprozent, jedoch nicht mehr als 14 Volumprozent	35.—
	Weine aus der Tokaj-Hegyaljaer Gegend ohne Rücksicht auf den Alkoholgehalt	30.—
	b) in Flaschen	80.—
	<i>Anmerkung</i> : Weine mit einem Alkoholgehalt von mehr als 17.5 Volumprozent sind wie gebrannte geistige Flüssigkeiten zu behandeln.	
aus 88	Schaumwein ungarischer Erzeugung und Herkunft	150.—
aus 91	Mineralwässer :	
	aus a) Heilwässer, natürliche, aus den im Schlussprotokolle genannten ungarischen Quellen	1.40
	aus b) Tafelwässer, natürliche, aus den im Schlussprotokolle genannten ungarischen Quellen	1.40
aus 93 a und b	Bäckereien :	
	1. Keks, ungefüllt, und nicht überzuckerter Zwieback	60.—
	2. Keks, gefüllt ; Waffeln, auch gefüllt	74.50
	4. Patiencebäckerei, Biskuit	84.—
	6. Anderes Backwerk (ausgenommen weisse Oblaten und Pfefferkuchen)	86.50

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám aranykoronában
96-ből	Hus : a)-ból : friss, fagyasztott (a tengerentuli fagyasztott hus kivételével), szóva : levágott disznók és disznóhus az 1930. évben Magyarországból eredő levágott disznókból és disznóhusból állott osztrák bevétel 50 %-ának megfelelő évi mennyiség erejéig . . .	100 kg-kint 26.—
	belsőrészek (nyelv kivételével) az 52—57. számok alá tartozó állatokból	10.—
	borjúhus (leölt borjak is)	20.—
	másféle hus, a marhahus kivételével	12.—
97 b-ből	Huskolbász, finom : szalámszerű kolbász, teljesen vagy túlnyomóan marhahusból szalonnáhozátétellel, főve, füstölve is	50.— 60.—
98 a és b-ből	Sajt : Turó	4.—
	Magyar különlegességek, mint : pusztadőri, pálpusztai és rokfartfajtájú sajtok, valamint magyaróvári sajt és más trapistasajtszerű magyar sajt	30.—
104-ből	Keksz és ostyaáru kakaónak csekély mértékű hozzáadása által barnára festett töltelékkel	70.—
	Sütemény csokoládéval kapcsolatban	140.—
106-ből	Gyümölcskonzerv : a)-ból : cukrozott gyümölcs	120.—
	b)-ból : marmelád (gyümölcsíz)	55.—
107-ből	Külön meg nem nevezett élelmiszerek és minden légmentesen elzárt élvezeti cikk, amennyiben nem esik más magasabb tarifátétel alá : c)-ból : főzelékkonzerv : paradicsomkonzerv (légmentesen elzárva)	20.— 40.—
	főzelékkonzerv, főzelék vedrekben (nem légmentesen elzárva)	70.—
	spárga (légmentesen elzárva)	70.—
	d)-ból : marhahuskonzerv : gulyáskonzerv, valamint marhahuskonzervek hüvelyesekből, káposztából vagy burgonyából való hozzátétellel	24.—
	e)-ból : libamájpástétom	180.—
	g)-ból : másféle : Aleuronatliszt, a kisforgalom számára nem kiszerve	18.—
	marmelád (jam)	60.—
	kompót üvegtartályban	60.—
	közönséges huskonzervek (szárnyaskonzervek és pástétomok kivételével), légmentesen elzárva, főzelék-hozzátétellel is	28.—
	füstölt sertés	50.—
	sertéskaraj babbal	60.—
	szárnyaskonzerv, pástétomok, valamint élvezetre készen zsírban sterilizált osztatlan libamáj (foie naturel) és libamájkrém	120.—
108-ből	Barnaszén	vm.
160-ből	Kenderfonál a kisforgalom számára kiszerve : a) egyágú	35.—
	b) cérnázott	65.—

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
aus 96	Fleisch : aus <i>a</i>) frisch, gefroren (mit Ausnahme von überseeischem Gefrierfleisch), gesalzen : Geschlachtete Schweine und Schweinefleisch für eine Jahresmenge von 50 vom Hundert der österreichischen Einfuhr an geschlachteten Schweinen und Schweinefleisch aus Ungarn im Jahre 1930 Innereien (ausgenommen Zungen) von Tieren der Nr. 52—57.	26.— 10.—
	Kalbfleisch auch tote Kälber) sonstiges Fleisch, ausgenommen Rindfleisch	20.— 12.—
aus 97 <i>b</i>	Fleischwürste, feine : salamiartige Wurst, ganz oder überwiegend aus Rindfleisch mit Speckzusatz, gekocht, auch geräuchert Salami ungarischer Erzeugung und Herkunft	50.— 60.—
aus 98 <i>a</i> und <i>b</i>	Käse : Topfen ungarische Spezialitäten, wie Pusstadöry Pálpusztai und Käse der Roquefortart, sowie Magyaróvárer Käse und andere ungarische Käse der Trapistenart	4.— 30.—
aus 104	Keks und Waffeln mit durch geringfügige Beigabe von Kakao braun gefärbter Füllung Bäckereien in Verbindung mit Schokolade	70.— 140.—
aus 106	Obst- und Fruchtkonserven : aus <i>a</i>) kandierte Früchte aus <i>b</i>) Marmeladen	120.— 55.—
aus 107	Esswaren, nicht besonders benannte, und alle luftdicht verschlossenen Genussmittel, soweit sie nicht anderweitig höher tarifieren : aus <i>c</i>) Gemüsekonserven : Tomatenkonserven (luftdicht verschlossen) Gemüsekonserven, Gemüse in Kübeln (nicht luftdicht verschlossen) Spargel (luftdicht verschlossen) aus <i>d</i>) Rindfleischkonserven : Gulyáskonserven, sowie Rindfleischkonserven mit Zutaten von Hülsenfrüchten, Kraut oder Kartoffeln aus <i>e</i>) Gansleberpasteten aus <i>g</i>) andere : Aleuronatmehl, nicht in Packungen für den Kleinverkauf. Marmeladen (Jams) Kompotte in Glasbehältern gewöhnliche Fleischkonserven (mit Ausnahme von Geflügelkonserven und Pasteten), luftdicht verschlossen, auch mit Gemüsezutaten Geselchtes Schweinefleisch Schweinskarre mit Bohnen Geflügelkonserven, Pasteten sowie genussfertig in Fett sterilisierte, ungeteilte Gansleber (foie naturel) und Ganslebercrème	20.— 40.— 70.— 24.— 180.— 18.— 60.— 60.— 28.— 50.— 60.— 120.—
aus 108	Braunkohlen	frei
aus 160	Hanfgarne in Aufmachungen für den Kleinverkauf : <i>a</i>) einfach <i>b</i>) gezwirnt	35.— 65.—

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám aranykoronában
171-ből	Kötéláru és műszaki cikkek : a) kötél és alattság 5 mm vagy annál nagyobb átmérővel, fehérítve, kátrányozva is : 1. 10 mm vagy annál nagyobb átmérővel 2. 10 mm-nél kisebb átmérővel d)-ből : más kötélverőáru és műszaki cikk : 1. kenderheveder 2. kiszabott kötélverőáru kötelekből vagy zsinegből fonva .	100 kg-kint 12.— 15.— 45.— 40.—
189-ből	Nemez és nemezáruk (ily lábszőnyegek kivételével) : b)-ből : hulladéknemez, csíkokba vágva is, a letétbe helyezett minták fajtájára	120.—
	<i>Jegyzet :</i> Darabban levő nemez (méteráru) cipők, ruhaneműek, kalapok, nadrágtartók, himzések, lábszárvédők és bélyegzőpárnák készítése céljából igazolás ellenében	vm.
194-ből	Műselyem : a)-ból : nyersfehér, festetlen : 1-ből : cernázatlan : 75 denier-n alul	vm.
220 a-ből	Férfi és fiúkalapok szalagszerű szalmafonatból, 8 mm-nél nagyobb szélességben, a letétbe helyezett minták fajtájára : felszerelés nélkül felszereléssel	darabonkint 0.30 0.40 100 kg-kint
226 a-ből	Cirokseprő, festett nyéllel is	6.—
227 e-ből	Cirokseprő, fénymázolt vagy fényezett nyéllel	25.—
231	Durva láb- és csomagoló gyékény, festetlen vagy festett : sásból vagy kákából másféle	5.— 12.—
234-ből	Más fonásáru, kosárkötőáru is : a) durva, nyers, fával vagy vassal kapcsolatban is : kosarak és táskák, sásból vagy kákából másféle b) más közönséges, sem pácolva, sem festve, sem firniszelve : táskák, cipők és papucsok, sem fehérítve, sem festve, sem pácolva, áttörésesen fonva is, sásból vagy kákából árúk fűzből, sásfonadékból vagy hántolatlan széknádból . . . másféle	5.— 10.— 10.— 20.— 40.—
252 c-ből	Másutt fel nem sorolt árúk papirosból, papiroslemezről vagy papirosanyagból, másféle : 1-ből : több színben nyomva, tarkapapirosból, arany- vagy ezüstpapirosból vagy ezekkel kapcsolatban képekkel vagy festéssel is : hajtogatott doboz, papirossal nem bevonva tálcsák, tálak, csészék, kenyérkosarak és efféle árúk papirosanyagból, a letétbe helyezett minták fajtájára 2-ből : minden más : tálcsák, tálak, csészék, kenyérkosarak és efféle árúk papirosanyagból, a letétbe helyezett minták fajtájára	40.— 75.— 50.—
295 b-ből	Épület- és haszonfa, hosszában fűrészelve, vágva, hasítva, tovább meg nem munkálva : tölgyfából szőlőkarók, nem fűrészelve	vm. vm.

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
aus 171	Seilerwaren und technische Artikel :	für 100 kg
	a) Seile, Taue, Stricke im Durchmesser von 5 mm oder mehr, auch gebleicht, geteert :	
	im Durchmesser von 10 mm oder mehr	12.—
	im Durchmesser unter 10 mm	15.—
	aus d) andere Seilerwaren und technische Artikel :	
	Hanf Gurten	45.—
	abgepasste Seilerwaren aus Seilen oder Bindfaden geflochten .	40.—
aus 189	Filze und Filzwaren (mit Ausnahme von derlei Fussteppichen) :	
	aus b) Abfallfilze, auch in Streifen geschnitten, nach Art der hinterlegten Muster	120.—
	<i>Anmerkung</i> : Stückfilze (Meterware) zur Erzeugung von Schuhen, Kleidungen, Hüten, Hosenträgern, Stickereien, Gamaschen und Stempelkissen gegen Bestätigung	frei
aus 194	Kunstseide :	
	aus a) rohweiss, nicht gefärbt :	
	aus 1 : einfach :	
	von weniger als 75 Denier	frei
aus 220 a	Herren- und Knabenhüte aus bandartigem Strohgeflecht in der Breite von mehr als 8 mm, nach Art der hinterlegten Muster :	für 1 Stück
	nicht ausgerüstet	0.30
	ausgerüstet	0.40
aus 226 a	Besen aus Zirok, auch mit gefärbtem Stiel	für 100 kg
aus 227 e	Besen aus Zirok mit lackiertem oder poliertem Stiel	6.—
231	Grobe Fussdecken und Matten, ungefärbt oder gefärbt :	25.—
	aus Schilf oder Binsen	5.—
	andere	12.—
aus 234	Sonstige Flechtwaren, auch Korbflechtwaren :	
	a) grobe, roh, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen :	
	Körbe und Taschen aus Schilf oder Binsen	5.—
	andere	10.—
	b) andere gewöhnliche, weder gebeizt, noch gefärbt, noch ge- firnisst :	
	Taschen, Schuhe und Pantoffeln, weder gebleicht, noch gefärbt, noch gebeizt, auch durchbrochen geflochten, aus Schilf oder Binsen	10.—
	Waren aus Weide, Schilfzöpfen oder ungeschältem Stuhlrohr sonstige	20.— 40.—
aus 252 c	Waren aus Papier, Pappe oder Papiermasse, nicht anderweitig tarifert, andere :	
	aus 1. : mehrfarbig bedruckt, aus oder mit Buntpapier, Gold- oder Silberpapier, auch mit Bildern oder Malereien :	
	Faltschachteln, nicht mit Papier überzogen	40.—
	Tabletten, Schüsseln, Tassen, Brotkörbe u. dgl. Waren aus Papiermasse, nach Art der hinterlegten Muster	75.—
	aus 2. : alle übrigen :	
	Tabletten, Schüsseln, Tassen, Brotkörbe u. dgl. Waren aus Papiermasse, nach Art der hinterlegten Muster	50.—
aus 295 b	Bau- und Nutzholz in der Längsrichtung gesägt, geschnitten, ge- spalten, nicht weiter bearbeitet :	
	aus Eiche	frei
	Weinbergstöcke, nicht gesägt	frei

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám aranykoronában
		100 kg-kint
298-ből	Furnirok és többretegű furnirlapok :	
	a)-ból : furnirok :	
	1. nyersen, festve vagy pácolva	10.—
	b)-ból : többretegű furnirlap :	
	1. nyers	12.—
301 b 2-ből	Fabotok (bot- és ernyőfogantyuk is), hajlítva és pácolva (telítve) vagy csak pácolva (telítve)	10.—
301 B c-ből	Butorok :	
	1. hálósobabutor tömör bükkfából, sima vagy parkányozott, pácolva, firniszelve, fénymázolva vagy fényezve :	
	α) keretszerelésű	36.—
	β) félig tömör	42.—
	γ) utánzott teljes tömör kivitelben	56.—
	2. másféle, butoralkotórészek is, közönséges fával furnirozva, továbbá mindennemű butor beégetett, préselt vagy maratott díszítésekkel	100.—
	3. másféle, butoralkotórészek is, finom fával furnirozva, továbbá mindennemű butor finom esztergályos munkával, azonban finom faragás vagy szobrászmunka nélkül	100.—
318	Üvegkörte, villamos izzólámpák számára	30.—
339	Cement :	
	zsugorodásig égetett timföldcement és színes cement 130.000 q évi összmenyiség számára	0.80
	másféle	1.20
340 b	Égetett, oltott mész (marómész)	0.50
352 a-ből	Nem tűzálló téglá agyagból, égetetlen vagy égetett, tovább meg nem munkálva :	
	közönséges fali és kövezettégla	0.14
	közönséges tetőcserép	0.20
	hornyolttetőcserép és üreges téglá (hurdis)	0.80
	mennyezettetőcserép, a letétbe helyezett minták fajtájára	0.60
381 b 3-ből	Fürdőkád, zománcozott	55.—
400 c-ből	Kulcs, surolva	22.—
428 c 1 β és c 2 β-ből	Villamos szerelés céljára szolgáló kisebb tárgyak vörösréz-ből és annak ötvényeiből :	
	nyersen vagy közönségesen megmunkálva	60.—
	finoman megmunkálva	120.—
441 c-ből	Szivattyúk vasból :	
	darabonkint 10.000 kg-nál kisebb, de legalább 1.000 kg súlyban	33.—
	darabonkint 1.000 kg-nál kisebb, de legalább 200 kg súlyban	44.—
	darabonkint 200 kg-nál kisebb, de legalább 100 kg súlyban	46.—
	Malomipari gépek :	
	darabonkint 10.000 kg-nál kisebb, de legalább 1.000 kg súlyban	25.—
	darabonkint 1.000 kg-nál kisebb, de legalább 200 kg súlyban :	
	osztályozó és gabonakondicionáló gépek	25.—
	másféle	30.—
	darabonkint 200 kg-nál kisebb súlyban :	
	osztályozó és gabonakondicionáló gépek	25.—
	másféle	36.—

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
aus 298	Furniere und Sperrholz : aus a) Furniere : 1. roh, gefärbt oder gebeizt	10.—
	aus b) Sperrholz : 1. roh	12.—
aus 301 b 2	Stöcke (auch Stock- und Schirmgriffe) aus Holz, gebogen und gebeizt (getränkt) oder bloss gebeizt (getränkt)	10.—
aus 301 B c	Möbel : 1. Schlafzimmermöbel aus massivem Buchenholz, glatt oder profiliert, gebeizt, gefirnisst, lackiert oder poliert : α) geschnitzt β) halbvoll γ) in Imitations-Vollbauausführung	36.— 42.— 56.—
	2. andere, auch Möbelteile, mit gewöhnlichen Hölzern furniert, dann alle mit eingebrannten, gepressten oder gefrästen Ver- zierungen	100.—
	3. andere, auch Möbelteile, mit feinen Hölzern furniert, dann alle mit feiner Drechslerarbeit, jedoch ohne feine Schnitz- oder Bildhauerarbeit	100.—
318	Glaskolben (Glasbirnen) für elektrische Glühlampen	30.—
339	Zement : Gesinterter Tonerde-Zement und farbiger Zement für eine Gesamtjahresmenge von 130.000 q anderer	0.80 1.20
340 b	Kalk, gebrannt, gelöscht (Aetzkalk)	0.50
aus 352 a	Ziegel, nicht feuerfeste, aus Ton (Lehm), ungebrannt oder gebrannt, nicht weiter bearbeitet : Mauer- und Pflasterziegel, gewöhnliche Dachziegel, gewöhnliche Dachfalzziegel und Hurdís Plafonddeckenziegel nach Art der hinterlegten Muster	0.14 0.20 0.80 0.60
aus 381 b 3	Emailbadewannen	55.—
aus 400 c	Gescheuerte Schlüssel	22.—
aus 428 c 1 β und c 2 β	Kleine Gegenstände für die elektrische Montage aus Kupfer und dessen Legierungen : roh oder gewöhnlich bearbeitet fein bearbeitet	60.— 120.—
aus 441 c	Pumpen aus Eisen im Stückgewicht : unter 10.000 bis 1.000 kg unter 1.000 kg bis 200 kg unter 200 kg bis 100 kg Spezialmaschinen für die Müllerei im Stückgewicht : unter 10.000 kg bis 1.000 kg unter 1.000 kg bis 200 kg : Detacheure und Getreidekonditionierungsapparate andere unter 200 kg : Detacheure und Getreidekonditionierungsapparate andere	33.— 44.— 46.— 25.— 25.— 30.— 25.— 36.—

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám aranykoronában
448	Külön meg nem nevezett villamos készülékek és berendezések, mint: kapcsoló- és kontaktkészülékek, indítók, szabályozók, ellenállások, mindennemű galvánelemek, zsebelemek és zsebakkumulátorok, biztosítók, kapcsolók, foglalatok, villám ellen óvó berendezések, elágazó berendezések beépített szorítókkal, izzólámpakupakok, fűtő- és főzőkészülékek, darabonként:	100 kg-kint
	a) 250 kg és azon felüli súlyban	65.—
	b) 250 kg-on aluli, de legalább 100 kg súlyban	90.—
	c) 100 kg-on aluli, de legalább 20 kg súlyban	90.—
	d) 20 kg-on aluli, de legalább 5 kg súlyban	120.—
	e) 5 kg-on aluli, de legalább 500 gr. súlyban	150.—
	f) 500 gr-on aluli, de legalább 250 gr. súlyban	180.—
	g) 250 gr-on aluli súlyban	165.—
499 d 2	Kénsav, füstölő (oleum)	3.70
510 a-ból	Kazein	vm.
510 f-ből	Sikér	35.—
510 A-ból	Sikér a kisforgalom számára kiszerve	60.—
539 a-ból	Kálikenőszappan, legfeljebb 5 % alkoholtartalommal, lysoform gyártására, engedélyjegyre	10.—
548 e-ből	Játékszer, kaucsukból	90.—
555-ből	Olajpogácsa	vm.

B) MELLÉKLET

(A MAGYAR VÁMTARIFÁHOZ).

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám aranykoronában
77 a-ból	Friss alma, csomagolatlanul, ömlesztve:	100 kg-kint
	1. augusztus hó 15-től november hó 15-ig	2.—
	2. november hó 16-tól augusztus hó 14-ig, továbbá zsákokban legalább 50 kg. nyersúlyban	7.—
81 a	Kerti szamóca (földi eper) június hó 1-től december hó 31-ig . . .	15.—
134-ből	Ásványvíz a zárójegyzéknyelvben megnevezett osztrák forrásokból	vm.
	<i>Jegyzet:</i> Az ásványvízes üvegek elvámolása a mindenkori palackvám szerint történik.	
155-ből	Marcipán- és nougetmassza	100.—
159 c-ből	Csokoládéból vagy csokoládé felhasználásával készült cukorka.	210.—
171-ből	Levesizesítők, leveskockák	150.—
257	Borkősav	30.—
267 a 2	Hidrogén-szuperoxid, 35 %-ig töményített	vm.
270-ből	Káliumklorát	10.—
271 d-ből	Krómtimsó	3.—
274-ből	Nátriumsulfid	vm.

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
448	Nicht besonders benannte elektrische Apparate und Vorrichtungen, wie Schalt- und Kontaktvorrichtungen, Anlasser, Regulatoren, Widerstände, galvanische Elemente aller Art, Taschenbatterien und Taschenakkumulatoren, Sicherungen, Schalter, Fassungen, Blitzschutzvorrichtungen, Abzweigvorrichtungen mit eingebauten Klemmen, Glühlampensockel, Heiz- und Kochapparate, im Stückgewicht :	
	a) von 250 kg oder mehr	65.—
	b) unter 250 kg bis 100 kg	90.—
	c) unter 100 kg bis 20 kg.	90.—
	d) unter 20 kg bis 5 kg	120.—
	e) unter 5 kg bis 500 g	150.—
	f) unter 500 g bis 250 g	180.—
	g) unter 250 g	165.—
499 d 2	Schwefelsäure, rauchende (Oleum)	3.70
aus 510 a	Kasein	frei
aus 510 f	Kleber	35.—
aus 510 A	Kleber in Aufmachungen für den Kleinverkauf	60.—
aus 539 a	Kalischmierseife mit höchstens 5 % Alkoholgehalt zur Lysoform- erzeugung auf Erlaubnisschein	10.—
aus 548 e	Spielwaren aus Kautschuk	90.—
aus 555	Ölkuchen	frei

ANLAGE B)

(ZUM UNGARISCHEN ZOLLTARIF).

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
aus 77 a	Äpfel, frisch, unverpackt, lose verladen :	
	1. vom 15. August bis 15. November	2.—
	2. vom 16. November bis 14. August, sowie in Säcken von min- destens 50 kg Rohgewicht.	7.—
81 a	Gartenerdbeeren, vom 1. Juni bis 31. Dezember	15.—
aus 134	Mineralwässer aus den im Schlussprotokoll genannten österrei- chen Quellen	frei
	Anmerkung : Die Verzollung der Mineralwasserflaschen erfolgt zum jeweiligen Flaschenzoll.	
aus 155	Marzipan- und Nugatmasse	100.—
aus 159 c	Bonbons aus Schokolade oder mit Anwendung von Schokolade hergestellt.	210.—
aus 171	Suppenwürzen, Suppenwürfel	150.—
257	Weinsteinsäure	30.—
267 a/2	Wasserstoffsuperoxyd bis zu 35% konzentriert	frei
aus 270	Kaliumchlorat	10.—
aus 271 d	Chromalaun	3.—
aus 274	Schwefelnatrium	frei

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám arany-koronában
275-ből	Káliumnitrát, nátriumnitrít	100 kg-kint vm.
276 b 2	Nátriumkarbonát (szóda), kristályos	2.25
285	Másutt nem említett ciánidok (kálium- és nátriumciánid, sárga és vörös vérlugsó)	vm.
291 b-ből	Kéndioxid	vm.
350	Tisztított terpentinolaj	vm.
351	Gyantaolaj	8.—
358 c	Gyertya 25 %-nal kevesebb, de legalább 5 % stearin-tartalommal (paraffin-kompozíciós-gyertya)	40.—
367-ből	Pipereszappan	150.—
410-ből	Törökvörösolaj	21.—
412 a-ből	Fehér kréta	1.—
413	Földfestékek vagy őrölt kövek és földek festékcélokra szépitve, de legfeljebb 5 % szépitőanyaggal	12.—
414 c	Ólomfehér, 250 gr vagy annál nagyobb súlyu préselt darabokban is	15.—
414 d	Ólomoxid : őrölt ólomgelét	15.—
	minium	18.—
414 g	Krómsárga, cinksárga, krómcinóber, kromzöld, cinkzöld	32.50
414 m-ből	Földfesték, 5 %-nál több szépitőanyaggal	32.—
416 a	Lenolaj nélkül készült fekete ujságfesték	15.—
458 c-ből	A zárójegyzőkönyvben névszerint felsorolt vegyileg egységes gyógyszerek a kisforgalom számára tablettákban kiszerelve . .	az érték 15 %-a
458 d-ből	Elkészített gyógyszerek a zárójegyzőkönyv értelmében	az érték 15 %-a, de legfeljebb 750.—
460	Tej (sajt) oltó	az érték 20 %-a
470 a 1	Méretekre szabott ládarészek, nyersen (gyalulatlanul, hornyolatlanul, enyvezetlenül, szegezetlenül)	1.80
475 b-ből	Létra, firniszelve	32.—
	Vasalt (gépi) kaptafák mechanikai cipőgyáruk részére engedély jegyes forgalomban	35.—
478-ből	Sportcikkek és tornaszerek fából : a) csupán vassal vagy fémmel kapcsolatban : szánkó	30.—
	ski	35.—
	b) másfélék : szánkó	40.—
	ski	50.—
479 b-ből	Más furnirok 1.8 mm vastagságon alul : 1. európai fanemekből : α) hasítva vagy hántva	14.—
	2. tengerentuli (exotikus) fanemekből	18.—
479 c	Többrétegű, furnir lapokból keresztirányban egymásra ragasztott lapok	16.—
484 b 1-ből	Nyugvószekek, kar- és lábtámasztékkal is, textilanyagokkal való kapcsolat nélkül	40.—
487-ből	Más furnirozott fabutor, a 485. és 486. számok alatt megnevezettek kivételével : b)-ból : egyszínűre fényezve (politurozva) : 2. habos vagy tengerentuli (exotikus) fanemekből készült furnirokkal	70.—
	c) billiárd	70.—

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg.
aus 275	Salpetersaures Kalium, salpetrigsaures Natrium	frei
276 b/2	Kohlensaures Natrium (Soda), kristallisiert	2.25
285	Zyanide, anderweitig nicht genannt (Kalium- und Natriumzyanid, gelbes und rotes Blutlaugensalz)	frei
aus 291 b	Schwefeldioxyd	frei
350	Terpentinöl, gereinigt	frei
351	Harzöl	8.—
358 c	Kerzen mit einem Stearingehalt von weniger als 25%, doch min- destens 5 % (Paraffinkompositionskerzen)	40.—
aus 367	Toiletteseife	150.—
aus 410 *	Türkischrotöl	21.—
aus 412 a	Weisse Kreide	1.—
413	Erdfarben oder gemahlene Steine und Erden zu Farbzwecken, mit einem Beisatz von höchstens 5 % geschönt	12.—
414 c	Bleiweiss, auch in Stücken von 250 g oder mehr, gepresst	15.—
414 d	Bleioxyd : Bleiglätte, gemahlen	15.—
	Minium	18.—
414 g	Chromgelb, Zinkgelb, Chromzinnober, Chromgrün, Zinkgrün . . .	32.50
aus 414 m	Erdfarben, mit einem Beisatz von mehr als 5% geschönt	32.—
416 a	Ohne Leinöl hergestellte Zeitungsdruckerschwärze	15.—
aus 458 c	Chemisch Einheitliche Medikamente (im Schlussprotokoll namentlich angeführt), für den Kleinverkauf in Tabletten adjustiert	15 % v. W.
aus 458 d	Zubereitete Medikamente laut Schlussprotokoll	15% v. W., doch höchstens 750.—
460	Milch (Käse) lab	20% v. W.
470 a/1	Nach Mass geschnittene Kistenbestandteile, roh (ungehobelt, ohne Nut, unverleimt, ungenagelt)	1.80
aus 475 b	Leitern, gefirnisst	32.—
	Schuhleisten, mit Eisen beschlagen (Maschinenleisten) für mecha- nische Schuhfabriken auf Erlaubnisschein	35.—
aus 478	Sport- und Turngeräte aus Holz : a) bloss in Verbindung mit Eisen oder Metall : Schlitten	30.—
	Skier	35.—
	b) andere : Schlitten	40.—
	Skier	50.—
aus 479 b	Furniere, andere, in der Stärke unter 1.8 mm : 1. aus europäischen Holzarten : α) gespalten oder geschält	14.—
	2. aus überseeischen Holzarten	18.—
479 c	Sperrplatten (mehrschichtige, aus Furnierblättern kreuzweise ver- leimte Platten)	16.—
aus 484 b 1	Liegestühle, auch mit Arm- und Fusstützen, ohne Verbindung mit Textilstoffen	40.—
aus 487	Andere furnierte Holzmöbel, mit Ausnahme der unter den T. Nrn. 485 und 486 genannten : aus b) in einer Farbe poliert : 2. mit maserigen Furnieren oder solchen aus überseeischen Holzarten	70.—
	c) Billards	70.—

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám aranykoronában
	más, szobrászmunkával, rakott (mozaik) vagy berakott (intarzia), bégegetett vagy többszínű diszitással vagy más anyagokkal kapcsolatban vagy diszvasalásokkal vagy hajlitott felületű ajtókkal vagy fiókokkal, fémintarziával (Boulemunkával), mindenféle aranyozott, ezüstözött vagy bronzozott butor . . .	100 kg-kint 200.—
488 b	Másutt nem említett iskolai és irodai faárúk : másfélék : nem lakkozva egyéb	50.— 60.—
489-ből	Facsóvek, kátrányozva, homokozva, vasdróttal átfonva is Cipőtágító	6.— 48.—
	Csomagolási célokra szolgáló fadoboz : fűzve vagy szegezve hornyolva vagy fogazva lakkozva	25.— 45.— 60.—
495	Más papiroslemez négyzetméterenként 180 gr vagy annál nagyobb súlyban : a) kézilemez, tovább meg nem munkálva : 1. négyzetméterenként 385 gr. vagy annál nagyobb súlyban : α) szürke lemez β) másféle 2. négyzetméterenként 385 gr-on aluli súlyban b) gép (karton) lemez : 1. négyzetméterenként 250 gr vagy annál nagyobb súlyban : α) simitatlan, természetes színű, két vagy három rétegű is, tovább meg nem munkálva β) simitatlan, anyagában festett, tovább meg nem munkálva γ) simított, továbbá az e tétel alatt eddig említett összes lemezek tovább megmunkálva 2-ből : négyzetméterenként 250 gr-on aluli súlyban tovább megmunkálva is, de nem kasirozva Jegyzet : Az e tarifaszám alá tartozó lemezek, 40 cm és annál keskenyebb csíkokra vágva (bobinák) a 498. t. sz. szerint vámkezelendők.	9.— 8.— 10.— 15.— 15.— 18.— 21.—
496 b-ből	Kalapcsomagolópapiros, csupán egy oldalon simított, négyzetméterenként 30 gr-on aluli, de legalább 20 gr súlyban	23.—
499-ből	Kalapcsomagolópapiros, csupán egy oldalon simított, négyzetméterenként 20 gr-nál kisebb, de legalább 18 gr súlyban	23.—
504 b	Indigó-, karbon- és efféle színes átíró vagy átütő másolópapiros : 1. négyzetméterenként 30 gr és annál nagyobb súlyban 2. négyzetméterenként 30 gr-nál kisebb súlyban 3. u. n. stenzilpapiros	200.— 400.— 100.—
504 c-ből	Koronadugaszpapiros a letétbe helyezett minták fajtájára	30.—
505	Vonalozott papiros : a) ivekben b) hajtogatva, csomagokba vagy dobozokba rakva	Pótlék a 497 c. tsz. mindenkori vámjához : 8.— 13.—
510 b	Papiroszacskó és papiroszák : Papiroszák (zacskó) közönséges csomagoló papirosból, béleletlen, 1000 darabonként 4 kg-nál nagyobb súlyban : nyomás nélkül nyomással másféle mindennemű finom zacskó, bélelve is	30.— 36.— 60.—

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg.
488 b	andere, mit Bildschnitzerarbeiten, mit Mosaik- oder Intarsie-, mit eingebrannten oder mehrfarbigen Verzierungen oder in Verbindung mit anderen Materialien oder mit Zierbeschlägen oder mit krummflächigen Türen oder Schubläden, mit Metallintarsien (Boulearbeit); vergoldete, versilberte oder bronzierte Möbel aller Art	200.—
aus 489	Anderweitig nicht genannte Holzwaren für Schul- und Kanzleizwecke andere : nicht lackiert	50.— 60.—
	andere	6.—
	Holzröhren, auch geteert, besandet, mit Eisendraht umspinnen .	48.—
	Schuhstrecker	25.—
	Holzschachteln zu Verpackungszwecken : geheftet oder genagelt	45.—
	genutet oder gezinkt	60.—
	lackiert	
495	Andere Pappen im Gewichte von 180 g oder mehr auf 1 Geviertmeter : a) Handpappe, weiter nicht bearbeitet : 1. im Gewichte von 385 g oder mehr auf 1 Geviertmeter : α) Graupappe	9.— 8.—
	β) andere	10.—
	2. im Gewichte von weniger als 385 g auf 1 Geviertmeter . .	
	b) Maschinen (Karton) pappe : 1. im Gewichte von 250 g oder mehr auf 1 Geviertmeter : α) ungeglättet, in natürlicher Farbe, auch Duplex- oder Triplexpappe, weiter nicht bearbeitet	15.— 15.—
	β) ungeglättet, in der Masse gefärbt, weiter nicht bearbeitet	18.—
	γ) geglättet, weiters sämtliche in dieser Tarifnummer bisher genannte Pappen weiter bearbeitet	21.—
	aus 2. im Gewichte von weniger als 250 g auf 1 Geviertmeter, auch weiter bearbeitet, jedoch nicht kaschiert	
aus 496 b	Anmerkung : Pappen dieser Tarifnummer in Streifen (Bobinen) geschnitten in der Breite von 40 cm und weniger sind nach T. Nr. 498 zu verzollen.	
aus 499	Hutpackpapier, bloss auf einer Seite geglättet, im Gewichte von weniger als 30 g, doch mindestens 20 g auf 1 Geviertmeter . .	23.—
504 b	Hutpackpapier, bloss auf einer Seite geglättet, im Gewichte von 18 g oder mehr, doch weniger als 20 g auf 1 Geviertmeter . . .	23.—
	Indigo-, Karbon- und derartige farbige Kopierpapiere, zum Durchschreiben oder Durchklopfen : 1. im Gewichte von 30 g und mehr auf den Geviertmeter . .	200.—
	2. im Gewichte von weniger als 30 g auf den Geviertmeter . .	400.—
aus 504 c	3. Dauermatrizen	100.—
	Kronenkorkpapier nach Art der hinterlegten Muster	30.—
505	Liniertes Papier : a) in Bogen	Zuschlag zu dem jeweiligen Zoll der T. Nr. 497 c : 8.—
	b) gefalzt, in Päckchen oder Schachteln gelegt	13.—
510 b	Papiertüten und Papiersäcke : Papiersäcke (Tüten) aus gewöhnlichem Packpapier, ungefütert, im Gewichte von mehr als 4 kg. für 1000 Stück : unbedruckt	30.—
	bedruckt	36.—
	andere feine Tüten aller Art, auch mit Einlagen	60.—

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám aranykoronában
514 b 2-ből	Papiroscimke több színben. arany-, ezüst- vagy bronznyomással is :	100 kg-kint
	α) sem lakkozva, sem domborítva	200.—
	β) másféle	250.—
515 b-ből	Levélboríték. másféle :	
	ablakos boríték. nyomással is	75.—
	másféle, nyomással vagy bélelve	80.—
	másféle, csupán mintázott belső felülettel	70.—
516-ből	Levélpapíros :	
	a) csomagban vagy közönséges dobozban vagy mappában :	Pótlék a 497
	1-ből : szabadon, csupán hajtogatva, nem dobozba rakva, 500 ives csomagolásban. 21/34 cm, valamint 28—30/22—23.5 cm nagyságban, nem vonalozva, nem mintázva	c tsz. minden-
	2. másféle	kori vámjához
	b) finom dobozban vagy tömbben :	5.—
	2. másféle	100 kg-kint
517 b-ből	Névjegy, meghívó és efféle kártya szabásosan, dobozban is :	70.—
	nyomás nélkül (gyászkeret nélkül is)	90.—
	nyomással	55.—
519-ből	Kész gyermekképeskönyv, más, mint magyarnyelvű szöveggel is.	65.—
521-ből	Kifestésre, kivágásra való képek és levenőképek ; gyermek- és társasjátékokhoz való képek ; lombfűrész- és fafaragási munkákhoz való, továbbá rajz-, írás-, varrás-, szabás- és himzésminták ; szövegnélküli divatképek ; gyermekképesívek szöveggel vagy szöveg nélkül :	50.—
	a) egy -vagy kétsziműek	80.—
	b) többszínűek, arany-, ezüst- vagy bronznyomással, dombor-nyomással vagy csákozva, zselatinozva	120.—
526-ből	Albumok. zsebjegyzőkönyvek és íróasztalalátétek :	
	b) fél- vagy egész vászon- vagy műbőr-kötésben	160.—
	c)-ből : bőrkötésben	280.—
529-ből	Dobozgyártmányok :	
	c) Hengeres doboz és tok, huzott, tekercselt és sajtolt doboz, nyomás vagy domborítás és bevonás nélkül	40.—
	d) Az 529 a—c tsz. alá tartozó áruk nyomással, domborítással vagy címkékkel, de bevonás nélkül	50.—
	e) Papirossal bevont, domborított, nyomott, aranyszélű vagy aranynyomással ellátott doboz, papirossal vagy fával való szereléssel is, az 529 g tsz. alá tartozó ékszerdobozok kivételével	90.—
	f) Más anyagokkal bevont diszitett vagy szerelt doboz. étui és efféle, favázzal is, az 529 g tsz. alá tartozó ékszerdobozok és a 962, tsz. alá tartozó díszműárak kivételével :	
	selyemmel, műselyemmel vagy félselyemmel kapcsolatban	240.—
	másféle	200.—
531-ből	Kivágott festőminta (patron)	180.—
532-ből	Palackzárnak való papiroslemezlárcsa, nyomás nélkül, paraffinálva is	50.—

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
aus 514 b/2	Papieretiketten, mehrfarbig, auch mit Gold-, Silber- oder Bronze- druck :	
	α) weder lackiert noch geprägt	200.—
	β) andere	250.—
aus 515 b	Briefumschläge, andere :	
	Fensterbriefumschläge, auch bedruckt	75.—
	andere, mit Aufdruck oder gefüttert	80.—
	andere, bloss mit gemusterter Innenfläche	70.—
aus 516	Briefpapier :	Zuschlag zu dem jeweiligen Zoll der T. N.
	a) in Päckchen oder gewöhnlichen Kartons oder Mappen :	497 c :
	aus 1. Lose, bloss gefalzt, nicht in Kartons, in Packungen zu 500 Bogen in der Grösse von 21/34 cm, sowie 22 bis 23 1/2/28 bis 30 cm, nicht liniert, nicht dessinirt	5.— für 100 kg.
	2. anderes	70.—
	b) in feinen Kartons oder in Blockform :	
	2. anderes	90.—
aus 517 b	Visiten-, Einladungs- u. dgl. Karten, beschnitten auch in Schachteln: ohne Aufdruck (auch ohne Trauerrand)	55.—
	mit Aufdruck	65.—
aus 519	Fertige Kinderbilderbücher, auch mit Text in anderer als der ungarischen Sprache	50.—
aus 521	Bilderbogen zum Ausmalen, zum Ausschneiden, zum Abziehen ; Bilder zu Kinder- und Gesellschaftsspielen ; Vorlagen für Laub- säge- und Holzschnittarbeiten, sowie Zeichen-, Schreib-, Zu- schneide- und Stickvorlagen ; Modebilder ohne Text ; Kinder- bilderbogen mit oder ohne Texte :	
	a) ein- oder zweifarbig	80.—
	b) mehrfarbig, mit Gold-, Silber- oder Bronzedruck, mit Relief druck oder gestanzt, gelatinirt	120.—
aus 526	Albums, Taschennotizbücher und Schreibtischunterlagen :	
	b) in Halb- oder Ganzleinwand oder Kunstleder gebunden.	160.—
	aus c) in Leder gebunden	280.—
aus 529	Kartonagen :	
	c) zylindrische Schachteln und Etais, gezogene, gerollte und gepresste Schachteln ohne Aufdruck oder Reliëdruck, nicht überzogen	40.—
	d) Waren der T. Nr. 529 a) bis c) mit Aufdruck, Reliëdruck oder Etiketten, jedoch ohne Überzug	50.—
	e) Schachteln mit Papier überzogen, mit Reliëdruck oder Aufdruck, mit Goldrand oder Goldaufdruck, auch mit Aus- rüstung aus Papier oder Holz, mit Ausnahme der Schmuck- etuis der T. Nr. 529 g	90.—
	f) Schachteln, Etais und dgl., mit anderen Materialien über- zogen, verziert oder adjustiert, mit Ausnahme der Schmucketuis oder T. Nr. 529 g und der Galanteriewaren der T. Nr. 692 auch mit Holzgerippe :	
	in Verbindung mit Seide, Kunstseide oder Halbseide	240.—
	andere	200.—
aus 531	Malerschablonen (Patronen)	180.—
aus 532	Pappscheiben für Flaschenverschlüsse, unbedruckt, auch paraffiniert	50.—

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám aranykoronában
		100 kg-kint
534 a-ból	Másutt nem említett nyomdai termékek, könyvkötészeti kidolgozás nélkül : 1, egy- vagy kétszinűek : üres gyászjelentés palackzárnak való papiroslemeztárcsa paraffinálva is 2, többszinűek, arany-, ezüst- vagy dombornyomással, lakkozva is : üres gyászjelentés palackzárnak való papiroslemeztárcsa, paraffinálva is	70.— 50.— 90.— 50.—
548-ből	Egyágu nyers pamutfonal : a) az angol számozási mód szerint a 12. számig bezárólag b) az angol számozási mód szerint a 12. számon felül a 32. számig bezárólag c) az angol számozási mód szerint a 32. számon felül az 50. számig bezárólag	24.— 36.— 50.—
549-ből	Két- vagy többágu nyers pamutfonal : a) egyszer cérnázva : 1. az angol számozási mód szerint a 12. számig bezárólag 2. az angol számozási mód szerint a 12. számon felül a 32. számig bezárólag : az angol számozási mód szerint a 27. számig bezárólag az angol számozási mód szerint a 27. számon felül 3. az angol számozási mód szerint a 32. számon felül az 50. számig bezárólag	32.— 46.— 55.— 80.—
550	Fehéritett, mercerizált, fényesített, festett vagy színnyomatos pamutfonal, az illető nyersfonal vámján felül a következő pótlék alá esik : a) fehéritve b) mercerizálva vagy fényesítve c) festve vagy színnyomatosan d) fehéritve vagy mercerizálva vagy fényesítve e) festve vagy színnyomatosan és mercerizálva f) festve vagy színnyomatosan és fényesítve (vasfonal)	14.— 22.— 28.— 32.— 40.— 50.—
554-ből	Finom pamutszövet, az angol számozási mód szerint 50. számúnál finomabb, de legfeljebb 100. számú fonalból : b) fehéritve c) festve d) egy-négy szinnel nyomva vagy két szinnel tarkán szöve e) öt vagy több szinnel nyomva vagy több mint két szinnel tarkán szöve	325.— 350.— 425.— 455.—
Az 558 Jegyzet 1-ből	Az 554 b—e tsz.-ok alá tartozó végben mercerizált pamutszövet, vagy egészen vagy részben mercerizált pamutfonalból készült szövet az illető pamutszövet vámján felül 20 aranykorona pótlék alá esik.	
570 a 1 β-ből	Mustrátlan, nyers szövet lenláncsal és kender vagy jutavetüléssel, négyzetcentiméterenkint láncirányban és vetülékirányban együtt 20-nál több, de legfeljebb 40 fonállal	96.—
583-ből	Fésűsfonal : b) nyers, kettős vagy többesével sodrott fonal : 1. a metrikus számozási mód szerint a 32. számig bezárólag : a metrikus számozási mód szerint a 16 számig bezárólag a metrikus számozási mód szerint a 16 számon felül 2. a metrikus számozási mód szerint a 32. számon felül a 48. számig bezárólag 3. a metrikus számozási mód szerint a 48. számon felül	70.— 75.— 100.— 125.—

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
aus 534 a	Anderweitig nicht genannte Druckereierzeugnisse, ohne Buchbin- derarbeit : 1. ein- oder zweifarbig : leere Partezettel Pappscheiben für Flaschenverschlüsse, auch paraffiniert . . . 2. mehrfarbig, mit Gold-, Silber- oder Reliefdruck, auch lackiert:	für 100 kg. 70.— 50.—
aus 548	leere Partezettel Pappscheiben für Flaschenverschlüsse, auch paraffiniert . . . Baumwollgarn, roh, eindrätig : a) bis Nr. 12 englisch einschliesslich b) über Nr. 12 englisch bis Nr. 32 englisch einschliesslich . . . c) über Nr. 32 englisch bis Nr. 50 englisch einschliesslich . . .	90.— 50.— 24.— 36.— 50.—
aus 549	Baumwollgarn, roh, zwei- oder mehrdrätig : a) einmal gezwirnt : 1. bis Nr. 12 englisch einschliesslich 2. über 12 englisch bis Nr. 32 englisch einschliesslich : bis Nr. 27 englisch einschliesslich über Nr. 27 englisch 3. über Nr. 32 englisch bis Nr. 50 englisch einschliesslich . . .	32.— 46.— 55.— 80.—
550	Baumwollgarne, gebleicht, merzerisiert, lustriert, gefärbt oder bedruckt, fallen unter den Zoll der entsprechenden rohen Garne mit folgendem Zuschlag : a) gebleicht b) merzerisiert oder lustriert c) gefärbt oder bedruckt d) gebleicht oder merzerisiert oder lustriert e) gefärbt oder bedruckt und merzerisiert f) gefärbt oder bedruckt und lustriert (Eisengarne)	14.— 22.— 28.— 32.— 40.— 50.—
aus 554	Feine Baumwollgewebe aus Garnen über Nr. 50 englisch bis ein- schliesslich Nr. 100 englisch : b) gebleicht c) gefärbt d) bedruckt mit einer bis vier Farben oder mit zwei Farben bunt gewebt e) bedruckt mit fünf oder mehr Farben oder mit mehr als zwei Farben bunt gewebt	325.— 350.— 425.— 455.—
aus Anmerkung 1 zu T. Nr. 558	Baumwollgewebe der T. Nr. 554 b bis c), im Stück merzerisiert oder ganz oder teilweise aus merzerisiertem Garn hergestellt, unterliegen einem Zuschlag von	20.—
aus 570 a/1/β	Gewebe mit Leinenkette und Hanf- oder Juteschuss, ungemustert, roh, in der Kette und dem Schuss zusammen auf 1 Geviertzentim- eter mit mehr als 20, doch höchstens 40 Fäden	96.—
aus 583	Kammgarne : b) roh, zweifach oder mehrfach : 1. bis Nr. 32 metrisch einschliesslich : bis Nr. 16 metrisch einschliesslich über Nr. 16 metrisch 2. über Nr. 32 metrisch bis Nr. 48 metrisch einschliesslich. 3. über Nr. 48 metrisch	70.— 75.— 100.— 125.—

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám aranykoronában
		100 kg-kint
	d) fehérített, festett, színnyomatos vagy melirozott, kettessel vagy többessel sodrott fonal :	
	1. a metrikus számozási mód szerint a 32. számig bezárólag :	
	a metrikus számozási mód szerint a 16. számig bezárólag .	90.—
	a metrikus számozási mód szerint a 16. számon felül . .	93.—
	2. a metrikus számozási mód szerint a 32. számon felül a 48. számig bezárólag	118.—
	3. a 48. számon felül	143.—
585 a-ből	Durva pokróc és takaró tulnyomóan állati szőrfonatból	60.—
585 b 1-ből	Hulladék takaró, melynek láncfonala növényi fonóanyagból, vetüléke mügyapjuból való, mosatlanul, láncöltésszerű beszegéssel is, négyzetméterenként 700 gr-nál nagyobb súlyban	75.—
589 a	Durva nemez marha-, kutya-, disznó- és hasonló állati szőrből.	50.—
606 b-ből	Ponyvaszővet, négyzetméterenként 800 gr-nál kisebb, de 600 gr-nál nagyobb súlyban	150.—
610 a-ből	Másutt nem említett viaszosvászon, viaszosmüszlin és viaszostafota, a Billroth-batizst kivételével, színnyomás nélkül vagy színnyomással, de szabásos minta nélkül :	
	1. négyzetméterenként 500 gr. vagy azon felüli súlyban	210.—
	2. négyzetméterenként 500 gr-on aluli súlyban	280.—
612 e-ből	Kötszővött és kötött árúk gyapjuból, másfélék, varrással is . . .	650.—
A 612 t. sz. utáni	A 612 c) szám alá tartozó kötszővött és kötött árúkat, ha azokban a selyem- vagy müselyemfonalak aránya legfeljebb 15 %, e tétel szerint kell megvámolni 33 ¹ / ₃ %-os pótlékkal.	
Jegyzetből	Kötszővött és kötött árúk müselyemből vagy félselyemből (azaz amelyeknél a selyemfonal aránya 15 %-nál több, de legfeljebb 50 %, másfélék, varrással is :	
614 d-ből	egészen müselyemből	1.600.—
	gyapjuból müselyemfonallal :	
	15 %-nál több, de legfeljebb 50 % müselyemfonallal	1.000.—
	50 %-nál több müselyemfonallal	1.600.—
616 a 2-ből	Szőtt csipke pamutból, tulnyomóan az angol számozási mód szerint 12. számon felüli fonalból	2.400.—
622-ből	Keskenyárúk :	
	c)-ből : pamutból :	
	3. másféle :	
	β)-ből : ruganyos szalag, nem mustrásan vagy mustrásan szöve	600.—
	e) selyemből vagy müselyemből :	
	2-ből : mustrás szalag :	
	egészen müselyemből	1.600.—
	valódi selyemláncsal és müselyemvetüléssel vagy fordítva .	1.900.—
	3. másféle :	
	egészen müselyemből	1.600.—
	valódi selyemláncsal és müselyemvetüléssel vagy fordítva .	1.900.—
	f) félselyemből (azaz amelyekben a selyem vagy müselyemfonalak aránya 15 %-nál több, de legfeljebb 50 %) :	
	2-ből : ruganyos szalag	1.000.—
	3-ből : ripszszzerű kalapszalag, továbbá más szalag pamutláncsal és müselyemvetüléssel vagy valódi selyemláncsal és pamutvetüléssel, mindkettő fordítva is	1.600.—
	g)-ből : nadrágtartók, harisnyatartók, fém-, bőr-, kaucsuk- és más alkotórészekkel is, az egyes keskenyárúk tételeinek alapulvételével 40 %-os pótlék alá esnek.	

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg.
	d) gebleicht, gefärbt, bedruckt oder meliert, zweifach oder mehrfach :	
	1. bis Nr. 32 metrisch einschliesslich :	
	bis Nr. 16 metrisch einschliesslich	90.—
	über Nr. 16 metrisch	93.—
	2. über Nr. 32 metrisch bis Nr. 48 metrisch einschliesslich .	118.—
	3. über Nr. 48 metrisch	143.—
aus 585 a	Grobe Kotzen und Decken, überwiegend aus Tierhaargarnen . .	60.—
aus 585 b/1	Abfaldecken mit vegetabilischer Kette und Kunstwollschuss, unge- waschen, auch mit kettenstichtartiger Einsäumung, im Gewichte von mehr als 700 g auf 1 Geviertmeter	75.—
aus 589 a	Grobe Filze aus Rinds-, Hunds-, Schweins- und ähnlichen Tierhaaren	50.—
aus 606 b	Plachenstoffe im Gewichte von weniger als 800 g, doch mehr als 600 g auf 1 Geviertmeter	150.—
aus 610 a	Anderweitig nicht genanntes Wachstuch, Wachsmusselin und Wachstaffet, mit Ausnahme des Billrothbatistes, unbedruckt oder bedruckt, doch ohne abgepasstes Muster :	
	1. im Gewichte von 500 g oder mehr auf 1 Geviertmeter	210.—
	2. im Gewichte von weniger als 500 g auf 1 Geviertmeter . .	280.—
aus 612 e	Wirk- und Strickwaren aus Schafwolle, andere, auch mit Näharbeit	650.—
aus Anmerkung nach T. Nr. 612	Wirk- und Strickwaren der T. Nr. 612 c) mit einem Beisatz von Seiden- oder Kunstseidengarnen von höchstens 15 % unterliegen einem Zuschlag von	33 1/3 %
aus 614 d	Wirk- und Strickwaren aus Kunstseide oder Halbseide (das heisst mit einem Beisatz von Seidengarnen von mehr als 15 %, doch höchstens 50 %), andere, auch mit Näharbeit :	
	ganz aus Kunstseide	1.600.—
	aus Schafwolle mit einem Beisatz von Kunstseidengarnen :	
	von mehr als 15 %, doch höchstens 50 %	1.000.—
	von mehr als 50 %	1.600.—
aus 616 a/2	Gewebte Baumwollspitzen, überwiegend aus Garnen über Nr. 12 englisch	2.400.—
aus 622	Schmalwaren :	
	aus c) aus Baumwolle :	
	3. andere :	
	aus β) elastische Bänder, ungemustert oder gemustert gewebt	600.—
	e) aus Seide oder Kunstseide :	
	aus 2. gemusterte Bänder :	
	ganz aus Kunstseide	1.600.—
	mit der Kette aus Realseide und dem Schuss aus Kunstseide oder umgekehrt	1.900.—
	3. andere :	
	ganz aus Kunstseide	1.600.—
	mit der Kette aus Realseide und dem Schuss aus Kunstseide oder umgekehrt	1.900.—
	f) aus Halbseide (das heisst mit einem Beisatz von Seidengarnen oder Kunstseidengarnen von mehr als 15 %, doch höchstens 50 %) :	
	aus 2. elastische Bänder	1.000.—
	aus 3. ripsartige Hutbänder, dann andere Bänder mit Baum- wollkette und Kunstseidenschuss oder Realseidenkette und Baumwollschuss, beide auch umgekehrt	1.600.—
	aus g) Hosenträger, Strumpf- und Sockenhalter, auch mit Be- standteilen aus Metallen, Leder, Kautschuk oder anderen Materialien, unterliegen einem Zuschlag von	40 %

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám aranykoronában
Jegyzet a 622 g tsz.-hoz	Fűzők, keskenyárukból készült rávarrott harisnyatartókkal vagy más lényeges hozzátétekkel a keskenyáruk minősége szerint ez utóbbiak megfelelő tétele alá esnek pótlék nélkül.	dazabonkint
626	Férfi-, fiu- és gyermekkabát, amennyiben nincsen selyemmel, műselyemmel vagy félselyemmel bélelve vagy szőrmével kapcsolásban, ideértve az impregnált szövetből készült felsőkabátokat, a 678. tsz. alá tartozók kivételével : a) darabonkint 1,6 kg-nál nagyobb súlyban : 1. béleletlenül vagy részben bélelve 2. egészen bélelve b) darabonkint 1,6 kg vagy annál kisebb súlyban <i>Jegyzet</i> : Béleletlen fiu- és gyermekfelsőkabátok, legfeljebb 100 cm hosszúságban és mellben a begombolt kabáton mérve 88 cm-nél nem nagyobb bőségben, amennyiben külsejük szerint is fiu- vagy gyermekkabátokként kétségtelenül felismerhetők	17.— 22.— 16.— 15.—
628-ből	Gyermekekre gyapjuszövetből	8.—
629	Női és leányfelsőruházatok, továbbá mindennemű jelmeze	100 kg-kint
630-ból	Női, leány- és csecsemőfehérnemű : a) közönséges szövetből : 1. diszítés nélkül, ideértve az egyszerű géppánttal szegélyezett vagy egyszerű likacsos varrással (ajourral) vagy rávarrott keskeny himzéssel vagy keskeny pamutcsipkével ellátott árukat is 2. diszítéssel b) finom szövetből : 1. diszítés nélkül, ideértve az egyszerű géppánttal szegélyezett vagy egyszerű likacsos varrással (ajourral) vagy rávarrott keskeny himzéssel vagy keskeny pamutcsipkével ellátott árukat is 2. diszítéssel	a legmagasabb vám alá eső lényeges alkotórész vámján felül 100 százalékos pótlék az alapszövet vámján felül 90 % pótlék 120 % pótlék az alapszövet vámján felül 140 % pótlék 170 % pótlék
631 a-ből	Puha gallér	550.—
631 b-ből 633-ből	Férfiing Melltartó és fűző Nyakkendő A 612 a tsz. alá tartozó kötszövölt és kötött szövetekből kiszabott és konfekcionált áruk A 614 a tsz. alá tartozó kötszövölt és kötött szövetekből kiszabott és konfekcionált áruk : egészen műselyemből gyapjúból műselyemfonállal : 15 %-nál több, de legfeljebb 50 % műselyemfonállal 50 %-nál több műselyemfonállal	az alapszövet vámján felül 80 % pótlék 75 % pótlék 100 % pótlék 750.— 1.800.— 1.200.— 1.800.—

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 1 Stück
<i>Anmerkung zu T. Nr. 622 g</i>	Mieder mit angenähten Strumpfhaltern oder sonst wesentlichen Zutaten aus Schmalwaren fallen je nach der Beschaffenheit der letzteren unter die entsprechende Position der Schmalwaren ohne Zuschlag.	
626	Überröcke für Männer, Knaben und Kinder, nicht mit Seide, Kunst- seide oder Halbseide gefüttert, auch nicht in Verbindung mit Pelz, auch Überröcke aus imprägnierten Stoffen mit Ausnahme der zu der T. Nr. 678 gehörigen : a) im Stückgewicht von mehr als 1.6 kg : 1. ungefüttert oder teilweise gefüttert 2. ganz gefüttert b) im Stückgewicht von 1.6 kg oder weniger	17.— 22.— 16.—
	<i>Anmerkung :</i> Nicht gefütterte Überröcke für Knaben und Kinder, in der Länge von 100 cm und weniger und mit einem Brustum- fang von 88 cm und weniger, gemessen am zugeknöpften Rock, sofern sie auch durch ihr Aussehen als Knaben- und Kinderüber- röcke zweifellos kenntlich sind	15.—
aus 628	Kinderkleider aus Schafwollstoffen	8.—
629	Frauen- und Mädchenkleider, sowie Kostümgewänder aller Art .	für 100 kg. Nebst dem Zoll des mit dem höchsten Satze belegten wesentlichen Bestandteiles ein Zuschlag von 100 %
aus 630	Frauen-, Mädchen- und Säuglingswäsche : a) aus gewöhnlichen Stoffen : 1. unverziert, auch mit einfacher Maschinenbordüre oder mit einfachem Ajoursaum, oder mit aufgenähten schmalen Stickereien oder mit schmalen Baumwollspitzen 2. verziert	90 % 120 %
	b) aus feinen Stoffen : 1. unverziert, auch mit einfacher Maschinenbordüre oder mit einfachen Ajoursaum oder mit aufgenähten schmalen Sticke- reien oder mit schmalen Baumwollspitzen 2. verziert	Nebst dem Zoll des Grund- stoffes ein Zu- schlag von 140 % 170 %
aus 631 a	Kragen, weiche	550.—
		Nebst dem Zoll des Grund- stoffes ein Zu- schlag von
aus 631 b	Herrenhemden	80 %
aus 633	Busenhalter und Mieder	75 %
	Krawatten	100 %
	Waren aus gewirkten und gestrickten Stoffen der T. Nr. 612 a, zugeschnitten und konfektioniert	750.—
	Waren aus gewirkten und gestrickten Stoffen der T. Nr. 614 a, zugeschnitten und konfektioniert : ganz aus kunstseide aus Schafwolle mit einem Beisatz von Kunstseidengarnen : von mehr als 15 %, doch höchstens 50% von mehr als 50 %	1.800.— 1.200.— 1.800.—

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám arany- koronában
636 a-ból	Kész férfi- és fiukalap nemezből, nyúlfélék szőréből : 1-ből : felszerelés nélkül : velourkalapok 2. felszereléssel : velourkalapok másfélék	darabonkint 1.40 1.80 2.20
637	Kész női és leánykalap nemezből : a) nyúlfélék szőréből : 1. felszerelés nélkül 2. felszereléssel b) gyapjuból vagy más szőrből : 1. felszerelés nélkül 2. felszereléssel	 1.60 2.40 1.60 2.40
639 b	Női és leánykalap szalmából, hánscból vagy más fonadékokból vagy más növényi anyagokból : 1. felszerelés nélkül 2. felszereléssel	 1.— 2.—
640	Mindenemü női és leánykalap diszitve, továbbá csipkéből, tüllből, bársonyból, selyemből vagy más szövetből vagy a 637. és 659 számok alatt nem említett más anyagokból készült női és leányka- lap (a szücsáru kivételével), diszítés nélkül is : kőtszövött női és leánysapka gyapjuból (u. n. svájci sapka) a letélbe helyezett minták fajtájára másfélék	 1.— 3.—
642 a	Kész szücsáru, textilanyagokkal vagy idegen bőryanaggal kapcsolatban is, a 641 a tsz. alatti prémbőrökből	100 kg-kint 1.200.—
643-ből	Talpbőr (mindenemü talpbőrszerűen kidolgozott bőr) : a) hátdarabokban (krupon, félkrupon, talpbőr nyak- vagy hasrész nélkül) : 1. növényi cserzésü b) egész- vagy félbőrökben, nyak- vagy hasrésszel : 1. növényi cserzésü c) hulladékbőr (nyakrészek, hasrészek, lábak, pófák és vállak) : 1. növényi cserzésü	 120.— 100.— 80.— 120.—
645 a-ból	Hajtószijbőr, növényi cserzésü	120.—
653 a	Hajtószij bőrből, növényi cserzésü : 1.20 mm-nél nagyobb, de legfeljebb 250 mm szélességben . . . 2.250 mm-nél szélesebb	240.— 265.—
656-ből	Cipő bármely anyagból való külön illesztett talppal : a) legalább 23 cm hosszú (a cipősarok tövétől a cipő orráig mérve) : 3. átvarrott lakkcipő, valamint valódi és utánzott antilopcipő más lakkcipő, bársony-, selyem-, atlasz-, brokát-, aranyozott, ezüstözött vagy bronzolt cipő, színadi cipő, továbbá pré- mezett cipő 5-ből : tornacipő, a felső részre átnyuló vulkanizált kaucsuk- talppal b) 23 cm-nél rövidebb, de legalább 15 cm hosszú (a cipősarok tövetől a cipő orráig mérve) : 5-ből : tornacipő, a felső részre átnyuló vulkanizált kaucsuk- talppal	páronkint 4.— 4.50 0,90 0.90

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
aus 636 a	Fertige Männer- und Knabenhüte aus Filz, aus kaninartigen Haaren : aus 1. unangerüstet : Velourhüte	für 1 Stück 1.40
	2. angerüstet : Velourhüte Andere	1.80 2.20
637	Fertige Frauen- und Mädchenhüte aus Filz : a) aus kaninartigen Haaren : 1. unangerüstet 2. angerüstet	1.60 2.40
	b) aus Wolle oder anderen Haaren : 1. unangerüstet 2. angerüstet	1.60 2.40
639 b	Frauen- und Mädchenhüte aus Stroh, Bast oder anderen Geflechten oder anderen pflanzlichen Stoffen : 1. unangerüstet 2. angerüstet	1.— 2.—
640	Aufgeputzte Frauen- und Mädchenhüte aller Art, weiters Frauen- und Mädchenhüte aus Spitzen, Tüll, Samt, Seide oder anderen Gewebe oder aus anderen, in den T. Nrn. 637 und 639 nicht genannten Stoffen (mit Ausnahme der Kürschnerwaren), auch unaufgeputzt : gewirkte Frauen- und Mädchenkappen aus Schafwolle (sogenannte Schweizermützen) nach Art der hinterlegten Muster . . . andere	1.— 3.— für 100 kg
642 a	Fertige Kürschnerwaren auch in Verbindung mit Textilstoffen oder Leder aus Pelzwerk der T. Nr. 641 a	1.200.—
aus 643	Sohlenleder (sohlenlederartig gearbeitetes Leder aller Art) : a) in Rückenstücken (Krupon, Halbkruon, Sohlenleder ohne Hals- oder Bauchteile) : 1. lohgar b) in ganzen oder halben Häuten mit Hals- oder Bauchteilen : 1. lohgar c) Abfalleder (Hals-, Bauchteile, Füße, Köpfe und Schultern) : 1. lohgar	120.— 100.— 80.—
aus 645 a	Treibriemenleder, lohgar	120.—
653 a	Treibriemen aus Leder, lohgar : 1. mehr als 20 mm, doch höchstens 250 mm breit 2. mehr als 250 mm breit	240.— 265.—
aus 656	Schuhe mit besonders angebrachten Sohlen aus Stoffen aller Art : a) mindestens 23 cm lang (von dem Ansätze der Schuhferse bis zur Schnabelspitze gerechnet) : 3. durchgenähte Lackschuhe, sowie echte Antilopenschuhe und deren Imitationen andere Lackschuhe, Samt-, Seiden-Atlas-, Brokatschuhe, ver- goldete, versilberte oder bronzierte Schuhe, Bühnenschuhe sowie Schuhe mit Pelzverzierung aus 5. Turnschuhe, mit auf den Oberteil übergreifender vulka- nisierter Gummisohle b) weniger als 23 cm, doch mindestens 15 cm lang (von dem Ansätze der Schuhferse bis zur Schnabelspitze gerechnet) : aus 5. Turnschuhe, mit auf den Oberteil übergreifender vulka- nisierter Gummisohle	für das Paar 4.— 4.50 0.90 0.90

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
aus 657 a	Schaftstiefel mit besonders angebrachten Sohlen aus Stoffen aller Art, aus schwarzem oder naturfarbigem Leder für ein Jahreskontingent von 4000 Paar im Grenzverkehr über die im Schlussprotokoll genannten Zollstellen eingehend : 1. mindestens 23 cm lang (von dem Ansätze der Stiefelferse bis zur Schnabelspitze gerechnet) : α) ungefütert β) gefüttert 2. weniger als 23 cm lang (von dem Ansätze der Stiefelferse bis zur Schnabelspitze gerechnet) : α) ungefütert β) gefüttert	für das Paar 2.— 2.50 1.— 1.50
aus 661	Taschnerwaren : aus a) aus Vulkanfaserplatten aus c) aus Leder (mit Ausnahme von Lackleder) : 1. im Stückgewichte von mehr als 5 kg. 2. andere d) aus Lackleder, sowie aus beliebigem Material mit Toilette-Ess- und ähnlichen Geräten, auch bloss zur Unterbringung dieser Geräte eingerichtet : 1. eingerichtete Taschnerwaren im Stückgewichte von mehr als 5 kg 2. andere	für 100 kg 180.— 260.— 300.— 450.— 550.—
671 b 673 aus 674	Technische Artikel aus weichem Kautschuk, andere Galoschen, Schneeschuhe und Schneestiefel Radreifen aus Kautschuk : a) Vollreifen : 2. andere aus b) Fahrradpneumatik	130.— 150.— 120.— 240.—
aus Anmerkung zu T. Nr. 678 b	Konfektionierte Gegenstände aus Geweben der T. Nr. 678 b unterliegen einem Zuschlag von	66⅔ %
aus 698 a	Drahtgewebe mit aufgespressten, ziegelartig gebrannten Tonkörperchen	6.—
aus 702	Kalziniertes Magnesit, auch gemahlen	frei
aus 720	Heraklithplatten und Bauplatten ähnlicher Zusammensetzung nach hinterlegten Mustern	1.50
722	Roheisen und Eisenlegierungen : a) Roheisen b) Eisenlegierungen	1.50 frei
Anmerkung zu T. Nr. 726	Hohlbohrstahl mit rundem, sechskantigem oder achtkantigem Querschnitt ist nach der T. Nr. 726 a, Schlagleistenstahl in Fabrikationslängen (das heisst über 2 m lang), ungelocht und ungebohrt, sowie Schlangenborstahl, voll oder hohl, ist nach der T. Nr. 726 b zu verzollen.	
aus 727	Werkzeug- und Edelstahl : a) Werkzeugstahl : 3. gewalzt oder geschmiedet b) Edelstahl mit Ausnahme des unter c fallenden : 3. gewalzt oder geschmiedet c) Spezialedelstahl : 3. gewalzt oder geschmiedet	12.— 18.— 30.—

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám arany-koronában
		100 kg-kint
728-ből	Vas- és acéldrót legfeljebb 6 mm vastagság-ban : a)-ból : huzva, de tovább meg nem munkálva : 2. 2.5 mm-nél vékonyabb, de legalább 1.5 mm vastagságban. 3. 1.5 mm-nél vékonyabb, de legalább 0.5 mm vastagságban. 4. 0.5 mm-nél vékonyabb b) cinkeztve, ónoztva vagy rezeztve : 1. 2.5 mm vagy annál nagyobb vastagságban 2. 2.5 mm-nél vékonyabb, de legalább 1.5 mm vastagságban. 3. 1.5 mm-nél vékonyabb, de legalább 0.5 mm vastagságban. 4. 0.5 mm-nél vékonyabb c)-ból : húzott drót, amennyiben szakítási szilárdsága négyzet-milliméterenkint 100 kg-ot meghalad : 1. 2.5 mm vagy annál nagyobb vastagságban : α) tovább meg nem munkálva β) tovább megmunkálva 2. 2.5 mm-nél vékonyabb, de legalább 1.5 mm vastagságban : α) tovább meg nem munkálva β) tovább megmunkálva 3. 1.5 mm-nél vékonyabb, de legalább 0.5 mm vastagságban α) tovább meg nem munkálva β) tovább megmunkálva	9.50 11.75 14.— 12.— 14.— 17.— 19.— 20.— 30.— 24.— 36.— 30.— 46.—
737 b 1	Rugó más járművek számára drb-kint 7 kg és ennél nagyobb súlyban : α) drb-kint 15 kg és annál nagyobb súlyban β) drb-kint 15 kg-nál kisebb súlyban	35.— 40.—
738 b	Tengely közúti járművek számára, az automobiltengely kivételével, megmunkálva : 1. közönséges székertengely 2. másféle, fémből való alkotórészekkel is : α) kenőcsös tengely, a letétbe helyezett minták szerint, fővámmhivatalokban való megvámolás mellett β) másféle	22.— 32.— 48.—
745 a-ből	Öntőminta (kokilla) : 3. drb-kint 50 q-nál kisebb, de legalább 20 q súlyban 4. drb-kint 20 q-nál kisebb, de legalább 5 q súlyban 5. drb-kint 5 q-nál kisebb, de legalább 1 q súlyban	6.— 7.50 11.—
745 b-ből	Megmunkált hengerek : 1. drb-kint 100 q és annál nagyobb súlyban 2. drb-kint 100 q-nál kisebb, de legalább 50 q súlyban 3. drb-kint 50 q-nál kisebb, de legalább 20 q súlyban 4. drb-kint 20 q-nál kisebb, de legalább 5 q súlyban 5. drb-kint 5 q-nál kisebb, de legalább 1 q súlyban	11.— 16.— 18.— 20.— 25.—
746 i-ből	Csákányhüvely	40.—
754 c-ből	Tejszállítókanca ónoztott vaslemezéből	45.—
755 b 4-ből	Acéllemezpecsét (acélplomba)	30.—
756 a	Ló- és ökörpatkó	16.—
756 b 2-ből	Patkósarok, másféle	24.—
757	Ekevas, szántóvas, csoroszlya, kormánylemez	20.—
758-ből	Lapát (vakoló is) : a) drb-kint 1 kg és annál nagyobb súlyban b) drb-kint 1 kg-nál kisebb súlyban	22.— 28.—

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
aus 728	Eisen- und Stahldraht höchstens 6 mm stark : aus a) gezogen, doch nicht weiter bearbeitet : 2. in der Stärke von weniger als 2.5 mm, doch mindestens 1.5 mm	9.50
	3. in der Stärke von weniger als 1.5 mm, doch mindestens 0.5 mm	11.75
	4. in der Stärke von weniger als 0.5 mm	14.—
	b) verzinkt, verzinkt oder verkupfert : 1. in der Stärke von 2.5 mm. oder mehr	12.—
	2. in der Stärke von weniger als 2.5 mm, doch mindestens 1.5 mm	14.—
	3. in der Stärke von weniger als 1.5 mm, doch mindestens 0.5 mm	17.—
	4. in der Stärke von weniger als 0.5 mm	19.—
	aus c) gezogener Draht mit einer Ziehfestigkeit von mehr als 100 kg. auf den Geviertmillimeter : 1. in der Stärke von 2.5 mm oder mehr : α) nicht weiter bearbeitet	20.—
	β) weiter bearbeitet	30.—
	2. in der Stärke von weniger als 2.5 mm, doch mindestens 1.5 mm : α) nicht weiter bearbeitet	24.—
	β) weiter bearbeitet	36.—
	3. in der Stärke von weniger als 1.5 mm, doch mindestens 0.5 mm : α) nicht weiter bearbeitet	30.—
	β) weiter bearbeitet	46.—
737 b/1	Federn für andere Fahrzeuge, im Stückgewichte von 7 kg und mehr : α) im Stückgewichte von 15 kg und mehr	35.—
	β) im Stückgewichte von weniger als 15 kg	40.—
738 b	Achsen für Strassenfahrzeuge, mit Ausnahme der Automobilachsen, bearbeitet : 1. gewöhnliche Frachtwagenachsen	22.—
	2. andere, auch mit Metallbestandteilen : α) Flügelachsen nach hinterlegten Mustern bei Verzollung in Hauptzollämtern	32.—
	β) andere	48.—
aus 745 a	Kokillen : 3. im Stückgewichte von weniger als 50 q, doch mindestens 20 q	6.—
	4. im Stückgewichte von weniger als 20 q, doch mindestens 5 q	7.50
	5. im Stückgewichte von weniger als 5 q, doch mindestens 1 q	11.—
aus 745 b	Walzen, bearbeitet : 1. im Stückgewichte von 100 q und mehr	11.—
	2. im Stückgewichte von weniger als 100 q, doch mindestens 50 q	16.—
	3. im Stückgewichte von weniger als 50 q, doch mindestens 20 q	18.—
	4. im Stückgewichte von weniger als 20 q, doch mindestens 5 q	20.—
	5. im Stückgewichte von weniger als 5 q, doch mindestens 1 q	25.—
aus 746 i	Pickenhülsen	40.—
aus 754 c	Milchtransportkannen aus verzinntem Eisenblech	45.—
aus 755 b/4	Stahlblechplomben	30.—
756 a	Hufeisen für Pferde und Ochsen	16.—
aus 756 b/2	Hufeisenstollen, andere	24.—
757	Pflugeisen, Schareisen, Seche, Pflugstreichbleche	20.—
aus 758	Schaufeln (auch Kellen) : a) im Stückgewichte von 1 kg und mehr	22.—
	b) im Stückgewichte von weniger als 1 kg	28.—

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám aranykoronában
760-ból	Csavarkulcs : <i>c)</i> drb-kint 5 kg-nál kisebb, de legalább 1 kg súlyban <i>d)</i> drb-kint 1 kg-nál kisebb, de legalább 500 gr súlyban <i>e)</i> drb-kint 500 kg-nál kisebb, de legalább 250 gr súlyban <i>f)</i> drb-kint 250 gr-nál kisebb súlyban Kalapácsok, sulykok : <i>b)</i> drb-kint 15 kg-nál kisebb, de legalább 5 kg súlyban <i>c)</i> drb-kint 5 kg-nál kisebb, de legalább 1 kg súlyban <i>d)</i> drb-kint 1 kg-nál kisebb, de legalább 500 gr súlyban <i>e)</i> drb-kint 500 gr-nál kisebb, de legalább 250 gr. súlyban Üllők, üllőbetétek, üllőtőkék, kaszaverők, közetfurók, kovácsolt satuk : <i>a)</i> drb-kint 15 kg és annál nagyobb súlyban <i>b)</i> drb-kint 15 kg-nál kisebb, de legalább 5 kg súlyban <i>c)</i> drb-kint 5 kg-nál kisebb, de legalább 1 kg súlyban <i>d)</i> drb-kint 1 kg-nál kisebb, de legalább 500 gr súlyban <i>e)</i> drb-kint 500 gr-nál kisebb, de legalább 250 gr súlyban	100 kg-kint 30.— 38.— 45.— 54.— 33.— 40.— 50.— 60.— 22.— 26.— 32.— 40.— 52.—
762 b	Felvágott reszelő és ráspoly : 1. 250 mm-nél hosszabb vágási felszínnel 2. 250 mm és annál rövidebb, de 150 mm-nél hosszabb vágási felszínnel 3. 150 mm-nél nem hosszabb vágási felszínnel	40.— 65.— 80.—
764 a-ból	Gépkés, a husdarálók késeinek és tárcsáinak, valamint a répvágókésék kivételével	50.—
766-ból	Húzóvas	40.—
769-ből	Sűrítettlevegő-szerszámok Dobrevölécacél kiszabott darabokban, nem lyukasztva, nem furva.	60.— 8.—
	Tüske cementörklő gépekhez Nyersen kovácsolt golyók golyósmalmok számára : 1. 60 mm-nél nagyobb átmérővel 2. 60 mm és annál kisebb átmérővel Ekefej és felszerelt eketest Mágnes darabonkint 1 kg-nál kisebb, de legalább 100 gr súlyban	12.— 15.— 20.— 24.— 100.—
773-ból	Réz, rézöttvények, ezekből készült félgyártmányok és másutt nem említett áruk : <i>c)</i> rud és drót : 1. 8 mm-nél vastagabb keresztmetszettel 8 mm és annál vékonyabb, de legalább 3 mm keresztmetszettel 2. 3 mm-nél vékonyabb, de 1 mm-nél vastagabb keresztmetszettel 1 mm és annál vékonyabb, de legalább 0.5 mm vastag keresztmetszettel 3. 0.5 mm-nél vékonyabb, de legalább 0.2 mm vastag keresztmetszettel <i>d)</i> lemez : 1. 0.5 mm és annál nagyobb vastagságban : <i>α)</i> megmunkálás nélkül : 1 mm és annál nagyobb vastagságban 1 mm-nél kisebb vastagságban	19.— 22.— 25.— 27.50 33.— 20.— 24.—

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
aus 760	Schraubenschlüssel : c) im Stückgewichte von weniger als 5 kg, doch mindestens 1 kg d) im Stückgewichte von weniger als 1 kg doch mindestens 500 g. e) im Stückgewichte von weniger als 500 g, doch mindestens 250 g f) im Stückgewichte von weniger als 250 g	30.— 38.— 45.— 54.—
	Hämmer, Schlegel : b) im Stückgewichte von weniger als 15 kg, doch mindestens 5 kg c) im Stückgewichte von weniger als 5 kg, doch mindestens 1 kg d) im Stückgewichte von weniger als 1 kg, doch mindestens 500 g. e) im Stückgewichte von weniger als 500 g, doch mindestens 250 g	33.— 40.— 50.— 60.—
	Ambosse, Ambosseinsätze, Ambosstöckel, Dengelhämmer, Ge- steinsbohrer, geschmiedete Schraubstöcke : a) im Stückgewichte von 15 kg und mehr b) im Stückgewichte von weniger als 15 kg, doch mindestens 5 kg c) im Stückgewichte von weniger als 5 kg, doch mindestens 1 kg d) im Stückgewichte von weniger als 1 kg, doch mindestens 500 g. e) im Stückgewichte von weniger als 500 g, doch mindestens 250 g	22.— 26.— 32.— 40.— 52.—
762 b	Aufgehaue Feilen und Raspeln : 1. mit einer Hieblänge von mehr als 250 mm 2. mit einer Hieblänge von 250 mm und weniger, doch mehr als 150 mm 3. mit einer Hieblänge von nicht mehr als 150 mm	40.— 65.— 80.—
aus 764 a	Maschinenmesser, mit Ausnahme der Messer und Scheiben der Fleischmühlen sowie der Rübenschnidmesser	50.—
aus 766	Zieheisen	40.—
	Pressluftwerkzeuge	60.—
aus 769	Schlagleistenstahl in abgepassten Stücken, nicht gelocht, nicht gebohrt Zementmahlstifte	8.— 12.—
	Roh geschmiedete Kugeln für Kugelmühlen : 1. mit einem Durchmesser von mehr als 60 mm 2. mit einem Durchmesser von 60 mm und weniger	15.— 20.—
	Pflugköpfe und montierte Pflugkörper	24.—
	Magnete im Stückgewichte von weniger als 1 kg, doch mindestens 100 g.	100.—
aus 773	Kupfer, Kupferlegierungen, Halbfabrikate und anderweit nicht genannte Waren aus diesen : c) Stäbe und Drähte : 1. mit einem Durchmesser von mehr als 8 mm mit einem Durchmesser von 8 mm und weniger, doch mindestens 3 mm 2. mit einem Durchmesser von weniger als 3 mm, doch mehr als 1 mm mit einem Durchmesser von 1 mm und weniger, doch mindestens 0,5 mm 3. mit einem Durchmesser von weniger als 0,5 mm, doch mindestens 0,2 mm d) Bleche : 1. in der Stärke von 0,5 mm und mehr : α) unbearbeitet : in der Stärke von 1 mm und mehr in der Stärke von weniger als 1 mm	19.— 22.— 25.— 27.50 33.— 20.— 24.—

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám aranykoronában
		100 kg-kint
	2. 0,5 mm-nél kisebb vastagságban : a) megmunkálás nélkül : 0,3 mm és annál nagyobb vastagságban 0,3 mm-nél kisebb vastagságban h) másutt nem említett készárúk : 5-ből : asztali és háztartási készlet és edény, ezüstözve 6-ből : petróleum- és spirituszfűzők, forrasztókészülékek Másutt nem említett áruk pakfongból, alpakkából, ujezüstből és más nikkeldus ötvényekből, ezüstözve Drótszeg, surolva is Csavar és csavaranya csavarmenettel, vasból : b) megmunkálva, de fémmel nem bevonva, sem kapcsolatban, a facsavar kivételével : 2. 14 mm-nél kisebb, de legalább 7 mm szár-, illetve orsóvastagságban, illetve nyílásátmérővel 3. 7 mm-nél kisebb, de legalább 4 mm szár-, illetve orsóvastagságban, illetve nyílásátmérővel 4. 4 mm-nél kisebb szár-, illetve orsóvastagságban, illetve nyílásátmérővel c) facsavar : 1. töben 7 mm-nél nagyobb szárvastagságban 2. töben legfeljebb 7 mm, de 5 mm-nél nagyobb szárvastagságban 3. töben legfeljebb 5 mm, de 3 mm-nél nagyobb szárvastagságban 4. töben legfeljebb 3 mm szárvastagsággal : a) ha a szár hossza 20 mm-nél nagyobb b) ha a szár hossza 20 mm-nél nem nagyobb A 778.—781. <i>Jegyzetből</i> : Csavarok vasból, galvanizálva, a megfelelő vámtételen felül 13 aranykorona pótlék alá esnek.	29.— 34.— 400.— 300.— 400.— 17.—
774 c 2-ből		
778 d		
781-ből		
		50.— 80.— 130.—
		42.— 57.— 90.—
		100.— 135.—
784 a 1-ből	Gőzeke-drótkötél 2,2 mm-nél vastagabb és 200 kg-nál nagyobb szakítási szilárdságú csupasz vas- és acéldrótból, kátrányozva vagy bemázolva is	29.—
786 a-ből	Vasdrótból való sasszeg 2 mm-nél nagyobb vastagságban	30.—
787 b-ből	Más lánc és láncszem, vasból és acélból, nyersen vagy közönségesen megmunkálva (surolva) : 3. 10 mm-nél vékonyabb, de legalább 6 mm vastag láncszemekkel 4-ből : 6 mm-nél vékonyabb, de 2 mm-nél vastagabb láncszemekkel	32.— 55.—
788-ből	Biztonsági zár és ennek alkotórészei (a függőlakat kivételével), műlakatos munkával kapcsolatban is : a) tulnyomórészt vasból, sárgarézből való lappal, kulcscsővel és zárlattartóval b) tulnyomórészt fémből	80.— 150.—
789-ből	Más zár (a függőlakat kivételével), kulcs és záralkotórész a rugó kivételével : a) tisztán vasból, fémből készült dióval is : 1. nyersen, surolva, durván reszelve, szegecselve, hegesztve : a) darabonként 300 gr-nál nagyobb súlyban b) darabonként 300 gr és annál kisebb súlyban	45.— 70.—

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
	2. in der Stärke von weniger als 0.5 mm : α) unbearbeitet : in der Stärke von 0.3 mm und mehr	29.—
	in der Stärke von weniger als 0.3 mm	34.—
	h) anderweit nicht genannte fertige Waren : aus 5. Geschirr und Geräte für den Tisch- und Hausgebrauch, versilbert	400.—
	aus 6. Petroleumkocher, Spirituskocher und Lötapparate . .	300.—
774 c/2	Anderweitig nicht genannte Waren aus Packfong-, Alpaka-, Neu-	
778 d	silber- und anderen nickelreichen Legierungen, versilbert . . .	400.—
aus 781	Drahtstifte, auch gescheuert	17.—
	Schrauben und Schraubenmutter mit Gewinde, aus Eisen : b) bearbeitet, doch weder überzogen noch in Verbindung mit Metall, mit Ausnahme der Holzschrauben : 2. mit einer Schaft-, bzw. Spindelstärke, bzw. Lochweite von weniger als 14 mm, doch mindestens 7 mm	50.—
	3. mit einer Schaft-, bzw. Spindelstärke, bzw. Lochweit von weniger als 7 mm, doch mindestens 4 mm	80.—
	4. mit einer Schaft-, bzw. Spindelstärke, bzw. Lochweite von weniger als 4 mm	130.—
	c) Holzschrauben : 1. mit einer Schaftstärke am Kopfansatze von mehr als 7 mm .	42.—
	2. mit einer Schaftstärke am Kopfansatze von nicht mehr als 7 mm, doch mehr als 5 mm	57.—
	3. mit einer Schaftstärke am Kopfansatze von nicht mehr als 5 mm, doch mehr als 3 mm	90.—
	4. mit einer Schaftstärke am Kopfansatze von nicht mehr als 3 mm : α) mit einer Schaftlänge von mehr als 20 mm	100.—
	β) mit einer Schaftlänge von nicht mehr als 20 mm . . .	135.—
	Aus Anmerkung zu den TI Nrn 778 bis 781 : Schrauben aus Eisen, galvanisiert, unterliegen einem Zuschlag von 13 Kronen zu dem Zolle der entsprechenden Schrauben aus Eisen.	
aus 784 a/1	Dampfpflug Drahtseile, auch geteert oder angestrichen, aus blan- kern Eisen- und Stahldraht in der Stärke von mehr als 2½ mm und mehr als 200 kg Ziehfestigkeit	29.—
aus 786 a/1	Splinten aus Eisendraht in der Stärke von mehr als 2 mm . . .	30.—
aus 787 b	Andere Ketten und Kettenglieder aus Eisen und Stahl, roh oder gewöhnlich bearbeitet (gescheuert) : 3. mit einer Gliederstärke von weniger als 10 mm, doch min- destens 6 mm	32.—
	aus 4, mit einer Gliederstärke von weniger als 6 mm, doch mehr als 2 mm	55.—
aus 788	Sicherheitsschlösser (mit Ausnahme von Vorhängeschlössern) und deren Bestandteile, auch in Verbindung mit Kunstschlosser- arbeiten : a) überwiegend aus Eisen, auch mit Stulp, Schlüsselrohr und Zuhaltung aus Messing	80.—
	b) überwiegend aus Metallen	150.—
aus 789	Andere Schlösser (mit Ausnahme der Vorhängeschlösser), Schlüssel und Schlossteile, mit Ausnahme der Federn : a) bloss aus Eisen, auch mit Metallnuss : 1. roh, gescheuert, grob gefeilt, genietet, geschweisst (gelötet) : α) im Stückgewicht von mehr als 300 g	45.—
	β) im Stückgewicht von 300 g und weniger	70.—

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám aranykoronában
		100 kg-kint
	2-ből : csiszolva, nikkelezve vagy egyébként finoman kikészítve :	
	α)-ból : darabonként 300 gr-nál nagyobb súlyban, csupán lapján, zárólemezen és betétlemezen csiszolva vagy fényes szalagvasból :	45.—
	β) darabonként 300 gr és annál kisebb súlyban, sárgarézből való lappal és kulcscsővel	70.—
791-ből	b) egészben vagy részben fémből	150.—
	Más vasalás és veret :	
	a)-ból : vasból, a lágyöntésű kocsivasalások kivételével :	
	1. nyersen, surolva, furva vagy durván mázolva	30.—
	2. más módon megmunkálva	45.—
	b) fémből :	
	1. diszitó butor- és bőrdőveret :	
	α) öntve	75.—
	β) lemezből sajtolva	140.—
	2. másféle :	
	α) öntve	60.—
	β) lemezből sajtolva	120.—
792-ből	Butor (a műlakatosmunkákhoz tartozók kivételével) és ennek alkotórészei :	
	a) vasból :	
	1-ből : durván mázolva, de ebben az állapotában használatra készen	24.—
	b) fémből :	
	1. párnázatlanul :	
	α) függőnytartórúd	100.—
	β) másféle	150.—
795-ből	Lámpák :	
	a) csilláraru villamos- és gázvilágításra és ezek vas- vagy fémalkotórészei :	
	1. fémöntvényből vagy fémöntvényből való alkotórészekkel, valamint fémöntvényből való alkotórészek	400.—
	2. másfélék	300.—
	c)-ból : más lámpaáru :	
	5-ből : viharlámpák, ónozott vaslemezről	85.—
	buktatólámpák, állólámpák, falikarok és függőlámpák, diszitésekkel is :	
	sárgarezezt vaslemezről sajtolva	90.—
	sárgarézlemezről sajtolva vagy sárgarézöntvényből	110.—
796-ből	Szerelvények gőz-, gáz-, gáz- és vízvezetékek számára :	
	a)ból : fémből (az ólomból való kivételével), vassal való kapcsolat nélkül, közönségesen megmunkálva (sem polírozva, sem finoman csiszolva, sem vernirozva) :	
	1. darabonként 10 kg-nál nagyobb súlyban	100.—
	2. darabonként legfeljebb 10 kg, de 2 kg-nál nagyobb súlyban	110.—
	3. darabonként legfeljebb 2 kg, de 50 gr-nál nagyobb súlyban	120.—
	4. darabonként 50 gr és annál kisebb súlyban	150.—
	b)-ból : vasból, vörösfémöntvényvel :	
	1. darabonként 500 kg és annál kisebb, de 100 kg-nál nagyobb súlyban	30.—
	2. darabonként legfeljebb 100 kg és annál kisebb, de 50 kg-nál nagyobb súlyban	45.—

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
	aus 2. poliert, vernickelt und auf andere Art fein bearbeitet :	
	aus α) im Stückgewichte von mehr als 300 g bloss am Stulp, am Schliessblech und an der Besatzscheibe geschliffen oder aus blankem Band Eisen	45.—
	β) im Stückgewichte von 300 g und weniger, auch mit Stulp und Schlüsselrohr aus Messing	70.—
	b) ganz oder zum Teil aus Metallen	150.—
aus 791	Andere Beschläge :	
	aus a) aus Eisen (ausgenommen Wagenbeschläge aus Weichguss) :	
	1. roh, geschleutert, gebohrt oder grob angestrichen	30.—
	2. anders bearbeitet	45.—
	b) aus Metallen :	
	1. Zierbeschläge für Möbel und Taschnerwaren :	
	α) gegossen	75.—
	β) aus Blechen gepresst	140.—
	2. andere :	
	α) gegossen	60.—
	β) aus Blechen gepresst	120.—
aus 792	Möbel (mit Ausnahme der zu den Kunstschlosserarbeiten gehörenden) und deren Bestandteile :	
	a) aus Eisen :	
	aus 1. grob angestrichen, doch in diesem Zustande gebrauchsfertig	24.—
	b) aus Metallen :	
	1. ungepolstert :	
	α) Karnissen	100.—
	β) andere	150.—
aus 795	Lampen :	
	a) Luster für elektrische und Gasbeleuchtung und deren Bestandteile aus Eisen und Metallen :	
	1. aus Metallguss oder mit Bestandteilen aus Metallguss, sowie Bestandteile aus Metallguss	400.—
	2. andere	300.—
	aus c) andere Lampenwaren :	
	aus 5. Sturmlampen aus verzinnem Eisenblech	85.—
	Kipplampen, Stehlampen, Wandarme und Hängelampen, auch mit Verzierungen :	
	aus vermessingtem Eisenblech gestanzt	90.—
	aus Messingblech gestanzt oder aus Messingguss	110.—
aus 796	Armaturen für Dampf-, Gas- und Wasserleitungen :	
	aus a) aus Metallen (Blei ausgenommen) ohne Verbindung mit Eisen, gewöhnlich bearbeitet (nicht poliert, nicht fein geschliffen, nicht verniert) :	
	1. im Stückgewichte von mehr als 10 kg	100.—
	2. im Stückgewichte von nicht mehr als 10 kg., doch mehr als 2 kg	110.—
	3. im Stückgewichte von nicht mehr als 2 kg., doch mehr als 50 g	120.—
	4. im Stückgewichte von 50 g und weniger	150.—
	aus b) : aus Eisen mit Rotguss :	
	1. im Stückgewichte von 500 kg und weniger, doch mehr als 100 kg	30.—
	2. im Stückgewichte von 100 kg und weniger, doch mehr als 50 kg	45.—

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám aranykoronában
		100 kg-kint
	3. darabonkint legfeljebb 50 kg és annál kisebb, de 10 kg-nál nagyobb súlyban	60.—
	4. darabonkint legfeljebb 10 kg és annál kisebb, de 1 kg-nál nagyobb súlyban	80.—
	5. darabonkint legfeljebb 1 kg és annál kisebb súlyban	100.—
	Acélból, más fémekkel kapcsolatban is :	
	1. darabonkint 500 kg és annál kisebb, de 100 kg-nál nagyobb súlyban	45.—
	2. darabonkint 100 kg és annál kisebb, de 50 kg-nál nagyobb súlyban	67.50
798-ből	Evőeszközök :	
	a)-ból : kés, villa és kanál, vasból vagy acélból :	
	2.-ből : martinacélevőeszköz, vagyis kanál és ugynevezett francia villa, ónozott acéllemezből, a letétbe helyezett minták szerint	120 —
	b) késpenge vasból vagy acélból :	
	2. tovább megmunkálva, más anyagból készült, de nem ezüstözött, sem aranyozott nyéllel is	300.—
	c) késpenge, villa és kanál fémből :	
	1. ezüstözés vagy aranyozás nélkül :	
	α) ónacélevőeszköz a letétbe helyezett minták szerint	160.—
	β) másféle	300.—
	2.-ből : acélkések, fémből való ezüstözött nyéllel	300.—
799-ből	Másutt nem említett késművesáru :	
	d)-ból : montafoni káposztagyalu	30.—
	közönséges kés, konyhai és háztartási használatra	300.—
801 a-ból	Celluloid-töltőtoll	320.—
802 b-ből	Zárt tartány alumíniumból	60.—
807 d 2-ből	Más robbanó és égési erőgép, másféle, gázmotor generátorral is :	
	α)-ból : darabonkint 20 q-nál nagyobb, de legfeljebb 50 q súlyban	39.—
	β) darabonkint 20 q és annál kisebb, de legalább 5 q súlyban. Szivattyú (pulzométer is) és másutt nem említett fecskendők és mindezek alkotórészei :	44.—
811-ből	a) centrifugál-, turbina- és dugattyús szivattyú, továbbá közvetlenül működő, valamint forgattyús, egy keretre szerelt gőzszi-vattyú :	
	2. darabonkint 10 q és annál kisebb, de 1 q-nál nagyobb súlyban	50.—
	3. darabonkint 1 q és annál kisebb súlyban	62.—
	b)-ból : kézihajtású szivattyú tulnyomórészt vasból (legfeljebb 20 % fémmel)	31.—
	membránszivattyú	38.—
	kerti fecskendő	42.—
	szárnyszivattyú	50.—
	kézihajtású szivattyú tulnyomórészt fémből	60.—
818 b-ből	Triórók	33.—
819 a-ból	Szecs kavágó	26.—
	Kézihajtású darálómalom	22.—
820 a 1-ből	Kézihajtású szőlő- és gyümölcs-sajtó	21.—
821 d-ből	Gabonahegyező- és hántológép és alkotórészeik	40.—
824 e-ből	Azbesztcementpalagépek acélalátétlemezei	24.—
835 b 2-ből	Kerekekre szerelt mozgó szállítószalagok	40.—
836 b 1-ből	Gőzsütőkemencék, gyúró- és keverőgépek, sütőipari fonó- és rovátkológépek	35.—
	Létrák mechanikai emelőszerkezettel	37.50

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
	3. im Stückgewichte von 50 kg und weniger, doch mehr als 10 kg	60.—
	4. im Stückgewichte von 10 kg und weniger, doch mehr als 1 kg	80.—
	5. im Stückgewichte von 1 kg und weniger	100.—
	Aus Stahl auch in Verbindung mit anderen Metallen :	
	1. im Stückgewichte von 500 kg und weniger, doch mehr als 100 kg	45.—
	2. im Stückgewichte von 100 kg und weniger, doch mehr als 50 kg	67.50
aus 798	Essbestecke :	
	aus a) Messer, Gabel und Löffel aus Eisen oder Stahl :	
	aus 2. Martinstahlbestecke, das heisst Löffel und sogenannte französische Gabeln aus verzinnem Stahlblech nach hinterlegten Mustern	120.—
	b) Messerklingen aus Eisen oder Stahl :	
	2. weiterbearbeitet, auch mit Griffen aus anderen Stoffen, doch weder versilbert noch vergoldet	300.—
	c) Messerklingen, Gabel und Löffel aus Metallen :	
	1. weder versilbert noch vergoldet :	
	α) Zinnstahlbestecke nach hinterlegten Mustern	160.—
	β) andere	300.—
	aus 2. Messer aus Stahl mit versilberten Griffen aus Metallen .	300.—
aus 799	Anderweitig nicht genannte Messerschmiedwaren :	
	aus d) Montafoner Krauthobel	30.—
	gewöhnliche Messer für Küchen- oder Hausgebrauch	300.—
aus 801 a	Zelluloidfüllfedern	320.—
aus 802 b	Geschlossene Behälter aus Aluminium	60.—
aus 807 d/2	Andere Explosions- und Verbrennungskraftmaschinen, andere, auch Gasmotoren mit Generator :	
	aus α) im Stückgewichte von mehr als 20 q, doch nicht mehr als 50 q	39.—
	β) im Stückgewichte von 20 q und weniger, doch mindestens 5 q .	
aus 811	Pumpen (auch Pulsometer) und anderweitig nicht genannte Spritzen und deren Bestandteile :	44.—
	a) Zentrifugal-, Turbinen- und Kolbenpumpen, weiters unmittelbar wirkende sowie auf einen Rahmen montierte Kurbel-Dampfpumpen :	
	2. im Stückgewichte von 10 q und weniger, doch mehr als 1 q .	
	3. im Stückgewichte von 1 q und weniger	50.—
	aus b) Pumpen mit Handantrieb, überwiegend aus Eisen (mit nicht mehr als 20% Metall)	62.—
	Membranpumpen	31.—
	Gartenspritzen	38.—
	Flügelpumpen	42.—
	Pumpen mit Handantrieb überwiegend aus Metallen	50.—
	Triebre	60.—
aus 818 b	Häckselschneider	33.—
aus 819 a	Schrotmühlen mit Handantrieb	26.—
	Trauben- und Obstpressen mit Handantrieb	22.—
aus 820 a/1	Getreidespitz- und Schälmaschinen und deren Bestandteile	21.—
aus 821 d	Stahlpressplatten für Asbestzementschiefermaschinen	40.—
aus 824 e	Auf Räder montierte fahrbare Transportbänder	24.—
aus 835 b/2	Dampfbacköfen, Knet- und Mischmaschinen, Wirk- und Kerbmaschinen	40.—
aus 836 b/1	Leitern mit mechanischer Hebevorrichtung	35.—
		37.50

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám arany-koronában
839-ből	Önműködő mérleg és ennek alkotórészei, ideértve azok számláló (regisztráló) szerkezetét : c) darabonként 5 q-nál kisebb, de 1 q-nál nagyobb súlyban . darabonként 100 kg és annál kisebb, de legalább 50 kg súlyban .	100 kg-kint 80.— 110.—
850 b-ből 853-ből	Szjítárcsa fából Dinamógép, elektromotor, transzformátor s mindezek alkotórészei : villamosgép mechanikai szerkezettel elválaszthatatlan kapcsolatban is : b) másféle : 1. darabonként 50 q és annál nagyobb súlyban 2. darabonként 50 q-nál kisebb, de legalább 10 q súlyban . 3. darabonként 10 q-nál kisebb, de legalább 250 kg súlyban . 4. darabonként 250 kg-nál kisebb, de legalább 25 kg súlyban . 5. darabonként 25 kg-nál kisebb súlyban	25.— 100.— 125.— 140.— 150.— 200.—
854 b 2	Villamos főző-, melegítő- és fűtőkészülék, ipari célokra is, másféle, darabonként 5 kg és annál kisebb súlyban : α) fémből β) más anyagból	260.— 125.—
855-ből	Villamos számláló- és mérőkészülékek s ezek alkotórészei : a) számlálókészülékek b) másféle : 2. darabonként 4 kg-nál kisebb súlyban	250.— 700.—
859-ből	Indító-, ellenállásszabályozó és másutt nem említett villamos készülék, kapcsolótábla és villamos szerelési cikk, továbbá mindezeknek készre dolgozott alkotórészei : a) darabonként 2 q és annál nagyobb súlyban b) darabonként 2 q-nál kisebb, de legalább 50 kg súlyban . . . c) darabonként 50 kg-nál kisebb, de legalább 5 kg súlyban . . . d) darabonként 5 kg-nál kisebb, de legalább 250 g súlyban . e) darabonként 250 gr-nál kisebb súlyban	135.— 155.— 200.— 275.— 300.—
865 b-ből	Szénelektrodák villamos kemencék számára : szénpálcák világítási célokra ; szén villamos elemek számára	10.—
866 b	Gyermekkocsi-alváz vasból, megmunkálva, gummiabroncsos kerékekkel is	50.—
867 b-ből	Gyermekkocsi-szekrény, fényezve : 1. párnázás vagy kárpitozás nélkül 2. párnázva vagy kárpitozva	80.— 120.—
885 b 1-ből	Palánkos evezős csónak európai fanemekből, 80 cm és annál szélesebb, darabonként 120 kg és annál nagyobb súlyban	80.—
887-ből	Vitorlás csónak : a) tökesúlyu b) uszonyos	80.— 80.—
888	Motoros csónak	125.—
942-ből	Gomb : b)-ből : vaslemezről, fényezve is, de nem nikkelezve és nem kapcsolatban más anyagokkal c)-ből : szövettel bevont gomb celluloidból vagy műszaruból d)-ből : vasból vagy fémből, gyöngyházzal kapcsolatban . . .	150.— 350.— 380.— 1.000.—

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
aus 839	Selbsttätige Wagen und deren Bestandteile, auch deren Registrier- vorrichtung :	
	c) im Stückgewichte von weniger als 5 q, doch mehr als 1 q. .	80.—
	im Stückgewichte von 100 kg und weniger, doch mindestens 50 kg	110.—
aus 850 b	Riemenscheiben aus Holz	25.—
aus 853	Dynamomaschinen, Elektromotoren, Transformatoren und deren Bestandteile ; elektrische Maschinen, auch in unlösbarer Verbin- dung mit mechanischen Konstruktionen :	
	b) andere :	
	1. im Stückgewichte von 50 q und darüber	100.—
	2. im Stückgewichte von weniger als 50 q, doch mindestens 10 q	125.—
	3. im Stückgewichte von weniger als 10 q, doch mindestens 250 kg	140.—
	4. im Stückgewichte von weniger als 250 kg, doch mindestens 25 kg	150.—
	5. im Stückgewichte von weniger als 25 kg	200.—
854 b/2	Elektrische Koch-, Wärme- und Heizapparate, auch für gewerbliche Zwecke, andere, im Stückgewichte von 5 kg und weniger :	
	α) aus Metallen	260.—
	β) aus anderen Stoffen	125.—
aus 855	Elektrische Zähl- und Messapparate und deren Bestandteile :	
	a) Zählapparate	250.—
	b) andere :	
	2. im Stückgewichte von weniger als 4 kg	700.—
aus 859	Anlasser, Widerstandsregulatoren und anderweitig nicht genannte elektrische Apparate, Schalttafeln und elektrisches Installations- material, sowie fertig bearbeitete Bestandteile derselben :	
	a) im Stückgewichte von 2 q und mehr	135.—
	b) im Stückgewichte von weniger als 2 q, doch mindestens 50 kg	155.—
	c) im Stückgewichte von weniger als 50 kg, doch mindestens 5 kg	200.—
	d) im Stückgewichte von weniger als 5 kg, doch mindestens 250 kg	275.—
	e) im Stückgewichte von weniger als 250 g	300.—
aus 865 b	Elektroden für Elektroöfen ; Kohlenstifte für Beleuchtungszwecke ; Kohlen für elektrische Elemente	10.—
866 b	Kinderwagen-Untergestelle aus Eisen, bearbeitet, auch mit Rädern mit Gummireifen	50.—
aus 867 b	Kinderwagenkasten, lackiert :	
	1. nicht gepolstert, nicht tapeziert	80.—
	2. gepolstert oder tapeziert	120.—
aus 885 b/1	Klinkerruderboote aus europäischen Holzarten mit einer Breite von 80 cm und mehr, im Stückgewichte von 120 kg und mehr .	80.—
aus 887	Segelboote :	
	a) mit Kiel	80.—
	b) mit Schwertern	80.—
888	Motorboote	125.—
aus 942	Knöpfe :	
	aus b) aus Eisenblech, auch lackiert, doch nicht vernickelt, nicht in Verbindung mit anderen Stoffen	150.—
	aus c) mit Geweben überzogene Knöpfe	350.—
	aus Zelluloid oder Kunsthorn	380.—
	aus d) aus Eisen oder Metallen in Verbindung mit Perlmutter .	1.000.—

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám aranykoronában
		100 kg-kint
	e)-ből : gomb és gombmechanizmus, ezüstözve, vagy ezüsttel lemezelve is, de nem aranyozva, sem arannyal lemezelve, sem zománcozva, más anyagokkal kapcsolatban is	1.300.—
943-ből	gomb és gombmechanizmus, aranyozva, vagy arannyal lemezelve vagy zománcozva, más anyagokkal kapcsolatban is Tűáruk : a)-ból : vasból vagy fémből készült biztosítótű, hajtű és gombostű, nem ezüstözve vagy aranyozva b)-ból : csat, nyomókapocs (nyomógomb), gyűszű, kapocs, nyakkendőszorító (a 961. tsz. alá tartozó kivételével) vasból vagy fémből, más anyaggal való kapcsolat nélkül, nem ezüstözve vagy aranyozva c)-ból : a b)-ból említett áruk ezüstözve vagy aranyozva Közönséges fanyelű bicska Fésűáru : b)-ból szarúból galalitból c)-ból : kemény kaucsukból celluloidból	1.500.— 150.— 250.— 320.— 50.— 450.— 350.— 550.— 650.—
944 b 1 946-ből	Dohányzószerszámok : a) pipaszár, szivar- és szivarkaszipka és szopóka : 1. fűrt meggyfapipaszár, más alkotórészek nélkül 2-ből : szivar- és szivarkaszipka, készen vagy csak fűrva is, mindennemű nem nemes fából 3-ből : pipaszár, szivar- és szivarkaszipka fából, szaruval kapcsolatban 4-ből : szivar- és szivarkaszipka műgyantából vagy műgyantával kapcsolatban b) pipafej és pipa : 1-ből : pipafej agyagból : α) nikkel- vagy nikkelezett vagy ezüstözött kupakkal β)-ból : kupak nélkül 3-ből : pipa bruyère-fából pipa tajtékból vagy tajtékutánzatból Celluloiddal bevont cipósarok Kész bot, bármily fanemből : 1. minden diszítés és diszítő faragás nélkül 2. bőrrel, szaruval, csonttal, agancssal, fémmel, celluloiddal, galalittal és másutt nem említett más anyagokkal vagy diszítő faragással diszítve : α) csupán csontból, szartból, vagy műszaruból való szorítókkal, azonban egyébként diszítetlen β) másféle	60.— 120.— 320.— 700.— 180.— 100.— 600.— 700.— 160.— 90.— 110.— 140.— 200.—
948 b-ből 952 b-ből	Koporsódisz és koporsótápéta papirosból Gallértű, gallércsat, övcsat, nyakkendőszorító : 1. aranyozva vagy ezüstözve, arannyal vagy ezüsttel lemezelve, féldrágakövekkel, vagy gyöngy és korall utánzatokkal, vagy valódi kövek utánzataival kapcsolatban, de nem zománcozva 2. zománcozva	1.000.— 1.200.—
955 a-ből 961 c-ből	Diszműáruk : b)-ból : szivarkadoboz vaslemezből, nikkelezve c)-ból : bronzöntvényből : 2. darabonként 5 kg és annál kisebb súlyban	240.— 540.—
962-ből		

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
	aus e) Knöpfe und Knopfmechanismen, auch versilbert oder mit Silber plattiert, doch weder vergoldet, noch mit Gold plattiert, noch emailliert, auch in Verbindung mit anderen Stoffen	1.300.—
	Knöpfe und Knopfmechanismen vergoldet oder mit Gold plattiert oder emailliert, auch in Verbindung mit anderen Stoffen . .	1.500.—
aus 943	Nadlerwaren :	
	aus a) Sicherheitsnadeln, Haarnadeln und Heftnadeln, aus Eisen oder Metallen, weder versilbert noch vergoldet	150.—
	aus b) Schnallen, Druckknöpfe, Fingerhüte, Heftel (Hafteln), Krawattenhalter (mit Ausnahme der zu der T. Nr. 961 gehörenden) aus Eisen oder Metallen, nicht in Verbindung mit anderen Stoffen, weder versilbert, noch vergoldet	250.—
944 b/1	aus c) die aus b) genannten Waren versilbert oder vergoldet .	320.—
aus 946	Gewöhnliche Taschenfeitel	50.—
	Kammwaren :	
	aus b) aus Horn	450.—
	aus Galalith	350.—
	aus c) aus Hartgummi	550.—
	aus Zelluloid	650.—
aus 947	Rauchrequisiten :	
	a) Pfeifenröhren, Zigarren- und Zigarettenspitzen und Mundstücke :	
	1. gebohrte Pfeifenröhren aus Weichselholz, ohne andere Bestandteile	60.—
	aus 2. Zigarren- und Zigarettenspitzen, fertig oder bloss gebohrt, aus unedlen Hölzern aller Art	120.—
	aus 3. Pfeifenröhren, Zigarren- und Zigarettenspitzen aus Holz, in Verbindung mit Horn	320.—
	aus 4. Zigarren- und Zigarettenspitzen aus Kunstharz oder in Verbindung mit Kunstharz	700.—
	b) Pfeifenköpfe und Pfeifen :	
	aus 1. Pfeifenköpfe aus Ton :	
	α) mit Nickel- oder vernickelten oder versilberten Beschlägen	180.—
	aus β) ohne Beschläge	100.—
	aus 3. Pfeifen aus Bruyèreholz	600.—
	Pfeifen aus Meerscham oder Meerschamimitation	700.—
aus 948 b	Schuhabsätze mit Zelluloid überzogen	160.—
aus 952 b	Fertige Stöcke aus Hölzern aller Art :	
	1. ohne Verzierung und verzierende Schnitzerei	90.—
	2. mit Leder, Horn, Bein, Geweih, Metallen, Zelluloid, Galalith oder anderweitig nicht genannten anderen Stoffen oder mit Zierschnitzerei verziert :	
	α) bloss mit Zwingen aus Bein, Horn oder Kunsthorn, jedoch sonst nicht verziert	110.—
	β) andere	140.—
aus 955 a	Sargverzierungen und Sargtapeten aus Papier	200.—
aus 961 c	Kragennadeln, Kragenspannen, Gürtelschnallen, Krawattenhalter :	
	1. vergoldet oder versilbert, mit Gold oder Silber plattiert, in Verbindung mit Halbedelsteinen oder Imitationen von Perlen, Korallen oder echten Steinen, doch nicht emailliert	1.000.—
	2. emailliert	1.200.—
aus 962	Galanteriewaren :	
	aus b) Zigaretten Dosen aus Eisenblech, vernickelt	240.—
	aus c) aus Bronzeguss :	
	2. im Stückgewichte von 5 kg und weniger	540.—

Tarifaszám	Az áru megnevezése	A vám arany-koronában
	<i>f</i>-ből: színes vagy festett fayenceból a <i>d</i>) alá nem tartozó textilanyagokból, továbbá a <i>d</i>) alá tartozó áruk darabonként legfeljebb 200 gr súlyban vagy bármily darabsúlyban, külső diszitással vagy selyemmel, műselyemmel vagy félselyemmel vagy bőrrel bélelve vagy belső felszereléssel: 1. közönséges kis pénztárcák bőrhasítékból (juhbbőrből is), nikkelezett vaslemezből való sajtolt kengyellel, golyós csukóval kívül szerelve, festve vagy nyomva is, a letétbe helyezett minták fajtájára 2. darabonként legfeljebb 200 gr súlyban bőrből, selyemmel, műselyemmel vagy félselyemmel nem kapcsolatban, valamint bőrbélés és külső diszítés nélkül: α) látható vas- vagy fémkeretre dolgozva β) másféle 3. bőrből bármily darabsúlyban, külső diszitással vagy selyemmel, műselyemmel vagy félselyemmel vagy bőrrel bélelve vagy belső felszereléssel 4. selyemből, műselyemből, félselyemből, selyem- és félselyembársonyból, selyem-és félselyembrokáthól: α) látható vas- vagy fémkeretre dolgozva β) másféle	100 kg-kint az érték 33¹/₃ %-a 200.— 900.— 1.100.— 1.500.— 2.200.— 2.700.—

ZÁRÓJEGYZŐKÖNYV.

A Magyar Királyság és az Osztrák Köztársaság között 1922. évi február hó 8-án Budapesten aláírt Kereskedelmi Egyezményhez tartozó Pótegyezménynek a mai napon történt aláírása alkalmából alulírott meghatalmazottak a következő határozmányokban állapodtak meg:

I. A MAGYAR ÉS AZ OSZTRÁK VÁMTARIFÁHOZ.

Az osztrák postatakarékpénztár nyomtatványai, a pedig befizetési lapok, csekkfüzetek, csekkösszesítő jegyzékek, fizetési utalványok és jóváírási utalványok, a Magyarországba való behozatal alkalmából, valamint a magyar királyi postatakarékpénztár hasonló nyomtatványai az Ausztriába való bevitel alkalmából vámmentesen fognak kezeltetni.

Az osztrák vámtarifa 87. számához és a magyar vámtarifa 131. számához:

A borral való kereskedelmi forgalomban a szerződő felek területén fekvő valamely helysége vonatkozó földrajzi megjelölések, amennyiben ezek a megjelölések annak az állampak — amelynek területén a származási hely fekszik — autonom rendelkezései által védve vannak, csupán a bor származásának megjelölésére használhatók.

A szerződő felek a származási megjelölések védelme tekintetében fennálló, az előző bekezdésben említett autonom rendelkezéseket kölcsönösen közölni fogják egymással. Mihelyt ez megtörtént, megfelelő rendszabályokhoz fognak nyulni, hogy az ily származási megjelölések helytelen alkalmazását belső törvényeik alapján lehetőleg megakadályozzák.

Nummer des Tarifes	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
	aus <i>f</i>) aus farbigem oder bemaltem Fayence aus den nicht unter <i>d</i>) fallenden Textilstoffen, sowie die unter <i>d</i>) fallenden Waren im Stückgewichte von nicht mehr als 200 g oder in beliebigem Stückgewichte mit äusserer Verzierung oder mit Seide, Kunstseide oder Halbseide oder Leder gefüttert oder mit innerer Einrichtung :	für 100 kg 33 $\frac{1}{3}$ ‰-a v. W.
	1. ordinäre kleine Geldbörsen aus Spaltleder (auch aus Schafleder), mit gepresstem Bügel aus vernickeltem Schwarzblech, mit Kugelschluss aussen montiert, auch bemalt oder bedruckt, nach Art der hinterlegten Muster	200.—
	2. im Stückgewichte von nicht mehr als 200 g aus Leder, ohne Verbindung mit Seide, Kunstseide oder Halbseide, sowie ohne Lederfutter und ohne äussere Verzierung :	
	<i>α</i>) auf sichtbarem Eisen- oder Metallrahmen gearbeitet . .	900.—
	<i>β</i>) andere	1.100.—
	3. aus Leder in beliebigem Stückgewichte mit äusserer Verzierung oder mit Seide, Kunstseide, oder Halbseide oder Leder gefüttert oder mit innerer Einrichtung	1.500.—
	4. aus Seide, Kunstseide, Halbseide, Seiden- und Halbseiden-samt, Seiden- und Halbseidenbrokat :	
	<i>α</i>) auf sichtbarem Eisen- oder Metallrahmen gearbeitet . .	2.200.—
	<i>β</i>) andere	2.700.—

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der am heutigen Tage erfolgten Unterzeichnung des Zusatzabkommens zu dem zwischen dem Königreich Ungarn und der Republik Österreich am 8. Februar 1922 in Budapest geschlossenen Handelsübereinkommen sind die unterfertigten Bevollmächtigten über folgende Bestimmungen übereingekommen :

I. ZUM UNGARISCHEN UND ÖSTERREICHISCHEN ZOLLTARIF.

Drucksorten des österreichischen Postsparkassenamtes, und zwar Erlagscheine, Scheckhefte, Gesamtscheckverzeichnisse, Zahlungsanweisungen und Gutschriftenanweisungen, werden bei der Einfuhr nach Ungarn, ebenso wie dieselben Drucksorten der königlich ungarischen Postsparkasse anlässlich der Einfuhr nach Österreich zollfrei abgefertigt werden.

Zu Tarifnummer 87 des österreichischen Zolltarifs und zu Tarifnummer 131 des ungarischen Zolltarifs :

Im geschäftlichen Verkehre mit Wein dürfen geographische Bezeichnungen, die sich von einer im Gebiete der vertragsschliessenden Teile liegenden Örtlichkeit ableiten, sofern diese Bezeichnungen durch autonome Vorschriften des Staates, in welchem der Herkunftsort liegt, geschützt sind, nur zur Kennzeichnung der Herkunft von Wein gebraucht werden.

Die vertragsschliessenden Teile werden sich gegenseitig die zum Schutze der -Her kunftsbezeichnungen bestehenden, im ersten Absatz erwähnten autonomen Vorschriften mitteilen. Sobald dies geschehen ist, werden sie geeignete Massregeln treffen, um die missbräuchliche Anwendung von solchen Herkunftsbezeichnungen, nach Tunlichkeit, nach Massgabe ihrer inneren Gesetzgebungen hintanzuhalten.

II. AZ OSZTRÁK VÁMTARIFÁHOZ.

Az 5. és 40. a. I. tarifaszámokhoz :

Az Osztrák Köztársaság területén paprikahüvelyek, illetve őrölt paprika üzleti forgalma számára a következő határozmányok érvényesek :

1. Paprikahüvely, illetve őrölt paprika oly megnevezései, amelyek ez áruknak Magyarországból vagy Magyarország területén fekvő valamely helységről vagy vidékről való származását jelzik, nem értetnek soha a fajta vagy a minőség jelzése gyanánt. Ily megnevezéseket tehát csak oly paprikahüvelyek, illetve őrölt paprika származásának jelzésére szabad felhasználni, amely áruk a megnevezésnek megfelelő terület (államterület, vidék, helység) termékei.

2. Ily megnevezésnek (lásd 1. pont) használata másutt termelt paprika számára akkor sincs megengedve, ha a megnevezést a valóságos származásnak megjelölése vagy a « nem », « típus », « fajta » kifejezések valamelyike, vagy pedig bármely más hasonló kifejezés kíséri.

3. Magyar származásra utaló valamely megnevezésnek (lásd 1. pont) használata akkor sincs megengedve, ha az azzal megjelölt paprika magyar és más származású paprikának bármely arányban való keverékéből áll.

A 40. a. I. tarifaszámhoz :

Száritott paprikahüvelyek : Az osztrák kormány kötelezettséget vállal arra nézve, hogy az egyezmény tartamára a 40. a. I. tarifaszám alá tartozó száritott paprikahüvelyekre 100 kg-kint 10.— aranykoronánál alacsonyabb vámot nem alkalmaz.

A 91. tarifaszámhoz :

Ásványvizek : A 91. a. t. sz. alá tartozó természetes gyógyvizekként a következők ismertetnek el :

Ferencz József viz (Balatonfüred) ; Herkules-, Hunyadi János-, Kossuth Lajos-, Loser János-, Mária keserűviz (Budapest-Budaörs) ; Apenta-keserűvízforrás, Ferencz József-, Rákóczy- (Budapest-Kelenföld), Igmándi (Igmánd), Mira keserűviz (Jászkarajenő) ; Kékkuti gyógyviz (Kékkut), Mohai Ágnesforrás (Moha), Parádi gyógyviz (Parád).

A 91. b. t. sz. alá tartozó természetes asztali vizekként elismertetnek :

A Szent Lukácsfürdő kristályvize, a Szent Margitsziget forrás Palatinus vize, Budapest székesfőváros forrásainak Hungária és Harmat vize.

A magyar királyi kormány fenntartja magának, hogy az osztrák kormánynál egyéb ásványvizeknek is ezen jegyzékekbe való felvételét kezdeményezze.

Az 52. a. és 55. c. tarifaszámokhoz :

Egyetértés áll fenn aziránt, hogy a vágómarhák számszerű kontingense a bevitelre került szarvasmarhák darabsúlyától független, ezzel szemben a sertések számszerű kontingensének alapjául 73 kg-nyi átlagos darabsúly vétetett alapul.

A 93. tarifaszámhoz :

Sütemények :

1. a 93. a. és b. tarifaszámhoz :

Ezek a vámok mindaddig érvényben maradnak, amíg a buzavám 100 kg-kint 6.— aranykoronát meg nem halad. Ha a buzavám 6.— aranykorona fölé, de 10.— aranykoronánál nem magasabbra emelkedik, a fentemlitett vámok ugyancsak emelkednek és pedig :

- 1-nél 63.— aranykoronára,
- 2-nél 76.50 aranykoronára,
- 3-nál 85.50 aranykoronára.

II. ZUM ÖSTERREICHISCHEN ZOLLTARIF.

Zu Tarifnummern 5 und 40 a/1 :

Für den geschäftlichen Verkehr mit Paprikaschoten, beziehungsweise von gemahlenem Gewürzpaprika in der Republik Österreich gelten folgende Bestimmungen :

1. Benennungen von Paprikaschoten, beziehungsweise von gemahlenem Gewürz-paprika, die ihre Herkunft aus Ungarn oder aus einem Orte oder einer Gegend auf dem Gebiete Ungarns bezeichnen, gelten niemals als Bezeichnungen der Art oder der Beschaffenheit. Solche Benennungen dürfen daher nur zur Bezeichnung der Herkunft von Paprikaschoten, beziehungsweise gemahlenem Gewürzpaprika, der auf dem der Benennung entsprechenden Gebiete (Staatsgebiet, Gegend, Ort) erzeugt worden ist, gebraucht werden.

2. Der Gebrauch einer solchen Benennung (Punkt 1) für einen anderswo erzeugten Gewürzpaprika ist auch dann unzulässig, wenn die Benennung von einer Bezeichnung der wirklichen Herkunft oder von den Ausdrücken „Gattung“, „Type“, „Art“, oder von was immer für einem anderen ähnlichen Ausdrücke begleitet ist.

3. Der Gebrauch einer auf ungarische Herkunft hinweisenden Benennung (Punkt 1) ist auch dann unzulässig, wenn der damit bezeichnete Gewürzpaprika aus einem Gemenge von Gewürzpaprika ungarischer und anderer Herkunft, in welchem Verhältnis immer, besteht.

Zu Tarifnummer 40 a/1 :

Getrocknete Paprikaschoten : Die österreichische Regierung verpflichtet sich, für die Dauer des Abkommens für getrocknete Paprikaschoten der T. Nr. 40 a/1 keinen niedrigeren Zoll als 10 Goldkronen für 100 kg anzuwenden.

Zu Tarifnummer 91 :

Mineralwässer : Als natürliche Heilwässer der T. Nr. 91 a werden anerkannt :

Ferenc József-Wasser (Balatonfüred) ; Herkules-, Hunyadi János-, Kossuth Lajos-, Loser János-, Mária-Bitterwasser (Budapest-Budaörs) ; Apenta Bitterwasserquelle, Ferenc József-Rákóczy-Bitterwasser (Budapest-Kelenföld) ; Igmánd Bitterwasser (Igmánd) ; Mira-Bitterwasser (Jászkarajenő) ; Kékkuter-Heilwasser (Kékkut) ; Mohaer Agnesquelle (Moha) ; Paráder Heilwasser (Parád).

Als natürliche Tafelwässer der T. Nr. 91 b werden anerkannt :

Kristálywasser des Sankt Lukas-Bades, Palatinuswasser der Sankt Margareteninselquell, Hungaria- und Harmatwasser der Quellen der Hauptstadt Budapest.

Die königlich ungarische Regierung behält sich vor, an die österreichische Regierung wegen Erweiterung dieser Listen durch Aufnahme anderer Mineralwässer heranzutreten.

Zu Tarifnummern 52 a und 55 c :

Es besteht Einverständnis darüber, dass das Stückzahlkontingent für Schlachtrinder von dem Stückgewicht der eingeführten Rinder unabhängig ist, dass hingegen dem Stückzahlkontingent für Schweine ein durchschnittliches Stückgewicht von 73 kg zugrunde gelegt ist.

Zu Tarifnummern 93 :

Bäckereien :

1. Zu Tarifnummer 93 a und b :

Diese Zölle bleiben insoweit in Geltung als der Weizen Zoll nicht mehr als 6 GK für 100 kg beträgt. Erhöht sich der Weizen Zoll über 6 GK, jedoch auf nicht mehr als 10 GK, so erhöhen sich die vorgenannten Zölle :

- für 1. auf 63.— Goldkronen,
- für 2. auf 76.50 Goldkronen,
- für 3. auf 85.50 Goldkronen.

Az utóbb említett vámok a buzavámnak 10.— aranykoronánál magasabbra, de 12.— aranykoronánál nem magasabbra történő emelkedése esetén a következőképen emelkednek :

1-nél 66.— aranykoronára,

2-nél 78.— aranykoronára,

3-nál 87.— aranykoronára

és a buzavámnak 12.— aranykorona fölé való emelkedése esetén :

1-nél 68.— aranykoronára,

2-nél 79.— aranykoronára,

3-nél 88.— aranykoronára.

A 86.50 aranykoronás vámtétel (4-nél) 88.— aranykoronára emelkedik, mihamar a buzavám 6.— aranykoronánál magasabbra emelkedik.

2. Kecs alatt kizárólag lisztből, zsirból, cukorból, valamint tojásból és tejből készült gyurt tésztából kiszagatott (kiszúrt) olyan sütemény értendő, amelynek összetétele tömör, nem likacsos és törese kagylós ; a kecs vagy szabadon ládákban, dobozokban vagy pedig papirtekercsekben át nem zsirozódó burkolópapírosban, valamint cellofanpapirosban és címkékkel vagy papíros szalagokkal leragasztott burkolódobozokba van csomagolva.

Vanilinnak, kakaópornak (5%), citromolajnak, vagy más izesítőszereknek hozzáadása is meg van engedve.

Ostyaáru alatt ostyasütemény is értendő, tetszés szerinti alakban (kis korsók, palackok, halak, szivarok és hasonló) amelyet a kereskedelmi forgalomban 140-es árunak neveznek.

A 97. b. tarifaszámhoz :

Huskolbász, finom : Egyetértés áll fenn arra nézve, hogy valamely továbbmenő vámmérséklés, amely osztrák részről valamely harmadik államnak egészen vagy tulnyomóan marhahusból való főtt kolbászokra adatnék, egyidejűleg az *A* mellékletben említett szalámszerű kolbászra is alkalmazást fog nyerni.

A 98. a. és b. tarifaszámhoz :

Sajt : Egyetértés áll fenn arra nézve, hogy minden vámmérséklés, amely osztrák részről valamely harmadik államnak bármilyen sajtféle számára megadatnék, a hasonló fajtájú magyar származású sajtfélékre is alkalmazást fog nyerni.

A 104. tarifaszámhoz :

Kecs és ostyaáru (meghatározást lásd a 93. t. sz.-ná) kakaónak csekély mértékű hozzáadása alfa barnára festett töltelékkel :

Kakaónak csekély mértékű hozzáadása alatt legfeljebb 5%-os hozzáadás értendő.

A 107. c. tarifaszámhoz :

Paradicsomkonzervként kezelendők az ugynevezett lecsót, azaz paradicsomból, hagymából és paprikából készült salátakeveréket tartalmazó légmentesen elzárt tartályok is.

A 107. g. tarifaszámhoz :

Közönséges huskonzervek alatt a következőket kell érteni :

Székelygulyás, sertés-, borju- és birkapörkölt, vagdalt hus (hachée), halászlé, töltöttpaprika és töltöttkáposzta, vad, savanyutüdő és hasonló.

A 160. t. sz.-hoz tartozó Jegyzethez :

Kéveköttők : A kéveköttőkre Ausztriában nem fog magasabb vám alkalmaztatni, mint aminőt a kéveköttőkre a magyar vámtarifának 567. a. tarifaszáma mindenkor előír.

A 189. a. tarifaszámhoz :

E tarifaszám alá tartoznak durva állati szőrökből való sűrű, tömörnemezből készült csiszolókorongok, amennyiben átmérőjük legalább 200 mm és vastagságuk legalább 25 mm.

Die letztangeführten Zölle erhöhen sich bei einer Steigerung des Weizenzolls auf mehr als 10 GK, jedoch auf nicht mehr als 12 GK :

- für 1. auf 66 Goldkronen,
- für 2. auf 78 Goldkronen,
- für 3. auf 87 Goldkronen,

und bei einer Steigerung des Weizenzolls auf über 12 GK :

- für 1. auf 68 Goldkronen,
- für 2. auf 79 Goldkronen,
- für 3. auf 88 Goldkronen.

Der Zoll von 86.50 GK (für 4) erhöht sich auf 88 GK, sobald der Weizen Zoll mehr als 6 GK. beträgt.

2. Keks sind aus einer bloss aus Mehl, Fett, Zucker sowie Eiern und Milch bestehenden ausgewalzten Teigmasse ausgestochene Bäckereien von kompakter, porenloser Beschaffenheit und muscheligem Bruch; dieselben sind entweder lose in Kisten, in Dosen oder in Papierrollen, fettdichtem Einschlagpapier, sowie Zellophanpapier und Überkartons, welche mit Vignetten oder Schleifen verklebt sind, verpackt.

Gestattet ist auch ein Zusatz von Vanillin, Kakaopulver (5 %), Zitronöl oder sonstigen Geschmacksmitteln.

Zu den Waffeln gehört Waffelbäckerei in beliebiger Form (kleine Krüge, Flaschen, Fische, Zigarren und dgl.) die handelsüblich 140-er Ware genannt wird.

Zu Tarifnummer 97 b :

Fleischwürste, feine : Es besteht Einverständnis darüber, dass eine weitergehende Zollermässigung für Fleischwürste, ganz oder überwiegend aus Rindfleisch, gekocht, die österreichischerseits einem dritten Staate gewährt werden sollte, gleichzeitig auch für die in der Anlage A angeführte salamiartige Wurst zur Anwendung gelangen wird.

Zu Tarifnummer 98 a und b :

Käse : Es besteht Einverständnis darüber, dass eine Zollermässigung, die österreichischerseits einem dritten Staate für irgendeine Käsesorte zugestanden werden sollte, auch auf gleichartige Käsesorten ungarischer Herkunft angewendet werden wird.

Zu Tarifnummer 104 :

Keks und Waffeln (Definition siehe bei T. Nr. 93.) mit durch geringfügige Beigabe von Kakao braungefärbter Füllung :

Unter geringfügiger Beigabe von Kakao wird eine Beigabe von höchstens 5 % verstanden.

Zu Tarifnummer 107 c :

Als Tomatenkonserven sind auch zu behandeln luftdicht verschlossene Behältnisse mit sogenannten Letscho, das heisst einem Salatgemenge von Tomaten, Zwiebeln und Paprika.

Zu Tarifnummer 107 g :

Unter gewöhnlichen Fleischkonserven werden verstanden : Székelygulyás, Schweins-, Kalbs- und Schafspörkölt, gehacktes Fleisch (Hachée), Fischsuppe in Pörköltsoße, gefüllte Paprika und gefülltes Kraut, Wild, saures Beuschel u. dgl.

Zu Anmerkung zu Tarifnummer 160 :

Garbenbinder : Für Garbenbinder wird in Österreich kein höherer Zollsatz angewendet werden, als der jeweils für Garbenbinder der Tarifnummer 567 a des ungarischen Zolltarifs vorgesehene Zoll.

Zu Tarifnummer 189 a :

Unter diese T. Nr. fallen Polierscheiben aus dichtem, massivem Filz aus groben Tierhaaren, insoferne ihr Durchmesser mindestens 200 mm und ihre Stärke mindestens 25 mm beträgt.

A 220. a. i. tarifaszámhoz :

Férfi- és fiukalap szalmából, felszerelés nélkül :

A felszerelés nélküli férfi- és fiuszalmakalapok szerződéses vámjával fognak kezeltetni a csupán szalmazsinórral felszerelt kalapok is.

A 231. tarifaszámhoz :

Nem tartoznak ide lábtörlők és gyékények kókuszfonalakból.

A 295. b.-ből tarifaszámhoz :

Szőlőkarók, nem fűrészelve : Szőlőkarók alatt, amelyek számára a vámmentesség megállapított, hajtásokból elkészített, vagy hasítás, vágás és elkészítés révén rönkfából előállított szőlőkarók értendők.

A 301. B. c. i. tarifaszámhoz :

Hálósobabutor :

i. a.) Hálósobabutor alatt szekrények, éjjeliszekrények, öltözőtükrök, mosdószekrények, mindezek kihúzható fiókokkal is, valamint ágyak értendők.

b) Ilyfajta keretszerelésű butorok alatt tömör bükkfából készült oly butorok tartoznak, amelyeknél a szekrények ajtajainak vagy oldalrészeinek is, valamint az ágyak fej- és lábrészeinek furnirozott betétei vannak, amelyek a bükkfakeretbe oly módon vannak beleillesztve, hogy a keret mindkét oldalon, s pedig külső oldalán teljesen látható és a betéttel szemben kiemelkedik.

c) A félig teli hálósobabutorokhoz tömör bükkfából való oly butorok tartoznak, amelyeknél az ajtók külső oldalukon vagy mindkét oldalon furnirozott, többretegű lapokkal teljesen fedettek úgy, hogy a bükkfából vagy puhafából előállított keret nem látható, vagy amelyeknél az ajtók u. n. teli szerkezettel készültek, azaz keret alkalmazása nélkül, furnirozott asztaloslemezkből, vagy tömör falemezkből, készültek, míg minden egyéb alkotórészük a b) alatti előírásnak felel meg.

d) Az utánzott teli hálósobabutoroknál a szekrények oldalrészeinek és az ágyak fej- és lábrészeinek bükkfakeretei külső oldalukon teljesen furnirozott többretegű lemezekkel vannak fedve. Az ajtók a félig teli hálósobabutorok ajtajainak módjára készülnek.

e) A tömör bükkfából való hálósobabutoroknál meg van engedve, hogy a szekrényaljak, rekeszek, ágyoldalak, tetőrészek, fiókbelsőrészek puhafából, furnirozva is, vagy többretegű lemezekből készüljenek. A furnirozás, amennyiben meg van engedve, akár közönséges akár finom fából való lehet.

2. Egyetértés áll fenn aziránt, hogy a hálósobabutorok számára megállapított szerződéses tételek a butoralkotórészek behozatala alkalmából csak akkor nyernek alkalmazást, ha pótalkotórészekről van szó.

Az 555. tarifaszámhoz :

Korpa, rizshulladékok, stb. : Egyetértés áll fenn aziránt, hogy a közösen meghatározandó és a vámhivataloknak átadandó típusnál sötétebb színű takarmányliszt alatt, amelynek az 555. t. sz. szerinti kezelésre igénye van, búzából és roszból készült ilyfajta lisztek értendők.

III. A MAGYAR VÁMTARIFÁHOZ.

i. Egyes tarifaszámokra vonatkozó kiegészítő megállapodások.

A 23. tarifaszámhoz :

Sajt : Egyetértés áll fenn arra nézve, hogy minden vámmérséklés, amely magyar részről valamely harmadik államnak bármilyen sajtfélék számára engedélyeztetnék, hasonló fajtájú osztrák származású sajtfélékre alkalmazást fog nyerni.

Zu Tarifnummer 220 a/I :

Herren- und Knabenhüte aus Stroh, nicht ausgerüstet :

Zu dem Vertragszolle für nicht ausgerüstete Herren- und Knabenhüte aus Stroh werden auch bloss mit einer Strohschnur ausgerüstete Hüte verzollt werden.

Zu Tarifnummer 231 :

Hierunter fallen nicht Fussdecken und Matten aus Kokosgarn.

Zu Tarifnummer aus 295 b :

Weinbergstücke, nicht gesägt : Unter Weinbergstöcken, für welche die Zollfreiheit vereinbart wurde, sind zu verstehen : Weinbergstöcke aus zugerichteten Schösslingen oder durch Spalten, Behauen und Zurichten von Stammholz hergestellt.

Zu Tarifnummer 301 B, c/I :

Schlafzimmermöbel :

1. a) Unter Schlafzimmermöbel sind Kasten, Nachtkästchen, Psychen, Waschkasten, alle diese auch mit Schubladen sowie Betten verstanden.

b) Geschlitzte derlei Möbel sind Möbel aus massivem Buchenholz, bei denen die Türen oder auch die Seitenteile (Häupter) der Kasten, sowie die Kopf- und Fussteile der Betten furnierte Füllungen aufweisen, die derart in den Buchenrahmen eingefügt sind, dass der Rahmen auf beiden Seiten, auf der Aussenseite zur Gänze sichtbar ist und gegenüber der Füllung erhöht liegt.

c) Zu den halbvollen Schlafzimmermöbeln gehören solche Möbel aus massivem Buchenholz, bei denen die Türen an der Aussenseite oder beiderseits mit furnierten Sperrholzplatten zur Gänze gedeckt sind, so dass der aus Buchenholz oder Weichholz hergestellte Rahmen nicht sichtbar ist, oder bei denen die Türen in Vollbaukonstruktion ausgeführt, das heisst ohne Verwendung eines Rahmens aus furnierten Tischlerplatten oder aus massiven Holzplatten hergestellt sind, wogegen alle anderen Bestandteile der Beschreibung unter b) entsprechen.

d) Bei Schlafzimmermöbeln in Imitationsvollbauausführung sind die Buchenholzrahmen der Seitenteile (Häupter) der Kasten und der Kopf- und Fussteile der Betten an der Aussenseite zur Gänze mit furnierten Sperrholzplatten gedeckt. Die Türen sind von der Beschaffenheit der Türen der halbvollen Schlafzimmermöbel.

e) Bei Schlafzimmermöbeln aus massivem Buchenholz sind Böden, Fächer, Bettseiten, Plafonds, Schubladeninnenteile aus Weichholz, auch furniert oder aus Sperrholzplatten zulässig. Die Furnierung kann soweit sie zugelassen ist, aus gewöhnlichen oder feinen Hölzern bestehen.

2. Es besteht Einverständnis darüber, dass die für Schlafzimmermöbel festgesetzten Vertragsätze bei der Einfuhr von Möbelteilen nur dann gelten, wenn es sich um Ersatzteile handelt.

Zu Tarifnummer 555 :

Kleie, Reisabfälle, usw. : Es besteht Einverständnis darüber, dass als Futtermehle von dunklerer Farbe als der zu vereinbarenden und den Zollämtern zu übermittelnden Type, welche Anspruch auf die Behandlung nach T. Nr. 555 haben, Mehle dieser Art aus Weizen und Roggen zu gelten haben.

III. ZUM UNGARISCHEN ZOLLTARIF.

1. Ergänzennde Vereinbarungen bezüglich einzelner Tarifnummern.

Zu Tarifnummer 23 :

Käse : Es besteht Einverständnis darüber, dass eine Zollermässigung, die ungarischerseits einem dritten Staate für irgendeine Käsesorte zugestanden werden sollte, auch für gleichartige Käsesorten österreichischer Herkunft angewendet wird.

A 257. tarifaszámhoz :

Borkősav : A magyar királyi kormány ennek a Pótegyezménynek tartama alatt sem borseprőre, sem nyers borkőre nem fog kiviteli tilalmat és kiviteli illetéket megállapítani.

A 727. tarifaszámhoz :

Szerszám- és nemesacél : Mindaddig, amíg a magyar királyi kormány fenntartja azt az ezidőszerint érvényben álló rendelkezést, amely szerint szerszám- és nemesacél bugákban vagy lapkákban a 725. t. sz. szerint vámkezelendő, a 727. a. 3., b. 3. és c. 3. tarifaszámokat illetően megállapított vámtételek helyett a 725. t. sz. tételéhez a következő pótlékok állapíttatnak meg :

727. a. 3	6.— aranykorona 100 kg-kint,
727. b. 3	10.— aranykorona 100 kg-kint,
727. c. 3	18.— aranykorona 100 kg-kint.

2. Egyes tarifaszámokra vonatkozó magyarázatok.

A 134. tarifaszámhoz :

Ásványviz : Ezidőszerint a szerződés szerinti kezelésre a következő osztrák forrásvizeknek van igényük :

Thalheimer Schlossbrunnen, Preblauer Sauerbrunnen, Deutsch-Kreutzer, Gleichenberger (Konstantinquelle, Emmaquelle, Johannisbrunnen), Sulzer Paulaquelle, Tatzmannsdorfer, Haller Jodwasser (Tassiloquelle), Badgasteiner Thermalwasser. Az osztrák kormány fenntartja magának, hogy a magyar királyi kormánynál egyéb ásványvizeknek is ebbe a jegyzékbe való felvételét kezdeményezze.

A 277. tarifaszámhoz :

Technikailag tiszta nátriumbikarbonátot e tarifaszám szerint kell vámkezelni. Hordókban vagy nagy ládákban belső göngyölet nélkül csomagolt nátriumbikarbonát nem kezelhető vegytiszta nátriumbikarbonát gyanánt.

A 287. a. tarifaszámhoz :

A magyar királyi kormány kijelenti, hogy a szilárd vízűveg vámmmentességének esetleges megszüntetése alkalmával a jelen Pótegyezmény életbelépésétől számított három éven keresztül 100 kg-kint 6.— aranykoronánál magasabb vám nem fog beszedetni mindaddig, amíg a szilárd vízűvegre eső osztrák vám ezt az összeget meg nem haladja.

A 358. c. tarifaszámhoz :

Paraffinkompozíciós gyertya : Ide tartoznak azok a paraffinkompozíciós gyertyák is, amelyek legfeljebb 5 % természetes viaszt tartalmaznak.

A 414. m. tarifaszámhoz :

Földfestékek, több mint 5 % szépitőanyaggal : Ide tartoznak azok a pigmentfestékek is, amelyek oly módon állíttatnak elő, hogy vízben oldható (állati, növényi vagy kátrány-) festőanyagot ásványi vivőanyagra (krétára vagy szulphátra) lecsapnak és vegyi reakció révén oly módon rögzítenek meg, hogy a végső termék oldhatatlan porfesték. Ezek a pigmentfestékek szárazak és rendszerint poralakban kerülnek kereskedelmi forgalomba.

A 458. c. tarifaszámhoz :

Vegyileg egységes gyógyszerek tablettákban kisserelve : Osztrák származású, vegyileg, egységes gyógyszereknek ezidőszerint a következő készítmények ismertetnek el : Argoproton, Calcihyd, Diphasol, Theocal, Honthin, Altannol, Antoxurin, Calcium Chloro-Aceticum, Dichloren, Jodhexarin, Osmon, Stryphon.

Zu Tarifnummer 257 :

Weinsteinsäure : Die königlich ungarische Regierung wird für die Dauer dieses Vertrages kein Ausfuhrverbot und keine Ausfuhrabgabe auf Weinhefe und Weinstein, roh, einführen.

Zu Tarifnummer 727 :

Werkzeug- und Edelstahl : Insolange die königlich ungarische Regierung die derzeit in Geltung befindliche Verfügung, wonach Werkzeug- und Edelstahl in Zaggeln oder Platinen nach der T. Nr. 725 zu verzollen ist, aufrechterhält, werden an Stelle der hinsichtlich der T. Nr. 727 a/3, b/3 und c/3 vereinbarten Zollsätze folgende Zuschläge zu dem Zollsatz der T. Nr. 725 vereinbart :

bei T. Nr. 727 a/3	6 Goldkronen für 100 kg,
bei T. Nr. 727 b/3	10 Goldkronen für 100 kg,
bei T. Nr. 727 c/3	18 Goldkronen für 100 kg.

2. Erklärungen zu einzelnen Tarifnummern :

Zu Tarifnummer 134 :

Mineralwässer : Anspruch auf vertragmässige Behandlung haben derzeit nachbenannte Wässer aus österreichischen Quellen : Thalheimer Schlossbrunnen, Preblauer Sauerbrunnen, Deutsch-Kreutzer, Gleichenberger (Konstantinquelle, Emmaquelle, Johannisbrunnen), Sulzer Paulaquelle, Tatzmannsdorfer, Haller Jodwasser (Tassiloquelle), Badgasteiner Thermalwasser. Die österreichische Regierung behält sich vor, an die königlich ungarische Regierung wegen Erweiterung dieser Liste durch Aufnahme anderer Mineralwässer heranzutreten.

Zu Tarifnummer 277 :

Natriumbikarbonat, technisch rein, ist nach dieser T. Nr. zu verzollen. In Fässern oder grossen Kisten ohne innere Umschliessung verpacktes Natriumbikarbonat ist nicht als chemisch reines Natriumkarbonat zu behandeln.

Zu Tarifnummer 287 a :

Die königlich ungarische Regierung erklärt, dass bei allfälliger Aufhebung der Zollfreiheit für festes Wasserglas während dreier Jahre, vom Inkrafttreten des vorliegenden Abkommens gerechnet, kein höherer Zoll als 6 GK für 100 kg eingehoben werden wird, insolange der österreichische Zoll für festes Wasserglas diesen Betrag nicht übersteigt.

Zu Tarifnummer 358 c :

Paraffinkompositionskerzen : Hierunter fallen auch Paraffinkompositionskerzen mit einem Gehalt an natürlichem Wachs von höchstens 5 %.

Zu Tarifnummer 414 m :

Erdfarben mit mehr als 5 % geschönt : Hierunter fallen auch Pigmentfarben, die derart hergestellt werden, dass man einen in Wasser löslichen Farbstoff (tierischer, pflanzlicher oder Teerfarbstoff) auf einen mineralischen Träger (Kreide oder Schwerspat) niederschlägt und durch eine chemische Reaktion so befestigt, dass das Endprodukt eine unlösliche Körperfarbe gibt. Diese Pigmentfarben sind trocken und kommen gewöhnlich in Pulverform in den Handel.

Zu Tarifnummer 458 c :

Chemisch einheitliche Medikamente in Tabletten adjustiert : Als chemisch einheitliche Medikamente österreichischer Herkunft werden derzeit folgende Präparate anerkannt : Argoproton, Calcihyd, Diphadol, Theocal, Honthin, Altannol, Antoxurin, Calcium Chloro-Aceticum, Dichloren, Jodhexarin, Osmon, Stryphon.

A 458. d. *tarifaszámhoz* :

Elkészített gyógyszerek : A megállapított vámok csak azokra az osztrák készítményü elkészített gyógyszerekre és különlegességekre nyerne alkalmazást, amelyek Magyarországon a törvényeknek megfelelően bejelentettek, lajstromoztattak és forgalombahozataluk engedélyeztetett.

A 489. *tarifaszámhoz* :

Fadoboz csomagolásra : Szines, beégetett, bepréselt cégmegjelölések, gyári jelek, áruelevelezések és hasonló, diszítve is, a megvámolásnál figyelmen kívül maradnak.

A 495. *tarifaszámhoz* :

Más papiroslemez : A kézilemezt oly módon készítik, hogy a munkás a kívánt erősségnek megfelelő anyagrétegeket (amelyeknek mindig egyszínűeknek és pedig barnának vagy fehérnek, illetve szürkének kell lenniök) a formázóhengerre felfuttatja, illetve felgöngyölítetteti és az ily módon rétegezett (rakosott, összepréselt) lapokat kézzel levágja és leszedi anélkül, hogy a papiroslemez a csatlakozó szárítókészüléken átvezetné. Az ily módon előállított kézilemez minden esetre szaggatott (rojtos) szélű és soha sincsen mind a 4 oldalán körülhívva.

A géplemez gyűjtőfogalom oly papiroslemezek számára, amelyek egységes munkamenetben végnélküli szalagban állítatnak elő és mindjárt egy csatlakozó szárítókészüléken átmenve teker-
csekben maradnak, vagy iverre felvágatnak. Valamennyi, a géplemez gyűjtőfogalma alatt tekintetbe jövő minőséget az jellemzi, hogy szélük — akár teker-
csekben, akár iverben vannak — le van
vágva, azaz sohasem szaggatott a széle, mint a kézilemezeké.

A géplemez fogalmához a következő, a kereskedelemben szokásos fajták tartoznak :

- a) géplemez, azaz egy anyagrétegből álló fehér, barna vagy szürke lemez ;
- b) anyagában festett karton bármily színben, a fehér, barna és szürke színű kivételével ;
- c) duplexlemez, azaz két rétegben előállított karton, mindegyik réteg más színben ;
- d) triplexlemez, azaz három rétegben előállított karton, amelynél belsőréteg másszínű, mint a két külső réteg ; a két külső réteg akár egyszínű, akár különböző színű lehet.

Mindezek a minőségek akár simitatlanok, akár pedig simítottak lehetnek.

A 496. b. és 499. *tarifaszámokhoz* :

Kalapcsomagolópapiros : A kalapcsomagolópapiros csupán egyik oldalán simított, fehérítetlen (sárgástól barna színig), festetlen, nem finom anyagu, felhősen áttetsző.

A 497. a. *tarifaszámhoz* :

A magyar királyi kormány kijelenti, hogy napilapoknak nyomdai körforgógépeken történő előállításához szükséges rotációs nyomópapiros után (497. a. t. sz.) a jelen Pótegyezmény tartama alatt 100 kg-kint 0.60 aranykoronánál nagyobb vám nem fog szedetni.

Az 516. *tarifaszámhoz* :

Levélpapiros : Kapcsok, sarkok, gombok, rojtok, fémszálakkal való kapcsolatban is, fűzőkarikákkal ellátott lyukak, zsinegek, zsinórok, szalagocskák és egyéb kellékek, amelyek levélpapiros, levélkártyák, levélborítékok, levélpapirosdobozok szerelésére, valamint az utóbbiaknál a könnyebb kezelés céljaira is szolgálnak, a vámkezelésnél figyelmen kívül maradnak.

Az 526. *tarifaszámhoz* :

Írómappáknál, íróasztali mappáknál nem nemes fémekből való záruk és veretek a vámkezelésnél figyelmen kívül hagyandók, amennyiben ezek az árunak nem kölcsönöznek iparművészeti jelleget.

Zu Tarifnummer 458 d :

Zubereitete Medikamente : Die vereinbarten Zollsätze kommen bloss für zubereitete Medikamente und Spezialitäten österreichischer Erzeugung in Anwendung, welche in Ungarn den gesetzlichen Vorschriften entsprechend angemeldet (registriert) und zum Verkehr zugelassen sind.

Zu Tarifnummer 489 :

Holzschachteln zu Verpackungszwecken : Farbige, eingebrannte, eingepresste Firmenbezeichnungen, Fabrikmarken, Warenzeichnungen u. dgl. auch ornamentiert, bleiben bei der Verzollung ausser Betracht.

Zu Tarifnummer 495 :

Andere Pappen : Handpappe wird in der Weise hergestellt, dass der Arbeiter die der Stärke entsprechenden Stoffschichten (die immer einfarbig, und zwar braun oder weiss, beziehungsweise grau sein müssen) auf die Formatwalze auflaufen, beziehungsweise aufwickeln lässt und die derart zusammengegaustchten (gepressten) Blätter mit der Hand abschneidet und abnimmt, ohne die Pappe über eine angeschlossene Trockenpartie zu führen. Die auf diese Weise hergestellte Handpappe hat jedenfalls einen rauhen Rand (gefranst) und ist nie vierseitig geschnitten.

Maschinenpappe ist ein Sammelbegriff für Pappe, die in einem Arbeitsgang in endloser Stoffbahn hergestellt und sogleich über eine angeschlossene Trockenpartie geführt wird, um sodann in Rollen gelassen oder in Bogen geschnitten zu werden. Alle unter dem Sammelbegriff Maschinenpappe in Betracht kommenden Qualitäten sind dadurch kenntlich, dass deren Ränder gleichviel ob in Rollen oder Bogen, geschnitten sind, das heisst, nie rauhe Ränder wie bei der Handpappe vorkommen.

Der Begriff Maschinenpappe umfasst folgende handelsübliche Sorten :

- a) Maschinenpappe, das heisst Pappe aus einer Stoffschicht weiss, braun oder grau ;
- b) durchgefärbter Karton in allen Farben mit Ausnahme von weiss, braun und grau ;
- c) Duplexkarton, das heisst ein in zwei Schichten hergestellter Karton, jede Schicht andersfarbig ;
- d) Triplexkarton, das heisst ein in drei Schichten hergestellter Karton, wobei die Innenschicht andersfarbig ist als die beiden Aussenschichten ; die beiden Aussenschichten können gleichfarbig oder verschiedenfarbig sein.

All diese Qualitäten können unsatiniert und satiniert sein.

Zu Tarifnummern 496 b und 499 :

Hutpackpapier : Hutpackpapier ist nur auf einer Seite geglättet, ungebleicht (gelblich bis braun), nicht gefärbt, nicht feinmassig, bei Durchsicht wolzig.

Zu Tarifnummer 497 a :

Die königlich ungarische Regierung erklärt, dass für Rotationsdruckpapier zur Herstellung von Tagesblättern auf Rotationsdruckmaschinen (T. Nr. 497 a) für die Dauer dieses Abkommens kein höherer Zollsatz als 0.60 GK für 100 kg eingehoben werden wird.

Zu Tarifnummer 516 :

Briefpapier : Schliessen, Ecken, Knöpfe, Quasten, auch in Verbindung mit Metallfäden, Löcher mit Oesen, Bindfaden, Schnüre, Bändchen und anderes Zubehör, welche zur Adjustierung von Briefpapier, Briefkarten, Briefumschlägen, Briefpapierbehältnissen, bei letzteren auch zur leichteren Handhabung dienen, bleiben bei der Verzollung ausser Betracht.

Zu Tarifnummer 526 :

Bei Schreibmappen, Schreibtischunterlagen bleiben Schlösser und Beschläge aus unedlen Metallen, bei der Verzollung ausser Betracht, insofern dieselben der Ware nicht den Charakter eines kunstgewerblichen Erzeugnisses verleihen.

Az albumoknál zsinórok és szalagok, amelyek a felszereléshez és használathoz szükségesek, a vámkezelésnél figyelmen kívül hagyandók.

Az 533. tarifaszámhoz :

Könyvek, folyóiratok, stb. : Divatlapok szöveggel vagy anélkül szintén ide tartoznak.

Az 585. b. r. tarifaszámhoz :

Hulladéktakarók : Hulladéktakarók alatt oly takarókat értünk, amelyeknél a láncfonalak növényi fonóanyagból, a vetülékfonalak pedig csekély értékű gyapjufonási hulladékból, vagy műgyapjuból valók ; ezek a takarók mosatlanok és ennek következtében zsiros szaguk és fogásuk.

Az 589. a. tarifaszámhoz :

E tarifaszám alá tartoznak durva állati szőrökből való sűrű, tömör lemezből készült csiszolókorongok, amennyiben átmérőjük legalább 200 mm és vastagságuk legalább 25 mm.

A 612. e és 614. d. tarifaszámokhoz :

Kötszővött és kötött áruk : Ide tartoznak a félszabályos áruk is, azaz szabályos (idomszerűen doigozott) kötszővött és kötött áruk, váll és ujjvarrásokkal.

A 612. e és 614. d. t. sz. alá tartozó kötszővött és kötött áruknál a használathoz szükséges hozzátétek, mind szegélyszalagok, betétek, elvarrott gomblyukak, gombok, hurkok, kapsok, csattok, bőrcsíkok, egyszerű húzózsínok, kötőszalagok, rojtok, gyűrűk és hasonló, valamint lényegtelen diszítések nem vonják maguk után a 633. t. sz. szerinti vámkezelést. Lényegtelennek tekintetik például felsőruhánál bármilyen szövet, vagy kötszővött szövet felhasználása gallérnak és kézelőnek, alsőruhánál pedig hozzávarrott vagy hozzáhorgolt diszítés, legfeljebb 2 cm széles csipkéből.

A 622. g. tarifaszámhoz :

Női fűzők : Ruganyos szövetekből vagy ruganyos keskenyárukból való lényegtelen betoldások, keskenyáruból való felvarrott harisnyatartókkal nem kapcsolatos női fűzők megvásárlásánál nem jönnek tekintetbe.

A 631. b. tarifaszámhoz :

Férfiingek : Férfiingeknél a pótlék kiszámításánál az ingmell szövete figyelmen kívül marad, amennyiben az 552, 553. és 554. t. sz. alá tartozó szövetről van szó. Ez a megállapodás azonban nem szól oly esetekre, amidőn az ingmell az 555. t. sz., az 558. t. sz. utáni Jegyzet 2. szerinti, vagy pedig egyéb szövetből készült.

A 637. és 639. b. tarifaszámokhoz :

Női és leánykalapok : A férfi és fiukalapok formájára és kiserelési módjára készült női és leánykalapok úgy vámkezelendők, mint az előbbieik.

A 639. b. tarifaszámhoz :

Női és leánykalapok szalmából és hasonlókból : Felszerelés alatt a béléssel, kalapbőrrel, szalaggal, szövettel, zsinórral való ellátás értendő. A kalapkarimának szalaggal (szegőszalaggal) való pusztá beszegése felszerelésnek nem tekinthető.

A 657. a. tarifaszámhoz :

Csizma : A 4000 párnyi évi kontingens vámkezelése a bozsoki és bucsui (Vas vármegye) vámhivataloknál fog megtörténni.

A 726. tarifaszámhoz :

Vas- és acélrudak : Ide tartoznak azok az acélfajták is, amelyeknek Brünnel-féle keménységi száma legfeljebb 200.

Bei Albums bleiben Schnüre und Bänder, welche zur Adjustierung und zum Gebrauche derselben notwendig sind, bei der Verzollung ausser Betracht.

Zu Tarifnummer 533 :

Bücher, Zeitschriften, u sw. : Hierunter fallen auch Modejournale mit oder ohne Text.

Zu Tarifnummer 585 b/1 :

Abfalldecken : Abfalldecken sind Decken mit Kette aus pflanzlichen Spinnstoffen und Schuss aus geringwertigen Wollspinnereiabgängen oder Kunstwolle ; diese Decken sind ungewaschen und haben daher als Merkmal fetten Geruch und Griff.

Zu Tarifnummer 589 a :

Unter diese T. Nr. fallen Polierscheiben aus dichtem, massivem Filz aus groben Tierhaaren, insofern ihr Durchmesser mindestens 200 mm und ihre Stärke mindestens 25 mm beträgt.

Zu Tarifnummern 612 e und 614 d :

Wirk- und Strickwaren : Hierunter fallen auch halbre reguläre, das sind regulär gearbeitete Wirk- und Strickwaren mit Achsel- und Aermelnähten.

Bei Wirk- und Strickwaren der T. Nrn. 612 e und 614 d bewirken zum Gebrauch erforderliche Zutaten, wie Einfassbänder, Besätze, vernähte Knopflöcher, Knöpfe, Schlingen, Hefteln, Schnallen, Lederstreifen, einfache Zugschnüre, Bindebänder, Quasten, Ringe u. dgl., sowie unwesentlicher Aufputz nicht eine Verzollung nach T. Nr. 633. Als unwesentlich wird beispielsweise bei Oberkleidern die Verwendung von beliebigen Geweben oder gewirkten Stoffen für Kragen und Manschetten, bei Unterkleidern angenähte oder angehängelte Spitzenverzierung von nicht mehr als 2 cm Breite angesehen.

Zu Tarifnummer 622 g :

Mieder : Unwesentliche Zwickel aus elastischen Geweben oder elastischen Schmalwaren bleiben bei der Verzollung von Miedern ohne angenähte Strumpfhälter aus Schmalwaren ausser Betracht.

Zu Tarifnummer 631 b :

Herrenhemden : Bei Herrenhemden wird bei Berechnung des Zuschlages das Gewebe der Brust nicht berücksichtigt, sofern es sich um ein Gewebe der T. Nrn. 552, 553 und 554 handelt. Diese Vereinbarung gilt aber nicht für den Fall, dass die Hemdbrust aus Geweben der T. Nr. 555, Anmerkung 2 nach 558, oder aus sonstigen Geweben hergestellt ist.

Zu Tarifnummern 637 und 639 b :

Frauen- und Mädchenhüte : Frauen- und Mädchenhüte in Form und Ausstattung nach Art der Herren- und Knabenhüte sind wie diese zu verzollen.

Zu Tarifnummer 639 b :

Frauen- und Mädchenhüte aus Stroh u. dgl. : Unter Ausrüstung (Garnitur) wird die Ausstattung mit Futter, Hutleder, Band, Stoff, Schnur verstanden. Die blosse Einfassung des Hutrandes mit Band (auch Litze) wird nicht als Ausrüstung angesehen.

Zu Tarifnummer 657 a :

Schaftstiefel : Die Abfertigung des Jahreskontingentes von 4.000 Paar wird bei den Zollstellen Bozsok und Bucsu (Komitat Vas) erfolgen.

Zu Tarifnummer 726 :

Eisen und Stahl in Stäben : Hierunter fallen auch Stahlsorten mit der Brünnelschen Zahl von höchstens 200.

A 727. tarifaszámhoz :

Szerszám- és nemesacél : Szerkezeti acélnál 1 %-os krómtartalom a 727. a. t. sz. szerinti vámkezelést nem zárja ki.

A 728. a. tarifaszámhoz :

Vas- és acéldrót legfeljebb 6 mm vastagságban húzva, de tovább meg nem munkálva : Ide tartoznak az e fajta drótok izzítva is.

A 738. b. tarifaszámhoz :

Tengely közuti járóművek számára : Külön behozatalra kerülő tengelyperselyek (olajkamrák és csavarment nélkül, de kenőcsatornával) lágy vagy szürke öntvényből, valamint préselt vagy húzott perselyek, továbbá tengelytusák lágy öntvényből, valamint ilyenek kovácsolva, préselve vagy húzva a 738. b. 1. t. sz. szerint kezelendők.

Külön behozatalra kerülő tengelyperselyek szürke öntvényből, olajkamrákkal és csavarmentekkel, továbbá fémből vagy lágy öntvényből való tokok, hüvelyek és csavaranyák a 738. b. 2. β t. sz. szerint kezelendők.

A 773. h. 6. tarifaszámhoz :

Petroleum-, spirituszfűző- és forrasztókészülékek : Bőrből vagy kaucsukból való tömitések a megvámolásnál figyelmen kívül hagyandók.

A 773. h. 5. és 774. c. 2. tarifaszámokhoz :

Asztali háztartási edény és eszköz rézből és rézöntvényekből, illetve nikkeldus öntvényekből, ezüstözve : Használati eszközöknek, amelyek ezen tarifaszámok és nem a 962. t. sz. szerint kezelendők, a következő áruk tekintendők : kávé-, teás- és evőedények, tálak, palack- és pohártartók, cukortartók, kenyérkosarak, hamutálcák, asztali tűzszerszámok, kézi gyertyatartók, lámpák és kandallóelőtétetek, amennyiben különleges kiszerelésük következtében nem bírnak disz- vagy fényüzési tárgyak jellegével.

A 792. b. 1. a tarifaszámhoz :

Kiszabott függönyrudak : Ide tartoznak a kiszabott függönyrudaknak egyidejűleg behozatalra kerülő tartói és zárógombjai is.

A 795. c. 5. tarifaszámhoz :

Buktatólámpák, állólámpák, stb. sárgaréz öntvényből : E tétel alapján vámoztatnak meg az ólom, antimon és ón öntvényéből öntött lámpák is.

A 799. d. tarifaszámhoz :

Konyhai és háztartási célra szolgáló közönséges kések : Ide tartoznak főzelék-, hus-, szalámi- és hasonló kések egyszerű fanyéllel.

Montafoni káposztagyalu : Ide tartoznak ily fajta gyaluk, minden esetben tolószekrénnel 53 X 20 cm és annál nagyobb méretben.

A 807. d. 2. tarifaszámhoz :

Más robbanó és égési erőgépek : Ide tartoznak a két ütemű nyersolajmotorok is, valamint a nyersolajmotorok legfeljebb 500 fordulat számmal.

A 836. b. 1. tarifaszámhoz :

Gőzsütőkemencék stb. : Gyúró- és keverő-, fonó- és rovátkológépek alatt sütőipari gépek értendők.

Zu Tarifnummer 727 :

Werkzeug- und Edelstahl : Bei Konstruktionsstahl schliesst ein Chromgehalt von 1 % die Tarifierung nach T. Nr. 727 a nicht aus.

Zu Tarifnummer 728 a :

Eisen- und Stahldraht, höchstens 6 mm stark, gezogen, doch nicht weiter bearbeitet : Hierunter fallen auch derlei Drähte, gegläht.

Zu Tarifnummer 738 b :

Achsen für Strassenfahrzeuge : Gesondert eingehende Achsenbüchsen ohne Ölkammern und ohne Gewinde, aber mit Schmierrillen, aus Weichguss oder Grauguss, sowie gepresste oder gezogene Büchsen, weiters Achsstössel aus Weichguss, sowie solche geschmiedet, gepresst oder gezogen, sind nach T. Nr. 738 b/1 zu verzollen.

Gesondert eingehende Achsenbüchsen aus Grauguss mit Ölkammern und mit Gewinden, ferner Kappen, Kapseln und Muttern aus Metallen oder Weichguss sind nach der T. Nr. 738 b/2 β zu verzollen.

Zu Tarifnummer 773 h/6 :

Petroleum-, Spirituskocher und Lötapparate : Dichtungen aus Leder oder Kautschuk bleiben bei der Verzollung ausser Betracht.

Zu Tarifnummern h/5 und 774 c/2 :

Geschirr und Geräte für den Tisch- und Hausgebrauch, versilbert, aus Kupfer und Kupferlegierungen, beziehungsweise aus nickelreichen Legierungen : Als Gebrauchsgegenstände, die nach diesen T. Nrn. und nicht nach der T. Nr. 962 zu verzollen sind, werden folgende Waren angesehen : Kaffee-, Tee- und Speisegeschirr, Schüsseln, Flaschen- und Gläsergestelle, Zuckerdosen, Brotkörbe, Aschenschalen, Tischfeuerzeuge, Handleuchter, Lampen und Kaminvorsätze, sofern sie nicht infolge ihrer besonderen Ausstattung die Eigenschaft von Zier- und Luxusgegenständen erhalten haben.

Zu Tarifnummer 792 b/1 a :

Karnissen : Hierunter fallen auch die gleichzeitig eingehenden Träger und Abschlussknöpfe der Karnissen.

Zu Tarifnummer 795 c/5 :

Kipplampen, Stehlampen usw. aus Messingguss : Nach dieser Position werden auch derlei aus einer Legierung von Blei, Antimon, und Zinn gegossene Lampen verzollt.

Zu Tarifnummer 790/d :

Gewöhnliche Messer für Küchen- und Hausgebrauch : Hierunter fallen Gemüse-, Fleisch-, Salamimesser u. dgl. Messer mit einfachen Holzgriffen.

Montafoner Krauthobel : Hierunter fallen derartige Hobel — jedenfalls mit Kasten — in der Grösse von 53 d 20 cm und mehr.

Zu Tarifnummer 807 d/2 :

Andere Explosions- und Verbrennungskraftmaschinen : Hierunter fallen auch Zweitaktrohlmotore, sowie Rohlmotore mit einer Tourenzahl bis 500.

Zu Tarifnummer 836 b/1 :

Dampfbacköfen usw. : Unter der Bezeichnung Knet- und Mischmaschinen, Wirk- und Kerbmäschinen sind Maschinen für Backindustrie zu verstehen.

A 952. b. 1. *tarifaszámhoz* :

Kész botok fából, diszítés nélkül : Nem nemes fémekből való bothüvelyek nem tekintendők diszítésnek.

Kelt kettős kiállításban, magyar és német nyelven Wienben, 1931. évi június hó 30. napján.

Gróf AMBRÓZY Lajos s. k.

SCHOBER s. k.

ÁLLATEGÉSZSÉGÜGYI EGYEZMÉNY

A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG KÖZÖTT KÖTÖTT KERESKEDELMI
EGYEZMÉNYHEZ.

Miután a Magas Szerződő Felek megegyeztek abban, hogy új állategészségügyi egyezményt kötnek, alulírott meghatalmazottak megállapodtak a következőkben :

1. cikk.

A Szerződő Felek egyikének területeiről a másiknak a területeire irányuló forgalmat állatokkal, beleértve a baromfit, állati nyersterményekkel és ragadós állatbetegségek elhurcolására alkalmas tárgyakkal meghatározott belépőállomásokra lehet korlátozni és azokon azon állam részéről, melybe a bevitel történik, állatorvosi ellenőrzés alá lehet venni.

2. cikk.

Az 1. cikkben megjelölt állatoknak és tárgyakkal az egyik Fél területeiről a másik Fél területeire vagy ezeken át történő szállításánál származási bizonyítvány szükséges. Ezt a helyi hatóság állítja ki. A bizonyítványnak olyan tartalommal kell bírnia, hogy annak alapján az állatok és tárgyak származását biztosan meg lehessen állapítani. Ha a bizonyítvány élő állatokról szól, annak az állatok pontos leírását és különös ismertető jeleit ugyszintén a rendeltetési helyet is tartalmaznia kell. A bizonyítványon továbbá az állam által alkalmazott vagy az állami hatóság által erre külön felhatalmazott állatorvosnak kell igazolnia az illető állatok egészséges voltát és azt, hogy a származási községben az elszállítás időpontjában az illető állat fajra átragadó, bejelentés kötelezettsége alá tartozó ragadós állatbetegségs, kivéve a gümőkórt, nem uralkodott.

Abban az esetben ha :

- a) keleti marhavész vagy ragadós tüdőlob,
- b) tenyészbénaság, sertéspestis (sertésvész) vagy juhhimlő,

c) ragadós száj- és körömfájás

iránt fogékony állatok kerülnek kivitelre, ezenfelül igazolni kell, hogy ezek a betegségek sem a származási községben, sem pedig a vele szomszédos községekben nem fordultak elő és pedig :

- az a) pontot illetőleg : az utolsó hat hónapon belül, kivéve a sertéseket, melyeknél ezen idő 40 napra csökken ;
- a b) pontot illetőleg : az utolsó 40 napon belül ;
- a c) pontot illetőleg : az utolsó 21 napon belül.

Zu Tarifnummer 952 b/1 :

Fertige Stücke aus Holz ohne Verzierung : Stockhülsen aus unedlen Metallen werden nicht als Verzierung angesehen.

So geschehen zu Wien am 30. Juni 1931 in doppelter Ausfertigung in ungarischer und deutscher Sprache.

Graf L. AMBRÓZY *m. p.*

SCHOBER *m. p.*

ABKOMMEN

ZWISCHEN DEM KÖNIGREICH UNGARN UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH, BETREFFEND DEN VERKEHR MIT TIEREN, TIERISCHEN ROHSTOFFEN UND PRODUKTEN (TIERSEUCHEN ÜBEREINKOMMEN).

Nachdem die Hohen Vertragschliessenden Teile übereingekommen sind, ein neues Tierseuchen-übereinkommen zu schliessen, haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgendes vereinbart :

Artikel 1.

Der Verkehr mit Tieren einschliesslich des Hausgeflügels, mit tierischen Rohstoffen und mit Gegenständen, die Träger des Ansteckungsstoffes von Tierseuchen sein können, aus den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile nach den Gebieten des anderen kann auf bestimmte Eintrittsstationen beschränkt und dort einer tierärztlichen Kontrolle von seiten des Staates, in den der Übertritt stattfindet, unterworfen werden.

Artikel 2.

Bei der Einfuhr der im Artikel 1 bezeichneten Tiere und Gegenstände aus den Gebieten des einen in oder durch die Gebiete des anderen Teiles ist ein von der Ortsbehörde ausgestelltes Ursprungszeugnis beizubringen. Aus dem Zeugnisse muss die Herkunft der Tiere und Gegenstände mit Sicherheit festgestellt werden können. Es hat, sofern es sich auf lebende Tiere bezieht, ihre genaue Beschreibung, die besonderen Merkmale sowie den Bestimmungsort zu enthalten. Es muss ferner mit der Bescheinigung eines staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde besonders hiezu ermächtigten Tierarztes über die Gesundheit der betreffenden Tiere und darüber versehen sein, dass im Herkunftsort zur Zeit der Absendung eine der Anzeigepflicht unterliegende, auf die fragliche Tiergattung übertragbare Seuche mit Ausnahme der Tuberkulose nicht geherrscht hat.

Sollen Tiere ausgeführt werden, die für

- a) Rinderpest oder Lungenseuche der Rinder,
 - b) Beschälseuche der Pferde, Schweinepest, Schweineseuche oder Pockenseuche der Schafe,
 - c) Maul- und Klauenseuche
- empfänglich sind, so ist ausserdem zu bescheinigen, dass diese Seuchen weder im Herkunfts-orte noch in den Nachbargemeinden geherrscht haben, und zwar :

- zu a) innerhalb der letzten sechs Monate, ausgenommen bei Schweinen, für die sich die Frist auf 40 Tagen verringert ;
- zu b) innerhalb der letzten 40 Tage ;
- zu c) innerhalb der letzten 21 Tage.

Lovak fertőző kevésvérűsége iránt fogékony állatok kivitele esetén továbbá igazolni kell, hogy ez a betegség a származási községben sem az elszállítás időpontjában, sem ezt megelőzőleg 6 hónapon belül hivatalos értesülés szerint nem uralkodott.

Olyan levágásra szánt állatokkal való forgalom esetén azonban, amelyek keleti marhavész, ragadós tüdőlob, ragadós száj- és körömfájás, juhhimlő, sertéspestis, sertésvész vagy tenyész-bénaság iránt fogékonyak, az állami állatorvosi igazolásnak csupán arra kell kiterjednie, hogy ezek a betegségek, amennyiben ugyanis az illető állatfajra átragadhatnak, az elszállítás időpontjában sem a származási községben, sem a szomszédos községekben nem uralkodtak. Az állami állatorvosi igazolásnak a lovak fertőző kevésvérűsége iránt fogékony, levágásra szánt állatokkal való forgalom esetén szintén csupán arra kell kiterjednie, hogy ez a betegség a származási községben az elszállítás időpontjában hivatalos értesülés szerint nem uralkodott.

Lóra, öszvérre, számárra és szarvasmarhára darabonként külön marhalevelet kell kiállítani juhra, kecskére, sertésre és baromfira vonatkozó marhalevelek, illetőleg származási és egészségi bizonyítványok több állatra is szólhatnak.

A bizonyítványok 10 napig érvényesek. Ha ez a határidő szállítás közben jár le, a bizonyítványok további 10 napra csak úgy lesznek érvényesek, ha az állatokat az állam által alkalmazott vagy az állami hatóság által erre külön felhatalmazott állatorvos megvizsgálja és a leletet a bizonyítványba bejegyzi.

Ha a szállítás vasuton vagy hajón történik, az állam által alkalmazott vagy az állami hatóság által erre külön felhatalmazott állatorvos részéről a berakás előtt külön vizsgálat foganatosítandó és a lelet a bizonyítványba bejegyzendő.

A vasuton vagy hajón szállított baromfit ellenben berakás előtt csak akkor kell állatorvosi vizsgálat alá venni, ha a vonatkozó állatorvosi egészségi igazolások több mint három nap előtt állították ki.

Husról és huskészítményekről szóló bizonyítványokon igazolni kell, hogy az áru olyan állatokból eredt, melyeket a szabályszerű vizsgálat során élő állapotban és levágás után hatósági állatorvos egészségesnek talált.

Olvasztott faggyut és zsírt, gyárilag mosott és zárt zsákokba csomagolt gyapjút, zárt ládákba, hordókba vagy más jól záródó tartályokba rakott száraz vagy sózott beleket, bárzsingot, gyomrot, hólyagot, sózott körmöket és szutyakot, szárított vagy sózott bőrt és szőrmét, szárított szarvat, patát, körmöt és csontot származási bizonyítvány nélkül is szabad forgalomba hozni.

3. cikk.

A felsorolt feltételeknek meg nem felelő szállítmányok, valamint oly állatok, melyeken a határszéli állatorvos ragadós betegséget állapít meg vagy amelyeket ilyen betegségre gyanusaknak talál, végre oly állatok, melyeket beteg vagy gyanus állatokkal együtt szállítottak vagy amelyek ilyenekkel egyébként érintkeztek, a belépő állomáson visszautasíthatók. A visszautasítás okát ahatárszéli állatorvos a bizonyítványban megjelölni és aláírásával igazolni tartozik.

A visszautasítás megtörténtét és ennek indokát a határszéli vámhatóság, illetve az eljáró határszéli állatorvos késedelem nélkül a legrövidebb uton közli azon Szerződő Fél határkerületének politikai hatóságával, amely fél területéről a kivitelnek történnie kellett volna.

Ha az ilyen betegséget a bevitt állatokon már a határ átlépése után, a rendeltetési országban veszik csak észre, a tényállást hatósági (állami) állatorvos közreműködésével jegyzőkönyvben kell megállapítani és a jegyzőkönyv másolatát a másik Szerződő Félnek haladéktalanul meg kell küldeni.

Az ezen cikkben megjelölt esetek mindegyikében késedelem nélkül és közvetlenül értesíteni kell a másik Szerződő Fél netán megnevezett megbízottját. (6. cikk.)

Sollen Tiere ausgeführt werden, die für die ansteckende Blutarmut der Pferde empfänglich sind, so ist ferner zu bescheinigen, dass das Herrschen dieser Seuche im Herkunftsorte weder zur Zeit der Absendung noch innerhalb der letzten sechs Monate zur amtlichen Kenntnis gelangt ist.

Im Verkehr mit zur Schlachtung bestimmten Tieren, die für Rinderpest, Lungenseuche, Maul- und Klauenseuche, Pockenseuche der Schafe, Schweineseuche, Schweinepest oder Beschälseuche der Pferde empfänglich sind, soll sich die staatstierärztliche Bescheinigung jedoch nur darauf erstrecken, dass diese Seuchen, sofern sie auf die betreffende Tiergattung übertragbar sind, weder im Herkunftsorte noch in den Nachbargemeinden zur Zeit der Absendung geherrscht haben. Auch soll sich die staatstierärztliche Bescheinigung im Verkehr mit zur Schlachtung bestimmten Tieren, die für die ansteckende Blutarmut der Pferde empfänglich sind, nur darauf erstrecken, dass das Herrschen dieser Seuche im Herkunftsorte zur Zeit der Absendung nicht zur amtlichen Kenntnis gelangt ist.

Für Pferde, Maultiere, Esel und Rinder sind Einzelpässe auszustellen, für Schafe, Ziegen, Schweine und Geflügel sind Gesamtpässe, beziehungsweise Gesamtursprungs- und Gesundheitszeugnisse zulässig.

Die Dauer der Gültigkeit der Zeugnisse beträgt zehn Tage. Läuft diese Frist während des Transportes ab, so müssen, damit die Zeugnisse weitere zehn Tage gelten, die Tiere von einem staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde hiezu besonders ermächtigten Tierarzt neuerdings untersucht und es muss von diesem der Befund auf dem Zeugnisse vermerkt werden.

Bei Eisenbahn- und Schiffstransporten muss vor der Verladung der Tiere eine besondere Untersuchung durch einen staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde hiezu besonders ermächtigten Tierarzt vorgenommen und der Besund in das Zeugnis eingetragen werden.

Eisenbahn- und Schiffstransporte von Geflügel sind jedoch vor der Verladung einer tierärztlichen Untersuchung nur dann zu unterziehen, wenn die für sie beigebrachten tierärztlichen Gesundheitsbescheinigungen vor mehr als drei Tagen ausgestellt sind.

In den Zertifikaten für Fleisch oder Fleischerzeugnisse muss bescheinigt sein, dass die betreffende Ware von Tieren stammt, die bei der vorschriftsmässigen Beschau im lebenden Zustande und nach der Schlachtung von einem behördlichen Tierarzt für gesund befunden worden sind.

Der Verkehr mit geschmolzenem Talg und Fett mit fabrikmässig gewaschener und in geschlossenen Säcken verpackter Wolle, mit in geschlossenen Kisten, Fässern oder anderen dicht schliessenden Behältern eingelegten trockenen oder gesalzenen Därmen, Schlünden, Magen, Blasen, gesalzenen Klauen und Flotzmäulern, mit trockenen oder durchgesalzenen Häuten und Fellen, mit trockenen Hörnern, Hufen, Klauen und Knochen ist auch ohne Beibringung von Ursprungszeugnissen gestattet.

Artikel 3.

Sendungen, die den angeführten Bestimmungen nicht entsprechen, ferner Tiere, die vom Grenztierarzt mit einer ansteckenden Krankheit behaftet oder einer solchen verdächtig befunden werden, endlich Tiere, die mit kranken oder verdächtigen Tieren zusammen befördert oder sonst in Berührung gekommen sind, können an der Eintrittstation zurückgewiesen werden. Den Grund der Zurückweisung hat der Grenztierarzt auf dem Zeugnis anzugeben und mit seiner Unterschrift zu bestätigen.

Die erfolgte Rückweisung und der Anlass hiezu wird von der Grenzzollbehörde, beziehungsweise dem amtshandelnden Grenztierarzt ohne Verzug der politischen Behörde des Grenzbezirkes jenes vertragschliessenden Teiles, aus dem die Ausfuhr stattfinden sollte, im kürzesten Wege angezeigt werden.

Wird eine solche Krankheit an eingeführten Tieren erst nach erfolgtem Grenzübertritt im Bestimmungslande wahrgenommen, so ist der Tatbestand unter Zuziehung eines beamteten Tierarztes (Staatstierarztes) protokollarisch festzustellen und eine Abschrift des Protokolls dem anderen vertragschliessenden Teile unverweilt zuzusenden.

In allen in diesem Artikel vorgesehenen Fällen ist ein etwa namhaft gemachter Delegierter des andern vertragschliessenden Teiles (Artikel 6) ohne Verzug und unmittelbar zu verständigen.

4. cikk.

Ha a Szerződő Felek egyikének területein keleti marhavész lép fel, a másik félnek jogában áll a kérődzők, sertések, állati nyerstermények és a fertőzőanyag elhurcolására alkalmas tárgyak bevitelét a betegség veszélyének tartamára megtiltani vagy korlátozni.

5. cikk.

Ha a Szerződő Felek egyikének területeiről az állatforgalom útján a másik fél területeire bejelentés kötelezettsége alá tartozó állatbetegséget hurcoltak be vagy, ha ilyen betegség a Szerződő Felek egyikének területén fenyegető módon uralkodik, a másik Félnek jogában áll az illető betegség iránt fogékony állatoknak, valamint a fertőzőanyag elhurcolására alkalmas állati nyersterményeknek és tárgyaknak bevitelét a fertőzött és a veszélyeztetett területekről a betegség veszélyének tartamára korlátozni vagy megtiltani. Hasonló intézkedés tehető ragadós tüdőlob fellépése esetén a szarvasmarhák, szarvasmarhaktól származó állati részek, valamint a fertőző anyag elhurcolására alkalmas nyersanyagok és tárgyak bevitelére nézve, valamint tenyésztés felépése esetén egypatások bevitelére nézve abban az esetben is, ha ezek a betegségek nem uralkodnak fenyegető módon.

Lépfene, sercegő üszök, vad- és bivalyvész, veszettség, takonykór, egypatások és szarvasmarhák ivarszervi hólyagos kiütése, egypatások, juhok és kecskék rühössége, sertésorbánc, baromfikolera és tyukpestis, valamint gümőkór miatt beviteli tilalmak nem alkalmaztatnak.

Nem érinti a jelen egyezmény a Szerződő Felek állategészségügyi törvényeinek azon rendelkezéseit, melyek szerint abban az esetben, ha ragadós állatbetegségek a határon vagy ennek közelében lépnek fel, ezen betegségek távoltartása és elfojtása érdekében a két részüli határszüli kerületek között a forgalom, ugyszintén a veszélyeztetett határterületeken átmenő forgalom rendkivüli korlátozások és tilalmak alá vehető.

6. cikk.

A Szerződő Felek kölcsönösen feljogositják egymást arra, hogy abból a célból, hogy értesülest szerezhessenek az állatállományok egészségi állapotáról, az állatvásárok, vágóhidak és hizlaló telepek, veszteglő intézetek és efélék berendezéséről, valamint az érvényes állategészségrendőri szabályok végrehajtásáról, a másik államba megbizottakat előzetes bejelentés nélkül kiküldhessenek vagy ilyeneket oda állandóan is kirendelhessenek. A Szerződő Felek utasítani fogják hatóságait, hogy a másik fél említett szakközegeit, mihelyt azok ezt a minőségüket igazolják, kívánságukra támogassák és nekik felvilágosítást adjanak.

7. cikk.

A ragadós betegségek mindenkori állásáról mindegyik szerződő Fél 14 naponkint időszüki kimutatásokat fog közzétenni és e kimutatásokat a másik Szerződő Félnek közvetlenül meg fogja küldeni.

A határszüli közigazgatási kerületekben felmerülő ragadós betegségekről a hatóságok közvetlenül fogják egymást kölcsönösen és azonnal értesíteni.

Ha a Szerződő Felek egyikének területén a keleti marhavész, ragadós tüdőlob vagy tenyésztés tör ki, erről és a betegség elterjedéséről a másik Fél körmánya távirat útján közvetlenül fog értesíteni.

Artikel 4.

Wenn die Rinderpest in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile auftritt, so steht dem anderen Teile das Recht zu, die Einfuhr von Wiederkäuern, Schweinen und tierischen Rohstoffen sowie von Gegenständen, die Träger des ansteckungsstoffes sein können, für die Dauer der Seuchengefahr zu beschränken oder zu verbieten.

Artikel 5.

Wenn aus den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile durch den Viehverkehr eine der Anzeigepflicht unterliegende Tierkrankheit nach den Gebieten des anderen Teiles eingeschleppt worden ist oder wenn eine solche Krankheit in den Gebieten des einen Teiles in bedrohlicher Weise herrscht, so ist der andere Teil befugt, die Einfuhr der für die Tierkrankheit empfänglichen Tiere sowie solcher tierischer Rohstoffe und Gegenstände, die Träger des Ansteckungsstoffes sein können, aus den verseuchten und den gefährdeten Gebieten für die Dauer der Seuchengefahr zu beschränken oder zu verbieten. Ein gleiches kann beim Auftreten der Lungenseuche für die Einfuhr von Rindern, der von Rindern stammenden tierischen Teile, Rohstoffe und Gegenstände, die Träger des Ansteckungsstoffes sein können, sowie beim Auftreten von Beschälseuche für die Einfuhr von Einhufern angeordnet werden, auch wenn diese Seuchen nicht in bedrohlicher Weise herrschen.

Wegen Milzbrand, Rauschbrand, Wild- und Rinderseuche, Wut, Rotz, Bläschenausschlag der Einhufer oder des Rindviehs, Räude der Einhufer, Schafe und Ziegen, Rotlauf der Schweine, Geflügelcholera und Hühnerpest sowie wegen Tuberkulose sollen Einfuhrverbote nicht erlassen werden.

Die in den Seuchengesetzgebungen der vertragschliessenden Teile enthaltenen Vorschriften, denen zufolge im Falle des Ausbruches von ansteckenden Tierkrankheiten an oder in der Nähe der Grenze zur Abwehr und Unterdrückung derselben der Verkehr zwischen den beiderseitigen Grenzbezirken sowie der Durchgangsverkehr durch einen gefährdeten Grenzbezirk besonderen Beschränkungen und Verboten unterworfen werden kann, werden durch das gegenwärtige Abkommen nicht berührt.

Artikel 6.

Die vertragschliessenden Teile räumen sich gegenseitig die Befugnis ein, behufs Einholung von Erkundigungen über den Gesundheitszustand der Viehbestände, die Einrichtung von Viehmärkten, Schlachthäusern und Mastanstalten, Viehkontumazanstalten und dergleichen sowie über die Durchführung der bestehenden veterinärpolizeilichen Vorschriften Delegierte in den anderen Staat ohne vorgängige Anmeldung zu entsenden oder dort auch dauernd zu exponieren. Beide Teile werden die Behörden anweisen, den erwähnten Fachorganen des anderen Teiles, sobald dieselben sich als solche legitimieren, auf Wunsch Unterstützung zu gewähren und Auskunft zu erteilen.

Artikel 7.

Jeder der vertragschliessenden Teile wird in Zeiträumen von je 14 Tagen periodische Nachweisungen über den jeweiligen Stand der Tierseuchen erscheinen und sie dem anderen vertragschliessenden Teile unmittelbar zukommen lassen.

Über die Seuchenausbrüche in den Grenzverwaltungsbezirken werden sich die Behörden gegenseitig sofort direkt verständigen.

Wenn in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile die Rinderpest, Lungenseuche der Rinder oder die Beschälseuche der Pferde auftritt, wird der Regierung des anderen Teiles von dem Ausbruch und der Verbreitung derselben auf telegraphischem Wege direkt Nachricht gegeben werden.

8 cikk.

Olyan vasuti kocsik és hajók (hajórészek), amelyekben egypatások, hasított körmű állatok vagy baromfi szállítottak, a vasuti vállalatok vagy hajózási vállalatok hozzátartozó szerelvényeivel együtt az állategészségügyi egyezményrel egyidejűleg megállapított és a jelen egyezmény mellékletét képező határozmányoknak megfelelően kitisztítandók és fertőtlenítendőek.

A Szerződő Felek az első bekezdéshez mérten az egyik Fél területein szabályszerűen forgatosított tisztítást és fertőtlenítést a másik félre nézve is érvényesnek fogják elismerni.

9. cikk.

A határforgalom szabályozására vonatkozó egyezményben megállapított határkerületek állatforgalmára a nevezett egyezmény határozmányai alkalmazandók, amennyiben az alábbiakban más intézkedések nem foglaltatnak.

1. A legeltetési forgalom a következő feltételek mellett történhetik:

A nyájak tulajdonosai a határátlépés alkalmával a legelőre hajtandó állatokról a helyi hatóságok által kiállított jegyzéket kötelesek két példányban hitelesítés (átvizsgálás és igazolás) céljából bemutatni, mely jegyzék a tulajdonos nevét az állatok fajtát és darabszámát, valamint azok legjellegzetesebb külső ismertető jeleit tartalmazza.

A helyi hatóság és valamely más község területén való áthajtás esetén ennek a községnek hatósága is a jegyzékben igazolni tartozik, hogy az illető községben nincsen olyan betegség, mely bejelentési kötelezettség alá tartozik és az illető állatfajra átragadhat.

Azoknak a legelőre küldött állatoknak jegyzékében, amelyek 7 napnál hosszabb ideig maradnak a legelőn, az állam által alkalmazott vagy az állam által erre külön felhatalmazott állatorvosnak kell igazolnia, hogy a jegyzékben szereplő állatok a legelőre való elhajtást közvetlen megelőzően megvizsgáltattak és egészségesnek találtattak és hogy a községben, ahonnan az állatok a legelőre hajtattak, valamint más községeken való áthajtás esetén, az utóbbiakban sem uralkodik olyan betegség, mely bejelentési kötelezettség alá tartozik és az illető állatfajra átragadhat. Ezeknek az állatoknak a legelőről való visszatérésekor az állam által alkalmazott vagy az állam által erre külön felhatalmazott állatorvosnak igazolnia kell, hogy sem abban a községben, ahol az állatok legelőn voltak, sem azokban a községekben, amelyeknek területén az állatokat át kell hajtani, nem uralkodik olyan betegség, mely bejelentési kötelezettség alá tartozik és az illető állatfajra átragadhat.

2. Munkát végző állatok (hátaslovak, ekébe vagy járműbe fogott állatok), herélésre, mázsálásra vagy állatorvosi kezelésre szánt állatok forgalma mindkét irányban a fennálló vámszabályok betartása mellett megengedett, ha az állatok a helyi hatóság által kiállított származási bizonyítvánnyal (marhalevéllal) vannak ellátva. Több munkásállat számára közös marhalevél is kiállítható, a marhalevélen feltüntetendő a határátlépés célja, valamint az a körülmény, hogy az állatok az illető határkerületből valók. Ezenfelül a helyi hatóságnak a marhalevélen igazolnia kell, hogy a származási községben a határátlépés idején nem uralkodik olyan betegség, mely bejelentési kötelezettség alá esik és az illető állatfajra átragadhat.

3. Lépfenének, sercegő üszöknek, ivarszeri hólyagos kiütésnek, sertésorbáncnak és veszettségnek a községben való szórványos fellépése az 1. és 2. pontok alatt említett állatoknál nem akadályozza az igazolás kiállítását, ha ezek a betegségek nem azokban az udvarokban léptek fel, amelyekből a határátlépésre szánt állatok származnak.

Artikel 8.

Eisenbahnwagen und Schiffe (Schiffsteile), in welchen Einhufer, Klauentiere oder Geflügel befördert worden sind, müssen nebst den zugehörigen Gerätschaften der Eisenbahnverwaltungen oder Schiffstransportunternehmungen nach Massgabe der gleichzeitig mit dem Tierseuchenübereinkommen vereinbarten und als Anlage diesem Übereinkommen beigeschlossenen Bestimmungen gereinigt und desinfiziert werden.

Die vertragschliessenden Teile werden die gemäss Absatz 1 im Bereich eines Teiles vorschriftsmässig vollzogene Reinigung und Desinfektion als auch für den anderen Teil geltend anerkennen.

Artikel 9.

Auf den Viehverkehr zwischen den im Übereinkommen, betreffend die Regelung des Grenzverkehrs, festgesetzten Grenzzonen finden die Bestimmungen dieses Übereinkommens Anwendung, insoweit im nachstehenden nicht anderweitige Bestimmungen getroffen wurden.

1. Der Weideverkehr ist unter nachstehenden Bedingungen gestattet :

Die Eigentümer der Herden werden beim Grenzübertritt ein von der Ortsbehörde ausgestelltes Verzeichnis der Tiere, die sie auf die Weide bringen wollen, mit der Angabe des Namens des Eigentümers, der Gattung und Stückzahl sowie der charakteristischen äusseren Merkmale der Tiere in doppelter Ausfertigung zur Verifizierung (Prüfung und Beglaubigung) vorlegen.

Auf dem Verzeichnisse ist von der Ortsbehörde und im Falle des Durchzuges durch das Gebiet einer anderen Gemeinde auch von dieser zu bestätigen, dass im Gebiete der betreffenden Gemeinde keine auf die bezügliche Tiergattung übertragbare anzeigepflichtige Krankheit herrscht.

Auf den Verzeichnissen jener Weidetiere, welche über sieben Tage auf der Weide verbleiben sollen, muss jedoch von einem staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde hiezu besonders ermächtigten Tierarzte bestätigt werden, dass die im Verzeichnisse bezeichneten Tiere unmittelbar vor dem Abtriebe zur Weide untersucht und gesund befunden worden sind sowie dass in der Gemeinde, aus welcher die Tiere auf die Weide gebracht werden sollen, und im Falle des Durchzuges durch das Gebiet einer anderen Gemeinde auch in der letzteren keine der Anzeigepflicht unterliegende, auf die betreffende Tiergattung übertragbare Krankheit herrscht. Bei der Rückkehr dieser Tiere von der Weide hat der zuständige staatlich angestellte oder von der Staatsbehörde hiezu besonders ermächtigte Tierarzt zu bestätigen, dass weder in der Gemeinde, wo die Tiere auf der Weide waren, noch in den Gemeinden, durch deren Gebiet die Tiere eventuell getrieben werden sollen, eine der Anzeigepflicht unterliegende, auf die fragliche Tiergattung übertragbare Krankheit herrscht.

2. Der Verkehr mit Arbeitstieren (Reittiere, an den Pflug oder ein Fuhrwerk gespannte Tiere), mit Tieren zum Verschneiden, Verwiegen oder zur tierärztlichen Behandlung ist in beiden Richtungen unter Beobachtung der bestehenden Zollvorschriften gestattet, wenn die Tiere mit einem von der Ortsbehörde ausgestellten Ursprungszeugnisse (Viehpass) versehen sind. Für mehrere Arbeitstiere kann auch ein Gesamtviehpass ausgestellt werden. Der Viehpass muss den Zweck des Grenzübertrittes sowie die Angabe enthalten, dass die Tiere aus der betreffenden Grenzzone stammen. Überdies ist auf dem Viehpasse von der Ortsbehörde zu bestätigen, dass in der Herkunftsgemeinde eine auf die betreffende Tiergattung übertragbare anzeigepflichtige Krankheit zur Zeit des Grenzübertrittes nicht herrscht.

3. Das vereinzelte Auftreten von Milzbrand, Rauchbrand, Bläschenausschlag, Rotlauf und Wutkrankheit in der Gemeinde soll für die unter 1. und 2. genannten Tiere, wenn diese Krankheiten nicht in Höfen auftreten, aus denen die Tiere für den Grenzübertritt in Betracht kommen, der Ausstellung der fraglichen Bestätigungen nicht entgegenstehen.

4. A vészmentesség igazolása munkát végző és legelőre hajtott állatoknál 30 napig, fuvarozó üzemek állatainál, valamint herélésre, állatorvosi kezelésre vagy mázsálásra szánt állatoknál 10 napig érvényes és ezeknek a határidőknek lejártá után megújítandó.

5. Ha a legeltetés vagy munkaidő tartama alatt a nyájak, vagy a munkásállatok egy részében vagy abban a községben, amelynek területén a legelő, illetve a birtoktag fekszik, avagy azon az uton, amelyen a nyájnak vagy munkásállatoknak a határátlépés helyére vissza kell térniök, olyan betegség tör ki, mely az illető állatfajra átragadhat, akkor az állatoknak a másik állam területére való visszahajtása tilos, hacsak kényszerítő körülmények (takarmányhiány, rossz időjárás stb.) kivételt nem tesznek szükségessé. Ilyen esetekben az állatok visszatérése csak az illetékes elsőfoku hatóságok által a betegség elhurcolásának megakadályozása végett egyetértőleg megállapított óvintézkedések betartásával történhetik.

6. Az 1. és 2. pontok alatt említett állatok a határ átlépésénél nem esnek határszéli állatorvosi vizsgálat alá. Az állatoknak azonban azonosságuk megállapítása végett a határ ugyanazon pontján kell visszatérni, amelyen kiléptek.

7. A határterületekben fekvő mezőgazdasági üzemek fenntartására netán szükséges különleges intézkedéseket a két állam illetékes központi hatóságai egyetértőleg teszik meg.

8. Amennyiben az állategészségügyi viszonyok — az 5. cikk utolsó bekezdése értelmében is — időközönként bizonyos korlátozásokat tesznek szükségessé, az illetékes határszéli közigazgatási hatóságok a szükségeselt óvintézkedéseket egyetértőleg teszik meg.

10. cikk.

A jelen egyezmény életbelépésekor netán még fennálló határozmányaival nem egyező korlátozások és tilalmak hatályon kívül helyezendők.

Minek hitelül a két Fél meghatalmazottai a jelen egyezményt aláírták és pecsétjükkel ellátták.

Kelt kettős kiállításban, magyar és német nyelven Wienben, 1931. évi június hó 30. napján.

(P. H.) Gróf AMBRÓZY LAJOS s. k.

(P. H.) SCHÖBER s. k.

MELLÉKLET A 8. CIKKHEZ.

Az állatszállító vasuti kocsik és hajók fertőtlenítéséről szóló határozmányok :

Oly vasuti kocsik, amelyekben egypatások, hasított körmű állatok vagy baromfi szállítottak, a vasuti vállalatok hozzátartozó szerelvényeivel együtt további használatuk előtt a következő szabályok szerint tisztítandók és fertőtlenítendőek :

1. A kocsik tulajdonképeni fertőtlenítése előtt mindenkor el kell távolítani az almot, trágyát, tollakat, a kötélmaradványokat stb., ugyszintén alapos tisztogatás végzendő forró vízzel. Ahol forróvíz kellő mennyiségben nem áll rendelkezésre, nyomás alatt kiáramló hideg víz is alkalmazható, előbb azonban a kocsira tapadt szennyet forró vízzel való öblítéssel kell feláztatni. A tisztítás csak akkor tekinthető kielégítőnek, ha azzal a szállítmánytól származó minden tisztátlanság teljesen el van távolítva ; a kocsik

4. Die Bestätigungen über die Seuchenfreiheit gelten für Arbeitsvieh und Weidevieh 30 Tage, für Tiere für den Fuhrwerksbetrieb, zum Verschneiden, für tierärztliche Behandlung oder zum Verwiegen zehn Tage und müssen nach Ablauf dieser Frist wieder erneuert werden.

5. Wenn während der Weide- oder Arbeitszeit eine für die betreffende Tiergattung ansteckende Krankheit unter einem Teile der Herde oder Arbeitstiere oder in der Gemeinde, in welcher sich die Weide, beziehungsweise das Grundstück befindet, oder auf jener Strasse, auf welcher die Rückkehr der Herde oder Arbeitstiere zur Grenzstation erfolgen soll, ausbricht, so ist die Rückkehr der Tiere nach dem Gebiete des anderen Staates untersagt, sofern nicht zwingende Verhältnisse (Futtermangel, schlechte Witterung u. s. w.) eine Ausnahme erheischen. In solchen Fällen darf die Rückkehr der Tiere nur unter Anwendung der durch die zuständigen Behörden erster Instanz zur Verhinderung der Seuchenverschleppung vereinbarten Sicherungsmassregeln erfolgen.

6. Die unter 1. und 2. genannten Tiere werden beim Grenzübertritte der tierärztlichen Grenzkontrolle nicht unterzogen. Die Rückkehr der Tiere muss jedoch zwecks Feststellung ihrer Nämlichkeit an derselben Grenzstelle stattfinden, über welche der Austritt erfolgte.

7. Besondere zur Aufrechterhaltung landwirtschaftlicher Betriebe in den Grenzgebieten etwa notwendige Verfügungen sind von den zuständigen Zentralbehörden beider Staaten einvernehmlich zu erlassen.

8. Erheischen veterinärpolizeiliche Verhältnisse zeitweilig gewisse Beschränkungen, auch nach Massgabe des letzten Absatzes des Artikels 5, so haben die zuständigen Grenzbezirksbehörden die notwendigen Sicherungsmassregeln im gegenseitigen Einverständnis zu treffen.

Artikel 10.

Die bei dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Übereinkommens etwa noch bestehenden, mit seinen Bestimmungen nicht vereinbarlichen Beschränkungen und Verbote sind ausser Kraft zu setzen.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten dieses Übereinkommen gefertigt und ihre Siegel beigesetzt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung in ungarischer und deutscher Sprache zu Wien, am 30. Juni 1931.

(L. S.) Graf L. AMBRÓZY *m. p.*

(L. S.) SCHÖBER *m. p.*

ANLAGE ZUM ARTIKEL 8.

Bestimmungen über die Desinfektion der Eisenbahnviehwagen und Schiffe.

Eisenbahnwagen, in welchen Einhufer, Klauentiere oder Geflügel befördert worden sind, müssen nebst den zugehörigen Gerätschaften der Eisenbahnverwaltungen vor ihrer weiteren Verwendung nach folgenden Vorschriften gereinigt und desinfiziert werden:

1. Der eigentlichen Desinfektion der Wagen muss stets die Beseitigung der Streumaterialien, des Düngers, der Federn, der Reste von Unbindesträngen u. s. w. sowie eine gründliche Reinigung durch heisses Wasser vorangehen. Wo solches nicht in genügender Menge zu beschaffen ist, darf auch unter Druck ausströmendes kaltes Wasser verwendet werden, jedoch muss vorher zur Aufweichung des anhaftenden Schmutzes eine Abspülung mit heissem Wasser erfolgen. Die Reinigung ist nur dann als ausreichend

padlójának hézagaiba behatolt szennyrészeket is teljesen el kell távolítani, szükség esetén tompahegyű és letompított vaseszközökkel.

2. Magának a fertőtlenítésnek a kocsi vagy a használt kocsizakasz minden részére ki kell terjednie és pedig azokban az esetekben is, ha a kocsi csak részben volt megrakva.

A fertőtlenítést következőképen kell foganatosítani :

a) rendes körülmények között a padlót, mennyezetet és a falakat legalább 50 Celsius fokra hevített olyan szódaluggal kell lemosni, amelynek készítéséhez legalább 3 kg szóda vétetett 100 liter vízhez. Szódalug helyett az illető állam kormányja által egyenlő értékűnek elismert más lug is vehető. A szükséges berendezésekkel ellátott állomásokon a szódaluggal való mosás helyett a padlónak, mennyezetnek és a falaknak megfelelő készülékek alkalmazása mellett vizgőzzel való legalaposabb kezelése is meg van engedve ; az alkalmazandó vizgőznek legalább két atmoszféra feszültséggel kell bírnia ;

b) abban az esetben, ha a kocsi keleti marhavésszel, lépfenével, sercegő üszökkel, vad- és bivalyvésszel, ragadós száj- és körömfájással, takonykórral, sertésvésszel (sertéspestis), sertésorbáncsal, baromfikolerával, tyukpestissel van fertőzve vagy ily fertőzés súlyos gyanuja forog fenn, az a) alatt előírt két eljárás egyike alkalmazandó és ezenfelül a padlók, a mennyezetek és a falak kresolkénsav-keverék háromszázalékos oldatával vagy kétszázalékos formaldehyd-oldattal gondosan beecsetelendők. A kresolkénsav-keveréket két rész nyers kresolnak (kresolum crudum a szerződő felek egyikének gyógyszerkönyve szerint) és egy rész nyers kénsavnak (acidum sulfuricum crudum a szerződő felek egyikének gyógyszerkönyves szerint) rendes hőfoknál való keverése útján kell előállítani. A háromszázalékos oldat előállítására a keverék készítése után legkorábban 24 óra múlva, legkésőbbben pedig 3 hónap múlva használható. Az oldatot 24 órán belül kell felhasználni.

A beecsetelés helyett az illető állam kormányja által alkalmasnak talált készü-lékkel való befecskendezés is alkalmazható.

3. A fertőtlenítés szigorított módja (2. b) rendszerint csak állategészségrendőri intézkedésre, enélkül pedig akkor is alkalmazandó, ha a kocsikban hasított körmű állapotok szállíttatnak oly állomásokról, amelyeknek 20 kilométeres kerületében a ragadós száj- és körömfájás uralkodik vagy még nem nyilvánított megszűntnek. Az illetékes köz-igazgatási hatóságnak jogában áll a szigorított fertőtlenítést (2. b) más esetekben is elrendelni, ha azt a megjelölt betegségek elhurcolásának megakadályozására elenged-hetetlennek tartja.

4. Ha belső burkolással ellátott kocsikat kell szigorított fertőtlenítés (2. b) alá venni, akkor a burkolás leszedendő és épügy tisztítandó és fertőtlenítendő, mint a kocsi. A belső burkolás eltávolításától el lehet tekinteni akkor, ha a kocsiban csak darabonként csomagolt aprómarha szállíttatott.

5. Párnázott kocsiknál a párnázás, amelynek eltávolíthatónak kell lennie, kielégítő módon tisztítandó. Ha a kocsi a 2. b) alatt megnevezett betegségek valamelyikével fertőztetett, vagy ha ilyen fertőzés súlyos gyanuja forog fenn, akkor a párnázást el kell égetni.

Magát a kocsit az 1—3. alatt előírt módon kell kezelni. Azokat a külföldi (a szerződő felek egyikéhez sem tartozó) kocsikat, amelyeknek a párnázása el nem távolítható, nem szabad ismét megrakni.

6. Olyan kocsiknál, amelyek ládákban vagy ketrecekben elhelyezett egyes aprómarha (kivéve a baromfit) szállítására használtattak és alommal, takarmánnyal, ürülékkel

anzusehen, wenn durch sie alle von dem Transport herrührenden Verunreinigungen vollständig beseitigt sind; auch die in die Fugen der Waggonböden eingedrungenen Schmutzteile sind vollständig — erforderlichenfalls unter Anwendung von eisernen Geräten mit abgestumpften Spitzen und Rändern — zu entfernen.

2. Die Desinfektion selbst hat sich, und zwar auch in den Fällen, wo der Wagen nur teilweise beladen war, auf alle Teile des Wagens oder des benutzten Wagenabteils zu erstrecken.

Sie muss bewirkt werden :

a) unter gewöhnlichen Verhältnissen durch Waschen der Fussböden, Decken und Wände mit einer auf mindestens 50° C erhitzten Sodalauge, zu deren Herstellung wenigstens 3 kg Soda auf 100 l Wasser verwendet sind. Statt der Sodalauge kann auch eine andere von der Regierung des betreffenden Staates als gleichwertig anerkannte Lauge zugelassen werden. Auf Stationen, die mit den erforderlichen Einrichtungen versehen sind, ist statt der Waschung mit Sodalauge auch die gründlichste Behandlung der Fussböden, Decken und Wände mit Wasserdampf unter Benützung geeigneter Vorrichtungen zulässig; der zur Verwendung kommende Wasserdampf muss eine Spannung von mindestens 2 Atmosphären haben;

b) in Fällen einer Infektion des Wagens durch Rinderpest, Milzbrand, Rauchbrand, Wild- und Rinderseuche, Maul- und Klauenseuche, Rotz, Schweineseuche, Schweinepest, Schweinerotlauf, Geflügelcholera, Hühnerpest oder des dringenden Verdachtes einer solchen Infektion durch Anwendung eines der beiden unter a) vorgeschriebenen Verfahren und ausserdem durch sorgfältiges Bepinseln der Fussböden, Decken, und Wände mit einer 3prozentigen Lösung, einer Kresolschwefelsäuremischung oder mit einer 2prozentigen Formaldehydlösung. Die Kresolschwefelsäuremischung ist durch Mischen von zwei Teilen rohem Kresol (*Cresolum crudum* des Arzneibuches eines der vertragschliessenden Teile) und einem Teile roher Schwefelsäure (*Acidum sulfuricum crudum* des Arzneibuches eines der vertragschliessenden Teile) bei gewöhnlicher Temperatur zu bereiten. Zur Herstellung der 3prozentigen Lösung darf die Mischung frühestens 24 Stunden, spätestens drei Monate nach ihrer Bereitung benützt werden. Die Lösung ist innerhalb 24 Stunden zu verwenden.

Anstatt des Bepinselns kann auch eine Bespritzung mit einem von der Regierung des betreffenden Staates als geeignet zugelassenen Apparat erfolgen.

3. Die verschärfte Art der Desinfektion (2. b) ist in der Regel nur auf veterinärpolizeiliche Anordnung, ohne solche Anordnung jedoch auch dann vorzunehmen, wenn die Wagen zur Beförderung von Klauentieren von solchen Stationen, in deren Umkreis von 20 km die Maul- und Klauenseuche herrscht oder noch nicht für erloschen erklärt worden ist, gedient haben. Der zuständigen Verwaltungsbehörde bleibt vorbehalten, die verschärfte Desinfektion (2. b) auch in anderen Fällen anzuordnen, wenn sie es zur Verhütung der Verschleppung der bezeichneten Seuchen für unerlässlich erachtet.

4. Wenn Wagen mit einer inneren Verschalung der verschärften Desinfektion (2. b) zu unterwerfen sind, ist die Verschalung abzunehmen und ebenso wie der Wagen zu reinigen und zu desinfizieren. Von der Herausnahme der inneren Verschalung darf dann abgesehen werden, wenn in den Wagen nur verpacktes Kleinvieh in Einzelstücken befördert worden ist.

5. Bei gepolsterten Wagen ist die Polsterung, die entfernbar sein muss, in ausreichender Weise zu reinigen. Hat eine Infektion des Wagens durch eine der unter 2. b. genannten Seuchen stattgefunden oder liegt der dringende Verdacht einer solchen Infektion vor, so muss die Polsterung verbrannt werden.

Der Wagen selbst ist in der zu 1 bis 3 angegebenen Weise zu behandeln. Ausländische (keinem der vertragschliessenden Teile angehörige) Wagen, deren Polsterung nicht entfernbar ist, dürfen nicht wieder beladen werden.

6. Bei Wagen, die zur Beförderung von einzelnen Stücken Kleinvieh (ausser Geflügel) in Kisten oder Käfigen gedient haben und nicht durch Streu, Futter, Auswurfstoffe usw.

be nem szennyeztettek, a 2. b) és 3. alatti határozmányok fenntartásával a falaknak, padlónak és a mennyezetnek forró vízzel való lemosása kielégítő fertőtlenítésnek tekintetik.

Csomagolt élő baromfi szállítására használt kocsik csak akkor tisztítandók és fertőtlenítendőek az előző határozmányoknak megfelelően, ha alommal, takarmánnyal vagy ürülékkel beszennyeztettek.

7. A szerződő felek kötelezik magukat, hogy az elől említett fajú állatok szállítására szolgáló vasuti kocsikra a megrakás alkalmával vagy harmadik államból jövő kocsikra a területeikre való belépéskor sárgaszínű « Fertőtlenítendő » felirattal ellátott bárcák fognak mindkét oldalon ráragasztatni. Ha valamelyik kocsit szigorított fertőtlenítés alá kell venni (2. b), 3.), akkor azon az állomáson, ahol ezen fertőtlenítési mód alkalmazásának előfeltételei bekövetkeznek vagy ismertekké válnak, a kocsira « Szigorított módon fertőtlenítendő » felirattal és a középen rányomtatott függőleges vörös sávval ellátott sárgaszínű bárcák ragasztandók rá. E bárcák fertőtlenítés után eltávolítandók és helyükbe « Fertőtlenített-án órákor-ban » nyomtatott felirattal ellátott fehérszínű bárcák alkalmazandók, amelyek csak a kocsi újbóli megrakása alkalmával távolítandók el.

Csomagolt élő baromfi szállítására használt kocsikat, amennyiben tisztításuk és fertőtlenítésük a 6. pont második bekezdése szerint szükséges, a rendeltetési állomáson kell megbárcázni.

Ha valamely kocsi az egyik fél területeiről a másik fél területeire való átmenetkor nem volna a jelzett módon megbárcázva, akkor ez a hiány a határmenti állomáson az átvevő hivatal által pótlendő.

8. Üres vagy más árukkal, mint az elől említett állatfajok valamelyikével megrakott oly vasuti kocsik, amelyek a szerződő felek valamelyikének területeire belépnek és kívülről felismerhetőleg ilyen állatok szállítására használtattak, de nem tisztítottak és fertőtlenítettek az ezen határozmányokban foglalt szabályok szerint, ha nem utasíttatnak vissza, az ezen határozmányokban megállapított szabályok szerint tisztítandók és fertőtlenítendőek.

9. Ezek a határozmányok megfelelő módon alkalmazandók hajóknál is olyan helyiségek tekintetében, amelyek állatok szállítására használtattak vagy amelyekben állatok tartózkodtak.

ZÁRÓJEGYZŐKÖNYV.

A Magyar Királyság és az Osztrák Köztársaság között a mai napon megkötött Állategészségügyi Egyezmény aláírása alkalmával a két Fél meghatalmazottai az alábbi — a jelen Egyezmény kiegészítő részét alkotó — kijelentéseket tették, illetve fektették le a jelen Jegyzőkönyvben.

1. Az Állategészségügyi Egyezmény határozmányai csak a Szerződő Felek valamelyikének területeiről származó terményekre nyerne alkalmazást. Más országokból származó oly állatok vagy tárgyak bebocsátása, amelyek az egyik fél területén keresztül a másik fél területére közvetlen bevitel vagy átvitel céljából szállíttatnának — amennyiben e tekintetben külön megállapodások nem létesítettek — a jelen Egyezmény keretén kívül esik.

2. A Szerződő Felek egyikének területéről a másik fél területére bevitelre kerülő állatok, állati nyertermények és termékek a beviteli országban érvényben levő állategészségrendőri szabályok alá esnek.

Vágóállatokat csak közvetlenül vasuton és csak az e célra kijelölt, állategészségrendőri felügyelet alatt álló és kellően berendezett közvágóhidakra és vágóállatvásárookra mielőbbi

verunreinigt wurden, gilt vorbehaltlich der Festsetzungen zu 2, b, und 3 eine Waschung der Wände, des Fussbodens und der Decke mit heissem Wasser als ausreichende Desinfektion.

Die zur Beförderung von verpacktem lebendem Geflügel benützten Wagen sind nur dann den vorstehenden Vorschriften entsprechend zu reinigen und zu desinfizieren, wenn eine Verunreinigung durch Streu, Futter oder Auswurfstoffe stattgefunden hat.

7. Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, Eisenbahnwagen, die zum Transport von Tieren der im Eingange bezeichneten Art benützt werden, bei der Beladung oder bei den aus dritten Staaten kommenden Wagen beim Eintritt in ihre Gebiete auf beiden Seiten mit Zetteln von gelber Farbe und mit der Aufschrift „Zu desinfizieren“ zu bekleben. Sofern ein Wagen der verschärften Desinfektion unterzogen werden muss (2, b, 3), ist er auf derjenigen Station, wo die Voraussetzungen für diese Art der Desinfektion eintreten oder bekannt werden, mit Zetteln von gelber Farbe mit einem in der Mitte aufgedruckten senkrechten roten Streifen und der Aufschrift „Verschärft zu desinfizieren“ zu bekleben. Nach der Desinfektion sind die Zettel zu entfernen und an ihrer Stelle solche von weisser Farbe mit dem Aufdruck „Desinfiziert am Stunde, in“ anzubringen, die erst bei der Wiederbeladung des Wagens zu beseitigen sind.

Die zur Beförderung von verpacktem lebendem Geflügel benützten Wagen sind, soweit ihre Reinigung und Desinfektion nach Punkt 6, Absatz 2, erforderlich ist, auf der Empfangsstation zu bezetteln.

Sollte ein Wagen bei dem Übergang aus den Gebieten des einen Teiles in die des anderen Teiles nicht in der bezeichneten Weise bezettelt sein, so ist dieses auf der Grenzübergangsstation von der übernehmenden Verwaltung nachzuholen.

8. Leere oder mit anderen Gütern als Tieren der im Eingange bezeichneten Art beladene Eisenbahnwagen, die in die Gebiete eines der vertragschliessenden Teile eingehend und äusserlich erkennbar zur Beförderung solcher Tiere benützt, aber nicht nach den Vorschriften dieses Abkommens gereinigt und desinfiziert worden sind, sind, wenn sie nicht zurückgewiesen werden, nach den Vorschriften dieses Abkommens zu reinigen und zu desinfizieren.

9. Diese Bestimmungen haben auch für Schiffe rücksichtlich jener Räume, welche zur Unterkunft der Tiere benützt oder von denselben betreten werden, analoge Anwendung zu finden.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der am heutigen Tage erfolgten Unterzeichnung des Abkommens zwischen dem Königreich Ungarn und der Republik Österreich, betreffend den Verkehr mit Tieren, tierischen Rohstoffen und Produkten (Tierseuchenübereinkommen) haben die beiderseitigen Bevollmächtigten folgenden Erklärungen und Vereinbarungen, die einen integrierenden Bestandteil dieses Abkommens bilden, im gegenwärtigen Protokoll niedergelegt:

1. Die Bestimmungen des Tierseuchenübereinkommens finden nur auf Herkünfte eines der vertragschliessenden Teile Anwendung. Die Zulassung von Tieren oder Gegenständen, die, aus anderen Ländern stammend, durch die Gebiete des einen Teiles zur Ein- oder Durchfuhr in die Gebiete des anderen Teiles gelangen sollen, liegt, insoweit diesfalls nicht spezielle Vereinbarungen getroffen sind, ausserhalb des Rahmens des gegenwärtigen Übereinkommens.

2. Alle aus den Gebieten des einen vertragschliessenden Teiles in das Gebiet des anderen Teiles zur Einfuhr gelangenden Tiere, tierischen Rohstoffe und Produkte unterliegen den im Einfuhrlande geltenden veterinärpolizeilichen Vorschriften.

Die Schlachttiere können nur unmittelbar mittels Eisenbahn in öffentliche, veterinärpolizeilich überwachte und mit den gehörigen Einrichtungen versehene Schlachthäuser

levágás céljából lehet bevinni. Vágóbaromfit erre a célra kijelölt baromfi hizlaldákba és baromfi vágótelepekre is be lehet vinni.

Nem levágásra szánt állatokra nézve azok az állategészségrendőri óvintézkedések, melyeket a szerződő felek egyike ezen állatoknak a szabad forgalomba való bocsátása előtt szükségesnek talál, az elkerülhetetlenül szükséges legkisebb mértékre fognak korlátoztatni.

A nem levágásra szánt egypatások a fél költségére a határon vagy pedig a rendeltetési helyen a lehető leggyorsabban diagnosztikai eljárás alá veendő. Az átvitelre szánt egypatások nem esnek a diagnosztikai eljárás alá.

3. Annak szavatolásaként, hogy a hus emberi élvezetre minden korlátozás nélkül alkalmasnak bizonyult, a friss vagy hűtési eljárás után konzervált hust állami állatorvos vagy az állam által felhatalmazott állatorvos pecsétjével kell megjelölni. A pecsétnek, amellyel a hus el van látva, az egészségi bizonyítványokon is rajta kell foglaltatnia.

Konzervált vagy elkészített husra vonatkozólag a bizonyítványnak azt is igazolnia kell, hogy a hus nem tartalmaz olyan anyagot, amelynek használatát a rendeltetési ország törvényei tilalmazzák.

4. Élő állatoknak a Szerződő Felek valamelyikének területéről a másik Fél területén át vasuton vagy hajón való közvetlen átvitele, amennyiben a Szerződő Felek valamelyikének területéről származó állatokról van szó és az állatok nem származnak lezárt területekről, a vágóállatok bevitelére nézve megállapított feltételek mellett engedtetik meg, feltéve, hogy biztosítva van, hogy a rendeltetési ország és az esetleges átviteli országok a szállítmányokat átveszik.

Friss és elkészített husnak, egyéb állati nyersterményeknek és termékeknek a Szerződő Felek valamelyikének területéről a másik Fél területén át vasuton ölmzárolt, teljesen elzárt vasuti kocsikban vagy hajón elkülönített és elzárt helyiségekben való közvetlen átvitele, amennyiben a Szerződő Felek valamelyikének területéről származnak, korlátozás nélkül történhetik.

Darabárulküldemények ölmzárral el nem látott kocsikban vagy hajón el nem különített és le nem zárt helyiségekben, is bebocsáthatók, amennyiben jól záródó tartályokba vannak csomagolva; ilyen esetekben a tartályok szállítás közben való kinyithatatlanságáról alkalmas módon (leólmózás útján stb.) kell gondoskodni.

5. Az állatforgalomra nézve tekintetbe jövő belépőállomások az állategészségrendőri szolgálat gyors és akadálytalan lebonyolíthatása céljából kellő berendezésekkel látandók el.

A kölcsönös állatforgalomra nézve tekintetbe jövő belépőállomások az Egyezmény életbelépése előtt egyetértőleg állapíttatnak meg és ezek jövőben csak kölcsönös egyetértéssel módosíthatók.

6. A 150 négyzetkilométernél nagyobb közési területeknél és a nagyobb elkülönített birtokoknál vagy összefüggő birtoktesteknél ne legyen kizárva az, hogy azok területi alakulásukhoz mérten és az azzal kapcsolatos állategészségrendőri biztosítékok mérvéhez képest kisebb kerületekre felosztassanak. A felett, hogy mennyiben lehet helye az ilyen felosztásnak, valamint ezen kerületek természetes határainak megállapítása iránt a két Fél esetről-esetre fog megegyezni. Az ilyen felosztás a ragados tüdőlobot illetőleg nem érvényes.

7. A 100 darabnál kevesebből álló baromfi szállítmányoknak a határszéli forgalomban a Szerződő Felek egyikének területére való bevitelével csak az Állategészségügyi Egyezmény 2. cikke értelmében a helyi hatóság által kiállítandó származási bizonyítvánnyal kell ellátva lenniök. Egyebekben az említett 2. cikk határozmányai ezekre a szállítmányokra nem alkalmaztatnak.

und Schlachtviehmärkte, welche für diesen Zweck zugelassen sind, zur alsbaldigen Schlachtung eingeführt werden. Schlachtgeflügel kann auch in zu diesem Zwecke zugelassene Geflügelmästereien und -schlächtereien eingeführt werden.

Für alle Tiere, welche nicht zur Schlachtung bestimmt sind, werden die veterinärpolizeilichen Vorsichtsmassnahmen, welche einer der vertragschliessenden Teile vor Zulassung dieser Tiere zum freien Verkehr vorzukehren für nötig erachtet, auf das unumgänglich erforderliche Mindestmass beschränkt werden.

Einhüfer, welche nicht zur Schlachtung bestimmt sind, werden auf Kosten der Partei an der Grenze oder im Bestimmungsorte mit möglichster Beschleunigung einem diagnostischen Verfahren unterzogen werden. Zur Durchfuhr bestimmte Einhufer unterliegen nicht dem diagnostischen Verfahren.

3. Frisches oder durch ein Kälteverfahren konserviertes Fleisch wird mit einem Stempelzeichen durch einen staatlichen oder staatlich ermächtigten Tierarzt versehen sein, um zu verbürgen, dass das Fleisch zum menschlichen Genuss als tauglich ohne jede Einschränkung erkannt wurde. Die Stempelzeichen, mit denen das Fleisch versehen wurde, müssen auch die Gesundheitszertifikate enthalten.

Bezüglich des konservierten oder zubereiteten Fleisches soll das Zertifikat auch bescheinigen, dass das Fleisch keine Substanz enthält, deren Verwendung durch die Gesetzgebung des Bestimmungslandes verboten ist.

4. Die unmittelbare Durchfuhr von lebenden Tieren mittels Eisenbahn oder Schiff aus den Gebieten des einen durch die Gebiete des anderen vertragschliessenden Staates wird, soweit es sich um Herkünfte eines der vertragschliessenden Teile handelt und soweit die Tiere aus nicht gesperrten Gebieten stammen, unter den für die Einfuhr von Schlachtieren geltenden Voraussetzungen gestattet, falls Sicherheit besteht, dass das Bestimmungsland und etwaige Durchfuhrländer die Transporte übernehmen.

Die unmittelbare Durchfuhr von frischem und zubereitetem Fleische, sonstigen tierischen Rohstoffen und Erzeugnissen aus den Gebieten des einen durch die Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles auf der Eisenbahn in plombierten, umschlossenen Wagen oder auf Schiffen in abgesonderten und verwahrten Räumen ist, soweit es sich um Herkünfte eines der vertragschliessenden Teile handelt, ohne Beschränkungen zulässig.

Stückgutsendungen können auch in nicht plombierten Wagen oder auf Schiffen in nicht abgesonderten und nicht verwahrten Räumen zugelassen werden, sofern sie in dicht schliessenden Behältern verpackt sind; in diesen Fällen ist gegen die Möglichkeit einer Öffnung der Behälter während der Beförderung in geeigneter Weise (durch Bleiverschluss od. dgl.) Vorsorge zu treffen.

5. In den für den Viehverkehr in Betracht kommenden Eintrittsstationen werden die erforderlichen Einrichtungen für rasche und unverzögerte Durchführung des veterinärpolizeilichen Dienstes getroffen werden.

Die für den gegenseitigen Viehverkehr in Betracht kommenden Eintrittsstationen werden vor dem Inkrafttreten des Übereinkommens einvernehmlich festgestellt und können fernerhin nur im gegenseitigen Einvernehmen abgeändert werden.

6. In Gemeindegebieten von mehr als 150 km² und in grösseren isolierten Gütern oder zusammenhängenden Güterkomplexen soll es nicht ausgeschlossen sein, nach Massgabe ihrer Konfiguration und der dadurch bedingten veterinärpolizeilichen Sicherstellung eine Unterteilung in kleinere Rayons vorzunehmen. Die beiden Teile werden sich von Fall zu Fall über die Frage der Zulässigkeit einer solchen Teilung sowie über die Festsetzung der natürlichen Grenzen dieser Rayons verständigen. Eine solche Unterteilung hat rücksichtlich der Lungenseuche keine Gültigkeit.

7. Für Geflügeltransporte im Grenzverkehr, die aus weniger als 100 Stück bestehen ist bei der Einbringung in die Gebiete eines der vertragschliessenden Teile lediglich das gemäss Artikel 2 des Tierseuchenübereinkommens von der Ortsbehörde auszustellende Ursprungszeugnis beizubringen. Im übrigen finden auf sie die Bestimmungen des angeführten Artikels 2 keine Anwendung.

8. Istállótrágya határszéli forgalma, nem száraz és nem sózott állati belek, bárzsing, gyomor és hólyag forgalma a postai forgalomban és friss hus (ló-, marha-, sertés-, kecske- és juhhus), valamint leölt baromfi határszéli forgalma a határszéli lakosság saját használatára és ezek magánpostai és utazási poggyászforgalma származási igazolvány kényszere alá nem esik.

9. A 7. és 8. pont értelmében vett határszéli forgalom alatt azt a forgalmat kell érteni, mely az egyik Szerződő Fél valamely határszéli elsőfoku közigazgatási kerületéből a másik Fél valamely hasonló kerületében leendő felhasználásra irányul.

10. Kutyák és macskák vesztsége a 2. cikk első bekezdésében előírt származási bizonyítványoknak más háziállatokra való kiállítása tekintetében akadályul nem szolgálhat. Továbbá nem akadályozza a bizonyítványnak egypatásokra való kiállítását a juhok és kecskék rühössége, ugyancsak a bizonyítványoknak juhokra és kecskékre való kiállítását az egypatások rühössége. Végül nem akadályozza a vágóállatokra vonatkozó bizonyítványok kiállításának lépfenének, sercegő üszöknék, ivarszervi hólyagos kiütésnek és sertésorbáncnak szórványos előfordulása, ha ezek a betegségek nem azokban az udvarokban fordulnak elő, ahonnan az állatok kivitelre kerülnek.

A jelen pontban említett ragadós állatbetegségek eseteit a bizonyítványon fel kell tüntetni.

11. Az állategészségügyi egyezmény 3. cikkében fertőzésre gyanus állatokra vonatkozólag megszabott visszautasítás csak olyan állatokra for kiterjedni, amelyek a beteg vagy gyanus állatokkal bebizonyíthatólag érintkeztek, főképen tehát oly állatokra, amelyek ugyanabban a vasuti kocsiban vagy hajón egyidőben szállítottak, vagy ugyanazon az állomáson és ugyanazon a rakodón egy és ugyanazon a napon ki- vagy berakattak.

12. Az 5. cikk értelmében érvényesíthető represszív és preventív tilalmak a fertőzött elsőfoku közigazgatási kerületre és a szomszédos elsőfoku közigazgatási kerületekre korlátozandók és csakis a betegség veszélyének tartamára maradhatnak érvényben.

Ha félt, hogy a tekintetbe jövő ragadós betegség további területekre is áttérjedhet vagy lefolyása különösen rosszindulatu, ezek a rendelkezések további területekre is kiterjeszthetők.

A ragadós betegség veszélyének tartama azon időpontig számítandó, amikor a ragadós betegség hivatalos megszünttényilvánításától kezdve a 2. cikk 2. bekezdésében előírt határidők lejártak.

Amennyiben valamely ragadós betegség hivatalos megszünttényilvánítására nézve a megfigyelési határidő a Szerződő Felek területein különböz, a hosszabbik határidő a mérvadó.

Ragadós állatbetegség fellépése vagy behurcolása miatt korlátozások vagy tilalmak kizárólag csak akkor legyenek érvényesíthetők, ha azok a belföldi állatállományok egészségi állapotának biztosítása céljából a betegség állása szerint tényleg fenyegető behurcolás veszélyének elhárítására indokoltak és elkerülhetetlenek.

13. Az állategészségügyi egyezmény 5. cikkének utolsó bekezdésében foglalt határozmány nem terjed ki a hivatalosan elzárt kocsikban való átviteli vasuti forgalomra és az elkülönített és lezárt helyiségekben való átviteli hajóforgalomra ; de ez esetben élő állatok hozzárakása, átrakása és minden szállítási késleltetés a fertőzött határkerületben tilos.

14. Ha a 2. cikk szerint kiállítandó bizonyítvány nem német nyelven állítottatott ki, hitelesített fordítást kell csatolni. A hitelesítés hivatalos pecsét használatára jogosult egyén vagy hatóság által eszközözlendő.

8. Für Stalldünger im Grenzverkehr, für tierische Därme, Schlünde, Magen und Blasen, die weder trocken noch gesalzen sind, im Postverkehr und für frisches Fleisch von Pferden, Rindern, Schweinen, Ziegen und Schafen sowie für totes Geflügel im Grenzverkehr für den eigenen Gebrauch der Grenzbewohner und im privaten Post- und Reiseverkehr sind keine Ursprungszeugnisse beizubringen.

9. Als Grenzverkehr im Sinne der Punkte 7 und 8 gilt der Verkehr aus einem Grenzverkehrwaltungsbezirk erster Instanz des einen vertragschliessenden Teiles zur Verwendung in einem solchen Bezirke des anderen Teiles.

10. Das Vorkommen der Wut bei Hunden und Katzen soll der Ausstellung der im Absatz 1 des Artikels 2 vorgesehenen Ursprungszeugnisse für andere Haustiere nicht entgegenstehen. Ferner soll das Vorkommen der Räude bei Schafen und Ziegen die Ausstellung der Zeugnisse für Einhufer und das Vorkommen der Räude bei Einhufern die Ausstellung der Zeugnisse für Schafe und Ziegen nicht behindern. Schliesslich soll auch das vereinzelte Auftreten von Milzbrand, Rauschbrand, Bläschenausschlag und Rotlauf der Ausstellung der Zeugnisse für Schlachttiere nicht entgegenstehen, wenn diese Krankheiten nicht in Höfen auftreten, aus denen die Tiere für die Ausfuhr in Betracht kommen.

Das Vorkommen der in diesem Punkte erwähnten Seuchenfälle ist auf dem Zeugnisse ersichtlich zu machen.

11. Die im Artikel 3 des Tierseuchenübereinkommens vorgesehene Zurückweisung ansteckungsverdächtiger Tiere wird sich nur auf Tiere erstrecken, die mit den kranken oder krankheitsverdächtigen Tieren nachweislich in Berührung gekommen sind, insbesondere also auf Tiere, die in einem Eisenbahnwagen oder auf einem Schiffe gleichzeitig befördert oder auf derselben Station und derselben Rampe an einem und demselben Tage ent- oder verladen worden sind.

12. Die nach Artikel 5 zu verhängenden Repressiv- und Präventivsperrern haben sich auf den verseuchten Verwaltungsbezirk und auf die benachbarten Verwaltungsbezirke erster Instanz zu beschränken und sind nur für die Dauer der Seuchengefahr aufrechtzuerhalten.

Zeigt die in Betracht kommende Seuche die Tendenz sich über weitere Gebiete auszubreiten, oder nimmt sie einen besonders bösartigen Verlauf, so können diese Verfügungen auch auf weitere Gebiete ausgedehnt werden.

Die Dauer der Seuchengefahr berechnet sich bis zu jenem Zeitpunkte, wo vom Tage der amtlichen Erklärung des Erlöschens der Seuche an die im Artikel 2, Absatz 2, vorgesehenen Fristen abgelaufen sind.

Sind die Fristen für die amtliche Erklärung des Erlöschens einer Seuche in den Gebieten der vertragschliessenden Teile verschieden, so ist die längere Frist massgebend.

Beschränkungen oder Verbote aus Anlass des Auftretens oder der Einschleppung einer Seuche sollen ausschliesslich nur dann zulässig sein, wenn sie zur Sicherung des Gesundheitszustandes der heimischen Viehbestände nach dem Stande der Seuche zur Hintanhaltung einer tatsächlich drohenden Einschleppungsgefahr begründet und unabweislich sind.

13. Die Bestimmung in dem letzten Absatze des Artikels 5 des Tierseuchenübereinkommens erstreckt sich nicht auf den durchgehenden Eisenbahnverkehr in amtlich verschlossenen Wagen und den durchgehenden Schiffsverkehr in abgesonderten und verwahrten Räumen; hierbei soll jedoch jede Zuladung von lebenden Tieren, jede Umladung und jede Transportverzögerung im verseuchten Grenzbezirke untersagt sein.

14. Ist das nach Artikel 2 auszustellende Zeugnis nicht in deutscher Sprache ausgefertigt, so ist ihm eine amtlich beglaubigte Übersetzung in dieser Sprache beizufügen. Die amtliche Beglaubigung dieser Übersetzung ist durch eine zur Führung eines Dienstsiegels befugte Person oder Behörde zu erwirken.

15. Budapest és Wien egyes városkerületei önálló állategészségügyi kerületek gyanánt fognak kezelteni. Budapestről és Wienből lovak rendszerint akkor is bevitelre bocsátandók, ha azok a kivételi állam illetékes központi hatósága által igazolt olyan származási és egészségi bizonyítvánnyal vannak ellátva, amelyben a ló átvévjője meg van nevezve és amelyen a származási hely vészmentességére vonatkozólag egyébként előírt bizonyítvány helyett az a hivatalos igazolás foglaltatik, hogy a ló az állatorvos által egészségesnek találtatott és hogy abban az udvarban, ahol az el volt helyezve és annak legközelebbi környékén lovakra átragadó bejelentésköteles betegség nem áll fenn.

16. Versenylovak és ügetőversenylovak, ugyszintén a díjlovaglásokra és lovasjátékokra szolgáló lovak, valamint azok kísérő állatai marhalevelek helyett külön bizonyítványokkal láthatók el. Ilyen bizonyítványok kiállítására az e részben tekintetbe jövő egyleteket egyetértőleg a két kormány fogja felhatalmazni. A bizonyítványokon rajta legyen az illető egylet pecsétje és láttamozása, továbbá a ló birtokosának neve és lakhelye, a ló pontos leírása, származási és rendeltetési helye, ugyszintén hatósági állatorvosi igazolása annak, hogy az állat egyedileg egészséges és hogy az a telep, amelyből az állat jön, az utolsó 40 napon át vészmentes volt.

17. A kimutathatólag cirkuszmutatványokra, állatkertekbe, vadaskertekbe és hasonló telepekre szánt és ez okból az általános forgalmon kívül levő állatok behozatala csupán arról szóló hatósági állatorvosi igazolások előmutatásához van kötve, hogy az állatok egyedenként egészségesek, továbbá ahhoz, hogy vasuton a közönséges forgalomra szánt állatoktól elkülönítve szállíttatnak, a kirakáskor foganatosítandó állatorvosi vizsgálat alkalmával teljesen egészségeseknek bizonyultak és a kirakási állomásról közvetlenül a rendletetési helyre vitetnek.

18. Állatoknak, állati részeknek, termékeknek és nyersanyagoknak, valamint olyan tárgyaknak, melyekkel a ragályanyag elhurcolható, a Szerződő Felek egyikének területéről a másik fél területén keresztül saját területére elzárt vasuti kocsikban való közvetlen átvitele korlátozás nélkül meg van engedve, feltéve, hogy az állatok egészségesek és a szállitmányok a vészmentes származásról szóló bizonyítványokkal el vannak látva. Határszéli ellenőrzésnek ezen forgalom tekintetében nincs helye.

19. Ami az állatok vasuton és hajón való szállítását illeti, a küldemények tulzsufolás miatt való kifogásolásának elkerülése céljából intézkedés lesz teendő erre vonatkozó utasítások kiadása iránt, amelyek a berakó állomásokon megfelelően figyelembe veendőek.

Kelt kettős kiállításban, magyar és német nyelven Wienben, 1931. évi június hó 30. napján.

Gróf AMBRÓZY LAJOS s. k.
SCHÖBER s. k.

15. Die einzelnen städtischen Bezirke von Wien und von Budapest werden als selbständige Veterinärbezirke behandelt werden. Pferde sollen aus Wien und Budapest auch dann zur Einfuhr in der Regel zugelassen werden, wenn sie mit einem von der zuständigen Zentralbehörde des ausführenden Staates bestätigten Ursprungs- und Gesundheitszeugnisse gedeckt sind, worin der Empfänger des Pferdes angegeben sowie statt des sonst vorgeschriebenen Zeugnisses über die Seuchenfreiheit des Herkunftsortes die amtliche Bescheinigung enthalten ist, dass das Tier tierärztlich gesund befunden wurde und dass in dem Gehöfte, wo es untergebracht war, und in dessen nächster Umgebung keine auf Pferde übertragbare anzeigepflichtige Krankheit herrscht.

16. Renn- und Trabrennpferde sowie Pferde für Preisreiten und Reiterspiele und deren Begleittiere können statt durch Viehpässe durch besondere Zertifikate gedeckt werden. Zur Ausstellung solcher Zertifikate werden von den beiden Regierungen die hiebei in Betracht kommenden Klubs einvernehmlich ermächtigt werden. Die Zertifikate haben das Siegel und das Visum des betreffenden Klubs zu tragen und den Namen und Wohnort des Pferdebesitzers, das genaue Nationale des Pferdes, dessen Provenienz und Bestimmungsort sowie die amtstierärztliche Bestätigung der individuellen Gesundheit des Tieres und des Umstandes zu enthalten, dass das Etablissement, aus welchem das Tier kommt, während der letzten 40 Tage seuchenfrei war.

17. Die Einfuhr von Tieren, welche nachweislich zu Zirkusschaustellungen, für zoologische Gärten, Wildparks und ähnliche Anlagen bestimmt sind und aus diesem Anlasse ausserhalb des allgemeinen Verkehrs stehen, ist nur von der Beibringung amtstierärztlicher Bescheinigungen über die individuelle Gesundheit der Tiere und davon abhängig, dass die letzteren mittels Eisenbahn von anderen für den gewöhnlichen Verkehr bestimmten Tieren abgesondert transportiert, gelegentlich der bei der Ausladung vorzunehmenden tierärztlichen Untersuchung vollkommen gesund befunden und von der Ausladestation unmittelbar nach dem Bestimmungsorte gebracht werden.

18. Die direkte Durchfuhr von Tieren, tierischen Teilen, Erzeugnissen und Rohstoffen sowie Gegenständen, die Träger des Ansteckungsstoffes sein können, aus und nach dem Gebiete des einen durch das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teiles ist in geschlossenen Eisenbahnwagen ohne jede Beschränkung unter der Voraussetzung zulässig, dass die Tiere gesund und die Transporte mit den erforderlichen Dokumenten über die seuchenfreie Herkunft versehen sind. Eine tierärztliche Grenzkontrolle findet bei diesem Verkehr nicht statt.

19. Beim Transport von Tieren auf Eisenbahnen und Schiffen soll zur Vermeidung von Beanstandungen wegen Überladung der Sendungen durch Hinausgabe diesfälliger Weisungen, welche in den Verladestationen entsprechend zu beachten sind, vorgesorgt werden.

So geschehen in doppelter Ausfertigung in ungarischer und deutscher Sprache zu Wien, am 30. Juni 1931.

Graf L. AMBRÓZY *m. p.*
SCHOBER *m. p.*

ÁLTALÁNOS EGYEZMÉNY.

A KIVITELRŐL.

Miután a Magas Szerződő Felek megállapodtak abban, hogy a kivitelre vonatkozólag általános Egyezményt létesítenek, az alulírott meghatalmazottak a következőkben egyeztek meg :

A.

1. cikk.

A Magas Szerződő Felek állandó közös tarifatanácsot fognak szervezni, amely a területeiken a vasuti vonalakat és hajózható víziutakat igénybevevő szállítmányok dijszabásait megállapítja. Ennek a tanácsnak feladata lesz, hogy a résztvevő államok kivitelét kölcsönösen megkönnyítse. Ebből a célból a tarifatanács azon miniszternek utasításai szerint, akinek hatáskörébe a forgalmi eszközök igazgatása tartozik és aki a jelen Egyezmény erejénél fogva az evégből szükséges felhatalmazást megkapja, kölcsönös egyetértéssel a rendes dijszabás mérséklésével különleges dijszabásokat állapíthat meg.

2. cikk.

Az állandó közös tarifatanács a két szerződő állam közötti kivitel, behozatal és forgalom különleges követelményeire való tekintettel jogosítva lesz, hogy kölcsönös egyetértéssel oly megfelelő intézkedéseket tegyen, amelyek alkalmasak annak a kezdeményezésére, hogy a tapasztalatokra alapított kiegészítő rendelkezések alapján mindazok az akadályok kiküszöbölhetők legyenek, amelyek egyrészt az egyes államokban hatályban lévő törvények és rendeletek eltérő voltából erednek, másrészt a külföldi hitelműveletek esetleges tilalmából származnak.

3. cikk.

Ami áruknak és a szállítás tárgyát alkotó bármely egyéb tárgyaknak a jelen Egyezményben megjelölt vonalakon lebonyolítandó forgalmát illeti, egyetértés áll fenn aziránt, hogy a Magas Szerződő Felek mindegyike a saját területén lebonyolítandó helyi forgalomra vonatkozó dijszabások megállapítása tekintetében önmagának teljes rendelkezési szabadságot tart fenn.

Egyetértés áll enn abban a tekintetben, hogy oly áruknak vagy minden egyéb oly tárgynak szállítása, amelyek a határt átlépik, még abban az esetben sem tekinthető az előző rendelkezések szempontjából a helyi forgalomban lebonyolítottnak, ha a határ átlépésekor átrakodás történik is.

4. cikk.

Azon áruk tekintetében, amelyek a Magas Szerződő Felek valamelyikének területéről erednek, vagy amelyeknek rendeltetési helye ezen a területen van és melyeket a másik Fél területén át fuvaroznak, az átviteli tilalmak megszüntetendők, azon esetek kivételével, amelyek a Rómában 1923. évi március hó 29. napján a Duna-Száva-Adria Vasúttársaság¹ (azelőtt Déli Vasúttársaság) hálózatán való átvitel és forgalom szabályozására vonatkozólag létesített Egyezményben ekőre vannak látva.

Egyetértés áll fenn aziránt hogy az átvitelnek egészségügyi okokból a következő cikkben említett egészségügyi intézkedésekkel való korlátozásait kizárólag a fentemlített Egyezményben előrelátott esetekben lehet elrendelni.

¹ Vol. XXIII, page 377, de ce recueil.

ALLGEMEINE VEREINBARUNG.

BETREFFEND DIE AUSFUHR.

Nachdem die Hohen Vertragschliessenden Teile beschlossen haben, eine allgemeine Vereinbarung, betreffend die Ausfuhr, abzuschliessen, sind die unterzeichneten Bevollmächtigten über folgendes übereingekommen :

A.

Artikel 1.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile werden einen gemeinsamen ständigen Tarifrath einsetzen, der die Tarife für die Transporte, die die Eisenbahnlinsen und die fahrbaren Wasserstrassen in ihren Gebieten benützen, zu bestimmen haben wird. Dieser Rath wird zur Aufgabe haben, die Ausfuhr der beteiligten Länder gegenseitig zu erleichtern. Zu diesem Zwecke wird der Tarifrath einvernehmlich nach Anweisungen des Ministers, in dessen Zuständigkeit die Verwaltung der Verkehrsmittel fällt und der auf Grund dieser Vereinbarung hiezu mit den nötigen Vollmachten ausgestattet ist, besondere Tarife mit Ermässigung des Normaltarifes festsetzen können.

Artikel 2.

Der gemeinsame ständige Tarifrath wird in Anbetracht der besonderen Erfordernisse der Ein- und Ausfuhr und des Verkehrs zwischen dem einen und dem anderen Staat befugt sein, einvernehmlich die geeigneten Massnahmen zu treffen, um zu veranlassen, dass durch auf Erfahrung gegründete ergänzende Bestimmungen die Hindernisse aus dem Wege geschafft werden, die einestheils aus den Verschiedenheiten der in Kraft stehenden Gesetze und Verordnungen in den verschiedenen Staaten entstehen und andererseits von etwaigen Verboten von Kreditoperationen im Auslande herühren.

Artikel 3.

Was die Tarife für den Verkehr von Waren und anderen Transportgegenständen aller Art auf den in dieser Vereinbarung bezeichneten Linien betrifft, besteht Übereinstimmung, dass jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile sich vollständige Freiheit für die Festsetzung der Tarife für den lokalen Verkehr auf seinem eigenen Gebiete vorbehält.

Es besteht Übereinstimmung, dass der Transport von Waren und anderen Gegenständen aller Art, welche die Grenze übertreten, auch wenn hiebei eine Umladung stattfindet, nicht als Lokalverkehr im Sinne der vorhergehenden Bestimmungen betrachtet werden kann.

Artikel 4.

Die Durchfuhrverbote für Waren, die aus dem Gebiete des einen der Hohen Vertragschliessenden Teile kommen oder dorthin bestimmt sind und durch das Gebiet des anderen durchgeführt werden, werden aufgehoben mit Ausnahme der Fälle, die in dem Übereinkommen¹ von Rom vom 29. März 1923 zur Regelung des Transits und des Verkehrs auf dem Netze der Donau-Save-Adria-Eisenbahngesellschaft (vormals Südbahn-Gesellschaft) vorgesehen sind.

Es besteht Einverständnis, dass die Beschränkungen der Durchfuhr aus sanitären Gründen, die durch die im folgenden Artikel erwähnten sanitären Bestimmungen vorgesehen werden, nur in den im vorerwähnten Übereinkommen vorgesehenen Fällen erlassen werden können.

¹ Vol. XXIII, page 377, of this Series.

Egyetértés áll fenn továbbá aziránt is, hogy állatoknak és állati termékeknek átvitele tárgyában a Magas Szerződő Felek közt hatályban lévő különleges megállapodások továbbra is alkalmazhatók lesznek.

5. cikk.

Abban a kölcsönös forgalomban, amelyre a jelen Egyezmény vonatkozik, a szállítmányok és fuvarozó eszközök fertőtlenítésére vonatkozólag a lehetőség szerint egyező egészségügyi rendelkezések lesznek alkalmazandók. Ugyanez áll az emberi, állati és növényi fertőzőbetegségek megelőzésére irányuló intézkedések tekintetében.

6. cikk.

A vasutakon és hajózható víziutakon történő átvitel a szerződő államok között általános egyezménnyel lesz szabályozandó, amely ezeknek az államoknak összes vasuti vonalaira és hajózható víziutaira alkalmazást fog nyerni.

7. cikk.

A Magas Szerződő Felek kötelezettséget vállalnak arra, hogy a hatályban levő megállapodások alapján a szállítási feltételekre vonatkozó rendelkezések lehető egységesítése céljából általános egyezményt létesítenek.

A szerződő államok területei közt lebonyolítandó államközi fuvarozások tekintetében külön egyezmény lesz létesítendő a közforgalom tárgyát alkotó értékpapír elvének elfogadása tárgyában; ez az értékpapír az árut helyettesíteni fogja és olymódon ruházható át, mint a rakjegyek (Konnossement).

Az említett egyezmény azonban csupán oly küldeményekre fog vonatkozni, amelyek vagy oly helyekre vannak rendeltetve, ahol nyilvános közraktárak, vagy vasuti vágánnyal összekötött vámszabadraktárak állnak fenn, vagy közös megegyezéssel megállapítandó más helyekre vannak rendeltetve, még pedig azzal, hogy a fuvarozó vállalat szavatossága az árunak a szóbanforgó közraktarba vagy vámszabadraktárba történt beszállítása időpontjában megszűnik.

B.

8. cikk.

A Magas Szerződő Felek mindkét államban elő fogják mozdítani a Felek mindegyike részéről a jelen Egyezmény végrehajtásával megbízandó testületek közt oly külön megállapodások létesítését, amelyek célja a kivitel előmozdítása és lehető fejlesztése. Mindkét Fél kormánya felhatalmazást nyer az ily megállapodás végrehajtásához szükséges intézkedések fogantatására és arra, hogy a testületeknek a szükséges anyagi eszközök rendelkezésre bocsátassanak.

Amennyiben ezek a testületek a kivitel céljaira hitelszervezetet létesítenek, azzal, hogy oly szervezetet alkotnak, amelyek határozott rendeltetése, hogy mindkét államban a kiviteli kereskedelem részére mérsékelt feltételek mellett hitelek engedélyezését közvetítsék, az ilyen szervezet mindkét Magas Szerződő Fél területén minden további intézkedés szüksége nélkül jogi személyiséggel ruháztatnak fel.

Es besteht weiters Einverständnis, dass bezüglich der Durchfuhr von Tieren und tierischen Erzeugnissen die Bestimmungen der zwischen den Hohen Vertragschliessenden Teilen in Kraft stehenden besonderen Abkommen weiter anwendbar bleiben.

Artikel 5.

In dem gegenseitigen Verkehr, auf den sich die vorliegende Vereinbarung bezieht, werden, soweit nur möglich, gleichartige sanitäre Bestimmungen in betreff der Desinfizierung der Transporte und der Transportmittel angewendet werden. Das gleiche gilt für alle anderen vorbeugenden Massnahmen gegen ansteckende Krankheiten der Menschen, Tiere und Pflanzen.

Artikel 6.

Die Durchfuhr auf den Eisenbahnen und auf den fahrbaren Wasserstrassen wird in den Signatarstaaten durch eine allgemeine Vereinbarung geregelt werden, welche auf alle Bahnstrecken und fahrbaren Wasserstrassen dieser Staaten Anwendung finden soll.

Artikel 7.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile verpflichten sich, ein allgemeines Übereinkommen zwecks möglichster Vereinheitlichung der Vorschriften, betreffend die Transportbedingungen, auf Grund der in Kraft stehenden Vereinbarungen zu schliessen.

Eine besondere Vereinbarung wird zwecks Annahme des Prinzips eines handelsfähigen Papiers für die zwischenstaatlichen Transporte in den Gebieten der vertragschliessenden Staaten abgeschlossen werden; dieses Wertpapier wird die Ware vertreten und wie ein Konnossement gehandelt werden.

Die besagte Vereinbarung soll jedoch nur in dem Falle Wirkung haben, wenn es sich um Transporte handelt, welche für Plätze, wo öffentliche Lagerhäuser oder mit Schienenstrang verbundene Freilager bestehen, sowie für andere, einvernehmlich zu bestimmende Plätze bestimmt sind, wobei die Verantwortlichkeit der Transportunternehmung im Augenblick der Einführung der abgelieferten Waren in die in Rede stehenden Lagerhäuser oder Freilager aufzuhören hat.

B.

Artikel 8.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile werden den Abschluss von besonderen Vereinbarungen zwischen den Körperschaften in beiden Ländern erleichtern, die von jedem von ihnen mit der Durchführung der gegenwärtigen Vereinbarung betraut werden, um die Ausfuhr zu fördern und nach besten Kräften zur Entwicklung der Ausfuhr beizutragen.

Die beiderseitigen Regierungen werden ermächtigt, die zur Durchführung dieser Vereinbarung notwendigen Massnahmen zu treffen und den Körperschaften die nötigen Mittel zur Verfügung zu stellen.

Falls diese Körperschaften eine Kreditorganisation für die Ausfuhr schaffen sollten, indem sie Stellen errichten, die zur bestimmten Aufgabe haben, den Exporteuren der beiden Länder Kredite zu mässigen Bedingungen zu vermitteln, werden diese Stellen auf den Gebieten der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile ohne weiteres die Eigenschaft von juristischen Personen erlangen.

9. cikk.

Az előző cikkben említett szervek, az azokat támogató testületek, a Magas Szerződő Felek egyikének, vagy másikának területén működő azok a pénzüzetek, amelyek az említett szervek és testületek számlájára működnek, valamint a két állam mindegyikének azok a kivitellel (illetve behozatallal) foglalkozó kereskedői, akik a hitelkezdvezményekből eredő azokat az előnyöket élvezik, amelyek a fentemlített szerveknek kamatkiegészítés engedélyezésére irányuló intézkedéseivel kapcsolatosak, mentesek mindennéven nevezendő adótól és köztartozástól mindazon ügyletekre vonatkozólag (a váltó alakjában lebonyolított ügyletek kivételével), amelyek közvetlen tárgyai :

- a) az említett szervek részére hozzájárulások engedélyezése ;
- b) a kiviteli hitelekkel kapcsolatos kamatok kiegészítésének a pénzüzetekhez való beutalása, továbbá a kivitellel (illetve behozatallal) foglalkozó kereskedők részéről fizetendő kamatokhoz való hozzájárulások, a kivitellel (illetve behozatallal) foglalkozó kereskedők javára a részükre engedélyezett hitelek ellenértékének időközi gyümölcsöző kihelyezéséből eredő követeléseik után kamatok kifizetése ;
- c) követelésnek a fentemlített szervek és pénzüzetek között, továbbá az említett szervek, pénzüzetek és kivitellel (behozatallal) foglalkozó kereskedők közt történő átruházása.

A 8. cikk 2. bekezdésében említett szervek (jogi személyek) alapítása, ugyyszintén az ezek, valamint a pénzüzetek részéről a jelen cikk 1. bekezdésében említett ügyletek foganatosítása céljából kiállított okiratok mindennemű közszolgáltatástól mentesek.

10. cikk.

Azok a pénzüzetek, amelyek a két államban működő fentemlített szervekkel létesítendő megállapodások végrehajtása céljából hitelműveleteket hajtanak végre, ezek tekintetében a következő külön jogokkal ruháztatnak fel :

a) A pénzüzetet a fuvarozás alatt álló áruk birtokosának kell tekinteni ; ennek megfelelően — az általános jogszabályokon alapuló zálogjogok sérelme nélkül —, ezekre az árukra még rendeltetési helyükre való megérkezük előtt is, zálogjoggal bírnak, feltéve, hogy a pénzüzet rakjegynek (Konnossement), átvételi elismervénynek, rendeletre szóló fuvarlevélnek, vagy az említett pénzüzetek valamelyikéhez címzett fuvarlevél-másodpéldánynak birtokában van.

b) A pénzüzet fuvarozás alatt álló árukra előleget oly nyílt számlakövetelések leszámításával kapcsolatban is nyújthat, amelyek a kérdéses áruk átadásából fognak keletkezni.

c) Abban az esetben, ha a követelések leszámítása csupán zálogjognak a követelésen való megálapítása céljából (« cession pro solvendo ») történik, ily zálogjogot egyszerű levéllel is meg lehet alapítani.

d) Abban az esetben, ha a leszámítás a követelés átruházásának alakjában történik, abban az időpontban, amelyben az átruházás iránt, akár csak egyszerű levélben is, meggyezés történt, az engedményes az idevonatkozó jogokat gyakorolhatja, az átruházást teljesnek kell tekinteni és az engedményes a követelés tulajdonjogát megszerzi. Az engedményes ezt a jogát oly harmadik személyekkel szemben, akik ugyanazon követelés megvételére, engedményezésére, vagy arravatkozó zálogjog megalapítására szerződést kötöttek, csupán attól az időponttól kezdve szerzi meg, amelyben az adós az átruházásról értesítést nyert. Ez az értesítés azonban az átruházásra vonatkozó ügyletnek az átruházott követelésre vonatkozó számlán való feljegyzése után is történhetik.

e) Abban az esetben, ha az árut vasutról, vagy hajóról nyilvános közraktárba, vagy vámszabadraktárba szállítják át, a fentemlített külön jogok és zálogjogok, amelyek a beraktározott áru vonatkozó közraktári jegyek megelőlegezéséből, vagy a fuvarlevél,

Artikel 9.

Die im vorhergehenden Artikel vorgesehenen Stellen, die Körperschaften, die sie unterstützen, die Bankinstitute, die ihren Sitz auf dem Gebiete des einen oder anderen der beiden Hohen Vertragsschliessenden Teile haben und für Rechnung der erwähnten Stellen und Körperschaften arbeiten, sowie die Exporteure (und die Importeure) der beiden Länder, die die Vorteile geniessen, die sich aus den Kreditleichterungen ergeben, die auf das Eingreifen der ob erwähnten Stellen zugunsten der Ergänzung der Zinsen zurückzuführen sind, werden von allen wie immer gearteten Steuern und Abgaben für alle Transaktionen (mit Ausnahme der in Wechselform vollzogenen) befreit sein, die sich unmittelbar beziehen :

- a) auf die Gewährung von Beitragsleistungen an die Stellen,
- b) auf die den Bankinstituten überwiesene Ergänzung der Zinsen für die Exportkredite, ferner auf die Leistung von Beiträgen zur Zinsenzahlung der Exporteure und Importeure) und auf die Auszahlung von Zinsen an Exporteure (und Importeure) für die zischenweilige Anlage der ihnen aus den gewährten Krediten erwachsenden Guthaben
- c) auf die Abtretung von Forderungen zwischen den obenerwähnten Stellen und Bankinstituten untereinander, sowie zwischen diesen Stellen und Banken und den Exporteuren (und Importeuren).

Die Errichtung der im Artikel 8, Absatz 2, vorgesehenen Stellen (juristische Personen), sowie die von ihnen und den Bankinstituten zur Durchführung der im Absatz 1 erwähnten Transaktionen ausgestellten Urkunden werden von öffentlichen Abgaben befreit.

Artikel 10.

Die Kreditinstitute, die in Durchführung der von ihnen mit diesen Stellen der beiden Länder abgeschlossenen Abkommen arbeiten, werden die folgenden Vorrechte geniessen :

a) Die Kreditunternehmung wird als im Besitz der auf dem Transport befindlichen Waren betrachtet und wird demzufolge unbeschadet der nach der allgemeinen Gesetzgebung bestehenden Vorrechte ein Vorrecht auf die Waren geniessen, selbst vor Eintreffen derselben an ihrer Bestimmung, wenn sie sich im Besitze eines Konnossements, eines Empfangscheines, eines auf Order lautenden Frachtbriefes oder des Duplikats eines an eine der erwähnten Kreditunternehmungen gerichteten Frachtbriefes befindet.

b) Die Unternehmung wird auf Waren, die sich auf dem Transport befinden, Vorstüsse in Verbindung mit der Diskontierung offener Buchforderungen gewähren dürfen, die von der Lieferung der betreffenden Waren abhängig sind.

c) Wenn die Diskontierung der Forderungen nur zwecks Errichtung eines Vorrechtes auf die Forderung stattfindet („*cessio pro solvendo*“), so kann dieses Vorrecht auch durch einen einfachen Privatbrief errichtet werden.

d) Wenn die Diskontierung in Form einer Übertragung stattfindet, wird der Übernehmer alle bezüglichlichen Rechte auszuüben berechtigt sein, die Übertragung als vollkommen erachtet und das Eigentum als vom Übernehmer erworben betrachtet werden vom Augenblick an, wo die Übertragung, selbst in diesem Fall durch einen Privatbrief, vereinbart worden ist. Der Übernehmer wird dieses Recht Dritten gegenüber, die gleichfalls einen Vertrag über Kauf, Übertragung oder Errichtung eines Pfandrechtes auf dieselbe Forderung abgeschlossen haben könnten, erst nach Anzeige dieser Übertragung an den Schuldner erwerben. Diese Anzeige kann jedoch auch durch Vermerk der betreffenden Transaktion auf der die übertragene Forderung betreffenden Faktura erfolgen.

e) Wenn die Ware von der Eisenbahn oder vom Schiff in allgemeine Lagerhäuser oder in Zollfreilager überführt wird, bleiben die obenerwähnten Vorrechte und Pfandrechte, welche aus der Beilehnung von Warrants über die eingelagerte Ware oder aus der Bevor-

rakjegy (Konnossement), vagy átvételi elismervény megelőlegezéséből erednek, a kirakodási műveletek alatt is épségben maradnak.

Az a körülmény, hogy az az áru, amelyre a pénzüintézet a fuvarlevél vagy a rakjegy megelőlegezése útján kölcsönt adott, a fentemlített raktárak valamelyikének helyiségeiben van, a törvényes zálogjog épségbentartására elegendő. A törvényes zálogjog a továbbküldés céljából történő berakodási műveletek alatt és a továbbfuvarozás tartama alatt is mindaddig fennmarad, amíg az áru birtokát megtestesítő rakjegyet (Konnossement), átvételi elismervényt, fuvarlevelet vagy fuvarlevélmásodpéldányt a közraktárnak a pénzüintézet részére, vagy magának a pénzüintézetnek ki nem szolgáltatják.

f) A pénzüintézet hitelekét a fentemlített műveletek céljaira oly váltók ellenében is engedélyezhet, amelyek oly zálogjoggal vannak biztosítva, amelyek áruknak, vagy értékeknek a hatályban levő rendelkezések szerint történő beraktározása, vagy nyílt könyvkövetelések engedményezése útján keletkeznek. A szóbanforgó váltók leszámítolása esetében a biztosított követelés átruházása a zálogjog vagy elsőbbségi jog átruházását még abban az esetben is maga után vonja, ha a zálogjognak, vagy elsőbbségi jognak kifejezett átruházása nem is történt meg. Abban az esetben azonban, ha az árurol oly okiratot állítottak ki, amelynek birtokához van kötve az áruval való rendelkezés joga, ezt az okiratot is át kell adni. Ezekben a váltókban hivatkozás történhetik a jelen Egyezményre és tartalmazhatják a fedezetül szolgáló áruk és értékek elzálogosítására vonatkozó nyilatkozatot is. Az ilyen váltók a zálogul szolgáló áru faját és mennyiségét, a beraktározására szolgáló közraktárnak megjelölését és azon okiratok megjelölését is tartalmazzák, amelyek az áru birtokát helyettesítik, vagy az áru eladására vonatkoznak.

g) A pénzüintézet mindazokra az árukra, értékpapirokra és egyéb értékekre vonatkozólag, amelyeket nála letétbe helyeztek, vagy amelyek birtokát más okokból megszerzte, az említett áruk, értékpapírok vagy értékek tulajdonosai ellen fennálló követeléseinek tekintetében törvényes zálogjoggal bír. Amennyiben ezekre az árukra, értékpapirokra vagy értékekre vonatkozólag okiratban zálogjogot vagy elsőbbséget alapítottak meg, úgy a pénzüintézet vagy a fentkörülírt váltó birtokosa az adós fizetőképтелensége esetén az említett árukat, értékpapírokat vagy értékeket a jogosított ügynök, vagy árvrések megtartására feljogosított valamely más személy útján eladhatja; az eladást tőzsdei vagy piaci áron kell teljesíteni.

Aminék hitelül mindkét Fél meghatalmazottai a jelen Egyezményt aláírásukkal és pecsétjükkel ellátták.

Kelt kettős kiállításban, magyar és német nyelven, Wienben, 1931. évi június hó 30. napján.

(P. H.) Gróf AMBRÓZY Lajos s. k.

(P. H.) SCHÖBER s. k.

schussung des Frachtbriefes, Konnossements oder Empfangscheines entstanden sind, selbst während der Ausladearbeiten weiterbestehen. Das Vorhandensein in den Räumlichkeiten der obenerwähnten Warenlager der von der Unternehmung durch Bevorschussung des Frachtbriefes oder des Konnossements belehnten Ware wird zur Aufrechterhaltung der Vorrechte genügen. Das Vorrecht wird auch während der Verladungsarbeiten zwecks Wiederversendung und nach dieser Wiederversendung bestehen bleiben, bis das Konnossement, der Empfangschein, der Frachtbrief selbst oder dessen Duplikat, welche den Besitz der Ware vertreten, an die allgemeinen Lagerhäuser für Rechnung der Unternehmung oder an die Unternehmung selbst ausgeliefert worden sind.

f) Die Kredite der Unternehmung für die oben angeführten Transaktionen können auch auf Wechsel gewährt werden, für die ein Unterpfand vorhanden ist, das nach den gültigen Vorschriften durch Hinterlegung von Waren oder Werten oder durch Übertragung von offenen Buchforderungen gebildet ist. Im Falle der Diskontierung der in Rede stehenden Wechsel wird die Übertragung der sichergestellten Forderung auch die Übertragung des Pfandrechtes oder des Vorrechtes mit sich ziehen, selbst dann, wenn dieses Pfandrecht oder Vorrecht nicht ausdrücklich übertragen worden ist. Ist jedoch über die Ware eine Urkunde ausgestellt worden, an deren Besitz das Verfügungsrecht über die Ware geknüpft ist, so muss auch diese Urkunde mit übergeben werden. Diese Wechsel können auf die gegenwärtige Vereinbarung Bezug nehmen und können die Erklärung der Verpfändung der als Sicherstellung gegebenen Waren und Werte enthalten. Auf diesen Wechseln werden auch die Art und Menge der als Pfand dienenden Ware, die zur Lagerung derselben dienenden Lagerhäuser, und die Dokumente, welche die Ware vertreten oder sich auf den Verkauf dieser Ware beziehen, vermerkt werden.

g) Die Kreditunternehmung wird auf alle Waren, Effekten und Werte, die bei ihr deponiert wurden oder deren Inhaber sie aus anderen Gründen ist, für die Forderungen gegenüber den Eigentümern der erwähnten Waren, Effekten oder Werte ein Vorrecht genießen. Wenn auf diese Waren, Effekten oder Werte ein Pfandrecht oder ein Vorrecht schriftlich errichtet worden ist, werden die Unternehmung oder der Inhaber der oben-erwähnten Wechsel im Falle der Zahlungsunfähigkeit des Schuldners an den Verkauf der erwähnten Waren, Effekten oder Werte durch Vermittlung eines berechtigten Maklers oder eines eigenen, für Versteigerungen befugten Organs schreiten können; der Verkauf wird zu Börsen- oder Marktpreisen auszuführen sein.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten diese Vereinbarung unterzeichnet und ihre Siegel begedrückt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung in ungarischer und deutscher Sprache zu Wien, am 30. Juni 1931.

(L. S.) Graf L. AMBRÓZY *m. p.*

(L. S.) SCHÖBER *m. p.*

¹ TRADUCTION.

N^o 2800. — TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE ROYAUME DE HONGRIE. SIGNÉ A VIENNE LE 30 JUIN 1931.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE et LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animés du désir de développer les échanges de produits des deux pays en assurant à leurs exportations des facilités aussi étendues que possible, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Le Comte Ludwig AMBRÓZY von SÉDEN ET REMETE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Vienne ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le D^r Johann SCHÖBER, vice-chancelier et ministre fédéral des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les accords suivants sont conclus entre le Royaume de Hongrie et la République d'Autriche :

1^o Un accord concernant la remise en vigueur de la Convention commerciale du 8 février 1922 et de la Convention sur l'aide réciproque en matière de dédouanement, sur les mesures à prendre pour prévenir, poursuivre et réprimer les infractions aux lois douanières, ainsi que sur l'aide judiciaire et administrative dans les affaires pénales relatives à des infractions aux lois et règlements de douane ;

2^o Un avenant à la convention commerciale susmentionnée ;

3^o Un accord concernant le commerce des animaux, [ainsi que des matières premières et des produits d'origine animale (convention concernant les épizooties) ;

4^o Un arrangement général concernant l'exportation.

Article 2.

Les accords mentionnés à l'article premier, qui constituent un tout, seront ratifiés aussitôt que possible et les instruments de ratification seront échangés à Budapest. Ils prendront effet le 15 juillet 1931 si, à cette époque, ils ont été mis en vigueur en Hongrie par voie de décret et ratifiés en Autriche après avoir reçu la sanction constitutionnelle du Conseil national, ce dont les Gouvernements des deux pays se donneront réciproquement avis. Les accords mentionnés à l'article premier resteront applicables jusqu'au 30 juin 1932. Ils pourront être dénoncés en premier lieu trois mois avant la

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2800. — TREATY OF COMMERCE BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE KINGDOM OF HUNGARY. SIGNED AT VIENNA, JUNE 30, 1931.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY and THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC, being desirous of encouraging the exchange of the products of both countries by affording the widest possible facilities for exports, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Count Ludwig AMBRÓZY OF SÉDEN AND REMETE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Vienna :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Doctor Johann SCHÖBER, Vice-Chancellor and Federal Minister for Foreign Affairs ;

Who, after communicating their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The following Agreements are hereby concluded between the Kingdom of Hungary and the Republic of Austria :

(1) An Agreement regarding the renewal of the Commercial Convention of February 8, 1922, and the Convention regarding mutual assistance in the matter of Customs clearance, the prevention, prosecution and punishment of infringements of the Customs regulations and mutual legal assistance in criminal cases relating to the Customs ;

(2) An Additional Agreement to the above Commercial Convention ;

(3) An Agreement concerning the traffic in animals and raw materials and products of animal origin (Convention concerning Epizootic Diseases) ;

(4) A General Arrangement regarding Exports.

Article 2.

The Agreements mentioned in Article 1, which form a single and integral whole, shall be ratified as soon as possible and the instruments of ratification shall be exchanged at Budapest. They shall take effect as from July 15, 1931, if by that time they have been put into operation in Hungary by decree and ratified in Austria after having been sanctioned, as the Constitution requires, by the National Council. The Governments of both countries shall notify one another accordingly. The Agreements mentioned in Article 1 shall remain in force until June 30, 1932. They may be

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

fin de cette période et par la suite chaque année le premier juillet, pour expirer six mois après le jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité de commerce et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, en langue hongroise et en langue allemande, à Vienne, le trente juin 1931.

(L. S.) Comte L. AMBRÓZY, *m. p.*

(L. S.) SCHÖBER, *m. p.*

ACCORD

CONCERNANT LA REMISE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION COMMERCIALE DU 8 FÉVRIER 1922 ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTREICH ET LE ROYAUME DE HONGRIE ET DE LA CONVENTION SUR L'AIDE RÉCIPROQUE EN MATIÈRE DE DÉDOUANEMENT, SUR LES MESURES À PRENDRE POUR PRÉVENIR, POURSUIVRE ET RÉPRIMER LES INFRACTIONS AUX LOIS DOUANIÈRES, AINSI QUE SUR L'AIDE JUDICIAIRE ET ADMINISTRATIVE DANS LES AFFAIRES PÉNALES RELATIVES À DES INFRACTIONS AUX LOIS ET RÈGLEMENTS DE DOUANE.

La Convention commerciale conclue le 8 février 1922 entre le Royaume de Hongrie et la République d'Autriche ayant été dénoncée pour le 1^{er} juillet 1931 avec les autres accords qui en font partie intégrante, et les Hautes Parties contractantes s'étant maintenant mises d'accord au sujet de nouvelles conventions, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de remettre en vigueur, à partir du 15 juillet 1931, la Convention commerciale conclue le 8 février 1922, avec le protocole final et les annexes, sauf dispositions contraires ci-après. Les dispositions concernant la dénonciation sont remplacées par celles du traité de commerce conclu ce jour.

Article II.

La Convention du 7 décembre 1920 portant règlement des questions relatives aux communications et aux transports entre la Hongrie et l'Autriche, qui est mentionnée à l'article VII de la Convention commerciale du 8 février 1922 et figure à l'annexe B de cette convention, est modifiée ou complétée par le Protocole du 30 juin 1931, joint en annexe au présent accord et formant partie intégrante de ce dernier.

Article III.

Les deux Parties contractantes s'engagent à appliquer dans leurs rapports mutuels les dispositions de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923. Les cartes de légitimation pour voyageurs de commerce devront, par conséquent, être établies selon le modèle joint à l'article 10 de cette convention internationale, au lieu de l'être selon le modèle contenu dans l'annexe C de la Convention commerciale du 8 février 1922.

denounced in the first instance 3 months before the expiry of that period and subsequently on July 1 of any year, such denunciation taking effect six months from the date thereof.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed this Treaty of Commerce and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, in the Hungarian and German languages, at Vienna, June 30, 1931.

(L. S.) Count L. AMBRÓZY, *m. p.*

(L. S.) SCHÖBER, *m. p.*

AGREEMENT

REGARDING THE RENEWAL OF THE COMMERCIAL CONVENTION CONCLUDED ON FEBRUARY 8, 1922, BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE KINGDOM OF HUNGARY AND OF THE CONVENTION REGARDING MUTUAL ASSISTANCE IN THE MATTER OF CUSTOMS CLEARANCE, THE PREVENTION, PROSECUTION AND PUNISHMENT OF INFRINGEMENTS OF THE CUSTOMS REGULATIONS AND MUTUAL LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL CASES RELATING TO THE CUSTOMS.

The Commercial Convention concluded on February 8, 1922, between the Kingdom of Hungary and the Republic of Austria having been denounced as from July 1, 1931, together with the other Agreements forming therewith a single and integral whole, and the High Contracting Parties having now concluded fresh Agreements, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows:

Article I.

The High Contracting Parties agree to renew as from July 15, 1931, the Commercial Convention concluded on February 8, 1922, with the Final Protocol and Annexes, except as otherwise provided hereinafter. The provisions regarding denunciation shall be replaced by those of the Treaty of Commerce concluded this day.

Article II.

The Agreement of December 7, 1920, regarding the settlement of questions of traffic policy between Hungary and Austria referred to in Article VII of the Commercial Convention of February 8, 1922, and contained in Annex B to that Convention shall be amended and supplemented by the Protocol of June 30, 1931, annexed to the present Agreement and forming an integral part thereof.

Article III.

The two Contracting Parties agree to apply in their reciprocal relations the provisions of the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923. Identity cards for commercial travellers shall therefore conform to the specimen annexed to Article 10 of the said International Convention and not to the specimen contained in Annex C of the Commercial Convention of February 8, 1922.

Article IV.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de remettre en vigueur, à partir du 15 juillet 1931, la convention sur l'aide réciproque en matière de dédouanement, sur les mesures à prendre pour prévenir, poursuivre et réprimer les infractions aux lois douanières, ainsi que sur l'aide judiciaire et administrative dans les affaires pénales relatives à des infractions aux lois et règlements de douanes (y compris les modèles *a*) et *b*) et l'annexe), dont les deux Gouvernements, par un Echange de notes en date du 20 février 1923, ont approuvé l'application dans leurs rapports mutuels et qui, en vertu de l'article XI (deuxième alinéa) de la convention commerciale, est considérée comme formant partie intégrante de cette dernière. Il est entendu que l'Accord conclu le 14 juillet 1926 relativement à l'octroi de facilités dans le petit trafic frontalier, par l'entrée en vigueur duquel les dispositions de la Convention relative aux facilités accordées au trafic de frontières visé également dans l'Echange de notes du 20 février 1923, ont cessé d'être applicables, n'a pas été modifié par la dénonciation susmentionnée de la Convention commerciale du 8 février 1922.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent accord et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, en langue hongroise et en langue allemande, à Vienne, le 30 juin 1931.

(L. S.) Comte L. AMBRÓZY, *m. p.*

(L. S.) SCHÖBER, *m. p.*

PROTOCOLE

Les plénipotentiaires soussignés sont convenus de modifier ou de compléter comme suit la Convention du 7 décembre 1920, portant règlement des questions relatives aux communications et aux transports entre la Hongrie et l'Autriche (Annexes B de la Convention commerciale conclue le 8 février 1922 entre le Royaume de Hongrie et la République d'Autriche), qui a été complétée et modifiée par le Protocole dressé le 7 décembre 1920 au Ministère royal des Affaires étrangères de Hongrie et par le Protocole dressé le 17 janvier 1922 au Ministère fédéral des Affaires étrangères à Vienne :

1^o Au numéro 1 de la convention, supprimer les deux premiers alinéas du texte tel qu'il a été établi par le Protocole du 17 janvier 1922.

2^o Au numéro 3 de la convention, intercaler dans le premier alinéa, après les mots « ou en transit par la Hongrie, à destination », les mots « de l'Autriche, ou à destination... »

3^o Au même numéro, intercaler dans la dernière phrase du premier alinéa, après les mots « ou en transit par l'Autriche », les mots « à destination de la Hongrie ou... ».

4^o Au numéro 7 de la convention, remplacer les mots « entre leurs territoires, ainsi qu'entre les territoires de l'une des Parties et un Etat tiers à travers les territoires de l'autre Partie » par les mots « entre les territoires de l'une des Parties et les territoires de l'autre Partie, entre les territoires de l'une des Parties à travers les territoires de l'autre Partie, ainsi qu'entre les territoires de l'une des Parties et les territoires d'Etats tiers à travers les territoires de l'autre Partie ».

5^o Dans le Protocole du 7 décembre 1920, supprimer les dispositions « ad Numéro I » du texte tel qu'il a été établi par le Protocole du 17 janvier 1922.

Fait en double exemplaire, en langue hongroise et en langue allemande, à Vienne, le 30 juin 1931.

Comte L. AMBRÓZY, *m. p.*

SCHÖBER, *m. p.*

Article IV.

The High Contracting Parties agree to put into force again, as from July 15, 1931, the Convention regarding mutual assistance in the matter of Customs clearance, the prevention, prosecution and punishment of infringements of the Customs regulations and mutual legal assistance in criminal cases relating to the Customs (including Forms (a) and (b) and the Annex) which by an exchange of notes dated February 20, 1923, both Governments agreed to apply in their reciprocal relations and which, under Article XI (paragraph 2) of the Commercial Convention, is regarded as an integral part thereof. It is understood that the Agreement concluded on June 14, 1926, with regard to the granting of facilities in minor frontier traffic, on the entry into force of which the provisions of the Convention regarding increased traffic facilities in the frontiers, also referred to in the exchange of notes of February 20, 1923, ceased to be applicable, has not been affected by the above denunciation of the Commercial Convention of February 8, 1922.

In faith whereof the Plenipotentiaries of both Parties have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, in the Hungarian and German languages, at Vienna, June 30, 1931.

(L. S.) Count L. AMBRÓZY, *m. p.*

(L. S.) SCHÖBER, *m. p.*

PROTOCOL.

The undersigned Plenipotentiaries have agreed to modify and supplement as follows the Agreement of December 7, 1920, regarding the determination of questions of traffic policy between Hungary and Austria (Annex B of the Commercial Convention concluded on February 8, 1922, between the Kingdom of Hungary and the Republic of Austria), which was supplemented and modified by the Protocol drawn up by the Royal Hungarian Ministry for Foreign Affairs on December 7, 1920, and by the Protocol drawn up by the Federal Ministry for Foreign Affairs at Vienna on January 17, 1922 :

(1) In Point 1 of the Agreement delete the first two paragraphs of the text as drafted in the Protocol of January 17, 1922.

(2) In Point 3 of the Agreement, first paragraph, insert the words " to Austria or " after the words " or through Hungary."

(3) In Point 3, in the last sentence of the first paragraph insert the words " to Hungary or " after the words " or through Austria."

(4) In Point 7 of the Agreement, for the words : " between their respective territories and between the territories of the one Party and third States across the territory of the Party " read : " between the territories of the one Party and the territories of the other Party, between the territories of the one Party in transit through the territories of the other Party, and between the territories of the one Party and the territories of third States in transit through the territories of the other Party."

(5) In the Protocol of December 7, 1920, delete the provisions " ad Point 1 " from the text of the Protocol of January 17, 1922.

Done in duplicate, in the Hungarian and German languages, at Vienna, June 30, 1931.

Count L. AMBRÓZY, *m. p.*

SCHÖBER, *m. p.*

AVENANT

A LA CONVENTION COMMERCIALE CONCLUE ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE ROYAUME DE HONGRIE A BUDAPEST LE 8 FÉVRIER 1922.

Les Hautes Parties contractantes ayant décidé d'un commun accord de conclure un avenant à la Convention commerciale du 8 février 1922, qui est remise en vigueur par l'accord conclu également ce jour, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les produits naturels et fabriqués, originaires et en provenance de Hongrie et figurant à l'annexe A du présent accord, ne seront pas assujettis, lors de leur importation en Autriche, à des droits de douane supérieurs aux droits convenus dans ladite annexe.

Les produits naturels et fabriqués, originaires et en provenance d'Autriche et figurant à l'annexe B du présent accord, ne seront pas assujettis, lors de leur importation en Hongrie, à des droits de douane supérieurs aux droits convenus dans ladite annexe.

Toutefois, les dispositions ci-dessus n'empêcheront en aucune manière les produits d'origine hongroise ou autrichienne ci-dessus visés d'avoir droit au traitement de la nation la plus favorisée, conformément à l'article III de la Convention commerciale du 8 février 1922.

Article II.

Chacune des Parties contractantes s'engage à n'accorder pour aucun article, sans le consentement de l'autre Partie, des primes d'exportation, sous quelque dénomination ou sous quelque forme que ce soit.

Les droits de douane grevant les matières qui ont été utilisées pour la fabrication ou la préparation d'articles nationaux, ainsi que les taxes intérieures grevant la fabrication ou la préparation des mêmes marchandises ou des matières qui ont été utilisées pour leur production, pourront toutefois être remboursés, en totalité ou en partie, lors de l'exportation des marchandises qui ont acquitté les taxes en question ou qui ont été fabriquées à l'aide de matières ayant acquitté les droits de douane ou taxes en question.

Article III.

Il est convenu qu'au cas où le Gouvernement autrichien indiquerait les droits du tarif douanier autrichien non plus en « couronnes-or », mais en « schillings », les droits de douane de l'annexe A (au tarif douanier autrichien) du présent avenant, qui sont stipulés en couronnes-or, seront convertis en schillings selon les règles suivantes :

1. Lors de la conversion en schillings des droits jusqu'à 1 couronne inclusivement, il ne sera pas tenu compte des fractions jusqu'à 0,005 schillings et on arrondira à 0,01 schillings les fractions supérieures à 0,005 schillings.

2. Lors de la conversion en schillings des droits supérieurs à 1 couronne jusqu'à 10 cour. inclusivement, il ne sera pas tenu compte des fractions allant jusqu'à 0,025 schillings ; les fractions supérieures à 0,025 schillings jusqu'à 0,075 schillings inclusivement seront portées ou ramenées, suivant le cas, au chiffre rond de 0,05 schillings et les fractions supérieures à 0,075 schillings seront portées au chiffre rond de 0,1 schilling.

3. Lors de la conversion en schillings des droits supérieurs à 10 couronnes jusqu'à 50 couronnes inclusivement, il ne sera pas tenu compte des fractions jusqu'à 0,05 schillings et les fractions supérieures à 0,05 schillings seront portées au chiffre rond de 0,1 schilling.

ADDITIONAL AGREEMENT

TO THE COMMERCIAL CONVENTION CONCLUDED BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE KINGDOM OF HUNGARY AT BUDAPEST ON FEBRUARY 8, 1922.

The High Contracting Parties, having jointly resolved to conclude an Additional Agreement to the Commercial Convention of February 8, 1922, which is renewed by the Agreement also concluded to-day, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

Article I.

Natural and manufactured products, originating in and coming from Hungary, enumerated in Annex A to the present Agreement, shall not on importation into Austria be liable to higher Customs duties than those laid down in the said Annex.

Natural and manufactured products originating in and coming from Austria, enumerated in Annex B to the present Agreement, shall not on importation into Hungary be liable to higher Customs duties than those laid down in the said Annex.

The above provisions, however, shall in no way affect, in respect of the said products of Hungarian or Austrian origin, the right to most-favoured-nation treatment in conformity with Article III of the Commercial Convention of February 8, 1922.

Article II.

Each of the High Contracting Parties undertakes not to grant on any article, without the consent of the other Party, export bounties of any description or under any form whatsoever.

The Customs duties on materials used for the manufacture or preparation of domestic goods and the internal taxes imposed on the manufacture or preparation of the same goods or of any materials used for their production may, however, be refunded in whole or in part on exportation of the goods on which the taxes in question have been paid or which have been manufactured from materials which have paid the said Customs duties or taxes.

Article III.

It is agreed that, in the event of the Austrian Government converting the rates of the Austrian Customs tariff from gold crowns into schillings, the Customs duties in gold crowns of Annex A (to the Austrian Customs tariff) of the present Additional Agreement shall be converted into schillings in accordance with the following rules :

(1) Rates up to 1 crown inclusive shall be so converted into schillings that fractional amounts not exceeding .005 schilling shall be disregarded, and fractional amounts over .005 schilling shall be reckoned as .01 schilling ;

(2) Rates of from 1 to 10 crowns inclusive shall be so converted into schillings that fractional amounts not exceeding .025 schilling shall be disregarded, amounts of .025 to .075 schilling shall be reckoned as .05 schilling and amounts above .075 schilling shall be reckoned as .1 schilling.

(3) Rates from 10 to 50 crowns inclusive shall be so converted into schillings that fractional amounts not exceeding .05 schillings shall be disregarded, and amounts above .05 schilling shall be reckoned as .1 schilling ;

4. Lors de la conversion en schillings des droits supérieurs à 50 couronnes jusqu'à 100 couronnes inclusivement, il ne sera pas tenu compte des fractions jusqu'à 0,25 schillings; les fractions supérieures à 0,25 schillings jusqu'à 0,75 schillings inclusivement seront portées ou ramenées, suivant le cas, au chiffre rond de 0,5 schillings et les fractions de plus de 0,75 schillings seront portées au chiffre rond de 1 schilling.

5. Lors de la conversion en schillings des droits supérieurs à 100 couronnes jusqu'à 300 couronnes inclusivement, il ne sera pas tenu compte des fractions jusqu'à 0,5 schillings et les fractions supérieures à 0,5 schillings seront portées au chiffre rond de 1 schillings.

6. Lors de la conversion en schillings des droits supérieurs à 300 couronnes jusqu'à 500 couronnes inclusivement, il ne sera pas tenu compte des fractions jusqu'à 2,5 schillings; les fractions supérieures à 2,5 couronnes jusqu'à 7,5 schillings seront portées ou ramenées, suivant le cas, au chiffre rond de 5 schillings et les fractions supérieures à 7,5 schillings seront portées au chiffre rond de 10 schillings.

7. Lors de la conversion en schillings des droits supérieurs à 500 couronnes, il ne sera pas tenu compte des fractions jusqu'à 5 schillings et les fractions supérieures à 5 schillings seront portées au chiffre rond de 10 schillings.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent avenant et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Vienne, le 30 juin 1931, en double exemplaire, en langue hongroise et en langue allemande.

(L. S.) Comte L. AMBRÓZY, *m. p.*

(L. S.) SCHÖBER, *m. p.*

ANNEXE A

(AU TARIF DOUANIER AUTRICHIEN).

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
		Par 100 kg.
ex 5	Paprica moulu	25,—
ex 28	Millet	1,50
ex 30	Légumes secs :	
	Haricots	3,—
	Vescs, lupins	exempts
ex 31	Farines et autres produits de la mouture des céréales et des légumes secs (grains roulés, en brisures, mondés; grains perlés, gruaux, semoules) :	
	a) Grains perlés	Majoration de 1,50 sur le droit à percevoir pour 150 kg. d'orge.
	b) Millet mondé	3,50
	c) Pois mondés	Majoration de 2,— sur le droit à percevoir pour 150 kg. de pois.

(4) Rates of from 50 to 100 crowns inclusive shall be so converted into schillings that fractional amounts not exceeding .25 schilling shall be disregarded, amounts from .25 to .75 schilling inclusive shall be reckoned as .5 schilling, and amounts above .75 schilling shall be reckoned as 1 schilling ;

(5) Rates of from 100 to 300 crowns inclusive shall be so converted into schillings that amounts not exceeding .5 schilling shall be disregarded, and amounts exceeding .5 schilling shall be reckoned as 1 schilling;

(6) Rates of from 300 to 500 crowns inclusive shall be so converted into schillings that amounts not exceeding 2.5 schillings shall be disregarded, and amounts of from 2.5 to 7.5 schillings inclusive shall be taken as 5 schillings, and amounts exceeding 7.5 schillings shall be taken as 10 schillings ;

(7) Rates of 500 crowns and over shall be so converted into schillings that amounts not exceeding 5 schillings shall be disregarded, and amounts exceeding 5 schillings shall be taken as 10 schillings.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed this Additional Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Vienna, June 30, 1931, in duplicate in the Hungarian and German languages.

(L. S.) Count L. AMBRÓZY, *m. p.*

(L. S.) SCHÖBER, *m. p.*

ANNEX A.

AUSTRIAN CUSTOMS TARIFF.

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
ex 5	Ground paprika	Per 100 kg. 25.—
ex 28	Millet	1.50
ex 30	Pulses :	
	Beans	3.—
	Vetches, lupines	free
ex 31	Flour, meal and other milling products of cereals and pulse (crushed, pressed, husked grain ; pearly grain ; groats, grits) :	
	(a) Pearled grain	Duty as on 150 kg. of barley plus 1.50.
	(b) Husked millet.	3.50
	(c) Shelled peas	Duty as on 150 kg. of peas plus 2.

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
ex 31 (suite)	Farines et autres produits de la mouture des céréales et des légumes secs etc. d) Farine et autres produits de la mouture du froment ou du seigle	Par 100 kg. Majoration de 3,50 sur le droit à percevoir pour 200 kg. de la céréale en question.
	e) Farine et autres produits de la mouture des céréales autres que le froment, le seigle, le maïs, le sarrasin, et du millet. .	Surtaxe de 3,50 sur le droit à percevoir pour 150 kg. de la céréale en question.
ex 33	Raisins frais de table, dans des récipients de toutes sortes en usage dans le commerce, pesant jusqu'à 15 kg.	10,—
ex 35	Fruits non spécialement dénommés, frais : ex a) Fruits fins de table : Melons sucrés Groseilles, groseilles à maquereau Abricots, cerises, griottes Pêches et sanguinols ex b) Autres : Pastèques Prunet et prunes de ménage (<i>Hauszwelschken</i>) Pommes : Non emballées, du 1 ^{er} juillet au 15 novembre Autres	exempts 3,— 5,— 8,— exemptes 1,— 2,— 5,—
ex 36 b) 1 ^o	Pulpe, moelle et moût de fruits, à l'exception de la pulpe, de la moelle et du moût de prunes	6,—
38	Oignons et aulx	3,—
ex 39	Légumes non spécialement dénommés et autres produits végétaux à l'usage de la cuisine, frais : ex a) Légumes fins de table : Pommes de terre hâtives (du 15 février au 14 juillet) Pois verts (même en cosse) Haricots verts Tomates Laitues ex b) Autres : Pommes de terre, à l'exception des pommes de terre hâtives. Tous autres, à l'exception des choux	exempts 5,— 3,— 2,— 4,— 2,— 2,—
40 a) 1 ^o	Cosses de paprica, séchées	10,—
ex 40 c)	Conserves de tomates, en barils ou tonnelets	3,—
41 a)	Graines de pavots (y compris les têtes de pavots mûres)	15,—
42	Semences de trèfle	4,—
45	Semences de toute sorte, en sachets, ou en emballages similaires, pour la vente au détail	25,—
ex 48 b) 3 ^o	Arbres fruitiers	12,—
ex 51	Plantes et parties de plantes non autrement tarifées : Feuilles du guimauve, brutes, même séchées Poudre de camomille Autres, destinées à l'usage médicinal ou industriel, brutes, même séchées (à l'exception des fleurs d'arnica, de sureau, de molène,	exempts exempte

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
ex 31 (continued)	Flour, meal and other milling products, etc. (d) Flour, meal and other milling products of wheat or rye. (e) Flour, meal and other milling products of cereals other than wheat, rye, maize, buckwheat and millet	Per 100 kg. Duty as on 200 kg. of the cereal in ques- tion plus 3.50. Duty as on 150 kg. of the cereal in ques- tion plus 3.50.
ex 33	Table grapes, fresh, in containers of all the customary commercial kinds, weighing up to 15 kg.	10.—
ex 35	Fruits, not specially mentioned, fresh : ex (a) Fine table fruit : Sugar melons Red and black currants, gooseberries Apricots, cherries, Mahaleb cherries Peaches and nectarines ex (b) Other : Water melons Plums and common plums (<i>Hauszwetschken</i>) Apples : Unpacked from July 1st to November 15 Other	free 3.— 5.— 8.— free 1.— 2.— 5.—
ex 36 (b) (1)	Pulp, fruit pulp and fruit mash, but not pulp, fruit pulp and fruit mash of plums	6.—
38	Onions and garlic	3.—
ex 39	Vegetables not specially mentioned and other kitchen garden pro- duce, fresh : ex (a) Fine table vegetables : Potatoes, early season (from February 15 to July 14) Green peas (even in the pod) Green beans Tomatoes Cabbage lettuce ex (b) Other : Potatoes, except early season All other, except cabbage 40 (a) (1) Paprika pods, dried 40 (c) Tomato preserves in barrels or kegs 41 (a) Poppy seed (including ripe poppy heads) 42 Clover seed 45 Seeds of all kinds in envelopes and the like for retail sale	free 5.— 3.— 2.— 4.— 2.— 2.— 10.— 3.— 15.— 4.— 25.—
ex 48 (b) (3)	Fruit trees	12.—
ex 51	Plants and parts of plants not elsewhere specified : Marshmallow leaves, raw, also dried Camomile powder Other, for medicinal or industrial purposes, raw, also dried (except flowers of arnica, elderberry, mullein, leaves and herbs of	free free

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
		Par 100 kg.
	des feuilles et des herbes de mélisse, de menthe, de sauge ; des feuilles de vermouth, de digitale, de tussilage, de l'arbousier ; des racines de rhubarbe, du lichen d'Islande	exemptes
52	Bovidés :	
	a) De boucherie, pour une quantité annuelle correspondant à 30 % des importations autrichiennes d'animaux de boucherie en provenance de la Hongrie pendant l'année 1930	9,— Par tête
	b) De rapport et de reproduction	70,—
	c) Jeunes bovidés	50,—
	d) Veaux	8,—
ex 53	Moutons	2,—
ex 54	Agneaux	0,50
ex 55	Porcs pesant :	
	c) Plus de 40 et jusqu'à 50 kg. pour une quantité annuelle de 50 % des importations autrichiennes de porcs d'un poids de 40 kg. jusqu'à 110 kg. en provenance de la Hongrie pendant l'année 1930	Par 100 kg. 18,— Par tête
	d) Plus de 150 kg.	exempts
ex 56	Chevaux :	
	b) D'usage :	
	1 ^o Ayant plus de deux ans :	
	α) De lignées à sang froid	130,—
	β) De races et de lignées à sang chaud et de leurs croisements	60,—
	2 ^o Jusqu'à deux ans :	
	α) Des lignées à sang froid	75,—
	β) De races et de lignées à sang chaud et de leurs croisements	30,— Par 100 kg.
	(c) De boucherie	exempts
	Remarque : Comme chevaux de boucherie, on considérera les chevaux de plus de deux ans qui, par voie de chemin de fer, sont transportés directement dans des abattoirs publics ou au marché (<i>Kontumazmarkt</i>) à Vienne-St-Marc. Les autres chevaux, pour autant qu'ils ne rentrent pas dans la catégorie du N ^o 56 a) seront tarifés d'après le N ^o 56 b).	
58	Volailles de toutes espèces (excepté le gibier à plumes) :	
	a) Vivantes	8,—
	b) Abattues, mêmes vidées :	
	Oies	12,—
	Toutes autres	15,—
59 b)	Gibier à poils et à plumes, abattu, même dépecé	20,—
ex 60	Poissons frais, à l'exception des poissons de mer et des truites	20,—
ex 64 a)	Oeufs de volaille, en caisses et tonneaux	20,—
68 a)	Plumes à lit, en paquets pesant :	
	1 ^o 80 kg. ou plus :	
	α) Brutes ou ébarbées à la main	exemptes
	β) Travaillées mécaniquement	70,—
	2 ^o Moins de 80 kg.	100,—
ex 69	Vessies et boyaux, frais, salés ou séchés	exempts
72	Graisse de porc, lard, même fondu (saindoux)	30,—
ex 74 b)	Graisses alimentaires solidifiées	exemptes
ex 77	Huile de noix de coco solide ; huiles solidifiées, à l'exception des huiles propres à l'usage immédiat	exemptes

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
	balm-mint, peppermint, sage ; leaves of wormwood, digitalis, colt's-foot, arbutus ; rhubarb roots ; Iceland moss)	Per 100 kg. free
52	Cattle :	
	(a) For slaughter, up to an annual quota corresponding to 30 % of Austrian imports from Hungary of butchers' livestock during 1930	9.— per head
	(b) Draught or breeding animals	70.—
	(c) Young cattle	50.—
	(d) Calves	8.—
ex 53	Sheep	2.—
ex 54	Lambs	0.50
ex 55	Swine, weighing :	
	(c) Over 40 and up to 150 kg., up to an annual quota of 50 % of Austrian imports from Hungary of swine over 40 and up to 110 kg. during 1930	Per 100 kg. 18.—
	(d) Over 150 kg.	per head free
ex 56	Horses :	
	(b) Draught :	
	(1) Over 2 years old :	
	(a) Of cold-blooded stock	130.—
	(b) Of warm-blooded breeds and strains and their cross-breeds	60.—
	(2) Up to 2 years old :	
	(a) Of cold-blooded stock	75.—
	(b) Of warm-blooded breeds and strains and their cross-breeds	30.—
	(c) For slaughter	Per 100 kg. free
	<i>Note :</i> Horses for slaughter shall be taken to mean horses over two years old, transported by rail direct to the public slaughter houses or the "Kontumaz" Market at Vienna-St. Marx. Other horses, if they do not come under No. 56 (a) shall be assessed under No. 56 (b).	
58	Poultry of all kinds (but not feathered game) :	
	(a) Living	8.—
	(b) Dead, also cleaned :	
	Geese	12.—
	All other	15.—
ex 59 (b)	Game, furred or feathered, dead, cut up or not	20.—
ex 60	Fresh fish, except sea fish and trout	20.—
ex 64 (a)	Birds' eggs in cases and casks	20.—
ex 68 (a)	Feathers for beds in packages weighing :	
	(1) 80 kg. or more :	
	(a) Crude or stripped by hand	free
	(b) Prepared by machinery	70.—
	(2) Less than 80 kg.	100.—
ex 69	Bladders and gut, fresh, salted or dried	free
ex 72	Hogs' fat, bacon, melted down (pork lard) or not	30.—
ex 74 (b)	Edible fat, solidified	free
ex 77	Solid coco-nut oil, hardened oils, but not oils for direct consumption	free

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
		Par 100 kg.
ex 79 b)	Acide stéarique d'huile de noix de coco	6,—
ex 80 b)	Acide stéarique d'huile de noix de coco	6,—
81	Dégras	exempt
83	Huiles grasses industrielles ne pouvant être employées immédiatement comme huiles comestibles :	
	a) Huile de colza :	
	1 ^o Brute	exempte
	2 ^o Raffinée	5,—
	b) Autres, telles que huile de lin, huile de bois et autres . . .	exemptes
ex 86	Eau-de-vie de Hongrie	300,—
ex 87	Vin et moût :	
	ex a) En tonneaux, ayant une teneur en alcool :	
	De 10 % en volume au maximum	30,—
	De plus de 10 % en volume jusqu'à 14 % en volume au maximum	35,—
	Vins de la région de Tokai-Hegyalja, quelle que soit la teneur en alcool	30,—
	b) En bouteilles	80,—
	Remarque : Tous les vins contenant plus de 17,5 % d'alcool en volume suivent le régime des spiritueux distillés.	
ex 88	Vin mousseux d'origine et de provenance hongroises	150,—
ex 91	Eaux minérales :	
	ex a) Eaux minérales, naturelles, provenant des sources hongroises, mentionnées au Protocole final	1,40
	ex b) Eaux de table, naturelles, provenant des sources hongroises, mentionnées au Protocole final	1,40
ex 93 a) et b)	Articles de boulangerie :	
	1 ^o « Cakes », non fourrés, et biscuits non glacés	60,—
	2 ^o « Cakes » fourrés ; gaufres, même fourrés	74,50
	4 ^o Croquignoles, biscuits	84,—
	6 ^o Autres articles de boulangerie (sauf les oublies blanches et les pains d'épice)	86,50
ex 96	Viande :	
	ex a) Fraîche, congelée (à l'exception de la viande congelée d'outre-mer), salée :	
	Les porcs abattus et la viande de porc, jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle de 50 % des importations autrichiennes de porcs abattus et de la viande de porc, en provenance de la Hongrie pendant l'année 1930	26,—
	Abats (à l'exception des langues) des animaux mentionnés aux N ^{os} 52 à 57	10,—
	De veau (y compris les veaux abattus)	20,—
	Autres, à l'exception de la viande de bœuf	12,—
ex 97 b)	Saucisses de viande, fines :	
	Saucisses genre salami, entièrement ou en majeure partie de viande de bœuf mélangée de lard, bouillies, même fumées .	50,—
	Salami d'origine et de provenance hongroises	60,—
ex 98 a) et b)	Fromages :	
	Caillebotte	4,—
	Spécialités hongroises, telles que <i>Pusztadöry</i> , <i>Palpusztai</i> et fromages du genre Roquefort, ainsi que les fromages <i>Magyaróvár</i> et autres fromages hongrois de la catégorie des fromages de « Trappistes »	30,—
ex 104	« Cakes » et gaufres fourrés d'une masse, colorée brun par une faible addition de cacao	70,—
	Articles de boulangerie combinés avec du chocolat	140,—

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
		Per 100 kg.
ex 79 (b)	Coco-nut oil fatty acid	6.—
ex 80 (b)	Coco-nut oil fatty acid	6.—
81	Degras	free
83	Fatty oils for technical purposes, not directly used as edible oils :	
	(a) Rape-seed oil :	
	(1) Crude	free
	(2) Refined	5.—
	(b) Other oils, such as linseed oil, wood oil and the like . . .	free
ex 86	Hungarian brandy	300.—
ex 87	Wine and must :	
	ex (a) In casks with an alcohol content :	
	Of not more than 10 % by volume	30.—
	Of more than 10 % but not more than 14 % by volume .	35.—
	Wines of the Tokay-Hegyalja district, irrespective of the alcohol content	30.—
	(b) In bottles	80.—
	Note : Wine containing more than 17.5 % of alcohol by volume is treated as distilled spirituous liquor.	
ex 88	Sparkling wine of Hungarian production and origin	150.—
ex 91	Mineral waters :	
	ex (a) Medicinal waters, natural, from the Hungarian springs mentioned in the Final Protocol	1.40
	ex (b) Table waters, natural, from the Hungarian springs mentioned in the Final Protocol	
ex 93 (a) and (b)	Bakers' wares :	1.40
	(1) Cakes, unfilled, and biscuits not coated with sugar	60.—
	(2) Cakes filled ; wafers, filled or not	74.50
	(4) Cracknels, biscuits	84.—
	(6) Other bakers' wares (except white wafers and honey cakes)	
ex 96	Meat :	86.50
	ex (a) Fresh, frozen (except frozen meat from abroad), salted :	
	Swine, slaughtered and pork up to an annual quota of 50 % of the Austrian imports from Hungary of slaughtered swine and pork during 1930	26.—
	Offal (except tongues) of animals mentioned in Nos. 52 to 57.	10.—
	Veal (including slaughtered calves)	20.—
	Other, except beef	12.—
ex 97 (b)	Meat sausages, fine :	
	Sausages of the salami type, wholly or chiefly of beef with the addition of bacon, cooked, even smoked	50.—
	Salami of Hungarian production and origin	60.—
ex 98 (a) and (b)	Cheese :	4.—
	Curds	
	Hungarian specialities such as <i>Pusztadöry</i> , <i>Plpuásztai</i> and cheese of the Roquefort type, also <i>Magyarovar</i> and other Hungarian cheese of the Trappist kind	30.—
ex 104	Cakes and wafers with filling coloured brown by a small admixture of cocoa	70.—
	Bakers' wares combined with chocolate	140.—

Nos du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
		Par 100 kg.
ex 106	Conserves de fruits :	
	ex a) Fruits confits	120,—
	ex b) Marmelades	55,—
ex 107	Comestibles non spécialement dénommés et aliments de toute sorte en récipients hermétiquement fermés, pourvu qu'ils ne soient pas soumis ailleurs à des droits plus élevés :	
	ex c) Conserves de légumes :	
	Conserves de tomates (en récipients hermétiquement fermés).	20,—
	Conserves de légumes, légumes en cuveaux (non hermétiquement fermés)	40,—
	Asperges (en récipients hermétiquement fermés)	70,—
	ex d) Conserves de viande de bœuf :	
	Conserves de goulache, ainsi que conserves de viande de bœuf garnie de légumes secs, de choux ou de pommes de terre.	24,—
	ex e) Pâtés de foie d'oie	180,—
	ex g) Autres :	
	Farines riches en gluten, non emballées pour la vente au détail.	18,—
	Marmelades (jams)	60,—
	Compotes en récipients de verre	60,—
	Conserves de viande ordinaires (à l'exception des conserves de volaille et des pâtés) en récipients hermétiquement fermés, même garnies de légumes	28,—
	Viande de porc fumée	50,—
	Carrés de porc avec des haricots	60,—
	Conserves de volaille, pâtés ainsi que le foie d'oie naturel entier, stérilisé dans la graisse et prêt à être consommé, ainsi que la mousse de foie d'oie	120,—
ex 108	Lignite	exempt
ex 160	Fils de chanvre conditionnés pour la vente au détail :	
	a) Simples	35,—
	b) Retors	65,—
ex 171	Articles de corderie et articles pour usages industriels :	
	a) Cordes, câbles, cordages d'un diamètre de 5 mm. ou plus, même blanchis, goudronnés :	
	D'un diamètre de 10 mm. ou plus	12,—
	D'un diamètre de moins de 10 mm.	15,—
	ex d) Autres articles corderie et articles pour usages industriels :	
	1° Sangles de chanvre	45,—
	2° Articles de corderie à bordures, en corde ou en ficelle tressée	40,—
ex 189	Feutre et articles de feutre (à l'exception des tapis de pied de feutre) :	
	ex b) Feutre de déchets, même coupé en bandes, conforme aux modèles déposés	120,—
	Remarque : Le feutre en pièces (au mètre) pour la confection de chaussures, de vêtements, de chapeaux, de bretelles, de broderies, de guêtres et de tampons, sur permis	exempt
ex 194	Soie artificielle :	
	ex a) Blanche écrue, non teinte :	
	ex 1° : Simple :	
	De moins de 75 deniers	exempte
ex 220 a)	Chapeaux d'hommes et de garçons, de paille tressée en forme de ruban, d'une largeur de plus de 8 mm, conformes aux modèles déposés :	Par pièce
	Non garnis	0,30
	Garnis	0,40

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
		Per 100 kg.
ex 106	Fruit preserves :	
	ex (a) Candied fruits	120.—
	ex (b) Jams	55.—
ex 107	Foodstuffs, not specially mentioned, and all articles packed in airtight receptacles if not subject to higher rates of duty :	
	ex (c) Vegetable preserves :	
	Tomato preserves (in air-tight receptacles)	20.—
	Vegetable preserves, vegetables in vats (not air-tight)	40.—
	Asparagus (in air-tight receptacles)	70.—
	ex (d) Beef preserves :	
	Goulasch and beef preserves with the addition of pulses, cabbage or potatoes	24.—
	ex (e) Goose liver paste (Pâté de foie gras)	180.—
	ex (g) Other :	
	Gluten flour (<i>aleuronatmehl</i>) not packed for retail sale	18.—
	Marmalades (jams)	60.—
	Compotes in glass containers	60.—
	Ordinary meat (except preserves of poultry and pastes) in air-tight receptacles, even with the addition of vegetables .	28.—
	Smoked pork	50.—
	Pork and beans	60.—
	Preserves of poultry, of pastes and goose liver, whole, sterilised in fat, ready for consumption, also goose liver cream	120.—
ex 108	Lignite	free
ex 160	Hemp yarn, made up for retail sale :	
	(a) Single	35.—
	(b) Twisted	65.—
ex 171	Ropemakers' wares and articles for technical purposes :	
	(a) Ropes, twine, string, 5 mm. or more in diameter, whether or not bleached, or tarred :	
	10 mm. or more in diameter	12.—
	Less than 10 mm. in diameter	15.—
	ex (d) Other ropemakers' wares and articles for technical purposes :	
	(1) Hemp girths	45.—
	(2) Ropemakers' wares of plaited cord or twine made to pattern	40.—
ex 189	Felt and felt wares (except felt carpets) :	
	ex (b) Felt waste, whether cut in strips or not, to match samples deposited	120.—
	Note : Felt in pieces (to be sold by the metre) for the manufacture of footwear, clothing, hats, braces, embroidery, gaiters and inking pads, on production of evidence to that effect	free
ex 194	Artificial silk :	
	ex (a) Natural white, undyed :	
	ex (1) Single :	
	Of less than 75 deniers	free
ex 220 (a)	Hats for men and boys, of plaited straw strips, more than 8 mm. wide, according to samples deposited :	
	Untrimmed	each 0.30
	Trimmed	0.40

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
		Par 100 kg.
ex 226 a)	Balais de « cirok », même avec manche teint	6,—
ex 227 e)	Balais de « cirok », avec manche verni ou poli	25,—
231	Tapis de pied et nattes grossiers, teints ou non :	
	De roseaux ou de jonc	5,—
	Autres	12,—
ex 234	Autres articles tressés, y compris les articles de vannerie :	
	a) Grossiers, bruts, même combinés avec du bois ou du fer :	
	Paniers et sacs de roseaux ou de jonc	5,—
	Autres	10,—
	b) Autres, ordinaires, ni traités au mordant, ni teints, ni vernis :	
	Sacs, souliers et pantoufles, ni blanchis ni teints, ni traités au mordant, même tressés à jour, de roseaux ou de jonc . .	10,—
	Articles d'osier, de jonc tressé ou de rotin non écorcé	20,—
	Autres	40,—
ex 252 c)	Articles en papier, carton ou pâte à papier non tarifés ailleurs, autres :	
	ex 1 ^o : Imprimés en plusieurs couleurs, entièrement ou partiellement en papier de couleur, en papier doré ou papier argenté, même avec images ou peintures :	
	Boîtes plates, non recouvertes de papier	40,—
	Tablettes, plats, tasses, paniers à pain et articles analogues de pâte à papier, conformes aux modèles déposés	75,—
	ex 2 ^o : Tous autres :	
	Tablettes, plats, tasses, paniers à pain et autres articles analogues de pâte à papier conformes aux modèles déposés	50,—
ex 295 b)	Bois de construction et bois d'œuvre, scié dans le sens de la longueur, coupé, fendu, non autrement ouvré :	
	De chêne	exempt
	Echalas, non sciés	exempts
ex 298	Feuilles de placage appliquées sur un autre bois et feuilles de placage superposées et collées :	
	ex a) Feuilles de placage appliquées sur un autre bois :	
	1 ^o Brutes, teintes ou traitées au mordant	10,—
	ex b) Feuilles de placage superposées et collées :	
	1 ^o Brutes	12,—
ex 301 b) 2 ^o	Cannes (y compris les manches de cannes et de parapluies) de bois, courbées et mordancées (imprégnées) ou simplement mordancées (imprégnées)	10,—
ex 301 B c)	Meubles :	
	1 ^o Meubles pour chambres à coucher, de bois de hêtre massif, unis ou profilés, mordancés, vernis, laqués ou polis :	
	α) Ajustés	36,—
	β) Mi-massifs	42,—
	γ) Exécution imitation de massif	56,—
	2 ^o Autres, y compris les parties de meubles, plaquées de bois ordinaires, ainsi que toutes les parties de meubles avec décorations pyrogravées, pressées ou fraisées	100,—
	3 ^o Autres, y compris les parties de meubles plaquées de bois fins, ainsi que toutes les parties de meubles avec des parties finement tournées, mais à l'exclusion des parties finement taillées ou sculptées	100,—
318	Ampoules en verre pour lampes électriques à incandescence . . .	30,—
339	Ciment :	
	Ciment argileux concrétisé et ciment teint, jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle de 130.000 quintaux	0,80
	Autres	1,20

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
		Per 100 kg.
ex 226 (a)	Brooms of <i>Zirok</i> , with or without coloured handle	6.—
ex 227 (e)	Brooms of <i>Zirok</i> with lacquered or polished handle	25.—
231	Carpets and mats, coarse, dyed or not : Rush or cane	5.—
	Other	12.—
ex 234	Other plaited wares, including basket-makers' wares : (a) Coarse, rough, whether combined or not with wood or iron Baskets and bags of rush or cane	5.—
	Other	10.—
	(b) Other, common, neither stained, dyed nor varnished : Bags, shoes and slippers, neither bleached, dyed nor stained, whether or not woven in open work of wicker or cane	10.—
	Articles of osier, plaited cane or crude reed	20.—
	Other	40.—
ex 252 (c)	Wares of paper, pasteboard or paper pulp, not elsewhere tariffed, other : ex (1) : Printed in several colours, wholly or partly of poly- chrome, gilt or silver paper with or without pictures or painting: Folding boxes, not covered with paper	40.—
	Trays, plates, cups, bread-baskets and the like of paper pulp, according to samples deposited	75.—
	ex (2) : All other : Trays, plates, cups, bread-baskets and the like, of paper pulp, according to samples deposited	50.—
ex 295 (b)	Building wood and timber, sawn lengthwise, cut, split, not otherwise worked : Of oak	free
	Vine poles or props, not sawn	free
ex 298	Veneers and quarter-grain wood : ex (a) Veneers : (1) Rough, dyed or stained	10.—
	ex (b) Quarter-grain wood : (1) Rough	12.—
ex 301 (b) (2)	Sticks (including stick- and umbrella-handles) of wood, bent and stained (impregnated) or merely stained (impregnated)	10.—
ex 301 B (c)	Furniture : (1) Bedroom furniture of solid beech wood, plain or figured, stained, varnished, lacquered or polished : (α) Of split wood	36.—
	(β) Semi-solid	42.—
	(γ) Imitation solid	56.—
	(2) Other, including sections of furniture, veneered with ordinary wood, and all furniture sections with pyrographic decorations, moulded or countersunk ornamentation	100.—
	(3) Other, including furniture sections veneered with fine wood and all furniture with sections finely turned but not finely cut or carved	100.—
318	Matrasses (bulbs) for electric incandescent lamps	30.—
339	Cement : Concrete argillaceous cement and coloured cement, up to an annual quota of 130,000 quintals	0.80
	Other	1.20

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
		Par 100 kg.
340 b)	Chaux calcinée et teinte (chaux caustique)	0,50
ex 352 a)	Briques non réfractaires en argile, non cuites ou cuites, non autrement ouvrées :	
	Briques de mur et de pavés ordinaires	0,14
	Tuiles ordinaires	0,20
	Tuiles à emboîtement et hourdies	0,80
	Tuiles pour plafond, conformes aux modèles déposés	0,60
ex 381 b) 3 ^o	Baignoires émaillées	55,—
ex 400 c)	Clés décapées	22,—
ex 428 c) 1 ^o β	Menus articles pour installations électriques, montures de cuivre et alliages de cuivre :	
et c) 2 ^o β	Brutes ou simplement travaillées	60,—
	Finement travaillées	120,—
ex 441 c)	Pompes de fer pesant pièce :	
	Moins de 10.000 et jusqu'à 1000 kg.	33,—
	Moins de 1000 kg. et jusqu'à 200 kg.	44,—
	Moins de 200 kg. et jusqu'à 100 kg.	46,—
	Machines spéciales pour la meunerie, pesant pièce :	
	Moins de 10 000 kg. et jusqu'à 1000 kg.	25,—
	Moins de 1000 kg. et jusqu'à 200 kg. :	
	Détacheurs et appareils pour le conditionnement des céréales.	25,—
	Autres	30,—
	Moins de 200 kg. :	
	Détacheurs et appareils pour le conditionnements des céréales	25,—
	Autres	36,—
448	Appareils et dispositifs électriques non spécialement dénommés, tels que dispositifs de commutation et de contact, appareils de démarrage, régulateurs, résistances, éléments galvaniques de toutes sortes, batteries et accumulateurs de poche, coupe-circuit, commutateurs, douilles, para-foudres, dispositifs de dérivation avec bornes enchâssées, sockets pour lampes à incandescence, appareils pour le chauffage et la cuisson, pesant pièce :	
	a) 250 kg. ou plus	65,—
	b) Moins de 250 kg. jusqu'à 100 kg.	90,—
	c) Moins de 100 kg. jusqu'à 20 kg.	90,—
	d) Moins de 20 kg. jusqu'à 5 kg.	120,—
	e) Moins de 5 kg. jusqu'à 500 gr.	150,—
	f) Moins de 500 gr. jusqu'à 250 gr.	180,—
	g) Moins de 250 gr.	165,—
499 d) 2 ^o	Acide sulfurique, fumant (oleum)	3,70
ex 510 a)	Caséine	exempte
ex 510 f)	Colle d'amidon	35,—
ex 510 A	Colle d'amidon, préparée pour la vente au détail	60,—
ex 539 a)	Savon mou à base de potasse, contenant au plus 5 % d'alcool pour la production de lysoforme, sur permis.	10,—
ex 548 e)	Jouets en caoutchouc	90,—
ex 555	Tourteaux	exempts

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
		Per 100 kg.
340 (b)	Lime, bunt (calcined) and slaked (quicklime)	0.50
ex 352 (a)	Bricks and tiles not fireproof, of clay, baked or not, not further worked :	
	Common bricks and paving tiles	0.14
	Common roofing tiles	0.20
	Interlocking tiles and pugging (Hurdis)	0.80
	Ceiling tiles, according to samples deposited	0.60
ex 381 (b) (3)	Enamelled baths	55.—
ex 400 (c)	Scoured locks	22.—
ex 428 (c) (1) β	Small articles for electric fittings of copper and copper alloys :	
and (c) (2) β	Rough or ordinarily worked	60.—
	Finely worked	120.—
ex 441 (c)	Iron pumps, weighing each :	
	Less than 10,000 and down to 1000 kg.	33.—
	Less than 1000 and down to 200 kg.	44.—
	Less than 200 and down to 100 kg.	46.—
	Special machinery for mills, weighing each :	
	Less than 10,000 and down to 1000 kg.	25.—
	Less than 1000 and down to 200 kg. :	
	Scourers and machines for the preparation of cereals.	25.—
	Others	30.—
	Less than 200 kg. :	
	Scourers and machines for the preparation of cereals	25.—
	Others	36.—
448	Electric apparatus and appliances not specially mentioned, such as switch and contact devices, starters, regulators, resistances, galvanic cells of all kinds, pocket batteries and accumulators, safety fuses, switches, sockets, lightning arresters, derivation devices with inserted terminals, incandescent lamp sockets, heating and cooking apparatus, weighing each :	
	(a) 250 kg. or more	65.—
	(b) Less than 250 and down to 100 kg.	90.—
	(c) Less than 100 and down to 20 kg.	90.—
	(d) Less than 20 and down to 5 kg.	120.—
	(e) Less than 5 kg. and down to 500 gr.	150.—
	(f) Less than 500 and down to 250 gr.	180.—
	(g) Less than 250 gr.	165.—
499 (d) (2)	Sulphuric acid, fuming (oleum)	3.70
ex 510 (a)	Casein	free
ex 510 (f)	Gluten	35.—
ex 510 A	Gluten, made up for retail sale	60.—
ex 539 (a)	Soft potash soap with an alcohol content not exceeding 5 % for the manufacture of lysoform, under permit	10.—
ex 548 (e)	Rubber toys	90.—
ex 555	Oil cakes	free

ANNEXE B

(AU TARIF DOUANIER HONGROIS).

Nos du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
		Par 100 kg.
ex 77 a)	Pommes fraîches, sans emballage, chargées en vrac :	
	1 ^o Du 15 août au 15 novembre	2,—
	2 ^o Du 16 novembre au 14 août, et en sacs pesant au moins 50 kg., poids brut	7,—
81 a)	Fraises de jardin, du 1 ^{er} juin au 31 décembre	15,—
ex 134	Eaux minérales des sources autrichiennes énumérées au Protocole final	exemptes
	<i>Remarque</i> : Les bouteilles à eau minérale sont frappées des droits de douane en vigueur pour les bouteilles.	
ex 155	Masse de massepain et de nougat	100,—
ex 159 c)	Bonbons de chocolat ou fabriqués à l'aide de chocolat	210,—
ex 171	Condiments pour soupes (<i>Suppenwürzen</i>), cubes pour soupes	150,—
257	Acide tartrique	30,—
267 a) 2 ^o	Peroxyde d'hydrogène en concentrations jusqu'à 35 %	exempt
ex 270	Chlorate de potassium	10,—
ex 271 d)	Alun de chrome	3,—
ex 274	Sulfure de sodium	exempt
ex 275	Nitrate de potassium et de sodium	exempts
276 b) 2 ^o	Carbonate de sodium (soude), cristallisé	2,25
285	Cyanures non dénommés ailleurs (cyanures de potassium et de sodium, prussiate jaune et rouge)	exempts
ex 291 b)	Bioxyde de soufre	exempt
350	Huile de térébenthine purifiée	exempte
351	Huile de résine	8,—
358 c)	Bougies contenant moins de 25 %, mais pas moins de 5 %, de stéarine (bougies de composition paraffinée)	40,—
ex 367	Savons de toilette	150,—
ex 410	Huile rouge d'Andrinople	21,—
ex 412 a)	Craie blanche	1,—
413	Couleurs minérales ou pierres et terres moulues, clarifiées pour servir de colorants avec addition de 5 % au plus de matières clarifiantes	12,—
414 c)	Céruse, comprimée, même en blocs de 250 grammes ou plus	15,—
414 d)	Oxyde de plomb : Litharge moulue	15,—
	Minium	18,—
414 g)	Jaune de chrome, jaune de zinc, Cinabre de chrome, vert de zinc	32,50
ex 414 m)	Couleurs minérales clarifiées, avec addition de plus de 5 % de matières clarifiantes	32,—
416 a)	Encres d'imprimerie pour journaux fabriquées sans huile de lin	15,—
ex 458 c)	Médicaments chimiquement homogènes, conditionnées en tablettes pour la vente au détail (énumérés dans le Protocole final)	15 % <i>ad valorem</i>
ex 458 d)	Spécialités et préparations (voir le Protocole final)	15 % <i>ad valorem</i> Toutefois au maximum 750,—

ANNEX B.

HUNGARIAN CUSTOMS TARIFF

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
		Per 100 kg.
ex 77 (a)	Apples, fresh, unpacked, loaded in bulk :	
	(1) From August 15 to November 15	2.—
	(2) From November 16 to August 31, also in sacks weighing not less than 50 kg. gross each	7.—
81 (a)	Garden strawberries, from June 1 to December 31	15.—
ex 134	Mineral waters from the Austrian springs specified in the Final Protocol	free
	<i>Note</i> : Mineral water bottles will be dutiable at the rate in force for bottles.	
ex 155	Marzipan and nougat paste	100.—
ex 159 (c)	Bonbons manufactured of or with chocolate	210.—
ex 171	Spices for soups (<i>Suppenwürzen</i>) and soup tablets	150.—
257	Tartaric acid	30.—
267 (a) (2)	Peroxide of hydrogen concentrated up to 35 %	free
ex 270	Chlorate of potassium	10.—
ex 271 (d)	Chrome-alum	3.—
ex 274	Sodium sulphide	free
ex 275	Nitrate of potassium, nitrate of sodium	free
276 (b) (2)	Carbonate of sodium (soda), crystallised	2.25
285	Cyanides not mentioned elsewhere (potassium and sodium cyanide, potassium ferro-cyanide, potassium ferri-cyanide)	free
ex 291 (b)	Sulphur dioxide	free
350	Refined turpentine oil	free
351	Resin oil	8.—
358 (c)	Candles containing less than 25 % but not less than 5 % of stearine (paraffin composition candles)	40.—
ex 367	Toilet soap	150.—
ex 410	Red turkey oil	21.—
ex 412 (a)	White chalk	1.—
413	Colouring earths or crushed stone and earths refined for colouring purposes, having not more than 5 % of refining material	12.—
414 (c)	White lead, whether or not in pieces of 250 grs. or more, compressed	15.—
414 (d)	Lead oxide :	
	Ground litharge	15.—
	Red lead	18.—
414 (g)	Chrome yellow, zinc yellow, cinnabar green, chrome green, zinc green	32.50
ex 414 (m)	Earth colours, improved by addition of more than 5 % of other materials	32.—
416 (a)	Newspaper printing ink, prepared without linseed oil	15.—
ex 458 (c)	Chemically homogeneous medicaments (specified in the Final Protocol) prepared in tablets for retail sale	15% <i>ad valorem</i>
ex 458 (d)	Prepared medicines in accordance with Final Protocol	15% <i>ad valorem</i> but not exceeding 750.—.

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
460	Présure de lait (fromage)	Par 100 kg. 20 % <i>ad valorem</i>
470 a) 1 ^o	Parties de caisses soupées sur mesures, brutes (non rabotées, non rainées, non collées, non clouées)	1,80
ex 475 b)	Echelles imprégnées	32,—
	Embouchoirs garnis de fer (embouchoirs mécaniques) pour fabriques de chaussures, sur permis	35,—
ex 478	Articles pour sports et gymnastique, en bois : a) Combinés uniquement avec du fer ou du métal : Traîneaux Skis	30,— 35,—
	b) Autres : Traîneaux Skis	40,— 50,—
ex 479 b)	Autres feuilles de placage, d'une épaisseur de moins de 1,8 millimètre : 1 ^o En bois européens : α) Fendus ou écorcés 2 ^o En bois exotiques	14,— 18,—
479 c)	Planches en feuilles de placage superposées et collées en croix. .	16,—
ex 484 b) 1 ^o	Chaises longues, même avec bras et appuie-pieds, non combinées avec des tissus	40,—
ex 487	Autres meubles en bois, plaqués, à l'exception des meubles dénommés aux numéros 485 et 486 : ex b) Polis en une seule couleur : 2 ^o Avec placage madré ou placage en essences de bois exotiques c) Billiards	70,— 70,—
	Autres meubles avec ornements sculptés, avec ornements en mosaïque ou marqueterie, avec ornements pyrogravés ou multicolores, ou combinés avec d'autres matériaux, ou avec ferrures ornementales ou avec portes ou tiroirs bombés, avec incrustations de métal (travail de Boule), meubles dorés, argentés ou bronzés de tous genres	200,—
488 b)	Autres articles en bois pour écoles et bureaux, non dénommés ailleurs : Non laqués Autres	50,— 60,—
ex 489	Conduites en bois, même goudronnées, sablées, entourées de fils de fer Formes pour souliers Boîtes en bois servant à l'emballage : Agrafées ou clouées Rainées ou galvanisées Vernies	6,— 48,— 25,— 45,— 60,—
495	Autres cartons pesant 180 grammes ou plus au mètre carré : a) Cartons à la cuve, non autrement ouvrés : 1 ^o Pesant 385 grammes ou plus au mètre carré : α) Carton gris β) Autres 2 ^o Pesant moins de 385 grammes au mètre carré	9,— 8,— 10,—

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
460	Milk (cheese) rennet	Per 100 kg. 20% <i>ad valorem.</i>
470 (a) (i)	Parts of boxes cut to size, raw (not planed, grooved, glued or nailed)	1.80
ex 475 (b)	Ladders, varnished	32.—
	Boot lasts with iron fittings (machine lasts) for machine footwear factories (subject to license)	35.—
ex 478	Articles for sport and physical exercise, of wood :	
	(a) Merely in combination with iron or other metals :	
	Sleighs	30.—
	Skis	35.—
	(b) Other :	
	Sleighs	40.—
	Skis	50.—
ex 479 (b)	Veneers, other, having a thickness of less than 1.8 mm. :	
	(1) Of European timber :	
	(a) Split or peeled	14.—
	(2) Of overseas (exotic) timber	18.—
479 (c)	Plywood (multiple ply, of veneers glued together in layers crosswise)	16.—
ex 484 (b) (i)	Couches (chaises longues), even with arm and foot rests, not combined with textile fabrics	40.—
ex 487	Other veneered wooden furniture, except that mentioned in Nos. 485 and 486 :	
	ex (b) Polished in one colour :	
	(2) With veneer made of speckled or overseas (exotic) woods	70.—
	(c) Billiard tables	70.—
	Other furniture of all kinds, carved, inlaid with mosaics or marquetry, with burnt-in or polychrome ornamentation, or combined with other materials, or with applied ornament, or with doors or drawers having curved surfaces, metal marquetry (Boulle-work) gilt, silver or bronzed	200.—
488 (b)	Articles of wood not mentioned elsewhere, for school or office purposes, other :	
	Not varnished	50.—
	Other	60.—
ex 489	Wooden pipes, whether or not tarred, sanded, iron-wire-wound. .	6.—
	Boot trees	48.—
	Wooden boxes for packing purposes :	
	Fastened or nailed	25.—
	Mortised or dovetailed	45.—
	Lacquered	60.—
495	Other pasteboard weighing 180 gr. or more per sq. metre :	
	(a) Hand-made pasteboard, not further worked :	
	(1) Weighing 385 gr. or more per sq. metre :	
	(a) Grey pasteboard	9.—
	(b) Other	8.—
	(2) Weighing less than 385 gr. per sq. metre	10.—

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
495 (suite)	Autres cartons, etc. b) Carton à la machine : 1 ^o Pesant 250 grammes ou plus au mètre carré : α) Non glacé, en couleur naturelle, ainsi que carton duplex ou triplex, non autrement ouvré	Par 100 kg. 15,—
	β) Non glacé, teint dans la pâte, non autrement ouvré. .	15,—
	γ) Glacé, ainsi que tous les cartons susmentionnés dans le présent numéro du tarif, ayant subi un travail ultérieur	18,—
	ex 2 ^o Pesant moins de 250 grammes au mètre carré, même ayant subi un travail ultérieur, toutefois non recouvert de papier	21,—
	Remarque : Les cartons de ce N ^o du tarif coupés en bandes (bobines) d'une longueur de 40 cm. et moins seront frappés du droit du N ^o 498 du Tarif.	
ex 496 b)	Papier de soie (pour chapeaux), glacé d'un seul côté, pesant moins de 30 grammes, mais 20 grammes au moins au mètre carré. . .	23,—
ex 499	Papier de soie (pour chapeaux), glacé d'un seul côté, pesant 18 grammes ou plus, mais moins de 20 grammes au mètre carré. .	23,—
504 b)	Papiers teintés à l'indigo, au carbone, et similaire pour reproductions à la main ou à la machine à écrire : 1 ^o Pesant 30 grammes et plus au mètre carré	200,—
	2 ^o Pesant moins de 30 grammes au mètre carré	400,—
	3 ^o Flans	100,—
ex 504 c)	Papier couronne au liège, conforme au modèle déposé	30,—
		Majoration sur les droits de douane frappant les articles du N ^o 497 c) :
505	Papier ligné : a) En feuilles	8,—
	b) Plié, mis en paquets ou en boîtes	13,—
510 b)	Cornets et sachets de papier : Cornets (sachets) en papier d'emballage ordinaire, non doublés, pesant plus de 4 kg. le mille : Non imprimés	30,—
	Imprimés	36,—
	Autres cornets fins de toute sorte, même doublés	60,—
ex 514 b) 2 ^o	Etiquettes en papier, en plusieurs couleurs, même avec impression d'or, d'argent ou de bronze : α) Non vernies et sans impression en relief	200,—
	β) Autres	250,—
ex 515 b)	Autres enveloppes : Enveloppes-fenêtres, même imprimés	75,—
	Autres, avec en-tête ou doublées	80,—
	Autres, ayant seulement l'intérieur façonné	70,—
		Majoration sur les droits frappant les articles du N ^o 497 c).
ex 516	Papier à lettres : a) En paquets ou en cartons ou étuis ordinaires : ex 1 ^o En vrac, simplement plié, non emballé en cartons, en paquets de 500 feuilles de 21 × 34 cm., de 22 à 23 1/2/28 à 30 cm. non ligné, sans dessin	5,— Par 100 kg.
	2 ^o Autres	70,—
	b) En cartons fins ou sous forme de blocs : 2 ^o Autres	90,—

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
495 (continued)	Other pasteboard, etc. (b) Machine-made pasteboard (cardboard): (1) Weighing 250 gr. or more per sq. metre: (α) Not glazed, natural colour, also in two (Duplex cardboard) or three (Triplex cardboard) layers and not further worked (β) Not glazed, dyed in the pulp, and not further worked (γ) Glazed, also all pasteboard mentioned under this number further worked ex (2) Weighing less than 250 gr. per sq. metre, also further worked but not covered	Per 100 kg. 15.— 15.— 18.— 21.—
ex 496 (b)	Note : Pasteboard mentioned in this number of the Tariff, cut in strips (reels) 40 cm. wide or less is dutiable under No. 498 of the Tariff. Hat packing paper, glazed on one side only, weighing less than 30 gr. but not less than 20 gr. per sq. metre	23.—
ex 499	Hat packing paper, glazed on one side only, weighing 18 gr. or more but less than 20 gr. per sq. metre	23.—
504 (b)	Indigo, carbon and similar coloured copying paper for duplicating by hand or by machine: (1) Weighing 30 grs. and over per sq. metre (2) Weighing under 30 gr. per square metre (3) Stencils	200.— 400.— 100.—
ex 504 (c)	Crown cork paper according to samples lodged	30.—
505	Ruled paper: (a) In sheets	Surtax on duty in force for No. 497 (c): 8.—
510 (b)	(b) Folded, in packages or boxes Paper bags and pokes: Paper bags (pokes) of ordinary packing paper, unlined, weighing more than 4 kg. per thousand: Not printed Printed Other fine bags of all kinds, lined or otherwise	13.— 30.— 36.— 60.—
ex 514 (b) (2)	Polychrome paper, labels with or without gold, silver or bronze impressions: (α) Neither varnished nor embossed (β) Other	200.— 250.—
ex 515 (b)	Envelopes, other: Panel envelopes, printed or not Other, with impressions or lined Other, merely with fancy (figured) interior surface	75.— 80.— 70.—
ex 516	Letter paper (writing paper): (a) In packages, ordinary boxes or folders: ex (1) Loose, merely folded, not in boxes, in packages of 500 sheets measuring 21 by 34 cm. and from 22 to 23 ½ cm. by 28 to 30 cm., not ruled, without designs (2) Other (b) In fine boxes or pads: (2) Other	Surtax on the duty in force for No 497 (c). 5.— Per 100 kg. 70.— 90.—

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
		Par 100 kg.
ex 517 b)	Cartes de visite, d'invitation et cartes similaires découpées, même en boîtes :	
	Sans impression (et sans bord noir)	55,—
	Avec impression	65,—
ex 519	Livres d'images pour enfants, même avec texte, dans une langue autre que la langue hongroise	50,—
ex 521	Images à colorier, à découper, à décalquer ; images pour jeux d'enfants et de société ; modèles pour travaux de découpage à a scie et de sculpture sur bois, ainsi que modèles pour dessins, modèles d'écriture, modèles pour la couture, la coupe et la broderie ; gravures de mode sans texte ; images pour enfants avec ou sans texte :	
	a) En une ou deux couleurs	80,—
	b) En plusieurs couleurs avec impression d'or, d'argent ou de bronze, avec impression en relief, ou estampés, gélatinés. . .	120,—
ex 526	Albums, carnets de poche et sous-mains :	
	b) Reliés en demi-toile, en toile ou en cuir artificiel	160,—
	ex c) Reliés en cuir	280,—
ex 529	Articles de cartonnages :	
	c) Boîtes et étuis cylindriques, boîtes étirées, roulées et pressées sans impression ou relief, non recouvertes	40,—
	d) Articles dénommés aux litt. a) à c) du N° 529, avec impression en relief ou étiquettes, mais non recouverts	50,—
	e) Boîtes recouvertes de papier, même avec arrangement intérieur en papier ou en bois, avec relief ou impression, avec bords dorés ou impression en or, à l'exception des écrins dénommés au N° 529 g)	90,—
	f) Boîtes, étuis et articles similaires, recouverts, ornés ou apprêtés avec d'autres matières, à l'exception des écrins dénommés au N° 529 g) et des articles de fantaisie du N° 692, même avec côtes en bois :	
	Combinés avec de la soie, de la soie artificielle ou de la mi-soie .	240,—
	Autres	200,—
ex 531	Patrons découpés pour peintres	180,—
ex 532	Rondelles de carton pour fermetures de bouteilles, non imprimées, même paraffinées	50,—
ex 534 a)	Imprimés non dénommés, sans travail de reliure :	
	1° En une ou deux couleurs :	
	Lettres de faire-part sans impression	70,—
	Rondelles de carton pour fermetures de bouteilles, même paraffinées	50,—
	2° En plusieurs couleurs, avec impression d'or, d'argent ou relief, même laqués :	
	Lettres de faire-part sans impression	90,—
	Rondelles de cartons pour fermetures de bouteilles, même paraffinées	50,—
ex 548	Fils de coton, écrus, simples :	
	a) Jusqu'au N° 12 anglais inclusivement	24,—
	b) Au-dessus du N° 12 anglais jusqu'au N° 32 anglais inclusivement	36,—
	c) Au-dessus du N° 32 anglais jusqu'au N° 50 anglais inclusivement	50,—

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
ex 517 (b)	Visiting, invitation and similar cards, cut, in boxes or not :	Per 100 kg.
	Without impression (also without black border)	55.—
	With impression	65.—
ex 519	Picture books for children, with or without text in languages other than Magyar	50.—
ex 521	Printed pictures for colouring, cutting out, or use as transfers ; pictures for children's or parlour games ; patterns for fretwork and wood-carving, also drawing models, copybooks, sewing, cutting out and embroidery patterns ; fashion pictures without text ; pictures for children with or without text :	
	(a) In one or two colours	80.—
	(b) In more than two colours, with gold, silver or bronze print, with embossed print, or stamped and gelatined	120.—
ex 526	Albums, pocket note-books and writing-pads (blotters) for desks :	
	(b) Half or entirely bound in linen or in artificial leather . .	160.—
	ex (c) Bound in leather	280.—
ex 529	Cardboard wares :	
	(c) Cylindrical boxes and cases, drawn, rolled and pressed boxes, without printing or embossing, not covered	40.—
	(d) Articles mentioned in Nos. 529 (a) to (c), with printing, embossing or labels, but not covered	50.—
	(e) Boxes covered with paper, embossed or printed, with gilt edges or print, also with paper or wooden fittings, except jewel cases mentioned in No. 529 (g)	90.—
	(f) Boxes, cases, etc., covered, ornamented or mounted, with other materials, except jewel cases mentioned in No. 529 (g) and the fancy goods mentioned in No. 692 with wooden frames or not :	
	Combined with silk, artificial silk or mixed-silk	240.—
	Other	200.—
ex 531	Painters' patterns (stencils)	180.—
ex 532	Pasteboard discs for stopping bottles, not printed, waxed or not.	50.—
ex 534 (a)	Printing products, not mentioned elsewhere, not bound :	
	(1) In one or two colours :	
	Blank announcement cards (<i>Lettres de faire-part</i>)	70.—
	Pasteboard discs for stopping bottles, waxed or not	50.—
	(2) In several colours, with gold, silver or embossed print, lacquered or not :	
	Blank announcement cards (<i>Lettres de faire-part</i>)	90.—
	Pasteboard discs for stopping bottles, waxed or not	50.—
ex 548	Cotton yarn, unbleached, single :	
	(a) Up to No. 12 English inclusive	24.—
	(b) Over No. 12 and up to No. 32 English inclusive	36.—
	(c) Over No. 32 and up to No. 50 English inclusive	50.—

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
		Par 100 kg.
ex 549	Fils de coton, écrus, à deux ou plusieurs bouts :	
	a) A simple torsion :	
	1 ^o Jusqu'au N ^o 12 anglais inclusivement	32,—
	2 ^o Au-dessus du N ^o 12 anglais jusqu'au N ^o 32 anglais inclusive-	
	ment :	
	Jusqu'au N ^o 27 anglais inclusivement	46,—
	Au-dessus du N ^o 27 anglais	55,—
	3 ^o Au-dessus du N ^o 32 anglais jusqu'au N ^o 50 anglais inclu-	
	sivement	80,—
550	Les fils de coton blanchis mercerisés, lustrés, teints ou imprimés,	
	acquitteront, en plus des droits des fils écrus correspondants,	
	les surtaxes suivantes :	
	a) Blanchis	14,—
	b) Mercerisés ou lustrés	22,—
	c) Teints ou imprimés	28,—
	d) Blanchis, ou mercerisés ou lustrés	32,—
	e) Teints ou imprimés et mercerisés	40,—
	f) Teints ou imprimés et lustrés (fils glacés)	50,—
ex 554	Tissus de coton fins, en fils au-dessus du N ^o 50 anglais jusqu'au	
	N ^o 100 anglais inclusivement :	
	b) Blanchis	325,—
	c) Teints	350,—
	d) Imprimés en une à quatre couleurs, ou tissés en deux couleurs	425,—
	e) Imprimés en cinq couleurs ou plus, ou tissés en plus de deux	
	couleurs	455,—
ex Remarque I	Les tissus de coton dénommés au N ^o 554 b) à e), mercerisés à la	
au N ^o 558	pièce, ou les tissus de coton composés entièrement ou partiellement	
	de fils mercerisés, sont soumis à une surtaxe de	20,—
ex 570 a) 1 ^o β	Tissus à chaîne de lin et trame de chanvre ou de jute, unis, écrus,	
	présentant en chaîne et en trame, par centimètre carré, plus de	
	20, mais pas plus de 40 fils	96,—
ex 583	Fils peignés :	
	b) Ecrus, doubles ou à plusieurs bouts :	
	1 ^o Jusqu'au N ^o 32 métrique inclusivement :	
	Jusqu'au N ^o 16 métrique inclusivement	70,—
	Au-dessus du N ^o 16 métrique	75,—
	2 ^o Au-dessus du N ^o 32 métrique, jusqu'au N ^o 48 métrique	
	inclusivement	100,—
	3 ^o Au-dessus du N ^o 48 métrique	125,—
	d) Blanchis, teints, imprimés ou mélangés, doubles ou à plusieurs	
	bouts :	
	1 ^o Jusqu'au N ^o 32 métrique inclusivement :	
	Jusqu'au N ^o 16 métrique inclusivement	90,—
	Au-dessus du N ^o 16 métrique	93,—
	2 ^o Au-dessus du N ^o 32 métrique jusqu'au N ^o 48 métrique	
	inclusivement	118,—
	3 ^o Au-dessus du N ^o 48 métrique	143,—
ex 585 a)	Couvertures grossières (<i>Kotzen</i>) principalement en fils de poils . .	60,—
ex 585 b) 1 ^o	Couvertures (<i>Abfalldecken</i>) faites de déchets, avec chaîne en matière	
	végétale et trame en laine artificielle, écruës, même avec un	
	ourlet du genre point de chaînette, pesant plus de 700 grammes	
	au mètre carré	75,—
589 a)	Feutre grossier en poil de vache, de chien, de porc et poils similaires	50,—
ex 606 b)	Tissus pour toile d'emballage pesant moins de 800 grammes, mais	
	plus de 600 grammes par mètre carré	150,—

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
		Per 100 kg.
ex 549	Cotton yarn, unbleached, of two or more threads : (a) Single twist : (1) Up to No. 12 English inclusive (2) Over No. 12 English and up to No. 32 English inclusive : Up to No. 27 English inclusive Over No. 27 English (3) Over No. 32 English and up to No. 50 English inclusive.	32.— 46.— 55.— 80.—
550	Cotton yarn, bleached, mercerised, glazed, dyed or printed is subject to the following surtaxes in addition to the duty on the corresponding class of unbleached yarn : (a) Bleached (b) Mercerised or glazed (c) Dyed or printed (d) Bleached or mercerised or glazed (e) Dyed or printed and mercerised (f) Dyed or printed and glazed (glacé yarn)	14.— 22.— 28.— 32.— 40.— 50.—
ex 554	Fine cotton fabrics of yarn over No. 50 English and up to No. 100 English inclusive : (b) Bleached (c) Dyed (d) Printed in one to four colours or woven in two colours (e) Printed in five or more colours or woven in more than two colours	325.— 350.— 425.— 455.—
ex Note I to No. 558	Cotton fabrics falling under No. 554 (b) to (e), mercerised in the piece or made wholly or partly of mercerised yarn are subject to a surtax of	20.—
ex 570 (a) (1/β)	Fabrics with linen warp and hemp or jute weft, unfigured, unbleached, containing over 20, but not more than 40 threads per square centimetre in warp and weft	96.—
ex 583	Worsted yarn : (b) Unbleached, double, or multiple strand : (1) Up to No. 32 metric inclusive : Up to No. 16 metric inclusive Over No. 16 metric (2) Over No. 32 and up to No. 48 metric inclusive (3) Over No. 48 metric (d) Bleached, dyed, printed, or mixed, double, or multiple strand : (1) Up to No. 32 metric inclusive : Up to No. 16 metric inclusive Over No. 6 metric (2) Over No. 32 up to No. 48 metric inclusive (3) Over No. 48 metric	70.— 75.— 100.— 125.— 90.— 93.— 118.— 143.—
ex 585 (a)	Coarse coverlets and covers (<i>Kotzen</i>), chiefly of animal hair yarn	60.—
ex 585 (b) (1)	Covers (<i>Abfalldecken</i>) with warp of vegetable materials and weft of shoddy, not washed, even with chain-stitch-like hems, weighing more than 700 gr. per sq. metre	75.—
589 (a)	Coarse felt of cattle, dogs', pigs' and similar animal hair	50.—
ex 606 (b)	Packing cloths weighing per sq. metre less than 800 gr., but more than 600 gr.	150.—

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
		Par 100 kg.
ex 610 a)	Toiles cirées non dénommées ailleurs, mousseline cirée et taffetas ciré, à l'exception de la toile de Billroth, avec ou sans impression, mais sans encadrement :	
	1 ^o Pesant 500 grammes ou plus par mètre carré	210,—
	2 ^o Pesant moins de 500 grammes par mètre carré	280,—
ex 612 e)	Autres articles à point de filet et de tricot en laine, même avec travail de couture	650,—
ex Remarque au N ^o 612	Les autres articles à point de filet et de tricot du N ^o 612 e), additionnés de 15 % au plus de fils de soie naturelle ou artificielle, sont soumis à une surtaxe de	33 1/3 %
ex 614 d)	Autres articles à point de filet et de tricot en soie artificielle ou en mi-soie (c'est-à-dire additionnés de plus de 15 %, sans dépasser 50 %, de fil de soie), même avec travail de couture :	
	Tout en soie artificielle	1.600,—
	En laine naturelle avec addition de fils de soie artificielle :	
	De plus de 15 %, mais sans dépasser 50 %	1.000,—
	Au-delà de 50 %	1.600,—
ex 616 a) 2 ^o	Dentelles en coton, en majeure partie en fils au-dessus du N ^o 12 anglais	2.400,—
ex 622	Mercerie (Articles de) :	
	ex c) En coton :	
	3 ^o Autres :	
	ex β) Rubans élastiques tissés, avec ou sans dessin	600,—
	e) En soie ou soie artificielle :	
	ex 2 ^o Rubans avec dessins :	
	Tout en soie artificielle	1.600,—
	Avec chaîne en soie naturelle et trame en soie artificielle ou inversement	1.900,—
	3 ^o Autres :	
	Tout en soie artificielle	1.600,—
	Avec chaîne en soie naturelle et trame en soie artificielle ou inversement	1.900,—
	f) En mi-soie (c'est-à-dire additionnés de plus de 15 %), sans dépasser 50 %, de fils de soie ou de soie artificielle :	
	ex 2 ^o Rubans élastiques	1.000,—
	ex 3 ^o Rubans à chapeau, genre reps, autres rubans à chaîne de coton et trame de soie artificielle ou à chaîne de soie naturelle et trame de coton, et tous deux inversement	1.600,—
	ex g) Les bretelles, les jarretelles et jarretières, même avec des parties de métal, de cuir, de caoutchouc ou autres matières, subissent une surtaxe de	40 %
Remarque au N ^o 622 g)	Les corsets auxquels sont cousus des jarretelles ou autres accessoires essentiels en mercerie, acquittent, selon la catégorie de mercerie à laquelle appartiennent ces accessoires, les droits frappant la position correspondante des articles de mercerie, sans surtaxe.	
626	Paletots pour hommes, garçonnets et enfants, non doublés de soie, de soie artificielle ou de mi-soie, non garnis de fourrure, ainsi que paletots en tissus imprégnés, à l'exception des articles suivant le régime du N ^o 678 :	
	a) Pesant par pièce plus de 1,6 kg. :	
	1 ^o Non doublés ou doublés partiellement	17,—
	2 ^o Doublés entièrement	22,—
	b) Pesant par pièce 1,6 kg. ou moins	16,—

Par pièce

N^o 2800

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
		Per 100 kg.
ex 610 (a)	Oilcloth, waxed muslin and waxed taffetas, except Billroth cloth, not mentioned elsewhere, printed or not, but without localised patterns :	
	(1) Weighing 500 gr. or more per sq. metre	210.—
	(2) Weighing less than 500 gr. per sq. metre	280.—
ex 612 (e)	Knitted wares and hosiery of wool, other, with or without needlework	650.—
ex Note to No. 612	Knitted wares and hosiery falling under No. 612 (e) with an admixture of silk or artificial silk yarn not exceeding 15 per cent pay a surtax of	33 $\frac{1}{3}$ %
ex 614 (d)	Knitted wares and hosiery of artificial silk or mixed silk (<i>i. e.</i> with an admixture of over 15 per cent., but not over 50 per cent. of silk yarns), other, with or without needlework :	
	Wholly of artificial silk	1,600.—
	Of wool, with an admixture of artificial silk yarn :	
	Over 15 per cent., but not over 50 per cent.	1,000.—
	Over 50 per cent.	1,600.—
ex 616 (a) (2)	Woven cotton lace, chiefly of yarn over No. 12 English	2,400.—
ex 622	Small wares :	
	ex (c) Of cotton :	
	(3) Other :	
	ex (β) Elastic woven ribbons, figured or not	600.—
	(e) Of silk or artificial silk :	
	ex (2) Figured ribbons :	
	Wholly of artificial silk	1,600.—
	With warp of real silk and weft of artificial silk or vice versa	1,900.—
	(3) Other :	
	Wholly of artificial silk	1,600.—
	With warp of real silk and weft of artificial silk or vice versa	1,900.—
	(f) Of mixed silk (<i>i. e.</i> with an admixture of over 15 per cent., but not over 50 per cent. of silk or artificial silk yarn) :	
	ex (2) Elastic ribbons	1,000.—
	ex (3) Rep-like hat-bands and other ribbons with warp of cotton and weft of artificial silk or warp of real silk and weft of cotton, in both cases also vice versa	1,600.—
	ex (g) Braces, stocking and sock-suspenders, even with parts of metal, leather, rubber, or other materials pay a surtax of	40 %
Note to No. 622 (g)	Corsets with sewn on suspenders or other essential attachments in the nature of small wares are dutiable as "small wares" without surtax according to the kind of attachments.	
626	Overcoats for men, boys, and children, not lined with silk, artificial silk, or mixed silk, not combined with fur; and overcoats of impregnated fabrics, except those falling under No. 678 :	
	(a) Weighing more than 1.6 kg. each :	Each
	(1) Unlined or partly lined	17.—
	(2) Entirely lined	22.—
	(b) Weighing less than 1.6 kg. each	16.—

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
		Par pièce
	<i>Remarque</i> : Les paletots pour garçonnets et enfants, non doublés, mesurant en longueur 100 cm. et moins et ayant un tour de poitrine (mesuré au paletot fermé) de 88 cm. et moins, à la condition que, par leur apparence, ils constituent aussi manifestement des paletots pour garçonnets et enfants	15,— 8,—
ex 628	Vêtements pour enfants, en tissus de laine	Par 100 kg.
629	Vêtements pour dames et fillettes, ainsi que costumes de tous genres	Droit de la partie essentielle la plus imposée, plus une surtaxe de 100 %.
ex 630	Lingerie de femme, de fillette et objets de layettes : a) En tissus ordinaires : 1 ^o Non garnis, même avec simple bordure à la machine ou ourlet à jour simple, ou étroites broderies appliquées, ou étroites dentelles de coton 2 ^o Garnis b) En tissus fins : 1 ^o Non garnis, même avec simple bordure à la machine ou ourlet à jour simple, ou étroites broderies appliquées, ou étroites dentelles de coton 2 ^o Garnis	Droit du tissu principal, plus une surtaxe de : 90 % 120 % 140 % 170 %
ex 631 a)	Cols souples	550,—
ex 631 b)	Chemises d'hommes	Droit du tissu principal, plus une surtaxe de : 80 %
ex 633	Soutiens-gorge et corsets Cravates Articles en étoffe au point de filet et de tricot, du N ^o 612 a), coupés et confectionnés Articles en étoffes au point de filet et de tricot, du N ^o 614 a), coupés et confectionnés : Tout en soie artificielle En laine naturelle, avec addition de fils de soie artificielle : De plus de 15 %, sans dépasser 50 % De plus de 50 %	75 % 100 % 750,— 1.800,— 1.200,— 1.800,—
ex 636 a)	Chapeaux pour hommes et garçonnets, en feutre, en imitation de poils de lapins, achevés : ex 1 ^o Non garnis : Chapeaux de velours 2 ^o Garnis : Chapeaux de velours Autres	Par pièce 1,40 1,80 2,20
637	Chapeaux de dames et de fillettes, en feutre, achevés : a) En imitation de poils de lapins : 1 ^o Non garnis 2 ^o Garnis b) En laine, ou autres matières similaires : 1 ^o Non garnis 2 ^o Garnis	1,60 2,40 1,60 2,40

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
	<i>Note</i> : Unlined overcoats for boys and children, 100 cm. long and less and with a chest measurement of 88 cm. or less, measured over the buttoned coat, in so far as they can be recognised beyond doubt as boys' and children's overcoat.	Each 15.—
ex 628	Children's clothing made of lambs wool cloth	8.—
629	Clothing for women and girls, also costumes of all kinds	Per 100 kg.
		Dutiable as the most highly taxed component material, plus 100 %
ex 630	Underclothing for women, girls, and infants : (a) Of ordinary fabrics : (1) Untrimmed, even with plain machined borders or plain openwork hems or with narrow embroideries sewn on or narrow cotton lace (2) Trimmed (b) Of fine fabrics : (1) Untrimmed, even with plain machined borders or plain openwork hems or with narrow embroideries sewn on or narrow cotton lace (2) Trimmed	Duty on the chief material plus 90 % 120 % 140 % 170 %
ex 631 (a)	Soft collars	550
		Duty on the chief material, plus
ex 631 (b)	Men's shirts	80 %
ex 633	Bust bodices and corsets	75 %
	Ties (cravats)	100 %
	Wares of knitted and hosiery tissues falling under No. 612 (a), cut out and made up	750.—
	Wares of knitted and hosiery tissues falling under No. 614 (a), cut out and made up : Wholly of artificial silk	1.800.—
	Of wool with an admixture of artificial silk : Over 15 per cent., but not over 50 per cent.	1.200.—
ex 636 (a)	Over 50 per cent.	1.800.—
	Finished felt hats for men and boys, of rabbit and similar hair :	
	ex (1) Not trimmed :	Each
	Velour hats	1.40
	(2) Trimmed :	
	Velour hats	1.80
	Other	2.20
637	Finished felt hats for women and girls :	
	(a) Of rabbit and similar hair :	
	(1) Not trimmed	1.60
	(2) Trimmed	2.40
	(b) Of wool or other hairs :	
	(1) Not trimmed	1.60
	(2) Trimmed	2.40

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
639 b)	Chapeaux de dames et de fillettes, en paille, en liber, en autres matières tressées ou en autres matières végétales :	Par pièce
	1 ^o Non garnis	1,—
640	2 ^o Garnis	2,—
	Chapeaux de dames et de fillettes, de tous genres, garnis, ainsi que chapeaux de dames et de fillettes, en dentelle, tulle, velours, soie ou autres tissus ou en autres matières non dénommées aux N ^{os} 637 et 639 (à l'exception des articles en pelleterie), même non garnis :	
	Bonnets de dames et de fillettes, tricotés en laine (désignés sous le nom de bonnets suisses), d'après les modèles déposés . .	1,—
	Autres	3,—
642 a)	Pelleteries confectionnées, même combinées avec des tissus ou du cuir de pelleteries du N ^o 641 a)	Par 100 kg.
ex 643	Cuir à semelles (cuir travaillé à la façon du cuir à semelles de tout genre) :	1.200,—
	a) En croupons, demi-croupons, cuir à semelles sans collets ni flancs :	
	1 ^o Tanné à l'écorce	120,—
	b) En cuirs entiers ou demi-cuirs avec collets ou flancs :	
	1 ^o Tannés à l'écorce	100,—
	c) Déchets de cuir (collets, flancs, onglons, têtes et épaules) :	
	1 ^o Tannés à l'écorce	80,—
ex 645 a)	Cuir pour courroies de transmission, tannées à l'écorce	120,—
653 a)	Courroies de transmission, en cuir tanné à l'écorce :	
	1 ^o D'une largeur de plus de 20 mm. mais de 250 mm. au plus.	240,—
	2 ^o D'une largeur de plus de 250 mm.	265,—
ex 656	Chaussures avec semelles rapportées, en matières de toutes sortes :	
	a) D'une longueur (entre la base du talon et la pointe de la chaussure) d'au moins 23 cm. :	Par paire
	3 ^o Souliers en cuir verni, piqués et souliers en antilope véritable ou imitation	4,—
	Autres souliers, en cuir verni, en velours, en soie, en satin, en brocart, souliers dorés, argentés ou bronzés, souliers de théâtre, ainsi que souliers garnis de fourrure	4,50
	ex 5 ^o Souliers de gymnastique, avec semelles de caoutchouc vulcanisé débordant sur l'empaigne	0,90
	b) D'une longueur (entre la base du talon et la pointe de la chaussure) de moins de 23 cm., mais de 15 cm. au moins :	
	ex 5 ^o Souliers de gymnastique, avec semelles de caoutchouc vulcanisé débordant sur l'empaigne	0,90
657 a)	Bottes à tiges avec semelles en matières de toutes sortes, rapportées, en cuir noir ou de couleur naturelle, pour un contingent annuel de 4000 paires dans le trafic de frontière passant par les bureaux de douane énumérés dans le Protocole final :	
	1 ^o D'une longueur (entre la base du talon et la pointe de la chaussure) de 23 cm. au moins :	
	α) Non doublées	2,—
	β) Doublées	2,50
	2 ^o D'une longueur (entre la base du talon et la pointe de la chaussure) de moins de 23 cm. :	
	α) Non doublées	1,—
	β) Doublées	1,50

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
		Each
639 (b)	Hats of straw, bast, etc., or of other vegetable materials for women and girls :	
	(1) Not trimmed	1.—
	(2) Trimmed	2.—
640	All kinds of women's and girls' hats ornamented, also of lace, tulle, velvet, silk or other tissues, or of woven fabrics not mentioned in Nos. 637 and 639 (except furrier's wares), ornamented or not :	
	Woven women's and girls' caps of wool (so-called Swiss caps) similar to the specimens deposited	1.—
	Other	3.—
		Per 100 kg.
642 (a)	Finished furrier's wares, whether or not in combination with textile materials or leather, of furs falling under No. 641 (a)	1.200.—
ex 643	Sole leather (leather worked like sole leather of all kinds) :	
	(a) Butts, half-butts, sole leather without neck or belly parts :	
	(1) Bark-tanned	120.—
	(b) Whole or half hides with neck or belly parts :	
	(1) Bark-tanned	100.—
	(c) Waste leather (neck and belly parts, legs, heads and shoulders) :	
	(1) Bark-tanned	80.—
ex 645 (a)	Leather for driving belts, bark tanned	120.—
653 (a)	Leather driving belts, bark tanned :	
	(1) More than 20 mm., but not more than 250 mm. in width	240.—
	(2) More than 250 mm. in width	265.—
ex 656	Footwear with separately fixed soles of any material :	
	(a) Not less than 23 cm. long (from heel-base to toe-point) :	
	(3) Double-stitched patent leather footwear, also real antelope shoes and imitations thereof	Per Pair 4.—
	Other patent leather footwear, velvet, silk, satin, brocade footwear, gilt, silvered, or bronzed footwear, stage shoes and footwear trimmed with fur	4.50
	ex (5) Drill pumps with vulcanized rubber soles overlapping on to the upper	0.90
	(b) Less than 23 cm., but not less than 15 cm. long (from heel-base to toe-point) :	
	ex (5) Drill pumps with vulcanized rubber soles overlapping on to the upper	0.90
657 (a)	Top boots, with soles separately fixed, of any material, of black or natural colour leather, up to an annual contingent of 4,000 pairs for sale in the frontier zone only, to be imported through the Customs houses specified in the Final Protocol :	
	(1) Not less than 23 cm. long (from heel-base to toe point) :	
	(α) Unlined	2.—
	(β) Lined	2.50
	(2) Less than 23 cm. long (from heel-base to toe-point) :	
	(α) Unlined	1.—
	(β) Lined	1.50

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
		Par 100 kg.
ex 661	Articles de maroquinerie :	
	ex a) En feuilles de fibre vulcanisée	180,—
	ex c) En cuir (cuir verni excepté) :	
	1 ^o Pesant par pièce plus de 5 kg.	260,—
	2 ^o Autres	300,—
	d) En cuir verni, ainsi qu'en toutes autres matières, garnis d'objets de toilette, de services de table et similaires, même simplement cloisonnés pour le placement desdits objets :	
	1 ^o Articles de maroquinerie cloisonnés, pesant par pièce plus de 5 kg.	450,—
	2 ^o Autres	550,—
671 b)	Autres articles pour usages industriels, en caoutchouc souple. .	130,—
673	Galoches de caoutchouc, souliers et bottes pour la neige . . .	150,—
ex 674	Bandages pour roues, en caoutchouc :	
	a) Bandages pleins :	
	2 ^o Autres	120,—
	ex b) Pneumatiques pour bicyclettes	240,—
ex Remarque ad N ^o 678 b)	Les articles confectionnés en tissus du N ^o 678 b) sont soumis à une surtaxe de	66 $\frac{2}{3}$ %
ex 698 a)	Toile métallique avec petits éléments de poterie moulés, cuits à la façon des briques	6,—
ex 702	Magnésie calcinée, même moulue	exempte
ex 720	Plaques d'héraclite et dalles de revêtement de composition analogue, conformes aux modèles déposés	1,50
722	Fer brut et alliages de fer :	
	a) Fer brut	1,50
	b) Alliages de fer	exempts
Remarque au N ^o 726	L'acier pour mèches à section ronde, hexagonale ou octogonale, sera assujéti aux droits de l'acier pour rails : N ^o 726 a) (<i>Schlagleistenstahl</i>) en longueurs courantes (c'est-à-dire de plus de 2 cm.), non troué et non foré, l'acier pour tarauds, pleins ou creux, aux droits du N ^o 726 b).	
ex 727	Acier pour outils et acier fin :	
	a) Acier pour outils :	
	3 ^o Laminé ou forgé	12,—
	b) Acier fin, à l'exception de l'acier rangé sous c) :	
	3 ^o Laminé ou forgé	18,—
	c) Acier fin spécial :	
	3 ^o Laminé ou forgé	30,—
ex 728	Fil de fer et d'acier d'une épaisseur non supérieure à 6 mm. :	
	ex a) Etiré, mais non autrement ouvré :	
	2 ^o D'une épaisseur de moins de 2,5 mm., mais d'au moins 1,5 mm.	9,50
	3 ^o D'une épaisseur de moins de 1,5 mm., mais d'au moins 0,5 mm.	11,75
	4 ^o D'une épaisseur de moins de 0,5 mm.	14,—
	ex b) Galvanisé, étamé ou cuivré :	
	1 ^o D'une épaisseur de 2,5 mm. ou plus	12,—
	2 ^o D'une épaisseur de moins de 2,5 mm., mais d'au moins 1,5 mm.	14,—
	3 ^o D'une épaisseur de moins de 1,5 mm., mais d'au moins 0,5 mm.	17,—
	4 ^o D'une épaisseur de moins de 0,5 mm.	19,—

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
		Per 100 kg.
ex 661	Trunkmakers' wares :	
	ex (a) Of vulcanized fibre sheets	180.—
	ex (c) Of leather (except patent leather) :	
	(1) Weighing more than 5 kg. per article	260.—
	(2) Other	300.—
	(d) Of patent leather, or of any material, with toilet articles, cutlery, or similar conveniences, even fitted solely with these conveniences :	
	(1) Fitted trunkmakers' wares weighing more than 5 kg. per article	450.—
	(2) Other	550.—
671 (b)	Articles for technical purposes, of soft india-rubber, other . . .	130.—
673	Rubber goloshes, snow shoes and boots	150.—
ex 674	India-rubber tyres :	
	(a) Solid :	
	(2) Other	120.—
	ex (b) Pneumatic tyres for bicycles	240.—
ex Note ad No. 678 (b)	Made up articles of fabrics falling under No. 678 (b) pay a surtax of	66 $\frac{2}{3}$ %
ex 698 (a)	Wire-gauze with pressed-on small earthenware parts baked like bricks	6.—
ex 702	Calcined magnesite, also ground	free
ex 720	Sheets of heraclite and building slabs of similar composition, simliar to the specimens deposited	1.50
722	Pig iron and iron alloys :	
	(a) Pig iron	1.50
	(b) Iron alloys	free
Note to No. 726	Hollow steel for boring tools with round, hexagonal, or octagonal cross-section will be dutiable according to No. 726 (a); steel for rabbet-ledges (<i>Schlagleistenstahl</i>) in manufacturers' lengths (<i>i. e.</i> more than 2 cm. long), neither punched nor bored, and steel for screw-cutting apparatus, whether solid or hollow, will be dutiable according to No. 726 (b).	
ex 727	Steel for tools and fine steel :	
	(a) Steel for tools :	
	(3) Rolled or forged	12.—
	(b) Fine steel, except that falling under (c) :	
	(3) Rolled or forged	18.—
	(c) Special fine steel :	
	(3) Rolled or forged	30.—
ex 728	Iron and steel wire, not over 6 mm. thick :	
	(a) Drawn, but not further worked :	
	(2) Less than 2.5 mm. but not less than 1.5 mm. thick . . .	9.50
	(3) Less than 1.5 mm. but not less than 0.5 mm. thick . .	11.75
	(4) Less than 0.5 mm. thick	14.—
ex (b)	Coated with zinc, tin, or copper :	
	(1) 2.5 mm. or more thick	12.—
	(2) Less than 2.5 mm. but not less than 1.5 mm. thick . . .	14.—
	(3) Less than 1.5 mm. but not less than 0.5 mm. thick . .	17.—
	(4) Less than 0.5 mm. thick	19.—

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
		Par 100 kg.
ex 728 (suite)	Fil de fer et d'acier, etc. ex c) Fil simplement étiré, d'une résistance à la traction de plus de 100 kg. au millimètre carré : 1 ^o D'une épaisseur de 2,5 mm. ou plus : α) Non ouvré β) Autrement ouvré 2 ^o D'une épaisseur de moins de 2,5 mm., mais de 1,5 mm. au moins : α) Non autrement ouvré β) Autrement ouvré 3 ^o D'une épaisseur de moins de 1,5 mm., mais de 0,5 mm. au moins : α) Non ouvré β) Autrement ouvré	20,— 30,— 24,— 36,— 30,— 46,—
737 b) 1 ^o	Ressorts pour autres véhicules, pesant par pièce 7 kg. et plus : α) Pesant par pièce 15 kg. et plus β) Pesant par pièce moins de 15 kg.	35,— 40,—
738 b)	Essieux pour véhicules routiers, à l'exception des essieux d'automobiles, ouvrés : 1 ^o Essieux ordinaires pour camions 2 ^o Autres, même avec parties métalliques : α) Essieux à boîtes de graissage, conformes aux modèles déposés : dédouanement dans les Bureaux centraux de la douane β) Autres	22,— 32,— 48,—
ex 745 a)	Coquilles : 3 ^o Pesant par pièce moins de 50 quintaux, mais 20 quintaux au moins 4 ^o Pesant par pièce moins de 20 quintaux, mais 5 quintaux au moins 5 ^o Pesant par pièce moins de 5 quintaux, mais un quintal au moins	6,— 7,50 11,—
ex 745 b)	Cylindres ouvrés : 1 ^o Pesant par pièce 100 quintaux et plus 2 ^o Pesant par pièce moins de 100 quintaux, mais 50 quintaux au moins 3 ^o Pesant par pièce moins de 50 quintaux, mais 20 quintaux au moins 4 ^o Pesant par pièce moins de 20 quintaux, mais 5 quintaux au moins 5 ^o Pesant par pièces moins de 5 quintaux, mais un quintal au moins	11,— 16,— 18,— 20,— 25,—
ex 746 i)	Gâines de marteau à pointe	40,—
ex 754 c)	Récipients servant au transport du lait, en tôle de fer étamée.	45,—
ex 755 b) 4 ^o	Plombs en tôle d'acier	30,—
756 a)	Fers pour chevaux et bœufs	16,—
ex 756 b) 2 ^o	Autres crampons pour fers	24,—
757	Fers de charrues, socs, coutres, versoirs	20,—
ex 758	Pelles (y compris les truelles) : a) Pesant par pièce 1 kg. et plus b) Pesant par pièce moins de 1 kg.	22,— 28,—
ex 760	Clés à écrous : c) Pesant par pièce moins de 5 kg., mais 1 kg. au moins d) Pesant par pièce moins de 1 kg. mais 500 grammes au moins e) Pesant par pièce moins de 500 grammes, mais 250 grammes au moins f) Pesant par pièce moins de 250 grammes	30,— 38,— 45,— 54,—

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
		Per 100 kg.
ex 728 (continued)	Iron and steel wire, etc. ex (c) Drawn wire with a tensile strength of over 100 kg. per sq. millimetre : (1) 2.5 mm. or more thick : (α) Not otherwise worked (β) Otherwise worked (2) Less than 2.5 mm. but not less than 1.5 mm. thick : (α) Not otherwise worked (β) Otherwise worked (3) Less than 1.5 mm. but not less than 0.5 mm. thick : (α) Not otherwise worked (β) Otherwise worked	20.— 30.— 24.— 36.— 30.— 46.—
737 (b) (1)	Springs for other vehicles, weighing 7 kg. or more each : (α) Weighing 15 kg. or more each (β) Weighing less than 15 kg. each	35.— 40.—
738 (b)	Axles for road vehicles, except motor cars, worked : (1) Ordinary freight vehicle axles (2) Other, also with metal parts : (α) Axles with grease boxes, similar to the specimens deposited, to be cleared through the Head Customs Houses (β) Other	22.— 32.— 48.—
ex 745 (a)	Moulds : (3) Weighing less than 5,000 kg., but not less than 2,000 kg. each (4) Weighing less than 2,000 kg., but not less than 500 kg. each (5) Weighing less than 500 kg. but not less than 100 kg. each	6.— 7.50 11.—
ex 745 (b)	Rollers, finished : (1) Weighing 10,000 kg. or more each (2) Weighing less than 10,000 kg., but not less than 5,000 kg. each (3) Weighing less than 5,000 kg. but not less than 2,000 kg. each (4) Weighing less than 2,000 kg. but not less than 500 kg. each (5) Weighing less than 500 kg., but not less than 100 kg. each	11.— 16.— 18.— 20.— 25.—
ex 746 (i)	Helves for pick-axes	40.—
ex 754 (c)	Milk cans of tinned sheet iron	45.—
ex 755 (b) (4)	Sheet iron coated with lead	30.—
756 (a)	Horseshoes for horses and oxen	16.—
ex 756 (b) (2)	Horseshoe calks, other	24.—
757	Plough irons, shares, coulters and mould boards	20.—
ex 758	Shovels (also trowels) : (a) Weighing 1 kg. or more each (b) Weighing less than 1 kg. each	22.— 28.—
ex 760	Screw keys : (c) Weighing less than 5 kg., but not less than 1 kg. each (d) Weighing less than 1 kg., but not less than 500 gr. each (e) Weighing less than 500 gr. but not less than 250 gr. each (f) Weighing less than 250 gr. each	30.— 38.— 45.— 54.—

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
		Par 100 kg.
ex 760 (suite)	Marteaux, maillets : b) Pesant par pièce moins de 15 kg., mais 5 kg. au moins . . . c) Pesant par pièce moins de 5 kg., mais 1 kg. au moins . . . d) Pesant par pièce moins de 1 kg., mais 500 grammes au moins e) Pesant par pièce moins de 500 grammes, mais 250 grammes au moins	33,— 40,— 50,— 60,—
	Enclumes, tasseaux, billots pour enclumes, marteaux à chapler, barres à mines, étaux forgés : a) Pesant par pièce 15 kg. et plus b) Pesant par pièce moins de 15 kg., mais 5 kg. au moins . . . c) Pesant par pièce moins de 5 kg., mais 1 kg. au moins . . . d) Pesant par pièce moins de 1 kg., mais 500 grammes au moins e) Pesant par pièce moins de 500 grammes, mais 250 grammes au moins	22,— 26,— 32,— 40,— 52,—
762 b)	Limes et râpes : 1 ^o Mesurant plus de 250 mm. de taille 2 ^o Mesurant 250 mm. et moins, mais plus de 150 mm. de taille. 3 ^o Ne mesurant pas plus de 150 mm. de taille	40,— 65,— 80,—
ex 764 a)	Couteaux mécaniques, à l'exception des couteaux et disques des hachoirs, à viande, ainsi que des couteaux des coupes-racines.	50,—
ex 766	Filières	40,—
	Outils pneumatiques	60,—
ex 769	Acier pour rails (<i>Schlagelstahl</i>), en barres, non troué, non foré	8,—
	Pointes à broyer le ciment	12,—
	Boulets grossièrement forgés pour broyeur à boulets : 1 ^o D'un diamètre de plus de 60 mm. 2 ^o D'un diamètre de 60 mm. et moins	15,— 20,—
	Essieux de charrués et corps de charrués montés	24,—
	Aimants pesant moins de 1 kg., mais 100 gr. au moins	100,—
ex 773	Cuivre, alliages de cuivre, produits semi-ouvrés et articles non dénommés en ces matières : c) Barre et fils : 1 ^o D'un diamètre de plus de 8 mm. D'un diamètre de 8 mm. et moins, mais de 3 mm. au moins . . 2 ^o D'un diamètre de moins de 3 mm., mais de plus de 1 mm. D'un diamètre de 1 mm. et moins, mais de 0,5 mm. au moins 3 ^o D'un diamètre de moins de 0,5 mm., mais de 0,2 mm. au moins	19,— 22,— 25,— 27,50 33,—
	d) Tôles : 1 ^o D'une épaisseur de 0,5 mm. et plus : α) Non travaillées : D'une épaisseur de 1 mm. et plus D'une épaisseur de moins de 1 mm. 2 ^o D'une épaisseur de moins de 0,5 mm. : α) Non travaillées : D'une épaisseur de 0,3 mm. et plus D'une épaisseur de moins de 0,3 mm.	20,— 24,— 29,— 34,—
	h) Autres articles achevés non dénommés : ex 5 ^o Articles et ustensiles de table et de ménage, argentés. ex 6 ^o Fourneaux à pétrole, à alcool et appareils à souder. .	400,— 300,—
ex 774 c) 2 ^o	Autres articles non dénommés, en packfong, alpaca, ruolz et autres alliages riches en nickel, argentés	400,—
778 d)	Pointes en fil métallique, même décapées	17,—

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
ex 760 (continued)	Hammers, mallets : (b) Weighing less than 15 kg. but not less than 5 kg. each. . (c) Weighing less than 5 kg. but not less than 1 kg. each. . (d) Weighing less than 1 kg. but not less than 500 gr. each. (e) Weighing less than 500 gr. but not less than 250 gr. each	Per 100 kg. 33.— 40.— 50.— 60.—
	Anvils, anvil inlays, scythe-hammers, stone borers, forged screw blocks : (a) Weighing 15 kg. or more each (b) Weighing less than 15 kg. but not less than 5 kg. each . . (c) Weighing less than 5 kg. but not less than 1 kg. each . . (d) Weighing less than 1 kg. but not less than 500 gr. each . . (e) Weighing less than 500 gr. but not less than 250 gr. each .	22.— 26.— 32.— 40.— 52.—
762 (b)	Cut files and rasps : (1) The cut surface measuring more than 250 mm. (2) The cut surface measuring 250 mm. or less, but over 150 mm. (3) The cut surface measuring not more than 150 mm. . . .	40.— 65.— 80.—
ex 764 (a)	Machine knives, except knives and disks of meat-mincing machines and turnip-cutters	50.—
ex 766	Draw-plates.	40.—
ex 769	Compressed air apparatus	60.—
	Steel for rabbet-ledges (<i>Schlagleistenstahl</i>), in lengths, not punched, not perforated	8.—
	Cement grinding pins	12.—
	Rough forged balls for ball mills : (1) Not more than 60 mm. in diameter (2) 60 mm. or less in diameter	15.— 20.—
	Plough heads and mounted bodies for ploughs	24.—
	Magnets weighing less than 1 kg. but not less than 100 gr. each .	100.—
ex 773	Copper, copper alloys, semi-manufactured goods thereof and wares of the same, not mentioned elsewhere : (c) Bars and wire : (1) Of a diameter of 8 mm. or more Of a diameter of 8 mm. or less, but not less than 3 mm. . . . (2) . Of a diameter of less than 3 mm. but more than 1 mm. Of a diameter of 1 mm. or less, but not less than 0.5 mm.. (3) Of a diameter of less than 0.5 mm. but not less than 0.2 mm. (d) Sheets : (1) Of a thickness of 0.5 mm. or more : (α) Not worked : Of a thickness of 1 mm. or more Of a thickness of less than 1 mm. (2) Of a thickness of less than 0.5 mm. : (α) Not worked : Of a thickness of 0.3 mm. or more Of a thickness of less than 0.3 mm. (h) Finished wares, not mentioned elsewhere : ex (5) Table and household utensils and vessels, silvered. ex (6) Oil and spirit cooking stoves and soldering apparatus	19.— 22.— 25.— 27.50 33.— 20.— 24.— 29.— 34.— 400.— 300.—
ex 774 (c) (2)	Articles of packfong, alpaca, German silver and other alloys containing a high proportion of nickel, silvered, not mentioned elsewhere.	400.—
778 (d)	Wire nails, scoured or not	17.—

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
ex 781	Vis et écrous filetés, en fer : b) Travaillés, mais non recouverts de métal ni combinés avec du métal, à l'exception des vis à bois : 2^o Ayant en épaisseur de tige, de queue ou en ouverture moins de 14 mm., mais pas moins de 7 mm. 3^o Ayant en épaisseur de tige, de queue ou en ouverture moins de 7 mm., mais pas moins de 4 mm. 4^o Ayant en épaisseur de tige de queue ou en ouverture moins de 4 mm. c) Vis à bois : 1^o Ayant en épaisseur de tige près de la tête moins de 7 mm. 2^o Ayant en épaisseur de tige près de la tête pas plus de 7 mm., mais plus de 5 mm. 3^o Ayant en épaisseur de tige près de la tête pas plus de 5 mm., mais plus de 3 mm. 4^o Ayant en épaisseur de tige près de la tête pas plus de 3 mm. : α) Ayant une longueur de tige supérieure à 20 mm. . . . β) Ayant une longueur de tige ne dépassant pas 20 mm.. ex Remarque aux N^{os} 778 à 781 : Les vis en fer galvanisées acquittent une surtaxe de 13 couronnes sur les droits des vis en fer de la même catégorie.	Par 100 kg. 50,— 80,— 130,— 42,— 57,— 90,— 100,— 135,—
ex 784 a) 1 ^o	Câbles métalliques pour charrue à vapeur, mêmes goudronnés ou enduits, en fil de fer ou d'acier blanc, d'une épaisseur de 2,2 mm. et d'une résistance à la traction de plus de 200 kg.	29,—
ex 786 a) 1 ^o	Chevilles en fil de fer d'une épaisseur de plus de 2 mm.	30,—
ex 787 b)	Autres chaînes et chaînons en fer et en acier, bruts ou grossièrement ouvrés (décapés) :	
	3 ^o Ayant des chaînons d'une épaisseur de moins de 10 mm. et de 6 mm. au moins	32,—
	ex 4 ^o Ayant des chaînons d'une épaisseur de moins de 6 mm., mais de plus de 2 mm.	55,—
ex 788	Serrures de sûreté (à l'exception des cadenas) et pièces détachées, même combinées avec travail de serrurerie d'art :	
	a) Principalement en fer, même avec rebords, canon et gâchette de laiton	80,—
	b) Principalement en autres métaux	150,—
ex 789	Autres serrures (à l'exception des cadenas), clefs et parties de serrure, à l'exception des ressorts :	
	a) Uniquement en fer, même avec noix en autre métal :	
	1 ^o Brutes, décapées, grossièrement limées, rivées (soudées) :	
	α) Pesant par pièce plus de 300 gr.	45,—
	β) Pesant par pièce 300 gr. et moins	70,—
	ex 2 ^o Polies, nickelées et finement travaillées d'autre façon :	
	ex α) Pesant par pièce plus de 300 gr., polies seulement aux rebords, au morillon et aux disques de garniture en fer feuillard blanc	45,—
	β) Pesant par pièce 300 gr. et moins, même avec rebords et canon en laiton	70,—
	b) Entièrement ou partiellement en autres métaux	150,—
ex 791	Autres garnitures :	
	ex a) En fer (sauf les ferrures de carrosserie en fonte malléable) :	
	1 ^o Brutes, décapées, perforées ou grossièrement enduites . .	30,—
	2 ^o Ayant subi un autre travail	45,—

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
ex 781	Iron screws and nuts, threaded : (b) Worked, but not coated nor in combination with metal, except woodscrews : (2) With shaft, shank or hole less than 14 mm. but not less than 7 mm. wide (3) With shaft, shank or hole less than 7 mm. but not less than 4 mm. wide (4) With shaft, shank or hole less than 4 mm. wide (c) Wood screws : (1) With shaft more than 7 mm. wide at head-joint (2) With shaft not more than 7 mm. but more than 5 mm. wide at head-joint (3) With shaft not more than 5 mm. but more than 3 mm. wide at head-joint (4) With shaft not more than 3 mm. wide at head-joint : (α) With shaft more than 20 mm. long (β) With shaft not more than 20 mm. long	Per 100 kg. 50.— 80.— 130.— 42.— 57.— 90.— 100.— 135.—
ex 784 (a) (1)	Wire rope, for steam ploughs, also tarred or painted, of polished iron or steel wire, of a thickness of 2.2 mm. or more, and a tensile strength of over 200 kg.	29.—
ex 786 (a) (1)	Pins (bolts) of iron wire more than 2 mm. thick	30.—
ex 787 (b)	Other chains and chain links of iron or steel, rough or ordinary worked (scoured) : (3) With a link thickness of less than 10 mm., but not less than 6 mm. ex (4) With a link thickness of less than 6 mm., but more than 2 mm.	32.— 55.—
ex 788	Safety locks (except padlocks) and parts thereof, combined or not with fancy ironwork : (a) Chiefly of iron, even with lock-cramp, key pipe and tumbler (staple) of brass (b) Chiefly of other metals	80.— 150.—
ex 789	Other locks (except padlocks), keys and parts of locks, except spring locks : (a) Only of iron, also with metal nuts : (1) Rough, scoured, coarsely filed rivetted, welded (soldered) : (α) Weighing more than 300 gr. each (β) Weighing 300 gr. or less each ex (2) Polished, nickelled, or otherwise finely worked : ex (α) Weighing more than 300 gr. each, polished only at the lock-cramp, bolt nab and guard disk, or of clear hoop-iron (β) Weighing 300 gr. or less each, even with cramp-lock and key-pipe of brass (b) Wholly or partly of metal	45.— 70.— 45.— 70.— 150.—
ex 791	Other fittings : ex (a) Of iron (except coach fittings of malleable cast-iron) : (1) Rough, scoured, bored or rough-painted (2) Otherwise worked	30.— 45.—

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
		Par 100 kg.
ex 791 (suite)	Autres garnitures :	
	b) En autres métaux :	
	1 ^o Garnitures ornementales pour meubles et articles de maro-	
	quinerie :	
	α) Coulées	75,—
	β) Obtenues par l'estampage de tôle	140,—
	2 ^o Autres :	
	α) Coulées	60,—
	β) Obtenues par l'estampage de tôle	120,—
ex 792	Meubles (autres que les meubles constituant des ouvrages de ferron-	
	nerie d'art) et leurs parties :	
	a) En fer :	
	ex 1 ^o Grossièrement enduits, mais pouvant être utilisés dans	
	cet état	24,—
	b) En autres métaux :	
	1 ^o Non tapissés :	
	α) Tringles de rideaux	100,—
	β) Autres	150,—
ex 795	Lampes :	
	a) Lustres pour l'éclairage électrique et au gaz et leurs parties	
	en fer ou en autres métaux :	
	1 ^o En fonte métallique ou avec des parties en fonte métallique,	
	ainsi que les parties en fonte métallique	400,—
	2 ^o Autres	300,—
	ex c) Autres articles de lampisterie :	
	ex 5 ^o Lampes « tempête », en tôle de fer étamée	85,—
	Lampes à bascule, lampes de table, appliques et lampes de sus-	
	pension, même avec ornements :	
	En tôle de fer, recouverte de laiton, estampée	90,—
	En tôle de laiton, estampée ou en fonte de laiton	110,—
ex 796	Armatures pour conduites de vapeur, de gaz et d'eau :	
	ex a) En métaux (autre que le plomb) non combinés avec du	
	fer, ordinairement ouvrées (non polies, non finement polies,	
	non vernies) :	
	1 ^o Pesant par pièce plus de 10 kg.	100,—
	2 ^o Pesant par pièce pas plus de 10 kg., mais plus de 2 kg. .	110,—
	3 ^o Pesant par pièce pas plus de 2 kg., mais plus de 50 gr. .	120,—
	4 ^o Pesant par pièce 50 gr. ou moins	150,—
	ex b) En fer avec fonte de cuivre rouge :	
	1 ^o Pesant par pièce 500 kg. et moins, mais plus de 100 kg. .	30,—
	2 ^o Pesant par pièce 100 kg. et moins, mais plus de 50 kg. .	45,—
	3 ^o Pesant par pièce 50 kg. et moins, mais plus de 10 kg. .	60,—
	4 ^o Pesant par pièce 10 kg. et moins, mais plus de 1 kg. . .	80,—
	5 ^o Pesant par pièce 1 kg. et moins	100,—
	En acier, même combiné avec d'autres métaux :	
	1 ^o Pesant par pièce 500 kg. et moins, mais plus de 100 kg. .	45,—
	2 ^o Pesant par pièce 100 kg. et moins, mais plus de 50 kg. .	67,50
ex 798	Couverts de table :	
	ex a) Couteaux, fourchettes et cuillers en fer ou en acier :	
	ex 2 ^o Couverts en acier Martin, c'est-à-dire cuillers et « four-	
	chettes françaises » en tôle d'acier étamée, conformes aux	
	modèles déposés	120,—
	b) Lames de couteaux en fer ou en acier :	
	2 ^o Ayant subi un travail ultérieur, même avec manches en	
	matière autre, mais ni argentés ni dorés	300,—

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
ex 791 (continued)	Other fittings : (b) Of metal : (1) Ornamental fittings for furniture and trunk-makers' wares : (α) Cast (β) Pressed out of sheet metal (2) Other : (α) Cast (β) Pressed out of sheet metal	Per 100 kg. 75.— 140.— 60.—
ex 792	Furniture (except that dutiable as fancy ironware) and parts of furniture : (a) Of iron : ex (1) Rough-painted, but ready for use (b) Of metal : (1) Not upholstered : (α) Curtain rods (<i>Karnissen</i>) (β) Other	120.— 24.— 100.— 150.—
ex 795	Lamps : (a) Chandeliers for electric and gas lighting and parts thereof of iron and metal : (1) Of cast metal, or with parts of cast metal ; also parts of cast metal (2) Other ex (c) Other lamp wares : ex (5) Hurricane lamp of tin plate Tipping lamps, table lamps, wall brackets, wall hanging lamps, even with ornaments : Stamped from brass sheet iron Stamped from sheet brass or of brass casting	400.— 300.— 85.— 90.— 110.—
ex 796	Steam, gas and water conduit fittings : ex (a) Of metal (except of lead), not combined with iron, ordinarily worked (not polished, not finely ground, not varnished) : (1) Weighing more than 10 kg. each (2) Weighing not more than 10 kg. but more than 2 kg. each (3) Weighing not more than 2 kg. but more than 50 gr. each (4) Weighing 50 gr. or less each ex (b) Of iron with tombac : (1) Weighing 500 kg. or less, but more than 100 kg. each (2) Weighing 100 kg. or less, but more than 50 kg. each (3) Weighing 50 kg. or less, but more than 10 kg. each (4) Weighing 10 kg. or less, but more than 1 kg. each (5) Weighing 1 kg. or less each Of steel, combined or not with other metals : (1) Weighing 500 kg. or less, but more than 100 kg. each (2) Weighing 100 kg. or less but more than 50 kg. each	100.— 110.— 120.— 150.— 30.— 45.— 60.— 80.— 100.— 45.— 67.50
ex 798	Table cutlery : ex (a) Knives, forks and spoons of iron or steel : ex (2) Martin steel cutlery, <i>i. e.</i> , spoons and so-called "French" forks of tinned sheet steel similar to the specimens deposited (b) Knife blades of iron or steel : (2) Further worked, even with handles of other materials, but neither silvered nor gilt	120.— 300.—

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
		Par 100 kg.
ex 798 (suite)	Couverts de table ; c) Lames de couteaux, fourchettes et cuillers en autres métaux : 1 ^o Ni argentés ni dorés : α) Couverts en acier étamé conformes aux modèles déposés β) Autres ex 2 ^o Couteaux en acier avec manches en métaux argentés	160,— 300,— 300,—
ex 799	Articles de coutellerie non dénommés : ex d) Rabots à choux de Montafon Couteaux ordinaires pour la cuisine et les usages domestiques.	30,— 300,—
ex 801 a)	Porte-plumes à réservoir en celluloid	320,—
ex 802 b)	Récipients fermés en aluminium	60,—
ex 807 d) 2 ^o	Autres moteurs à explosion et à combustion, y compris les moteurs à gaz avec générateur : ex α) Pesant par pièce plus de 20 quintaux, mais pas plus de 50 quintaux β) Pesant 20 quintaux et moins, mais 5 quintaux au moins.	39,— 44,—
ex 811	Pompes (y compris les pulsomètres) et autres pompes (à incendie) non dénommées et leurs parties : a) Pompes centrifuges, à turbines et à pistons, ainsi que les pompes à action directe et les pompes à vapeur, à manivelle, montées sur châssis : 2 ^o Pesant par pièce 10 quintaux et moins, mais plus de 1 quintal 3 ^o Pesant par pièce 1 quintal et moins ex b) Pompes à bras, principalement en fer (pas plus de 20 % d'autre métal) Pompes à diaphragme Pompes d'arrosage pour jardins Pompes à ailettes Pompes à bras en majeure partie en autres métaux que le fer.	50,— 62,— 31,— 38,— 42,— 50,— 60,—
ex 818 b)	Trieurs	33,—
ex 819 a)	Hache-paille	26,—
	Moulins à concasser fonctionnant à la main	22,—
ex 820 a) 1 ^o	Presses à raisin et à fruits, fonctionnant à la main	21,—
ex 821 d)	Machines à décortiquer et à monder les céréales	40,—
ex 824 e)	Bancs de presse en acier pour machines à fabriquer les ardoises en ciment d'asbeste	24,—
ex 835 b) 2 ^o	Courroies d'élévateurs mobiles montées sur roues	40,—
ex 836 b) 1 ^o	Fours à vapeur, machines à pétrir et à mélanger, pétrins mécaniques et machines à encocher	35,—
	Echelles à dispositif de coulissage mécanique	37,50
ex 839	Balances automatiques et leurs parties, ainsi que leurs appareils enregistreurs : c) Pesant par pièce moins de 5 quintaux, mais plus de 1 quintal Pesant par pièce 100 kg. et moins, mais 50 kg. au moins.	80,— 110,—
ex 850 b)	Poulies en bois	25,—
ex 853	Dynamos, moteurs électriques, transformateurs et leurs parties ; machines électriques, même combinées d'une façon inséparable avec des constructions mécaniques : b) Autres : 1 ^o Pesant par pièce 50 quintaux et plus 2 ^o Pesant par pièce moins de 50 quintaux, mais 10 quintaux au moins 3 ^o Pesant par pièce moins de 10 quintaux, mais 250 kg. au moins 4 ^o Pesant par pièce moins de 250 kg., mais 25 kg. au moins. 5 ^o Pesant par pièce moins de 25 kg.	100,— 125,— 140,— 150,— 200,—

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
ex 798 (continued)	Table cutlery :	Per 100 kg.
	(c) Knife blades, forks and spoons of metals :	
	(1) Neither silvered nor gilt :	
	(α) Tinned steel cutlery similar to specimens deposited.	160.—
	(β) Other	300.—
ex 799	ex (2) Steel knives with silvered handles of metal	300.—
	Cutlery not mentioned elsewhere :	
	ex (d) "Montafon" cabbage-slicers	30.—
ex 801 (a)	Ordinary kitchen and household knives	300.—
ex 802 (b)	Celluloid fountain-pens	320.—
ex 807 (d) (2)	Closed aluminium containers	60.—
	Other explosion and combustion engines, also gas engines with generators :	
	ex (α) Weighing more than 2,000 kg., but not more than 5,000 kg. each	39.—
ex 811	(β) Weighing 2,000 kg. or less, but not less than 500 kg. each .	44.—
	Pumps (also pulsometers) and syringes not mentioned elsewhere and parts thereof :	
	(a) Centrifugal, turbine and piston pumps, also steam driven crank pumps, direct acting as well as mounted on frames, weighing each :	
	(2) 1,000 kg. or less, but more than 100 kg.	50.—
	(3) 100 kg. or less	62.—
	ex (b) Hand-driven pumps, mainly of iron (with not more than 20 % of other metal)	31.—
	Membrane pumps	38.—
	Garden syringes	42.—
	Windmill pumps	50.—
	Hand-driven pumps, mainly of metal	60.—
ex 818 (b)	Corn-sorting machines	33.—
ex 819 (a)	Chaff cutters	26.—
	Hand-driven bruising mills	22.—
ex 820 (a) (1)	Hand-driven grape and fruit presses	21.—
ex 821 (d)	Corn cleaning and husking machines and their parts	40.—
ex 824 (e)	Steel plates for presses for machines for producing asbestos cement slates	24.—
ex 835 (b) (2)	Movable belt conveyers mounted on wheels	40.—
ex 836 (b) (1)	Steam baking ovens, kneading and mixing machines moulding and scoring machines	35.—
ex 839	Ladders with mechanical lifting apparatus	37.50
	Automatic weighing machines and parts thereof, including registering appliances :	
	(c) Weighing less than 500 kg., but more than 100 kg. each.	80.—
	Weighing 100 kg. or less, but not less than 50 kg. each . . .	110.—
ex 850 (b)	Wooden pulleys	25.—
ex 853	Dynamos, electric motors, transformers and their parts; electric machines, even combined inseparably with mechanical constructions :	
	(b) Other :	
	(1) Weighing 5,000 kg. or more each	100.—
	(2) Weighing less than 5,000 kg., but not less than 1,000 kg. each	125.—
	(3) Weighing less than 1,000 kg. each, but not less 250 kg. each	140.—
	(4) Weighing less than 250 kg., but not less than 25 kg. each	150.—
	(5) Weighing less than 25 kg. each	200.—

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
		Par 100 kg.
854 b) 2 ^o	Appareils électriques servant à la cuisson, réchauffeurs électriques et appareils de chauffage électriques, même pour usages industriels, pesant par pièce 5 kg. et moins :	
	α) En métaux	260,—
	β) En autres matières	125,—
ex 855	Compteurs et appareils de mesure électriques et leurs parties :	
	a) Compteurs	250,—
	b) Autres :	
	2 ^o Pesant par pièce moins de 4 kg.	700,—
ex 859	Appareils de démarrage, régulateurs de résistance et appareils électriques non dénommés, tableaux de distribution et matériel d'installation électrique, ainsi que leurs parties complètement achevées :	
	a) Pesant par pièce 2 quintaux et plus	135,—
	b) Pesant par pièce moins de 2 quintaux, mais 50 kg. au moins	155,—
	c) Pesant par pièce moins de 50 kg., mais 5 kg. au moins	200,—
	d) Pesant par pièce moins de 5 kg., mais 250 grammes au moins	275,—
	e) Pesant par pièce moins de 250 gr.	300,—
ex 865 b)	Electrodes pour fours électriques ; filaments de charbons pour éclairage ; charbons pour éléments électriques	10,—
866 b)	Châssis de voitures d'enfants, en fer, ouverts, même avec roues munies de bandages en caoutchouc	50,—
ex 867 b)	Caisnes de voitures d'enfants, vernies :	
	1 ^o Non capitonnées, non garnies	80,—
	2 ^o Capitonnées ou garnies	120,—
ex 885 b) 1 ^o	Embarcations à avirons à clins, en bois européens, d'une largeur de 80 cm. et plus, pesant par pièce 120 kg. et plus	80,—
ex 887	Barques à voiles :	
	a) Avec quille	80,—
	b) Avec dérives	80,—
888	Canots automobiles	125,—
ex 942	Boutons :	
	ex b) En tôle de fer, même vernis, mais non nickelés, non combinés avec d'autres matières	150,—
	ex c) Boutons recouverts de tissus	350,—
	En celluloïd ou corne artificielle	380,—
	ex d) En fer ou autres métaux, combinés avec de la nacre	1.000,—
	ex e) Boutons et mécanismes de boutons, même argentés ou plaqués d'argent, mais ni dorés ni plaqués d'or, ni émaillés, même combinés avec d'autres matières	1.300,—
	Boutons et mécanismes de boutons dorés ou plaqués d'or ou émaillés, même combinés avec d'autres matières	1.500,—
ex 943	Aiguilles et épingles :	
	ex a) Épingles de sûreté, épingles à cheveux, aiguilles à relier en fer ou en autres métaux, ni argenté ni dorés	150,—
	ex b) Boucles, boutons à pression, dés à coudre, agrafes, pince-cravates (à l'exception des articles appartenant au N ^o 961), en fer ou en autres métaux, non combinés avec d'autres matières, ni argentés ni dorés	250,—
	ex c) Les articles dénommés sous ex b) dorés ou argentés	320,—
944 b) 1 ^o	Couteaux de poche ordinaires	50,—

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
		Per 100 kg.
854 (b) (2)	Electrical cooking, heating and warming apparatus, whether for industrial purposes or not, other, weighing 5 kg. or less each :	
	(a) Of metal	260.—
	(β) Of other materials.	125.—
ex 855	Electrical calculating and measuring apparatus and parts thereof :	
	(a) Calculating apparatus	250.—
	(b) Other :	
	(2) Weighing less than 4 kg. each	700.—
ex 859	Starting, resistance regulating and other electrical apparatus, switchboards and electrical fittings, not mentioned elsewhere, and finished parts thereof :	
	(a) Weighing 200 kg. or more each	135.—
	(b) Weighing less than 200 kg. but not less than 50 kg. each	155.—
	(c) Weighing less than 50 kg., but not less than 5 kg. each	200.—
	(d) Weighing less than 5 kg., but not less than 250 gr. each	275.—
	(e) Weighing less than 250 gr. each	300.—
ex 865 (b)	Electrodes for electric furnaces ; arc lamp carbons for lighting purposes ; carbons for electric batteries	10.—
866 (b)	Perambulator under-carriages of iron, worked, also with rubber-tired wheels	50.—
ex 867 (b)	Perambulator bodies, lacquered :	
	(1) Not padded, not upholstered	80.—
	(2) Padded, and upholstered	120.—
ex 855 (b) (1)	Clinker-built rowing boats of European timber, 80 cm. or more broad, weighing 120 kg. or more each	80.—
ex 887	Sailing craft :	
	(a) With keels	80.—
	(b) With lee-boards	80.—
888	Motor boats	125.—
ex 942	Buttons :	
	ex (b) Of sheet-iron, lacquered or not, but not nickelled, nor in combination with other materials	150.—
	ex (c) Buttons covered with fabrics	350.—
	Of celluloid or artificial bone	380.—
	ex (d) Of iron or other metals, in combination with mother-of-pearl	1.000.—
	ex (e) Buttons and button mechanism, whether silvered or plated with silver, but not gilt nor plated with gold, not enamelled, whether in combination with other materials or not	1.300.—
	Buttons or button mechanism, gilt or plated with gold or enamelled, whether combined with other materials or not	1.500.—
ex 943	Needles and pins :	
	ex (a) Safety pins, hair-pins and bookbinders' stitching needles of iron or other metals, not silvered nor gilt	150.—
	ex (b) Clasps, press-buttons, thimbles, buckles (fasteners), tie-pins (except those falling under No. 961), of iron or other metals, not in combination with other materials, not silvered or gilt	250.—
	ex (c) Articles falling under ex (b) silvered or gilt	320.—
944 (b) (1)	Common clasp-knives	50.—

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
		Par 100 kg.
ex 946	Peignes : ex b) En corne En galalite ex c) En ébonite En celluloid	450,— 350,— 550,— 650,—
ex 947	Articles pour fumeurs : a) Tuyaux de pipes, fume-cigares, fume-cigarettes et embouchures : 1 ^o Tuyaux de pipes en merisier, forés, sans autres parties . . ex 2 ^o Fume-cigares et fume-cigarettes achevés ou simplement perforés, en bois commun de toutes sortes ex 3 ^o Tuyaux de pipe, fume-cigares et fume-cigarettes en bois, combinés avec de la corne ex 4 ^o Fume-cigares et fume-cigarettes en résine artificielle ou combinés avec de la résine artificielle b) Têtes de pipes et pipes : ex 1 ^o Têtes de pipes en terre : α) Avec garniture en nickel ou garniture nickelée ou argentée ex β) Sans garniture ex 3 ^o Pipes en bruyère Pipes en écume ou imitation d'écume	60,— 120,— 320,— 700,— 180,— 100,— 600,— 700,—
ex 948 b)	Talons recouverts de celluloid	160,—
ex 952 b)	Cannes achevées en bois de toutes sortes : 1 ^o Sans garniture et sans sculpture ornementale 2 ^o Garnies de cuir, de corne, d'os, de bois de cerf, de métaux, de celluloid, de galalite ou d'autres matières non dénommées, ou de sculptures ornementales : α) Exclusivement avec des viroles d'os, de corne ou de corne artificielle, mais non autrement garnies β) Autres	90,— 110,— 140,—
ex 955 a)	Garnitures et capitonnages de cercueils, en papier	200,—
ex 961 c)	Epingles de cravate, boucles de cravate, boucles de ceintures, pince-cravates : 1 ^o Dorés ou argentés, plaqués d'or ou d'argent, combinés avec des pierres demi-précieuses ou des imitations de perles, de corail, ou avec des pierres véritables, mais non émaillés . . 2 ^o Emaillés	1.000,— 1.200,—
ex 962	Articles de fantaisie : ex b) Boîtes à cigarettes en tôle de fer, nickelées ex c) En fonte de bronze : 2 ^o Pesant par pièce 5 kg. et moins ex f) En faïence de couleur ou peinte Articles en tissus non rangés sous d) et articles rangés sous d) ne pesant pas plus de 200 grammes ou d'un poids quelconque, si ces articles ont une garniture extérieure ou sont doublés de soie, de soie artificielle ou de mi-soie ou de cuir, ou sont munis d'un arrangement intérieur : 1 ^o Petits porte-monnaie communs en croûte, même de cuir de mouton, avec fermoir estampé, en tôle noire nickelée, avec fermeture à rotule montée à l'extérieur, même peints ou imprimés, conformes aux modèles déposés	240,— 540,— 33 1/3 — % ad valorem 200,—

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
		Per 100 kg.
ex 946	Combs : ex (b) Of horn Of galalith ex (c) Of hard rubber Of celluloid	450.— 350.— 550.— 650.—
ex 947	Smokers' requisites : (a) Pipe stems, cigar and cigarette holders and tubes : (1) Cherry-stick stems, bored, without other parts ex (2) Cigar and cigarette holders, finished or merely bored, of all kinds of common woods ex (3) Pipe stems, cigar and cigarette holders of wood, in combination with horn ex (4) Cigar and cigarette holders of or in combination with artificial amber (b) Pipe bowls and pipes : ex (1) Pipe bowls of earthenware or porcelain : (α) With nickel, or nickelled, or silvered lids ex (β) Without lids ex (3) Briar pipes Meerschäum or imitation meerschäum pipes	60.— 120.— 320.— 700.— 180.— 100.— 600.— 700.—
ex 948 (b)	Shoe-heels covered with celluloid	160.—
ex 952 (b)	Finished sticks of any kind of wood : (1) Without ornaments or ornamental carving (2) Ornamented with leather, horn, bone, antler, metal, celluloid, galalith, or other materials not mentioned elsewhere, or with ornamental carving : (α) With ferrules of bone, horn or artificial horn only, not otherwise ornamented (β) Other	90.— 110.— 140.—
ex 955 (a)	Coffin ornaments and lining of paper.	200.—
ex 961 (c)	Collar-pins, collar clasps, belt-buckles and tie-pins : (1) Gilt or silvered, plated with gold or silver, in combination with semi-precious stones or with imitations of pearls, coral or real stones, but not enamelled (2) Enamelled	1,000.— 1,200.—
ex 962	Fancy goods : ex (b) Cigarette-cases of sheet-iron, nickelled ex (c) Of cast bronze : (2) Weighing 5 kg. or less each ex (f) Of dyed or painted faience Articles of textile materials not falling under (d) and articles falling under (d), weighing not more than 200 gr. each, or of any weight, with external decoration, or lined with silk, artificial silk or mixed silk, or leather, or with interior fittings : (1) Common small purses of split leather (also of sheepskin) with stamped fastener of nickelled black sheet iron, fitted externally with ball hasp, even painted or printed, similar to the specimens deposited	240.— 540.— 33 1/3 % ad valorem 200.—

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
ex 962 (suite)	Articles de fantaisie : Articles en tissus etc. 2 ^o Pesant par pièce pas plus de 200 grammes, en cuir, non combiné avec de la soie, de la soie artificielle ou de la mi-soie, ainsi que sans doublure de cuir et sans ornements extérieurs : α) Sur montures de fer ou d'un autre métal, visibles . . . β) Autres 3 ^o En cuir, de n'importe quel poids, avec ornementation extérieure ou doublés de soie, de soie artificielle ou de mi-soie ou munis d'un arrangement intérieur 4 ^o En soie, soie artificielle, mi-soie, velours de soie et de mi-soie, brocart de soie et de mi-soie : α) Sur montures de fer ou d'un autre métal, visibles . . . β) Autres	Par 100 kg. 900,— 1.100,— 1.500,— 2.200,— 2.700,—

PROTOCOLE FINAL

En signant ce jour l'Avenant à la Convention commerciale conclue le 8 février 1922 à Budapest entre le Royaume de Hongrie et la République d'Autriche, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des dispositions suivantes :

I. TARIFS DOUANIERS HONGROIS ET AUTRICHIEN.

Les imprimés de la Caisse d'Epargne postale autrichienne, à savoir les bordereaux de dépôt, les carnets de chèques, les bordereaux de chèques, les avis de paiement et les avis de crédit, à leur importation en Hongrie, ainsi que les mêmes imprimés de la Caisse d'épargne postale royale hongroise, à leur importation en Autriche, seront admis en franchise de droits.

Ad N° 87 du Tarif douanier autrichien et N° 131 du Tarif douanier hongrois :

Dans le commerce des vins, les désignations géographiques qui sont dérivées du nom d'une localité située sur le territoire des Parties contractantes, lorsque ces désignations sont protégées par la réglementation autonome de l'Etat dans lequel est situé le lieu d'origine, ne pourront être employées que pour indiquer l'origine de vins.

Les Parties contractantes se communiqueront mutuellement les règlements autonomes mentionnés au premier alinéa qui sont destinés à protéger les appellations d'origine. Lorsque cet échange de communications aura été effectué, elles prendront des mesures appropriées en vue d'empêcher, autant que possible, conformément à leurs législations internes, tout usage abusif desdites appellations d'origine.

II. TARIF DOUANIER AUTRICHIEN.

Ad N° 5 et 40 a) 1° :

Le commerce des cosses de paprika et du paprika moulu dans la République d'Autriche est régi par les dispositions suivantes :

r^o Les appellations de cosses de paprika ou de paprika moulu, indiquant que ceux-ci proviennent de Hongrie ou d'un lieu ou d'une région du territoire hongrois, ne seront

No. in Tariff	Description of Articles	Duty in gold Crowns
ex 962 (continued)	Fancy goods : Articles of textile, etc. (2) Weighing not more than 200 gr. each, of leather, not combined with silk, artificial silk or mixed silk, and without leather lining or other external decoration : (α) Worked on visible iron or metal frames (β) Other (3) Of leather, of any weight, with external decoration, or lined with silk, artificial silk or mixed silk, or leather, or with interior fittings (4) Of silk, artificial silk, mixed silk, silk or mixed silk velvet, silk or mixed silk brocade : (α) Worked on visible iron or metal frames (β) Other	Per 100 kg. 900.— 1.100.— 1.500.— 2.200.— 2.700.—

FINAL PROTOCOL.

On signing this day the Additional Agreement to the Commercial Convention concluded on February 8, 1922, at Budapest, between the Kingdom of Hungary and the Republic of Austria, the undersigned Plenipotentiaries have agreed on the following provisions :

I. HUNGARIAN AND AUSTRIAN CUSTOMS TARIFFS.

Printed matter of the Austrian Postal Savings Bank, namely deposit receipts, cheque books, cheque statements, payment and credit advices, on importation into Hungary, and similar printed matter of the Royal Hungarian Postal Savings Bank on importation into Austria, shall be admitted free of duty.

Ad No. 87 of the Austrian and No. 131 of the Hungarian Customs tariffs :

In the wine trade, geographical appellations based on the name of a locality situated in the territory of the Contracting Parties may, when such appellations are protected by the autonomous legislation of the State in which the place of origin is situated, be used only to indicate the origin of wine.

The Contracting Parties shall notify one another of the autonomous regulations for protecting appellations of origin referred to in the preceding paragraph. When this has been done the Parties shall take such steps as their internal legislation permits to prevent as far as possible any abuse of the said appellations of origin.

II. THE AUSTRIAN CUSTOMS TARIFF.

Ad Nos. 5 and 40 (a) 1 :

Trade in paprika beans and ground paprika in the Republic of Austria shall be subject to the following provisions :

(i) Appellations of paprika beans or ground paprika indicating that they come from Hungary or from a place or district in Hungarian territory shall never be regarded

jamais considérées comme des appellations indiquant l'espèce ou la qualité. De telles appellations ne pourront, par conséquent, être employées que pour indiquer l'origine des cosses de paprica ou du paprica moulu qui ont été produits sur le territoire (territoire de l'Etat, région, localité) désigné par cette appellation.

2° Il est également interdit d'employer une telle appellation (N° 1) pour du paprica moulu produit ailleurs, même si ladite appellation est accompagnée soit d'une mention indiquant l'origine véritable, soit des mots « classe », « type », « espèce », soit d'une autre expression analogue quelconque.

3° L'usage d'une appellation (N° 1) signalant l'origine hongroise est également interdit si le paprica moulu ainsi désigné est un mélange de paprica d'origine hongroise et de paprica d'une autre origine, quelles que soient les proportions du mélange.

Ad N° 40 a) 1° :

Cosses de paprica séchées : Le Gouvernement autrichien s'engage, pour la durée de l'accord, à appliquer aux cosses de paprica séchées du N° 40 a/1 un droit de douane qui ne sera pas inférieur à 10 couronnes-or par 100 kg.

Ad N° 91 :

Eaux minérales : Sont reconnues comme eaux médicinales naturelles visées au N° 91 a) :

L'eau Ferenc József (Balatonfüred), les eaux purgatives Herkules, Hunyadi János, Kossuth Lajos, Loser János et Maria (Budapest-Budaörs) ; les sources d'eau purgative d'Apenta, Ferenc József et Rákóczy (Budapest-Kelenföld) ; l'eau purgative d'Igmánd (Igmánd) ; l'eau purgative Mira (Jászkarajenő), l'eau médicinale de Kékkut (Kékkut) ; la source Agnès de Moha (Moha) ; l'eau médicinale de Parád (Parád).

Sont reconnues comme eaux de table naturelles visées au N° 91 b) :

L'eau Kristály de Saint-Lucas-les-Bains ; l'eau Palatinus de la source de l'île Sainte-Marguerite ; l'eau de Hongrie et de Harmat des sources de la capitale de Budapest.

Le gouvernement royal hongrois se réserve de demander au gouvernement autrichien de compléter les présentes listes en y ajoutant d'autres eaux minérales.

Ad Nos 52 a) et 55 c) :

Il est entendu que le contingent numérique des bovidés de boucherie est indépendant du poids par unité des bovidés importés, mais que le contingent numérique des porcs est, par contre, fondé sur un poids moyen de 73 kg. par unité.

Ad N° 93 :

Articles de boulangerie :

1° *Ad N° 93 a) et b) :*

Ces droits resteront en vigueur aussi longtemps que le droit de douane sur le froment ne sera pas supérieur à 6 couronnes-or par 100 kg. Si le droit de douane sur le froment est porté à plus de 6 couronnes-or, sans toutefois dépasser 10 couronnes-or, les droits sus-mentionnés seront portés :

Pour 1°, à 63 couronnes-or.

Pour 2°, à 76,50 couronnes-or.

Pour 3°, à 85,50 couronnes-or.

Ces derniers droits, au cas où le droit de douane sur le froment serait porté à plus de 10 couronnes-or, sans toutefois dépasser 12 couronnes-or, seront relevés comme suit :

Pour 1°, à 66 couronnes-or.

Pour 2°, à 78 couronnes-or.

Pour 3°, à 87 couronnes-or.

as indications of the kind or quality. Such appellations may therefore only be used to indicate the origin of paprika beans or ground paprika produced in the area (State, district, locality) described by such appellation.

(2) The use of such an appellation (point 1) for ground paprika produced elsewhere shall not be permitted even when such appellation is accompanied either by a statement showing the real origin or by the words " quality ", " type ", " kind " or by any other similar expression whatsoever.

(3) The use of an appellation (point 1) indicating Hungarian origin shall not be permitted even when the ground paprika thus described is a mixture of paprika of Hungarian with paprika of other origin, whatever be the proportions of the mixture.

Ad No. 40 (a) 1 :

Dried paprika beans : The Austrian Government undertakes during the validity of the agreement not to apply a lower Customs duty than 10 gold kronen per 100 kg. for dried paprika beans (No. 40 (a) 1 in the tariff).

Ad No. 91 :

Mineral Waters : The following are recognised as natural medicinal waters (No. 91 (a) in the tariff) :

Ferenc József water (Balatonfüred) ; Herkules, Hunyadi János, Kossuth Lajos-, Loser János, and Mária cathartic waters (Budapest-Budaörs) ; Apenta cathartic spring, Ferenc József-, Rákóczy cathartic waters (Budapest-Kelenföld) ; Igmánd cathartic water (Igmánd) ; Mira cathartic water (Jászkarajenő) ; Kékkut medicinal water (Kékkut) ; Agnes of Moha spring (Moha) ; Parád medicinal water (Parád).

The following are recognised as natural table waters (No. 91 (b) in the Tariff) :

Kristály water from Sankt-Lukas-Bad, Palatinus water from Sankt-Margarete's Island spring, Hungaria and Harmat water from the Budapest metropolitan springs.

The Royal Hungarian Government reserves the right to negotiate with the Austrian Government with a view to adding other mineral waters to the foregoing lists.

Ad Nos. 52 (a) and 55 (c) :

It is understood that the numerical quota of cattle for slaughter is independent of the individual weight of the animals imported, but that the numerical quota for pigs is based on an average weight per head of 73 kg.

Ad No. 93 :

Bakers' wares :

1. *Ad No. 93 (a) and (b) :*

These duties shall remain in force as long as the Customs duty on wheat does not exceed 6 gold Crowns per 100 kg. Should the Customs duty on wheat be raised to more than 6 but not to more than 10 gold Crowns the above-mentioned duties shall be increased :

In the case of (1) to 63 gold Crowns.

In the case of (2) to 76.50 gold Crowns.

In the case of (3) to 85.50 gold Crowns.

In case the Customs duty on wheat is raised to more than 10 but not more than 12 gold Crowns, the above duties shall be increased as follows :

In the case of (1) to 66 gold Crowns.

In the case of (2) to 78 gold Crowns.

In the case of (3) to 87 gold Crowns.

Et si le droit de douane sur le froment est porté à plus de 12 couronnes-or :

Pour 1^o, à 68 couronnes-or.

Pour 2^o, à 79 couronnes-or.

Pour 3^o, à 88 couronnes-or.

Le droit de douane de 86,50 couronnes-or (pour 4^o) sera porté à 88 couronnes-or dès que le droit de douane sur le froment dépassera 6 couronnes-or.

2^o Les « cakes » sont des pâtisseries découpées à l'emporte-pièce et faites d'une pâte passée au rouleau et composée exclusivement de farine, de graisse, de sucre, de lait et d'œufs ; ils sont compacts, sans pores, et friables. Ces articles sont soit simplement mis en vrac dans des caisses ou des boîtes, soit emballés dans des rouleaux de papier, dans du papier parcheminé, des feuilles de cellophane ou des étuis de carton, ornés de vignettes ou de rubans.

Il est permis d'y ajouter de la vanilline, de la poudre de cacao (5 %), de l'essence de citron ou d'autres substances aromatiques.

Rentrent dans la catégorie des gaufres les articles de boulangerie analogues, d'une forme quelconque (petites cruches, bouteilles, poissons, cigares, etc.) qui sont appelés dans le commerce des « 140 ».

Ad N° 97 b) :

Saucisses de viande, fines : Il est entendu que toute réduction plus étendue des droits de douane pour les saucisses de viande, composées entièrement ou en majeure partie de viande de bœuf, bouillie, que l'Autriche pourrait accorder à un Etat tiers, sera également appliquée aux saucisses genre salamis mentionnées à l'annexe A.

Ad N° 98 a) et b) :

Fromages : Il est entendu que toute réduction de droits qui pourrait être accordée par l'Autriche à un Etat tiers pour une sorte quelconque de fromage, s'appliquera également aux sortes de fromages similaires d'origine hongroise.

Ad N° 104 :

Cakes et gaufres (voir la définition au N° 93), fourrés, colorés par une faible addition de cacao.

On entend par « faible addition de cacao » une addition de 5 % au plus.

Ad N° 107 c) :

Seront également considérés comme conserves de tomate les récipients hermétiquement fermés contenant du « letscho », c'est-à-dire une salade de tomates, d'oignons et de paprica.

Ad N° 107 g) :

On entend par conserves de viande ordinaires : les Székelygulyás, les « pörkölt » de porc, de veau et de mouton ; la viande hachée, la soupe de poissons avec sauce « pörkölt », le paprica farci et les choux farcis, le gibier, le mou mariné, etc.

Ad Remarque au N° 160 :

Lieuses : Les lieuses ne seront pas assujetties, en Autriche, à un droit de douane plus élevé que celui qui est prévu par le tarif douanier hongrois pour les lieuses au N° 567 a.

Ad N° 189 a) :

Sous ce numéro rentrent les plaques à polir en feutre épais massif, en poils d'animaux grossiers, à condition que leur diamètre soit de 200 mm. au minimum et leur épaisseur de 25 mm. au moins.

Ad N° 220 a) 1^o :

Chapeaux d'hommes et de garçons, en paille, non garnis :

Le droit conventionnel des chapeaux d'hommes et de garçons, en paille, non garnis, sera également appliqué aux chapeaux garnis seulement d'un cordon de paille.

And if the Customs duty on wheat is increased above 12 gold Crowns :

In the case of (1) to 68 gold Crowns.

In the case of (2) to 79 gold Crowns.

In the case of (3) to 88 gold Crowns.

The Customs duty of 86.50 gold Crowns (in the case of (4)) shall be raised to 88 gold Crowns as soon as the Customs duty on wheat amounts to more than 6 gold Crowns.

20 "Cakes" are small bakers' wares cut out of a rolled paste consisting solely of flour, fat, sugar, eggs and milk ; they are compact and non-porous in consistency and crumbly. They are packed either loose in cases or boxes or in paper bags or grease-proof wrapping paper, or in "cellophane" paper and outer cardboard boxes pasted down with vignettes or ribbons.

An admixture of vanilla, cocoa powder (5 %), oil of lemon or other flavourings is also permitted.

The term "wafers" includes all bakers' wares similar to wafers in any form (small jugs, bottles, fishes, cigars, etc.) normally termed in the trade "No. 140 wares".

Ad No. 97 (b) :

Fine meat sausages : It is understood that any further reduction in the duty on cooked meat sausages, made entirely or chiefly of beef, granted by Austria to a third State shall also apply to the sausages of the salami quality mentioned in Annex A.

Ad No. 98 (a) and (b) :

Cheese : It is understood that any reduction in duty which Austria may grant to a third country for cheese of any kind shall also apply to similar kinds of cheese of Hungarian origin.

Ad No. 104 :

Cakes and wafers (Cf. for definition No. 93) with the filling coloured brown with a small admixture of cocoa :

A small admixture of cocoa is held to mean a quantity not exceeding 5 %.

Ad No. 107 (c) :

Air-tight containers with so-called "letscho", that is a salad of tomatoes, onions and paprika, shall also be regarded as tinned tomatoes.

Ad No. 107 (g) :

Ordinary meat preserves are held to mean Székelygulyás, Pörkölt of pork, veal or mutton, mince meat (hash), fish soup and pörkölt sauce, stuffed paprika and stuffed cabbage, game, pickled lights, etc.

Ad note to No. 160 :

Sheaf-binders : No higher rate of duty shall be applied in Austria to sheaf-binders than the duty applied to such binders in No. 567 (a) of the Hungarian Customs tariff.

Ad 189 (a) :

This number includes polishing discs made of thick felt, heavy and coarse-haired, of 200 mm. minimum diameter and 25 mm. minimum thickness.

Ad No. 220 (a) (1) :

Untrimmed straw hats for men and boys : Hats trimmed merely with a straw band shall be dutiable under this Agreement at the same rates as untrimmed straw hats for men and boys.

Ad N° 231 :

Dans cette catégorie ne rentrent pas les tapis de pied et les nattes en fibre de coco.

Ad N° ex-295 b) :

Echalas non sciés : Par échalas, pour lesquels la franchise douanière a été convenue, on entend les échalas qu'on obtient en coupant des rejets ou en fendant, en charpentant ou en coupant des arbres de haute tige.

Ad N° 301 B, c/1 :

Meubles pour chambres à coucher :

1. a) Par meubles pour chambres à coucher, on entend les armoires, les tables de nuit, les psychés, les tables de toilette, même avec tiroirs, ainsi que les lits.

b) Les meubles ajustés pour chambres à coucher sont des meubles en bois de hêtre massif dans lesquels, lorsqu'il s'agit d'armoires, les portes et même les parties latérales et, lorsqu'il s'agit de lits, la tête ou le pied, consistent en panneaux qui sont fixés dans le cadre de hêtre de telle manière que le cadre, des deux côtés, est entièrement visible à l'extérieur et se trouve en relief par rapport aux panneaux.

c) Dans la catégorie des meubles mi-massifs rentrent les meubles en bois de hêtre massif dont les portes, à l'extérieur ou des deux côtés, sont recouvertes, en totalité, de feuilles de placage superposées, de sorte que le cadre en bois de hêtre ou en bois tendre n'est pas visible, ou dont les portes sont massives, c'est-à-dire fabriquées, sans cadre, de feuilles plaquées ou de feuilles de bois massives, alors que toutes les autres parties sont conformes à la description sous b).

d) Les meubles pour chambres à coucher « imitation de massif » sont des meubles dans lesquels les cadres en bois de hêtre des parties latérales, lorsqu'il s'agit d'armoires, et de la tête et du pied, lorsqu'il s'agit de lits, sont entièrement recouverts à l'extérieur de feuilles de placage superposées. Les portes sont travaillées comme celles des meubles mi-massifs.

e) Les meubles pour chambres à coucher en bois de hêtre massif peuvent avoir des fonds, des compartiments, des côtés de lits, des dessus, des tiroirs, des parties intérieures de bois tendre, même plaqués ou fabriqués de feuilles de placage superposées. Le placage, pour autant qu'il est autorisé, peut consister en bois ordinaires ou en bois fins.

2° Il est entendu que les droits conventionnels fixés pour les meubles de chambres à coucher ne s'appliquent aux parties de meubles importés que s'il s'agit de pièces de rechange.

Ad N° 555 :

Son, déchets de riz, etc. : Il est entendu qu'on considérera comme farines fourragères de couleur plus foncée que le type dont conviendront les deux parties et qu'elles feront parvenir au bureau de douane et qu'on admettra au régime du N° 555, les farines de froment et de seigle.

III. TARIF DOUANIER HONGROIS.

1. Arrangements complémentaires relatifs à certains numéros du tarif.

Ad N° 23 :

Fromage : Il est entendu que toute réduction de droits que pourrait accorder la Hongrie à un Etat tiers pour une sorte quelconque de fromage s'appliquera également aux sortes de fromage analogues de provenance autrichienne.

Ad N° 257 :

Acide tartrique : Le Gouvernement royal hongrois n'introduira, pendant la durée du présent accord, aucune prohibition ni aucune taxe d'exportation sur la lie de vin et le tartre brut.

Ad No. 231 :

This number does not include floor rugs and mats made of coconut fibre.

Ad ex 295 (b) :

Vine stakes unsawn : The vine stakes which it is agreed to exempt from duty are the stakes produced by cutting shoots or by splitting, cutting and trimming trunk-wood.

Ad 301 B (c) (1) :

Bedroom furniture :

1. (a) Bedroom furniture means chests, night-tables, mirrors, wash-stands, also with drawers, and beds.

(b) Split-wood furniture means furniture made of solid beechwood, of which the doors or even the sides, in the case of chests, and the head and foot in the case of beds, consist of veneer panels fixed in a beech frame in such a way that both the frame is visible on both sides, in its entirety on the outside and projects beyond the panels.

(c) The category of semi-solid bedroom furniture includes solid beechwood furniture, in which the outside or both sides of the doors are entirely covered with veneered plywood in such a way that the frame of beech or soft wood is invisible, or in which the doors are solid, *i.e.* manufactured without a frame with veneered leaves or of solid wood, while the other parts correspond to the description given in (b).

(d) Imitation solid bedroom furniture means furniture in which the beechwood frames of the sides in the case of wardrobes and of the head and foot in the case of beds, are entirely covered on the outside with veneered plywood. The doors are of the same type as the doors of semi-solid bedroom furniture.

(e) Bedroom furniture of solid beech may have bottoms, shelves, sides (beds), tops, drawers and internal fittings of soft wood, also veneered or made of plywood. The veneer may, if this is authorised, consist of common or fine timber.

2. It is understood that the conventional rates for bedroom furniture shall only apply in the case of the import of furniture parts if the latter are for replacement purposes.

Ad No. 555 :

Bran, ricewaste, etc. : It is understood that feeding-flour, darker in colour than the types — to be agreed upon and to be communicated to the Customs Houses — which will benefit by the treatment accorded under No. 555 will include flour of this kind from wheat and rye.

III. HUNGARIAN CUSTOMS TARIFF.

1. Supplementary Agreements in respect of individual Tariff items.

Ad No. 23 :

Cheese : It is understood that any reduction in duty which Hungary may hereafter grant to any third country in respect of cheese of any kind also apply to similar kinds of cheese of Austrian origin.

Ad No. 257 :

Tartaric acid : For the duration of the present Agreement, the Royal Hungarian Government will not introduce an export prohibition or duty for wine- lees or raw tartar.

Ad N° 727 :

Acier pour outils et acier fin : Tant que le Gouvernement royal hongrois maintiendra l'ordonnance actuellement en vigueur aux termes de laquelle l'acier fin pour outils et l'acier fin, en plaques ou platines, doivent suivre le régime du N° 725, il est entendu qu'on appliquera, au lieu des taux convenus pour les N° 727 a) 3, b) 3 et c) 3, les surtaxes suivantes aux taux du N° 725.

Pour les N°s	727 a)	3°	6 couronnes-or	par 100 kg.
»	»	727 b)	3° 10	» 100 »
»	»	727 c)	3° 18	» 100 »

2. Explications au sujet de certains numéros du tarif.

Ad N° 134 :

Eaux minérales : Ont droit présentement au traitement contractuel, les eaux ci-dessous désignées de sources autrichiennes : Thalheimer Schlossbrunnen, Preblauer Sauerbrunnen, Deutsch-Kreutzer, Gleichenberger (Source Constantin, Source Emma, Johannisbrunnen), Source Paula de Sulz, Tatzmannsdorfer Haller Jodwasser (source Tassilo), eau thermale de Bad Gastein. Le Gouvernement autrichien se réserve de demander au Gouvernement royal hongrois de compléter la présente liste en y ajoutant d'autres eaux minérales.

Ad N° 277 :

Bicarbonate de soude : Le bicarbonate de soude, techniquement pur, acquitte les droits de ce numéro. Le bicarbonate de soude en fûts ou en grandes caisses, sans emballage intérieur, n'est pas considéré comme du bicarbonate de soude chimiquement pur.

Ad N° 287 a) :

Le Gouvernement royal hongrois déclare qu'en cas de suspension de la franchise douanière pour le silicate de potassium solide au cours d'un délai de trois ans, à compter de l'entrée en vigueur du présent accord, il ne sera pas perçu de droit supérieur à 6 couronnes-or par 100 kg., aussi longtemps que le droit autrichien pour le silicate de potassium solide ne dépassera pas ce montant.

Ad N° 358 c) :

Bougies de composition paraffinée : Dans cette catégorie rentrent également les bougies de composition paraffinée contenant 5 % au plus de cire naturelle.

Ad N° 414 m) :

Couleurs minérales clarifiées avec addition de plus de 5 % de matières clarifiantes : Dans cette catégorie rentrent également les couleurs pigmentées qu'on obtient en précipitant un colorant (d'origine animale, végétale, ou dérivé du goudron de houille) soluble dans l'eau, sur une substance minérale (craie ou baryte) et en le fixant par une réaction chimique, de telle sorte que le produit obtenu soit un colorant solide insoluble. Ces couleurs pigmentées sont sèches et se trouvent généralement dans le commerce sous forme de poudres.

Ad N° 458 c) :

Médicaments chimiquement homogènes conditionnés en tablettes : Sont reconnus, à l'heure actuelle, comme médicaments chimiquement homogènes, de provenance autrichienne, les préparations suivantes : argoproton, calcihyd, diphasol, théocal, honthin, altannol, antoxurin, calcium, chloro-acéticum, dichloren, jodhexarin, osmon, stryphonon.

Ad N° 458 d) :

Médicaments préparés : Les taux contractuels du tarif ne s'appliquent qu'à des médicaments préparés et à des spécialités d'origine autrichienne qui sont enregistrés et peuvent être mis dans le commerce en Hongrie, conformément aux prescriptions législatives en vigueur.

Ad No. 727 :

Steel for tools and fine steel : So long as the Royal Hungarian Government maintains the regulation at present in force, whereby steel for tools and fine steel in slabs or rough bars are dutiable under No. 725, the following surtaxes in the duties on No. 725 will be applied in lieu of the duties agreed upon in respect of Nos. 727 (a) (3), (b) (3) and (c) (3) :

No. 727 (a) (3)	6 gold Crowns per 100 kg.
" 727 (b) (3)	10 " " " 100 "
" 727 (c) (3)	18 " " " 100 "

2. Observations concerning individual Tariff Numbers.

Ad No. 134 :

Mineral waters : The following waters from Austrian springs are entitled to the treatment accorded by the Agreement : Thalheimer Schlossbrunnen, Preblauer Sauerbrunnen, Deutsch-Kreutzer, Gleichenberger (Konstantinquelle, Emmaquelle, Johannisbrunnen), Sulzer Paulaquelle, Tatzmannsdorfer, Haller Jodwasser (Tassiloquelle), Badgasteiner Thermalwasser. The Austrian Government reserves the right to negotiate with the Royal Hungarian Government with a view to adding other mineral waters to the foregoing list.

Ad No. 277 :

Bicarbonate of soda, if chemically pure, shall be taxed according to this tariff number. Bicarbonate of soda in casks or large cases without inner packing shall not be considered as chemically pure bicarbonate of soda.

Ad No. 287 (a) :

The Royal Hungarian Government declares that, should the Customs exemption for solid silicate of potassium be suspended during a period of three years from the entry into force of the present Agreement, no higher rate than 6 gold Crowns per 100 kg. shall be levied so long as the Austrian duty on solid silicate of potassium does not exceed the said amount.

Ad No. 358 (c) :

Candles of paraffin-wax composition : These also include candles of paraffin-wax composition containing not more than 5% of natural wax.

Ad No. 414 (m) :

Earth colours, improved by addition of more than 5% of other materials : This item includes pigments prepared by precipitating a colouring matter which is soluble in water (of animal or vegetable origin or from coal-tar) on a mineral bed (chalk or baryta) and fixing it by a chemical reaction so that the final product yields an insoluble solid colour. These pigments are dry and are usually placed on the market in the form of powder.

Ad No. 458 (c) :

Chemically homogeneous medicaments, prepared in tablets : The following preparations are at present recognised as chemically homogeneous medicinal compounds of Austrian origin : argoproton, calcihyd, diphazol, theocal, honthin, altannol, antoxurin, calcium chloro-aceticum, dichloren, iodhexarin, osmon, stryphnon.

Ad No. 458 (d) :

Prepared medicines : The contractual duties apply solely to prepared medicines and specialities of Austrian origin, which are notified (registered) and admitted for purposes of sale in Hungary in conformity with the statutory regulations.

Ad N° 489 :

Boîtes en bois servant à l'emballage : Il n'est pas tenu compte, dans le dédouanement, des raisons sociales, marques de fabrique, marques commerciales, etc., en couleur, pyrogravées ou estampées, même pourvues d'ornements.

Ad N° 495 :

Autres cartons : Le carton à la cuve est préparé de la façon suivante : l'ouvrier prend des couches de pâte (qui doivent toujours être monochromes, brunes, blanches ou grises) de l'épaisseur voulue, les fait couler sur le cylindre ou les enroule autour de celui-ci et découpe et enlève à la main les feuilles ainsi pressées, sans faire passer le carton sur une calandre sèche adjacente. Le carton à la cuve préparé de cette manière a, en tout cas, des bords irréguliers et n'est jamais coupé des quatre côtés.

L'expression « carton à la machine » est le terme générique employé pour désigner du carton fabriqué en une série d'opérations ininterrompues, sous forme de rubans sans fin et placé immédiatement sur une calandre sèche adjacente, pour être ensuite mis en rouleau ou découpé en feuilles. Toutes les qualités comprises sous le terme générique de « carton à la machine » sont reconnaissables au fait que leurs bords, qu'il s'agisse de carton en rouleaux ou en feuilles, sont rognés, c'est-à-dire ne présentent jamais d'irrégularités comme le carton à la cuve.

L'expression « carton à la machine » comprend les qualités suivantes, en usage dans le commerce ;

a) Carton à la machine, c'est-à-dire carton composé d'une seule couche de pâte, blanche, brune ou grise ;

b) Carton teinté dans la pâte, de toutes couleurs, à l'exception des couleurs brune, blanche et grise ;

c) Carton duplex, c'est-à-dire carton formé de deux couches de couleurs différentes.

d) Carton triplex, c'est-à-dire formé de trois couches dont la couche interne est d'une couleur différente de celle des couches externes ; les deux couches externes peuvent être de même couleur ou de couleurs différentes.

Toutes ces qualités peuvent être non satinées ou satinées.

Ad N° 496 b) et 499 :

Papier de soie (pour chapeaux) : Le papier de soie (pour chapeaux) est glacé d'un seul côté, non blanchi (de couleur variant du jaunâtre au brun, non coloré, de pâte grossière, et laiteux par transparence.

Ad N° 497 a) :

Le Gouvernement royal hongrois déclare que le papier d'imprimerie en rouleaux pour la fabrication de journaux sur des rotatives (N° 497 a) ne sera pas assujéti pendant la durée du présent accord à des droits supérieurs à 0,60 couronnes-or par 100 kg.

Ad N° 516 :

Papier à lettre : Il ne sera pas tenu compte pour le dédouanement, des fermoirs, coins, boutons, glands, même combinés avec des fils métalliques, ni des ouvertures avec douilles, des ficelles, cordons, rubans et autres articles qui servent au conditionnement du papier à lettre, des cartes-lettres, des enveloppes et des emballages de papier à lettre et, en ce qui concerne ces derniers, à en faciliter la manutention.

Ad N° 526 :

Pour les buvards et les sous-mains, on ne tiendra aucun compte des fermoirs et des garnitures de métaux non précieux si ceux-ci ne confèrent pas aux articles le caractère d'un objet d'art.

Pour ce qui est des albums, on ne tiendra pas non plus compte des cordons et rubans qui sont nécessaires pour le conditionnement et l'usage de ces articles.

Ad No. 489 :

Wooden boxes for packing purposes : The Customs Authorities will disregard, in the assessment of duty, any coloured, burnt in or stamped trade marks, descriptions, etc., whether decorated or not.

Ad No. 495 :

Other pasteboard : Hand-made pasteboard is prepared by the worker slipping or rolling the layers of pulp of the required thickness (which must invariably be of one colour, viz. brown or white, or gray) on the cylinder and cutting off and removing by hand the sheets thus couched (pressed) together without passing the pasteboard on to an attached dry calender. Hand-made pasteboard prepared in this way invariably has a rough edge and is never cut on all four sides.

Machine-made pasteboard is a generic term for pasteboard which as prepared by a single process by a continuous pulp feed, direct on to an attached dry calender and is then left in rolls or cut into sheets. All kinds of pasteboard coming under the definition of " machine-made " are recognisable by the fact that the edges of the board, whether in the roll or in sheets, are always cut, *i. e.* they are never rough as in the case of hand-made pasteboard.

The term " machine-made pasteboard " includes the following kinds in use in the trade :

- (a) Machine-made pasteboard, *i. e.* pasteboard consisting of a single layer of pulp, white, brown or gray ;
- (b) Cardboard dyed in the pulp in all colours, but not in white, brown or gray ;
- (c) Duplex cardboard, *i. e.* cardboard prepared in two layers of different colours ;
- (d) Triplex cardboard, *i. e.* cardboard prepared in three layers, the inner layer being of a different colour from the outside layers ; the two outside layers may be either identical or different in colour.

All the foregoing kinds may be either glazed or not.

Ad Nos. 496 (b) and 499 :

Hat packing paper : Hat packing paper is smoothed on one side only, unbleached (yellowish to brown), not dyed, of coarse pulp, fairly opaque.

Ad No. 497 (a) :

The Royal Hungarian Government declares that printing paper in rolls for the production of newspapers on rotary printing machines (No. 497 (a)) shall not during the validity of this Agreement pay a higher rate of duty than .60 gold Crowns per 100 kg.

Ad No. 516 :

Letter paper (writing paper) : The Customs Authorities will disregard, in the assessment of duty, clips, corners, fasteners, tags even composed of wire thread, holes with eyelets, twine, bands, ribbons, etc., used for tying up note-paper, letter cards, envelopes, and packages of note-paper; and in the latter case for facilitating their handling.

Ad No. 526 :

In the case of writing cases, and blotters for writing-desks, the Customs Authorities will disregard in the assessment of duty locks and ornaments in common metals, provided the latter do not give the goods the character of an artistic product.

The Customs Authorities will disregard in the assessment of duty the bands and ribbons of albums necessary for the packing and use of such articles.

Ad N° 533 :

Livres, revues, etc. : Rentrent également dans cette catégorie les journaux de mode, avec ou sans texte.

Ad N° 585 b) 1 :

Couvertures faites de déchets : Les couvertures faites de déchets sont des couvertures dont la chaîne est en matière textile végétale et la trame en déchets de peu de valeur de filatures de laine, ou en laine artificielle ; ces couvertures ne sont pas blanchies et se reconnaissent, par conséquent, à leur odeur de graisse et à leur toucher gras.

Ad N° 589 a) :

Rentrent sous ce numéro les plaques à polir en feutre épais, massif, en poils d'animaux grossier, à condition que leur diamètre soit de 200 mm. au minimum et leur épaisseur de 25 mm. au moins

Ad N° 612 e) et 614 d) :

Articles à point de filet ou de tricot : Dans cette catégorie rentrent également les articles à point de filet ou de tricot, semi-façonnés, c'est-à-dire les articles façonnés au métier avec coutures aux épaules et aux manches.

En ce qui concerne les articles à point de filet ou de tricot des N°s 612 e) et 614 d), les garnitures nécessaires à l'utilisation de ces articles, telles que les galons, les bordures, les boutonnieres cousues, les boutons, les œillets, les agrafes, les boucles, les bandes de cuir, les tirants simples, les brides, les glands, les anneaux, etc., ainsi que les garnitures accessoires, ne font pas suivre auxdits articles le régime du N° 633. On considère, par exemple, comme garniture accessoire, en ce qui concerne les robes, l'emploi de tissus de toutes sortes ou d'étoffes au point de filet, pour le col et les manchettes ; en ce qui concerne les vêtements de dessous, une garniture de dentelle rapportée ou crochetée d'une largeur ne dépassant pas 2 cm.

Ad N° 622 g) :

Corsets : Les chanteaux accessoires en tissus élastiques ou en tissus élastiques de mercerie n'entrent pas en ligne de compte pour le dédouanement des corsets, sans jarretelles cousues, en mercerie.

Ad N° 631 b) :

Chemises d'hommes : Pour les chemises d'hommes, il n'est pas tenu compte, dans le calcul de la surtaxe, du tissu du plastron, s'il s'agit d'un tissu des N°s 552, 553 et 554. Mais cette disposition ne s'applique pas si le plastron est en l'un des tissus visés au N° 555, à la remarque 2 suivant le N° 558 ou en autres tissus.

Ad N°s 637 et 639 b) :

Chapeaux de dames et de fillettes : Les chapeaux de dames et de fillettes, de forme et de présentation analogues à celles des chapeaux d'hommes et de garçonnets, suivent le régime de ces derniers articles.

Ad N° 639 b) :

Chapeaux de paille pour dames et fillettes, etc. : Par « garniture », on entend la doublure, le cuir à chapeau, le ruban, l'étoffe et le cordon. On ne considère pas comme garniture le galon (ou la soutache) bordant le chapeau.

Ad N° 657 a) :

Bottes à tiges : Le dédouanement du contingent annuel de 4.000 paires s'effectuera aux bureaux des douanes de Bozsok et de Bucsú (comitat de Vas).

Ad N° 726 :

Fer et acier en barres : Dans cette catégorie rentrent également les qualités d'acier cotant au plus 200 d'après le barème de Brünneel.

Ad No. 533 :

Books, newspapers, etc. : This item includes fashion journals with or without printed matter.

Ad No. 585 (b) 1 :

Covers (" Abfalldecken ") : Covers (Abfalldecken) are coverlets with warp of vegetable textile materials and weft of cheap spun wool waste or shoddy ; they are unwashed and are consequently characterised by a greasy smell and are greasy to the touch.

Ad No. 589 (a) :

This tariff number includes polishing discs made of thick heavy felt, of coarse animal hair, of 200 mm. minimum diameter and 25 mm. minimum thickness.

Ad Nos. 612 (e) and 614 (d) :

Knitted wares and hosiery : These items include half-shaped knitted wares and hosiery, *i. e.* wares shaped on the frame with seams at the shoulders and sleeves.

In the case of knitted wares and hosiery coming under Nos. 612 (*e*) and 614 (*d*), these wares are not dutiable under No. 633 by reason of being combined with requisites essential for their use, such as ribbon edging (binding), trimmings, stitched button-holes, buttons, loops, hooks, buckles, strips of leather, simple running-strings, cap or bonnet strings, tassels, rings, etc., and non-essential trimmings. For example, in outer garments, the use of any kind of textile fabrics or knitted materials for collars or cuffs, and in underwear lace trimmings sewn on or crocheted on, and not more than 2 cm. in width, will be regarded as non-essential.

Ad No. 622 (g) :

Corsets : The Customs Authorities will disregard, for revenue purposes, non-essential gussets of elastic textile materials or elastic small wares in the case of corsets without sewn-on suspenders classified under small wares.

Ad No. 631 (b) :

Men's shirts : In calculating the surtax on men's shirts, the fabric of the front will be disregarded, if the fabric comes under No. 552, No. 553 or No. 554. The foregoing stipulation does not, however, apply to shirts having fronts manufactured from fabrics coming under No. 555, Note 2 to No. 558, or other fabrics.

Ad No. 637 and 639 (b) :

Women's and girls' hats : Women's and girls' hats shaped and made up like men's and boys' hats will be dutiable like the latter.

Ad No. 639 (b) :

Hats of straw, etc. for women and girls : The term " trimmed " is held to mean made up with a lining, leather hat-band, ribbon, stuff, string. Merely binding the brim with ribbon (or braid) shall not be regarded as " trimming ".

Ad No. 657 (a) :

Top boots : The annual contingent of 4,000 pairs will be cleared through the Customs Houses at Bozsok and Bucsú (County of Vas).

Ad No. 726 :

Iron and steel bars : This item includes all kinds of steel not exceeding 200 by the Brunel scale.

Ad N° 727 :

Acier pour outils et acier fin : L'acier de charpente, même avec teneur en chrome de 1%, suivra le régime du N° 727 a).

Ad N° 728 a) :

Fil de fer et d'acier d'une épaisseur de 6 mm. au plus, étiré, mais non autrement travaillé : Dans cette catégorie rentrent également les fils rougis.

Ad N° 738 b) :

Essieux pour véhicules routiers : Les boîtes à essieux séparées sans godets à huile et sans filets, mais avec rainures de graissage, en fonte malléable ou fonte grise, ainsi que les boîtes estampées ou étirées, les moyeux en fonte malléable, et les moyeux forgés, estampés ou étirés, suivent le régime du N° 738 b) 1.

Les boîtes à essieux séparées, en fonte grise avec godets à huile et filets, les chapeaux, les enveloppes et les écrous en métaux ou en fonte malléable, suivent le régime du N° 738 b) 2 β.

Ad N° 773 h) 6 :

Fourneaux à pétrole, à alcool et appareils à souder : Il n'est pas tenu compte, dans le dédouanement, des joints en cuir ou en caoutchouc.

Ad N° 773 h) 5 et N° 774 c) 2 :

Articles et ustensiles de table et de ménage argentés, en cuivre et alliages de cuivre et en alliages riches en nickel : Sont considérés comme objets d'usage courant devant suivre le régime des présents numéros, et non pas celui du N° 962, les articles suivants : Services à café, à thé et à dîner, plats, casiers à bouteilles et à verres, sucriers, corbeilles à pain, cendriers, briquets de table, bougeoirs, écrans pour lampes et cheminées, pour autant que ces articles ne rentrent pas, en raison de leur présentation, dans la catégorie des objets d'ornement et de luxe.

Ad N° 792 b) 1 α) :

Tringles de rideaux : Dans cette catégorie rentrent également les supports qui servent à monter les tringles et les pommes qui les terminent.

Ad N° 795 c) 5 :

Lampes à bascule, lampes de table, etc., en tôle de laiton : Les lampes faites en un alliage de plomb, d'antimoine et d'étain, suivent également le régime de cette position.

Ad N° 799 d) :

Couteaux ordinaires pour la cuisine et les usages domestiques : Dans cette catégorie rentrent les couteaux à éplucher, les couteaux à découper, les couteaux à salamis et autres couteaux avec un simple manche de bois.

Rabots à choux de Montafon : Dans cette catégorie rentrent les rabots, toujours avec boîte, ayant 53 × 20 cm. et plus.

Ad N° 807 d) 2 :

Autres moteurs à explosion et à combustion : Rentrent également dans cette catégorie les moteurs à deux temps, à essence brute, et les moteurs à essence brute tournant à 500 tours au plus.

Ad N° 836 b) 1 :

Fours à vapeur, etc. : Par machines à pétrir et à mélanger, pétrins mécaniques et machines à encocher, on entend les machines servant à l'industrie de la boulangerie.

Ad No. 727 :

Steel for tools and fine steel : Structural steel containing 1% chromium will be dutiable under No. 727 (a).

Ad No. 728 (a) :

Iron and steel wire, not over 6 mm. thick, drawn, but not further worked : This item includes wire of the kind described, also when annealed.

Ad No. 738 (b) :

Axles for road vehicles : Separately imported axle-boxes, without oil chamber or screw threads, but with oiling duct of soft or gray cast metal, also pressed or drawn boxes, and axle ends of soft casting, also forged, pressed or drawn, will pay duty under No. 738 (b) (1).

Separately imported axle-boxes of gray casting, with oil chambers and screw threads, also caps, casings and nuts of metal or gray casting, will pay duty under No. 738 (b) (2) β .

Ad No. 773 (h) (6) :

Oil and spirit cooking stoves and soldering apparatus : Packing made of leather or rubber, will be disregarded for purposes of Customs revenue.

Ad Nos. 773 (h) (5) and 774 (c) (2) :

Table and household utensils and vessels, silvered, of copper or copper alloys, or of alloys containing a high proportion of nickel : The following goods will be regarded as utensils dutiable under these items instead of under No. 962 : coffee, tea and table services, dishes, bottle and glass, racks, sugar casters, bread baskets, ash-trays, table-lighters, candlesticks, lamps and fire-screens, in so far as they do not come within the category of ornamental and luxury goods by reason of any special ornamentation.

Ad No. 792 (b) (1) α :

Curtain rods (*Karnissen*) : This item includes the brackets and knobs if imported with the rods.

Ad No. 795 (c) (5) :

Tipping lamps, table lamps, etc. of cast brass : Lamps made of an alloy of lead, antimony and tin will be dutiable under this item.

Ad No. 799 (d) :

Ordinary kitchen and household knives : This item includes vegetable knives, carving knives, knives for cutting up salami, etc., with common wooden handles.

Montafon cabbage slicers : this includes slicers of the kind described, but with troughs attached, of the dimensions 53 $\times$ 20 cm. and over.

Ad No. 807 (d) (2) :

Other explosion and combustion engines : This item includes crude oil two-stroke engines and crude oil engines of not more than 500 r. p. m.

Ad No. 836 (b) (1) :

Steam baking ovens, etc. : The description " kneading and mixing machines, moulding and scoring (scallop) machines " applies to machines for the baking industry.

Ad N° 952 b) 1 :

Cannes achevées en bois sans garniture : Les viroles de cannes en métaux non précieux ne seront pas considérées comme des garnitures.

Fait à Vienne, le 30 juin 1931, en double exemplaire en langue hongroise et en langue allemande.

Comte L. AMBRÓZY, *m. p.*

SCHOBER, *m. p.*

ACCORD

ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE ROYAUME DE HONGRIE CONCERNANT LE TRAFIC DES ANIMAUX, DES MATIÈRES PREMIÈRES ET DES PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE (ACCORD RELATIF AUX ÉPIZOOTIES).

Les Hautes Parties contractantes ayant convenu de conclure un nouvel accord relatif aux épizooties, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le trafic des animaux, y compris la volaille, des matières premières d'origine animale et d'objets qui peuvent être porteurs de germes de maladies épizootiques, en provenance des territoires de l'une des Parties contractantes et à destination des territoires de l'autre Partie, pourra être limité à certaines stations d'entrée et soumis dans ces dernières à un contrôle vétérinaire par l'Etat destinataire.

Article 2.

La production d'un certificat d'origine, établi par l'autorité locale, sera exigée dans tous les cas où les animaux et objets mentionnés à l'article premier seront importés du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie, ou en transit à travers ce dernier territoire. Le certificat devra permettre d'établir avec certitude la provenance des animaux et objets en question. Il devra, s'il s'agit d'animaux vivants, contenir leur description exacte et mentionner leurs signes particuliers, ainsi que le lieu de destination. Il devra, en outre, porter l'attestation d'un vétérinaire officiel ou spécialement autorisé à cet effet par les autorités gouvernementales, indiquant l'état de santé des animaux et déclarant qu'il ne régnait dans la localité d'origine, à l'époque de l'expédition, aucune épizootie soumise à la déclaration obligatoire (la tuberculose exceptée), transmissible à l'espèce animale en question.

Si l'on veut exporter des animaux susceptibles de contracter :

- a) La peste bovine ou la péripneumonie épizootique des bovidés ;
- b) La dourine des chevaux, la peste porcine, la pneumo-entérite des porcs ou la clavelée des moutons ;
- c) La fièvre aphteuse.

Il devra être, en outre, attesté que ces épizooties n'ont pas régné dans la localité d'origine ou les communes voisines :

Ad a) pendant les six mois précédents, sauf en ce qui concerne les porcs pour lesquels le délai est ramené à quarante jours ;

Ad b) pendant les quarante derniers jours ;

Ad c) pendant les vingt-et-un derniers jours.

Ad No. 952 (b) (1) :

Finished sticks of wood without ornaments : stick ferrules of base metals shall not be regarded as ornaments.

Done at Vienna, June 30, 1931, in duplicate, in the Hungarian and German languages.

Count L. AMBRÓZY, *m. p.*

SCHOBER, *m. p.*

AGREEMENT

BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE KINGDOM OF HUNGARY CONCERNING TRAFFIC IN ANIMALS AND IN RAW MATERIALS AND PRODUCTS OF ANIMAL ORIGIN (CONVENTION ON EPIZOOTIC DISEASES).

The High Contracting Parties having resolved to conclude a fresh Convention on epizootic diseases, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

Article 1.

Traffic in animals, including poultry, raw materials of animal origin and articles liable to carry infection of epizootic diseases, passing from the territory of one of the Contracting Parties to that of the other, may be restricted to certain stations of entry and there subjected to veterinary inspection by the State into whose territory they are being conveyed.

Article 2.

A certificate of origin issued by the local authorities shall be produced when the animals and articles specified in Article 1 are imported from the territory of one of the two countries into that of the other or pass in transit through that territory. This certificate must enable the origin of the animals and articles to be ascertained with certainty. In cases in which it relates to live animals, it shall give an exact description of the animals and their special distinguishing marks, and state the place of destination. It shall also bear the attestation of a State veterinary officer or of a veterinary surgeon having special Government authority for the purpose to the effect that the said animals are in a healthy condition and, further, that at the time of despatch, the place of origin was free from any notifiable disease communicable to animals of that species, with the exception of tuberculosis.

In the case of the export of animals liable to :

- (a) Cattle plague or pleuro-pneumonia of cattle ;
- (b) Dourine of horses ; Swine fever ; Salmonellosis or sheep-pox ;
- (c) Foot-and-mouth disease.

It must further be certified that both the place of origin and neighbouring communes have been free from these diseases for the following periods :

- As regards (a), for the preceding six months, except that, in the case of pigs, this period shall be reduced to forty days ;
- As regards (b), for the preceding forty days ;
- As regards (c), for the preceding twenty-one days.

Lorsqu'il s'agit d'exporter des animaux susceptibles de contracter l'anémie contagieuse des chevaux, il y a lieu de certifier, en outre, que, d'après les renseignements de l'Administration, cette épizootie n'a régné dans le lieu d'origine ni à l'époque de l'expédition, ni au cours des six mois précédents.

Toutefois, pour le trafic d'animaux destinés à la boucherie et susceptibles de contracter la peste bovine, la péripneumonie des bovidés, la fièvre aphteuse, la clavelée des moutons, la peste porcine, la pneumo-entérite des porcs, ou la dorine des chevaux, l'attestation du vétérinaire officiel se bornera à mentionner que ni dans la localité d'origine, ni dans des communes voisines ne régnait, au moment de l'expédition de ces animaux, l'une de ces épizooties transmissibles à l'espèce animale en question. De même, en ce qui concerne le trafic d'animaux destinés à la boucherie et susceptibles de contracter l'anémie contagieuse des chevaux, l'attestation du vétérinaire se bornera à indiquer que, d'après les renseignements de l'Administration, cette épizootie ne régnait pas dans la localité d'origine au moment de l'expédition.

Il devra être établi des laissez-passer individuels pour les chevaux, les mulets, les ânes et les bovidés. Par contre, des laissez-passer, certificats d'origine et certificats sanitaires collectifs suffiront pour les moutons, les chèvres, les porcs et la volaille.

La durée de validité des certificats est de dix jours. Si ce délai expire au cours du transport, il faudra, pour que les certificats aient une validité supplémentaire de dix jours, que les animaux soient examinés à nouveau par un vétérinaire officiel ou spécialement autorisé à cet effet par les autorités gouvernementales, qui devra consigner sur le certificat le résultat de son examen.

Si les transports ont lieu par chemin de fer ou par bateau, il devra être procédé, avant l'embarquement des animaux, à un examen spécial effectué par un vétérinaire officiel ou spécialement autorisé à cet effet par les autorités gouvernementales, qui consignera sur le certificat le résultat de son examen.

Toutefois, les volailles transportées par chemin de fer ou par bateau ne devront être soumises, avant leur embarquement, à un examen vétérinaire que si les certificats vétérinaires qui les accompagnent ont plus de trois jours de date.

En ce qui concerne la viande, la charcuterie, les conserves de viande, etc., les certificats devront attester que la marchandise en question provient d'animaux reconnus sains par un vétérinaire officiel lors de la visite réglementaire du bétail vif et abattu.

Les transports de suif et de graisse fondus, de laine lavée industriellement et emballée en sacs fermés, de boyaux, gosiers, estomacs et vessies, séchés ou salés, d'onglons et de mufles salés, en caisses, tonneaux ou en autres récipients fermant hermétiquement, de cuirs et de peaux séchés ou salés, de cornes, sabots, onglons et os séchés, seront autorisés sans qu'il soit besoin de produire de certificat d'origine.

Article 3.

Les expéditions non conformes aux dispositions ci-dessus, ainsi que les animaux reconnus atteints ou déclarés suspects de maladie contagieuse par le vétérinaire du poste frontière et, enfin, les animaux transportés ou ayant eu autrement contact avec des animaux malades ou suspects, pourront être refoulés à la gare d'entrée. Le vétérinaire du poste frontière indiquera le motif du refoulement sur le certificat et signera sa déclaration.

Le refoulement effectué et les motifs dudit refoulement seront communiqués sans délai et suivant les voies les plus rapides par les autorités douanières de la frontière ou par le vétérinaire du poste frontière en fonction, aux autorités administratives du district frontière de la Partie contractante d'où l'exportation devait avoir lieu.

Si l'une des maladies énumérées ci-dessus n'est constatée dans le pays de destination, chez des animaux importés, qu'après le passage de la frontière, un procès-verbal de constatation sera dressé avec l'assistance d'un vétérinaire officiel et une expédition de ce procès-verbal sera immédiatement transmise à l'autre Partie contractante.

Dans tous les cas prévus au présent article, il y aura lieu d'aviser directement et sans retard le délégué qui pourra désigner nommément l'autre Partie contractante. (Voir article 6.)

In the case of the export of animals liable to contagious anaemia of horses it must be further certified that there was no official knowledge that the place of origin had not been free from this disease either at the time of despatch or within the last six months.

When the animals conveyed are intended for slaughter and are liable to cattle-plague, contagious pleuro-pneumonia of cattle, foot-and-mouth diseases, sheep-pox, infectious pneumo-enteritis of pigs, swine-plague or horse-dourine, the Government veterinary certificate shall, however, merely state that at the time of despatch both the place of origin and the neighbouring communes were free from the above diseases so far as they are communicable to animals of the species in question. The Government veterinary certificate in the case of animals for slaughter which are liable to contagious anaemia of horses shall also merely state that at the time of despatch there was no official knowledge that the place of origin was affected by this disease.

In the case of horses, mules, donkeys and horned cattle, a separate permit shall be issued for each animal ; in the case of sheep, goats, pigs and poultry, collective permits or collective certificates of origin and health shall be allowable.

The period of validity of the certificates shall be ten days. If this period expires during the journey, then, in order that the certificate may be valid for a further ten days, the animals must be re-examined by a State veterinary officer or by a veterinary surgeon having special Government authority for the purpose, and the result shall be noted by him on the certificate.

When animals are conveyed by rail or water, they shall be specially examined before entraining or embarkation by a State veterinary officer or by a veterinary surgeon having special Government authority for the purpose, and the result shall be noted on the certificate.

Poultry conveyed by rail or water shall not, however, require examination by a veterinary surgeon before being loaded on the train or boat unless more than three days have elapsed since the issue of the accompanying veterinary certificates.

Certificates for meat or meat products shall attest that the article to which they relate is derived from animals which were found to be in a healthy condition when inspected in the prescribed manner by an official veterinary surgeon before and after they were slaughtered.

Consignments of melted tallow and fat, factory-washed wool put up in closed sacks, dried or salted entrails, windpipes, stomachs, bladders, or salted feet and snouts packed in closed boxes, casks or other hermetically closing containers, dried or salted skins and hides, dried horns, hoofs, feet and bones, shall be admitted without production of certificates of origin.

Article 3.

Any consignments which do not conform to the above stipulations, as well as any animals which the frontier veterinary officer finds, or suspects, to be suffering from a contagious disease and, further, any animals conveyed along with those suffering, or suspected to be suffering, from disease, or which may in any way have come into contact with such animals, may be refused at the station of entry. The grounds of refusal shall be noted on the certificate by the frontier veterinary officer, who shall sign the statement.

The frontier Customs authorities or the frontier veterinary officer shall, without delay and through the most direct channel, notify the refusal and the reasons therefor to the administrative authorities of the frontier district of the Contracting Party from whose territory the animals were to be exported.

If one of the diseases mentioned above should first be detected among the animals after they have crossed the frontier into the country of destination, an official report of the facts shall be prepared with the assistance of an official veterinary surgeon (Government veterinary surgeon), and a copy thereof transmitted forthwith to the other Contracting Party.

In all the cases mentioned in this Article, immediate notice shall be given direct to such representative of the other Contracting Party (Article 6), as may be specified.

Article 4.

Si la peste bovine se déclare sur le territoire de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie aura le droit de restreindre ou d'interdire, aussi longtemps que persistera le danger de contagion, l'importation de ruminants, de porcs et de matières premières d'origine animale et d'objets pouvant être porteurs de germes.

Article 5.

Si une épizootie assujettie à la déclaration obligatoire a été importée par des animaux transportés du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre, ou si l'une de ces maladies sévit d'une façon menaçante dans le territoire de l'une des Parties, l'autre Partie aura le droit de limiter ou d'interdire, tant que persistera le danger de contagion, l'importation des animaux susceptibles de contracter l'épizootie, ainsi que l'importation des matières premières d'origine animale et des objets qui peuvent être porteurs de germes infectieux, en provenance des régions contaminées ou menacées. Les mêmes mesures pourront être appliquées, en cas de péripneumonie épizootique, à l'importation des bovidés, des parties, matières premières et objets provenant de bovidés et pouvant être porteurs de germes infectieux, et, en cas de dourine, à l'importation des solipèdes, même si ces épizooties ne régissent pas de façon menaçante.

Aucune interdiction à l'importation ne pourra être prise en cas de charbon, de fièvre charbonneuse, de fièvre éruptive des cervidés et bovidés, de rage, de morve, de phlyctène des solipèdes et des bovidés, de gale des solipèdes, des moutons et des chèvres, de rouget des porcs, de choléra des volailles et de peste des poules, ainsi que de tuberculose.

Le présent accord ne porte pas atteinte aux dispositions de la législation sanitaire des Parties contractantes aux termes desquelles, lorsqu'une épizootie se déclare à la frontière ou dans le voisinage de la frontière, la circulation entre les deux districts frontières, ainsi que le transit à travers une région frontière menacée, peuvent, par mesure de défense ou de protection, être soumis à des restrictions ou à des interdictions particulières.

Article 6.

Les Parties contractantes se concèdent réciproquement le droit d'envoyer sans notification préalable, ou même de maintenir en permanence dans l'autre Etat, des délégués chargés de recueillir des renseignements sur l'état sanitaire du cheptel, sur l'organisation des marchés aux bestiaux, des abattoirs, des fermes d'embouche, des fourrières à bestiaux, etc., ainsi que sur l'application des règlements de police vétérinaire existants. Les deux Parties inviteront les autorités à prêter leur appui et à fournir tous renseignements désirables auxdits délégués de l'autre Partie, dès que ceux-ci en feront la demande après avoir justifié de leur qualité.

Article 7.

Chacune des Parties contractantes publiera périodiquement des bulletins bi-mensuels sur la situation des épizooties et les fera parvenir directement à l'autre Partie contractante.

Les autorités se préviendront l'une l'autre, directement et sans délai, des épizooties qui viendraient à éclater dans les circonscriptions administratives de la frontière.

Au cas où la peste bovine, la péripneumonie épizootique des bovidés ou la dourine des chevaux éclaterait sur le territoire de l'une des Parties contractantes, le gouvernement de l'autre Partie devra être mis, directement et par la voie télégraphique, au courant de l'apparition et de la propagation de l'épizootie en question.

Article 4.

In the event of an outbreak of cattle plague in the territory of one of the Contracting Parties, the other Party shall, so long as any danger exists, be entitled to restrict or prohibit the importation of ruminants, pigs, raw materials of animal origin, and any objects likely to carry infection.

Article 5.

If in consequence of the transport of animals, a notifiable epizootic disease should be carried from the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other, or if a dangerous outbreak of such disease should occur in the territory of one of the Parties, the other Party shall, so long as the danger of infection exists, be entitled to restrict or prohibit the importation from the infected or threatened districts of animals liable to such disease and of raw material of animal origin and articles liable to carry infection. Similar action may be taken on the occurrence of pleuro-pneumonia of cattle as regards the importation of horned cattle and of animal parts, raw materials and articles derived from horned cattle which are liable to carry infection ; and on the occurrence of dourine, as regards the importation of animals of the equine species, even though there should be no dangerous outbreak of these diseases.

In the case of anthrax, symptomatic anthrax, haemorrhagic septicaemia of horned cattle and cervidae, rabies, glanders and vesicular exanthem among horses or cattle, mange among horses, sheep and goats, swine erysipelas, chicken cholera, fowl plague and tuberculosis, importation shall not be prohibited.

The present Agreement shall not affect the regulations contained in the anti-epizootic enactments of the Contracting Parties, which provide that when a contagious disease among animals appears at the frontier or in the neighbourhood of the frontier, traffic between the frontier district on both sides and transit through a threatened frontier district may be subjected to special restrictions or prohibitions designed to prevent and arrest the spread of such disease.

Article 6.

Each of the two Contracting Parties grants the other the right to send representatives into its territory, without previous notice, and even to keep them there permanently, for the purpose of procuring information as to health conditions among animals, the organisation of cattle markets and slaughterhouses, fattening establishments, cattle enclosures, etc., and as to the enforcement of the existing veterinary police regulations. The two Contracting Parties shall instruct their authorities to give any desired assistance and information on request to the above-mentioned representatives of the other Party as soon as their status has been established.

Article 7.

Each of the two Contracting Parties shall publish fortnightly a periodical report of the current position in regard to epizootic diseases, and transmit this direct to the other Contracting Party.

The respective authorities shall give each other immediate and direct information as to the appearance of epizootic diseases in the frontier administrative districts.

If cattle plague, pleuro-pneumonia of cattle, or dourine among horses should make its appearance in the territory of one of the Contracting Parties, the Government of the other Party shall be directly informed by telegram both of the appearance and the spread of the disease.

Article 8.

Les wagons et les bateaux (parties de bateaux) ayant servi au transport de solipèdes, d'ongulés ou de volailles, ainsi que le matériel de l'administration des chemins de fer ou des entreprises de transports fluviaux employé à cet usage, devront être nettoyés et désinfectés conformément aux dispositions arrêtées en même temps que le présent accord relatif aux épizooties et annexées audit accord.

Les Parties contractantes conviennent que le nettoyage et la désinfection effectués réglementairement, en conformité du premier alinéa, sur le territoire de l'une des Parties, seront également reconnus comme suffisants par l'autre Partie.

Article 9.

A moins de stipulations contraires énoncées ci-dessous, les dispositions du présent accord s'appliqueront également à la circulation du bétail entre les zones frontières établies dans l'accord relatif à la réglementation de la circulation à la frontière.

1. Le bétail pourra être mené en pâture aux conditions suivantes :

Les propriétaires des troupeaux présenteront au passage de la frontière une liste, dressée par l'autorité locale, des animaux qu'ils désirent mener paître ; cette liste, établie en double expédition, indiquera le nom du propriétaire, l'espèce, le nombre et les signes extérieurs caractéristiques des animaux, et sera vérifiée et contresignée après examen.

L'autorité locale devra attester, et en cas de transit par le territoire d'une autre commune, cette dernière devra également confirmer sur la liste, que, sur le territoire de la commune intéressée, il ne règne aucune épizootie sujette à la déclaration obligatoire et transmissible à l'espèce animale en question.

Toutefois, les listes d'animaux qui doivent rester en pâture plus de sept jours, porteront l'attestation d'un vétérinaire officiel ou spécialement autorisé à cet effet par les autorités gouvernementales, déclarant que les animaux désignés dans la liste ont été examinés et reconnus sains immédiatement avant leur départ pour le pacage et qu'il ne règne aucune épizootie sujette à la déclaration obligatoire et transmissible à l'espèce animale en question dans la commune d'où ces animaux doivent être menés en pâture ; en cas de transit par le territoire d'une autre commune, la liste mentionnera que ladite commune en est également indemne. Lorsque ces animaux reviendront du pacage, le vétérinaire officiel compétent, ou spécialement autorisé à cet effet par les autorités gouvernementales, devra attester qu'il ne règne aucune épizootie sujette à la déclaration obligatoire et transmissible à l'espèce en question, ni dans la commune où les animaux ont été en pacage, ni dans les communes par le territoire desquelles les animaux devront éventuellement passer.

2. La circulation des bêtes de travail (animaux de selle, animaux attelés à la charrue ou à un véhicule), des animaux devant être châtrés, pesés ou conduits au vétérinaire, est autorisée dans les deux sens, sous réserve de l'observation des prescriptions douanières en vigueur, si les animaux sont munis d'un certificat d'origine (laisser-passer pour le bétail) établi par l'autorité locale. Un laisser-passer collectif peut également être établi pour plusieurs animaux de travail. Le laisser-passer doit indiquer l'objet du passage de la frontière et mentionner que les animaux proviennent de la zone frontière en question. En outre, l'autorité locale devra attester sur le laisser-passer qu'aucune épizootie sujette à la déclaration obligatoire, transmissible à l'espèce animale en question, ne règne dans la commune d'origine au moment du passage de la frontière.

3. L'apparition de cas isolés de charbon, de fièvre charbonneuse, de phlyctène, de rouget et d'hydrophobie dans la commune, ne devra pas faire obstacle à la délivrance des attestations en question pour les animaux désignés aux numéros 1 et 2, si ces épizooties ne se déclarent pas dans des fermes dont les animaux entrent en ligne de compte pour le passage de la frontière.

Article 8.

Railway trucks and ships (parts of ships) which have been used for the transport of animals of the equine species, cloven-footed animals or poultry, and the accessory equipment belonging to the railway administrations or shipping concerns, must be cleansed and disinfected, in accordance with the provisions agreed upon at the same time as the present Convention on Epizootic Disease and annexed to the said Convention.

The Contracting Parties agree that cleansing and disinfection duly effected in the territory of one of the Parties in accordance with the first paragraph shall be recognised as adequate by the other Party.

Article 9.

The provisions of this Convention shall apply to the movement of cattle between the frontier zones defined in the Convention regarding the regulation of the frontier traffic, except as otherwise provided hereafter :

1. The passage of cattle going to pasture shall be allowed subject to the following conditions :

The owners or the herds shall, on crossing the frontier, produce for verification (inspection and endorsement) two copies of the list of animals to be driven to pasture, prepared by the local authorities and stating the owner's name and the species of the animals, their number and distinguishing marks.

The local authorities and, if any other commune is crossed, the local authorities of that commune, shall certify on the list that the commune in question is free from any notifiable disease communicable to animals of that particular species.

Lists relating to animals which are to remain at pasture for more than seven days must, however, bear the endorsement of a State veterinary officer or of a veterinary surgeon having special government authority for the purpose, certifying that the animals mentioned in the list were examined immediately before being driven to pasture when they were found to be in a healthy condition, and, further that the commune from which they are to be driven to pasture, and in the event of their passing through some other commune, that commune also, is free from any notifiable disease communicable to animals of that particular species. On the return of these animals from pasture, the competent State veterinary officer, or the veterinary surgeon having special government authority for the purpose, shall certify that the commune in which the animals were at pasture (and, in the event of any other commune being crossed, that commune also) is free from any notifiable disease communicable to animals of that particular species.

2. The passage of animals used for labour (mounts or draught animals harnessed to ploughs or vehicles), animals for gelding or weighing, and those requiring veterinary treatment, shall be allowed in both directions subject to compliance with existing Customs regulations, provided the animals are accompanied by a certificate of origin (animal permit) issued by the local authorities. In the case of a number of animals used for labour, a collective animal permit may be issued. The permit must indicate the reason for crossing the frontier, and state that the animals belong to the frontier zone in question. In addition to this, it must bear the endorsement of the local authorities certifying that the commune of origin is free, at the time when the frontier is crossed, from any notifiable disease communicable to animals of that particular species.

3. The sporadic appearance of anthrax, symptomatic anthrax, vesicular exanthem, swine erysipelas and rabies in the commune shall not prevent the issue of such certificates in respect of the animals referred to in paragraphs 1 and 2 above, provided such diseases do not break out in farms the animals of which are to cross the frontier.

4. Les certificats attestant que le bétail est indemne seront valables trente jours pour le bétail de travail et les animaux mis en pacage, dix jours pour les animaux de trait, les bêtes conduites à la castration, chez le vétérinaire, ou à la pesée, et ils devront être renouvelés à l'expiration de ce délai.

5. Si, pendant la durée du pacage ou du travail, une maladie contagieuse transmissible à l'espèce animale en question atteint une partie du troupeau ou des animaux de travail ou éclate dans la commune où se trouve le pacage ou le terrain ou sur la route que le troupeau ou les animaux de travail doivent emprunter pour regagner la station frontière, le retour des animaux sur le territoire de l'autre Etat sera interdit, sauf au cas où des raisons de force majeure (disette de fourrage, mauvais temps, etc.) exigeraient qu'il fût fait exception à cette règle. Dans des cas de ce genre, le retour des animaux ne pourra s'effectuer que sous réserve de l'observation des mesures de précaution prises d'un commun accord par les autorités compétentes de première instance en vue de prévenir la propagation de l'épizootie.

6. Les animaux désignés sous les numéros 1 et 2 ne seront pas soumis, lors du passage de la frontière, à l'examen du vétérinaire du poste frontière. Toutefois, les animaux devront, afin que leur identité puisse être reconnue, emprunter au retour la station frontière par laquelle ils sont sortis.

7. Les dispositions spéciales qui pourraient être nécessaires au maintien des exploitations agricoles des zones frontières, seront édictées, d'un commun accord, par les autorités centrales compétentes des deux Etats.

8. Au cas où certaines restrictions deviendraient temporairement nécessaires pour des raisons de police vétérinaire, les autorités compétentes des districts frontières, même si ces restrictions tombaient sous le coup du dernier alinéa de l'article 5, prendront, d'un commun accord, les mesures de précaution indispensables.

Article 10.

Les restrictions et interdictions qui existeraient encore au moment de la mise en vigueur du présent accord, et qui seraient incompatibles avec les dispositions qu'il contient, devront être abrogées.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Vienne, le 30 juin 1931, en double expédition, en langue hongroise et en langue allemande.

(L. S.) Comte L. AMBROZY, *m. p.*

(L. S.) SCHÖBER, *m. p.*

ANNEXE A L'ARTICLE 8.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA DÉSINFECTION DES FOURGONS A BESTIAUX ET DES NAVIRES

Les wagons ayant servi au transport de solipèdes, d'ongulés ou de volailles, ainsi que le matériel des administrations de chemins de fer employé à cet usage, devront, avant d'être remis en service, être nettoyés et désinfectés conformément aux prescriptions suivantes :

1^o La désinfection proprement dite des wagons devra toujours être précédée de l'enlèvement des litières, du fumier, des plumes, des restes d'attaches, etc., et d'un net-

4. The period of validity of certificates attesting the absence of disease shall be thirty days in the case of animals used for labour and animals going to pasture, and ten days in the case of draught animals, animals for gelding, animals requiring veterinary treatment or animals for weighing. They must be renewed on the expiration of this period.

5. If, while the animals are out at pasture or at work, a disease communicable to that particular species should break out in part of the herd, or among some of the animals used for labour, or in the commune in which the pasture land or the property is situated, or on the road to be taken by the herd or animals used for labour on their return to the frontier station, they shall not be allowed to return to the territory of the other Party, unless for urgent reasons (lack of forage, bad weather conditions, etc.). In this case the return of the animals may only take place subject to compliance with the precautionary measures which have been agreed to by the competent authorities of first instance with a view to preventing the spread of the disease.

6. The animals mentioned in Nos. 1 and 2 above shall not be subjected to veterinary examination by the frontier authorities on crossing the frontier. The animals shall, however, return through the frontier station by which they entered this country, so as to allow of their being identified.

7. Special measures, which may at any time be necessary to ensure the exploitation of agricultural establishments in the frontier districts, shall be taken by mutual agreement between the competent central authorities of the two States.

8. If veterinary police considerations necessitate certain temporary restrictions, including those contemplated in the last paragraph of Article 5, the competent authorities of the frontier district shall by mutual agreement take the necessary precautionary measures.

Article 10.

Any restrictions and prohibitions which may be in force at the date of the coming into effect of this Convention, and which may be at variance with its provisions, shall be abrogated.

In faith whereof both Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Vienna, in duplicate, in German and Hungarian, June 30, 1931.

(L. S.) Count L. AMBRÓZY, *m. p.*

(L. S.) SCHÖBER, *m. p.*

ANNEX TO ARTICLE 8.

PROVISIONS REGARDING THE DISINFECTION OF RAILWAY CATTLE TRUCKS AND SHIPS.

Railway trucks which have been used for the transport of animals of the equine and bovine species or of poultry, and the accessory equipment belonging to the railway administration, must, before being put to further use, be cleansed and disinfected in accordance with the following provisions :

(1) The disinfection, properly so called, of the trucks must always be preceded by the removal of the straw litter, droppings, feathers, the remains of tethering ropes,

toyage complet à l'eau chaude. S'il n'est pas possible de se procurer de l'eau chaude en quantité suffisante, il pourra être également fait usage d'eau froide utilisée sous pression ; toutefois, il y aura lieu de rincer auparavant à l'eau chaude, afin d'amollir la crasse adhérente. Le nettoyage ne sera considéré comme suffisant que lorsque toutes les souillures provenant du transport auront entièrement disparu ; on devra enlever complètement les particules de crasse ayant pénétré dans les interstices des planchers des wagons en se servant, au besoin, d'ustensiles de fer avec pointes et bords émoussés.

2° La désinfection proprement dite devra porter, même si le wagon n'a reçu qu'un chargement partiel, sur toutes les parties du wagon ou du compartiment utilisé.

Cette désinfection devra être effectuée de la façon suivante :

a) Dans les cas ordinaires, les planchers, plafonds et parois des wagons seront lavés au moyen d'une lessive de soude portée à 50° centigrades au moins, et préparée avec trois kilogrammes de soude au moins pour cent litres d'eau. La lessive de soude pourra être remplacée par une autre lessive reconnue comme équivalente par le gouvernement de l'Etat en question. Dans les stations pourvues des installations nécessaires, on pourra également remplacer le lavage à la lessive de soude par un traitement minutieux des planchers, plafonds et parois à la vapeur d'eau, au moyen d'appareils appropriés ; la vapeur d'eau utilisée devra accuser une pression d'au moins deux atmosphères.

b) Si le wagon a été infecté par des animaux atteints ou fortement suspects de peste bovine, de charbon, de fièvre charbonneuse, de fièvre éruptive des cervidés et bovidés, de fièvre aphteuse, de morve, de pneumo-entérite des porcs, de peste porcine, de rouget des porcs, de choléra des volailles et de peste des poules, on emploiera l'un des deux moyens indiqués sous a) ; en outre, les planchers, plafonds et parois seront soigneusement badigeonnés avec une solution à 3 % d'un mélange d'acide sulfurique et de crésyl, ou avec une solution à 2 % de formaldéhyde. Le mélange de crésyl et d'acide sulfurique sera préparé en mélangeant à la température ordinaire deux parties de crésyl brut (*Cresolum crudum* du Codex de l'une des Parties contractantes) et une partie d'acide sulfurique brut (*Acidum sulfuricum crudum* du Codex de l'une des Parties contractantes). Le mélange ne devra être utilisé pour faire la solution à 3 % que vingt-quatre heures au plus tôt et trois mois au plus tard après sa préparation. La solution devra être employée dans les vingt-quatre heures.

Le badigeonnage pourra être également remplacé par une aspersion au moyen d'un pulvérisateur reconnu propre à cet usage par le gouvernement de l'Etat en question.

3° La procédure radicale de désinfection (2° b) ne sera appliquée, en général, que sur l'ordre de la police vétérinaire, mais on devra toutefois y avoir recours, même sans cet ordre, si les wagons ont servi au transport d'ongulés en provenance de stations où, dans un rayon de vingt kilomètres, la fièvre aphteuse règne ou n'a pas encore été déclarée éteinte. Les autorités administratives compétentes se réservent le droit d'ordonner la procédure radicale de désinfection (2° b) même dans d'autres cas, lorsqu'elles jugeront cette mesure indispensable pour empêcher la propagation des épizooties mentionnées.

4° Lorsque les wagons pourvus d'un coffrage intérieur devront être soumis à la désinfection radicale (2° b), le coffrage devra être enlevé et être nettoyé et désinfecté comme le wagon. L'enlèvement du coffrage ne sera pas obligatoire lorsque les wagons auront uniquement servi au transport de têtes de bétail emballées individuellement.

5° Si les wagons sont capitonnés, le capitonnage, qui devra être amovible, devra être suffisamment nettoyé. Si le wagon a été infecté par des animaux atteints ou fortement suspects d'une des maladies énumérées sous 2° b), le capitonnage devra être brûlé.

Quant au wagon, il sera soumis au traitement indiqué aux alinéas 1 à 3. Les wagons étrangers (n'appartenant à aucune des deux Parties contractantes) dont le capitonnage n'est pas amovible, ne pourront pas recevoir de nouveau chargement.

etc., and by a thorough washing down with hot water. Failing an adequate supply of hot water, a high pressure jet of cold water may be used. A preliminary washing down with hot water must, however, be effected in order to soften the dirt. The cleansing shall not be considered adequate unless all filth due to the transport of the animals has been completely removed. Dirt which has found its way into the interstices of the flooring must also be entirely removed, if necessary, by means of iron implements with blunt points and edges.

(2) Disinfection properly so called must be applied to the whole of the truck or compartment which has been used, even though the truck was only partly loaded.

Disinfection shall be carried out as follows :

(a) In ordinary circumstances, by washing, the flooring, ceiling, and walls with soda lye at a temperature of not less than 50°C., the solution consisting of at least three kg. of soda to one hundred litres of water. Any other solution recognised as equally effective by the Government of the State concerned may be used instead of the soda lye. At stations which possess the necessary equipment, washing down with soda lye may be replaced by a thorough treatment of the flooring, walls and ceilings with steam, sprayed by means of suitable apparatus. The steam employed must be under a pressure of at least two atmospheres.

(b) In the case of trucks infected with cattle plague, malignant, anthrax or symptomatic anthrax, haemorrhagic septicaemia of cattle and cervidae, foot-and-mouth disease, glanders, swine plague, swine erysipelas, chicken cholera and fowl plague, or where there is good reason to suspect such infection, by the application of one of the two processes described under (a) above, and also by carefully coating the flooring, ceiling and walls with a 3% solution of a mixture of cresol and sulphuric acid or with a 2% solution of formaldehyde. The mixture of cresol and sulphuric acid shall be prepared by mixing at the normal temperature two parts of crude cresol (*Cresolum crudum* in the pharmacopœia of either of the Contracting Parties) and one part of crude sulphuric acid (*Acidum sulfuricum crudum*, in the pharmacopœia of either of the Contracting Parties). In making the 3% solution the mixture must be used not earlier than twenty-four hours and not later than three months after its preparation. The solution must be used within twenty-four hours.

Instead of coating, spraying may be carried out with suitable apparatus approved by the Government of the State concerned.

(3) As a rule, the special disinfection (2, (b)) shall only be carried out by veterinary police order ; it shall, however, be resorted to even without such order when the trucks have been used to convey ruminants from stations within twenty kilometres of which foot-and-mouth disease is prevalent or has not yet been declared to be at an end. The competent administrative authorities retain the right to order special disinfection (2, (b)) in other cases as well, if they consider it essential to prevent the spread of the above-mentioned diseases.

(4) If thorough disinfection (2 (b), of trucks with an internal plank lining should be required, the said lining must be removed, cleansed and disinfected in the same manner as the truck. The internal plank lining need not be removed when the trucks have only been used to convey small animals packed separately.

(5) In the case of padded trucks, the cushions, which must be removable, shall be adequately cleansed. If the truck is infected with one of the diseases mentioned in 2 (b), or if there is good reason to suspect such infection, the cushions shall be burnt.

The truck itself shall be subjected to the treatment described under Nos. (1) to (3). Foreign trucks (*i. e.*, those belonging to neither of the Contracting Parties) the padding of which cannot be removed, may not be reloaded.

6° Pour les wagons ayant servi au transport de têtes de menu bétail (volailles exceptées) emballées individuellement en caisses ou en cages et n'ayant pas été salis par des débris de litière ou de nourriture, des excréments, etc., le lavage à l'eau chaude des parois, des planchers et des plafonds sera considéré comme désinfection suffisante, sous réserve des cas prévus aux alinéas 2° b) et 3°.

Les wagons utilisés pour le transport de volailles vivantes emballées ne devront être nettoyés et désinfectés, conformément aux dispositions précédentes, que lorsque ces wagons auront été souillés par des débris de litière ou de nourriture ou par des excréments.

7° Les Parties contractantes s'engagent à coller des étiquettes jaunes portant l'inscription « A désinfecter » sur les wagons utilisés pour le transport des animaux spécifiés au début du présent accord ; ces étiquettes seront apposées des deux côtés du wagon au moment du chargement ou, pour les wagons provenant d'Etat tiers, lors de l'entrée de ces wagons sur territoire de la Partie en question. Lorsqu'un wagon devra être soumis à la désinfection radicale (2° b) et 3), il devra être, à la station où la nécessité de cette procédure de désinfection aura été reconnue ou découverte, pourvu d'étiquettes de couleur jaune portant, au centre, une bande verticale rouge munie de la mention imprimée « A désinfecter à fond ». Après désinfection, les étiquettes devront être enlevées et remplacées par des étiquettes de couleur blanche, portant la mention imprimée « Désinfecté le à heures, à », qui ne seront retirées que lors du rechargement du wagon.

Lorsque les wagons utilisés pour le transport de volailles vivantes emballées devront être nettoyés et désinfectés aux termes de l'alinéa 2 du chiffre 6, la station destinataire y apposera les étiquettes en question.

Au cas où un wagon, au moment du passage du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie, ne porterait pas les étiquettes prescrites, l'Administration qui prendra ce wagon en charge réparera cet oubli à la station frontière.

8° Si des signes extérieurs permettent de reconnaître à l'entrée sur le territoire de l'une des Parties contractantes que des wagons vides ou chargés de marchandises autres que les animaux spécifiés au début du présent accord ont servi au transport de ces animaux, mais n'ont pas été nettoyés et désinfectés conformément aux prescriptions du présent accord, ces wagons, s'ils ne sont pas refusés à l'entrée, devront être nettoyés et désinfectés conformément aux dispositions du présent accord.

9° Les présentes dispositions seront également applicables, par analogie aux bateaux, en ce qui concerne les locaux où les animaux auront séjourné ou dans lesquels ils auront pénétré.

PROTOCOLE FINAL

En signant ce jour l'Accord entre le Royaume de Hongrie et la République d'Autriche relatif au trafic des animaux, des matières premières et produits d'origine animale (accord relatif aux épizooties), les plénipotentiaires des deux Parties ont consigné au présent protocole les déclarations et stipulations suivantes qui formeront partie intégrante de cet accord :

1° Les dispositions de l'accord relatif aux épizooties ne s'appliqueront qu'aux animaux ou objets en provenance de l'une des Parties contractantes. L'admission d'animaux ou d'objets provenant d'autres pays et devant passer par le territoire d'une Partie en vue de l'importation dans le territoire de l'autre Partie, ou en vue du transit par ce dernier territoire, n'est pas visée par le présent accord, à moins que des arrangements spéciaux ne soient conclus à cet effet.

2° Tous les animaux, matières premières et produits d'origine animale importés du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie, sont soumis aux règlements de police vétérinaire en vigueur dans le pays d'importation.

(6) Trucks which have been used for the separate conveyance of small animals (except poultry) in boxes or crates and which have not been soiled with straw, fodder, droppings, etc., shall be regarded as adequately disinfected if the walls, flooring and ceiling have been washed down with hot water, except in the cases mentioned under 2 (b), and (3).

Trucks used for the conveyance of live poultry in crates, shall be cleansed and disinfected as provided above, only if soiled with straw, fodder or droppings.

(7) The Contracting Parties undertake to mark the railway trucks used for the conveyance of animals belonging to the species mentioned above, at the time of loading, or in the case of trucks coming from a third country, at the time of entry into their territory by affixing to each side of such trucks a yellow label bearing the words "For disinfection." If any truck requires thorough disinfection (2) (b) and (3), it shall be marked, at the station in which the circumstances calling for such disinfection arise or come to light, by means of yellow labels with a central vertical red line bearing the words "For thorough disinfection." Once the disinfection has been carried out, the labels shall be removed and replaced by white labels bearing the words "Disinfected on..... at o'clock, at" which shall not be removed until the truck is reloaded.

Trucks used for the conveyance of live poultry in crates, shall be labelled at the station of destination if in need of cleansing and disinfection in accordance with No. (6), paragraph 2.

If a truck is not labelled in the prescribed manner when crossing from the territory of one of the Parties into that of the other, the omission shall be remedied at the station where the frontier is crossed by the authorities taking over the said truck.

(8) Empty trucks or those loaded otherwise than with animals belonging to the above-mentioned species, which enter the territory of one of the Contracting Parties and which have obviously been used for the conveyance of such animals but have not been cleansed and disinfected as provided in the present Convention shall, if not refused, be cleansed and disinfected as laid down in this Convention.

(9) The above provisions shall also apply *mutatis mutandis* to those portions of boats in which animals have been kept or through which they have passed.

FINAL PROTOCOL.

On signing this day the Agreement between the Kingdom of Hungary and the Republic of Austria concerning traffic in animals and in raw materials and products of animal origin (Convention on Epizootic Diseases), the Plenipotentiaries of both Parties have recorded in the present Protocol the following declarations and stipulations, which shall form an integral part of that Agreement.

(1) The provisions of the Convention on Epizootic Diseases shall only apply to arrivals from one of the Contracting Parties. The admission of animals or articles which, coming from other countries, have to cross the territory of one Party for import into or transit through the territory of the other Party, lies outside the scope of the present Convention, except where special agreements have been concluded on the subject.

(2) All animals, raw materials and products of animal origin imported from the territory of either of the Contracting Parties into the territory of the other shall be subject to the veterinary police regulations in force in the country of importation.

Les animaux destinés à la boucherie ne pourront être amenés, en vue de l'abatage immédiat, que directement par chemin de fer aux abattoirs et marchés aux bestiaux publics soumis au contrôle de la police vétérinaire et pourvus des installations voulues, qui sont admis à cet effet. La volaille destinée à l'abatage pourra également être importée dans les établissements d'engraissement et d'abatage de volailles admis à cet effet.

En ce qui concerne les animaux qui ne sont pas destinés à la boucherie, les mesures préventives de police vétérinaire que l'une des Parties contractantes estimera nécessaire de prendre, avant d'accorder la libre circulation pour ces animaux, seront limitées au minimum strictement nécessaire.

Les solipèdes qui ne sont pas destinés à la boucherie, seront soumis à un examen diagnostique effectué aussi rapidement que possible aux frais de l'intéressé, soit à la frontière, soit au lieu de destination. Les solipèdes destinés au transit ne seront pas soumis à l'examen diagnostique.

3° Sur la viande fraîche ou conservée par un procédé frigorifique, un timbre devra être apposé par un vétérinaire officiel ou spécialement autorisé à cet effet par les autorités gouvernementales, afin d'attester que la viande a été reconnue propre à la consommation humaine sans aucune restriction. Les certificats sanitaires devront également porter le timbre qui a été apposé sur la viande.

Pour ce qui concerne la viande conservée ou préparée, le certificat attestera également que la viande ne contient aucune substance dont l'emploi est interdit par la législation de l'Etat de destination.

4° Les animaux vivants pourront être expédiés en transit direct par chemin de fer ou par bateau des territoires d'un des Etats contractants à travers les territoires de l'autre, aux conditions en vigueur pour l'importation d'animaux de boucherie, pour autant que lesdits animaux sont originaires du territoire de l'une des Parties et ne proviennent pas de régions frappées d'interdiction de circulation, s'il est établi avec certitude que le pays de destination, le cas échéant, les pays de transit acceptent les transports.

Le transit direct de viande fraîche et préparée et d'autres matières premières et produits d'origine animale, en provenance des territoires d'une Partie contractante, par les territoires de l'autre, effectué par chemin de fer en wagons plombés et fermés, ou par bateau, dans des locaux séparés et barricadés, est autorisé sans restriction, pourvu qu'il s'agisse d'animaux et de produits originaires de l'une des Parties contractantes.

Les envois de colis isolés peuvent aussi être effectués dans des wagons de chemins de fer non plombés ou, à bord de navires, dans des locaux non séparés et non barricadés, si les articles en question sont emballés dans des récipients fermés hermétiquement ; dans ce cas, il conviendra de prendre des mesures appropriées (plombage, etc.) afin d'exclure toute possibilité que les récipients soient ouverts en cours de transport.

5° Dans les gares d'entrée par lesquelles s'effectuera la circulation du bétail, les dispositions nécessaires seront prises pour l'exécution rapide et sans délai des formalités de police vétérinaire.

La liste des gares d'entrée par lesquelles s'effectuera, de part et d'autre, la circulation du bétail sera, avant la mise en vigueur du présent accord, établie d'un commun accord par les deux Parties contractantes et ne pourra par la suite être modifiée que d'un commun accord.

6° Les territoires des communes d'une superficie supérieure à cent cinquante kilomètres carrés et les grandes propriétés isolées ou les agglomérations de propriétés d'un seul tenant, pourront être subdivisées en zones moins étendues, en tenant compte de leur configuration et des nécessités du service de police vétérinaire qui en résultent. Les deux Parties s'entendront dans chaque cas d'espèce sur l'opportunité d'une subdivision de ce genre et sur la délimitation des frontières naturelles de ces zones. Il ne sera pas tenu compte de cette subdivision dans le cas de la péripneumonie.

7° En ce qui concerne les volailles expédiées dans le trafic de frontière par envois comptant moins de cent têtes, il suffira, lors de leur importation sur le territoire de l'une

Animals for butchering may only be imported direct by rail and taken for immediate slaughter to properly equipped and approved public slaughter-houses and cattle markets under veterinary police supervision. Poultry for slaughter may also be imported into the fattening and slaughtering establishments authorised for that purpose.

In the case of all animals not intended for slaughter, the precautionary veterinary measures which either of the Contracting Parties may consider necessary before trade in these animals is allowed shall be reduced to the absolute minimum.

Horses, asses and mules not intended for slaughter shall as speedily as possible be examined for disease at the frontier or at the place of destination at the expense of the Party concerned. Horses, etc., intended for transit shall not be so examined.

(3) Fresh meat or meat preserved by a process of refrigeration shall be stamped by a State veterinary official or by a veterinary surgeon duly authorised by the State with a view to certifying that the meat has been found suitable for human consumption without any restriction. The veterinary certificates shall also bear the stamp affixed to the meat.

The certificate for preserved or prepared meat shall also certify that such meat contains no substance the use of which is prohibited by the legislation of the country of destination.

(4) The direct transit of live animals by rail or water from the territory of one of the Contracting Parties through the territory of the other shall be permitted subject to the conditions governing the importation of animals for slaughter, provided that the live animals in question come from the territory of the other Contracting Party and have not been sent from prohibited areas, and provided further that they are certain to be accepted by the country of destination and by the countries of transit, if any.

No restrictions shall be placed upon the direct transit of fresh and prepared meat and of other raw materials and products of animal origin from the territory of one of the Contracting Parties through the territory of the other by rail in sealed and closed trucks, or by ship in isolated and properly secured storage rooms, provided the consignments come from the territory of one of the Contracting Parties.

Consignments of isolated packages may also be conveyed in unsealed railway trucks or by ships in storage rooms which are not isolated and properly secured, provided they are packed in hermetically sealed containers. In such cases suitable precautions (lead-sealing, etc.) must be taken to prevent the possibility of the containers being opened during transport.

(5) In the stations of entry used for the traffic in animals, the necessary arrangements shall be made for the speedy and prompt discharge of veterinary police duties.

The stations of entry used for the reciprocal traffic in animals shall be determined by mutual agreement before the coming into force of the Convention and may not be subsequently changed except by mutual agreement.

(6) Communes exceeding 150 square kilometres in area and large isolated estates and groups of estates may be sub-divided into smaller areas, regard being had to their configuration and the consequent requirements of veterinary police supervision. The two Parties shall, in each individual case, consult one another as to the desirability of such sub-division and the fixing of the natural boundaries of these areas. No account will be taken of these sub-divisions in the case of contagious pleuro-pneumonia.

(7) Consignments of poultry in the frontier traffic, consisting of less than one hundred birds, need only be accompanied by the certificate of origin required from the

des Parties contractantes, de produire le certificat d'origine que doit délivrer l'autorité locale, conformément à l'article 2 de l'accord relatif aux épizooties. Pour le reste, les dispositions de l'article 2 précité ne leur seront pas applicables.

8° La production de certificats d'origine ne sera pas exigée pour le fumier d'étable expédié dans le trafic de frontière, les boyaux, gosiers, estomacs et vessies non séchés, non salés; expédiés par la poste, et la viande fraîche de cheval, de bœuf, de porc, de chèvre et de mouton, et la volaille tuée, expédiée soit dans le trafic de frontière pour la consommation propre des habitants de la zone frontière, soit par la poste ou comme bagage par des particuliers.

9° On entend par « trafic de frontière », aux termes des alinéas 7 et 8, le trafic des animaux et articles en provenance d'une circonscription administrative de première instance de la zone frontière de l'une des Parties contractantes et destinés à être utilisés dans la circonscription correspondante de l'autre Partie.

10° L'apparition de cas de rage chez les chiens et les chats n'empêchera pas la délivrance, pour d'autres animaux domestiques, des certificats d'origine prévus au premier alinéa de l'article 2. En outre, l'apparition de la gale chez les moutons et les chèvres n'empêchera pas la délivrance de certificats pour les solipèdes, ni l'apparition de la gale chez les solipèdes, la délivrance des certificats pour les moutons et les chèvres. Enfin, l'apparition de cas isolés de charbon, de fièvre charbonneuse, de phlyctène et de rouget n'empêchera pas la délivrance des certificats pour les animaux de boucherie si ces épizooties ne règnent pas dans les fermes dont proviennent les animaux destinés à l'exportation.

L'existence des cas d'épizootie mentionnés sous le présent numéro devra être indiquée sur les certificats.

11° Le refoulement d'animaux suspects de maladies contagieuses, prévu à l'article 3 de l'accord relatif aux épizooties, ne s'appliquera qu'aux animaux qui ont certainement eu contact avec les animaux malades ou suspects, et, notamment, par conséquent, aux animaux qui ont été transportés en même temps que les animaux malades ou suspects, dans le même wagon de chemin de fer ou sur le même bateau, ou qui ont été, le même jour, débarqués ou embarqués à la même gare et sur la même rampe.

12° Les mesures d'interdiction de circulation qui, conformément à l'article 5, devront être prises à titre répressif et préventif, n'auront effet que pour la circonscription administrative contaminée et pour les circonscriptions administratives de première instance voisines, et ne devront être maintenues qu'autant que persistera le danger de contagion.

Si l'épizootie en question tend à se propager dans d'autres régions, ou si elle prend un caractère particulièrement pernicieux, les ordonnances en question pourront être étendues à d'autres régions.

On estime que le danger de contagion persiste jusqu'au moment où, à partir du jour où l'épizootie a été officiellement déclarée éteinte, les délais prévus au deuxième alinéa de l'article 2 sont expirés.

Si les délais pour la déclaration officielle de l'extinction d'une épizootie sont différents dans les territoires des Parties contractantes, on appliquera le délai le plus long.

Il ne pourra être édicté de restrictions ou d'interdictions en raison de l'apparition ou de la propagation d'une épizootie que si ces mesures sont indispensables pour préserver le cheptel indigène, et selon la situation de l'épizootie, prévenir un danger de propagation réellement menaçant.

13° La disposition contenue au dernier paragraphe de l'article 5 de l'accord relatif aux épizooties, ne s'applique pas aux animaux ou marchandises transportés en transit soit par chemin de fer, en wagons fermés par l'administration, soit par bateau, dans des locaux séparés et barricadés; toutefois, il sera interdit, dans la zone frontière contaminée, de charger en cours de route des animaux vivants, de procéder à des transbordements ou de retarder la marche du transport.

local authority under Article 2 of the Convention on Epizootic Diseases when imported into the territory of either of the Contracting Parties. In other respects the provisions of the said Article 2 shall not apply to such consignments.

(8) No certificates of origin shall be required for stable manure in the frontier traffic, for animal entrails, windpipes, stomachs and bladders, not dried or salted, which are sent by post, or for fresh horseflesh, beef, pork, goat's-meat, mutton or dead poultry in the frontier traffic, when they are intended for the personal use of frontier district inhabitants or are sent as private postal matter or brought in personally by travellers.

(9) For the purpose of Nos. 7 and 8, the term "frontier traffic" shall be understood to mean consignments coming from a frontier administrative district of first instance in the territory of either of the Contracting Parties and intended for use in a similar district of the other.

(10) The appearance of rabies in dogs and cats shall not prevent the issue for other domestic animals of the certificate of origin referred to in Article 2, paragraph 1. Similarly, the appearance of mange among sheep and goats shall not prevent the issue of certificates for horses, asses and mules, nor shall the appearance of mange among horses, etc., prevent the issue of such certificates for sheep and goats. Finally the sporadic appearance of anthrax, symptomatic anthrax, vesicular exanthem and swine erysipelas, shall not prevent the issue of certificates for animals for slaughter, unless these diseases appear at the farms from which the animals for the export traffic in question originate.

The prevalence of the epizootic diseases referred to in this paragraph shall be clearly mentioned in the certificate.

(11) The refusal, as provided for in Article 3 of the Convention on Epizootic Diseases, of animals suspected of being infected shall only apply to such animals as are proved to have been in contact with animals suffering from, or suspected to be suffering from, disease, and more especially therefore to animals conveyed at the same time in the same railway truck or ship, or entrained or detrained the same day at the same station and on the same platform.

(12) The measures of prohibition to be applied under Article 5 with a view to stamping out and preventing disease shall be confined to the administrative district infected and neighbouring administrative districts of first instance and shall be maintained only so long as the danger of infection exists.

If the epizootic disease in question shows a tendency to spread over a wider area or takes a particularly malignant form, these provisions may be extended to a wider area.

The danger of infection shall be regarded as subsisting up to the expiration of the time-limits specified in Article 2, paragraph 2, such periods being reckoned from the date on which the epidemic is officially declared to be at an end.

If the time-limits for the official declaration of the termination of an epidemic are not the same in the territories of the two Contracting Parties, the longer period shall be taken.

Restrictions or prohibitions applied on account of the outbreak or importation of a disease shall be permissible only if unavoidably necessary to safeguard the health of the home cattle, and, regard being had to the character of the epidemic, to avert a real danger of the importation of the disease.

(13) The provision contained in the last paragraph of Article 5 of the Convention on Epizootic Diseases shall not apply to through railway traffic conveyed in officially sealed trucks or in isolated and properly closed portions of ships; nevertheless, no further loading of live stock, no transshipment and no transport delay in the infected frontier district shall be permitted.

14° Si le certificat prévu par l'article 2 n'est pas établi en langue allemande, il devra y être joint une traduction officiellement légalisée en cette langue. Cette traduction devra être légalisée officiellement par une personne ou une administration autorisée à se servir d'un sceau administratif.

15° Les divers quartiers urbains de Vienne et de Budapest seront considérés comme des circonscriptions vétérinaires autonomes. Les chevaux venant de Vienne et de Budapest devront, par conséquent, être, en règle générale, admis à l'importation, s'ils sont munis d'un certificat d'origine et d'un certificat sanitaire attestés par l'autorité centrale compétente de l'Etat exportateur ; ce dernier document mentionnera le nom de la personne à laquelle est envoyé le cheval et devra, au lieu du certificat ordinaire attestant que le lieu d'origine est indemne d'épizootie, contenir une attestation officielle déclarant que l'animal a été reconnu sain par un vétérinaire, et qu'aucune maladie soumise à la déclaration obligatoire et transmissible aux chevaux ne règne ni dans la ferme où il se trouvait ni dans le voisinage immédiat de celle-ci.

16° Les chevaux de course (galop et trot), ainsi que les chevaux envoyés à des concours hippiques et des jeux équestres, et les animaux qui les accompagnent, pourront être munis de certificats spéciaux remplaçant les laissez-passer pour bétail. Les deux gouvernements autoriseront, d'un commun accord, les sociétés hippiques intéressées à délivrer ces certificats qui devront porter le sceau et le visa de la société hippique en question, et mentionner le nom et le domicile du propriétaire de l'animal, le pedigree exact du cheval, le lieu de provenance et de destination, ainsi que l'attestation d'un vétérinaire officiel indiquant que l'animal lui-même est en bonne santé et que l'établissement d'où il vient était indemne d'épizootie depuis quarante jours.

17° Les animaux incontestablement utilisés pour des représentations de cirque ou destinés à des jardins zoologiques, à des parcs de gibier et autres établissements analogues, et ne rentrant pas, pour ce motif, dans le commerce ordinaire, pourront être importés sur la simple présentation de certificats sanitaires individuels délivrés par un vétérinaire officiel, à condition que lesdits animaux soient acheminés par voie ferrée, en expéditions distinctes de celles des autres animaux destinés au commerce ordinaire, qu'ils soient reconnus absolument sains à l'examen vétérinaire qui devra avoir lieu lors du débarquement, et soient immédiatement emmenés de la station de débarquement à leur lieu de destination.

18° Les animaux, parties, produits et matières premières d'origine animale, ainsi que les objets pouvant être porteurs de germes infectieux, pourront être expédiés en transit direct, en provenance et à destination du territoire de l'une des Parties contractantes par le territoire de l'autre, en wagons fermés et sans aucune restriction, à condition que les animaux soient sains et que les envois soient accompagnés des documents nécessaires attestant que le lieu d'origine est indemne de contagion. Dans ce cas, il ne sera pas procédé à un contrôle vétérinaire à la frontière.

19° Pour ce qui concerne le transport d'animaux par chemin de fer et par bateau, il convient, afin d'éviter toutes réclamations au sujet des wagons et bateaux surchargés, de donner les instructions nécessaires, qui devront être dûment observées dans les stations d'expédition.

Fait en double exemplaire, en langue hongroise et en langue allemande, à Vienne, le 30 juin 1931.

Comte L. AMBRÓZY, *m. p.*

SCHÖBER, *m. p.*

(14) If the certificate required under Article 2 is not made out in German, an officially certified translation in that language shall be attached. The translation must be officially certified by a person or authority empowered to use an official seal.

(15) The separate urban districts of Vienna and Budapest shall be treated as independent veterinary districts. The importation of horses from Vienna and Budapest shall, as a rule, be allowed also in cases where they are accompanied by a certificate of origin and health endorsed by the competent central authorities of the exporting country, giving the name of the person receiving the horse and containing, in lieu of the certificate usually required as to the absence of disease in the place of origin, an official attestation that the animal was found, on veterinary inspection, to be in a healthy condition, and that the farm in which it was stabled and the immediate neighbourhood thereof were free from any notifiable disease communicable to horses.

(16) Race-horses and trotting-horses, and horses for riding competitions and equestrian sports, together with animals accompanying them, may be covered by special certificates in lieu of animal permits. The two Governments shall, by mutual agreement, authorise the clubs concerned to issue such certificates. These certificates must bear the stamp and endorsement of the club concerned, the name and address of the owner of the horse, full particulars of the horse, the name of the place from which it has come and of the place to which it is being sent, as well as the certificate of an official veterinary surgeon attesting that the particular animal is healthy and that the establishment from which it has come has been free from disease for the last forty days.

(17) The importation of animals which can be shown to be intended for circus performances, zoological gardens, game parks and the like, and on that account cannot be classed with ordinary traffic, shall be allowed, subject only to the production of individual official veterinary certificates of health, and to the proviso that such animals travel by rail separately from animals conveyed as ordinary traffic, that they are found to be healthy at the veterinary inspection which shall take place on detraining, and that they are taken direct from the detraining station to the place of destination.

(18) The direct transit of animals, parts of animals, and products and raw materials of animal origin, as well as that of articles liable to carry infection, proceeding to and from the territory of one Contracting Party through that of the other shall be allowed without restriction in closed railway trucks, provided that the animals are healthy and that the consignments are accompanied by the prescribed documents attesting the absence of disease in the place of origin. There shall be no frontier veterinary inspection in these cases.

(19) In the case of animals transported by rail and by ship, arrangements should be made beforehand to avoid complaints regarding overloaded trucks and vessels by issuing the necessary instructions, which shall be duly complied with at the forwarding stations.

Done in duplicate, in the Hungarian and German languages, at Vienna, June 30, 1931.

Count L. AMBROZY, *m. p.*

SCHOBER, *m. p.*

ARRANGEMENT GÉNÉRAL

CONCERNANT L'EXPORTATION.

Les Hautes Parties contractantes ayant décidé de conclure un arrangement général concernant l'exportation, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

A.

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes institueront un Conseil permanent commun des tarifs, qui devra fixer les tarifs pour les transports empruntant, dans leurs territoires, les lignes de chemin de fer et les voies d'eau navigables. Ce conseil aura pour mission de faciliter les exportations de chacun des pays intéressés à destination de l'autre. A cet effet, le conseil des tarifs, selon les instructions du ministre duquel relève l'administration des moyens de transport et qui, en vertu du présent arrangement, aura reçu à cet effet les pouvoirs nécessaires, pourra établir, d'un commun accord, des tarifs spéciaux comportant des réductions par rapport au tarif normal.

Article 2.

Le Conseil commun permanent des tarifs, en raison des conditions particulières des importations et des exportations, ainsi que des échanges entre l'un et l'autre Etats, aura le droit de prendre, d'un commun accord, les mesures appropriées pour que des dispositions complémentaires, fondées sur l'expérience, soient édictées afin d'écarter les obstacles provenant, d'une part, des différences entre les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur dans les différents Etats et, d'autre part, de l'interdiction à laquelle pourraient être soumises les opérations de crédit à l'étranger.

Article 3.

En ce qui concerne les tarifs pour le transport des marchandises et d'autres objets de toute nature sur les lignes mentionnées dans le présent arrangement, il est entendu que chacune des Hautes Parties contractantes se réserve une entière liberté pour la fixation des tarifs du trafic local sur son propre territoire.

Il est entendu que le transport des marchandises et d'autres objets de toute nature qui franchissent la frontière, même si l'on effectue un transbordement, ne sera pas considéré comme une opération de trafic local au sens des dispositions précédentes.

Article 4.

Les prohibitions de transit pour les marchandises en provenance ou à destination du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et transportées en transit à travers le territoire de l'autre Partie sont supprimées, à l'exception des cas visés par l'Accord de Rome du 29 mars 1923 portant réglementation du transit et des transports sur le réseau de la Compagnie des chemins de fer Danube-Save-Adriatique (anciens chemins de fer lombards).

Il est entendu que les restrictions au transit pour causes sanitaires, qui sont prévues par les dispositions sanitaires mentionnées à l'article suivant, ne pourront être établies que dans les cas prévus dans l'accord précité.

GENERAL ARRANGEMENT

REGARDING EXPORTS.

The High Contracting Parties having resolved to conclude a General Arrangement regarding Exports, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

A.

Article 1.

The High Contracting Parties shall set up a Joint Permanent Transport Tariffs Board which shall determine the tariffs for transport by railway and navigable waterways in their territories. It will be the duty of this Board to facilitate the exports from either of the countries concerned to the other. For this purpose the Transport Tariffs Board may establish special tariffs involving reductions in the normal tariff ; in compliance with the instructions of the Minister responsible for administering means of communication, who, in virtue of this Arrangement, has been invested for this purpose with the necessary full powers.

Article 2.

Taking account of the special requirements of imports and exports and of traffic between the two States, the Joint Permanent Transport Tariffs Board shall be empowered to take such agreed measures as will make it possible to remove, by means of supplementary provisions based on experience, the obstacles arising on the one hand, from differences between the legislation and regulations in force in the various States, and on the other hand, from any prohibitions imposed on credit operations abroad.

Article 3.

As regards the tariffs for the transport of goods and other objects of any kind on the routes specified in the present Arrangement, it is agreed that each of the High Contracting Parties reserves complete freedom to fix tariffs for local traffic on its own territory.

It is agreed that the transport of goods and other objects of any kind crossing the frontier shall not be regarded as local traffic within the meaning of the preceding provisions, even if transshipment occurs.

Article 4.

Transit prohibitions on goods coming from or intended for the territory of one of the High Contracting Parties and conveyed in transit across the territory of the other Party, shall be cancelled, except in the cases referred to in the Rome Agreement of March 29, 1923, regulating transit and transport on the Danube-Save-Adriatic Railway Company's system (former Southern Railway Company).

It is understood that restrictions imposed on transit on health grounds, which are provided for in the health regulations mentioned in the following Article, shall only be ordered in the cases referred to in the above-mentioned Agreement.

En outre, il est entendu qu'en ce qui concerne le transit d'animaux et de produits d'origine animale, les dispositions des accords spéciaux entre les Hautes Parties contractantes resteront applicables.

Article 5.

Dans les relations réciproques visées par le présent arrangement, on appliquera, autant que possible, des prescriptions sanitaires analogues en ce qui concerne la désinfection des articles transportés et des moyens de transport. La même remarque s'applique à toutes les autres mesures préventives contre les maladies contagieuses de l'homme, des animaux et des plantes.

Article 6.

Le transit sur les chemins de fer et les voies d'eau navigables dans les Etats signataires sera réglé par une convention générale, qui s'appliquera à toutes les lignes de chemin de fer et toutes les voies navigables de ces Etats.

Article 7.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à conclure, sur la base des arrangements en vigueur, une convention générale en vue d'unifier autant que possible les prescriptions concernant les conditions de transport.

Une convention particulière sera conclue pour établir le principe de la création d'un titre négociable, pour les transports internationaux dans les territoires des Parties contractantes; ce titre représentera la marchandise et sera négocié comme un connaissement.

Toutefois, la convention en question n'aura effet que dans le cas où il s'agira de transports à destination de lieux où il existe des entrepôts publics ou des entrepôts francs raccordés aux chemins de fer, ainsi que d'autres localités qui seront fixées d'un commun accord, étant entendu que la responsabilité de l'entreprise de transports devra cesser au moment où les marchandises livrées entreront dans les entrepôts publics ou entrepôts francs en question.

B.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes faciliteront la conclusion d'arrangements spéciaux entre les groupements des deux pays que chacune d'elles chargera de l'exécution du présent arrangement pour encourager les exportations et contribuer autant que possible à leur développement.

Les deux gouvernements sont autorisés à prendre les mesures nécessaires à l'exécution du présent arrangement et à fournir aux groupements les ressources indispensables à cet effet.

Au cas où ces groupements créeraient une organisation de crédit pour l'exportation, en établissant des organismes qui auraient spécialement pour mission de fournir aux exportateurs des deux pays des crédits à des conditions avantageuses, ces organismes acquerront *ipso facto*, sur les territoires des deux Parties contractantes, la qualité de personnes morales.

Article 9.

Les organismes visés à l'article précédent, les groupements qui les soutiennent, les établissements de banque qui ont leur siège sur le territoire de l'une ou de l'autre des deux Parties contractantes et font des opérations pour le compte des organismes et groupements susmentionnés, ainsi

Furthermore, it is understood that as regards the transit of animals and products of animal origin, the provisions of the special Agreements in force between the High Contracting Parties shall continue to apply as heretofore.

Article 5.

In the case of the traffic between the two countries referred to in this Arrangement, similar health regulations shall as far as possible be applied to the disinfection of consignments and means of transport. The same shall apply in the case of all other preventive measures taken against contagious diseases of man, animals and plants.

Article 6.

Transit on the railways and navigable waterways shall be governed in the signatory States by a general Convention which shall apply to all the railway lines and navigable waterways of those States.

Article 7.

The High Contracting Parties undertake to conclude on the basis of the Arrangements in force, a general Convention designed to secure the greatest possible measure of uniformity in the regulations governing transport conditions.

A special Convention shall be concluded for the acceptance of the principle of a negotiable instrument for international transport in the territories of the Contracting Parties ; this document shall represent the goods and shall have the negotiability of a bill of lading.

The Convention in question shall, however, only be operative in the case of consignment to places where there are public warehouses or bonded stores with railway sidings, as well as to other places to be jointly agreed upon, the responsibility of the transport undertaking ceasing from the moment the goods delivered enter the public warehouses or bonded stores referred to.

B.

Article 8.

The High Contracting Parties shall encourage the conclusion of special arrangements between corporations in both countries entrusted by each of them with the execution of the present Arrangement, with a view to facilitating exports and promoting as far as possible their expansion.

The two Governments shall be empowered to take the necessary steps for the execution of the present Arrangement and to provide the said corporations with the necessary means for the purpose.

Should the corporations establish an Export Credits Association by opening offices for the specific purpose of granting credits on moderate terms to exporters of both countries, the said offices shall *ipso facto* acquire the status of juridical persons in the territory of both Contracting Parties.

Article 9.

The offices referred to in the preceding Article, the corporations supporting them, the banking institutions having their head office in the territory of either Contracting Party and operating for account of the aforesaid offices and corporations, as well as the exporters (and importers) of both

que les exportateurs (et les importateurs) des deux pays qui bénéficient des avantages résultant des facilités de crédit, grâce au fait que les organismes susmentionnés interviennent pour prendre à leur charge une partie des intérêts, seront exempts de tous impôts et droits, quels qu'ils soient, pour toutes les transactions (à l'exception de celles qui revêtent la forme de lettres de change) se rapportant directement :

- a) Au versement de cotisations aux organismes en question ;
- b) Aux versements faits aux établissements de banque pour compléter les intérêts des crédits à l'exportation, ainsi qu'aux versements de contributions aux paiements d'intérêts des exportateurs (et des importateurs) et au paiement d'intérêts aux exportateurs (et aux importateurs) pour le placement provisoire des dépôts provenant des crédits qui leur ont été ouverts ;
- c) À la cession de créances de l'un des organismes ou établissements de banque susmentionnés sur l'autre, ainsi qu'aux créances de ces organismes et établissements de banque sur les exportateurs (et les importateurs) et vice-versa.

La création des organismes (personnes morales) visés à l'alinéa 2 de l'article 8, ainsi que les pièces émises par lesdits organismes et les établissements de banque en vue de l'exécution des transactions mentionnées à l'alinéa premier, sont exemptes de toutes taxes publiques.

Article 10.

Les instituts de crédit qui exercent leurs opérations en vue de l'exécution des arrangements conclus entre eux et les organismes susmentionnés des deux pays jouiront des privilèges suivants :

a) L'institut de crédit sera considéré comme possesseur des marchandises en cours de transport et, sans préjudice des privilèges résultant de la législation générale, il jouira en conséquence d'un privilège sur les marchandises, même avant l'arrivée de ces dernières au lieu de destination, à la condition que l'institut de crédit soit en possession d'un connaissement, d'un reçu, d'une lettre de voiture à ordre ou du duplicata d'une lettre de voiture adressée à l'un des instituts de crédit en question.

b) L'institut de crédit pourra accorder sur les marchandises en cours de transport des avances combinées avec l'escompte de créances, dépendant de la livraison des marchandises en question.

c) Si l'escompte des créances n'a que pour objet de créer un privilège sur la créance (« *cessio pro solvendo* »), ce privilège peut également être constitué par une simple lettre privée.

d) Si l'escompte s'effectue sous forme d'une cession, le cessionnaire sera autorisé à exercer tous les droits résultant de la cession, et on devra considérer celle-ci comme parfaite et la propriété comme ayant été acquise par le cessionnaire à partir du moment où l'accord sera intervenu au sujet de la cession, même si cet accord résulte d'une lettre privée. À l'égard des tiers qui auraient également pu conclure une convention au sujet de l'achat, de la cession ou de la création d'un droit de gage sur la même créance, le cessionnaire n'acquerra le droit susindiqué qu'après avoir notifié cette cession au débiteur. Toutefois, cette notification pourra également s'effectuer par l'inscription, sur la facture afférente à la créance cédée, d'une mention concernant la transaction en question.

e) Si la marchandise est transférée du chemin de fer ou du bateau dans des entrepôts publics ou des entrepôts francs de la douane, les privilèges et droits de gage susmentionnés, provenant de prêts sur des warrants relatifs aux marchandises entreposées ou de l'octroi d'avances sur la lettre de voiture, le connaissement ou le reçu continueront à exister même pendant la durée du déchargement. L'existence dans les locaux des entrepôts susmentionnés des marchandises sur lesquelles l'institut a accordé des prêts sous forme d'avances sur la lettre de voiture ou le connaissement suffira pour que le privilège soit maintenu. Le privilège continuera également à exister pendant la durée du transbordement aux fins de réexpédition et après cette réexpédition jusqu'à ce que le connaissement, le reçu,

countries who enjoy the advantages in respect of credit facilities accruing from the action of the said offices' to arrange for the supplementing of the interest charges payable shall be exempt from all taxes and duties of whatever nature due on transactions (apart from those carried out by bills of exchange) which directly refer to :

(a) The payment of contributions to the Offices in question ;
(b) Remittances to banking institutions to supplement interest charges on export credits and also the payment of contributions towards the interest paid by exporters (and importers) and that paid to exporters (and importers) for the temporary investment of deposits derived from the credits accorded to them ;

(c) The transfer of claims as between the above-mentioned offices and banking institutions and the claims of such offices and banking institutions on exporters (and importers).

No public taxation shall be levied in respect of the establishment of the offices (juridical persons) referred to in Article 8, paragraph 2, or in respect of the documents issued by such offices and banking institutions in carrying out the transactions referred to in paragraph 1.

Article 10.

The credit associations functioning for the purpose of executing the arrangements concluded between them and the above-mentioned offices in both countries shall enjoy the following privileges :

(a) The credit association shall be regarded as the proprietor of goods in course of transport and shall therefore, without prejudice to the privileges derived from general legislation, have a lien on the goods even before they arrive at their destination, provided that the association holds a bill of lading, a receipt, a waybill made out to order or the duplicate of a waybill addressed to one of the credit associations referred to.

(b) The credit association may grant on goods in course of transport advances connected with the discount of pending claims which are dependent on the delivery of the goods in question.

(c) If the purpose of discounting claims is merely to create a lien on such claim ("*cessio pro solvendo*"), such lien may also take the form of an ordinary private letter.

(d) If discount takes the form of a transfer, the endorsee shall be entitled to exercise all the rights resulting from the transfer, the transfer shall be regarded as complete and the property considered as acquired by the endorsee from the moment the transfer is agreed upon, even if the agreement is the result of private correspondence. In respect of third parties who may also have concluded a contract for the purchase, transfer or creation of a pledge on the same claim, the right of the transferee shall only be valid after he has notified the transfer to the debtor. Such notification, however, may also be effected by noting the transactions in question on the invoice relating to the claim transferred.

(e) If the goods are conveyed from the railway or vessel into public warehouses or bonded store, the above-mentioned privileges and rights of pledge derived from loans made on warrants for the goods stored or from advances made against waybills, bills of lading or receipts shall remain in force even during the process of unloading. The existence in the premises of the above-mentioned warehouses of the goods on which the association has granted loans in the form of advances against waybill or bill of lading shall suffice to keep the privilege in force. The privilege shall also remain in force during any loading operations undertaken for the purpose of further dispatch and after such further dispatch of the goods, until the bill of lading, receipt, waybill, or duplicate thereof attesting the

la lettre de voiture elle-même ou son duplicata, qui représente la propriété de la marchandise, ait été délivré aux entrepôts généraux pour le compte de l'institut ou à ce dernier lui-même.

f) Les crédits de l'institut pour les transactions susmentionnées peuvent également être accordés sur des lettres de change pour lesquelles il existe un gage qui, d'après les dispositions en vigueur, est constitué par le dépôt de marchandises ou de valeurs ou par la cession de créances. Au cas où les lettres de change en question seraient escomptées, la cession de la créance garantie entraînera également celle du droit de gage ou du privilège, même si ce droit de gage ou privilège n'a pas été cédé explicitement. Toutefois, s'il a été délivré pour la marchandise une pièce à la possession de laquelle est lié le droit de disposer de la marchandise, cette pièce devra être remise également. Ces lettres de change pourront contenir une référence au présent arrangement et pourront renfermer une déclaration relative à la mise en gage des marchandises et valeurs fournies à titre de garantie. Ces lettres de change porteront également une mention indiquant la nature et la quantité des marchandises servant de gage, les entrepôts où ces marchandises sont déposées, et les documents représentant ces marchandises ou ayant trait à leur vente.

g) L'institut de crédit jouira d'un privilège sur toutes les marchandises, titres et valeurs qui sont déposés chez lui ou dont il est détenteur pour d'autres raisons, en ce qui concerne les créances sur les propriétaires des marchandises, titres et valeurs susmentionnés. Si un droit de gage ou un privilège a été constitué par écrit sur lesdites marchandises, titres ou valeurs, l'institut ou le détenteur de la lettre de change susmentionnée pourra, en cas d'insolvabilité du débiteur, procéder à la vente des marchandises, titres ou valeurs en question par l'intermédiaire d'un courtier assermenté ou d'un service spécial ayant le droit d'effectuer la vente aux enchères ; la vente se fera au cours de la bourse ou au prix du marché.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux pays ont signé le présent arrangement et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, en langue hongroise et en langue allemande, à Vienne, le 30 juin 1931.

(L. S.) Comte L. AMBRÓZY, *m. p.*

(L. S.) SCHÖBER, *m. p.*

property in the goods has been handed over to the public warehouses for the account of the association or to the association itself.

(f) The association may also grant credits on the transactions above-mentioned against bills of exchange which are backed by security constituted according to the provisions in force by the deposit of goods or securities or the transfer of pending claims. Should the bill of exchange in question be discounted, the transfer of the claim secured shall also entail the transfer of the right of pledge or lien, even if such right of pledge or lien has not been expressly transferred. If, however, a document has been issued for the goods, the possession of which confers the right of disposing of such goods, this document must also be transferred. Such bills of exchange may contain a reference to the present Arrangement and include a statement that the goods and stocks pledged are held as security. Such bills of exchange shall also contain particulars of the nature and quantity of the goods forming the security, the warehouses where such goods are stored and the documents representing such goods or relating to their sale.

(g) The credit association shall have a prior lien on all goods, securities and stocks deposited with it or which it holds for other reasons, in respect of its claims on the owners of the goods, securities or stocks referred to. If a prior lien or claim has been given in writing on such goods, securities or stocks, the association or the holder of the above-mentioned bill of exchange may, in the event of the debtor's insolvency, sell such goods, securities or stocks through a public broker or a special department of its own which is entitled to undertake sales by auction. The sale shall be made at the prices prevailing on the Stock Exchange or market.

In faith whereof the Plenipotentiaries of both countries have signed the present Arrangement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, in the Hungarian and German languages, at Vienna, June 30, 1931.

(L. S.) Count L. AMBRÓZY, *m. p.*

(L. S.) SCHÖBER, *m. p.*

ANNEXE XXX

ANNEX XXX

ANNEXE XXX

PRÉSENTATIONS A L'ENREGISTREMENT, SIGNATURES, RATIFICATIONS, ADHÉSIONS POSTÉRIEUREMENT DÉPOSÉES, ETC.

N^o 269. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 SEPTEMBRE 1921.

ADHÉSIONS

MEXIQUE	10 mai	1932.
SOUDAN	1 ^{er} juin	1932.

N^o 284. — CONVENTION² BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND FRANCE RESPECTING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 2, 1922.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE DESCRIPTION OF THE TERRITORIES REFERRED TO BY CERTAIN ACCESSIONS PREVIOUSLY NOTIFIED. PARIS, DECEMBER 24, 1931 AND JANUARY 15, 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 29 avril 1932.

¹ Vol. IX, page 415 ; vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXVII, page 418 ; vol. XXXV, page 300 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. XLV, page 99 ; vol. L, page 160 ; vol. LIV, page 388 ; vol. LXIII, page 378 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 367 ; vol. C, page 156 ; vol. CVII, page 462 ; vol. CXI, page 403 ; et vol. CXVII, page 49, de ce recueil.

² Vol. X, page 447 ; vol. XXIV, page 164 ; vol. XXXI, page 246 ; vol. LXIII, page 383 ; vol. LXXXIII, page 374 ; et vol. CXVII, page 49, de ce recueil.

ANNEX XXX.

PRESENTATIONS FOR REGISTRATION, SIGNATURES, RATIFICATIONS, ACCESSIONS SUBSEQUENTLY DEPOSITED, ETC.

No. 269. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 30, 1921.

ACCESSIONS.

MEXICO	May	10, 1932.
SUDAN	June	1st, 1932.

N^o 284. — CONVENTION² ENTRE LE ROYAUME - UNI DE GRANDE - BRETAGNE ET D'IRLANDE ET LA FRANCE, AU SUJET DES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 2 FÉVRIER 1922.

ECHANGE DE NOTES DÉFINISSANT LES TERRITOIRES VISÉS PAR CERTAINES ADHÉSIONS PRÉCÉDEMMENT NOTIFIÉES. PARIS, LES 24 DÉCEMBRE 1931 ET 15 JANVIER 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, April 29, 1932.

¹ Vol. IX, page 415 ; Vol. XV, page 311 ; Vol. XIX, page 283 ; Vol. XXIV, page 163 ; Vol. XXVII, page 419 ; Vol. XXXV, page 301 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. XLV, page 99 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIV, page 388 ; Vol. LXIII, page 378 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 367 ; Vol. C, page 156 ; Vol. CVII, page 462 ; Vol. CXI, page 403 ; and Vol. CXVII, page 49, of this Series.

² Vol. X, page 447 ; Vol. XXIV, page 165 ; Vol. XXXI, page 247 ; Vol. LXIII, page 383 ; Vol. LXXXIII, page 374 ; and Vol. CXVII, page 49, of this Series.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

No. 776.
(1/27/31.)

24th December, 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

With reference to Your Excellency's notes of November 6th (Contentieux D. G. Procédure Civile Grande-Bretagne) and to previous correspondence regarding the Anglo-French Civil Procedure Convention, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom consider that certain notifications, which have been made to the Government of the Republic, of extensions to various colonies, protectorates, and mandated territories of the provisions of the Anglo-French Civil Procedure Convention have now been found to be insufficiently clear as to the exact territories intended to be covered by these notifications.

2. In order to avoid any possible misunderstanding on this point, His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs has directed me to communicate to Your Excellency the following explanations :

3. *Falkland Islands* includes Falkland Islands and Dependencies.

Gambia includes the Colony and the Protectorate.

Gold Coast includes the Colony, Ashanti, Northern Territories and Togoland under British Mandate.

Kenya includes the Colony and the Protectorate.

Nigeria includes the Colony, the Protectorate and Cameroons under British Mandate.

St. Helena includes St. Helena and Ascension.

Sierra Leone includes the Colony and the Protectorate.

Trinidad includes Trinidad and Tobago.

4. The authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be addressed in respect of Togoland under British Mandate is the same as the authority for the

I.

Nº 776.
(1/27/31.)

le 24 décembre 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Me référant aux notes de Votre Excellence en date du 6 novembre (Contentieux D. G. Procédure civile Grande-Bretagne) et à la correspondance antérieure concernant la Convention anglo-française de procédure civile, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni estime que certaines notifications, qui ont été faites au Gouvernement de la République, concernant l'extension à diverses colonies, protectorats et territoires sous mandat, des dispositions de la convention anglo-française de procédure civile paraissent ne pas indiquer d'une manière suffisamment claire les territoires exacts auxquels ces notifications devaient s'appliquer.

2. En vue d'éviter tout malentendu possible sur ce point le Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté pour les Affaires étrangères m'a chargé de transmettre à Votre Excellence les explications ci-après :

3. Le terme *Iles Falkland* comprend les îles Falkland et dépendances.

Gambie : comprend la colonie et le protectorat.

Côte de l'Or : comprend la colonie, le territoire des Achantis, les territoires septentrionaux et le Togo sous mandat britannique.

Kenia : comprend la colonie et le protectorat.

Nigeria : comprend la colonie, le protectorat et le Cameroun sous mandat britannique.

Sainte-Hélène : comprend Sainte-Hélène et Ascension.

Sierra-Leone : comprend la colonie et le protectorat.

Trinité : comprend Trinité et Tobago.

4. L'autorité à laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être adressées en ce qui concerne le Togo sous mandat britannique est la même que

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Gold Coast Colony, viz : The Chief Registrar, Accra, Gold Coast.

5. I should be grateful if Your Excellency would be so good as to acknowledge the receipt of this note.

I have the honour to be, with the highest consideration, Monsieur le Président, your Excellency's most obedient, humble Servant.

R. H. CAMPBELL.

His Excellency
Monsieur Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs.

II.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PARIS, le 15 janvier 1932.

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur d'accuser réception à l'Ambassade d'Angleterre de sa note No. 776 du 24 décembre dernier.

Il n'a pas manqué d'en porter la teneur à la connaissance du Ministère de la Justice.

Ambassade d'Angleterre,
à Paris.

pour la colonie de la Côte de l'Or, à savoir : The Chief Registrar, Accra, Gold Coast.

5. Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente note.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, etc.

R. H. CAMPBELL.

II.

FRENCH REPUBLIC.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

PARIS, January 15, 1932.

The Ministry of Foreign Affairs has the honour to acknowledge receipt of the United Kingdom Embassy's note No. 776 of December 24 last.

It has duly communicated its contents to the Ministry of Justice.

United Kingdom Embassy,
Paris.

No. 343. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE BRITISH AND LITHUANIAN GOVERNMENTS RESPECTING COMMERCIAL RELATIONS. RIGA AND KOVNO, MAY 6, 1922.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE LITHUANIAN GOVERNMENT RESPECTING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN TANGANYIKA TERRITORY AND LITHUANIA. RIGA, DECEMBER 14 AND KOVNO, DECEMBER 28, 1931.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 29 avril 1932.

Nº 343. — ACCORD¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET LITHUANIEN, CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES. RIGA ET KOVNO, LE 6 MAI 1922.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT LITHUANIEN CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LE TERRITOIRE DE TANGANYIKA ET LA LITHUANIE. RIGA, LE 14 DÉCEMBRE ET KOVNO, LE 28 DÉCEMBRE 1931.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, April 29, 1932.

¹ Vol. XIII, page 25 et vol. XXIV, page 174, de ce recueil.

¹ Vol. XIII, page 25 and Vol. XXIV, page 175, of this Series.

No. I.

MR. KNATCHBULL-HUGESSEN TO LITHUANIAN
MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS

BRITISH LEGATION.

RIGA, *December 14, 1931.*

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland desire that the provisions of the Anglo-Lithuanian Commercial Agreement embodied in the exchange of notes of the 6th May, 1922, should be made applicable to the Tanganyika Territory, the mandate in respect of which is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom.

2. If the Lithuanian Government agree to this proposal, I have the honour to suggest that the present note, together with your reply, be regarded as placing on record the agreement arrived at between the two Governments in this matter.

I avail, etc.

H. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.

No. II.

LITHUANIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS
TO MR. KNATCHBULL-HUGESSEN.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LITHUANIE.

KAUNAS, *le 28 décembre 1931.*

M. LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à votre Excellence de sa lettre en date du 14 décembre

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Traduction du Foreign office de Sa Majesté Britannique.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No I.

M. KNATCHBULL-HUGESSEN AU MINISTRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LITHUANIE.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

RIGA, *le 14 décembre 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté au Affaires étrangères, de vous faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est désireux d'étendre les dispositions de l'accord commercial anglo-lithuanien figurant dans l'échange de notes en date du 6 mai 1922, au territoire du Tanganyika, territoire sous mandat exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

2. Si le Gouvernement lithuanien accepte cette proposition, j'ai l'honneur de suggérer que la présente note ainsi que votre réponse soient considérées comme constatant l'arrangement intervenu entre nos deux gouvernements en la matière.

Je saisis, etc.

H. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
À M. KNATCHBULL-HUGESSEN.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

KOVNO, *December 28, 1931.*

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your Excellency's note of the 14th instant, in

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

courant, par laquelle elle a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté britannique serait désireux d'étendre l'accord commercial provisoire anglo-lithuanien, conclu par échange de notes, le 6 mai 1922, au territoire de Tanganyika qui est sous le mandat du Gouvernement du Royaume-Uni.

En réponse à cette lettre, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement lithuanien accepte la proposition en question et que votre communication ainsi que la présente réponse constituent l'arrangement entre nos deux gouvernements en cette matière.

Je saisis, etc.

ZAUNIUS,
Ministre des Affaires étrangères.

which you are good enough to inform me that His Britannic Majesty's Government desire that the Anglo-Lithuanian provisional Commercial Agreement concluded by the exchange of notes of the 6th May, 1922, should be extended to the Tanganyika territory which is under the mandate of the Government of the United Kingdom.

In reply to this note, I have the honour to inform you that the Lithuanian Government accept the proposal in question, and agree that your communication and the present reply shall constitute the Arrangement between our two Governments in this matter.

I avail, etc.

ZAUNIUS,
Minister for Foreign Affairs.

No. 566. — CONVENTION¹ BETWEEN BELGIUM AND THE UNITED KINGDOM EXTENDING TO THE BELGIAN CONGO AND CERTAIN BRITISH PROTECTORATES THE EXISTING EXTRADITION CONVENTIONS BETWEEN BELGIUM AND THE UNITED KINGDOM, SIGNED AT LONDON, AUGUST 8, 1923, AND EXCHANGE OF NOTES. LONDON, JUNE 28, AND JULY 2, 1928.

Nº 566. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LE ROYAUME-UNI POUR L'APPLICATION AU CONGO BELGE ET A CERTAINS PROTECTORATS BRITANNIQUES DES CONVENTIONS D'EXTRADITION EN VIGUEUR ENTRE LA BELGIQUE ET LE ROYAUME-UNI, SIGNÉE A LONDRES, LE 8 AOÛT 1923, ET ÉCHANGE DE NOTES. LONDRES, LES 28 JUIN ET 2 JUILLET 1928.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE CONVENTION. BRUSSELS, MARCH 8 AND 30, 1932.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA TRANSJORDANIE DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION CI-DESSUS. BRUXELLES, LES 8 ET 30 MARS 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande Bretagne le 29 avril 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, April 29, 1932.

¹ Vol. XXII, page 375 ; Vol. LXXXIII, page 385 ; et Vol. LXXXVIII, page 297, de ce recueil.

¹ Vol. XXII, page 375 ; Vol. LXXXIII, page 385 ; and Vol. LXXXVIII, page 297, of this Series.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 61.
(109/5/32).

BRUSSELS, *March 8th*, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

By the Convention signed at London on August 8th, 1923, the provisions of the Extradition Treaty between Great Britain and Belgium of October 29th, 1901, and the supplementary Conventions of March 5th, 1907, and March 3rd, 1911, were extended to the Belgian Congo and to certain named British protectorates. It was further provided that, if, after the signature of that Convention, it was considered advisable to extend its provisions to British protectorates other than those mentioned, or to territories in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, then, after agreement arrived at between the respective Governments, its provisions should apply also to these other protectorates, or to such territories, from the date prescribed in the notes to be exchanged for the purpose of effecting such extension.

2. The provisions of the above-mentioned Convention were extended to Palestine (excluding Transjordan) by means of notes exchanged on June 28th/July 2nd, 1928. In paragraph 3 of the same notes it was agreed that the provisions of the Extradition Treaty of October 29th, 1901, and the Conventions supplementary thereto of March 5th, 1907, and March 3rd, 1911, should apply to the territories of Ruanda-Urundi, subject to the same conditions as those set forth in Articles 2 and 3 of the Convention of August 8th, 1923.

3. I have the honour to inform Your Excellency, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, that His Majesty's Government in the United Kingdom now desire that the

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 61.
(109/5/32).

BRUXELLES, *le 8 mars* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément à la Convention signée à Londres le 8 août 1923, les dispositions du Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et la Belgique, du 29 octobre 1901, et les Conventions additionnelles du 5 mars 1907 et du 3 mars 1911 ont été étendues au Congo belge et à certains protectorats britanniques nommément désignés. Il a été, en outre, prévu que si, après la signature de ladite convention, il était jugé opportun d'en étendre les dispositions aux protectorats britanniques autres que ceux qui étaient désignés ou à des territoires pour lesquels un mandat exercé au nom de la Société des Nations avait été accepté par Sa Majesté britannique, et après accord intervenu entre les gouvernements respectifs, les dispositions de la convention s'appliqueraient également auxdits autres protectorats ou aux dits autres territoires, à partir de la date prescrite dans les notes à échanger en vue d'effectuer cette extension.

2. Les dispositions de la convention susmentionnée ont été étendues à la Palestine (non compris la Transjordanie), par un échange de notes en date du 28 juin et du 2 juillet 1928. Au paragraphe 3 desdites notes il était convenu que les dispositions du Traité d'extradition du 29 octobre 1901, ainsi que les conventions additionnelles, du 5 mars 1907 et du 3 mars 1911 s'appliqueraient aux territoires du Ruanda-Urundi, sous réserve des mêmes conditions que celles qui sont prescrites aux articles 2 et 3 de la Convention du 8 août 1923.

3. D'ordre du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni désire maintenant que les dispo-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

provisions of the Conventions of August 8th, 1923, as supplemented by paragraph 3 of the notes exchanged on June 28th/July 2nd, 1928, should, as from April 1st, 1932, be extended to Transjordan. If this proposal is agreeable to the Belgian Government the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the agreement arrived at between the two Governments in the matter.

4. I have the honour to add that for the purposes of this agreement the "Governor or chief authority" referred to in Article XIV of the Treaty of October 29th, 1901, would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem; and I should be glad if Your Excellency would be good enough to inform me of the designation of the Consular Officer of Belgium who, for the purpose of Article XIV of the said Treaty, would be the "chief consular Officer" by whom requisition for extradition from Transjordan would be made.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Neville BLAND.

His Excellency
Monsieur Paul Hymans,
Minister for Foreign Affairs.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Direction générale C,
3^{me} bureau.

No. 1260/23.

No. d'ordre :

BRUXELLES, le 30 mars 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre du 8 mars courant, No. 61 (109/5/32), par laquelle vous avez bien voulu m'aviser du désir de votre gouvernement de voir étendre à la Transjordanie à partir du 1^{er} avril prochain les dispositions de la Convention d'extradition

sitions de la Convention du 8 août 1923, complétées par le paragraphe 3 des notes échangées le 28 juin et le 2 juillet 1928 soient étendues à la Transjordanie, à partir du 1^{er} avril 1932. Si cette proposition est agréée du Gouvernement belge, la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet seraient considérées comme instrument de l'accord intervenu sur ce point entre les deux gouvernements.

4. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins de cet accord, le « Gouverneur ou principale autorité » visé à l'article 14 du Traité du 29 octobre 1901 sera le « Haut Commissaire pour la Transjordanie » à Jérusalem. Je serais heureux que Votre Excellence voulût bien me faire connaître l'agent consulaire de Belgique qui aura été désigné aux fins de l'article 14 dudit traité, comme « agent consulaire principal » chargé de la présentation des demandes d'extradition d'individus réfugiés en Transjordanie.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

Neville BLAND.

Son Excellence
M. Paul Hymans,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS,
General Department C.
Third Office.

No. 1260/23.

No. d'ordre :

BRUSSELS, March 30, 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of March 8, No. 61 (109/5/32), in which you were good enough to inform me that your Government desire that the provisions of the Extradition Treaty of August 8, 1923, between Belgium and Great Britain, as supple-

belgo-britannique du 8 août 1923, complétée par l'échange de notes des 28 juin-2 juillet 1928.

Cette extension rencontre l'agrément du Gouvernement du Roi, qui considérera le présent échange de lettres comme instrument de l'accord intervenu sur ce point.

J'ai pris bonne note également de ce que l'autorité visée à l'article 14 du traité d'extradition du 29 octobre 1901, sera en ce qui concerne la Grande-Bretagne, le « Haut Commissaire pour la Transjordanie », à Jérusalem ; le consul en cette ville sera, le cas échéant, chargé de la présentation des demandes d'extradition d'individus réfugiés en Transjordanie.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Pour le Ministre :

Le chef du Cabinet,
Cte. Louis D'URSEL.

Monsieur G. Neville Maltby Bland,
Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne,
à Bruxelles.

mented by the notes exchanged on June 28th / July 2, 1928, should, as from April 1st, 1932, be extended to Transjordan.

This proposal is agreeable to His Majesty's Government, which will regard the present exchange of letters as placing upon formal record the agreement arrived at in this matter.

I have also noted that, as regards Great Britain, the authority referred to in Article 14 of the Extradition Treaty of October 29, 1901, will be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem. The Consul in that town will be the officer by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :

Cte Louis D'URSEL,
Chef du Cabinet.

Monsieur G. Neville Maltby Bland,
Chargé d'Affaires of Great Britain,
Brussels.

No. 597. — CONVENTION¹ BETWEEN BELGIUM AND THE UNITED KINGDOM RESPECTING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, JUNE 21, 1922.

N° 597. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LE ROYAUME-UNI AU SUJET DES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 21 JUIN 1922.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE DESCRIPTION OF THE TERRITORIES REFERRED TO BY CERTAIN ACCESSIONS PREVIOUSLY NOTIFIED. BRUSSELS, DECEMBER 24, 1931, AND FEBRUARY 23, 1932.

ECHANGE DE NOTES DÉFINISSANT LES TERRITOIRES VISÉS PAR CERTAINES ADHÉSIONS PRÉCÉDEMMENT NOTIFIÉES. BRUXELLES, LES 24 DÉCEMBRE 1931 ET 23 FÉVRIER 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 29 avril 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, April 29, 1932.

¹ Vol. XXIV, page 91 ; vol. XXXI, page 254 ; vol. XXXV, page 306 ; vol. XXXIX, page 175 ; vol. XLV, page 112 ; vol. LXXVI I, page 456 ; vol. LXXXIII, page 387 ; vol. CIV, page 497 ; et vol. CVII, page 467, de ce recueil.

¹ Vol. XXIV, page 91 ; Vol. XXXI page 255 ; Vol. XXXV, page 307 ; Vol. XXXIX, page 175 ; Vol. XLV, page 112 ; Vol. LXXVIII, page 456 ; Vol. LXXXIII, page 387 ; Vol. CIV, page 497 and Vol. CVII, page 467, of this Series.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 370.
(198/22/1931).

BRUSSELS, 24th December, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Your Excellency's note, Direction Générale C. No. C3 - 31029 D/17 of May 29th last, relative to the Anglo-Belgian Civil Procedure Convention, I have the honour to inform Your Excellency, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, that certain notifications made to the Belgian Government of extensions to various Colonies, Protectorates and Mandated Territories of the provisions of that convention have now been found not to be sufficiently clear as to the exact territories intended to be covered by the notification. In order to avoid any possible misunderstanding on this point, I have the honour to transmit to Your Excellency the enclosed statement giving further explanations on this subject.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Neville BLAND.

His Excellency

Monsieur Paul Hymans,
Minister for Foreign Affairs.

Falkland Islands includes Falkland Islands and Dependencies.

Gambia includes the Colony and the Protectorate.

Gold Coast includes the Colony, Ashanti, Northern Territories and Togoland under British Mandate.

Nigeria includes the Colony, the Protectorate and Cameroons under British Mandate.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 370
(198/22/1931).

BRUXELLES, le 24 décembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à votre note, Direction générale C. N° C3 - 31029 D/17 du 29 mai dernier, relative à la Convention anglo-belge en matière de procédure civile, j'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de vous faire savoir qu'il a été constaté que certaines notifications adressées au Gouvernement belge et relatives à l'extension des dispositions de cette Convention à diverses colonies et à divers protectorats et territoires sous mandat, ne définissent pas avec une clarté suffisante les territoires visés par la notification. Afin d'éviter tout malentendu possible, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence la note ci-jointe qui fournit des précisions à cet égard.

Je saisis cette occasion, etc.

Neville BLAND.

Son Excellence

Monsieur Paul Hymans,
Ministre des Affaires étrangères.

Les *Iles Falkland* comprennent les îles Falkland proprement dites et les dépendances.

La *Gambie* comprend la colonie proprement dite et le Protectorat.

La *Côte de l'Or* comprend la colonie proprement dite, l'Achanti, les Territoires du Nord et le Togo sous mandat britannique.

La *Nigéria* comprend la colonie proprement dite, le Protectorat et le Cameroun sous mandat britannique.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

St. Helena includes St. Helena and Ascension.

Sierra Leone includes the Colony and the Protectorate.

The authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be addressed in respect of Togoland under British Mandate is the same as the authority for the Gold Coast Colony, viz : The Chief Registrar, Accra, Gold Coast.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Direction Générale C
3^e Bureau
N^o 31029/GB.

BRUXELLES, le 23 février 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de l'office de l'Ambassade du 24 décembre 1931, N^o 370 (198/22/1931), me donnant des précisions sur les territoires que le Gouvernement de Sa Majesté britannique a entendu viser par diverses notifications relatives à l'application de la Convention anglo-belge du 21 juin 1922.

Je communique ces précisions aux agents belges dont la juridiction consulaire s'étend sur les territoires en question.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Pour le ministre :

Le directeur général,
(Signature illisible.)

Monsieur George Neville Maltby Bland,
Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne,
Bruxelles.

Ste-Hélène comprend l'île de Ste-Hélène et l'île de l'Ascension.

La *Sierra Leone* comprend la colonie proprement dite et le Protectorat.

L'autorité à laquelle devront être adressées les demandes de signification et les commissions rogatoires en ce qui concerne le Togo sous mandat britannique, est la même que celle de la Côte de l'Or, à savoir : « *The Chief Registrar, Accra, Gold Coast* ».

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
General Department C.,
Third Section
No. 31029/GB.

BRUSSELS, February 23, 1932.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your communication No. 370 (198/22/1931), dated December 24, 1931, giving further particulars as to the territories which His Britannic Majesty's Government intended to be covered by various notifications relative to the application of the Anglo-Belgian Convention of June 21, 1922.

I am communicating these particulars to the Belgian Agents whose consular jurisdiction extends over the territories in question.

I have, etc.

(Signature illegible)

Director General
for the Minister.

Mr. George Neville Maltby Bland,
Chargé d'Affaires of Great Britain,
Brussels.

N° 603. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE
ENTRE L'ITALIE ET LA SUISSE. SIGNÉ
A ZURICH, LE 27 JANVIER 1923.

No. 603. — TREATY¹ OF COMMERCE
BETWEEN ITALY AND SWITZERLAND.
SIGNED AT ZURICH, JANUARY 27, 1923.

PROTOCOLE² ADDITIONNEL AU TRAITÉ CI-DESSUS
ET DÉCLARATION ANNEXE, SIGNÉS A ROME,
LE 8 JUILLET 1931.

ADDITIONAL PROTOCOL² TO THE ABOVE TREATY,
WITH ANNEXED DECLARATION, SIGNED AT
ROME, JULY 8, 1931.

*Texte officiel français communiqué par le Conseil
fédéral suisse et le ministre des Affaires
étrangères d'Italie, le 9 juin 1932.*

*French official text communicated by the Swiss
Federal Council and the Italian Minister for
Foreign Affairs, June 9, 1932.*

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ET LE GOUVERNE-
MENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE sont
convenus de modifier et de compléter le Traité
de commerce conclu entre la Suisse et l'Italie
le 27 janvier 1923 comme il suit :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL AND THE
GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF
ITALY have agreed to modify and supplement
the Treaty of Commerce, concluded between
Switzerland and Italy on January 27, 1923,
as follows :

A. TRAITEMENT DOUANIER DES MARCHANDISES
SUISSES EN ITALIE.

A. CUSTOMS TREATMENT OF SWISS GOODS IN
ITALY.

I. *Parties de véhicules automobiles.*

I. — *Parts of motor vehicles.*

a) Rentrent sous le numéro 523 du tarif
douanier italien, établi, par le Décret Royal du
27 juin 1930, n° 858, les parties détachées d'au-
tomobiles, non dénommées ailleurs, brutes
ou travaillées, qui font partie du moteur, des
organes de direction et de transmission, du
châssis et de la carrosserie.

(a) No. 523 of the Italian Customs Tariff,
established by Royal Decree No. 858 of June
27, 1930, shall include motor car detached
parts not elsewhere mentioned, rough or
worked, forming part of the engine, of the
steering and transmission gear, of the chassis
and of the body.

b) Toutefois, l'Italie appliquera les droits
d'entrée mentionnés ci-dessous, selon la matière
et l'état, aux parties détachées de véhicules
automobiles en acier moulé et en fonte malléable,
d'origine et de provenance suisses, énumérées
dans la liste ci-après :

(b) Italy will, however, apply the under-
mentioned import duties, according to material
and condition, on motor-vehicle detached parts
enumerated in the appended list, made of cast
steel and of malleable cast iron, originating
in and coming from Switzerland :

1° Roues de tous genres et leur parties,
telles que corps de roues, disques de roues,

(1) All kinds of wheels and parts
thereof, such as wheel centres, wheel

¹ Vol. XXV, page 21 ; vol. LXIII, page 396 ;
et vol. LXXXVIII, page 303, de ce recueil.

¹ Vol. XXV, page 21 ; Vol. LXIII, page 396 ;
and Vol. LXXXVIII, page 303, of this Series.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Rome,
le 11 mai 1932. Entrés en vigueur le 17 août 1931.

² The exchange of ratifications took place
at Rome, May 11, 1932. Came into force
August 17, 1931.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des
Nations, à titre d'information.

³ Translated by the Secretariat of the League
of Nations, for information.

moyeux avec ou sans rayons, avec ou sans tambours de frein, jantes et parties de jantes de tous systèmes, ainsi que les paties servant à leur assemblage et à leur montage, moyeux pour roues avant et roues arrière ;

2° Tambours de frein pesant 10 kg. ou plus, pour tout système de frein, montés ou non, aussi en combinaison avec les roues ;

3° Volants du vilbrequin ;

4° Boîtes du différentiel et du cardan, couvercles pour les boîtes, supports du groupe cône, manchons et autres parties de ponts d'essieu ;

5° Autres parties de véhicules automobiles, non dénommées sous chiffres 1 à 4 ci-dessus, en fonte malléable ou en acier moulé, brutes, à l'exclusion des parties appartenant au moteur, ainsi que des tambours de frein pesant moins de 10 kg.

aa) bruts, pesant par pièce :

	Droits d'entrée par quintal en lire
1. 100 kg. ou plus	62.00
2. 40 kg. ou plus, mais moins de 100 kg.	71.60
3. 10 kg. ou plus, mais moins de 40 kg.	76.30
4. 1 kg. ou plus, mais moins de 10 kg.	95.40
5. 100 gr. ou plus, mais moins de 1 kg.	119.50
6. Moins de 100 gr.	170.50

Note. Les parties de véhicules automobiles visées sous chiffres 1 à 5 de la litt. b) sont considérées comme brutes, même si après le coulage, les jets de coulée ou masselottes et les bavures ont été enlevés par n'importe quel moyen, pourvu que lesdites opérations n'aient pas donné lieu à un véritable travail de la surface de l'objet. Il est indifférent que lesdites opérations aient été exécutées à la main ou à la machine.

bb) rabotés, limés, tournés, perforés ou autrement travaillés, seulement dans une petite partie de leur surface, pesant par pièce :

	Droits d'entrée par quintal en lire
1. 100 kg. ou plus	71.60
2. 40 kg. ou plus, mais moins de 100 kg.	81.10
3. 10 kg. ou plus, mais moins de 40 kg.	90.60
4. 1 kg. ou plus, mais moins de 10 kg.	114.50
5. 100 gr. ou plus, mais moins de 1 kg.	143.00
6. Moins de 100 gr.	202.00

discs, hubs with or without spokes, with or without brake-drums, rims and parts of rims of any pattern, also parts for assembling or fitting the same, front-wheel or back-wheel hubs ;

(2) Brake drums weighing 10 kg. or more, for any pattern of brake, fitted or not, connected or not with the wheels ;

(3) Balance weights ;

(4) Differential and cardan-joint cases, case lids, conical group stays, couplings and other parts of the rear axles ;

(5) Other motor-vehicle parts not specified under paragraphs 1 to 4 above, of malleable cast iron or cast steel, rough, except such parts as belong to the engine, also brake drums weighing less than 10 kg.:

aa) Rough, weighing each :

	Import duty in lire per quintal
1. 100 kg. or over	62.00
2. 40 kg. or over, but less than 100 kg.	71.60
3. 10 kg. or over, but less than 40 kg.	76.30
4. 1 kg. or over, but less than 10 kg.	95.40
5. 100 gr. or over, but less than 1 kg.	119.50
6. Less than 100 gr.	170.50

Note. — The motor-vehicle parts referred to in paragraphs 1 to 5 of letter (b) shall be regarded as "rough", even if, after casting, the runners or dead-heads and seams have been removed by any means, in so far as such removal does not entail any real surface working of the article. It is immaterial whether the said operations have been carried out by hand or by machine.

(bb) Planed, filed, turned, perforated or otherwise worked, but only on a small portion of the surface, weighing each :

	Import duty in lire per quintal
1. 100 kg. or over	71.60
2. 40 kg. or over, but less than 100 kg.	81.10
3. 10 kg. or over, but less than 40 kg.	90.60
4. 1 kg. or over, but less than 10 kg.	114.50
5. 100 gr. or over, but less than 1 kg.	143.00
6. Less than 100 gr.	202.00

Note. — Sont admises aux droits de la litt. *bb)* ci-dessus les parties brutes de véhicules automobiles visées sous chiffres 1 à 5 de la litt. *b)*, simplement dégrossies ou ébauchées.

cc) Travaillés sur toute la surface ou sur une grande partie, ayant subi uniquement des opérations mécaniques (rabotés, limés, perforés, etc.), pesant par pièce :

	Droits d'entrée par quintal en liras
1. 100 kg. ou plus	102.80
2. 40 kg. ou plus, mais moins de 100 kg.	128.50
3. 10 kg. ou plus, mais moins de 40 kg.	154.00
4. 1 kg. ou plus, mais moins de 10 kg.	167.00
5. 100 gr. ou plus, mais moins de 1 kg.	200.00
6. Moins de 100 gr.	277.00

dd) Parties détachées de véhicules automobiles reprises aux numéros 3 et 4 de la litt. *b)*, en tant qu'elles sont considérées, d'après l'état actuel du Répertoire du tarif italien, comme parties détachées de machines, pesant par pièce :

	Droits d'entrée par quintal en liras
1. Plus de 10 quintaux	137.50
2. Plus de 1 à 10 quintaux	162.00
3. Plus de 40 kg. à 1 quintal	199.50
4. Plus de 10 kg. à 40 kg.	250.00
5. Plus de 1 kg. à 10 kg.	294.00
6. Plus de 500 gr. à 1 kg.	411.00
7. Plus de 100 à 500 gr.	585.00
8. Plus de 20 à 100 gr.	925.00
9. Jusqu'à 20 gr.	1,320.00

2. Aluminium et ses alliages.

La Suisse renonce aux droits conventionnels et aux notes y relatives, stipulés dans l'annexe A) du Traité de commerce conclu entre l'Italie et la Suisse le 27 janvier 1923, pour les numéros ci-après du tarif douanier italien :

a) ex 370 Aluminium et ses alliages : en lingots et débris ; en moulages ; en barres, en verges et en tringles, laminées ou battues ; en feuilles et en tôles ; en fils, ; en tubes ;

b) n° 371 Cordes et câbles en fils d'aluminium et ses alliages ;

Note. — Where the motor-vehicle parts referred to under paragraphs 1 to 5 of letter *(b)* are only roughened down or rough shaped, they will be admitted at the rates fixed in *(bb)* above.

(cc) Worked on the whole or greater part of the surface, having solely undergone mechanical operations (planed, filed, perforated, etc.), weighing each :

	Import duty in lire per quintal
1. 100 kg. or over	102.80
2. 40 kg. or over, but less than 100 kg.	128.50
3. 10 kg. or over, but less than 40 kg.	154.00
4. 1 kg. or over, but less than 10 kg.	167.00
5. 100 gr. or over, but less than 1 kg.	200.00
6. Less than 100 gr.	277.00

(dd) Motor-vehicle detached parts referred to in paragraphs 3 and 4 of letter *(b)*, in so far as under the present condition of the " Répertoire " to the Italian Tariff, they are regarded as detached parts of machine, weighing each :

	Import duty in lire per quintal
1. More than 10 quintals	137.50
2. More than 1 and up 10 quintals	162.00
3. More than 40 kg. and up to 1 quintal	199.50
4. More than 10 and up to 40 kg.	250.00
5. More than 1 kg. and up to 10 kg.	294.00
6. More than 500 gr. and up to 1 kg.	411.00
7. More than 100 and up to 500 gr.	585.00
8. More than 20 and up to 100 gr.	925.00
9. Up to 20 gr.	1,320.00

2. Aluminium and its alloys.

Switzerland waives her claim to the conventional duties and to the Notes relating thereto, as stipulated in Annex (A) to the Treaty of Commerce concluded between Italy and Switzerland on January 27, 1923, in respect of the following numbers of the Italian Customs Tariff :

(a) ex 370. Aluminium and its alloys ; ingots and scrap ; castings ; bars, rods or curtain poles, rolled or beaten ; leaves and sheets, wire, tubes (or pipes) ;

(b) No. 371. Ropes and cables of wire of aluminium and its alloys ;

c) n° 372 Ouvrages en aluminium et ses alliages, non dénommés :

a) Pour usages industriels ou pour constructions ;

b) Autres.

Toutefois, dans le cas d'une augmentation du droit du n° 372 b) (Ouvrages en aluminium et ses alliages, non dénommés, autres que ceux pour usages industriels ou pour constructions), le nouveau droit ne pourra dépasser le taux de 477 livres par quintal. Il est entendu, en outre, que si la Suisse relevait les droits sur les ouvrages en aluminium ou en alliages d'aluminium, autres que ceux pour usages industriels ou pour constructions, du n° 867 du tarif douanier suisse elle ne s'opposerait pas à ce que l'Italie augmentât de son côté au même taux les droits sous le n° 372 b) (Ouvrages en aluminium et ses alliages, non dénommés, autres que ceux pour usages industriels, ou pour constructions) du tarif italien.

Les pistons de moteurs à combustion interne de toute espèce (y compris les pistons de moteurs pour véhicules automobiles), en aluminium et ses alliages, même munis de plaquettes en acier insérées au moment de la fusion, bruts, acquitteront le droit de 183 livres 50 par quintal, et les mêmes pistons, travaillés, seront admis aux droits conventionnels du n° 466 b) du tarif italien. Sont également considérés comme bruts lesdits pistons dont ont été enlevés après le coulage les jets de coulée ou masselottes et les bavures, par n'importe quel moyen, pourvu que lesdites opérations n'aient pas donné lieu à un véritable travail de la surface de l'objet. Il est indifférent que lesdites opérations aient été exécutées à la main ou à la machine.

3. Segments pour pistons.

Les segments en fonte grise, même travaillés, pour pistons de tout genre, d'un diamètre extérieur à l'état fermé de 115 mm. ou moins, acquitteront le droit de 500 livres par quintal. Lesdits segments d'un diamètre supérieur à 115 mm. seront admis aux droits conventionnels du n° 466 a) du tarif italien.

4. Appareils pour radiotélégraphie et radiotéléphonie.

La Suisse renonce pour les appareils de radiotélégraphie et de radiotéléphonie (n° 497 a) du

(c) No. 372. Unspecified articles of aluminium and its alloys :

(a) For industrial use or for building ;

(b) Other.

In the case, however, of an increase in the duty of No. 372 (b) (Unspecified articles of aluminium and its alloys other than those for industrial use or for building) the new rate shall not exceed 477 lire per quintal. It is further understood that should Switzerland raise the duties on articles of aluminium or of alloys of aluminium other than those for industrial use or for building in No. 867 of the Swiss Customs Tariff, she would make no objection if Italy on her part raised to the same level the duties under No. 372 (b) (Unspecified articles of aluminium and its alloys other than those for industrial use and building) of the Italian Customs Tariff.

Pistons for internal combustion engines of all kinds (including pistons for motor-vehicle engines) of aluminium and its alloys, even fitted with small steel plates inserted at the time of fusion, rough, shall pay a duty of lire 183.50 per quintal and, if worked, such pistons shall be admitted at the conventional duty of No. 466 (b) of the Italian Tariff. The said pistons shall also be regarded as "rough" even if, after casting, the runners or deadheads and seams have been removed by any means, in so far as such removal does not entail any real surface working of the article. It is immaterial whether the said operations have been carried out by hand or by machine.

3. Piston segments.

Gray cast-iron segments, whether worked or not, for pistons of all kinds, 115 millimetres or less, in external diameter, when closed, shall pay a duty of 500 lire per quintal. When their diameter exceeds 115 millimetres, the said segments shall be admitted at the conventional duty of No. 466 (a) of the Italian Tariff.

4. Radiotelegraphy and radiotelephony apparatus.

In respect of radiotelegraphy and radiotelephony apparatus (No. 497 (a) of the Italian

tarif douanier italien) au droit conventionnel fixé sous le n° 497 (Appareils télégraphiques et téléphoniques, y compris les commutateurs pour centrales téléphoniques) de l'annexe A du Traité de commerce italo-suisse du 27 janvier 1923.

5. *Moteurs auxiliaires pour canots.*

Il est entendu que les droits fixés sous le n° ex 396 a) 2 (Machines motrices à combustion interne) de l'annexe A du Traité de commerce italo-suisse du 27 janvier 1923 ne visent pas les moteurs auxiliaires pour canots, à l'exclusion des moteurs Diesel, qui continueront à être dédouanés aux taux de la position 396 a) 2.

6. *Ferro-silico-aluminium.*

L'alliage ferro-silico-aluminium, même en poudre, contenant au moins 10 % de fer et destiné à être employé pour la désoxydation dans la fabrication du fer et de l'acier, acquittera le droit de 29 livres 40 par quintal.

7. *Mécaniques d'armures (ratières).*

Il est entendu que, pour la tarification des mécaniques d'armures (ratières), rentrant sous le n° 466 du tarif douanier italien, les fers de base ne seront pas pris en considération dans le calcul de la teneur en un autre métal que la fonte de fer.

B. TRAITEMENT DOUANIER DES MARCHANDISES ITALIENNES EN SUISSE.

1. *Farine pour le bétail, dénaturée.*

L'Italie renonce au droit conventionnel stipulé dans l'annexe C du Traité de commerce entre l'Italie et la Suisse du 27 janvier 1923, pour le n° 216 a) du tarif douanier suisse (Farine pour le bétail, dénaturée).

2. *Tissus élastiques.*

L'Italie renonce au droit conventionnel stipulé dans l'annexe C du Traité de commerce précité, pour le n° 527 du tarif douanier suisse (Tissus élastiques de tout genre en caoutchouc, mélangés de coton, laine, soie, etc.).

Customs Tariff), Switzerland waives her claim to the conventional duty fixed in No. 497 (Telegraphic and telephonic apparatus, including switchboards for telephone exchanges) of Annex A to the Italo-Swiss Treaty of Commerce of January 27, 1923.

5. *Auxiliary engines for boats.*

It is agreed that the duties fixed under No. ex 396 (a) 2 (Internal combustion engines) as stipulated in Annex A to the Italo-Swiss Treaty of Commerce of January 27, 1923, do not cover boat auxiliary engines (Diesel engines excepted), which shall continue to be cleared at the rates provided in No. 396 (a) 2.

6. *Ferro-silico-aluminium.*

Ferro-silico-aluminium alloy, even in powder, containing at least 10 % of iron and intended for deoxidation purposes in the manufacture of iron and steel, shall pay a duty of 29.40 lire per quintal.

7. *Dobby weaving apparatus.*

It is agreed that in assessing duty on dobbie weaving apparatus classified under No. 466 of the Italian Customs Tariff, the base irons shall not be taken into account in calculating the content of any other metal than cast-iron.

B. CUSTOMS TREATMENT OF ITALIAN GOODS IN SWITZERLAND.

1. *Meal for cattle food, denatured.*

Italy waives her claim to the conventional duty stipulated in Annex C to the Treaty of Commerce between Italy and Switzerland of January 27, 1923, in respect of No. 216 (a) of the Swiss Customs Tariff (Meal for cattle food, denatured).

2. *Elastic tissues.*

Italy waives her claim to the conventional duty stipulated in Annex C to the aforesaid Treaty of Commerce, in respect of No. 527 of the Swiss Customs Tariff (Elastic tissues of all kinds, of *caoutchouc*, combined with cotton, wool, silk, etc.).

3. *Souliers et pantoufles.*

Au cas où la Suisse augmenterait les droits de douane sur les chaussures des numéros 193, 194 et 195 de l'annexe C du Traité de commerce italo-suisse du 27 janvier 1923, l'Italie ne s'y opposerait pas.

Le présent protocole additionnel qui restera exécutoire jusqu'à l'échéance du Traité de commerce italo-suisse du 27 janvier 1923, auquel il se rapporte, sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Rome aussitôt que possible.

Il pourra, toutefois, entrer en vigueur, ainsi que la déclaration annexe, à titre provisoire, par échange de notes.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole additionnel.

Fait en double exemplaire, à Rome, le huit juillet mil neuf cent trente-et-un.

(L. S.) (Signé) WAGNIÈRE.

(L. S.) (Signé) Dino GRANDI.

DÉCLARATION ANNEXE

Il est entendu que rentrant notamment sous litt. *b*) 4 (Boîte du différentiel et du cardan, couvercles pour les boîtes, supports du groupe conique, manchons et autres parties de ponts d'essieux) du chapitre *A*) 1 du Protocole ci-dessus les pièces de ponts d'essieux représentées par les photographies remises par la Délégation suisse et annexées à la présente déclaration.

(Signé) WAGNIÈRE.

(Signé) Dino GRANDI.

Pour copie conforme :

Berne, le 8 juin 1932.

Le Chancelier de la Confédération,
Käslin.

Per copia conforme :

p. Il Capo dell' Ufficio Trattati
G. De Astis.

3. *Shoes and slippers.*

Should Switzerland increase the duties on footwear coming under Nos. 193, 194 and 195 of Annex C to the Italo-Swiss Treaty of Commerce of January 27, 1923, Italy will make no objection thereto.

The present Additional Protocol which shall remain operative until the termination of the Italo-Swiss Treaty of Commerce of January 27, 1923, to which it refers, shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Rome as soon as possible.

It may nevertheless come provisionally into force, together with the annexed Declaration, by means of an exchange of notes.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for this purpose, have signed the present Additional Protocol.

Done at Rome in duplicate, the eighth day of July, one thousand nine hundred and thirty-one.

(L. S.) (Signed) WAGNIÈRE.

(L. S.) (Signed) Dino GRANDI.

ANNEXED DECLARATION.

It is understood that item (*b*) 4 (Differential and cardan-joint cases, case lids, conical group stays, couplings and other parts of the rear axles) of Chapter *A* (1) of the above Protocol, includes the rear axles represented in the photographs delivered by the Swiss Delegation and annexed to the present Declaration.

(Signed) WAGNIÈRE.

(Signed) Dino GRANDI.

N° 654. — CONVENTION¹ GERMANO-POLONAISE DESTINÉE A COMPLÉTER LA CONVENTION DE PARIS DU 21 AVRIL 1921, CONCERNANT LA LIBERTÉ DU TRANSIT ENTRE LA PRUSSE ORIENTALE ET LE RESTE DE L'ALLEMAGNE. SIGNÉE A BERLIN, LE 15 JUILLET 1922.

Communiquée par le chargé d'affaires a.i. de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations, le 9 juillet 1932.

PROTOCOLE FINAL DE LA CONVENTION CI-DESSUS, SIGNÉ A BERLIN, LE 15 JUILLET 1922.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a.i. de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 9 juillet 1932.

Au moment de signer la Convention supplémentaire à la Convention du 21 avril 1921, concernant la liberté du transit entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne, les Parties contractantes déclarent ce qui suit :

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND déclare, que, par la conclusion de la Convention supplémentaire, on a satisfait les dispositions de l'article 108 de la Convention principale.

LE GOUVERNEMENT POLONAIS déclare, que d'après le texte de l'article 108 de la Convention principale, il fallait fixer aussi dans la Convention supplémentaire les lignes pour le transit privilégié entre la Pologne et la Pologne par la Haute-Silésie. Le Gouvernement polonais tâchera, conformément à l'article 11 de la Convention principale, de recevoir dans un délai de six mois une décision définitive concernant les différends dans l'interprétation dudit article 108. En cas d'une décision conforme à la déclaration du Gouvernement polonais on conclura, le plus tôt possible, une nouvelle convention supplémentaire concernant ce transit.

¹ Vol. XXVI, page 353, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

N° 654. — GERMAN-POLISH CONVENTION¹ SUPPLEMENTARY TO THE PARIS CONVENTION OF APRIL 21, 1921, CONCERNING THE FREEDOM OF TRANSIT BETWEEN EASTERN PRUSSIA AND THE REST OF GERMANY. SIGNED AT BERLIN, JULY 15, 1922.

Communicated by the Chargé d'affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations, July 9, 1932.

FINAL PROTOCOL OF THE ABOVE CONVENTION, SIGNED AT BERLIN, JULY 15, 1922.

French official text communicated by the Charge d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place July 9, 1932.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

On signing the Convention supplementary to the Convention of April 21, 1921, regarding freedom of transit between East Prussia and the rest of Germany, the Contracting Parties declare as follows :

THE GERMAN GOVERNMENT declares that by the conclusion of the Supplementary Convention, the provisions of Article 108 of the principal Convention have been satisfied.

THE POLISH GOVERNMENT declares that according to the text of Article 108 of the principal Convention, it was necessary to settle also in the Supplementary Convention the lines for privileged transit between Poland and Poland through Upper Silesia. The Polish Government will endeavour, in accordance with Article 11 of the principal Convention, to receive within a period of six months a definitive decision regarding the differences in the interpretation of the said Article 108. In the event of a decision in accordance with the declaration of the Polish Government, a new supplementary Convention regarding this transit shall be concluded as soon as possible.

¹ Vol. XXVI, page 353, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Le Gouvernement allemand prend connaissance de cette déclaration.

The German Government takes note of this declaration.

Fait à Berlin le quinze juillet mil neuf cent vingt et deux en un seul exemplaire qui sera envoyé par la Partie allemande aux archives du Gouvernement de la République française, où reste déposée la Convention principale du 21 avril 1921, avec la prière de transmettre les expéditions authentiques aux Parties contractantes.

Done at Berlin on the fifteenth day of July, one thousand nine hundred and twenty-two in a single copy which shall be sent by the German Party to the archives of the Government of the French Republic, with which the principal Convention of April 21, 1921, remains deposited, with a request for authentic copies to be transmitted to the Contracting Parties.

(—) Franciszek MOSKWA.

(—) Carl SCHOLZ.

(—) Franciszek MOSKWA.

(—) Carl SCHOLZ.

No 695. — PROTOCOLE¹ RELATIF A UN AMENDEMENT A L'ARTICLE 6 DU PACTE. GENÈVE, 5 OCTOBRE 1921.

No. 695. — PROTOCOL¹ OF AN AMENDMENT TO ARTICLE 6 OF THE COVENANT. GENÈVE, OCTOBER 5, 1921.

RATIFICATION.

Dépôt :

COLOMBIE 9 mai 1932.

RATIFICATION.

Deposit :

COLOMBIA May 9, 1932.

No 733. — PROTOCOLE² RELATIF A UN AMENDEMENT A L'ARTICLE 12 DU PACTE. GENÈVE, 5 OCTOBRE 1921.

No. 733. — PROTOCOL² OF AN AMENDMENT TO ARTICLE 12 OF THE COVENANT. GENEVA, OCTOBER 5, 1921.

RATIFICATION.

Dépôt :

COLOMBIE 9 mai 1932.

RATIFICATION.

Deposit :

COLOMBIA May 9, 1932.

¹ Vol. XXVII, page 349 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXIX, page 191 ; vol. LIX, page 358 ; vol. LXXII, page 453 ; et vol. XCII, page 368, de ce recueil.

² Vol. XXIX, page 67 ; vol. XXXI, page 262 ; vol. LIX, page 360 ; vol. LXXII, page 453 ; et vol. XCII, page 369, de ce recueil.

¹ Vol. XXVII, page 349 ; Vol. XXXI, page 261 ; Vol. XXXIX, page 191 ; Vol. LIX, page 358 ; Vol. LXXII, page 453 ; and Vol. XCII, page 368, of this Series.

² Vol. XXIX, page 67 ; Vol. XXXI, page 263 ; Vol. LIX, page 360 ; Vol. LXXII, page 453 ; and Vol. XCII, page 369, of this Series.

N^o 734. — PROTOCOLE¹ RELATIF A UN AMENDEMENT A L'ARTICLE 13 DU PACTE. GENÈVE, 5 OCTOBRE 1921.

RATIFICATION

Dépôt :
COLOMBIE 9 mai 1932.

No. 734. — PROTOCOL¹ OF AN AMENDMENT TO ARTICLE 13 OF THE COVENANT. GENEVA, OCTOBER 5, 1921.

RATIFICATION.

Deposit :
COLOMBIA May 9, 1932.

N^o 735. — PROTOCOLE² RELATIF A UN AMENDEMENT A L'ARTICLE 15 DU PACTE. GENÈVE, 5 OCTOBRE 1921.

RATIFICATION

Dépôt :
COLOMBIE 9 mai 1932.

No. 735. — PROTOCOL² OF AN AMENDMENT TO ARTICLE 15 OF THE COVENANT. GENEVA, OCTOBER 5, 1921.

RATIFICATION.

Deposit :
COLOMBIA May 9, 1932.

N^o 1122. — CONVENTION³ PROVISOIRE ENTRE LA NORVÈGE ET LES PAYS-BAS CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A LA HAYE, LE 8 JANVIER 1925.

DÉNONCIATION

Dénonciation par les PAYS-BAS, effective à partir du 1^{er} avril 1932.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 26 avril 1932.

No. 1122. — PROVISIONAL AGREEMENT³ BETWEEN NORWAY AND THE NETHERLANDS CONCERNING AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 8, 1925.

DENUNCIATION.

Denunciation by THE NETHERLANDS, effective as from April 1st, 1932.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, April 26, 1932.

¹ Vol. XXIX, page 73 ; vol. XXXI, page 262 ; vol. LIX, page 360 ; vol. LXXII, page 453 ; et vol. XCII, page 369, de ce recueil.

² Vol. XXIX, page 79 ; vol. XXXI, page 262 ; vol. LIX, page 361 ; vol. LXXII, page 454 ; et vol. XCII, page 369, de ce recueil.

³ Vol. XLVI, page 279 ; et Vol. CXVII, page 63, de ce recueil.

¹ Vol. XXIX, page 73 ; Vol. XXXI, page 263 ; Vol. LIX, page 360 ; Vol. LXXII, page 453 ; and Vol. XCII, page 369, of this Series.

² Vol. XXIX, page 79 ; Vol. XXXI, page 263 ; Vol. LIX, page 361 ; Vol. LXXII, page 454 ; and Vol. XCII, page 369, of this Series.

³ Vol. XLVI, page 279 ; and Vol. CXVII, page 63, of this Series.

N^o 1225. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA SUÈDE, SIGNÉ A BERLIN, LE 14 MAI 1926, ACCORD ADDITIONNEL AU TRAITÉ CI-DESSUS, SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 11 DÉCEMBRE 1928 ET DEUXIÈME ACCORD ADDITIONNEL, SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 30 NOVEMBRE 1929.

No. 1225. — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GERMANY AND SWEDEN, SIGNED AT BERLIN, MAY 14, 1926, ADDITIONAL AGREEMENT TO THE ABOVE TREATY, SIGNED AT STOCKHOLM, DECEMBER 11, 1928, AND SECOND ADDITIONAL AGREEMENT, SIGNED AT STOCKHOLM, NOVEMBER 30, 1929.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

PROTOKOLL² RÖRANDE UPPSÄGNING AV HANDELS- OCH SJÖFARTSTRAKTATEN MELLAN SVERIGE OCH TYSKA RIKET AV DEN 14 MAJ 1926 JÄMTE TILLÄGGSAVTAL AV DEN 11 DECEMBER 1928 OCH DEN 30 NOVEMBER 1929. UNDERTECKNAT I STOCKHOLM DEN 5 JULI 1932.

PROTOKOLL², BETREFFEND DIE AUSSERKRAFTSETZUNG DES HANDELS- UND SCHIFFAHRTS- VERTRAGES ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND SCHWEDEN VOM 14. MAI 1926, SOWIE DER ZUSATZABKOMMEN ZUM BESAGTEN VERTRAG VOM 11. DEZEMBER 1928 UND 30. NOVEMBER 1929.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 15 août 1932.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, August 15, 1932.

Vi undertecknade,
FRIHERRE FREDRIK RAMEL, Hans Maj : t
Konungens av Sverige Minister för Utrikes
Ärendena, och

Wir, die Unterzeichneten,
FREIHERR FREDRIK RAMEL, Minister der
Auswärtigen Angelegenheiten Seiner Majestät
des Königs von Schweden, und

FREDERIC VON ROSENBERG, Tyska Rikets
Envoyé Extraordinaire och Ministre Plénipo-
tentiaire i Stockholm,

FREDERIC VON ROSENBERG, Ausserordent-
licher Gesandter und Bevollmächtigter Minister
des Deutschen Reiches in Stockholm,

hava, därtill vederbörligen befullmäktigade,
å våra regeringars vägnar överenskommit, att
handels- och sjöfartstraktaten mellan Sverige
och Tyska Riket av den 14 maj 1926 jämte
tilläggsavtal av den 11 december 1928 och den
30 november 1929 skola upphöra att gälla med
verkan från och med den 15 februari 1933.

sind, gehörig dazu bevollmächtigt, im Namen
unsrer Regierungen übereingekommen, den
Handels- und Schiffartsvertrag zwischen Schwe-
den und dem Deutschen Reiche vom 14. Mai
1926 und die Zusatzabkommen vom 11. Dezem-
ber 1928 und vom 30. November 1929 mit
Wirkung vom 15. Februar 1933 ab ausser
Kraft zu setzen.

Till bekräftelse härå hava vi uppsatt och
undertecknat detta protokoll, vilket skedde i
två original exemplar i Stockholm den 5 juli
1932.

In Urkund dessen haben wir dieses Protokoll
vollzogen. Geschehen in doppelter Urschrift
in Stockholm am 5. Juli 1932.

(*undert.*) Fredrik RAMEL.

(*unterz.*) Frederic VON ROSENBERG.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,

au Ministère royal des Affaires étrangères,

le 12 août 1932.

Le Chef des Archives : Torsten Gihl.

¹ Vol. LI, page 99 ; vol. LXXXVIII, page 340 ;
et vol. XCII, page 381, de ce recueil.

² Effectif à partir du 15 février 1933.

¹ Vol. LI ; page 99 ; Vol. LXXXVIII, page 340 ;
and Vol. XCII, page 381, of this Series.

² Effective as from February 15, 1933.

¹ TRADUCTION.

PROTOCOLE RELATIF A LA DÉNONCIATION DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA SUÈDE DU 14 MAI 1926, AINSI QUE DES ACCORDS ADDITIONNELS AUDIT TRAITÉ DES 11 DÉCEMBRE 1928 ET 30 NOVEMBRE 1929. SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 5 JUILLET 1932.

Nous, soussignés,

BARON FREDRIK RAMEL, ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Suède, FREDERIC VON ROSENBERG, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Reich allemand à Stockholm,

Dûment munis de pleins pouvoirs à cet effet, avons convenu, au nom de nos gouvernements, que le Traité de commerce et de navigation du 14 mai 1926 entre la Suède et le Reich allemand, ainsi que les Accords additionnels du 11 décembre 1928 et du 30 novembre 1929, cesseront d'être en vigueur à partir du 15 février 1933 inclus.

En foi de quoi nous avons dressé et signé le présent protocole en double exemplaire, à Stockholm le 5 juillet 1932.

(Signé) Fredrik RAMEL.

(Signé) Frederic VON ROSENBERG.

N° 1241. — PROTOCOLE ² RELATIF A UN AMENDEMENT A L'ARTICLE 4 DU PACTE. GENÈVE, 5 OCTOBRE 1921.

RATIFICATION

Dépôt :

COLOMBIE 9 mai 1932.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. LI, page 361 ; vol. LIX, page 401 ; vol. LXXII, page 480 ; et vol. XCII, page 390, de ce recueil.

¹ TRANSLATION.

PROTOCOL CONCERNING THE DENUNCIATION OF THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GERMANY AND SWEDEN OF MAY 14, 1926, AS WELL AS OF THE ADDITIONAL AGREEMENTS TO THE SAID TREATY OF DECEMBER 11, 1928 AND NOVEMBER 30, 1929. SIGNED AT STOCKHOLM, JULY 5, 1932.

We, the undersigned,

BARON FREDRIK RAMEL, Minister for Foreign Affairs of His Majesty the King of Sweden, and FREDERIC VON ROSENBERG, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the German Reich in Stockholm,

Being duly furnished with full powers to this end, have agreed in the name of our Governments, that the Treaty of Commerce and Navigation of May 14, 1926, between Sweden and the German Reich and the supplementary Agreements of December 11, 1928 and November 30, 1929, shall cease to have effect as from February 15, 1933.

In faith whereof we have drawn up and signed the present Protocol in duplicate, at Stockholm, July 5, 1932.

(Signed) Fredrik RAMEL.

(Signed) Frederic VON ROSENBERG.

No. 1241. — PROTOCOL ² OF AN AMENDMENT TO ARTICLE 4 OF THE COVENANT. GENEVA, OCTOBER 5, 1921.

RATIFICATION.

Deposit :

COLOMBIA May 9, 1932.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. LI, page 361 ; Vol. LIX, page 401 ; Vol. LXXII, page 480 ; and Vol. XCII, page 390, of this Series.

N^o 1367. — CONVENTION¹ COMMERCIALE
ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE
ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVA-
QUE. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 23
AVRIL 1925.

No. 1367. — COMMERCIAL CONVENTION¹
BETWEEN THE POLISH REPUBLIC
AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.
SIGNED AT WARSAW, APRIL 23, 1925.

WYMIANA² NOT MIĘDZY RZĄDEM CZECHO-
SŁOWACKIM A RZĄDEM POLSKIM W SPRAWIE
STOSOWANIA TARYF CELNYCH DO :

- 1) CHODNIKÓW DYWANOWYCH,
- 2) PIWA W BECZKACH.

VÝMĚNA² NOT MEZI VLÁDOU POLSKOU A
ČESKOSLOVENSKOU :

1. O KOBERCOVÝCH BĚHOUNECH.
2. O PIVĚ V SUDECH.

*Communiqué par le Chargé d'Affaires a. i. de
la Délégation polonaise auprès de la Société
des Nations, le 10 août 1932.*

*Communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of
the Polish Delegation accredited to the League
of Nations, August 10, 1932.*

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

I.

WARSZAWA, dnia 12 stycznia 1931 r.

PANIE MINISTRZE,

Z polecenia mego Rządu mam zaszczyt zakomunikować co następuje :

Rząd Polski, pragnąc uregulować sprawę cienia przez polskie urzędy celne chodników dywanowych, odpowiednio dopełniając poz. 203 polskiej taryfy celnej, wyraża zgodę na stosowanie w przyszłości do chodników dywanowych, wełnianych lub półwełnianych, względnie z szerści, niestrzyżonych z deseniem z jednej strony, wyrabianych mechanicznie, — cła konwencyjnego w wysokości złp. 640 (sześćset czterdzieści złotych) od 100 (sto) klg, ustanowionego na dywany na podstawie poz. 203 polskiej taryfy celnej w myśl postanowień IV protokołu dodatkowego z dnia 26 czerwca 1928 r. do konwencji handlowej między Rzeczpospolitą Polską a Republiką Czeskosłowacką, podpisanej w Warszawie dnia 23 kwietnia 1925 roku.

Zechce Pan, Panie Ministrze, przyjąć zapewnienia o mojem wysokiem poważaniu.

(—) J. BECK.

Do J. E.

Pana Vaclava Girsy
Posła Nadzwyczajnego i
Ministra Pełnomocnego
Republiki Czeskosłowackiej
w Warszawie.

¹ Vol. LVIII, page 9 ; vol. CVII, page 490 ; et vol. CXVII, page 72, de ce recueil.

² Entrés en vigueur le 2 août 1932.

¹ Vol. LVIII, page 9 ; Vol. CVII, page 490 ; and Vol. CXVII, page 72, of this Series.

² Came into force August 2, 1932.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

II.

LÉGATION DE LA
RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

VE VARŠAVĚ, dne 12. ledna 1931.

PANE MINISTRĚ,

svou notou ze dne 12. ledna 1931 oznámil jste mi, pane ministře, z nařízení své vlády toto :

Polska vláda, chtějíc upravití záležitost vylivání kobercových běhounů jpolskými celníma úřady, příslušně doplňujíc položku 203 polského celního sazebníku projevuje pro budoucnost shodu s použitím smluvního cla ve výši 640 Zl. polských (šestset čtyřicet zlotých) za 100 (sto) kg u kobercových běhounů vlněných neb polovlněných, strojní výroby, s nestřiženým vlasem, se vzorkem na jedné straně, sjednaného pro koberce na základe položky 203 polského celního sazebníku ve smyslu ustanovení IV. Dodatkového protokolu ze dne 26. června 1928 k obchodní úmluvě mezi republikou Československou a republikou Polskou, podepsané ve Varšavě dne 23. dubna 1925.

Potvrzuje příjem této noty mám čest sděliti, páne ministře, že vláda československá přijala na vědomí tuto notu a projevuje shodu s jejím obsahem.

Prosím, páne ministře, ábyste laskavě přijal výraz mé opravdové úcty.

Panu

(—) Dr. V. GIRSA.

Josefu Beckovi,
viceministrovi zahraničních věcí
republiky Polské
ve Varšavě.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

III.

WARSZAWA, dnia 12 stycznia 1931 r.

PANIE MINISTRZE,

Z polecenia mego Rządu mam zaszczyt zakomunikować co następuje :

Rząd Polski, pragnąc uregulować sprawę odprawy celnej piwa w beczkach i dopełniając odpowiednio przepisy dotyczące stosowania stawek konwencyjnych, ustanowionych na podstawie poz. 29 polskiej taryfy celnej, wyraża zgodę na dopuszczenie w przyszłości dziesięciu % odchylenia in plus lub in minus od zawartości piwa w beczkach o pojemności przewidzianej przy stosowaniu stawek konwencyjnych dla poz. 29 polskiej taryfy celnej w IV protokole dodatkowym z dnia 26 czerwca 1928 r. do konwencji handlowej między Rzeczpospolitą Polską a Republiką Czeskosłowacką, podpisanej w Warszawie dnia 23 kwietnia 1925 r.

Zechce Pan, Panie Ministrze, przyjąć zapewnienia o mojem wysokiem poważaniu.

Do J. E.

(—) J. BECK.

Pana Vaclava Girsy
Pošta Nadzwyczajnego i
Ministra Pełnomocnego
Republiki Czeskosłowackiej
w Warszawie.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

IV.

LÉGATION DE LA
RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUEVE VARŠAVĚ, *dne 12. ledna 1931.*

PANE MINISTŘE,

svou notou ze dne 12. ledna 1931 oznámil jste mi, pane ministře, z nařízení své vlády toto :

Polská vláda, chtějíc upravití otázku vyclívání piva v sudech a příslušným způsobem doplniti dosavadní předpisy o používání smluvních sazeb na podkladě položky 29 polského celního sazebníku, vyslovuje svůj souhlas s připuštěním v budoucnosti deseti % úchytky in plus aneb in minus od obsahu piva v sudech o objemu, stanoveném pro používání smluvních sazeb pro položku 29 polského celního sazebníku ve IV. Dodatkovém protokolu ze dne 26. června 1928 k Obchodní úmluvě mezi republikou Československou a republikou Polskou, podepsané ve Varšavě dne 23. dubna 1925.

Potvrzuje příjem této noty mám čest sdělití, pane ministře, že vláda československá přijala na vědomí tuto notu a projevuje shodu s jejím obsahem.

Prosím, pane ministře, abyste laskavě přijal výraz mé opravdové úcty.

Panu

Josefu Beckovi,
viceministrovi zahraničních věcí
republiky Polské
ve Varšavě.

(—) Dr. V. GIRSA.

¹ TRADUCTION.ECHANGES DE NOTES CONCERNANT LE TARIF
DOUANIER APPLIQUÉ :

1. AUX TAPIS D'ESCALIERS,
2. A LA BIÈRE EN TONNEAUX.

(Positions N^o 203 et 29 de la liste annexée au IV^{me} Protocole additionnel en date du 26 juin 1928 à la Convention commerciale du 23 avril 1925). Varsovie, le 12 janvier 1931.

I.

VARSOVIE, *le 12 janvier 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de vous communiquer ce qui suit :

Le Gouvernement polonais, désireux de régler la question du dédouanement par

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.EXCHANGES OF NOTES REGARDING THE CUSTOMS
TARIFF APPLIED TO :

1. STAIR CARPETS,
2. BEER IN CASKS.

(Items Nos 203 and 29 of the List annexed to the IVth Additional Protocol of June 26, 1928 to the Commercial Convention of April 23, 1925). Warsaw, January 12, 1931.

I.

WARSAW, *January 12, 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I am instructed by Government to inform you as follows :

The Polish Government, being desirous of settling, by making the necessary

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

les bureaux de douane polonais, des tapis d'escalier, en complétant en conséquence le numéro 203 du tarif douanier polonais, consent à appliquer à l'avenir aux tapis d'escalier en laine, demi-laine ou poil, non rasés, avec dessin sur un seul côté, de fabrication mécanique, le droit conventionnel de 640 zlotys polonais (six cent quarante zlotys) par 100 (cent) kg., fixé pour les tapis sur la base du numéro 203 du tarif douanier polonais, au sens des dispositions du IV^e Protocole additionnel du 26 juin 1928 à la Convention commerciale entre la République polonaise et la République tchécoslovaque signée à Varsovie le 23 avril 1925.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) J. BECK.

A Son Excellence
Monsieur V. Girsá,
Envoyé extraordinaire
et ministre plénipotentiaire
de la République tchécoslovaque,
à Varsovie.

II.

LÉGATION DE LA
RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

VARSOVIE, le 12 janvier 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par sa note du 12 janvier 1931, Votre Excellence a bien voulu, d'ordre de son gouvernement, me communiquer ce qui suit :

Le Gouvernement polonais, désireux de régler la question du dédouanement par les bureaux de douane polonais, des tapis d'escalier, en complétant en conséquence le numéro 203 du tarif douanier polonais, consent à appliquer à l'avenir aux tapis d'escalier en laine, demi-laine ou poil, non rasés, avec dessin sur un seul côté, de fabrication mécanique, le droit conventionnel de 640 zlotys polonais (six cent quarante zlotys) par 100 (cent) kg., fixé pour les tapis sur la base du numéro 203 du

additions to Item 203 of the Polish Customs Tariff, the question of the clearance by Polish Customs offices of stair carpets, agrees in future to apply to stair carpets of wool, half-wool or hair, machine made, with uncut pile, with patterns only on one side, the conventional duty of 640 Polish zlotys (six hundred and forty zlotys) per 100 (hundred) kg., fixed for carpets on the basis of Item 203 of the Polish Customs Tariff within the meaning of the provisions of the IVth Additional Protocol of June 26, 1928, to the Commercial Convention between the Republic of Poland and the Republic of Czechoslovakia, signed at Warsaw on April 23, 1925.

I have the honour to be, etc.

(Signed) J. BECK.

To His Excellency
Monsieur V. Girsá,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of the Czechoslovak Republic,
Warsaw.

II.

LEGATION OF THE
CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

WARSAW, January 12, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your note of January 12, 1931, Your Excellency was good enough, on the instructions of your Government, to inform me as follows :

The Polish Government, being desirous of settling, by making the necessary additions to Item 203 of the Polish Customs Tariff, the question of the clearance by Polish Customs offices of stair carpets, agrees in future to apply to stair carpets of wool, half-wool or hair, machine made, with uncut pile, with patterns only on one side, the conventional duty of 640 Polish zlotys (six hundred and forty zlotys) per 100 (hundred) kilogrammes, fixed for carpets on the basis of Item 203 of the

tarif douanier polonais au sens des dispositions du IV^e Protocole additionnel du 26 juin 1928 à la Convention commerciale entre la République polonaise et la République tchécoslovaque signée à Varsovie le 23 avril 1925.

En accusant réception de ladite note, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement tchécoslovaque a pris acte de cette note dont il approuve les termes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Dr V. GIRSA.

Monsieur Joseph Beck,
Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères
de la République polonaise,
à Varsovie.

III.

VARSOVIE, le 12 janvier 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de vous communiquer ce qui suit :

Le Gouvernement polonais, désireux de régler la question du dédouanement de la bière en tonneaux, en complétant en conséquence les prescriptions concernant l'application des taux conventionnels établis sur la base du numéro 29 du tarif douanier polonais, consent à admettre à l'avenir la tolérance de dix pour cent en plus ou en moins de la quantité de bière contenue dans les tonneaux de la capacité prévue, pour l'application des taux conventionnels au numéro 29 du tarif douanier polonais, dans le IV^{me} Protocole additionnel du 26 juin 1928, à la Convention commerciale entre la République polonaise et la République tchécoslovaque signée à Varsovie le 23 avril 1925.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) J. BECK.

A Son Excellence
Monsieur V. Girsá,
Envoyé extraordinaire
et ministre plénipotentiaire
de la République tchécoslovaque,
à Varsovie.

Polish Customs Tariff within the meaning of the provisions of the IVth Additional Protocol of June 26, 1928, to the Commercial Convention between the Republic of Poland and the Republic of Czechoslovakia, signed at Warsaw on April 23, 1925.

In acknowledging receipt of the above note, I have the honour to inform Your Excellency that the Czechoslovak Government has taken cognizance of this note and approves its terms.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Dr. V. GIRSA.

M. Joseph Beck,
Under-Secretary of State for Foreign Affairs
of the Polish Republic,
Warsaw.

III.

WARSAW, January 12, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I am instructed by my Government to inform you as follows :

The Polish Government, being desirous of settling the question of the Customs clearance of beer in casks by making the necessary addition to the provisions regarding the application of the conventional rates fixed on the basis of Item 29 of the Polish Customs Tariff, agrees in future to accept a variation of plus or minus ten per cent in the quantity of beer contained in casks of the size specified for the purpose of applying the conventional duties in Item 29 of the Polish Customs Tariff contained in the IVth Additional Protocol of June 26, 1928, to the Commercial Convention between the Republic of Poland and the Republic of Czechoslovakia, signed at Warsaw on April 23, 1925.

I have the honour to be, etc.

(Signed) J. BECK.

To His Excellency
M. V. Girsá,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of the Czechoslovak Republic,
Warsaw.

IV.

LÉGATION DE LA
RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

VARSOVIE, le 12 janvier 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par sa note du 12 janvier 1931, Votre Excellence a bien voulu, d'ordre de son gouvernement, me communiquer ce qui suit :

Le Gouvernement polonais, désireux de régler la question du dédouanement de la bière en tonneaux, en complétant en conséquence les prescriptions concernant l'application des taux conventionnels établis sur la base du numéro 29 du tarif douanier polonais, consent à admettre à l'avenir la tolérance de dix pour cent en plus ou en moins de la quantité de bière contenue dans les tonneaux de la capacité prévue, pour l'application des taux conventionnels au numéro 29 du tarif douanier polonais, dans le IV^{me} Protocole additionnel du 26 juin 1928, à la Convention commerciale entre la République polonaise et la République tchécoslovaque signée à Varsovie le 23 avril 1925.

En accusant réception de ladite note, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement tchécoslovaque a pris acte de cette note dont il approuve les termes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Dr V. GIRSA.

Monsieur Joseph Beck,
Sous-Secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères
de la République polonaise,
à Varsovie.

IV.

LEGATION OF THE
CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

WARSAW, January 12, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your note of January 12, 1931, Your Excellency was good enough, on the instructions of your Government, to inform me as follows :

The Polish Government, being desirous of settling the question of the Customs clearance of beer in casks by making the necessary addition to the provisions regarding the application of the conventional rates based on Item 29 of the Polish Customs Tariff, agrees in future to accept a variation of plus or minus ten per cent in the quantity of beer contained in casks of the size specified for the purposes of applying the conventional duties in Item 29 of the Polish Customs Tariff contained in the IVth Additional Protocol of June 26, 1928, to the Commercial Convention between the Republic of Poland and the Republic of Czechoslovakia, signed at Warsaw on April 23, 1925.

In acknowledging receipt of the above-mentioned note, I have the honour to inform Your Excellency that the Czechoslovak Government has taken cognizance of the note and approves its terms.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Dr. V. GIRSA.

M. Joseph Beck,
Under Secretary of State
for Foreign Affairs
of the Polish Republic,
Warsaw.

N° 1379. — CONVENTION¹ SUR LE RÉGIME INTERNATIONAL DES PORTS MARITIMES ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 9 DÉCEMBRE 1923.

No. 1379. — CONVENTION¹ ON THE INTERNATIONAL RÉGIME OF MARITIME PORTS AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 9, 1923.

RATIFICATION

FRANCE, ratification
de l'adhésion ... 2 août 1932.

1. La France aura la faculté de suspendre, conformément à l'article 8 du Statut, le bénéfice de l'égalité de traitement pour la marine marchande d'un Etat qui, en faisant usage de la disposition de l'article 12, paragraphe 1^{er}, viendrait à rompre lui-même l'égalité de traitement au profit de sa marine.

2. La présente ratification n'engagera pas, ainsi qu'il est prévu à l'article 9 de la convention, l'ensemble des protectorats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer soumis à la souveraineté ou à l'autorité de la République française.

RATIFICATION.

FRANCE, ratification
of the accession ... August 2, 1932.

1. France shall have the power, in conformity with Article 8 of the Statute, of suspending the benefit of equality of treatment as regards the mercantile marine of a State which, under the provisions of Article 12, paragraph 1, has itself departed from equality of treatment in favour of its own marine.

2. The present ratification shall not, as provided in Article 9 of the Convention, include any of the Protectorates, Colonies, Overseas Possessions or Territories under the sovereignty or authority of the French Republic.

N° 1648. — CONVENTION² ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, CONCERNANT LE RÉGLEMENT DES CONFLITS DE FRONTIÈRE. SIGNÉE A TALLINN, LE 8 AOÛT 1927.

N° 1648. — AGREEMENT² BETWEEN THE ESTONIAN REPUBLIC AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS REGARDING THE SETTLEMENT OF FRONTIER DISPUTES. SIGNED AT TALLINN, AUGUST 8, 1927.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

PROTOKOLL³ EESTI VABARIIGI JA NÕUKOGUDE SOTSIALISTLIKKUDE VABARIIKIDE LIIDU VAHELISELE PIIRIVAHEJUHTUMISTE LAHEN-

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

ПРОТОКОЛ³ ОБ ИЗМЕНЕНИИ ПРОТОКОЛА, ПРИЛОЖЕННОГО К СОГЛАШЕНИЮ МЕЖДУ ЭСТОНСКОЙ РЕС-

¹ Vol. LVIII, page 285 ; vol. LXIX, page 102 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. CVII, page 491 ; et vol. CXVII, page 184, de ce recueil.

² Vol. LXX, page 401, de ce recueil.

³ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 26 mai 1932.

¹ Vol. LVIII, page 285 ; Vol. LXIX, page 102 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. CVII, page 491 ; and Vol. CXVII, page 184, of this Series.

² Vol. LXX, page 401, of this Series.

³ The exchange of ratifications took place at Moscow, May 26, 1932.

DAMISE KOKKULEPPELE JUURDELISATUD
ROKOLLI, ALLA KIRJUTATUD PMÕLEMAD
TALLINNAS, 8. AUGUSTIL 1927. A., MUUTMISEKS.

ПУБЛИКОЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ
СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК
О ПОРЯДКЕ РАЗРЕШЕНИЯ ПОГРА-
НИЧНЫХ КОНФЛИКТОВ И ПОД-
ПИСАННОГО СОВМЕСТНО С ОЗНА-
ЧЕННЫМ СОГЛАШЕНИЕМ В ГОР.
ТАЛЛИНЕ 8-ГО АВГУСТА 1927 Г.

*Textes officiels estonien et russe communiqués par
le ministre des Affaires étrangères d'Estonie
le 4 juin 1932.*

*Estonian and Russian official texts communi-
cated by the Estonian Minister for Foreign
Affairs, June 4, 1932.*

Mõlema riigi vahelisel piiril tekkivate või-
malikkude vahejuhtumiste hõlpsama lahenda-
mise huvides otsustasid Eesti Vabariigi Valitsus ja Nõukogude Sotsialistlikkude Vabariikide Liidu Valitsus teha mõningad muudatused nende vahel Tallinnas 8. augustil 1927. a. sõlmitud piirivahejuhtumiste lahendamise kokkuleppele juurdelisatud protokollis ja nimetasid sel otstarbel oma täisvolinikkudeks :

В видах более успешного разрешения возможных конфликтов, возникающих на границе между обоими государствами, Правительство Эстонской Республики и Правительство Союза Советских Социалистических Республик решили произвести некоторые изменения в протоколе, приложенном к соглашению, заключенному между ними в Таллине 8 августа 1927 г. о порядке разрешения пограничных конфликтов, и уполномочили для сего :

EESTI VABARIIGI VALITSUS :

Правительство Эстонской Республики :

Härra Jaan Tõnisson'i, Välisministri,

Г-на Яна Тениссона, Министра Ино-
странных Дел, и

JA NÕUKOGUDE SOTSIALISTLIKKUDE VABARIIKIDE LIIDU VALITSUS :

Правительство Союза Советских Социалистических Республик :

Härra Mihail BURAVZEV'i, Nõukogude Sotsialistlikkude Vabariikide Liidu Saatkonna I-se sekretäri,

Г-на Михаила Буравцева, I-го секретаря при Полномочном Представительстве Союза Советских Социалистических Республик.

kes, pärast oma volituste esitamist vastastikku, mis küllaldasteks ja tarvilikus vormis kokkuseatuteks tunnustatud, leppisid kokku alljärgnevas :

Означенные уполномоченные, по взаимном пред'явлении своих полномочий, признанными достаточными и составленными в надлежащей форме, согласились о нижеследующем :

Artikkel esimene.

Статья первая.

Eesti ja Nõukogude Sotsialistlikkude Vabariikide Liidu vahelisele piirivahejuhtumiste

Абзацы 3 и 4 пункта 2-го в протоколе, приложенном к соглашению между Эсто-

lahendamise kokkuleppele juurdelisatud protokoll punkt 2-se lõiked 3 ja 4 redigeeritakse järgmiselt :

2-ne piirkond : Eesti pool — Rannapungerjast kuni Kolpibo saareni (sisse arvatud 2. piirkonda) ; N.S.V. Liidu pool — Pjatõ ja Štšutška jõgede kokkuvoolu punktist kuni Želtši jõe Peipsi järve suubumise punktini.

3. piirkond : Eesti pool — Kolpino saarest kuni Eesti, N.S.V. Liidu ja Läti riigipiiride kokkupuutumiseni ; N.S.V. Liidu pool — Želtši jõe Peipsi järve suubumise punktist kuni Eesti, N.S.V. Liidu ja Läti riigipiiride kokkupuutumiseni.

Artikkel 2.

Protokollis sellesama punkt 2-se eeskirjad mõlema riigi piirivõimude esindajate kokkusaamise ja piiriläbistamise punktide kohta asetatakse järgmistega :

Kokkusaamise ja piiriläbistamise punktideks mõlema riigi piirivõimude esindajatele, tekkinud vahejuhtumiste läbiarutamise ja lahendamise otstarbel, määratakse :

1. Narva-Kingissepa raudtee ristumise koht piirijoonega — kokkusaamiseks Eesti esimese ja N. S. V. Liidu esimese piirkonna esindajatele.

2. Sikkovo küla (eesti küla Kuritšeki vastas) või, alternatiivselt, Narva-Oudova maantee ristumise koth piirijoonega — kokkusaamiseks Eesti esimese ja N.S.V. Liidu teise piirkonna esindajatele.

3. Mehikoorma alevik (Pnevo küla vastas) — kokkusaamiseks Eesti teise ja N.S.V. Liidu teise, samuti Eesti teise ja N.S.V. Liidu kolmanda piirkonna esindajatele ; piirist üleminek sünnib veeteel üle järvekitsuse Mehikoorma aleviku ja Pnevo küla vahel.

ний и Союзом Советских Социалистических Республик о разрешении пограничных конфликтов, редактируются следующим образом :

2-й район : на стороне Эстонии — от Ранна-Пунгерья до Острова Колпино, включенного во 2-й район ; на стороне СССР — от пункта слияния рек Пяты и Щучка до пункта впадения реки Желчь в Пейпское (Чудское) озеро.

3-й район : на стороне Эстонии — от Острова Колпино до стыка государственных границ Эстонии, СССР и Латвии ; на стороне СССР — от пункта впадения реки Желчь в Пейпское (Чудское) озеро до стыка государственных границ Эстонии, СССР и Латвии.

Статья 2.

Положения того же пункта 2-го протокола о пунктах для встречи и для перехода границы представителями пограничной власти обоих государств заменяются следующими :

Пунктами для встречи и перехода границы представителями пограничной власти обоих государств для разбирательства и разрешения возникших конфликтов, назначаются :

1. Место стыка железной дороги Нарва-Кингисепп с линией границы — для встречи представителей Эстонского первого района и первого района СССР.

2. Деревни Сиккова (против эстонской деревни Куричек) или, альтернативно, место стыка шоссе Нарва-Гдов с линией границы — для встречи представителей эстонского первого района и второго района СССР.

3. Село Мехикоорма (против деревни Пнево) — для встречи представителей эстонского второго района и второго района СССР, а также эстонского второго района и третьего района СССР ; переход границы совершается водным путем через пролив между селами Мехикоорма и Пнево.

4. Petseri-Pihkva raudtee ristumise koht piirijoonega — kokkusaamiseks Eesti kolmanda ja N.S.V. Liidu kolmanda piirkonna esindajatele.

4. Место стыка железной дороги Печоры-Псков с линией границы — для встречи представителей эстонского третьего района и третьего райсна СССР.

Artikkel 3.

Käesolev protokoll kuulub ratifitseerimisele ning astub jõusse ratifikatsioonikirjade vahetuse päevast, mis leiab aset võimalikult pea Moskvast.

Selle tõenduseks kirjutasid kummagi lepinguosalise volinikud allakäe solevale kokkuleppele ja kinnitasid selle oma pitseritega.

Tehtud Tallinnas, 22. oktoobril 1931. a.

(L. S.) J. TÖNISSON.

(L. S.) M. BURAVZEV,

¹ TRADUCTION.

PROTOCOLE PORTANT MODIFICATION AU PROTOCOLE ADDITIONNEL A LA CONVENTION DU 8 AOÛT 1927 ENTRE L'ESTONIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES CONFLITS DE FRONTIÈRE. SIGNÉ A TALLINN, LE 22 OCTOBRE 1931.

En vue d'un règlement plus satisfaisant des conflits pouvant surgir à la frontière entre les deux Etats, le Gouvernement de la République d'Estonie et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ont décidé d'apporter certaines modifications au protocole joint à la Convention conclue entre eux à Tallinn, le 8 août 1927, concernant le règlement des conflits de frontière, et ont désigné à cet effet pour plénipotentiaires :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Статья 3.

Настоящий протокол подлежит ратификации и вступает в силу со дня обмена ратификационными грамотами, совершаемого в возможно ближайшее время в Москве.

В удостоверение чего уполномоченные обоих договаривающихся сторон подписали настоящее соглашение и скрепили его своими печатями.

Учинено в Таллинне, 22 октября 1931 г.

(М. П.) Я. ТЕНИССОН.

(М. П.) М. БУРАВЦЕВ.

¹ TRANSLATION.

PROTOCOL MODIFYING THE ADDITIONAL PROTOCOL TO THE CONVENTION OF AUGUST 8, 1927, BETWEEN ESTONIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, REGARDING THE SETTLEMENT OF FRONTIER DISPUTES. SIGNED AT TALLINN, OCTOBER 22, 1931.

With a view to the more satisfactory settlement of any disputes that may arise on the frontier between the two States, the Government of the Estonian Republic and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics have decided to make certain modifications in the Protocol to the Convention concluded between them at Tallinn on August 8, 1927, regarding the Settlement of Frontier Disputes, and for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Jaan TÕNISSON, ministre des Affaires étrangères; et

LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

M. Michel BURAVZEV, premier secrétaire de la Légation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les alinéas 3 et 4 du point 2 du protocole joint à la Convention entre l'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, concernant le règlement des conflits de frontière reçoivent la rédaction suivante :

Deuxième secteur : du côté de l'Estonie, de Ranna-Pungerja jusqu'à l'île de Kolpino, incluse dans le deuxième secteur ; du côté de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, du confluent de la Piata et de la Chtchoutchka jusqu'au point où la Jeltch se déverse dans le lac Peipus (Tchoudskoié).

Troisième secteur : du côté de l'Estonie, de l'île de Kolpino jusqu'au point d'intersection des frontières de l'Estonie, de l'Union des Républiques soviétistes socialistes et de la Lettonie ; du côté de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, du point où la Jeltch se déverse dans le lac Peipus (Tchoudskoié) jusqu'au point d'intersection des frontières de l'Estonie, de l'Union des Républiques soviétistes socialistes et de la Lettonie.

Article 2.

Les dispositions du point 2 du Protocole relatif aux points de la frontière destinés à la rencontre et au passage des représentants des autorités de frontière des deux Etats, sont remplacées par les suivantes :

Les points de la frontière destinés à la rencontre et au passage des représentants des autorités de frontière des deux Etats en vue de l'examen et du règlement des conflits de frontière sont les suivants :

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

M. Jaan TÕNISSON, Minister for Foreign Affairs;

THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Mikhail BURAVZEV, First Secretary of the Legation of the Union of Soviet Socialist Republics,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed to the following provisions :

Article 1.

Paragraphs 3 and 4 of point 2 of the Protocol to the Convention between Estonia and the Union of Soviet Socialist Republics regarding the Settlement of Frontier Disputes shall read as follows :

Second Sector : On the Estonian side, from Ranna-Pung to the island of Kolpino, which is included within the Second Sector ; on the Union of Soviet Socialist Republics side, from the confluence of the Piata and Shchuchka rivers to the point where the Zhelch flows into Lake Peipus (Chudskoye).

Third Sector : On the Estonian side, from the island of Kolpino to the point of intersection of the frontiers of Estonia, the Union of Soviet Socialist Republics and Latvia ; on the Union of Soviet Socialist Republics side, from the point where the Zhelch flows into Lake Peipus (Chudskoye) to the point of intersection of the frontiers of Estonia, the Union of Soviet Socialist Republics and Latvia.

Article 2.

For the provisions of point 2 of the Protocol with regard to the frontier points for the meeting and passage of representatives of the frontier authorities of the two States shall be substituted the following :

The frontier points for the meeting and passage of representatives of the frontier authorities of the two States in order jointly to examine and settle any frontier conflicts shall be as follows :

1. Le point d'intersection de la ligne de chemin de fer Narva-Kingissepp et de la frontière, pour la rencontre des représentants respectifs du premier secteur estonien et du premier secteur de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

2. Le village Sikkovo (en face du village estonien de Kuritchk) ou encore le point d'intersection de la chaussée Narva-Gdov et de la frontière, pour la rencontre des représentants respectifs du premier secteur estonien et du deuxième secteur de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

3. Le village Mehikoorma (en face du village de Pnevo) pour la rencontre des représentants respectifs du deuxième secteur estonien et du deuxième secteur de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ainsi que pour la rencontre des représentants respectifs du deuxième secteur estonien et du troisième secteur de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ; le passage de la frontière se fera par eau à travers le détroit qui sépare le village de Mehikoorma du village de Pnevo.

4. Le point d'intersection de la ligne de chemin de fer Petchora-Pskov et de la frontière, pour la rencontre des représentants respectifs du troisième secteur estonien et du troisième secteur de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

1. The point of intersection of the Kingissepp-Narva railway with the frontier line, for meetings of the respective representatives of the First Estonian Sector and of the First Sector of the Union of Soviet Socialist Republics ;

2. The hamlet of Sikkova (opposite the Estonian hamlet of Kuritchk), or alternatively the point of intersection of the Narva-Gdov road with the frontier line, for meetings of the respective representatives of the First Estonian Sector and of the Second Sector of the Union of Soviet Socialist Republics.

3. The village of Mekhikoorma (opposite the hamlet of Pnevo) for meetings of the respective representatives of the Second Estonian Sector and of the Sector of the Union of Soviet Socialist Republics, as also for the meetings of the respective representatives of the second Estonian Sector and of the Third Sector of the Union of Soviet Socialist Republics ; the crossing of the frontier by water shall be effected through the straits between the village of Mekhikoorma and the village of Pnevo.

4. The point of intersection of the Petchora-Pskov railway with the frontier line, for meetings of the respective representatives of the Third Estonian Sector and of the Third Sector of the Union of Soviet Socialist Republics.

Article 3.

Le présent protocole sera ratifié et entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Moscou dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Tallinn le 22 octobre 1931.

(L. S.) J. TÖNISSON.
(L. S.) M. BURAVZEV.

Article 3.

The present Protocol shall be ratified, and shall come into force on the day of the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Moscow as soon as possible.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Agreement and affixed their seals thereto.

Done at Tallinn, October 22, 1931.

(L. S.) J. TÖNISSON.
(L. S.) M. BURAVZEV.

N^o 1845. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE DE L'OPIUM, ADOPTÉE PAR LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'OPIUM (SOCIÉTÉ DES NATIONS). SIGNÉE A GENÈVE, LE 19 FÉVRIER 1925.

No. 1845. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION¹ ADOPTED BY THE SECOND OPIUM CONFERENCE (LEAGUE OF NATIONS). SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 19, 1925.

RATIFICATION

Dépôt :

BRÉSIL 10 juin 1932.

RATIFICATION.

Deposit :

BRAZIL June 10, 1932.

N^o 1853. — ACCORD² ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET PORTUGAIS, CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES PRESCRIPTIONS DES LOIS DES DEUX PAYS SUR LES ENGINS DE SAUVETAGE A BORD DES NAVIRES. SIGNÉ A LA HAYE, LE 27 JUIN 1928.

No. 1853. — AGREEMENT² BETWEEN THE NETHERLANDS AND PORTUGUESE GOVERNMENTS REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF THE PROVISIONS OF THE LAWS OF THE TWO COUNTRIES RELATING TO LIFE-SAVING APPLIANCES ON BOARD SHIPS. SIGNED AT THE HAGUE, JUNE 27, 1928.

DÉNONCIATION

Dénonciation par le PORTUGAL, effective à partir du 1^{er} décembre 1932.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 29 juillet 1932.

DENUNCIATION.

Denunciation by PORTUGAL, effective as from December 1st, 1932.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, July 29, 1932.

¹ Vol. LXXXI, page 317 ; vol. LXXXVIII, page 390 ; vol. XCII, page 409 ; vol. XCVI, page 204 ; vol. C, page 249 ; vol. CIV, page 516 ; vol. CVII, page 525 ; vol. CXI, page 411 ; et vol. CXVII, page 290, de ce recueil.

² Vol. LXXXI, page 437, de ce recueil.

¹ Vol. LXXXI, page 317 ; Vol. LXXXVIII, page 390 ; Vol. XCII, page 409 ; Vol. XCVI, page 204 ; Vol. C, page 249 ; Vol. CIV, page 516 ; Vol. CVII, page 525 ; Vol. CXI, page 411 ; and Vol. CXVII, page 290, of this Series.

² Vol. LXXXI, page 437, of this Series.

Nº 1950. — CONVENTION¹ DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ. SIGNÉE A LA HAVANE, LE 20 FÉVRIER 1928.

No. 1950. — CONVENTION¹ ON PRIVATE INTERNATIONAL LAW. SIGNED AT HABANA, FEBRUARY 20, 1928.

RATIFICATION

VENEZUELA 12 mars 1932.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères du Venezuela, le 29 juin 1932.

RATIFICATION.

VENEZUELA... .. March 12, 1932.

Communicated by the Minister for Foreign Affairs of Venezuela, June 29, 1932.

Réserve :

En ejercicio del derecho que, en el artículo 3 de la expresada Convención, se reconocieron las Repúblicas contratantes, Venezuela se reserva la aceptación de los artículos 16, 17, 18, 24, 35, 39, 43, 44, 49, 50, 57, 58, 62, 64, 65, 67, 70, 74, 87, 88, 139, 144, 157, 174, 247, 248, 301, 324, 348, 360, 378 y desde el 423 hasta el 435.

Cómo en Venezuela no existe la prision perpetua, queda hecha la salvedad relativa a este punto.

² TRADUCTION.

En vertu du droit que l'article 3 de la convention confère aux Républiques contractantes, le Venezuela se réserve l'acceptation des articles 16, 17, 18, 24, 35, 39, 43, 44, 49, 50, 57, 58, 62, 64, 65, 67, 70, 74, 87, 88, 139, 144, 157, 174, 247, 248, 301, 324, 348, 360, 378 et 423 à 435.

La prision perpétuelle n'existant pas au Venezuela, le Gouvernement de la République fait toutes ses réserves sur ce point.

² TRANSLATION.

In virtue of the right conferred by Article 3 of the Convention to the Contracting Republics, Venezuela reserves the acceptance of Articles 16, 17, 18, 24, 35, 39, 43, 44, 49, 50, 57, 58, 62, 64, 65, 67, 70, 74, 87, 88, 139, 144, 157, 174, 247, 248, 301, 324, 348, 360, 378 and 423 to 435.

As imprisonment for life does not exist in Venezuela, the Government of the Republic makes every reservation on that point.

No. 2044. — CONVENTION³ BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY AND THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, MARCH 20, 1928.

Nº 2044. — CONVENTION³ ENTRE SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE, etc., ET LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 20 MARS 1928.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO THE CAMEROONS UNDER BRITISH

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION DE LA CONVENTION CI-DESSUS AU CAMEROUN

¹ Vol. LXXXVI, page 111, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

³ Vol. XC, page 287 ; vol. XCII, page 413 ; vol. C, page 252 ; vol. CIV, page 523 ; et vol. CVII, page 525, de ce recueil.

¹ Vol. LXXXVI, page 111, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

³ Vol. XC, page 287 ; Vol. XCII, page 413 ; Vol. C, page 252 ; Vol. CIV, page 523 ; and Vol. CVII, page 525, of this Series.

MANDATE OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BERLIN, APRIL 18 AND 30, 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 27 juillet 1932.

SOUS MANDAT BRITANNIQUE. BERLIN, LES 18 ET 30 AVRIL 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, July 27, 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 106.
59/10/32.

BERLIN, 18th April, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 17 (a) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on March 20th, 1928, the extension of the operation of that convention to the Cameroons under British Mandate.

2. I have the honour to state in accordance with Article 14 (b) of the convention that the authority in the Cameroons under British Mandate to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted, is The Chief Justice, Lagos, Nigeria; the language to be used in communications and translations is English and the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 18th May next.

3. In requesting that you will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

HORACE RUMBOLD.

His Excellency,
The Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 106
59/10/32.

BERLIN, le 18 avril 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 17 a) de la convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 20 mars 1928, que l'application de cette convention est étendue au Cameroun sous mandat britannique.

2. J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, conformément à l'article 14 b) de la convention, que l'autorité du Cameroun sous mandat britannique à laquelle devront être adressées les demandes de signification et les commissions rogatoires est le « Chief Justice », Lagos, Nigeria; la langue à employer pour les communications et traductions est l'anglais, et l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 18 mai prochain.

3. Je vous prie de bien vouloir m'accuser réception de cette communication.

Je saisis, etc.

Horace RUMBOLD.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

V. 4856.

BERLIN, den 30, April 1932.

HERR BOTSCHAFTER,

Ich beehre mich, den Empfang Ihres Schreibens vom 18. April 1932 — Nr. 106/59/10/32 — zu bestätigen.

Die Deutsche Regierung hat davon Vermerk genommen, dass die Regierung Seiner Britannischen Majestät den Wunsch hat, die Anwendung des deutsch-britischen Abkommens über den Rechtsverkehr vom 20. März 1928 mit Wirkung vom 18. Mai 1932 auf das von der Britischen Regierung verwaltete Mandatsgebiet Kamerun ausgedehnt zu sehen. Sie hat ferner davon Vermerk genommen, dass Zustellungsanträge und Rechtshilfeersuchen dem "Chief Justice", Lagos, Nigeria, zu übermitteln und dass Mitteilungen und Übersetzungen in englischer Sprache abzufassen sind.

Gemäss Artikel 17 (b) des Abkommens über den Rechtsverkehr vom 20. März 1928 treten seine Bestimmungen in Ansehung von Kamerun mit dem 18. Mai 1932 in Kraft.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(Signed) KÖPKE.

An Seine Exzellenz
den Königlich Britischen Botschafter
Sir Horace Rumbold.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

V. 4856.

BERLIN, le 30 avril 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 18 avril 1932, N° 106/59/10/32.

Le Gouvernement allemand a pris acte de ce que le gouvernement de Sa Majesté britannique désire voir étendre au territoire sous mandat du Cameroun, administré par le Gouvernement

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

V. 4856.

BERLIN, April 30, 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 106/59/10/32 under date of April 18, 1932.

The German Government notes that His Britannic Majesty's Government desires that the operation of the Convention between Germany and Great Britain regarding legal

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

britannique, l'application de la convention germano-britannique du 20 mars 1928 relative aux actes de la procédure, avec effet à partir du 18 mai 1932. Le Gouvernement allemand a pris acte également de ce que les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être adressées au « *Chief Justice* », Lagos, Nigeria et que les communications et traductions devront être rédigées en anglais.

Conformément à l'article 17 *b*) de la convention du 20 mars 1928 relative aux actes de procédure, les dispositions de cette convention deviendront applicables au Cameroun le 18 mai 1932.

Je saisis, etc.

(Signé) KÖPKE.

Son Excellence
Sir Horace Rumbold,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique.

proceedings in civil and commercial matters, dated March 20, 1928, should be extended, with effect from May 18, 1932, to the territory of the Cameroons under British mandate. The German Government also notes that requests for service or for the taking of evidence should be transmitted to The Chief Justice, Lagos, Nigeria, and that the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 17 *(b)* of the Convention of March 20, 1928, regarding legal proceedings, the provisions of the said Convention will become applicable to the Cameroons with effect from May 18, 1932.

I avail myself, etc.

(Signed) KÖPKE.

To His Excellency,
Sir Horace Rumbold,
His Britannic Majesty's Ambassador.

N° 2368. — CONVENTION¹ POSTALE UNIVERSELLE, AVEC PROTOCOLE FINAL, RÈGLEMENT D'EXÉCUTION ET PROTOCOLE FINAL, ET DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DE LA POSTE AUX LETTRES PAR VOIE AÉRIENNE, AVEC PROTOCOLE FINAL. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

No. 2368. — UNIVERSAL POSTAL CONVENTION¹, WITH FINAL PROTOCOL, DETAILED REGULATIONS AND FINAL PROTOCOL AND PROVISIONS RELATING TO THE CONVEYANCE OF LETTER POST BY AIR, WITH FINAL PROTOCOL. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS

SAINT-MARIN	...	...	25 janvier	1932.
BULGARIE	...	...	2 février	1932.
POLOGNE	...	...	12 mai	1932.

RATIFICATIONS.

SAN MARINO	...	...	January 25,	1932.
BULGARIA	...	...	February 2,	1932.
POLAND	...	...	May 12,	1932.

¹ Vol. CII, page 245 ; vol. CVII, page 552 ; et vol. CXVII, page 310, de ce recueil.

¹ Vol. CII, page 245 ; Vol. CVII, page 552 ; and Vol. CXVII, page 310, of this Series.

N° 2369. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES LETTRES ET LES BOÎTES AVEC VALEUR DÉCLARÉE, AVEC PROTOCOLE FINAL ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

No. 2369. — AGREEMENT¹ CONCERNING INSURED LETTERS AND BOXES, WITH FINAL PROTOCOL AND DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS

SAINT-MARIN	25 janvier	1932.
BULGARIE... ..	2 février	1932.
POLOGNE	12 mai	1932.

La signature et la ratification de cet arrangement par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni doivent être considérées comme comprenant :

La Colonie et le Protectorat de NIGÉRIA et le CAMEROUN sous mandat britannique, à partir du 6 avril 1932.

RATIFICATIONS.

SAN MARINO	January 25,	1932.
BULGARIA	February 2,	1932.
POLAND	May 12,	1932.

The signature and ratification of this Agreement by His Majesty's Government in the United Kingdom should be regarded as including :

The Colony and Protectorate of NIGERIA and the CAMEROONS under British mandate, as from April 6, 1932.

N° 2370. — ARRANGEMENT² CONCERNANT LES COLIS POSTAUX, AVEC PROTOCOLE FINAL, RÈGLEMENT D'EXÉCUTION ET DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DES COLIS POSTAUX PAR VOIE AÉRIENNE. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

No. 2370. — PARCEL POST AGREEMENT², WITH FINAL PROTOCOL, DETAILED REGULATIONS AND PROVISIONS RELATING TO THE CONVEYANCE OF PARCEL POST BY AIR. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS

SAINT-MARIN	25 janvier	1932.
BULGARIE	2 février	1932.
POLOGNE	12 mai	1932.

RATIFICATIONS.

SAN MARINO	January 25,	1932.
BULGARIA	February 2,	1932.
POLAND	May 12,	1932.

¹ Vol. CIII, page 5 ; vol. CVII, page 554 ; et vol. CXVII, page 311, de ce recueil.

² Vol. CIII, page 73 ; vol. CVII, page 554 ; et vol. CXVII, page 312, de ce recueil.

¹ Vol. CIII, page 5 ; Vol. CVII, page 554 ; and Vol. CXVII, page 311, of this Series.

² Vol. CIII, page 73 ; Vol. CVII, page 554 ; and Vol. CXVII, page 312, of this Series.

N^o 2371. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE, AVEC RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

RATIFICATIONS

SAINT-MARIN	...	...	25 janvier	1932.
BULGARIE	...	...	2 février	1932.
POLOGNE	...	...	12 mai	1932.

No. 2371. — MONEY ORDER AGREEMENT¹, WITH DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS.

SAN MARINO	...	...	January 25,	1932.
BULGARIA	...	...	February 2,	1932.
POLAND	...	...	May 12,	1932.

N^o 2372. — ARRANGEMENT² CONCERNANT LES VIREMENTS POSTAUX, AVEC RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

RATIFICATIONS

SAINT-MARIN	...	...	25 janvier	1932.
POLOGNE	...	...	12 mai	1932.

No. 2372. — AGREEMENT² CONCERNING TRANSFER TO AND FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS, WITH DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS.

SAN MARINO	...	...	January 25,	1932.
POLAND	...	...	May 12,	1932.

N^o 2373. — ARRANGEMENT³ CONCERNANT LES RECOUVREMENTS, AVEC RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

RATIFICATIONS

SAINT-MARIN	...	...	25 janvier	1932.
POLOGNE	...	...	12 mai	1932.

No. 2373. — AGREEMENT³ CONCERNING THE COLLECTION OF BILLS, DRAFTS, etc., WITH DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS.

SAN MARINO	...	...	January 25,	1932.
POLAND	...	...	May 12,	1932.

¹ Vol. CIII, page 249 ; vol. CVII, page 555 ; et vol. CXVII, page 312, de ce recueil.

² Vol. CIII, page 321 ; vol. CVII, page 555 ; and vol. CXVII, page 313, de ce recueil.

³ Vol. CIII, page 377 ; vol. CVII, page 555 ; et vol. CXVII, page 313, de ce recueil.

¹ Vol. CIII, page 249 ; Vol. CVII, page 555 ; and Vol. CXVII, page 312, of this Series.

² Vol. CIII, page 321 ; Vol. CVII, page 555 ; and Vol. CXVII, page 313, of this Series.

³ Vol. CIII, page 377 ; Vol. CVII, page 555 ; and Vol. CXVII, page 313, of this Series.

N^o 2374. — ARRANGEMENT ¹ CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES, AVEC RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

No. 2374. — AGREEMENT ¹ CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS, WITH DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS

SAINT-MARIN 25 janvier 1932.
BULGARIE 2 février 1932.
POLOGNE 12 mai 1932.

RATIFICATIONS.

SAN MARINO January 25, 1932.
BULGARIA February 2, 1932.
POLAND May 12, 1932.

N^o 2426. — TRAITÉ ² DE RÈGLEMENT TERRITORIAL ENTRE LA COLOMBIE ET LE NICARAGUA. SIGNÉ A MANAGUA, LE 24 MARS 1928.

No. 2426. — TREATY ² CONCERNING TERRITORIAL QUESTIONS AT ISSUE BETWEEN COLOMBIA AND NICARAGUA. SIGNED AT MANAGUA, MARCH 24, 1928.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères du Nicaragua, le 25 mai 1932.

Communicated by the Minister for Foreign Affairs of Nicaragua, May 25, 1932.

N^o 2491. — ÉCHANGE DE NOTES ³ ENTRE LES GOUVERNEMENTS HONGROIS ET PERSAN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AU RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. ROME, LE 19 JUIN 1929.

No. 2491. — EXCHANGE OF NOTES ³ BETWEEN THE HUNGARIAN AND PERSIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE PROVISIONAL SETTLEMENT OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. ROME, JUNE 19, 1929.

ECHANGES DE NOTES RELATIFS A LA PROROGATION JUSQU'AU 19 JUIN 1932 DE L'ACCORD CI-DESSUS. BUDAPEST, LE 4 DÉCEMBRE 1930, ET PARIS, LES 19 JUIN, 15 ET 17 DÉCEMBRE 1931.

EXCHANGES OF NOTES RELATING TO THE PROROGATION UNTIL JUNE 19, 1932, OF THE ABOVE AGREEMENT. BUDAPEST, DECEMBER 4, 1930 AND PARIS, JUNE 19, AND DECEMBER 15 AND 17, 1931.

Communiqués par le ministre plénipotentiaire, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations, le 31 mai 1932.

Communicated by the Minister Plenipotentiary, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations, May 31, 1932.

¹ Vol. CIII, page 429 ; vol. CVII, page 556 ; et vol. CXVII, page 314, de ce recueil.

² Vol. CV, page 337, de ce recueil.

³ Vol. CVII, page 355, de ce recueil.

¹ Vol. CIII, page 429 ; Vol. CVII, page 556 ; and Vol. CXVII, page 314, of this Series.

² Vol. CV, page 337, of this Series.

³ Vol. CVII, page 355, of this Series.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE HONGRIE.

BUDAPEST, *le 4 décembre 1930.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal de Hongrie a prorogé jusqu'au 19 juin 1931 la validité de l'Arrangement survenu à Rome le 19 juin 1929 au sujet de règlement provisoire des relations commerciales du Royaume de Hongrie avec l'Empire de Perse.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

WALKO, *m. p.*

Son Excellence
Fathoullah Khan Pakrevan,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de l'Empire de Perse,
Budapest.

II.

LÉGATION IMPÉRIALE
DE PERSE.

BUDAPEST, *le 4 décembre 1930.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement impérial de Perse a prorogé jusqu'au 19 juin 1931 la validité de l'Arrangement survenu à Rome le 19 juin 1929 au sujet du règlement provisoire des relations commerciales de l'Empire de Perse avec le Royaume de Hongrie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

F. PAKREVAN, *m. p.*

Son Excellence
Monsieur Louis Walko,
Ministre des Affaires étrangères,
Budapest.

I.

ROYAL HUNGARIAN
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

BUDAPEST, *December 4, 1930.*

SIR,

I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Hungarian Government has extended until June 19, 1931, the validity of the arrangement arrived at in Rome on June 19, 1929, in regard to the provisional settlement of the commercial relations of the Kingdom of Hungary with the Persian Empire.

I have, etc.

WALKO, *m. p.*

His Excellency
Fathoullah Khan Pakrevan,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of the Persian Empire,
Budapest.

II.

IMPERIAL PERSIAN
LEGATION.

BUDAPEST, *December 4, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that the Imperial Persian Government has extended until June 19, 1931, the validity of the arrangement arrived at in Rome on June 19, 1929, in regard to the provisional settlement of the commercial relations of the Persian Empire with the Kingdom of Hungary.

I have, etc.

F. PAKREVAN, *m. p.*

His Excellency
Monsieur Louis Walko,
Minister for Foreign Affairs,
Budapest.

¹ Traduit par la Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

III.

LÉGATION ROYALE
DE HONGRIE

N° 244.

PARIS, le 19 juin 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement royal de Hongrie a prorogé jusqu'au 19 décembre 1931 la validité de l'Arrangement survenu à Rome le 19 juin 1929 au sujet du règlement provisoire des relations commerciales du Royaume de Hongrie avec l'Empire de Perse.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Frédéric VILLANI, *m. p.*
Ministre de Hongrie.

Son Excellence

M. Mirza Hussein Khan Ala,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de Perse,
Paris.

IV.

LÉGATION IMPÉRIALE
DE PERSE.

N° 830.

PARIS, le 19 juin 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement impérial de Perse a prorogé jusqu'au 19 décembre 1931 la validité de l'Arrangement survenu à Rome, le 19 juin 1929, au sujet du règlement provisoire des relations commerciales de l'Empire de Perse avec le Royaume de Hongrie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Hussein ALA, *m. p.*
Ministre de Perse.

Son Excellence

Monsieur le Baron Frédéric Villani,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de Hongrie,
15, rue de Berri,
Paris.

III.

ROYAL HUNGARIAN
LEGATION.

No. 244.

PARIS, June 19, 1931.

SIR,

I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Hungarian Government has extended until December 19, 1931, the validity of the arrangement arrived at in Rome on June 19, 1929, in regard to the provisional settlement of the commercial relations of the Kingdom of Hungary with the Persian Empire.

I have, etc.

Frederic VILLANI, *m. p.*
Hungarian Minister.

His Excellency,

M. Mirza Hussein Khan Ala,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Persia,
Paris.

IV.

IMPERIAL PERSIAN
LEGATION.

No. 830.

PARIS, June 19, 1931.

SIR,

I have the honour to inform Your Excellency that the Imperial Persian Government has extended until December 19, 1931, the validity of the arrangement arrived at in Rome on June 19, 1929, in regard to the provisional settlement of the commercial relations of the Persian Empire with the Kingdom of Hungary.

I have, etc.

Hussein ALA, *m. p.*
Persian Minister.

His Excellency,

M. le Baron Frederic Villani,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Hungary,
15, rue de Berri,
Paris.

V.

V.

LÉGATION ROYALE
DE HONGRIE.

425.

ROYAL HUNGARIAN
LEGATION.

425.

PARIS, le 15 décembre 1931.

PARIS, December 15, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

SIR,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement royal de Hongrie a prorogé jusqu'au 19 juin 1932 la validité de l'Arrangement survenu à Rome le 19 juin 1929 au sujet du règlement provisoire des relations commerciales du Royaume de Hongrie avec l'Empire de Perse.

I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Hungarian Government has extended until June 19, 1932, the validity of the arrangement arrived at in Rome on June 19, 1929, in regard to the provisional settlement of the commercial relations of the Kingdom of Hungary with the Persian Empire.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

I have, etc.

VILLANI, *m. p.*,
Ministre de Hongrie.

VILLANI, *m. p.*
Hungarian Minister.

Son Excellence
M. Mirza Hussein Khan Ala,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de Perse,
Paris.

His Excellency,
M. Mirza Hussein Khan Ala,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Persia,
Paris.

VI.

VI.

LÉGATION IMPÉRIALE
DE PERSE.
N° 2962.

IMPERIAL PERSIAN
LEGATION.
No. 2962.

PARIS, le 17 décembre 1931.

PARIS, December 17, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

SIR,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement impérial de Perse a prorogé jusqu'au 19 juin 1932 la validité de l'Arrangement survenu à Rome le 19 juin 1929 au sujet du règlement

I have the honour to inform Your Excellency that the Imperial Persian Government has extended until June 19, 1932, the validity of the arrangement arrived at in Rome on June 19, 1929, in regard to the provisional settlement

provisoire des relations commerciales de l'Empire de Perse avec le Royaume de Hongrie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) Hussein Khan ALA, *m. p.*,
Ministre de Perse.

Son Excellence
le Baron Frédéric Villani,
Ministre de Hongrie,
Paris.

Copie certifiée conforme :
Budapest, le 9 mai 1932.

Par ordre du ministre :
Lad. de Jambrekovich,
Conseiller ministériel.

of the commercial relations of the Persian Empire with the Kingdom of Hungary.

I have, etc.

(Signed) Hussein Khan ALA, *m. p.*
Persian Minister.

His Excellency
Baron Frederic Villani,
Minister of Hungary,
Paris.

N^o 2560. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE CONCERNANT LES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES ET PROTOCOLE SIGNÉS A GENÈVE, LE 14 DÉCEMBRE 1928.

ADHÉSION

CUBA 17 août 1932.

No. 2560. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ RELATING TO ECONOMIC STATISTICS, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 14, 1928.

ACCESSION.

CUBA August 17, 1932.

N^o 2623. — CONVENTION² INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DU FAUX MONNAYAGE ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 20 AVRIL 1929.

RATIFICATIONS

Dépôt :

PAYS-BAS 30 avril 1932.
COLOMBIE 9 mai 1932.
BELGIQUE 6 juin 1932.

No. 2623. — INTERNATIONAL CONVENTION² FOR THE SUPPRESSION OF COUNTERFEITING CURRENCY AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, APRIL 20, 1929.

RATIFICATIONS.

Deposit :

THE NETHERLANDS April 30, 1932.
COLOMBIA May 9, 1932.
BELGIUM June 6, 1932.

¹ Vol. CX, page 171 ; et vol. CXVII, page 330 de ce recueil.

² Vol. CXII, page 371, de ce recueil.

¹ Vol. CX, page 171 ; and Vol. CXVII, page 330, of this Series.

² Vol. CXII, page 371, of this Series.

N° 2624. — PROTOCOLE¹ FACULTATIF
CONCERNANT LA RÉPRESSION DU
FAUX-MONNAYAGE. SIGNÉ A GENÈVE,
LE 20 AVRIL 1929.

No. 2624. — OPTIONAL PROTOCOL¹ RE-
GARDING THE SUPPRESSION OF COUN-
TERFEITING CURRENCY. SIGNED AT
GENEVA, APRIL 20, 1929.

RATIFICATION

Dépôt :
COLOMBIE 9 mai 1932.

RATIFICATION.

Deposit :
COLOMBIA May 9, 1932.

N° 2733. — CONVENTION² POUR L'AMÉ-
LIORATION DU SORT DES BLESSÉS
ET DES MALADES DANS LES ARMÉES
EN CAMPAGNE. SIGNÉE A GENÈVE,
LE 27 JUILLET 1929.

No. 2733. — CONVENTION² FOR THE
AMELIORATION OF THE CONDITION
OF THE WOUNDED AND SICK IN
ARMIES IN THE FIELD. SIGNED AT
GENEVA, JULY 27, 1929.

RATIFICATIONS

MEXIQUE 1^{er} août 1932
DANEMARK 5 août 1932.

RATIFICATIONS.

MEXICO August 1st, 1932.
DENMARK August 5, 1932.

N° 2734. — CONVENTION³ RELATIVE AU
TRAITEMENT DES PRISONNIERS DE
GUERRE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27
JUILLET 1929.

No. 2734. — CONVENTION³ RELATIVE TO
THE TREATMENT OF PRISONERS OF
WAR. SIGNED AT GENEVA, JULY 27,
1929.

RATIFICATIONS

MEXIQUE 1^{er} août 1932.
DANEMARK 5 août 1932.

RATIFICATIONS.

MEXICO August 1st, 1932.
DENMARK August 5, 1932.

¹ Vol. CXII, page 395, de ce recueil.

² Vol. CXVIII, page 303, de ce recueil.

³ Vol. CXVIII, page 343, de ce recueil.

¹ Vol. CXII, page 395, of this Series.

² Vol. CXVIII, page 303, of this Series.

³ Vol. CXVIII, page 343, of this Series.

N^o 61 a). — CONVENTION¹ CONCERNANT LES BATIMENTS HOSPITALIERS. SIGNÉE A LA HAYE, LE 21 DÉCEMBRE 1904.

No. 61 (a). — CONVENTION¹ CONCERNING HOSPITAL SHIPS. SIGNED AT THE HAGUE, DECEMBER 21, 1904.

ADHÉSION

TURQUIE 8 juin 1932.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne le 26 août 1932.

ACCESSION.

TURKEY June 8, 1932.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, August 26, 1932.

N^o 77 (a). — EXTRADITION TREATY² BETWEEN GREAT BRITAIN AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT LONDON SEPTEMBER 26, 1898.

N^o 77 a). — TRAITÉ² D'EXTRADITION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A LONDRES, LE 26 SEPTEMBRE 1898.

EXCHANGE OF NOTES RECORDING THE APPLICATION TO TRANSJORDAN OF THE ABOVE TREATY. THE HAGUE, JANUARY 28, AND APRIL 5, 1932.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne et le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 27 mai 1932.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A LA TRANSJORDANIE DU TRAITÉ CIDESSUS. LA HAYE, LES 28 JANVIER ET 5 AVRIL 1932.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, and His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, May 27, 1932.

³ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH LEGATION.

N^o 15.
(56/2/32).

THE HAGUE, 28th January 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the Note No. 163 which His Majesty's Chargé d'Affaires had the honour to address to Your Excellency on the 1st.

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

N^o 15.
(56/2/32).

LA HAYE, le 28 janvier 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à la Note N^o 163 que le Chargé d'Affaires de Sa Majesté a eu l'honneur d'adresser à Votre Excellence le 1^{er} décembre

¹ Vol. LIV, page 435, de ce recueil.

² Vol. LXIX, page 131, de ce recueil.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LIV, page 435, of this Series.

² Vol. LXIX, page 131, of this Series.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

December, 1927, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

I have accordingly the honour to enquire whether the Netherlands Government agree that the provisions of the extradition treaty signed at London on the 26th September, 1898 shall be deemed to apply to Transjordan. In this event the present Note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty shall, as from the date of Your Excellency's note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

I have the honour to add that for the purposes of this agreement the "governor or principal functionary" referred to in Article XVIII of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

I avail, etc.

Odo RUSSELL.

His Excellency
Jonkheer F. Beelaerts van Blokland,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION JURIDIQUE.
N° 7544.

LA HAYE, le 5 avril 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par sa lettre du 28 janvier dernier N° 15 (56/2/32), Votre Excellence a bien voulu

1927, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord estime désirable que les dispositions des traités d'extradition actuellement en vigueur, conclus par Sa Majesté et déjà rendus applicables à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie) soient maintenant rendus applicables à la Transjordanie.

J'ai donc l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire savoir si le Gouvernement néerlandais est d'accord pour considérer comme applicables à la Transjordanie les dispositions du Traité d'extradition signé à Londres le 26 septembre 1898. Dans l'affirmative la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet seront considérées comme établissant formellement l'accord conclu entre les deux gouvernements pour l'application à la Transjordanie, à partir de la date de la note de Votre Excellence, des dispositions du traité susdit. Les demandes d'extradition adressées à la Transjordanie ou en émanant seront faites en conformité de ce traité de la même manière que si ce territoire faisait partie des possessions de Sa Majesté britannique et que les nationaux de ce territoire étaient des sujets britanniques.

J'ai l'honneur d'ajouter, qu'aux fins de cet accord, le «governor or principal functionary» dont il est question à l'article XVIII dudit traité sera le Haut Commissaire de la Transjordanie à Jérusalem.

Je saisis, etc.

Odo RUSSELL.

Son Excellence
le Jonkheer F. Beelaerts van Blokland,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
LEGAL DEPARTMENT.
No. 7544.

THE HAGUE, April 5, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your letter of January 28 last, No. 15 (56/2/32), Your Excellency was good enough

soumettre à l'appréciation du Gouvernement néerlandais la proposition d'étendre aussi à la Transjordanie l'application du Traité d'extradition anglo-néerlandais du 26 septembre 1898, dont la sphère d'action a été étendue à certains territoires en vertu des notes du 1^{er} décembre 1927/27 janvier 1928.

En réponse, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement néerlandais accepte la proposition susnommée. A partir de la date de la présente note les dispositions dudit traité s'appliqueront au territoire Transjordanien et les demandes d'extradition adressées à la Transjordanie ou en émanant seront faites en conformité de ce traité de la même manière comme si ce territoire faisait partie des possessions de Sa Majesté britannique et que les nationaux de la Transjordanie fussent des sujets britanniques.

Aux fins de cet accord le « governor or principal functionary » dont il est question à l'article XVIII du Traité d'extradition anglo-néerlandais sera le Haut Commissaire de la Transjordanie à Jérusalem.

Il est bien entendu que l'accord susindiqué est considéré comme ayant été suffisamment établi par la lettre de Votre Excellence du 28 janvier dernier, N^o 15, et la présente réponse.

Je saisis, etc.

BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Son Excellence
l'Honorable Sir Odo Russell,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique.

to ask whether the Netherlands Government would agree that the Extradition Treaty of September 26, 1898, between Great Britain and the Netherlands, the provisions of which have been made applicable to certain territories by means of an exchange of notes on December 1, 1927 and January 27, 1928, should also be made applicable to Transjordan.

In reply, I have the honour to inform Your Excellency that the Netherlands Government accepts the above proposal. As from the date of the present note, the provisions of the said Treaty shall be applicable to Transjordan, and the requisitions for extradition from and to Transjordan shall be made in accordance with that Treaty in like manner as if the territory were a possession of His Britannic Majesty and as if the nationals of Transjordan were British subjects.

For the purposes of this Agreement, the "governor or principal functionary" referred to in Article XVIII of the Extradition Treaty between Great Britain and the Netherlands would be the High Commissioner for Transjordan at Jerusalem.

It is understood that Your Excellency's letter of January 28 last, No. 15, and the present reply are regarded as sufficient confirmation of the above-mentioned agreement.

I have the honour to be, etc.

BEELAERTS VAN BLOKLAND.

His Excellency
the Honorable Sir Odo Russell,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary.

No. 78 (a). — EXTRADITION TREATY¹
BETWEEN DENMARK AND THE UNITED
KINGDOM OF GREAT BRITAIN
AND IRELAND. SIGNED AT COPEN-
HAGEN, MARCH 31, 1873.

Nº 78 a). — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION
ENTRE LE DANEMARK ET LE
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE. SIGNÉ A COPEN-
HAGUE, LE 31 MARS 1873.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE TREATY. COPENHAGEN, FEBRUARY 2 AND MARCH 29, 1932.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA TRANSJORDANIE DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ CI-DESSUS. COPENHAGUE, LES 2 FÉVRIER ET 29 MARS 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 29 avril 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, April 29, 1932.

² TRANDUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 13.
(71/2/32).

COPENHAGEN, *February 2, 1932.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Mr. Millington-Drake's note of December 5, 1927, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Royal Danish Government agree that the provisions of the extradition treaty signed at Copenhagen on the 31st March, 1873, shall be deemed to apply to Transjordan. In this event the present note and Your Excel-

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 13
(71/2/32).

COPENHAGUE, *le 2 février 1932.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la note de M. Millington-Drake en date du 5 décembre 1927, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord juge désirable d'étendre maintenant à la Transjordanie les dispositions des traités d'extradition conclus par sa Majesté et déjà rendus applicables à la Palestine (non compris la Transjordanie).

2. J'ai donc l'honneur de demander si le Gouvernement royal danois est disposé à accepter que les dispositions du Traité d'extradition signé à Copenhague le 31 mars 1873, soient considérées comme s'appliquant à la Transjordanie. Dans l'affirmative, la présente note

¹ Vol. LXIX, page 135; vol. LXXVIII, page 513; et vol. LXXXIII, page 465, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LXIX, page 135; vol. LXXVIII, page 513; and Vol. LXXXIII, page 465, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

lency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty shall, as from the date of Your Excellency's note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

3. I have the honour to add that for the purposes of this agreement the "governor or chief authority" referred to in Article XIII of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

4. If the Royal Danish Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designation of the Consular Officer of Denmark who, for the purpose of Article XIII of the said Treaty, would be the "chief consular officer" by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Thomas HOHLER.

His Excellency
Dr. P. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

I hereby certify that the above is a true and correct copy.

(Signed) J. H. S. Birch.

II.

UDENRIGSMINISTERIET.

P. J. I. Journal Nr. 27. D.5.
COPENHAGUE, le 29 mars 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre note N° 13, en date du 2 février dernier, vous avez bien voulu, d'ordre de votre gouvernement, me demander si le Gouverne-

ainsi que votre réponse seraient considérées comme enregistrant officiellement l'accord qui est intervenu entre nos deux gouvernements et suivant lequel les dispositions de ce traité s'appliqueront à la Transjordanie à partir de la date de votre note ; les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ce territoire, ou qui y ont cherché refuge, étant présentées conformément aux dispositions de ce traité, de la même manière que si ledit territoire était une possession de Sa Majesté britannique et que si les nationaux ou les indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

3. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord, le « gouverneur ou l'autorité principale » mentionnés à l'article XIII de ce traité sera le Haut Commissaire pour la Transjordanie, à Jérusalem.

4. Si le Gouvernement royal danois accepte cette proposition, je vous prierai de me faire savoir quel est le fonctionnaire consulaire du Danemark qui, aux fins de l'article XIII dudit traité, sera le « principal fonctionnaire consulaire » ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie.

Je saisis, etc.

Thomas HOHLER.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

P.J.I. Journal No. 27.D.5.
COPENHAGEN, March 29, 1932.

SIR,

In your note No. 13 of February 2 last, you asked me on behalf of your Government whether His Majesty's Government was prepared to

ment du Roi est disposé à conclure un arrangement avec le Gouvernement de Sa Majesté britannique en vertu duquel les dispositions du Traité d'extradition du 31 mars 1873 entre le Danemark et la Grande-Bretagne et l'Irlande seraient étendues à comprendre le territoire mandataire du Transjordan.

Au cas où le Gouvernement danois serait disposé à accepter un tel arrangement, vous avez, en outre, proposé que celui-ci soit considéré comme définitivement conclu par l'échange de votre note susmentionnée et de la présente note, de sorte que les demandes d'extradition relatives au territoire en question devront dorénavant être présentées conformément aux stipulations du Traité d'extradition en vigueur comme si ce territoire était une possession de Sa Majesté britannique et comme si les nationaux ou les indigènes de ce territoire étaient des ressortissants britanniques. Par l'application de l'arrangement proposé, le Haut Commissaire du Transjordan à Jérusalem serait à considérer comme le « gouverneur ou autorité supérieure » mentionné à l'article 13 dudit traité.

Après avoir saisi les autorités compétentes danoises à ce sujet, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement du Roi est prêt à conclure l'arrangement proposé et qu'il le considère comme définitivement conclu par l'échange de votre note susmentionnée du 2 février dernier et de la présente note, dont je vous prie de bien vouloir m'accuser réception.

La Légation de Danemark à Londres est désignée comme la représentation par l'intermédiaire de laquelle les demandes mentionnées à l'article 13 devront, le cas échéant, être transmises.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) P. MUNCH.

Sir Thomas B. Hohler,
His Britannic Majesty's Minister.

conclude an agreement with his Britannic Majesty's Government by which the provisions of the extradition treaty of March 31, 1873, between Denmark and Great Britain and Ireland, would be made applicable to the mandated territory of Transjordan.

Should the Danish Government be prepared to accept such an agreement, you further proposed that this agreement should be considered definitely concluded by the exchange of your above-mentioned note and the present note, so that the requisitions for extradition from and to the territory in question should henceforth be made in accordance with the provisions of the extradition treaty in force, as if Transjordan were a possession of His Britannic Majesty and as if the nationals or natives of that territory were British subjects. For the purposes of the proposed agreement the "governor or chief authority" referred to in Article XIII of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

Having referred the matter to the competent Danish authorities, I have the honour to inform you that His Majesty's Government is willing to conclude the proposed agreement and considers it definitely concluded by the exchange of your above-mentioned note of February 2nd last and the present note, of which I beg you to acknowledge receipt.

The Danish Legation at London is designated as the intermediary through which the requisitions mentioned in Article XIII should, when necessary, be transmitted.

I have the honour to be, etc.

(Signed) P. MUNCH.

Sir Thomas B. Hohler,
His Britannic Majesty's Minister.

No. 79 (a). — EXTRADITION TREATY¹
BETWEEN GREAT BRITAIN AND HAITI.
SIGNED AT PORT-AU-PRINCE, DECEMBER 7, 1874.

Nº 79 (a). — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET
HAÏTI. SIGNÉ A PORT-AU-PRINCE, LE
7 DÉCEMBRE, 1874.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE TREATY. PORT-AU-PRINCE, FEBRUARY 12 and 24, 1932.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA TRANSJORDANIE DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ CI-DESSUS. PORT-AU-PRINCE, LES 12 ET 24 FÉVRIER 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 29 avril 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, April 29, 1932.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

I.

BRITISH LEGATION.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 75/41/32.

Nº 75/41/32.

PORT-AU-PRINCE, *February 12, 1932.*

PORT-AU-PRINCE, *le 12 février 1932.*

SIR,

With reference to my despatch No. 196/90/28 of the 10th of April 1928, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Government of the Republic of Hayti agree that the provisions of the extradition treaty signed at Port-au-Prince on the 7 December, 1874, shall be deemed to apply to Transjordan. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty shall, as from the date of Your Excellency's note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being

Comme suite à ma dépêche No 196/90/28 du 10 avril 1928, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord juge désirable d'étendre maintenant à la Transjordanie les dispositions des traités d'extradition conclus par Sa Majesté et déjà rendus applicables à la Palestine (non compris la Transjordanie).

2. J'ai donc l'honneur de demander si le Gouvernement de la République d'Haïti accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Port-au-Prince le 7 décembre 1874 soient considérées comme s'appliquant à la Transjordanie. Dans l'affirmative, la présente note et votre réponse seront considérées comme enregistrant officiellement l'accord qui est intervenu entre nos deux gouvernements et suivant lequel les dispositions de ce traité s'appliqueront à la Transjordanie à partir de la date de votre note, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont

¹ Vol. LXXXIII, page 465, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LXXXIII, page 465, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

3. I have the honour to add that for the purposes of this agreement the "governor or chief authority" referred to in Article XV of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

4. If the Haytian Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designation of the Consular Officer of Hayti who, for the purpose of Article XV of the said Treaty, would be the "chief consular officer" by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

Edmund D. WATT.

His Excellency
Monsieur Abel N. Léger,
Secretary of State for Foreign Affairs,
Port-au-Prince.

II.

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI.
SECRÉTARIAT D'ÉTAT
DES RELATIONS EXTÉRIEURES.

PORT-AU-PRINCE, *le 24 février 1932.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à votre lettre du 12 février courant, N° 75-41-32, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement d'Haïti est d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté britannique, par application de l'article XV du Traité du 7 décembre 1874 existant entre la Grande-Bretagne et la République d'Haïti, pour faire bénéficier la Transjordanie des stipulations du susdit Traité d'extradition.

J'ai pris note que le Gouverneur ou autorité principale dont il est question à l'article XV du Traité sera le Haut Commissaire pour la Transjordanie (Jérusalem) et vous informe qu'en

enfin de ce territoire ou qui y ont cherché refuge étant présentées, conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si ledit territoire était une possession de Sa Majesté et que si les nationaux ou les indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

3. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord, le «gouverneur ou l'autorité principale» mentionnés à l'article XV de ce traité sera le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem.

4. Si le Gouvernement d'Haïti accepte cette proposition, je vous prierai de me faire savoir quel est le fonctionnaire consulaire d'Haïti qui, aux fins de l'article XV de ce traité, sera «le fonctionnaire consulaire principal» ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie.

Je saisis, etc.

Edmund D. WATT.

à Son Excellence
Monsieur Abel N. Léger,
Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères,
Port-au-Prince.

II.

REPUBLIC OF HAITI.
SECRETARIAT OF STATE
FOR EXTERNAL RELATIONS.

PORT-AU-PRINCE, *February 24, 1932.*

SIR,

In reply to your letter No. 75/41/32, of the 12th instant, I have the honour to inform you that the Government of Haiti agrees with His Britannic Majesty's Government that, in application of Article XV of the extradition treaty of December 7, 1874, between Great Britain and the Republic of Haiti, the provisions of the above-mentioned treaty should be made applicable to Transjordan.

I have noted that the governor or chief authority referred to in Article XV of the treaty will be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem, and I have the honour

attendant la nomination d'un agent consulaire d'Haïti dans ce pays, le Gouvernement pourrait, s'il n'y a aucun inconvénient, présenter des demandes d'extradition par l'intermédiaire du Foreign Office.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération très distinguée.

A. N. LÉGER.

Monsieur Edmund D. Watt,
Chargé d'Affaires *a. i.*
de Sa Majesté britannique,
Port-au-Prince.

to inform you that pending the designation of a consular agent of Haiti in that country, the Government might, if convenient, make requisitions for extradition through the Foreign Office.

I have the honour to be, etc.,

A. N. LÉGER.

Edmund D. Watt, Esq.,
His Britannic Majesty's
Acting Chargé d'Affaires,
Port-au-Prince.

No. 80 (a). — EXTRADITION TREATY¹
BETWEEN GREAT BRITAIN AND SPAIN,
SIGNED AT LONDON, JUNE 4, 1878,
AS AMENDED BY THE DECLARATION
SIGNED AT MADRID, FEBRUARY 19,
1889.

Nº 80 a). — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET
L'ESPAGNE, SIGNÉ A LONDRES, LE
4 JUIN 1878, AMENDÉ PAR LA DÉCLA-
RATION SIGNÉE A MADRID, LE
19 FÉVRIER 1889.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTEN-
SION TO TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS
OF THE ABOVE TREATY. MADRID, FEBRUARY
5, AND MARCH 23, 1932.

*Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires
étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne
le 29 avril 1932.*

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION
A LA TRANSJORDANIE DES DISPOSITIONS DU
TRAITÉ CI-DESSUS. MADRID, LES 5 FÉVRIER
ET 23 MARS 1932.

*Communicated by His Majesty's Secretary of
State for Foreign Affairs in Great Britain,
April 29, 1932.*

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 28.
(110/2/32).

MADRID, February 5, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the Note from this Em-
bassy No. 351 of December 5, 1927, I have

¹ Vol. LXXXIII, page 469, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 28
(110/2/32).

MADRID, le 5 février 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note de cette ambassade
Nº 351 en date du 5 décembre 1927, j'ai l'hon-

¹ Vol. LXXXIII, page 469, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

I have accordingly the honour to enquire whether the Spanish Government agree that the provisions of the extradition treaty signed at London on the 4 June, 1878, as amended by the Declaration signed at Madrid on the 19 February, 1889, shall be deemed to apply to Transjordan. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty as amended by the said Declaration shall, as from the date of Your Excellency's note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

I have the honour to add that for the purposes of this agreement the "governor or chief authority" referred to in Article X of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

If the Spanish Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designation of the Consular Officer of Spain who, for the purpose of Article X of the said Treaty, would be the "chief consular officer" by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

I have the honour to assure Your Excellency of my highest consideration.

For the Ambassador :
(Signed) G. G. KNOX.

His Excellency
Sr. D. Luis de Zulueta,
Minister of State.

neur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord estime désirable que les dispositions des traités d'extradition conclus par Sa Majesté, qui sont actuellement en vigueur et qui ont déjà été rendues applicables à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie) soient désormais rendues applicables à la Transjordanie.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement espagnol accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Londres le 4 juin 1878 et amendé par la déclaration signée à Madrid le 19 février 1889 soient considérées comme s'appliquant à la Transjordanie. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet seraient considérées comme constatant officiellement l'accord intervenu entre les deux gouvernements et selon lequel les dispositions de ce traité, tel qu'il a été amendé par ladite déclaration, s'appliqueront à la Transjordanie, à partir de la date de la note de Votre Excellence, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ce territoire ou qui y ont cherché refuge étant présentées, conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si ce territoire était une possession de Sa Majesté et que si les nationaux ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord, le «gouverneur ou l'autorité principale» mentionnés à l'article X du traité en question serait le Haut-Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem.

Si le Gouvernement espagnol accepte cette proposition, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer le fonctionnaire consulaire de l'Espagne qui, aux fins de l'article X dudit traité, sera le «fonctionnaire consulaire principal», ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie.

Je saisis, etc.

Pour l'ambassadeur :
(Signé) G. G. KNOX.

Son Excellence
Monsieur Luis de Zulueta,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO DE ESTADO.

VI.

Núm. 71.

MADRID 23 de marzo de 1932.

EXCMO SEÑOR :

Muy Señor mio : En contestación a la Nota de V. E. de 5 de febrero último por la que transmite el deseo del Gobierno de S. M. en el Reino Unido de la Gran Bretaña y Norte de Irlanda de que las disposiciones del Convenio de Extradición firmado en Londres el 4 de Junio de 1878, tal como quedó modificado por la Declaración firmada en Madrid en 19 de febrero de 1889, sean extendidas y hechas aplicables al territorio de Transjordania, tengo la honra de manifestar a V. E. que el Gobierno de la República acepta con gusto esta propuesta, conviniendo asimismo en que la Nota de V. E. y la presente sirvan de expresión oficial del acuerdo, el cual comenzará a regir, desde la fecha de hoy, formulándose en adelante las demandas de extradición procedentes de, o dirigidas al territorio de Transjordania, de acuerdo con el Tratado y la Declaración mencionadas, como si dicho territorio fuera una posesión de S. M. y sus nacionales o nativos, fueran súbditos británicos.

Ha sido tomada nota de que a los efectos de este acuerdo « el Gobernador o Autoridad superior » a que alude el artículo 10 del Tratado será el Alto Comisario para Transjordania, Jerusalén y a mi vez tengo la honra de manifestar a V. E. que el Agente Consular, que menciona dicho artículo, encargado de formular las demandas de extradición por parte del Gobierno español para dicho territorio de Transjordania, será el Consul general de la Nación en Jerusalén.

Aprovecho esta ocasión para reiterar a V. E. las seguridades de mi alta consideración.

(Signed) J. GOMEZ OCERIN.

A Su Excelencia el Muy Honorable

Sir George Grahame,

Embajador de Su Majestad Británica.

¹ TRADUCTION.¹ TRANSLATION.MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MINISTRY OF STATE.

VI.
Nº 71.VI.
No. 71.

MADRID, le 23 mars 1932.

MADRID, March 23, 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

YOUR EXCELLENCY,

En réponse à la note de Votre Excellence en date du 5 février dernier me faisant part du désir du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de voir étendre et rendre applicables à la Transjordanie les dispositions du Traité d'extradition signé à Londres le 4 juin 1878 et amendé par la déclaration signée à Madrid le 19 février 1889, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gou-

In reply to your note of February 5 last, in which you inform me that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of the Extradition Treaty signed at London on June 4, 1878, as amended by the Declaration signed at Madrid on February 19, 1889, should be deemed to apply to Transjordan, I have the honour to inform Your Excellency that the Government

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

vernement de la République est heureux d'accepter cette proposition et accepte également que la note de Votre Excellence et la présente note soient considérées comme constatant officiellement l'accord qui entrera en vigueur à compter de ce jour ; désormais les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis du territoire de la Transjordanie ou qui y ont cherché refuge devront être présentées, conformément aux dispositions du traité et de la déclaration en question, de la même manière que si ledit territoire était une possession de Sa Majesté et que si les nationaux ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

Il a été pris note du fait qu'aux fins du présent accord « le gouverneur ou l'autorité principale » mentionnés à l'article X du traité sera le Haut-Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem. De mon côté, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le fonctionnaire consulaire mentionné audit article, ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition du Gouvernement espagnol concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie, sera le consul général d'Espagne à Jérusalem.

Je saisis, etc.

(Signé) J. GOMEZ OGERIN.

Son Excellence
le Très Honorable sir George Grahame,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique.

of the Republic has pleasure in accepting this proposal, and also agrees that Your Excellency's note and the present note shall be regarded as placing on formal record the understanding arrived at, which shall enter into force as from to-day. Henceforward, the requisitions for extradition from and to Transjordan shall be made in accordance with the Treaty and Declaration in question in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

I note that for the purposes of this agreement, the "governor or chief authority" referred to in Article X of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem. I have the honour to inform Your Excellency that the consular officer referred to in that article by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made will be the Consul General of Spain at Jerusalem.

I have the honour, etc.

(Signed) J. GOMEZ OGERIN.

His Excellency
the Hon. Sir George Grahame,
His Britannic Majesty's Ambassador.

No. 81 (a). — EXTRADITION TREATY¹
BETWEEN BOLIVIA AND GREAT BRITAIN.
SIGNED AT LIMA, FEBRUARY 22,
1892.

Nº 81 a). — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION
ENTRE LA BOLIVIE ET LA GRANDE
BRETAGNE. SIGNÉ A LIMA, LE 22 FÉ-
VRIER 1892.

EXCHANGE DE NOTES RESPECTING THE APPLI-
CATION TO TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS
OF THE ABOVE TREATY. LA PAZ, FEBRUARY
19, AND MARCH 3, 1932.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A
LA TRANSJORDANIE DES DISPOSITIONS DU
TRAITÉ CI-DESSUS. LA PAZ, LES 19 FÉVRIER
ET 3 MARS 1932.

*Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires
étrangères de Sa Majesté en Grande Bretagne
le 13 juin 1932.*

*Communicated by His Majesty's Secretary of
State for Foreign Affairs in Great Britain,
June 13, 1932.*

¹ Vol. LXXXIII, page 473, de ce recueil.

¹ Vol. LXXXIII, page 473, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

No. II.

LA PAZ, *February* 19th, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Mr. Michell's Note No. 8 of January 7th, 1928, addressed to Dr. Don Tomás Manuel Elio, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

I have accordingly the honour to enquire whether the Government of the Republic of Bolivia agree that the provisions of the extradition treaty signed at Lima on the 22nd, February, 1892, shall be deemed to apply to Transjordan. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty shall, as from the date of Your Excellency's Note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

I have the honour to add that for the purposes of this agreement the "governor or chief authority" referred to in Article XVII of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

If the Bolivian Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designation of the Consular Officer of the Republic of Bolivia who, for the purpose of Article

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE,

Nº II.

LA PAZ, *le 19 février* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la note Nº 8 de M. Michell, en date du 7 janvier 1928, adressée à M. Thomas Manuel Elio, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord estime désirable que les dispositions des traités d'extradition conclus par Sa Majesté, qui sont actuellement en vigueur et qui ont déjà été rendues applicables à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie) soient désormais rendues applicables à la Transjordanie.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement de la République de Bolivie accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Lima le 22 février 1892 soient considérées comme s'appliquant à la Transjordanie. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet seraient considérées comme constatant officiellement l'accord intervenu entre les deux Gouvernements et selon lequel les dispositions de ce traité s'appliqueront à la Transjordanie à partir de la date de votre note, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ce territoire ou qui y ont cherché refuge étant présentées, conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si ce territoire était une possession de Sa Majesté et que si les nationaux ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord, le « gouverneur ou autorité principale » mentionné à l'article XVII du traité en question, serait le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem.

Si le Gouvernement bolivien accepte cette proposition, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer le fonctionnaire consulaire de la République de Bolivie qui, aux fins de l'article

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

XVII of the said Treaty, would be the "chief consular officer" by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

R. L. NOSWORTHY.

His Excellency,
Dr. Don Julio Gutierrez,
etc., etc., etc.,
La Paz.

XVII dudit traité, sera le « fonctionnaire consulaire principal » ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie.

Je saisis, etc.

R. L. NOSWORTHY.

Son Excellence
Monsieur le Dr Julio Gutierrez,
etc., etc., etc.,
La Paz.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

II.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y CULTO.

Sección : Congresos Internacionales.

Nº 112.

LA PAZ, 3 de marzo de 1932.

SEÑOR MINISTRO :

Tengo el honor de corresponder a la atenta nota de V. E., Nº 11, de 19 de febrero último, en la cual expresa que el Gobierno de S. M. en el Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte, considera que las previsiones existentes en los tratados de extradición concluidos por Su Majestad aplicables a la Palestina, pueden ser ahora extensivos y aplicables también en el Transjordan. Agrega V. E. que desea conocer si mi Gobierno aceptaría que las previsiones del Tratado de Extradición firmado por los representantes diplomáticos de Bolivia y Gran Bretaña en Lima, en 22 de febrero de 1892, podrían ser extensivas para aplicarlas al Transjordan, en cuyo caso la nota de V. E., como la de contestación de esta Cancillería, cobrarían a este respecto la fuerza de un instrumento que hiciera posible la extensión del Tratado a dicho territorio del Transjordan.

Finaliza V. E. expresando que para los propósitos de la extradición el « Gobernador o Jefe » a que se refiere el artículo XVII del indicado Tratado, sería el Alto Comisionado del Transjordan, Jerusalén, y que si mi Gobierno acepta la proposición, le informe acerca del nombramiento que haga entre los funcionarios consulares de la República para los fines del citado Tratado.

En apreciación del contenido de la nota de V. E., cábeme manifestarle que mi Gobierno no encuentra óbice alguno para aceptar la proposición del Gobierno de S. M. británica, para que se hagan extensivas al Transjordan las previsiones del Tratado de Extradición vigente entre nuestros dos países desde 1892, y en lo que toca a la designación de los funcionarios consulares de la República, para los efectos del artículo XVII del Tratado, desempeñarán las funciones inherentes para su caso, el Cónsul de Bolivia en Jaffa, Palestina, y el Cónsul de España en Jerusalén, encargado de los asuntos consulares de Bolivia.

La presente nota, de conformidad al pedido de V. E., tiene el valor de instrumento suficiente para dar validez al acto de ampliación de los efectos del Tratado al territorio del Transjordan.

Aprovecho de la ocasión para renovar a V. E., el testimonio de mi más atenta y distinguida consideración.

Julio GUTIERREZ.

Al Excmo.

Señor Don R. L. Nosworthy,

E. E. y Ministro Plenipotenciario de la Gran Bretaña,
Presente.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU CULTE.

Section
des Congrès internationaux.

N° 112.

LA PAZ, le 3 mars 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de répondre à la note N° 11 de Votre Excellence, en date du 19 février dernier, me faisant savoir que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord considère que les dispositions existantes des traités d'extradition conclus par Sa Majesté et qui sont applicables à la Palestine, peuvent être désormais étendues et rendues applicables également à la Transjordanie. Votre Excellence ajoute qu'elle désire savoir si mon gouvernement accepterait que les dispositions du Traité d'extradition, signé à Lima le 22 février 1892 par les représentants diplomatiques de la Bolivie et de la Grande-Bretagne, pourraient être étendues à la Transjordanie, auquel cas la note de Votre Excellence, ainsi que la réponse de cette chancellerie seraient considérées comme équivalentes à un instrument permettant l'extension du traité en question audit territoire de la Transjordanie.

Votre Excellence termine en me faisant savoir qu'aux fins d'extradition le « gouverneur ou l'autorité principale » mentionné à l'article XVII du traité susindiqué serait le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem et me demande, au cas où mon gouvernement accepterait cette proposition, de lui indiquer celui des fonctionnaires de la République qui sera désigné aux fins dudit traité.

En réponse à la note de Votre Excellence, j'ai l'honneur de vous faire savoir que mon gouvernement ne voit aucune objection à accepter la proposition du Gouvernement de Sa-Majesté britannique tendant à rendre appli-

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND WORSHIP.

International Congresses Section.

No. 112.

LA PAZ, March 3, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to reply to Your Excellency's note No. 11, of February 19 last in which you inform me that His Majesty's, Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine should now be extended and made applicable to Transjordan. Your Excellency adds that you desire to be informed whether my Government would agree that the provisions of the Extradition treaty signed by the diplomatic representatives of Bolivia and Great Britain at Lima on February 22, 1892, should be extended and made applicable to Transjordan, in which event Your Excellency's note and the present reply would be regarded for this purpose as having the force of an instrument making the Treaty applicable to the said territory of Transjordan.

Your Excellency concludes by stating that, for the purposes of extradition, the " governor or chief authority " referred to in Article XVII of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem, and, in the event of my Government agreeing to this proposal, you request me to inform you of the designation of the consular officer of the Republic for the purposes of the said Treaty.

In reply to Your Excellency's note, I have the honour to state that my Government have no objection to the proposal of His Britannic Majesty's Government that the provisions of the Extradition treaty in force between our

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

cables à la Transjordanie les dispositions du Traité d'extradition en vigueur entre nos deux pays depuis 1892 ; en ce qui concerne la désignation des fonctionnaires consulaires de la République aux fins de l'article XVII du traité, les fonctions inhérentes à cette charge seront assumées par le consul de Bolivie à Jaffa, Palestine, et par le consul d'Espagne à Jérusalem, chargé des affaires consulaires de la Bolivie.

La présente note, conformément à la demande de Votre Excellence, tient lieu d'instrument consacrant l'extension des effets du traité au territoire de Transjordanie.

Je saisis, etc.

Julio GUTIERREZ.

Son Excellence,
Monsieur R. L. Nosworthy,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de la Grande-Bretagne,
La Paz.

two countries since 1892 should be made applicable to Transjordan, and that, in regard to the designation of the consular officers of the Republic for the purposes of Article XVII of the Treaty, the necessary functions will be discharged by the Consul of Bolivia at Jaffa, Palestine, and the Consul of Spain at Jerusalem, who is in charge of the consular affairs of Bolivia.

In conformity with Your Excellency's request, the present note will be regarded as an instrument giving validity to the extension of the effects of the said Treaty to the territory of Transjordan.

I avail myself, etc.

Julio GUTIERREZ.

His Excellency
Mr. R. L. Nosworthy,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
La Paz.

No. 83 (a). — EXTRADITION TREATY¹
BETWEEN GREAT BRITAIN AND ROUMANIA.
SIGNED AT BUCHAREST,
MARCH 21, 1893.

Nº 83 (a). — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA
ROUMANIE. SIGNÉ A BUCAREST, LE
21 MARS 1893.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE TREATY. BUCHAREST, FEBRUARY 12, AND MARCH 3, 1932.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA TRANSJORDANIE DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ CI-DESSUS. BUCAREST, LES 12 FÉVRIER ET 3 MARS 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande Bretagne, le 29 avril 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, April 29, 1932.

¹ Vol. LXXXIII, page 480, de ce recueil.

¹ Vol. LXXXIII, page 480, of this Series.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.
₄

I.

BRITISH LEGATION.

No. 17.
 (50/4/32).

BUCHAREST, *February 12th*, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to my predecessor's Note No. 191 of December 14th, 1927, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Roumanian Government agree that the provisions of the extradition treaty signed at Bucharest on the 21st (9th) March, 1893, shall be deemed to apply to Transjordan. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty shall, as from the date of Your Excellency's note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

3. I have the honour to add that for the purposes of this agreement the "governor or chief authority" referred to in Article XVII of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

4. If the Roumanian Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designation of the Consular Officer of Roumania

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 17
 (50/4/32).

BUCAREST, *le 12 février* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note N° 191 en date du 14 décembre 1927 de mon prédécesseur, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord juge désirable que les dispositions des traités d'extradition existantes conclus par Sa Majesté et déjà applicables à la Palestine (non compris la Transjordanie) soient désormais applicables à la Transjordanie.

2. J'ai donc l'honneur de demander si le Gouvernement roumain accepte que les dispositions du traité d'extradition signé à Bucarest le 21 (9) mars 1923 soient réputées applicables à la Transjordanie. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet seraient considérées comme instrument de l'accord intervenu entre les deux gouvernements d'après lequel les dispositions du traité s'appliqueraient à la Transjordanie à partir de la date de la note de Votre Excellence, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ce territoire ou qui y ont cherché refuge étant présentées conformément aux dispositions du traité de la même manière que si ce territoire faisait partie des possessions de Sa Majesté et que si les ressortissants ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

3. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins dudit accord le « Gouverneur ou autorité principale » visé par l'article 17 dudit traité serait le Haut Commissaire pour la Transjordanie, à Jérusalem.

4. Si le Gouvernement roumain se rallie à cette proposition, je serais heureux d'être avisé de la désignation de l'agent consulaire de

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

who, for the purpose of Article XVII of the said Treaty, would be the consular officer by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Michael PALAIRET.

His Excellency,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Bucharest.

Certified that the foregoing is the true text of the original note from the British Legation at Bucharest to the Royal Roumanian Ministry for Foreign Affairs, No. 17 of 12th February, 1932.

BUCHAREST, *March 4th*, 1932.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
No. 11530.

BUCHAREST, *le 3 mars* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser, en date du 12 février 1932, sous N° 17 (50/4/32), j'ai l'honneur de l'informer que le Gouvernement royal roumain a acquiescé au désir exprimé par le Gouvernement de Sa Majesté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande, du Nord, de faire appliquer dès maintenant à la Transjordanie les dispositions du Traité d'extradition actuellement en vigueur entre la Grande-Bretagne et la Roumanie, signé à Bucarest le 21 (9) mars 1893.

Conformément à la suggestion de Votre Excellence, à partir de la date de l'expédition de cette note, l'accord entre nos deux gouvernements sera considéré conclu et « les demandes d'extradition concernant le territoire de la Transjordanie seront faites conformément au traité et de la même façon que si ce territoire faisait partie des possessions de Sa Majesté britannique et si les ressortissants ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

Roumanie qui, aux fins de l'article 17 dudit traité, serait l'agent consulaire chargé de la présentation des demandes d'extradition d'individus réfugiés en Transjordanie.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) Michael PALAIRET.

Son Excellence,
Monsieur le Ministre
des affaires étrangères, *a. i.*,
Bucarest.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 11530.

BUCHAREST, *March 3*, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Your Excellency's letter of February 12, 1932, No. 17 (50/4/32), I have the honour to inform you that the Royal Roumanian Government acquiesce in the desire expressed by His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland that the provisions of the Extradition Treaty at present in force between Great Britain and Roumania, which was signed at Bucharest on March 21 (9th), 1893, should now be made applicable to Transjordan.

In accordance with Your Excellency's suggestion, the agreement between our two Governments shall be deemed to be concluded as from the date of this note, and the requisitions for extradition from and to Transjordan shall be made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Britannic Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

La Légation royale de Roumanie à Londres a été désignée comme autorité compétente pour faire les demandes d'extradition concernant les infracteurs réfugiés sur le territoire de la Transjordanie.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, je profite de cette occasion pour lui renouveler l'assurance de ma haute considération.

Pour le ministre :

G. FILALITY.

A Son Excellence

Monsieur Michael Palairet,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
à Bucarest.

The Royal Roumanian Legation at London has been designated as the competent authority by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

I have the honour to be, etc.

G. FILALITY

(for the Minister).

His Excellency

Monsieur Michael Palairet,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of
His Britannic Majesty,
Bucharest.

No. 84 (a). — EXTRADITION TREATY¹
BETWEEN GREAT BRITAIN AND CHILE.
SIGNED AT SANTIAGO, JANUARY 26,
1897.

Nº 84 a). — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET
LE CHILI. SIGNÉ A SANTIAGO, LE 26
JANVIER 1897.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE APPLI-
CATION TO TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS
OF THE ABOVE TREATY. SANTIAGO, FEBRUARY
23 AND MARCH 18, 1932.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION
A LA TRANSJORDANIE DES DISPOSITIONS DU
TRAITÉ CI-DESSUS. SANTIAGO, LES 23 FÉVRIER
ET 18 MARS 1932.

*Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires
étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne
le 13 juin 1932.*

*Communicated by His Majesty's Secretary of State
for Foreign Affairs in Great Britain, June
13, 1932.*

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH EMBASSY.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 28.

Nº 28.

SANTIAGO, February 23rd, 1932.

SANTIAGO, le 23 février 1932.

EXCELLENCY,

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Mr. O. A. Scott's note
No. 154, of December 29, 1927, I have the

Me référant à la note Nº 154 de M. O. A. Scott,
en date du 29 décembre 1927, j'ai l'honneur de

¹ Vol. LXXXIII, page 485, de ce recueil.

¹ Vol. LXXXIII, page 485, of this Series.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Government of the Republic of Chile agree that the provisions of the extradition treaty signed at Santiago on January 26th, 1897, shall be deemed to apply to Transjordan. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty shall, as from the date of Your Excellency's note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

3. I have the honour to add that for the purposes of this agreement the "governor or chief authority" referred to in Article XVII of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

4. If the Chilean Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designation of the Consular Officer of the Republic of Chile whom for the purpose of Article XVII of the said Treaty would be the "chief consular officer" by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. G. CHILTON.

Su Excelencia,
Señor don Carlos Balmaceda,
Minister for Foreign Affairs,
Santiago.

porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord estime désirable que les dispositions des traités d'extradition conclus par Sa Majesté, qui sont actuellement en vigueur et qui ont déjà été rendues applicables à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie) soient désormais rendues applicables à la Transjordanie.

2. En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement de la République du Chili accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Santiago le 26 janvier 1897, soient considérées comme s'appliquant à la Transjordanie. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet seraient considérées comme constatant officiellement l'accord intervenu entre les deux gouvernements et selon lequel les dispositions de ce traité s'appliqueront à la Transjordanie, à partir de la date de la note de Votre Excellence, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ce territoire ou qui y ont cherché refuge étant présentées, conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si ce territoire était une possession de Sa Majesté et que si les nationaux ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

3. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord le «gouverneur ou l'autorité principale» mentionné à l'article XVII du traité en question serait le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem.

4. Si le Gouvernement chilien accepte cette proposition, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer le fonctionnaire consulaire de la République du Chili qui, aux fins de l'article XVII dudit traité, sera le «fonctionnaire consulaire principal» ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie.

Je saisis, etc.

H. G. CHILTON.

Son Excellence
Monsieur Carlos Balmaceda,
Ministre des Affaires étrangères,
Santiago.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE CHILE.

MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES.FIB. DPTO. DIPLOMÁTICO.
F.I.B.

No. 1478.

SANTIAGO, 18 de marzo de 1932.

SEÑOR EMBAJADOR :

Tengo el honor de acusar recibo de la nota de V. E. No. 28, fechada el 23 de febrero último por la cual se sirve proponer, a nombre del Gobierno de S. M. Británica en el Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda, extender la vigencia del Tratado de Extradición, suscrito entre los dos países el 26 de enero de 1897, al territorio de Transjordania.

Añade V. E., que si el Gobierno de la República accede a extender la fuerza de dicho Tratado sobre el territorio en cuestión, el convenio respectivo se consideraría perfeccionado con el cambio de notas oficiales sobre la materia. Y, en consecuencia, a partir de la fecha de la presente comunicación, las disposiciones del Tratado de Extradición de 1897 se harán extensivas al territorio de la Transjordania, dirigiéndose las solicitudes de extradición a y desde dicho territorio, en conformidad con el Tratado, en igual forma que si ese territorio fuera una posesión de S. M. y como si sus nacionales o nativos fuesen súbditos británicos.

Propone, además V. E., que para los efectos del acuerdo, se considere como « Gobernador o principal autoridad » de la Transjordania, según los terminos del artículo XVII del Tratado, al Alto Comisionado para Transjordania, Jerusalén.

En respuesta, cúpleme expresar a V. E., a nombre del Gobierno de la República, que acepto en todas sus partes la proposición que V. E. se sirve hacer y, en consecuencia, se considerará vigente el Convenio desde el momento en que la presente comunicación sea puesta en manos de V. E.

En cuanto a los Agentes Consulares llamados a actuar, según el artículo XVII del Tratado, debo hacer presente a V. E. que el Gobierno de Chile no ha acreditado funcionario consular de ninguna jerarquía en el territorio de la Transjordania, de modo que, siguiendo las normas generales del procedimiento de extradición, intervendrá en cada caso el representante diplomático de Chile ante el Gobierno de S. M. Británica.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

Carlos BALMACEDA.

Excmo. Señor
Henry G. Chilton,
Embajador extraordinario y plenipotenciario
de Gran Bretaña.

¹ TRADUCTION.

RÉPUBLIQUE DU CHILI.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
SERVICE DIPLOMATIQUE.
F. I. B.
N° 1478.

SANTIAGO, le 18 mars 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note N° 28 de Votre Excellence, en date du 23 février dernier, proposant, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, d'étendre au territoire de Transjordanie les dispositions du Traité d'extradition conclu entre les deux pays le 26 janvier 1897.

Votre Excellence ajoute que, si le Gouvernement de la République accepte d'étendre au territoire en question les dispositions dudit traité, l'accord y relatif serait considéré comme consacré par l'échange de notes officielles ne cette matière, et qu'en conséquence, à partir de la date de la présente communication, les dispositions du traité d'extradition de 1897 seront étendues au territoire de Transjordanie, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ce territoire ou qui y ont cherché refuge étant présentées, conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si ce territoire était une possession de Sa Majesté et que si les nationaux ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

Votre Excellence propose, en outre, qu'aux fins de l'accord, le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem soit considéré comme le « gouverneur ou l'autorité principale » de la Transjordanie, aux termes de l'article XVII du traité.

En réponse, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence, au nom du Gouvernement de la République, que j'accepte entièrement la proposition de Votre Excellence et qu'en conséquence l'accord sera considéré comme entrant en vigueur à partir du moment où la présente communication vous sera parvenue.

¹ TRANSLATION.

REPUBLIC OF CHILE.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DIPLOMATIC DEPARTMENT.
F. I. B.
No. 1478.

SANTIAGO, March 18, 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note No. 28 of February 23 last, in which Your Excellency proposes, on behalf of His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Ireland, that the provisions of the extradition treaty concluded between the two countries on January 26, 1897, should be made applicable to the territory of Transjordan.

Your Excellency adds that if the Government of the Republic agree that the provisions of the said Treaty should apply to the territory in question, the exchange of official notes on the subject would be regarded as placing on record the understanding relating thereto, and in consequence the provisions of the said extradition treaty of 1897 would apply to the territory of Transjordan as from the date of the present communication, the requisitions for extradition from and to that territory being made, in conformity with the Treaty, in like manner as if that territory were a possession of His Majesty and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

Your Excellency further proposes that, for the purposes of this agreement, the "governor or chief authority" of Transjordan, referred to in Article XVII of the said Treaty, would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

In reply, I have the honour to inform Your Excellency, on behalf of the Government of the Republic, that I accept Your Excellency's proposal in all respects, and that in consequence the agreement will be regarded as coming into force as from the date on which the present communication reaches you.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

En ce qui concerne les agents consulaires ayant qualité pour agir aux termes de l'article XVII du traité, je dois vous signaler que le Gouvernement du Chili n'a aucun fonctionnaire consulaire accrédité sur le territoire de la Transjordanie ; en conséquence et conformément aux règles générales de la procédure d'extradition, ce sera le représentant diplomatique du Chili auprès du Gouvernement de Sa Majesté britannique qui aura à intervenir dans chaque cas.

Je saisis, etc.

Carlos BALMACEDA.

Son Excellence
Monsieur Henry G. Chilton,
Ambassadeur extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Grande-Bretagne.

With regard to the consular agents competent to act in accordance with Article XVII of the Treaty, I have to inform Your Excellency that the Chilian Government has no accredited consular officer in the territory of Transjordan. Accordingly, in conformity with the general rules for extradition procedure, the Chilian diplomatic representative accredited to His Britannic Majesty's Government will act in such cases.

I avail myself, etc.

Carlos BALMACEDA.

His Excellency
Monsieur Henry G. Chilton,
His Britannic Majesty's
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary.

No. 86 (a). — EXTRADITION TREATY¹
BETWEEN AUSTRIA-HUNGARY AND
GREAT BRITAIN, SIGNED AT VIENNA
DECEMBER 3, 1873, AS AMENDED BY
THE DECLARATION SIGNED AT LON-
DON, JUNE 26, 1901.

Nº 86 a). — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION
ENTRE L'AUTRICHE-HONGRIE ET LA
GRANDE-BRETAGNE, SIGNÉ A VIENNE
LE 3 DÉCEMBRE 1873, AMENDÉ PAR
LA DÉCLARATION SIGNÉE A LONDRES,
LE 26 JUIN 1901.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTEN-
SION TO TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS
OF THE ABOVE TREATY. VIENNA, FEBRUARY
2, AND MARCH 18, 1932.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION
A LA TRANSJORDANIE DES DISPOSITIONS DU
TRAITÉ CI-DESSUS. VIENNE, LES 2 FÉVRIER
ET 18 MARS 1932.

*Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires
étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne
le 29 avril 1932.*

*Communicated by His Majesty's Secretary of
State for Foreign Affairs in Great Britain,
April 29, 1932.*

¹ Vol. LXXXIII, page 495, de ce recueil.

¹ Vol. LXXXIII, page 495, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 13.
(84/2/32).

VIENNA, *February 2nd*, 1932.

MR. FEDERAL CHANCELLOR,

With reference to Viscount Chilston's note of December 5th, 1927, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Government of the Republic of Austria agree that the provisions of the extradition treaty signed at Vienna on December 3rd, 1873, as amended by the Declaration signed at London on June 26th, 1901, shall in so far as their provisions relate to Austria, be deemed to apply to Transjordan. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty as amended by the said Declaration shall, as from the date of Your Excellency's note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

3. I have the honour to add that for the purposes of this agreement the "governor or chief authority" referred to in Article XVII of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 13
(84/2/32).

VIENNE, *le 2 février* 1932.

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

Me référant à la note du Vicomte Chilston, en date du 5 décembre 1927, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord estime désirable que les dispositions des traités d'extradition conclus par Sa Majesté qui sont actuellement en vigueur et qui ont déjà été rendus applicables à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie) soient également rendus applicables à la Transjordanie.

2. En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement de la République d'Autriche accepte que les dispositions du traité d'extradition signé à Vienne le 3 décembre 1873 et amendé par la déclaration signée à Londres le 26 juin 1901, soient, dans la mesure où ces dispositions se rapportent à l'Autriche, considérées comme s'appliquant à la Transjordanie. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet, seraient considérées comme constatant officiellement l'accord intervenu entre les deux gouvernements et selon lequel les dispositions de ce traité, amendé par ladite déclaration, s'appliqueront à la Transjordanie, à partir de la date de la note de Votre Excellence, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ce territoire, ou qui y ont cherché refuge étant présentées conformément aux dispositions du traité, de la même manière que si ce territoire était une possession de Sa Majesté et que si les nationaux ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

3. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord, le «gouverneur ou l'autorité principale» mentionné à l'article XVII du traité en question, serait le Haut-Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

4. If the Austrian Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designation of the Consular Officer of the Republic of Austria who, for the purpose of Article XVII of the said Treaty, would be the "chief consular officer" by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

I avail myself of this occasion to renew to you, Mr. Federal Chancellor, the assurance of my highest consideration.

(Signed) Eric PHIPPS.

His Excellency
Dr. Charles Buresch,
Federal Chancellor,
Vienna.

4. Si le Gouvernement autrichien accepte cette proposition, je serais très heureux qu'on voulût bien m'indiquer le fonctionnaire consulaire de la République d'Autriche qui aux fins de l'article XVII du traité en question serait le « principal fonctionnaire consulaire » ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie.

Je saisis, etc.

(Signé) Eric PHIPPS.

Son Excellence
le Dr Charles Buresch,
Chancelier fédéral,
Vienne.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

WIEN, am 18. März 1932.

HERR MINISTER,

1. Bezugnehmend auf die sehr geschätzte Note vom 2. Februar 1932, Zahl 13 (84/2/32) beehre ich mich Eurer Exzellenz mitzuteilen, dass die österreichische Bundesregierung damit einverstanden ist, dass der zwischen der ehemaligen österreichisch-ungarischen Monarchie und dem Vereinigten Königreiche von Grossbritannien und Nord Irland abgeschlossene und zwischen der Republik Oesterreich und dem Britischen Reiche in Geltung stehende Auslieferungsvertrag vom 3. Dezember 1873 samt Additionalerklärung vom 26. Juni 1901 auch auf Transjordanien Anwendung finden soll.

2. Durch die eingangs zitierte Note Euer Exzellenz und durch die vorliegende Note ist somit die Uebereinstimmung zwischen den beiden beteiligten Regierungen hergestellt, dass die Bestimmungen der beiden erwähnten Abmachungen zwischen der Republik Oesterreich und Transjordanien von nun an anzuwenden sein werden, wobei hinsichtlich der Voraussetzungen der Auslieferung nach und aus Transjordanien so vorzugehen sein wird, als ob dieses Gebiet eine Besetzung Seiner Britischen Majestät und die Angehörigen oder Eingeborenen dieses Gebiets britische Untertanen wären.

3. Die Bundesregierung hat zur Kenntnis genommen, dass als „Statthalter oder Oberste Behörde“ im Sinne des Artikels XVII des Auslieferungsvertrages der Hochkommissär für Transjordanien in Jerusalem anzusehen ist.

4. Als „Oberste Konsularbehörde“, im Sinne des Artikels XVII des erwähnten Vertrages beehre ich mich namens der Bundesregierung Eurer Exzellenz den österreichischen Generalkonsul in Jerusalem anzugeben.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Der Bundeskanzler :

(Signed) BURESCH.

Sir Eric Phipps,
ausserordentlicher Gesandter und
bevollmächtigter Minister Seiner
Britischen Majestät,
Wien.

¹ TRADUCTION.

VIENNE, le 18 mars 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

1. Me référant à votre note n° 13 (84/2/32) du 2 février 1932, j'ai l'honneur de faire connaître à votre Excellence que le Gouvernement fédéral autrichien accepte que le Traité d'extradition conclu le 3 décembre 1873 entre l'ancienne monarchie austro-hongroise et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et demeuré en vigueur entre la République d'Autriche et l'Empire britannique, y compris la Déclaration additionnelle du 26 juin 1901, soient également rendus applicables à la Transjordanie.

2. La note précitée de votre Excellence et la présente note constatent donc l'entente intervenue entre les deux gouvernements intéressés et selon laquelle les dispositions des deux accords ci-dessus mentionnés seront désormais applicables entre la République d'Autriche et la Transjordanie ; en conséquence, il demeure entendu qu'en ce qui concerne les formalités à remplir pour obtenir l'extradition des délinquants qui se sont enfuis de Transjordanie ou qui y ont cherché refuge, il sera procédé de la même manière que si ce territoire était une possession de Sa Majesté britannique et que si les nationaux ou les indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

3. Le Gouvernement fédéral a pris acte de ce que « le Gouverneur ou l'autorité principale » au sens de l'article XVII du traité d'extradition sera le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem.

4. J'ai l'honneur, au nom du Gouvernement fédéral, de faire connaître à Votre Excellence que le consul général d'Autriche à Jérusalem sera le « principal fonctionnaire consulaire », au sens de l'article XVII du susdit traité.

Je saisis, etc.

Le Chancelier fédéral :

(Signé) BURESCH.

Sir Eric Phipps,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de
Sa Majesté britannique,
Vienne.

¹ TRANSLATION.

VIENNA, March 18, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

1. With reference to your note No. 13 (84/2/32), of February 2, 1932, I have the honour to inform you that the Austrian Federal Government agrees that the extradition treaty of December 3, 1873, concluded between the former Austro-Hungarian Monarchy and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and still in force between the Republic of Austria and the British Empire, together with the additional Declaration of June 26, 1901, shall be made applicable also to Transjordan.

2. Your note referred to above and the present note constitute an agreement between the two Governments concerned that the provisions of the above-mentioned two Agreements shall henceforward be applicable between the Republic of Austria and Transjordan, the requisitions for extradition from and to Transjordan being made as if that territory were a possession of His Britannic Majesty and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

3. The Federal Government has noted that the "governor or chief authority" referred to in Article XVII of the extradition treaty will be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

4. On behalf of the Federal Government I have the honour to inform you that, for the purpose of Article XVII of the said treaty, the "chief consular officer" will be the Austrian Consul-General, Jerusalem.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) BURESCH,

Federal Chancellor.

Sir Eric Phipps,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Vienna.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

No. 87 (a). — EXTRADITION TREATY¹
BETWEEN GREAT BRITAIN AND PERU.
SIGNED AT LIMA, JANUARY 26, 1904.

Nº 87 a). — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET
LE PÉROU. SIGNÉ A LIMA, LE 26 JAN-
VIER 1904.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE APPLI-
CATION TO TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS
OF THE ABOVE TREATY. LIMA, FEBRUARY 24,
AND MARCH 2, 1932.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION
A LA TRANSJORDANIE DES DISPOSITIONS DU
TRAITÉ CI-DESSUS. LIMA, LES 24 FÉVRIER
ET 2 MARS 1932.

*Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires
étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne,
le 13 juin 1932.*

*Communicated by His Majesty's Secretary of
State for Foreign Affairs in Great Britain,
June 13, 1932.*

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 24.
(110/2/32)

LIMA, February 24, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to my Predecessor's note No. 51 of the 26th December, 1927, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Government of the Republic of Peru agree that the provisions of the extradition treaty signed at Lima on the 26th January, 1904, shall be deemed to apply to Transjordan. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understand-

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 24.
(110/2/32).

LIMA, le 24 février 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la note Nº 51 de mon prédécesseur, en date du 26 décembre 1927, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord estime désirable que les dispositions des traités d'extradition conclus par Sa Majesté, qui sont actuellement en vigueur et qui ont déjà été rendues applicables à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie), soient désormais rendues applicables à la Transjordanie.

2. En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement de la République du Pérou accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Lima le 26 janvier 1904 soient considérées comme s'appliquant à la Transjordanie. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet seraient considérées comme constatant

¹ Vol. LXXXIII, page 500, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LXXXIII, page 500, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty shall, as from the date of Your Excellency's note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

3. I have the honour to add that for the purposes of this agreement the "governor or chief authority" referred to in Article XVII of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

4. If the Peruvian Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designation of the Consular Officer of Peru who, for the purpose of Article XVII of the said Treaty, would be the "chief consular officer" by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

C. H. BENTINCK.

His Excellency
Señor Alberto Freundt Rosell,
etc., etc., etc.,
Minister for Foreign Affairs,
Lima.

officiellement l'accord intervenu entre les deux gouvernements et selon lequel les dispositions de ce traité s'appliqueront à la Transjordanie à partir de la date de la note de Votre Excellence, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ce territoire ou qui y ont cherché refuge, étant présentées, conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si ce territoire était une possession de Sa Majesté et que si les nationaux ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

3. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord, le «gouverneur ou l'autorité principale» mentionné à l'article XVII du traité en question serait le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem.

4. Si le Gouvernement péruvien accepte cette proposition, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer le fonctionnaire consulaire du Pérou qui, aux fins de l'article XVII dudit traité, sera le «fonctionnaire consulaire principal» ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie.

Je saisis, etc.

C. H. BENTINCK.

Son Excellence
Monsieur Alberto Freundt Rosell,
etc., etc., etc.,
Ministre des Affaires étrangères,
Lima.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Número 8.

LIMA, 2 de marzo de 1932.

SEÑOR MINISTRO :

En respuesta a la atenta comunicación de Vuestra Excelencia No. 24, fechada el 24 de febrero último, tengo a honra manifestarle que mi Gobierno conviene en que las cláusulas del tratado de extradición vigente entre el Perú y la Gran Bretaña, firmado en esta capital el 26 de enero de 1904, sean también aplicables a la Transjordanía, y en que los respectivos pedidos de extradición se hagan de igual manera que si el territorio de la Transjordanía fuera británico y que si los nacionales o nativos de él fueran súbditos de Su Majestad.

Habiendo tomado nota de que «el Gobernador o primera autoridad», mencionado en el artículo XVII del tratado, sería el Alto Comisionado de Transjordanía, residente en Jerusalén me complazco a mi vez, en informar a Vuestra Excelencia que, llegado el caso, estaría encargado de presentar la respectiva demanda de extradición al Cónsul del Perú en Palestina, que tiene también residencia en Jerusalén.

De acuerdo con Vuestra Excelencia sobre la significación oficial de esta nota y de la comunicación a que se refiere, aprovecho la oportunidad para renovarle, señor Ministro, las seguridades de mi alta y distinguida consideración.

A. FREUNDT ROSELL.

Al Excelentísimo señor
Charles H. Bentinck,
Enviado Extraordinario y Ministro
Plenipotenciario de la Gran Bretaña
Ciudad.

¹ TRADUCTION.

Nº 8.

LIMA, le 2 mars 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la communication Nº 24 de Votre Excellence en date du 24 février dernier, j'ai l'honneur de vous faire savoir que mon gouvernement accepte que les clauses du Traité d'extradition en vigueur entre le Pérou et la Grande-Bretagne, signé dans cette capitale le 28 janvier 1904, soient également applicables à la Transjordanie et que les demandes d'extradition y afférentes soient présentées de la même manière que si le territoire de la Transjordanie était une possession britannique et que si les nationaux ou indigènes de ce territoire étaient des sujets de Sa Majesté.

J'ai pris bonne note que le « gouverneur ou l'autorité principale » mentionné à l'article XVII du traité sera le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem. A mon tour, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, le cas échéant, le fonctionnaire ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition serait le consul du Pérou en Palestine, qui réside également à Jérusalem.

Je me déclare d'accord avec Votre Excellence sur la signification officielle de la présente note et de la communication à laquelle elle se réfère, et je saisis, etc.

A. FREUNDT ROSELL.

Son Excellence
M. Charles H. Bentinck,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Grande-Bretagne,
Lima.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 8.

LIMA, March 2, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to Your Excellency's communication No. 24 of February 24 last, I have the honour to inform you that my Government agree that the provisions of the Extradition treaty in force between Peru and Great Britain, signed at Lima on January 26, 1904, should be made applicable to Transjordan and that the requisitions for extradition from and to that territory should be made in like manner as if that territory were British and as if the nationals or natives of that territory were His Majesty's subjects.

I have taken note that the "Governor of chief authority" referred to in Article XVII of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem, and I have the honour to inform Your Excellency that the Consul of Peru in Palestine, also resident in Jerusalem, would act, when necessary, as the competent authority to make requisition for extradition.

I accept Your Excellency's proposal concerning the official significance of the present note and of the communication to which it refers, and avail myself, etc.

A. FREUNDT ROSELL.

His Excellency
M. Charles H. Bentinck,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Lima.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

No. 90 (a). — EXTRADITION TREATY¹
BETWEEN GREAT BRITAIN AND GREECE.
SIGNED AT ATHENS, SEPTEMBER
24, 1910.

Nº 90 a). — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET
LA GRÈCE. SIGNÉ A ATHÈNES, LE
24 SEPTEMBRE 1910.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE APPLICATION TO TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE TREATY. ATHENS, FEBRUARY 3 AND APRIL 22, 1932.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA TRANSJORDANIE DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ CI-DESSUS. ATHÈNES, LES 3 FÉVRIER ET 22 AVRIL 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 13 juin 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 13, 1932.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH LEGATION.

Mº 42.

ATHENS, *February 3rd*, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to my predecessor's note to Monsieur Zaimis No. 240 of December 5th, 1927, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Hellenic Government agree that the provisions of the extradition treaty signed at Athens on September 24/11, 1910, shall be deemed to apply to Transjordan. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

Mo. 42.

ATHÈNES, *le 3 février* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la note N° 240, en date du 5 décembre 1927, adressée à M. Zaimis par mon prédécesseur, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord estime désirable que les dispositions des Traités d'extradition conclus par Sa Majesté, qui sont actuellement en vigueur et qui ont déjà été rendues applicables à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie), soient désormais rendues applicables à la Transjordanie.

2. En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement hellénique accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Athènes le 24/11 septembre 1910 soient considérées comme s'appliquant à la Transjordanie. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet seraient considérées comme constatant officiellement l'accord intervenu entre les deux gou-

¹ Vol. LXXXIII, page 513, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LXXXIII, page 513, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

provisions of that Treaty shall, as from the date of Your Excellency's note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance with the treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

3. I have the honour to add that for the purposes of this agreement the "governor or chief authority" referred to in Article 18 of the said treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

4. If the Hellenic Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designation of the Consular Officer of the Hellenic Republic who, for the purpose of Article 18 of the said Treaty, would be the "chief consular officer" by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency, the assurance of my highest consideration.

Patrick RAMSAY.

His Excellency
Monsieur Michalacopoulos,
Minister for Foreign Affairs,
Athens.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 16007.

ATHÈNES, le 22 avril 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par sa lettre sub. N° 42 en date du 3 février 1932, Votre Excellence a bien voulu me faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté britannique considère désirable d'étendre l'application des dispositions du Traité d'extradition, signé à Athènes le 24 septembre 1910 entre la Grèce et la Grande-Bretagne au territoire sous mandat britannique de Transjordanie.

vernements et selon lequel les dispositions de ce traité s'appliqueront à la Transjordanie à partir de la date de la note de Votre Excellence, les demandes d'extraditions concernant les délinquants qui se sont enfuis de ce territoire ou qui y ont cherché refuge étant présentées, conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si ce territoire était une possession de Sa Majesté et que si les nationaux ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

3. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord, le « gouverneur ou l'autorité principale » mentionné à l'article 18 du traité en question serait le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem.

4. Si le Gouvernement hellénique accepte cette proposition, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer le fonctionnaire consulaire de la République hellénique qui, aux fins de l'article 18 dudit traité, sera le « fonctionnaire consulaire principal » ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie.

Je saisis, etc.

Patrick RAMSAY.

Son Excellence
Monsieur Michalacopoulos,
Ministre des Affaires étrangères,
Athènes.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 16007.

ATHENS, April 22, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your letter No. 42 dated February 3, 1932, Your Excellency was good enough to inform me that His Britannic Majesty's Government considered it desirable that the provisions of the extradition treaty signed at Athens on September 24, 1910, between Greece and Great Britain should be made applicable to the territory of Transjordan under British mandate.

En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement hellénique est d'accord pour étendre l'application du traité susmentionné à la Transjordanie.

L'autorité hellénique compétente pour demander l'extradition sera en l'occurrence, selon l'article 18 dudit traité, le consul général de Grèce à Jérusalem.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

A. MICHALAKOPOULOS.

Son Excellence

l'Honorable P.W.M. Ramsay, C.M.G.,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique.

In reply, I have the honour to state that the Hellenic Government agree that the provisions of the above-mentioned Treaty should apply to Transjordan.

The competent Hellenic authority to make requisition for extradition in accordance with Article 18 of the said Treaty will be the Consul-General of Greece at Jerusalem.

I have, etc.

A. MICHALAKOPOULOS.

His Excellency

the Hon. P. W. M. Ramsay, C.M.G.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary.

No. 91 (a). — EXTRADITION¹ TREATY
BETWEEN GREAT BRITAIN AND SIAM.
SIGNED AT BANGKOK, MARCH 4, 1911.

Nº 91 a). — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET
LE SIAM. SIGNÉ A BANGKOK, LE
4 MARS 1911.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE APPLICATION TO TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE TREATY. BANGKOK, MARCH 14 AND APRIL 7, 1932.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA TRANSJORDANIE DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ CI-DESSUS. BANGKOK, LES 14 MARS ET 7 AVRIL 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 13 juin 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 13, 1932.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 90/2/32.

BANGKOK, 14th March, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Your Highness's Note of the 27th February, 1928, I have the honour

LÉGATION

DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 90/2/32.

BANGKOK, le 14 mars 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la note de Votre Altesse en date du 27 février 1928, j'ai l'honneur de porter

¹ Vol. LXXXIII, page 516, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LXXXIII, page 516, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Royal Siamese Government agree that the provisions of the extradition treaty signed at Bangkok on the 4th March, 1911, shall be deemed to apply to Transjordan. In this event the present note and Your Highness's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty shall, as from the date of Your Highness's note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

3. I have the honour to add that for the purposes of this agreement the "governor or chief authority" referred to in Article 16 of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

4. If the Royal Siamese Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designation of the Consular Officer of Siam who, for the purpose of Article 16 of the said Treaty, would be the consular officer by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

5. I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Highness the assurance of my highest consideration.

J. F. JOHNS,
Chargé d'Affaires.

His Highness
Prince Devawongs Varodaya,
etc., etc., etc.

à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord estime désirable que les dispositions des traités d'extradition conclus par Sa Majesté, qui sont actuellement en vigueur et qui ont déjà été rendues applicables à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie) soient désormais rendues applicables à la Transjordanie.

2. En conséquence j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement royal siamois accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Bangkok le 4 mars 1911 soient considérées comme s'appliquant à la Transjordanie. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse de Votre Altesse à cet effet seraient considérées comme constatant officiellement l'accord intervenu entre les deux gouvernements et selon lequel les dispositions de ce traité s'appliqueront à la Transjordanie à partir de la date de la note de Votre Altesse, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ce territoire ou qui y ont cherché refuge étant présentées, conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si ce territoire était une possession de Sa Majesté et que si les nationaux ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

3. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord, le «gouverneur ou l'autorité principale» mentionné à l'article 16 dudit traité, serait le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem.

4. Si le Gouvernement royal siamois accepte cette proposition, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer le fonctionnaire consulaire du Siam qui, aux fins de l'article 16 dudit traité, sera le fonctionnaire consulaire ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie.

5. Je saisis, etc.

J. F. JOHNS,
Chargé d'Affaires.

Son Altesse
le Prince Devawongs Varodaya,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. C. 3/217.

SARANROMYA PALACE, 7th April, 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of the 14th ultimo communicating to me the proposal of His Britannic Majesty's Government that the provisions of existing Extradition Treaty between Great Britain and Siam signed at Bangkok on the 4th March 1911, already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan. You add that for the purpose of this agreement, the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem, would be regarded as the "governor or chief authority" referred to in Article 16 of the Treaty and, in the event of the proposal being agreed to, request to be informed of the designation of the Consular officer of Siam who, for the purpose of the said Article, would be the Consular officer by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

In reply, I have the honour to inform you that His Majesty's Government agrees that the provisions of the Anglo-Siamese Extradition Treaty signed at Bangkok on the 4th March, 1911, shall be deemed to apply also to Transjordan, as from the date of this letter and that your Note and this reply may be considered as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments.

As there is at present no Consular officer of His Majesty's Government in Transjordan, His Majesty's Government would suggest that any requisition for extradition from that territory and the necessary documents in support of such requisition be forwarded to the British Legation in Bangkok for further transmission to the competent authorities of Transjordan. All necessary expenses incurred in connexion there-

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Nº C. 3/217.

PALAIS SARANROMYA, le 7 avril 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 14 mars, me transmettant la proposition du Gouvernement de Sa Majesté britannique tendant à ce que les dispositions du Traité d'extradition en vigueur entre la Grande-Bretagne et le Siam, signé à Bangkok le 4 mars 1911, qui ont déjà été rendues applicables à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie) soient désormais rendues applicables à la Transjordanie. Vous ajoutez qu'aux fins de cet accord, le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem serait considéré comme le « gouverneur ou l'autorité principale » mentionné à l'article 16 du traité et, au cas où cette proposition serait acceptée, vous désirez connaître le fonctionnaire consulaire du Siam qui, aux fins dudit article, serait le fonctionnaire consulaire ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté accepte que les dispositions du Traité anglo-siamois d'extradition signé à Bangkok le 4 mars 1911 soient considérées comme s'appliquant également à la Transjordanie, à partir de la date de la présente lettre, et que votre note et la présente réponse soient considérées comme constatant officiellement l'accord intervenu entre les deux gouvernements.

Étant donné qu'il n'existe actuellement en Transjordanie aucun fonctionnaire consulaire du Gouvernement de Sa Majesté, ce dernier suggère que toutes les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés dans ce territoire, ainsi que les pièces nécessaires à l'appui de cette demande, soient adressées à la Légation britannique à Bangkok, pour être ensuite transmises aux autorités compétentes

with would be defrayed by His Majesty's Government.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Chargé d'Affaires, the assurance of my high consideration.

DEVAWONGS,
Minister for Foreign Affairs.

Monsieur J. F. Johns,
His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires,
Bangkok.

de Transjordanie. Toutes les dépenses nécessitées par ces formalités seraient couvertes par le Gouvernement de Sa Majesté.

Je saisis, etc.

Le Ministre des Affaires étrangères :
DEVAWONGS.

Monsieur J. F. Johns,
Chargé d'Affaires de Sa Majesté britannique
à Bangkok.

No. 97 (a). — EXTRADITION TREATY¹
BETWEEN GREAT BRITAIN AND NICA-
RAGUA. SIGNED AT MANAGUA, APRIL
19, 1905.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE APPLI-
CATION TO TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS
OF THE ABOVE TREATY. GUATEMALA, MARCH
14, 1932, AND MANAGUA, APRIL 6, 1932.

*Communiqué par le secrétaire d'Etat aux
Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-
Bretagne, le 13 juin 1932.*

I.

BRITISH LEGATION.

GUATEMALA, *March 14, 1932.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your predecessor's Note of 12th January 1928 to Mr. Clark Kerr, of which a copy is enclosed for convenience of reference, I have the honour to inform you that His Majes-

Nº 97 a). — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE
NICARAGUA. SIGNÉ A MANAGUA, LE
19 AVRIL 1905.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION
A LA TRANSJORDANIE DES DISPOSITIONS DU
TRAITÉ CI-DESSUS. GUATÉMALA, LE 14 MARS
1932, ET MANAGUA, LE 6 AVRIL 1932.

*Communicated by His Majesty's Secretary of
State for Foreign Affairs in Great Britain,
June 13, 1932.*

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

GUATÉMALA, *le 14 mars 1932.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la notre adressée le 12 janvier 1928 à M. Clark Kerr par votre prédécesseur, note dont une copie est jointe à la présente aux fins de référence, j'ai l'honneur de porter

¹ Vol. LXXXVIII, page 410, de ce re

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LXXXVIII, page 410, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Government of the Republic of Nicaragua agree that the provisions of the extradition treaty signed at Managua on April 19th, 1905, shall be deemed to apply to Transjordan. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty shall, as from the date of Your Excellency's note apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

3. I have the honour to add that for the purposes of this agreement the "governor or chief authority" referred to in Article XV of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

4. If the Nicaraguan Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designation of the Consular Officer of Nicaragua who, for the purpose of Article XV of the said Treaty, would be the "chief consular officer" by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. A. GRANT WATSON.

His Excellency
Señor General Don Anastasio Somoza,
Minister for Foreign Affairs,
Managua,
Nicaragua.

à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord estime désirable que les dispositions des traités d'extradition conclus par Sa Majesté, qui sont actuellement en vigueur et qui ont déjà été rendues applicables à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie) soient désormais rendues applicables à la Transjordanie.

2. En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement de la République du Nicaragua accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Managua le 19 avril 1905 soient considérées comme applicables à la Transjordanie. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet seraient considérées comme constatant officiellement l'accord intervenu entre les deux gouvernements et selon lequel les dispositions de ce traité s'appliqueront à la Transjordanie à partir de la date de la note de Votre Excellence, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ce territoire ou qui y ont cherché refuge étant présentées, conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si ce territoire était une possession de Sa Majesté et que si les nationaux ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

2. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord le «gouverneur ou l'autorité principale» mentionné à l'article XV du traité en question serait le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem.

4. Si le Gouvernement du Nicaragua accepte cette proposition, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer le fonctionnaire consulaire du Nicaragua qui, aux fins de l'article XV dudit traité, sera le «fonctionnaire consulaire principal» ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie.

Je saisis, etc.

H. A. GRANT WATSON.

Son Excellence
le Général Don Anastasio Somoza,
Ministre des Affaires étrangères,
Managua,
Nicaragua.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE NICARAGUA.

Nº 30/32.

MANAGUA, 6 de abril de 1932.

SEÑOR MINISTRO :

Tengo el honor de acusar recibo de la atenta nota de Vuestra Excelencia, fecha 14 de marzo próximo pasado, en la cual se sirve informar a este Ministerio que el Gobierno de Su Majestad en el Reino Unido de la Gran Bretaña y Norte de Irlanda considera conveniente que las estipulaciones de los tratados existentes de extradición celebrados por Su Majestad y hechos ya aplicables a Palestina (excluyendo Transjordan) deberán aplicarse ahora a Transjordan.

Cita Vuestra Excelencia como antecedente de esta cuestión la nota de este Ministerio del 12 de enero de 1928, dirigida a Mr. Clark Kerr, antecesor de Vuestra Excelencia, nota de la cual se sirvió remitir una copia que se ha tenido a la vista ; y se sirve investigar, en consecuencia, si el Gobierno de la República de Nicaragua conviene en que las estipulaciones del tratado de extradición firmado en Managua el 19 de abril de 1905 se considerarán aplicables a Transjordan, en cuyo concepto, la nota de Vuestra Excelencia y la contestación respectiva de este Ministerio deberán considerarse como acuerdo entre los dos Gobiernos para que las estipulaciones del mencionado tratado se apliquen al Transjordan, a contar de la fecha de esta última ; entendiéndose que los requisitos para la extradición al y del territorio serán de conformidad con el tratado, de igual modo que si ese territorio fuese propiedad de Su Majestad, y como si los nativos o nacionales de ese territorio fuesen súbditos británicos.

Agrega Vuestra Excelencia que para los fines de este convenio el « governor or chief authority », a que se refiere el art. XV de dicho tratado, será el Alto Comisionado para Transjordan (Jerusalén) ; y que si el Gobierno de Nicaragua conviene en esta propuesta, Vuestra Excelencia solicita que se le informe la designación del Oficial Consular de Nicaragua que, para los fines del art. XV de dicho tratado, será el « chief consular officer » que haría la solicitud de extradición de Transjordan.

En respuesta, tengo el honor de manifestar a Vuestra Excelencia que el Gobierno de Nicaragua no tiene ningún inconveniente en aceptar la proposición del Gobierno de Su Majestad, y conviene desde luego en que la nota de Vuestra Excelencia y la presente en que tengo el honor de contestarla, sean consideradas desde esta fecha como contenido del acuerdo entre los dos Gobiernos para que las estipulaciones del tratado de extradición del 19 de abril de 1905 se apliquen al Transjordan con los mismos requisitos y de igual modo que si ese territorio fuese propiedad de Su Majestad, y como si los nativos o nacionales de ese territorio fuesen súbditos británicos.

Consecuentemente y con referencia a la parte final de la nota que contesto, tengo el honor de informar a Vuestra Excelencia que el Oficial Consular de Nicaragua (Chief Consular Officer) para las provisiones del art. XV de dicho tratado, a efecto de formular la solicitud de extradición de Transjordan, será el Cónsul general de la República, caso de que el país tenga constituido este funcionario, y no habiendo Cónsul general, será cualquier otro funcionario del orden consular.

Me es grato aprovechar la oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

A. SOMOZA,

Ministro de Relaciones Exteriores.

Excelentísimo señor H. A. Grant Watson,
Ministro de Su Majestad Británica,
Guatemala.

¹ TRADUCTION.

RÉPUBLIQUE DE NICARAGUA.

N° 30/32.

MANAGUA, le 6 *avril* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date du 14 mars dernier portant à la connaissance de ce Ministère que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord estime désirable que les dispositions des traités d'extradition existants conclus par Sa Majesté, déjà rendues applicables à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie) soient désormais rendues applicables à la Transjordanie.

Votre Excellence se réfère en cette matière à la note de ce Ministère en date du 12 janvier 1928 adressée à M. Clark Kerr, prédécesseur de Votre Excellence, note dont vous avez bien voulu m'adresser une copie dont j'ai pris connaissance ; vous demandez, en conséquence, si le Gouvernement de la République de Nicaragua accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Managua le 19 avril 1905, soient considérées comme s'appliquant à la Transjordanie, la note de Votre Excellence et la réponse de ce Ministère devant, dans l'affirmative, être considérées comme constatant officiellement l'accord intervenu entre les deux gouvernements et selon lequel les dispositions du traité en question s'appliqueront à la Transjordanie à partir de la date de la présente note, étant entendu que les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ce territoire ou qui y ont cherché refuge seront présentées, conformément aux dispositions du traité, de la même manière que si ce territoire était une possession de Sa Majesté et que si les indigènes ou nationaux de ce territoire étaient des sujets britanniques.

Votre Excellence ajoute qu'aux fins de cet accord, le « gouverneur ou l'autorité principale » mentionné à l'article XV du traité en question serait le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem et que, si le Gouvernement du Nicaragua accepte cette proposition, Votre

¹ TRANSLATION.

REPUBLIC OF NICARAGUA.

No. 30/32.

MANAGUA, April 6, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note of March 14 last, informing this Ministry that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

Your Excellency refers in this connection to the note addressed by this Ministry on January 12, 1928, to Mr. Clark Kerr, Your Excellency's predecessor, of which Your Excellency enclosed a copy for convenience of reference. You ask in consequence whether the Government of the Republic of Nicaragua agree that the provisions of the extradition treaty signed at Managua on April 19, 1905, shall be deemed to apply to Transjordan, in which event Your Excellency's note and this Ministry's reply thereto would be regarded as constituting an understanding between the two Governments that the provisions of the said Treaty shall, as from the date of the present note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made, in accordance with the Treaty, in like manner as if that territory were a possession of His Majesty and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

Your Excellency adds that, for the purposes of this agreement, the " Governor or chief authority " referred to in Article XV of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem, and if the Nicaraguan Government agreed to that proposal,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Excellence désire savoir quel sera le fonctionnaire consulaire du Nicaragua qui, aux fins de l'article XV dudit traité, sera le « fonctionnaire consulaire principal » ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie.

En réponse, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement du Nicaragua ne voit aucune objection à accepter la proposition du Gouvernement de Sa Majesté, étant entendu que la note de Votre Excellence et la présente, par laquelle j'ai l'honneur d'y répondre, seront considérées à partir de ce jour comme constatant l'accord intervenu entre les deux gouvernements pour rendre applicables à la Transjordanie les dispositions du Traité d'extradition du 19 avril 1905, de la même manière que si ce territoire était une possession de Sa Majesté et que si les indigènes ou nationaux de ce territoire étaient des sujets britanniques.

D'autre part, et comme suite au dernier paragraphe de votre note, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le fonctionnaire consulaire de Nicaragua qui, aux fins de l'article XV dudit traité, aura qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie, sera le consul général de la République, sous réserve que le Nicaragua ait nommé un fonctionnaire de cette catégorie; à défaut de consul général, cette tâche sera assumée par un autre fonctionnaire consulaire.

Je saisis, etc.

Le Ministre des Affaires étrangères :

A. SOMOZA.

Son Excellence

Mr. H. A. Grant Watson,
Ministre de Sa Majesté britannique,
Guatemala.

Your Excellency desires to be informed of the designation of the consular officer of Nicaragua who, for the purpose of Article XV of the said Treaty, would be the "chief consular officer" by whom requisitions for extradition from Transjordan would be made.

I have the honour to inform Your Excellency in reply that the Government of Nicaragua have no objection to the proposal of His Majesty's Government, and agree that Your Excellency's note and the present reply thereto should be regarded from to-day's date as placing on formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of the extradition treaty of April 19, 1905, shall apply to Transjordan upon the same conditions and in like manner as if that territory were a possession of His Majesty and as if the natives or nationals of that territory were British subjects.

Consequently, with reference to the concluding part of Your Excellency's note, I have the honour to inform Your Excellency that the consular officer of Nicaragua (chief consular officer) for the purpose of Article XV of the said Treaty, with competence to make requisition for extradition from Transjordan, will be the Consul-General of the Republic, provided always that Nicaragua has appointed such an officer and that if there is no Consul-General, this function will be discharged by another consular officer.

I avail myself, etc.

A. SOMOZA,

Minister for Foreign Affairs.

His Excellency

Mr. H. A. Grant Watson,
His Britannic Majesty's Minister,
Guatemala.

No. 100 (a). — EXTRADITION TREATY¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND GUATEMALA, SIGNED AT GUATEMALA, JULY 4, 1885, AMENDED BY THE ADDITIONAL PROTOCOL, SIGNED AT GUATEMALA, MAY 30, 1914.

Nº 100 a). — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE GUATÉMALA, SIGNÉ A GUATÉMALA, LE 4 JUILLET 1885, MODIFIÉ PAR LE PROTOCOLE ADDITIONNEL, SIGNÉ A GUATEMALA, LE 30 MAI 1914.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE APPLICATION TO TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE TREATY. GUATEMALA, MARCH 14 AND 30, 1932.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA TRANSJORDANIE DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ CI-DESSUS. GUATÉMALA, LES 14 ET 30 MARS 1932.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 13 juin 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 13, 1932.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH LEGATION.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

GUATEMALA, *March 14, 1932.*

GUATÉMALA, *le 14 mars 1932.*

YOUR EXCELLENCY,

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to my Note of 21st May 1929 and to Don Eduardo Aguirre Velasquez's reply of 11th September 1929, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

Comme suite à ma note du 21 mai 1929 et à la réponse de Don Eduardo Aguirre Velasquez en date du 11 septembre 1929, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord estime désirable que les dispositions des traités d'extradition conclus par Sa Majesté, qui sont actuellement en vigueur et qui ont déjà été rendues applicables à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie) soient désormais rendues applicables à la Transjordanie.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Government of the Republic of Guatemala agree that the provisions of the extradition treaty signed at Guatemala on July 4th, 1885, as amended by the Additional Protocol signed at Guatemala on May 30th, 1914, shall be deemed to apply to Transjordan. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded

2. En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement de la République du Guatemala accepte que les dispositions du traité d'extradition signé à Guatemala le 4 juillet 1885 et amendé par le Protocole additionnel signé à Guatemala le 30 mai 1914, soient considérées comme s'appliquant à la Transjordanie. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet

¹ Vol. XCII, page 420, de ce recueil.

¹ Vol. XCII, page 420, of this Series.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty as amended by the said Additional Protocol shall, as from the date of Your Excellency's note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

3. I have the honour to add that for the purposes of this agreement the "governor or chief authority" referred to in Article XVII of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

4. If the Guatemalan Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designation of the Consular Officer of the Republic of Guatemala who, for the purpose of Article XVII of the said Treaty, would be the "chief consular officer" by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. A. GRANT WATSON.

His Excellency
Señor Licenciado
Don Alfredo Skinner Klée
Minister for Foreign Affairs,
Guatemala.

effet seraient considérées comme constatant officiellement l'accord intervenu entre les deux gouvernements et selon lequel les dispositions de ce traité, tel qu'il a été amendé par ledit protocole additionnel, s'appliqueront à la Transjordanie à partir de la date de la note de Votre Excellence, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ce territoire ou qui y ont cherché refuge étant présentées, conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si ce territoire était une possession de Sa Majesté et que si les nationaux ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

3. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord le «gouverneur ou l'autorité principale» mentionné à l'article XVII du traité en question serait le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem.

4. Si le Gouvernement du Guatemala accepte cette proposition, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer le fonctionnaire consulaire de la République de Guatemala qui, aux fins de l'article XVII dudit traité, sera le «fonctionnaire consulaire principal» ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie.

Je saisis, etc.

H. A. GRANT WATSON.

Son Excellence
Señor Licenciado
Don Alfredo Skinner Klée,
Ministre des Affaires étrangères,
Guatemala.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE GUATEMALA.

SECRETARIA
DE RELACIONES EXTERIORES.

SECCIÓN DIPLOMÁTICA.

356.2 (42-0) (02).

SEÑOR MINISTRO :

Tengo la honra de acusar recibo de la atenta nota de Vuestra Excelencia fechada el 14 de marzo en curso, en la cual se sirve informarme que el Gobierno de Su Majestad en el Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte, considera que sería conveniente que las estipulaciones contenidas

GUATEMALA, 30 de marzo de 1932.

en los tratados existentes de extradición celebrados por Su Majestad y que ya se aplican a Palestina (excluyendo el Transjordan) deben ahora hacerse extensivos el Transjordan ; que por lo tanto, si el Gobierno de la República de Guatemala está anuente en que las estipulaciones del Tratado de extradición firmado en Guatemala el día 4 de julio de 1885, reformado por el Protocolo el día 30 de mayo de 1914, se consideren como aplicables al Transjordan, en cuyo caso la presente nota de Vuestra Excelencia y la contestación de esta Secretaría a ese respecto, se considerarían como estableciendo de manera oficial el entendido a que se ha llegado entre los dos Gobiernos, relativo a que las estipulaciones que contiene dicho Tratado con las reformas establecidas por el precitado Protocolo Adicional, se hagan extensivas al Transjordan desde la fecha de la nota de esta Secretaría, los requisitos de extradición de y para dicho territorio deben formularse de acuerdo con el Tratado, considerando a dicho territorio como si fuese una posesión de Su Majestad, y como si los nacionales y nativos de ese territorio fueran súbditos británicos. Y agrega Vuestra Excelencia que para los fines de este convenio, el Gobernador o Autoridad Principal a que se refiere el artículo XVII de dicho Tratado sería el Alto Comisario de Transjordan, Jerusalén ; y si el Gobierno de Guatemala acepta la precitada propuesta, que se le comunique el nombre del funcionario consular de la República que se designe, quien de acuerdo con el artículo XVII del Tratado, sería el Principal Funcionario consular encargado de formular los requisitos de extradición de Transjordan.

En respuesta me complace manifestar a Vuestra Excelencia que mi Gobierno no tiene inconveniente en aceptar la mencionada propuesta, bajo el entendido de que la petición a que se contrae el párrafo segundo del artículo XVII del mencionado Tratado, para la entrega de un criminal fugitivo que se haya refugiado en alguna de tales colonias o territorio del Transjordan, se haga al Gobernador o Principal Autoridad de tal territorio o posesión, por medio del Agente diplomático de Guatemala, como se expresa en el artículo VIII de dicho Tratado, o en su defecto por la Secretaría de Relaciones Exteriores de mi país, ya que al Gobierno de Guatemala, por ahora, no le es posible nombrar funcionario consular en Palestina con jurisdicción en Transjordan.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi consideración muy distinguida.

A. SKINNER KLÉE.

Excmo. Señor Don Herbert Adolphus Grant Watson,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de la Gran Bretaña,
Presente.

¹ TRADUCTION.

RÉPUBLIQUE DU GUATEMALA.

SECRÉTARIAT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

SECTION DIPLOMATIQUE.

356.2 (42-0) (02).

GUATÉMALA, le 30 mars 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date du 14 courant, me faisant savoir que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-

¹ TRANSLATION.

REPUBLIC OF GUATEMALA.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

DIPLOMATIC DEPARTMENT.

356.2 (42-0) (02).

GUATEMALA, March 30, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note of March 14, 1932, informing me that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Bretagne et d'Irlande du Nord estime désirable que les dispositions des traités d'extradition existants conclus par Sa Majesté, déjà rendues applicables à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie) soient désormais étendues à la Transjordanie; en conséquence, si le Gouvernement de la République du Guatemala accepte que les dispositions du traité d'extradition signé à Guatemala le 4 juillet 1885 et amendé par le Protocole du 30 mai 1914, soient considérées comme applicables à la Transjordanie, la note de Votre Excellence et la réponse de ce Secrétariat seront considérées comme constatant officiellement l'accord intervenu entre les deux gouvernements et selon lequel les dispositions dudit traité, amendé par le protocole additionnel susmentionné, s'appliqueront à la Transjordanie à partir de la date de la note de ce Secrétariat, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ce territoire ou qui y ont cherché refuge étant présentées, conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si ce territoire était une possession de Sa Majesté et que si les nationaux et indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques. Votre Excellence ajoute qu'aux fins de cet accord, le gouverneur ou l'autorité principal mentionné à l'article XVII du traité en question serait le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem et que, si le Gouvernement du Guatemala accepte cette proposition, elle désire que lui soit communiqué le nom du fonctionnaire consulaire de la République qui, aux fins de l'article XVII dudit traité, sera désigné pour être le fonctionnaire consulaire principal ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie.

En réponse, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que mon gouvernement ne voit pas d'objection à accepter la proposition susdite, étant entendu que la demande visée au deuxième paragraphe de l'article XVII dudit traité concernant l'extradition d'un délinquant fugitif réfugié dans l'une des colonies ou sur le territoire de la Transjordanie, sera adressée au gouverneur ou à l'autorité principale dudit territoire ou de ladite possession par l'entremise de l'agent diplomatique du Guatemala, ainsi qu'il est stipulé à l'article VIII dudit traité ou, à son défaut, par le Secrétariat des Affaires étrangères du Guatemala, étant donné que le Gouvernement du Guatemala n'est pas en mesure pour le moment de

Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan and that, in consequence, if the Government of the Republic of Guatemala agree that the provisions of the extradition treaty signed at Guatemala on July 4th, 1885, as amended by the Protocol signed on May 30, 1914, shall be deemed to apply to Transjordan, Your Excellency's note and this Ministry's reply thereto would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty as amended by the said Protocol shall, as from the date of this Ministry's note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made, in accordance with the Treaty, in like manner as if that territory were a possession of His Majesty and as if the nationals or natives of that territory were British subjects. Your Excellency adds that, for the purposes of this agreement the "governor or chief authority" referred to in Article XVII of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem, and that if the Guatemalan Government agrees to this proposal, you would be glad to be informed of the designation of the consular officer of the Republic who, for the purposes of Article XVII of that Treaty, would be "the chief consular officer" by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

I have the honour to inform Your Excellency in reply that my Government has no objection to the above-mentioned proposal, it being understood that the requisition referred to in the second paragraph of Article XVII of the said Treaty concerning the extradition of an offender who has taken refuge in one of the colonies or in the territory of Transjordan would be made to the governor or chief authority of such territory or possession through the intermediary of the Guatemalan Diplomatic agent as is stipulated in Article VIII of the said Treaty or, if there be no such agent, by the Guatemalan Ministry of Foreign Affairs, inasmuch as the Guatemalan Government is not, for the time being in a position to appoint a con-

nommer en Palestine un fonctionnaire consulaire ayant droit de juridiction en Transjordanie.

Je saisis, etc.

A. SKINNER KLÉE.

Son Excellence

Monsieur Herbert Adolphus Grant Watson,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de la Grande-Bretagne
à Guatémala.

sular officer in Palestine with jurisdiction in Transjordan.

I avail myself, etc.

A. SKINNER KLÉE.

His Excellency

Mr. Herbert Adolphus Grant Watson,
His Britannic Majesty's Envoy
Extraordinary and Minister
Plenipotentiary,
Guatemala.

No. 102 (a). — EXTRADITION TREATY¹
BETWEEN GREAT BRITAIN AND SWITZERLAND, SIGNED AT BERNE, NOVEMBER 26, 1880, SUPPLEMENTED BY THE CONVENTION SIGNED AT LONDON, JUNE 29, 1904.

Nº 102 a). — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA
SUISSE, SIGNÉ A BERNE, LE 26 NOVEMBRE 1880, COMPLÉTÉ PAR LA CONVENTION SIGNÉE A LONDRES, LE 29 JUIN 1904.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE APPLICATION TO TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE TREATY. BERNE, JANUARY 28, AND MAY 9, 1932.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA TRANSJORDANIE DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ CI-DESSUS. BERNE, LES 28 JANVIER ET 9 MAI 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 13 juin 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 13, 1932.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

I.

BRITISH LEGATION.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

BERNE, *January* 28, 1932.

BERNE, *le 28 janvier* 1932.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

With reference to the letter from the Political Department No. B. 56/16/4 - SZ of the

Me référant à la lettre N° B. 56/16/4 - SZ du Département politique, en date du 23 février

¹ Vol. XCII, page 432, de ce recueil.

¹ Vol. XCII, page 432, of this Series.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

23rd February 1928, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Federal Council of the Swiss Confederation agree that the provisions of the extradition treaty signed at Berne on November 26th, 1880, as supplemented by the Convention signed at London on June 29th, 1904, shall be deemed to apply to Transjordan. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty as supplemented by the said Convention shall, as from the date of Your Excellency's note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

3. I have the honour to add that for the purposes of this agreement the "governor or supreme authority" referred to in Article XVIII of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

4. If the Swiss Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designation of the Consular Officer of Switzerland who, for the purpose of Article XVIII of the said Treaty, would be the consular officer by whom requisition for extraditions from Transjordan shall be made.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Conseiller fédéral, the assurance of my highest consideration,

H. W. KENNARD.

Son Excellence
Monsieur Motta,
etc., etc., etc.

1928, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord estime désirable que les dispositions des traités d'extradition conclus par Sa Majesté, qui sont actuellement en vigueur et qui ont déjà été rendues applicables à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie), soient désormais rendues applicables à la Transjordanie.

2. En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Conseil fédéral de la Confédération helvétique accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Berne, le 26 novembre 1880 et complété par la Convention signée à Londres le 29 juin 1904, soient considérées comme s'appliquant à la Transjordanie. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet seraient considérées comme constatant officiellement l'accord intervenu entre les deux gouvernements et selon lequel les dispositions de ce traité, complété par ladite convention, s'appliqueraient à la Transjordanie à partir de la date de la note de Votre Excellence, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ce territoire ou qui y ont cherché refuge étant présentées, conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si ce territoire était une possession de Sa Majesté et que si les nationaux ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

3. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord, le «gouverneur ou autorité suprême» mentionné à l'article XVIII du traité en question serait le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem.

4. Si le Gouvernement suisse accepte cette proposition, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer le fonctionnaire consulaire de la Suisse qui, aux fins de l'article XVIII dudit traité, sera le fonctionnaire consulaire ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés en Transjordanie.

Je saisis, etc.

H. W. KENNARD.

Son Excellence
Monsieur Motta,
etc., etc., etc.

II.

Se référant à la note de la Légation de Sa Majesté britannique en date du 28 janvier 1932, le Département politique fédéral a l'honneur de porter à la connaissance de la Légation que le Conseil fédéral est d'accord d'étendre aussi à la Transjordanie les effets du Traité d'extradition conclu entre la Suisse et la Grande-Bretagne, en date du 26 novembre 1880, ainsi que ceux de l'Accord, du 29 juin 1904, concernant l'extension de l'article XVIII dudit traité.

L'extradition sera accordée pour tous les délits énumérés dans le traité d'extradition entre la Suisse et la Grande-Bretagne ; les dispositions de ce traité et de l'Accord du 29 juin 1904 doivent être observées dans toute leur étendue. En particulier, les prescriptions relatives à l'extradition des nationaux seront appliquées notamment aux ressortissants de Transjordanie comme si ces derniers possédaient la nationalité britannique.

Le Département politique prend acte du fait que le Haut Commissaire de la Transjordanie à Jérusalem doit être considéré, aux termes de la communication de la Légation de Sa Majesté, au sens de l'article XVIII du traité d'extradition, comme ayant la qualité de « gouverneur ou de magistrat suprême ». Selon le même article, les requêtes d'extradition doivent être adressées aux autorités consulaires compétentes, en l'occurrence le consulat de Suisse à Jaffa, dont la juridiction s'étend à la Transjordanie.

Le Département politique est, en outre, autorisé à déclarer que le Conseil fédéral considère que la note de la Légation de Sa Majesté du 28 janvier 1932 renferme, sous une forme pleinement valable, le consentement du Gouvernement britannique à l'accord proposé. Le Département admet, de son côté, que la présente communication sera envisagée par le Gouvernement de Sa Majesté comme ayant la valeur d'une déclaration renfermant le consentement de la Suisse. Si tel était le cas, l'accord entrerait en vigueur ce jour même.

Tout en priant la Légation de Sa Majesté britannique de bien vouloir accuser réception de la présente note, le Département politique

II.

With reference to the Note from His Britannic Majesty's Legation under date of January 28, 1932, the Federal Political Department has the honour to inform the British Legation that the Federal Council agree that the provisions of the extradition treaty concluded between Switzerland and Great Britain on November, 26, 1880 and of the Convention of June 29, 1904, supplementary to Article XVIII of the said Treaty, shall be made applicable to Transjordan.

Extradition will be granted for all offences enumerated in the extradition treaty between Switzerland and Great Britain ; the provisions of the above-mentioned Treaty and of the Convention of June 29, 1904, will be observed in their full extent. In particular, the clauses relating to the extradition of nationals shall apply to nationals of Transjordan in like manner as if they were British subjects.

The Political Department takes note of the fact that, in accordance with the communication from His Majesty's Legation, the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem, will be regarded, for the purpose of Article XVIII of the extradition treaty, as the " governor or supreme authority ". In accordance with the same Article, requisitions for extradition will be made to the competent consular authorities, such authority in this case being the Swiss Consulate at Jaffa, whose jurisdiction extends to Transjordan.

The Political Department is further authorised to state that the Federal Council consider the note from His Majesty's Legation of January 28, 1932, as placing on formal record the British Government's acceptance of the proposed agreement. The Department for its part agrees that the present communication shall be regarded by His Majesty's Government as having the force of a declaration placing on record the acceptance of Switzerland. In that event the agreement would come into force as from to-day's date.

The Political Department requests His Britannic Majesty's Legation to be good enough to acknowledge receipt of the present Note

saisit cette occasion pour lui renouveler l'assurance de sa haute considération.

BERNE, le 9 mai 1932.

A la Légation de Sa Majesté britannique,
Berne.

and avails itself of this opportunity to renew to the legation its assurance of its high consideration.

BERNE, May 9, 1932.

His Britannic Majesty's Legation,
Berne.

No. III (a). — TREATY¹ OF PEACE AND COMMERCE BETWEEN GREAT BRITAIN AND SWEDEN, SIGNED AT UPSALA, APRIL 11, 1654.

Nº III a). — TRAITÉ¹ DE PAIX ET DE COMMERCE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A UPSAL, LE 11 AVRIL 1654.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND AND THE SWEDISH GOVERNMENT REGARDING THE DENUNCIATION BY NEW ZEALAND, AS FROM APRIL 11, 1933, OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. STOCKHOLM, APRIL 11 AND 14, 1932.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 13 mai 1932.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS RELATIF A LA DÉNONCIATION PAR LA NOUVELLE-ZÉLANDE, A PARTIR DU 11 AVRIL 1933, DU TRAITÉ CITED. STOCKHOLM, LES 11 ET 14 AVRIL 1932.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, May 13 1932.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 45.
(146/2/32)

STOCKHOLM, April 11, 1932.

SIR,

I have the honour to inform you, at the instance of His Majesty's Government in New Zealand, that they desire to terminate the

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 45.
(146/2/32).

STOCKHOLM, le 11 avril 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A la demande du Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande, j'ai l'honneur de vous faire savoir que ce Gouvernement désire

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. I, page 691.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

application to New Zealand of the following treaties : the Treaty of Peace and Commerce signed at Upsala on the 11th April, 1654, the Treaty of Peace and Commerce signed at Westminster on the 17th July, 1656, the Treaty of Peace and Commerce concluded at Whitehall, Westminster on the 21st October, 1661, the Treaty of Commerce and Alliance signed at Stockholm on the 5th February, 1766, and the Convention of Commerce and Navigation signed at London on the 18th March, 1826.

In accordance, therefore, with the provisions of the Declaration signed at Stockholm on the 27th November, 1911, I have the honour hereby to give notice of the termination of the above-mentioned treaties in respect of the Dominion of New Zealand. The afore-mentioned treaties will accordingly cease to apply to New Zealand twelve months after this notice, namely on the 11th April, 1933.

In making this communication to you, I have the honour to add that His Majesty's Government in New Zealand are quite willing to enter into negotiations with the Swedish Government for the conclusion of a new commercial treaty.

I have the honour to be, with the highest consideration

Sir, your most obedient, humble Servant,

(Signed) Archibald Clark KERR.

Monsieur R. H. F. de Gyllenswärd,
Acting Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,

Certifié pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 9 mai 1932.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 14 avril 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre du 11 de ce mois, vous avez bien voulu m'informer que le Gouvernement de la

faire cesser l'application à la Nouvelle-Zélande des traités suivants : Traité de paix et de commerce signé à Upsal le 11 avril 1654 ; Traité de paix et de commerce signé à Westminster le 17 juillet 1656 ; Traité de paix et de commerce conclu à Whitehall, Westminster le 21 octobre 1661 ; Traité de commerce et d'alliance signé à Stockholm le 5 février 1766 et Convention de commerce et de navigation signée à Londres le 18 mars 1826.

Conformément aux stipulations de la déclaration signée à Stockholm le 27 novembre 1911, j'ai donc l'honneur de dénoncer les traités susmentionnés en ce qui concerne le Dominion de la Nouvelle-Zélande. Lesdits traités cesseront donc d'avoir effet pour la Nouvelle-Zélande à l'expiration d'un délai de douze mois à partir de la présente notification, c'est-à-dire le 11 avril 1933.

En vous adressant la présente communication, j'ai l'honneur d'ajouter que le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande est tout disposé à entrer en négociations avec le Gouvernement suédois pour la conclusion d'un nouveau traité de commerce.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Archibald Clark KERR.

Monsieur R. H. F. de Gyllenswärd,
Ministre des Affaires étrangères *p. i.*
etc., etc.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, April 14, 1932.

SIR,

You were good enough to inform me in your letter of the 11th of the present month

Nouvelle-Zélande désire faire cesser l'application à la Nouvelle Zélande des traités suivants :

Traité de paix et de commerce, signé à Upsal le 11 avril 1654.

Traité de paix et de commerce, signé à Westminster le 17 juillet 1656.

Traité de paix et de commerce, conclu à Whitehall, Westminster le 21 octobre 1661.

Traité de commerce et d'alliance, signé à Stockholm le 5 février 1766.

Convention de commerce et de navigation, signée à Londres le 18 mars 1826.

Conformément aux stipulations de la Déclaration signée à Stockholm le 27 novembre 1911, vous m'avez, en conséquence, notifié la cessation des effets des traités mentionnés ci-dessus pour la Nouvelle-Zélande à partir du 11 avril 1933.

Vous avez bien voulu ajouter que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande serait tout disposé à entrer en négociations avec le Gouvernement royal pour la conclusion d'un nouveau traité de commerce.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette lettre dont le gouvernement royal a pris bonne note.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre :

Le Secrétaire général,
(Signé) HAMILTON.

Monsieur Archibald Kerr Clark Kerr,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.
Stockholm.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 9 mai 1932.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

that the Government of New Zealand desire to terminate the application to New Zealand of the following treaties :

The Treaty of Peace and Commerce signed at Upsala on April 11, 1654.

The Treaty of Peace and Commerce signed at Westminster on July 17, 1656.

The Treaty of Peace and Commerce concluded at Whitehall, Westminster, on October 21, 1661.

The Treaty of Commerce and Alliance signed at Stockholm on February 5, 1766.

The Convention of Commerce and Navigation signed at London on March 18, 1826.

In accordance with the provisions of the Declaration signed at Stockholm on November 27, 1911, you have therefore given me notice of the termination of the above-mentioned treaties in respect of New Zealand, as from April 11, 1933.

You were good enough to add that the Government of New Zealand would be quite willing to enter into negotiations with the Royal Swedish Government for the conclusion of a new commercial treaty.

I have the honour to acknowledge receipt of this letter, of which the Royal Government has taken due note.

I have, etc.

For the Minister :

(Signed) HAMILTON,
Secretary General.

Archibald Kerr Clark Kerr, Esq.
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of His Britannic
Majesty, etc., etc., etc.,
Stockholm.

No. 112 (a). — TREATY¹ OF PEACE AND COMMERCE BETWEEN GREAT BRITAIN AND SWEDEN. SIGNED AT WESTMINSTER, JULY 17, 1656.

Nº 112 a). — TRAITÉ¹ DE PAIX ET DE COMMERCE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A WESTMINSTER, LE 17 JUILLET 1656.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND AND THE SWEDISH GOVERNMENT REGARDING THE DENUNCIATION BY NEW ZEALAND, AS FROM APRIL 11, 1933, OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. STOCKHOLM, APRIL 11 AND 14, 1932.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS RELATIF A LA DÉNONCIATION PAR LA NOUVELLE-ZÉLANDE A PARTIR DU 11 AVRIL 1933, DU TRAITÉ CI-DESSUS. STOCKHOLM, LES 11 ET 14 AVRIL 1932.

(See under No. 111 (a), page 414, of this Volume.)

(Voir sous Nº 111 a), page 414, de ce volume.)

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 13 mai 1932.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, May 13, 1932.

No. 113 (a). — TREATY² OF PEACE AND COMMERCE BETWEEN GREAT BRITAIN AND SWEDEN. SIGNED AT WHITEHALL, WESTMINSTER, OCTOBER 21, 1661.

Nº 113 a). — TRAITÉ² DE PAIX ET DE COMMERCE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A WHITEHALL, WESTMINSTER, LE 21 OCTOBRE 1661.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND AND THE SWEDISH GOVERNMENT REGARDING THE DENUNCIATION BY NEW ZEALAND, AS FROM APRIL 11, 1933, OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. STOCKHOLM, APRIL 11 AND 14, 1932.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS RELATIF A LA DÉNONCIATION PAR LA NOUVELLE-ZÉLANDE, A PARTIR DU 11 AVRIL 1933, DU TRAITÉ CI-DESSUS. STOCKHOLM, LES 11 ET 14 AVRIL 1932.

(See under No. 111 (a), page 414, of this Volume.)

(Voir sous Nº 111 a), page 414, de ce volume.)

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 13 mai 1932.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, May 13, 1932.

¹ *British and Foreign State Papers* Vol. I, page 696.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. I, page 701.

No. 114 (a). — TREATY¹ OF ALLIANCE AND COMMERCE BETWEEN GREAT BRITAIN AND SWEDEN. SIGNED AT STOCKHOLM, FEBRUARY 5, 1766.

Nº 114 a). — TRAITÉ¹ D'ALLIANCE ET DE COMMERCE, ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 5 FÉVRIER 1766.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND AND THE SWEDISH GOVERNMENT REGARDING THE DENUNCIATION BY NEW ZEALAND, AS FROM APRIL 11, 1933, OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. STOCKHOLM, APRIL 11 AND 14, 1932.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS RELATIF A LA DÉNONCIATION PAR LA NOUVELLE-ZÉLANDE, A PARTIR DU 11 AVRIL 1933, DU TRAITÉ CI-DESSUS. STOCKHOLM, LES 11 ET 14 AVRIL 1932.

(See under No. 111 (a), page 414, of this Volume.)

(Voir sous Nº 111 a), page 414 de ce volume.)

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 13 mai 1932.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, May 13, 1932.

No. 115 (a). — CONVENTION² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GREAT BRITAIN AND SWEDEN AND NORWAY. SIGNED AT LONDON, MARCH 18, 1826.

Nº 115 a). — CONVENTION² DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA SUÈDE ET LA NORVÈGE. SIGNÉE A LONDRES, LE 18 MARS 1826.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND AND THE SWEDISH GOVERNMENT REGARDING THE DENUNCIATION BY NEW ZEALAND, AS FROM APRIL 11, 1933, OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. STOCKHOLM, APRIL 11 AND 14, 1932.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS RELATIF A LA DÉNONCIATION PAR LA NOUVELLE-ZÉLANDE, A PARTIR DU 11 AVRIL 1933, DU TRAITÉ CI-DESSUS. STOCKHOLM, LES 11 ET 14 AVRIL 1932.

(See under No. 111 (a), page 414, of this Volume.)

(Voir sous Nº 111 a), page 414, de ce volume.)

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 13 mai 1932.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, May 13, 1932.

¹ DE MARTENS, *Recueil général de Traités*, tome I, page 314.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil de Traités*, tome VI, seconde partie, page 912.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. I, page 709.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 13, page 12.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

